

L'Hellénisme

ORGANE MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:

France. UN AN 6 FR.
Union Posale 8 FR.

DIRECTION A PARIS

42, Rue de Grenelle (VII^e Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME
est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

- La chimère roumaine : la propagande en Macédoine et les incidents de Bucarest.
- Bulgarie et Roumanie : la Coopération en Macédoine.
- Les Grecs modernes sont-ils bien les descendants des anciens Grecs, par M. H. VASNIER.
- La politique italienne en Orient : la question de l'Adriatique, Albanie et Macédoine, par M. A. ADOS-SIDES.
- La Grèce économique et financière. — II, d'après l'ouvrage de M. Edmond Théry.
- L'attentat de Yildiz et la situation à Constantinople.
- La propagande roumaine : Rapport de M. Lazaresco Lecanta à M. Haret, ministre de l'Instruction publique.
- Echos : La Politique en Grèce ; la Crise crétoise ; Comités arméniens, bombes et dynamite ; la Question d'Orient à la Chambre des Communes ; Affaires de Macédoine et de vieille Serbie ; le Contrôle financier ; les Relations franco-bulgares ; la Marine marchande grecque ; le Roi de Grèce à Paris ; les Hellènes à Alexandrie ; les Jeux olympiques ; Nouvelles diverses.
- Les derniers crimes bulgares : Dobromir, les Taxiarques, Kato-Rouman-tsovo, Petalina, Gradenitsi, Egridere.
- Les bandes bulgares, grecques et serbes.
- Bibliographie : L'Enseignement primaire en Grèce, par M. Ch. ANDRÉ.
- Revue de la Presse : La Macédoine ; la situation, le banditisme bulgare, la Lanterne ; La crise crétoise, Times ; Grecs et Italiens, l'Italie ; Autriche, Grèce et Roumanie, le Temps ; A propos de réformes en Turquie, le Siècle ; Aveux bulgares, Novoye-Vremya.

La Paix

Le coup de théâtre qui, à Portsmouth, vient si heureusement mettre fin à la guerre russo-japonaise, est un événement qui ne peut manquer d'avoir sur la situation en Orient une répercussion considérable. A ce titre, aux uns il inspire des inquiétudes, aux autres il donne confiance et espoir.

Pour notre part, quelles que soient les raisons que nous ayons de nous plaindre de la politique moscovite qui s'est montrée, soit directement soit indirectement, si hostile à l'hellenisme, nous avons souvent et sous plus d'un rapport, regretté l'affaiblissement du facteur russe dans l'équilibre oriental, notamment dans les affaires de Macédoine. Libérée désormais des graves préoccupations qui, en Mandchourie, absorbaient toute son attention, à l'abri du péril qui menaçait sa situation et son prestige de grande puissance, la Russie reprend aujourd'hui son rang dans

le concert européen en un moment où les questions les plus délicates sont en Orient l'objet des plus vives appréhensions.

Sans être d'un optimisme excessif, nous souhaitons ardemment que s'inspirant de vues plus libérales, dans sa politique extérieure comme en ce qui concerne la situation intérieure du pays, le gouvernement du Czar revienne, à l'égard des peuples d'Orient, à des sentiments — et à des actes — dignes du bon renom auquel il aspire et qui puissent lui valoir des sympathies qu'il n'a jamais cessé de rechercher.

La Chimère Roumaine

Lorsqu'au lendemain de l' entrevue d'Abazia, entre le roi George et le roi Carol, Hellènes et Roumains, se rendant compte des multiples avantages que leur vaudrait une entente sincère, une étroite coopération dans les Balkans, fraternisaient un peu bruyamment, à Bucarest on laissa entendre que l'on renonçait à nourrir des ambitions, à faire valoir des prétentions sur la Macédoine.

Fatiguée de la stérile propagande qu'elle avait menée depuis 1860 et plus particulièrement depuis 1879, parmi les groupes koutzo-valaques épars en Macédoine et en Épire, la Roumanie était alors bien inspirée en abandonnant une cause perdue d'avance. Les écoles qu'elle avait fondées à grand frais, à Jannina, à Monastir, à Salonique et ailleurs, coûtaient cher à entretenir et restaient sans élèves, — avec moins d'élèves que de professeurs disait M. Haret, ministre de l'Instruction publique de Roumanie. — Sans doute, avait-on fini par se dire à Bucarest, on avait trop dépensé de millions pour le lamentable résultat auquel on était arrivé, et qui, eût-il été meilleur, n'eût guère assuré au royaume danubien un champ d'action utile le long du Vardar et de la Strouma.

D'une façon générale, on était découragé, et ce découragement se reflète tout entier dans le rapport si éloquent dans son pessimisme que l'on peut lire plus loin et qui émane de la personnalité la mieux qualifiée pour apprécier l'œuvre de la Roumanie en Macédoine, de M. Lazaresco Lecanta lui-même qui en avait été, de longues années durant, un des principaux artisans.

Pendant quelques temps on n'entendit plus parler de Roumains à propos de Macédoine. Nous avions donc pu, à cette époque, voir en

eux, non plus des adversaires, mais des alliés aussi pénétrés que nous mêmes des dangers que courait l'Orient par suite des empiétements du slavisme. Mais nous avions trop présumé du bon sens des hommes politiques de la Roumanie. Les propositions austro-russes concernant l'introduction des prétenues réformes en Macédoine, n'avaient pas été plutôt formulées, qu'oubliant ses déceptions récentes, la Roumanie rentrait brusquement en scène, réclamant du Patriarchat œcuménique la reconnaissance d'une communauté roumaine séparée.

Le Patriarchat ne pouvait acquiescer à cette demande dont la nature et le but étaient essentiellement contraires au principe fondamental de l'église œcuménique, et visaient à rompre son unité.

En effet, l'Eglise orthodoxe de l'Empire ottoman ne reconnaît d'églises autonomes qu'aux pays étrangers à la Turquie : à la Russie, la Grèce libre, la Roumanie, la Serbie, etc. Mais elle n'admet pas, — le schisme bulgare le prouve — elle ne peut admettre la création dans un pays dont elle détient la juridiction ecclésiastique pour les orthodoxes, ce qu'on appelle en grec les distinctions ethnophylétiques, les distinctions de races dans le domaine ecclésiastique. Or, c'eût été renoncer à cette règle fondamentale que d'autoriser l'érection d'une église roumaine en Macédoine, où seul le Patriarchat œcuménique demeure la suprême et l'unique autorité orthodoxe.

Désespérant de persuader le Phanar, la Roumanie s'adressa alors à la Porte qui, quelque désireuse qu'elle fût d'envenimer le conflit, d'introduire un nouvel élément de discorde dans la question macédonienne et d'affaiblir l'hellenisme, résista longtemps à ces sollicitations — de crainte de s'attirer des embarras en portant atteinte aux droits de l'Eglise œcuménique. Elle finit pourtant par accorder, dans une certaine mesure, satisfaction à la diplomatie roumaine qu'appuyaient l'Autriche, qui ne demande qu'à augmenter la confusion des nationalités en Macédoine, et l'Italie, faisant ou croyant faire de la politique latine dans les Balkans.

C'est ainsi que le 22 mai dernier, après quinze mois d'efforts, la Roumanie extorquait le droit d'introduire la langue roumaine dans les églises qu'elle avait ouvertes en Turquie d'Europe ; de fonder des nouvelles écoles, de constituer des communes roumaines ayant leur propre bourgmestre. Ce n'était pas encore l'autonomie ecclésiastique réclamée, mais du moins la quasi-reconnaissance d'une nationalité roumaine. Et l'on sait que c'est pour arracher à l'hellenisme les cent-vingt mille Koutzo-Valaques de Macédoine, qu'elle revendi-

que comme lui apartenant, que la Roumanie insista pour acquérir ces avantages ; c'est dans ce but que, depuis des années elle a travaillé et que d'ailleurs elle a, en 1904, rétabli le crédit de 600.000 francs alloué annuellement à sa propagande.

Or, rien ne saurait prévaloir contre le fait — qu'une enquête impartiale peut à tout moment vérifier — de l'incorporation spontanée, volontaire, dans la masse hellénique des Koutzo-Valaques qui vivent en Macédoine depuis des siècles, mêlés aux Grecs, dont ils ont adopté la culture et les aspirations et qui ne diffèrent d'eux que par le jargon gréco-latín qu'ils emploient dans leurs foyers.

Les Valaques nous sont si fortement attachés que les apôtres du roumanisme macédonien sont les premiers à avouer que l'activité de ces « frères dévoyés » n'a jamais été attirée vers la Moldo-Valachie.

Aussi, les succès remportés par le gouvernement du roi Carol ne nous inspireront-ils aucune crainte quant aux sentiments de cette population qui ne pouvait se laisser prendre aux sollicitations dont elle était l'objet et quitter la grande famille hellène dont elle partage les espérances comme elle en a partagé les luttes.

Ces Hellènes valochophones, comme ils se désignent eux-mêmes, nous les savions d'autant plus incapables de se détacher de nous qu'ils ne peuvent admettre, leurs plus notables congénères l'ont maintes fois déclaré, qu'on leur fasse faire le jeu d'une politique qui ne cherche à se servir d'eux que comme monnaie d'échange, en vue principalement d'obtenir un jour de la Bulgarie une rectification de frontières du côté de la Dobroudja.

L'événement n'a point démenti nos prévisions. Ni au lendemain de l'iradé de mai, ni depuis, l'activité des agents du roumanisme en Macédoine n'a donné de résultats satisfaisants. Tout au contraire, la victoire de la diplomatie de Bucharest ne servit qu'à mieux faire ressortir l'inexistence du roumanisme macédonien. Les Koutzo-Valaques n'y virent qu'une occasion de plus d'affirmer leur inébranlable attachement à l'hellénisme et dans une série de lettres, envoyées au Patriarche œcuménique par les primats de leurs villages, ils s'empressent tous de protester de cet attachement à l'idée hellène. *L'Ecclissiastiki Alithia*, organe du Phanar, en publie une longue série. Rien que dans le dernier numéro de ce journal (5/18 août) nous relevons des adresses de ce genre émanant des Koutzo-Valaques de Briazi, d'Armenovon, de Tsaden, de Paleosselion et de Fourka. « Nous entretiens, écrivent ces derniers, des écoles grecques, où nous nous nourrissons de cette culture hellénique qui depuis des siècles nous vaut la qualité d'Hellènes. Nous sommes Hellènes et nous le resterons toujours. »

A défaut de surprise — car on pouvait s'y attendre à Bucharest — ces mécomptes y ont soulevé l'indignation des chefs de la propagande, qui attribuèrent leur insuccès au fait que le Patriarchat n'ayant pas reconnu l'iradé du sultan octroyant les avantages réclamés, empêchait par là la population koutzo-valaque d'adhérer au roumanisme. Il est assez surprenant qu'ils aient espéré qu'il en serait autrement et qu'ils aient compté sur le Phanar ou sur le cabinet d'Athènes pour seconder la réalisation de leurs projets. Il semble pourtant qu'il en est ainsi, et voilà qu'ils font un crime à l'hellénisme de ne pas leur prêter son concours.

Leur grosse colère, ils la firent retomber sur les Grecs établis en Roumanie, tout comme les Bulgares, au lendemain de Zagoritchani

s'en prirent non sans lâcheté aux Hellènes fixés dans leur pays. Imitant scrupuleusement l'exemple donné par les Bulgares, ils organisèrent, le 2 août, un orageux meeting, d'ailleurs précédé d'une savante et tapageuse réclame, à laquelle la presse de Bucharest, l'officieuse *Roumanie* y comprise, avait accordé la plus large hospitalité. Dans la réunion du 2 août, à la salle *Dacia*, de violents discours furent prononcés contre l'hellénisme, puis des injures, des menaces, accompagnées de clamours et de vociférations. Les orateurs qui se sont le plus distingués par l'impétuosité de leur langage, furent M. Leonte, président de l'*Union Macédo-roumaine*, M. Graditseano, président de l'*Union Nationale*, et le professeur Disesco. Celui-ci a franchement déclaré que si le Patriarchat ne reconnaissait pas les communautés imaginaires créées par le gouvernement de Bucharest en Macédoine, il faudrait que les Hellènes de Roumanie fussent mis hors la loi. Et pour démontrer ce que sa thèse a de bien fondé, il a affirmé que Justinien et Constantin étaient de très authentiques Roumains, que la Macédoine n'avait jamais été « depuis des temps immémoriaux qu'une province roumaine ».

Un autre orateur s'est écrié : « Nous ne pouvons tolérer plus longtemps que les Grecs jouissent de tous les biens que leur procure leur séjour parmi nous, qu'ils s'enrichissent et bâtiennent des écoles, des églises et des palais, quand leurs congénères de Macédoine massacrent nos frères. »

Les Grecs de Macédoine massacrant des Koutzo-Valaques ! Voilà qui est décidément trop fort (1).

Le meeting a pris fin par un ordre du jour protestant contre l'attitude du Patriarchat et de la Grèce et invitant le public à boycotter les Hellènes établis en Roumanie.

Ces manifestations produisirent une si fâcheuse impression que la presse a éprouvé le besoin de l'atténuer quelque peu. C'est ainsi que *l'Indépendance Roumaine*, après avoir signalé les dangers de semblables procédés, conclut en ces termes :

« Nous devons regretter l'incident qui s'est produit devant la boutique portant l'enseigne « A la ville d'Athènes ». Pas de violence d'aucune sorte : telle est notre devise. De l'énergie, de la virilité dans nos sentiments et nos actions, oui, mais ni crailleries, ni fanfaronnades, ni démonstrations tumultueuses. De pareilles diversions nous détourneraient du but poursuivi au lieu de nous en rapprocher. Rappelons-nous que le bien ne fait pas de bruit et que le bruit ne fait pas de bien ».

Pourtant les énergumènes de l'*Union Macédo-roumaine* ne sont pas les seuls à avoir conseillé et commis des violences contre nos compatriotes. Le gouvernement en a lui-même donné l'exemple, puisqu'au lieu de

(1) Par contre, suivant des rapports officiels émanant « des rares localités de Pinde où la propagande roumaine a pu s'établir, annoncent une série d'attaques contre les écoles et les instituteurs grecs. Ainsi à Samarina, (bourgade où sur 500 familles environ on ne compte que trente familles roumaines) la propagande, avec quatre instituteurs et seize élèves, a prétendu occuper l'école centrale grecque qui abrite sept professeurs et 175 élèves. Elle s'est tournée ensuite contre la seconde école communale : une petite bande y ayant pénétré avant le commencement des cours, assaillit l'instituteur grec N. Papaïannou et le blessa au visage et au bras ; elle s'empessa d'ailleurs de fuir son coup accompli.

Le même jour, un des instituteurs grecs d'Avdella était attaqué dans un lieu écarté et blessé à la tête. Quelques jours auparavant, dans la même bourgade, un autre instituteur grec : Z. Verros avait été attaqué à coups de revolver ; enfin à Périvoli le notable grec Tsoukantanas fut tué à coups de poignard, tandis que son jeune fils Georges, qui était accouru à son secours, avait les quatre doigts de la main droite coupés. » (*Le Bulletin d'Orient*, 29 juillet).

chercher à apaiser les esprits, quelques jours après le meeting du 2 août, il signifiait à la rédaction du journal grec de Bucharest *Patris* de quitter le territoire roumain.

Il y a quelques mois, il supprimait un autre journal hellène *l'Iris*. Cette fois, il s'est attaqué au plus grand de nos quotidiens paraissant à l'étranger. C'est là un commencement d'exécution donné au décret de boycott pris contre les Hellènes par les manifestants de la salle *Dacia*.

Il est piquant de constater qu'en cela aussi la Roumanie n'a fait que suivre l'exemple de la Bulgarie. Elle a même surenchérit. Le cabinet de Sofia interdisait il y a deux mois l'entrée en Bulgarie de tous les journaux hellènes ; mais du moins, il ne suspendait pas les feuilles grecques paraissant dans le pays. A Bucharest, on a voulu se montrer plus énergique, et on a supprimé l'organe de notre colonie.

Quelque pénible que soit et que puisse devenir son sort, ce chantage éhonté ne saurait intimider l'hellénisme et l'amener à céder. D'ailleurs, le voudrait-il, qu'il ne le pourrait pas.

La propagande roumaine, les Koutzo-Valaques la repoussent avec horreur.

Et le seul regret qu'à cette occasion nous ayons à exprimer, c'est que cette population ne soit pas plus nombreuse, aussi nombreuse qu'on le dit à Bucharest : Nous n'aurions que plus de Grecs à opposer en Macédoine à ceux, quels qu'ils soient, qui en convoitent la possession.

BULGARIE ET ROUMANIE

On mande de Vienne que suivant un télégramme de Bucharest, le gouvernement bulgare aurait proposé au gouvernement de Bucharest une entente pour combattre l'hellénisme en Macédoine. On affirme que cette proposition a été acceptée.

Nous ne sommes pas en mesure de garantir l'authenticité de cette nouvelle. Mais elle est d'autant plus vraisemblable, que depuis longtemps comitadjis bulgares et propagandistes roumains travaillent de concert en Macédoine.

Les Bulgares, nous les avons toujours considérés comme des adversaires sérieux en Macédoine. Nous ne pouvons en dire autant des Roumains, puisqu'ils n'existent guère dans cette région : c'est à peine si, après quarante-cinq ans de propagande, on a pu persuader à quelque rares groupes koutzo-valaques de se déclarer roumanisants. Aussi l'appoint que ceux-ci peuvent fournir à l'effort bulgare ne peut-il nous inquiéter.

Si Bulgares et Roumains se liguent contre nous, c'est, il nous plaît de le constater, qu'ils sentent l'hellénisme trop bien fortifié dans ses positions, d'où ils ont les uns et les autres voulu le déloger.

Mais sur quelle base cette entente aurait-elle été conclue ?

L'on sait que les Roumains ne cherchent à s'attirer les Koutzo-Valaques que pour avoir entre les mains un précieux élément d'échange contre le fameux quadrilatère Silistrie-Roustchouk-Choumla-Varna, lors d'un remaniement de la carte des Balkans (1). Dans leur impuissance à disputer aux Magyars d'une part, aux Russes de l'autre, la Bucowine, la Transylvanie et la Bessarabie, peuplées de très authentiques Roumains, les politiciens de Bucharest caressent du moins l'espoir plus modeste d'obtenir de la Bulgarie

(1) *Le Temps*, 12 mai, télégr. de Constantinople.

une rectification de frontières du côté de la Dobroutza, moyennant l'abandon à cette puissance du Koutzo-Valaques macédoniens.

Si ce sont là les termes de l'accord bulgaro-roumain, les diplomates de Bucharest peuvent être sûrs de tirer un jour les marrons du feu, au profit de leurs nouveaux alliés. En tout cas, ce ne sont pas ceux-ci qui auront conclu un marché de dupes. Ils auront du moins incorporé dans la masse exarchiste les quelques familles roumanisantes de Macédoine, mais n'auront sans doute rien donné en échange. Et ils n'auront pas eu tort.

Les Grecs actuels sont-ils bien les descendants des anciens Grecs ?

La question ainsi posée n'est pas seulement une question de vérité historique et ethnologique.

Un peuple combattant pour sa nationalité, les Boers au Transvaal comme les Grecs en Crète et en Macédoine, éveillera toujours des sympathies, mais ces sympathies seront plus grandes et auront même des chances d'être plus effectives s'il s'agit des descendants d'une race à laquelle l'humanité doit ses plus grands chefs-d'œuvre et (suivant l'expression très juste de M. Clemenceau avec lequel je suis, sur ce point, en communion d'idées), ses plus belles traditions de pensées.

Il est en outre bien naturel et légitime de tenir à affirmer une pareille parenté.

Je plains ceux de mes concitoyens qui n'éprouvent pas un sentiment de satisfaction en comptant parmi leurs compatriotes Robert de Luzarches et Jean Fouquet, Molière et Victor Hugo, Pasteur et Fustel de Coulanges ; je loue les Grecs de s'enorgueillir d'être les compatriotes de cette pléiade de génies qui, depuis les aînés personnifiés sous le nom d'Homère, jusqu'aux architectes de Sainte-Sophie de Constantinople, a tenu le premier rang dans la littérature, les arts et les sciences, pendant tant de siècles.

Mais il ne suffit pas de proclamer que le sentiment des Grecs est naturel et louable, il faut discerner s'il est exact ou erroné.

Il semblera peut-être teméraire d'avoir la prétention de traiter un pareil problème et d'en affirmer la solution en quelques pages.

Il est certain que l'on y trouve facilement matière à de longues et intéressantes dissertations ; cependant il m'a paru possible d'en rassembler brièvement les données, et d'en présenter une démonstration qui gagnerait sans doute à être plus développée mais qui sera suffisante dans sa conclusion.

Les arguments de ceux qui prétendent que les habitants actuels de la Grèce ne sont pas les descendants des contemporains de Périclès se résument ainsi :

Le mouvement d'expansion coloniale, les expéditions militaires, l'habitude de plus en plus répandue de se mettre comme mercenaires au service des étrangers ont appauvri la race grecque.

Malgré la religion, les lois et les moeurs longtemps réfractaires au mélange avec les étrangers, ce mélange a eu lieu.

Les invasions successives, les conquêtes des Romains, des Goths, des Vandales, des Slaves, des Avaras, des Bulgares, des Normands, des Français, des Vénitiens, des Turcs, ont amené la destruction par la mort ou l'esclavage de ce qui subsistait de l'antique race.

Les Grecs actuels ne ressemblent ni physiquement, ni moralement aux Grecs anciens, et il n'existe parmi eux aucun littérateur, aucun artiste, aucun philosophe, aucun savant comparable à ceux

qui ont fait la gloire de leurs prétdus ancêtres.

Examions chacun de ces arguments.

Suivant la façon dont il est dirigé, le mouvement d'expansion coloniale d'un peuple peut avoir des résultats plus ou moins heureux, on ne voit cependant pas d'exemple, partout où il a pu être bien étudié, qu'il ait produit un appauvrissement de la race.

Si l'Espagne a perdu beaucoup à la façon dont son expansion coloniale a été dirigée, la race espagnole n'en a cependant pas été appauvrie.

L'énorme expansion des Anglais, celle beaucoup trop restreinte des Français, ont profité à leurs races.

Celle des Grecs n'y a certes pas nu.

Des expéditions militaires, surtout lorsqu'elles sont malheureuses comme celles des Athéniens en Sicile à la fin du siècle de Périclès ou des Français en Russie au commencement du siècle dernier, ont été certainement une cause d'appauvrissement, mais non de destruction de la race, et cela s'explique facilement, car tous les hommes valides n'y participent pas et il y a une part de vérité dans les mots attribués à Napoléon I^e après une de ses plus sanglantes batailles :

Une nuit de Paris réparera tout cela.

L'usage de se louer comme mercenaires, si déplorable qu'il soit, n'a pas plus été une cause d'appauvrissement de la race pour la Grèce antique que pour la Suisse moderne ; il n'y a pas même là, comme dans les expéditions commandées par Nicias en Sicile et par Napoléon I^e en Russie, la perte presque complète d'une armée représentant au point de vue physique l'élite de la nation, car si tous les mercenaires grecs et suisses ne furent pas aussi heureux que les compagnons de Xénophon, il n'en est pas moins certain qu'un grand nombre d'entre eux revint dans sa patrie.

Je parle bien entendu ici d'une nation entière et non d'une simple cité et surtout d'une cité guerrière, telle par exemple que Sparte où toute l'élite de la nation portait les armes et où les guerres, même heureuses, devaient finir par amener la disparition des Spartiates proprement dits. La phrase célèbre qui précisait si exactement la situation de Pyrrhus après la bataille d'Héraclée :

Encore une victoire comme celle-là et nous sommes perdus, était juste en ce qui concernait son armée ; elle ne l'eût pas été, appliquée à toute la population de son royaume.

Le mélange avec des étrangers, tant que la Grèce resta dans cet état des lois et des moeurs si bien dépeint par Fustel de Coulanges dans la *Cité antique*, ne put influer considérablement sur la race grecque. D'ailleurs si les étrangers étaient nombreux dans certaines villes comme Athènes et Corinthe, ils l'étaient beaucoup moins dans le reste de la Grèce.

Lorsque la religion, les lois, les moeurs, eurent changé, les Grecs continuèrent cependant à ne pas s'allier très facilement avec les étrangers.

Encore aujourd'hui, non seulement en Grèce, mais partout où ils habitent, les Grecs conservent généralement le souvenir de leur origine, le culte de leur ancienne patrie, leur religion actuelle, et se marient le plus souvent entre eux, j'en citerai un exemple assez caractéristique.

Plusieurs familles grecques s'établirent en 1676 sur un territoire situé à 50 kilomètres d'Ajaccio, et leurs descendants occupent définitivement depuis 1774 la très petite ville de Cargese, construite à l'emplacement de villages qu'ils avaient habités et qui furent détruits en 1731 lors d'une des révoltes des Corsos contre les Génois. Les habitants de Cargese sont de bons citoyens français, ils se sont parfois mariés avec des Corsos et ont renoncé au costume grec qu'ils portaient d'abord. Cependant ils sont restés fidèles à leur langue qu'ils parlent (ce dont en ma qualité de membre de l'Association pour la propagation des études grecques, je

ne puis que les féliciter), concurremment avec la langue française et le dialecte corse ; ils suivent le rite catholique *grec*, et le type hellénique, quoique mélangé, y est encore reconnaissable.

Une des preuves les plus incontestables et les plus louables que donnent les Grecs du culte pour leur patrie consiste dans les généreux et nombreux dons et legs au moyen desquels un grand nombre de ceux qui ont fait fortune à l'étranger vient en aide au modeste budget du royaume de Grèce.

L'argument tiré de l'anéantissement d'une population par des conquérants qui la massacent ou la réduisent en esclavage est plus grave.

S'il s'agit d'une simple cité il est certain que les exemples d'une destruction de toute la population, si importante qu'elle fût, ne sont pas rares.

S'il s'agit de la conquête par des peuplades sauvages ou à demi-sauvages, des tribus entières, allant, comme le raconte la Bible, prendre possession d'un territoire et massacrant jusqu'au dernier, ceux dont ils veulent occuper la place, les exemples sont encore nombreux.

Mais s'il s'agit d'une armée conquérante tout un pays, et non plus de l'exode d'un peuple, le cas n'est plus le même.

De pareils conquérants, fussent-ils absolument insensibles aux considérations humanitaires comme Gengis-Khan, ou dominés par un amour du lucre et un fanatisme féroce comme la plupart des *conquistadores* espagnols en Amérique, détruiront des cités et leurs populations, massacreront la classe riche de la nation, feront périr ceux qui refuseront de se convertir, mais il n'arrivera guère qu'ils détruisent tous les habitants d'un pays.

D'ailleurs, cette destruction complète de toute une population n'est pas facile et devient même presque impossible si le pays est vaste et montagneux. Les Espagnols ont complètement anéanti les indigènes dans les Antilles, mais non pas sur le continent où la population autochtone est supérieure en nombre à la population d'origine européenne, même en y comprenant des métis tels que les célèbres présidents de la République mexicaine, Juarez et Porfirio Diaz.

En outre, l'intérêt des conquérants est de conserver au moins une partie de la population conquise afin de s'en servir comme esclaves, et la disparition des indigènes dans les Antilles, tient encore plus à la façon dont ils furent traités par leurs maîtres, qu'à un massacre proprement dit.

Il est bien arrivé qu'une race entière soit chassée d'un pays comme les Maures de l'Espagne, ou s'éteigne comme les indigènes de l'Australie ; mais l'expulsion des Maures (dont la race n'a d'ailleurs pas été détruite) a été la vengeance d'un peuple, d'abord vaincu et dominé par le fanatisme religieux, contre ses anciens vainqueurs et envahisseurs ; et l'extinction des Australiens est due à l'inaptitude d'une race inférieure à soutenir la concurrence vitale d'une race supérieure abusant de sa supériorité.

En Italie, dans la partie de ce pays surnommée la grande Grèce, et en Sicile, où la race grecque a vu naître plusieurs de ses illustres enfants et a produit quelques-unes de ses plus belles œuvres, les invasions, les guerres, les conquêtes ont bien fait disparaître à peu près complètement l'élément grec dans la population.

Dans un de ces admirables sommets où la justesse de l'expression est égale à la beauté de la forme (1) M. de Hérédia a pu dire avec raison :

L'Etna mûrit toujours la pourpre et l'or du vin
Dont l'Erigone antique envira Théocrite
Mais celles dont la grâce en ses vers fut écrite
Le poète aujourd'hui les chercherait en vain.

Pendant la pureté de son profil divin,
Tour à tour Aréthuse esclave et favorite
A mêlé dans sa veine où le sang grec s'irrite
La fureur sarrazine à l'orgueil angevin.

(1) Les Trophées. Médaille antique.

Le temps passe. Tout meurt. Le marbre même s'use. Agrigente n'est plus qu'une ombre, et Syracuse dort sous le bleu linceul de son ciel indulgent ;

Et seul le dur métal que l'amour fit docile, Garde encore en sa fleur, aux médailles d'argent L'immortelle beauté des vierges de Sicile.

Il m'est arrivé de rencontrer, notamment parmi les guides de l'Etna, des Siciliens dont le type rappelait encore très nettement l'Arabe, le Normand et le Grec, mais je crois que, grâce à la colonie de Cargese, la Corse présente autant de types grecs que la Sicile.

Cela se conçoit. Les Grecs n'étaient pas plus chez eux en Sicile que les Carthaginois, les Arabes, les Français, successivement conquérants, dominant sans la détruire la population autochtone, et détruits ou chassés par des soulèvements de cette population, ou par de nouveaux conquérants.

La situation est différente dans la Grèce proprement dite.

Là, la race grecque, dont je ne cherche pas ici à déterminer les composantes, est chez elle et est devenue sinon la race absolument autochtone (1) du moins la race du pays.

Elle était en Sicile comme les Anglais en Irlande, elle est dans la Grèce proprement dite depuis une trentaine de siècles au moins, comme les Anglais depuis 6 ou 7 siècles dans l'Angleterre proprement dite.

A-t-elle résisté assez à toutes les invasions successives pour que l'on puisse dire qu'elle a toujours subsisté ?

Auprès de toute personne connaissant simplement les éléments de l'histoire grecque il n'est pas nécessaire d'insister pour démontrer que ni les Romains, ni les Normands, ni les Français, ni les Vénitiens, ni les Turcs ne se sont complètement substitués aux habitants du pays, ils ont été comme les Grecs, les Français, etc., en Sicile, comme les Anglais en Irlande, les dominateurs et non les renplaçants.

En ce qui concerne les invasions des Goths, des Vandales, des Slaves, des Avaras, des Bulgares, l'évidence est moins absolue.

Ces invasions ont eu, dans une certaine mesure, le caractère de l'envahissement par un peuple et non plus seulement par une armée.

Il me paraît cependant résulte clairement de ce que nous en savons qu'aucune n'a réussi à chasser ou détruire complètement les Hellènes pour se substituer à eux et que ce qui était resté de ces intrus, après leurs victoires, a été en grande partie détruit ou éliminé après leurs défaites successives.

J'arrive à l'argument tiré de la ressemblance ou dissemblance physique.

Afin d'apprécier cet argument, il faut d'abord chercher à déterminer ce que devait être le type grec ancien.

On est souvent assez disposé à se représenter les Grecs anciens comme généralement semblables au Zeus ou à l'Hermès d'Olympie, à l'Aphrodite de Cnide ou à celle de Milo.

C'est évidemment une erreur provenant de ce qu'il nous reste surtout, indépendamment des originaux trop rares hélas, des répétitions ou des postiches des admirables statues de dieux et de déesses, où les grands artistes avaient logiquement cherché à atteindre un idéal de beauté et non pas à représenter le type normal de leurs concitoyens.

L'anecdote sur Zeuxis faisant poser devant lui les plus belles filles de Crotone, lors même qu'elle ne serait pas parfaitement authentique, montre comment on comprenait alors l'usage des modèles.

La grande admiration excitée par la beauté d'un Alcibiade ou d'une Aspasie, la célébrité atteinte par d'autres Grecs et Grecques dont les perfections

physiques constituaient le seul mérite, montrent que ces beautés étaient exceptionnelles.

Nous savons d'ailleurs quelle était la laideur du plus grand des philosophes et que le plus grand des hommes d'Etat d'Athènes n'était probablement pas d'une beauté physique très supérieure à celle du roi français qui a comme lui la gloire de personifier dans l'histoire une des éclatantes périodes de l'humanité, né ressemblait peut-être pas beaucoup plus aux effigies de nous connues, que Laurent et Julien de Médicis aux statues de Michel-Ange, et devait son surnom d'Olympien non pas à la régularité de ses traits, mais à la puissance de sa parole, à la sobriété de ses gestes et à sa majestueuse prestance.

Pour connaître le vrai type grec, il faut surtout se baser sur les œuvres réalistes représentant, non des dieux et des héros, mais de simples mortels sculptés, tels qu'ils étaient, sans idéalisation, sans embellissement.

Un des plus remarquables exemples de ce genre a été trouvé dans les fouilles dirigées par M. Homolle : c'est la statue de bronze d'un vainqueur à la course de chars connue sous le nom d'*aurige de Delphes*.

Il suffit de regarder avec attention cette statue pour éprouver l'impression que font ressentir par exemple, certains des portraits des Van Dyck, de Velazquez ou de Houdon, où l'homogénéité parfaite et l'intensité de vie ne permettent pas de douter que les grands artistes qui les ont peints ou sculptés ont rendu leurs modèles avec autant de vérité absolue que de talent professionnel.

Lorsque je vis pour la première fois l'*aurige de Delphes*, je remarquai la ressemblance qu'il présente avec le type grec, et je fus confirmé dans cette remarque, d'une façon très formelle lors d'une conférence faite à la Sorbonne par M. Collignon, où il raconta que des élèves de notre école d'Athènes ayant fait la même constatation, rendirent la ressemblance encore plus frappante en revêtant la statue du costume d'un montagnard du Parnasse.

Je reconnus alors dans la photographie de la statue ainsi habillée, dont M. Collignon montra une projection, l'agoyate qui m'avait accompagné d'Itea à Delphes.

Cette anecdote caractéristique rappelle celle relative à la célèbre statue égyptienne remontant à l'époque de l'*Ancien empire*, à laquelle on a donné le nom de *Cheik el Beled* (le maire du village) à cause de sa ressemblance frappante avec le dignitaire rustique commandant les corvées de fellahs qui travaillaient pour Mariette, lorsqu'il mit cette statue à jour.

Elle peut encore être rapprochée d'une remarque que suggèrent certaines pièces d'orfèvrerie absolument authentiques, trouvées sur les bords de la mer Noire et conservées à Saint-Pétersbourg, où l'on peut constater la ressemblance frappante entre les paysans actuels de ces régions et les paysans Scythes qui déjà, au temps de la splendeur d'Athènes, cultivaient le blé et le vendaient aux étrangers comme leurs descendants le cultivent et le vendent encore aujourd'hui.

Je crois que personne ne met en doute que les fellahs égyptiens actuels soient les descendants des cultivateurs du temps des Pharaons.

Je crois que la persistance du type doit amener à la même conclusion pour la masse des paysans russes, dont le pays a cependant subi à peu près autant d'invasions que la Grèce, et pour la masse des Grecs.

Le dernier argument que j'ose à discuter est tiré de la prétendue dissemblance morale et intellectuelle entre les Grecs anciens et modernes, et basé notamment sur ce que l'on ne rencontre pas parmi les Grecs actuels, des artistes, des savants, etc., comparables à ceux du siècle de Pétrarque.

Tout en comptant parmi eux des hommes d'une

haute valeur et qui peuvent être comparés aux plus éminents de beaucoup d'autres nations, il est certain que l'on ne rencontre pas chez les Grecs actuels des artistes comme Phidias, Ictinos et Anthémius de Tralles, des poètes comme Eschyle et Pindare, des philosophes comme Socrate.

On ne rencontre pas non plus en Italie des artistes comme Vinci, Michel-Ange, Raphaël, Bruneschi, des poètes comme le Dante et Pétrarque.

Je suis convaincu que je serais désavoué par les peintres de talent qui honorent actuellement l'Espagne, la Hollande, la Belgique, si je prétendais qu'ils étaient également Velazquez, Rembrandt, Rubens.

Personne n'en conclura cependant que les Italiens, les Espagnols, les Hollandais, les Belges actuels ne sont pas les descendants indiscutables des contemporains de ces grands hommes.

Il est bien difficile de déterminer quelles sont les conditions les plus favorables à l'élosion des hommes de génie, mais ce qui est certain c'est que l'on ne peut guère imaginer de plus défavorables que celles où se sont trouvés placés les Grecs sous la domination turque.

Il n'y a pas même un siècle que la Grèce est en partie délivrée du joug ottoman ; c'est peu dans la vie d'un peuple ; et le peuple grec a déjà donné des preuves d'intelligence et de vitalité qui permettent de croire que son génie n'est pas épuisé.

Quant au caractère, aux mœurs, aux qualités et aux défauts, les Grecs actuels ressemblent aux anciens autant que le comportent les différences d'époque et de situation ; autant que les autres nations européennes ressemblent à leurs ancêtres et que notamment nous, Français, ressemblons à ces Gaulois qui constituent la principale souche de notre race.

Parmi les héros principaux des poèmes d'Homère, il en est un qui est peut-être le plus vivant, le plus vrai, le plus humain (dans le sens complexe de ce mot et non pas dans le sens restreint de sensibilité, bienveillance) et qui semble personnaliser le mieux la race grecque avec ses qualités et ses défauts, c'est Ulysse, le favori de Minerve et, dans une certaine mesure, le favori des anciens aïdes.

Je crois ne courir guère le risque d'être contredit par des personnes connaissant bien les Grecs actuels, en disant que la majorité de ceux-ci a encore de nombreux traits de ressemblance avec l'époux de Pénélope.

En résumé, aucune preuve n'est administrée de la disparition de la race grecque ancienne.

Toutes les conjectures admissibles et tous les faits connus tendent au contraire à établir la perpétuité de cette race.

Il y a là, à tout le moins, ce que l'on appelle justement et logiquement en droit, un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes et une série de faits, qui conduisent forcément à une décision favorable à la prétention des Grecs actuels.

H.-A. VASNIER.

La politique italienne en Orient

Dans une lettre que l'on a pu lire dans notre numéro d'août, le général Ricciotti Garibaldi dénonçait les dangers du pangermanisme et préconisait un rapprochement gréco-albanais, sous les auspices de l'Italie, rapprochement qu'il souhaitait voir aboutir à une « union politique des deux peuples sous une couronne, avec une parfaite égalité et autonomie économiques ».

Ainsi conçue, l'entente gréco-albanaise répond, nous en sommes persuadé, aux vœux de tous ceux qui, en Grèce, pensent avec nous que la coopération, si naturelle, si entièrement

(1) Il y a bien peu de pays, si même il y en a, où l'on puisse déterminer avec certitude quels sont ou quels ont été les autochtones en prenant ce mot dans le sens restreint s'appliquant exclusivement aux 1^{er} habitants.

conforme à leurs traditions historiques, des deux peuples frères et voisins constituerait une force et une garantie de sécurité indispensables à leur développement normal et à leur acheminement vers le progrès.

L'offre du général Garibaldi de prêter à cette œuvre un concours qui ne peut qu'être précieux, nous l'avons accueillie avec d'autant plus d'empressement qu'il nous rassurait sur le désintéressement de l'Italie, la principale préoccupation de ce pays étant — si nous avons bien saisi le sens de la lettre en question — d'opposer une digne solide aux empiétements sans cesse plus menaçants du pangermanisme. Nous pensons avec le général Garibaldi que, sous ce rapport, l'entente gréco-albanaise, d'ailleurs si diversement désirable, ne serait peut-être ni inutile, ni inopportune.

Les assurances qu'il nous a données sur la nature de l'intérêt qu'à Rome on porte aux affaires d'Albanie, sont particulièrement satisfaisantes, car les hommes politiques, les diplomates, les patriotes, n'ont point manqué en Italie qui aient voulu à tout prix déider le gouvernement à tourner ses convoitises du côté non seulement de l'Albanie, mais de l'Epire elle-même, que l'on a cherché à confondre avec la première. Les démarches qui ont été tentées pour que le cabinet de Rome s'intéressât au mouvement nationaliste albanais et soutint la propagande italienne en Albanie et en Epire n'avaient pas d'autre but. Pour ne parler que de la région albanaise, réunion de congrès, publication de manifestes, traduction en italien de recueils de poésies, ouverture de chaires de langue shkripetare dans certains lycées du royaume, et autres manifestations de ce genre visaient bien moins à préparer l'émancipation des descendants de Skanderbeg qu'à répandre parmi le peuple italien l'idée d'une conquête de l'Albanie, mettons, si l'on veut, d'un protectorat. Mais ces efforts demeurèrent stériles, et si des liens de solidarité ont été établis entre le mouvement nationaliste albanaise et l'irrédentisme italien, c'est, le président de l'*Irredenta* nous le laissait entendre, non en vue de préparer à l'Italie les voies à une occupation de l'Albanie, mais bien plutôt pour ligner irrédentistes et Albains contre les dangers de la pénétration autrichienne.

On se croit d'autant plus fondé à penser que la politique « impérialiste », préconisée par certains politiciens et publicistes italiens, ne trouve pas grand crédit auprès des milieux politiques sérieux, qu'à la Consulta on a, il y a beau temps, établi le calcul de ce que coûterait l'occupation de l'Albanie, habitée par un peuple de montagnards belliqueux, et on n'a pas eu de peine à se convaincre que, comme on dit vulgairement, le jeu n'en vaudrait pas la chandelle.

L'attention soutenue que met l'Italie à suivre les choses d'Albanie semble dictée par des préoccupations autrement rationnelles et légitimes que des projets de conquête. L'œuvre de sa diplomatie tend plutôt à empêcher que l'Autriche ne s'implante en Albanie, qui, le général Garibaldi le disait excellamment, est sans contredit la clé de l'Adriatique.

Dans ce vaste golfe que la Méditerranée creuse entre l'Orient et l'Occident et dont les dernières vagues forment la lagune où dort le souvenir d'une grandeur éteinte, l'Italie est comme l'avant-garde d'une race dont l'action civilisatrice y a déjà laissé des traces ineffaçables. Cette considération qui engage l'Italie à avoir un œil vigilant tourné vers la rive orientale de l'Adriatique, s'ajoute la conviction que ce golfe est en quelque sorte un des deux pou-

mons de l'Italie qui, dès lors, doit veiller à ce qu'aucune compression ne vienne vicier le fonctionnement de cet organe vital. C'est cette conviction qui — corroborée par de pénibles souvenirs historiques, pardes incidents fâcheux dont le Trentin et cette partie du Tyrol où l'on ne parle que la langue de Dante, furent jusqu'à ces derniers temps le théâtre, — qui a développé l'irrédentisme et a donné naissance au sourd mais aperçu dualisme qui se dispute l'Adriatique. L'irrédentisme, certains politiciens ont eu le tort de l'exploiter dans un esprit de parti. Il n'en demeure pas moins une idée toujours vivace, sur quoi repose le principe même de l'unité italienne. Ni rapprochements, ni alliances entre gouvernements, besoins passagers d'une politique du moment, n'en peuvent triompher. Le roi Humbert, avenement dévoué à la Triplice avait su faire mettre des sourdes à ce sentiment. Mais on prête au souverain qui règne aujourd'hui au Quirinal des dispositions assez différentes de celles que nourrissaient ses pères. Quoi qu'il en soit, l'irrédentisme est un facteur dont on ne peut ne pas tenir compte dans le problème de l'Adriatique.

Or, l'idée irrédentiste est une idée nettement anti-autrichienne, anti-pangermaniste.

« Nous, irrédentistes italiens, nous écrivait M. Garibaldi, nous avons pu croire un moment que l'empire autrichien faisait de nécessité vertu par la menace de la séparation de la Hongrie, et grâce à la rapide organisation de toutes les autres nationalités qui le composent, en renonçant à son caractère férocement teutonique, aurait voulu devenir un élément d'ordre et de civilisation, point hostile à l'amélioration de la forme de gouvernement dans le sens d'une absolue liberté de ses peuples; mais malheureusement nous avons dû nous convaincre que ce que l'on fait à Vienne, c'est exécuter les ordres qui viennent de Berlin, et comme cette ville est officiellement le foyer de tout ce qui est le plus férocement hostile à tout idéal, à toute aspiration de liberté, pour les peuples d'Autriche, des Balkans, y compris la Grèce, toute ingérence autrichienne dans l'Albanie et dans la Macédoine doit être combattue par nous avec acharnement. »

Ce passage fait justice de la thèse que l'on a essayé d'accréder et qui tendrait à établir, dans la question de l'Adriatique, une distinction entre ce qu'on a appelé la concurrence autrichienne et le danger pangermaniste. En fait, on sait que les deux politiques se confondent, là comme ailleurs, en vertu du principe *Drang nach osten*. Les irrédentistes ne sont pas les seuls à penser ainsi: lorsque l'amiral Mirabello demandait tout récemment encore 132 millions pour l'augmentation de la flotte, il songeait surtout à la question de l'Adriatique, et lorsque l'amiral Candiani déclarait que la défense de Venise comme port de guerre est insuffisante et préconisait de nouveaux armements, il semble bien que c'est l'Autriche qui en était menacée.

Ces circonstances nous font mieux saisir le point de vue auquel se place le général Garibaldi quand il souhaite un rapprochement, voire même une union entre la Grèce et l'Albanie, en laquelle il voit un moyen de plus de sauvegarder les intérêts italiens dans l'Adriatique. Mais il va sans dire que pour être fructueuse et efficace, la politique italienne qui seconde la réalisation de ce projet, devrait rester conséquente avec elle-même au-delà de la région albanaise.

Si les troubles qui bouleversent à l'heure

présente la péninsule balkanique se fussent produits il y a à peine quelques années, on eût pu nourrir de vives appréhensions quant au rôle que se fut proposé de jouer la monarchie italienne qui avait fini par devenir un instrument docile de la politique allemande. Mais l'Italie a, depuis, brisé les chaînes qui l'asservissaient: elle parvint à se ressaisir et à reprendre la place que son passé et son avenir, ses traditions comme ses devoirs lui assignaient parmi les puissances libérales de l'Europe. Sa politique balkanique tâtonne, il est vrai et manque de netteté; mais, en tout cas, l'on ne saurait prétendre qu'elle ait lié partie avec les représentants de l'accord austro-russe en Macédoine. Pangermanisme et panslavisme, voilà deux doctrines dont à Rome aussi on semble se méfier. Mais on voudrait que cette méfiance fût plus marquée, qu'elle se traduisît par une attitude plus franche. Ce n'est pas qu'à Rome on ne doive pas sentir la nécessité d'un rôle moins effacé dans la partie qui se joue actuellement dans les Balkans. Le peuple italien lui-même est un peuple de diplomates. Déjà avant que son unité ne fut accomplie, il ne concevait sa renaissance nationale qu'à travers le mirage d'un grand rôle à remplir sur la scène du monde. Les œuvres de ses écrivains politiques en font foi. Elles trahissent toutes cette conception d'un cosmopolitisme de bon aloi qui n'exclut point le vrai patriotisme: témoin Garibaldi, le héros national; témoin encore Mazzini, le brillant écrivain, qui pourtant ne voyait toujours pas clair et juste, comme lorsque la hantise du panslavisme lui faisait rêver de partager la race slave en deux tronçons; le tronçon moscovite et le tronçon balkanique, qu'il voulait opposer au premier. Si l'apôtre de la République universelle revenait en ce monde, il serait sans doute surpris de constater que ses Slaves des Balkans sont de plus en plus inféodés aux deux Empires qui représentent en Europe le principe dynastique et que cette masse slave dont il voulait faire l'aile droite, l'allié de la race latine, cherche par tous les moyens à empêcher sur le domaine d'autrui pour conquérir le littoral du bassin gréco-latine de la Méditerranée. Le pangermanisme et le slavisme — depuis la lagune jusqu'aux bouches du Cattaro, — faisant irruption dans l'Adriatique, ne seraient pas plus menaçants pour l'Italie que ne le seraient pour l'hellenisme le germanisme avançant de l'ouest à l'est, dans les Balkans, et les Slaves descendant du nord au sud, pour envahir le littoral essentiellement grec de la mer Egée.

A. ADOSIDÈS.

LA GRÈCE ACTUELLE au point de vue ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

(Suite)

Situation économique

A — *Superficie territoriale et population.* — Avec une superficie territoriale de 64.679 kilom. carrés, la Grèce avait, en 1897, une population de 2.433.866 habitants (recensement de 1897); et cette population augmente en moyenne de 35.228 habitants par année. L'émigration détermine une diminution de cette population; mais par contre, elle procure à la Grèce un très sérieux revenu. Pendant la seule année 1903, le pays a reçu près de 20 millions de francs qui lui sont venus de la part d'Hellènes émigrés. (Statistique de M. Valaority,

L'Hellénisme

sous-gouverneur de la Banque Nationale de Grèce.) M. Théry en attribue la cause à l'activité, l'intelligence, le caractère laborieux et l'esprit entrepreneurial de l'Hellène. Ce qui le prouve d'une façon indubitable, dit-il, c'est « la facilité avec laquelle les Hellènes s'expatrient pour aller chercher fortune au loin et les résultats qu'ils obtiennent. Mais ils ont le sens vrai du patriotisme et, quelle que soit la haute situation à laquelle ils arrivent, ils n'oublient jamais leur pays d'origine et restent toujours avec lui en relations de sentiments et d'intérêts. »

B — *Commerce extérieur.* — Le commerce extérieur de la Grèce a progressé de 40.200.000 fr. entre 1896 et 1904, soit un peu plus de 21 %o. Mais les exportations ont moins gagné que les importations. Les principales augmentations à l'exportation ont porté sur les produits agricoles (principalement raisins secs, tabacs) : 12.400.000 ; sur les vins et boissons : 5.200.000 ; sur les huiles et graisses oléagineuses : 2.800.000 et sur les minéraux et métaux bruts : 1.800.000 francs. En voici le tableau comparatif :

Commerce extérieur de la Grèce en 1896 et 1904 : principaux métiers (Millions de francs)

Articles	Importat.		Exportat.		Différ. en 1904	
	1896	1904	1896	1904	Import	Export
Animaux vivants	2.9	6.9	0.1	0.3	+ 4.0	+ 0.2
Produits animaux	4.5	5.9	2.9	3.4	+ 1.4	+ 0.5
— de pêche	3.7	3.4	4.3	0.9	- 0.3	- 4.1
— agricoles	36.7	35.4	31.1	45.5	- 1.3	+ 12.4
Huiles et graines	0.6	2.7	4.2	7.0	+ 2.1	+ 2.8
Produits des forêts	4.5	42.4	3.7	4.9	+ 7.9	- 1.8
Minér. et mat. bruts	13.2	12.3	17.4	19.2	- 0.9	+ 1.8
Chimiq. et pharmac.	8.0	6.8	0.8	0.3	- 1.2	- 0.5
Vins et boissons	0.3	0.3	0.2	1.1	0	+ 5.2
Fils et tissus	22.8	22.7	0.2	0.2	- 0.1	0
Métaux ouvrés	3.6	7.8	4.1	2.5	+ 4.2	- 1.6
Divers	13.5	19.1	0.5	1.4	+ 3.6	+ 0.9
Totaux	116.3	137.7	72.5	91.3	+ 21.4	+ 18.8

Commerce extérieur de la Grèce par pays d'origine et de destination pour les années 1896 et 1902

	1896		1902		Differ. en 1902	
	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
Angleterre	29.4	18.2	28.7	20.0	- 0.7	+ 4.8
Russie	21.1	7.6	30.8	4.9	+ 6.7	- 5.7
Turquie	44.4	7.9	41.9	6.4	- 2.5	- 1.5
Autriche-Hongrie	11.8	6.9	21.2	9.3	+ 9.4	+ 2.4
Allemagne	40.2	3.3	41.0	7.3	+ 0.8	+ 4.0
France	8.5	6.5	11.3	7.9	+ 2.8	+ 1.4
Etats-Unis	4.5	2.7	3.2	4.1	- 1.3	+ 1.4
Italie	2.9	3.9	5.5	4.7	+ 2.6	+ 0.8
Pays divers	10.3	15.0	11.6	18.1	+ 3.4	+ 2.6
Totaux	116.3	72.5	137.2	70.7	+ 20.9	+ 7.2

C — *Chemins de fer.* — Les chemins de fer sont en progrès. Le tableau suivant en fournit la preuve.

Années	Kilom. en exploit. au 31 déc*		Recettes	Dépenses	Coefficient d'exploitation	Moyennes kilométriques	
	(Milliers drach.)					(Drachmes)	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Recettes	Dépenses
1896.	949	8.091.0	4.663.6	57.6	8.526	4.914	
1897.	970	8.744.7	4.745.7	54.3	9.015	4.892	
1898.	1.003	9.530.9	3.273.5	55.3	9.502	5.257	
1899.	1.018	9.451.7	5.321.2	56.3	9.285	5.228	
1900.	1.033	9.324.1	5.724.1	61.1	9.026	5.541	
1901.	1.033	9.989.0	5.736.9	57.6	9.651	5.353	
1902.	1.062	10.386.3	5.851.5	56.3	9.780	5.310	
1903.	1.147	11.263.9	6.242.1	55.4	9.820	5.442	
1904.	1.147	11.425.3	6.223.9	54.5	9.961	5.423	

La construction de la ligne Pyrgos-Méligala qui a complété le réseau des Péloponèse et l'achèvement de celle de Pirée-Larissa et la frontière ont commencé en 1901. Pour la première, l'Etat a contracté un emprunt de 11.750.000 fr. et pour la seconde le Gouvernement grec a créé des obligations-or 4 %o représentant un capital nominal de 50.000.000 francs or. La Commission Financière Internationale effectue, depuis le 1er janvier 1902, le service de ces deux emprunts avec les excédents disponibles des revenus concédés, revenant au Trésor.

D — *La marine marchande hellénique.* — L'industrie qui a le plus progressé en Grèce, depuis 1896, c'est incontestablement celle des transports maritimes à vapeur. Le tableau suivant va nous le prouver.

Effectif de la Marine marchande grecque à la fin des années 1896 et 1904 :

Années	Marine à voile		Marine à vapeur			
	Nombre de navires	Tonnage	Nombre de navires	Tonnage		
				brut	net	
1896.....	1.059	246.196	107	144.975	88.968	
1897.....	1.165	246.429	109	151.557	92.492	
1898.....	1.147	238.008	100	139.431	86.916	
1899.....	972	196.658	108	138.987	91.071	
1900.....	927	183.877	122	183.524	114.484	
1901.....	925	181.473	137	2.9.287	138.644	
1902.....	910	175.909	138	278.412	183.570	
1903.....	911	173.636	180	321.330	199.917	
1904.....	889	170.147	201	347.160	214.841	

ou métaux bruts, 19 millions, elle importe, au contraire, pour environ 60 millions de francs de fils de tissus, métaux ouvrés, produits chimiques et pharmaceutiques et objets manufacturés divers. En l'absence d'une statistique officielle concernant la production manufacturière hellénique, M. Théry donne la liste suivante :

Noms des sociétés	(Milliers de drachmes)			
	1896		1904	
	Capital nominal	Valeur en Bourse	Capital nominal	Valeur en Bourse
<i>Eclairage et trac. publiques</i>				
Gaz d'Athènes, actions	2.500	2.050	2.500	5.500
— obligat.	5.000	5.000	4.853	4.853
Soc. Gén. d'Entrep., act.	2.500	1.625	2.500	1.675
Soc. de Trav. publ., act.	4.000	2.280	3.000	2.280
Comp. Hellén. n'Electr.	0	0	5.000	6.600
Soc. Panhellén. d'Électr.	0	0	200	200
Soc. des Trav. techniq.	0	0	1.150	1.150
Totaux	14.000	10.935	19.263	22.238
<i>Industries diverses</i>				
Ateliers Basiliades	750	750	1.270	1.270
Poudrerie Hellénique	1.650	1.892	2.500	2.200
Tissage de Phalère	500	500	800	800
Fabrication de papier	750	750	0	0
Cotonnerie du Pirée	1.000	1.000	0	0
Comp. des Prod. chimiq.	0	0	300	300
Olympe (fabriq. glace)	0	0	1.000	1.000
Soc. Vinicole et Indust.	0	0	2.200	2.200
Totaux	4.650	4.892	8.090	7.990

« Brief, conclut, avec raison, M. Théry, la situation de l'industrie hellénique ne paraît pas s'être sérieusement modifiée entre 1896 et 1904... mais il est à craindre que la baisse rapide du change survenue depuis 1905, ne compromette gravement ses intérêts en rendant plus facile, sur tous les points du royaume, la concurrence étrangère. »

E — *Industrie.* — La production minière peut devenir la principale industrie en Grèce, car « le sous-sol grec révèle des richesses minérales considérables parmi lesquelles les minerais de plomb argentifère de la région de Laurium ; des minerais de zinc, de cuivre et de fer magnésifère ; l'émeraude, le soufre, le lignite, etc. et des marbres de toutes les variétés. »

Bien que le gouvernement hellénique ait accordé de 1861 à 1875 400 concessions de mines d'une superficie de 1905.000 hectares et que 30 sociétés anonymes se fussent constituées pour les exploiter, il n'en restait en 1896 que quatre, auxquelles vinrent s'ajouter, jusqu'au 31 décembre 1904, quatre autres. »

Liste et Capital des Sociétés minières en Grèce

Sociétés helléniques	1896		1904	
Capital nominal	Valeur en Bourse	Capital nominal	Valeur en Bourse	
Recettes	Dépenses			

<tbl_r cells="2" ix="3" maxcspan="1" maxrspan="1" used

l'état ait à subir aucune perte, aucune responsabilité.

Les vins grecs faits de raisins frais suffisent à la consommation locale et permettent d'en exporter une qualité qui augmente tous les ans. De 232.362 hectolitres qu'elle était en 1896, l'exportation a atteint en 1904 437.259 hectol., c'est-à-dire elle a doublé. « Le commerce hellénique fait tout ce qu'il peut pour vendre les vins indigènes dont la qualité s'est très sérieusement améliorée depuis une dizaine d'années. »

La culture des céréales, après celle des raisins, a attiré le plus l'attention de M. Théry. Se basant sur quelques données statistiques privées et sur l'opinion autorisée des hommes compétents qui ont étudié sur place la question, M. Théry constate que les terres ensemencées en Thessalie, en blé et mûr, couvrent une surface moyenne de 80.000 hectares ; qu'en 1901, elles ont produit 1.246.100 quintaux métriques de céréales dont 677.600 quint. mûr. de blé et mûr, — sur un ensemble de production pour la Grèce entière de 4.644.600 quint. mûr ; que le rendement est de 9 pour 1 ; que les mêmes terres thessaliennes mieux labourées et par une utilisation plus rationnelle des terrains marécageux peuvent relever la production annuelle au point de diminuer presque de moitié le déficit commercial du pays en céréales, soit de plus de 14 millions de francs par années ; que, suivant une autre statistique privée, il existe en Thessalie environ 300.000 hectares d'excellentes terres arables, susceptibles d'être cultivées en blé et que la mise en exploitation de la moitié de cette surface permettrait d'obtenir la totalité du blé nécessaire à l'alimentation nationale ; que les cultivateurs font des efforts pour remplacer les charrues archaïques par celles en fer, puisque sur 24.090 charrues, ces dernières figurent, lors du recensement de 1903 pour 12.610, en progrès de 4.130 sur l'année 1900 ; que dans ces conditions, il est fâcheux que la Grèce soit obligée d'acheter tous les ans en moyenne 31.810.000 francs de blé à l'étranger, quand elle possède la Thessalie. « Il est de toute nécessité que le gouvernement hellénique s'occupe de la question des céréales comme on s'en est occupé en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, c'est-à-dire dans tous les pays agricoles dont la production indigène ne suffit pas à la consommation nationale. »

Si les traités de commerce ne lui permettent pas de relever la taxe douanière de 4 dr. 50 par quintal métrique, il doit, en tous les cas, encourager par tous les moyens en son pouvoir le développement de la production thessalienne, par exemple, en exemptant d'impôt toutes les terres cultivées en blé, mais surtout en étudiant les conséquences qu'une stabilisation du change grec — dans le genre de celle qui a été récemment adoptée par l'Autriche-Hongrie, la Russie, le Japon et le Mexique — pourrait avoir non seulement pour la production des céréales, mais aussi, et d'une manière plus générale, pour tous les autres produits de l'agriculture hellénique, qui constitue, bien plus encore que l'industrie minière, la véritable richesse du pays. »

La production des tabacs a doublé en Grèce depuis 10 ans et l'exportation a presque suivi la même progression :

Production et Exportation des tabacs helléniques en feuilles de 1894 à 1904
(En milliers d'ocques pesant 1 k. 280 gr.)

Années	Production	Exportation		
		Argos et Nauplie	Autres provinces	Totale
1894....	3.076	712	1.135	1.857
1895....	3.872	403	1.069	1.472
1896....	4.379	1.485	1.098	2.283
1897....	3.686	941	827	1.758
1898....	3.384	614	965	1.579
1899....	3.640	802	1.488	2.290
1900....	5.471	1.066	1.852	2.918
1901....	6.122	1.071	2.234	3.305
1902....	4.005	1.183	2.376	3.305
1903....	7.236	1.425	3.018	3.357
1904....	7.945	1.448	4.966	4.443

Une seule exploitation existe en Grèce pour la fabrication du sucre et arrive à peine à livrer à la consommation le dixième du sucre nécessaire ; et encore d'une qualité inférieure à celui importé d'Autriche.

Parmi les autres cultures, il faut citer les oliviers qui ont permis à la Grèce, en 1904, d'exporter 9.717.954 ocques d'huile ou d'olives, d'une valeur de 6.976.000, contre 5.636.593 ocques d'une valeur de 4.144.821 en 1896.

Les figues, dont l'exportation a été, en 1904, de 298.619 quint. grecs, contre 299.698 quint. gr. en 1896 ; les oranges, citrons, cédrats et mandarines : 3.518.078 ocques en 1904, contre 3.618.598 ocques en 1896, etc.

La culture du coton qui se fait principalement sur les asséchements du lac de Copais, en Lévadie, en Lamia, etc., couvre environ 3.000 hectares et le prix moyen est de 1 dr. 55 par ocque (non décoratif). « Des usines hydrauliques sont installées sur place pour le décorticage et la séparation des graines du coton. Plusieurs filatures à vapeur fonctionnent déjà à Levadia et cette ville deviendra probablement le centre de l'industrie cotonnière grecque. »

La culture du hachich s'accroît d'année en année, et s'élève actuellement à 90.000 kilogr. par année, d'une valeur de 1.100.000 drachmes, le tout exporté en Turquie et en Egypte.

G — Les Banques et les valeurs mobilières helléniques. — Au 31 décembre 1896, il existait en Grèce, trois banques d'émission : la Banque nationale de Grèce, la Banque d'Epiro-Thessalie et la Banque Ionienne, et deux sociétés financières par actions : la Banque d'Athènes et le Crédit industriel de Grèce.

En 1899 la Banque nationale de Grèce absorba la Banque d'Epiro-Thessalie, ce qui réduisit à deux le nombre des banques d'émission du royaume. La même année, la Banque nationale de Grèce, avec un groupe de capitalistes, a fondé la Banque de Crète sur le modèle de la Banque nationale, avec un capital de 10.000.000 de francs, banque privilégiée de l'île de Crète. Enfin, en 1905 la même Banque nationale a fondé, avec la *National bank fur Deutschland*, la Banque d'Orient au capital de 10.000.000 de francs, dont le champ d'opérations serait principalement la Turquie.

Les deux tableaux suivants suffisent pour donner une idée exacte des progrès réalisés par les banques helléniques. Il n'y manque que la Banque d'Orient qui n'a encore publié aucun bilan.

Capital des Banques Helléniques à la fin de 1896

Banques	Nombre de titres en circulation	Valeur nominale de chaque titre	Capital nominal		Bourses cours cotés en 1896	Valeur des titres à la fin de 1896	
			En papier	En or au change de 170		En papier	En or au change de 170
B ^e Nat ^e	Unités	Drach.	1.000	1.000	Drach.	1.000	1.000
act.....	20.000	1.000	20.000	14.928	3.928	78.500	58.582
Emp. à lots or 3 %..	139.500	400	74.772	55.800	569	79.376	59.235
Emp. pap. mon. 2 1/2	205.000	100	20.500	15.299	117 1/2	24.087	17.976
Athènes, act.....	200.000	100	20.000	14.925	164	32.800	24.478
ob. or 5 %	25.000	100	3.350	2.500	168	4.200	3.154
Cr. Indust.	50.000	100	5.000	3.731	130	6.500	4.851
Banque de Crète or ..	40.000	125	6.700	5.000	161	6.440	4.806
Totaux...	679.300		150.322	112.180		231.903	173.062

Capital des Banques Helléniques à la fin de 1904

Banques	Nombre de titres en circulation	Valeur nominale de chaque titre	Capital nominal		Bourses cours cotés en 1904	Valeur des titres à la fin de 1904	
			En papier	En or au change de 134		En papier	En or au change de 134
B ^e Nat ^e	Unités	Drach.	1.000	1.000	Drach.	1.000	1.000
act.....	20.000	1.000	20.000	14.928	3.928	78.500	58.582
Emp. à lots or 3 %..	139.500	400	74.772	55.800	569	79.376	59.235
Emp. pap. mon. 2 1/2	205.000	100	20.500	15.299	117 1/2	24.087	17.976
Athènes, act.....	200.000	100	20.000	14.925	164	32.800	24.478
ob. or 5 %	25.000	100	3.350	2.500	168	4.200	3.154
Cr. Indust.	50.000	100	5.000	3.731	130	6.500	4.851
Banque de Crète or ..	40.000	125	6.700	5.000	161	6.440	4.806
Totaux...	679.300		150.322	112.180		231.903	173.062

Le Change

M. Théry qui a étudié le change dans tous les pays avec une compétence que personne ne saurait lui contester, ne pouvait pas se désintéresser de la question qui doit préoccuper actuellement les hommes d'Etat et les financiers, tant hellènes qu'étrangers. De sa solution dépend l'avenir du pays et les intérêts des porteurs étrangers. Aussi a-t-il apporté à l'étude de cette question le plus grand soin et a fini par indiquer une solution qui ne saurait ne pas être approuvée par tous les intéressés.

Le change depuis 1880 a subi des fluctuations que les spécialistes expliquèrent de différentes façons. La hausse a atteint à un moment (en 1895) le chiffre de 1 dr. 90 ; mais pendant la période de 1901-1904 il a constamment baissé, malgré un déficit commercial moyen de 45 millions de francs et une circulation fiduciaire moyenne supérieure d'environ 20 millions de drachmes à celle de 1895. Ce changement radical s'explique, suivant M. Théry, par ce fait que depuis 1898 la confiance est rétablie à l'égard de la Grèce et, avec elle, les capitaux étrangers, en quête de placement avantageux, sont revenus dans le pays.

Cet afflux de capitaux a provoqué dans le pays un large développement d'affaires d'ordre financier. En même temps, la fortune mobilière personnelle des Hellènes a considérablement progressé de 1896-1904. Il en est de même avec la fortune immobilière. Il faut ajouter que les valeurs mobilières helléniques redevenues à la mode en France ont absorbé, suivant l'auteur, 30 à 35 millions de francs, sans compter les 5 millions souscrits par la National bank fur Deutschland, au capital de la Banque d'Orient, et les dépenses effectuées sur le territoire grec pour l'achèvement de la ligne Pirée-Larissa. Les disponibilités en or à la Banque nationale et à la Banque d'Athènes, à la fin de l'année 1904 : 47.218.000 fr., nous montrent qu'une partie des susdites sommes est restée entre les mains du public grec.

Voici comment M. Théry envisage l'avenir au point de vue du change :

« Mais la rentrée extraordinaire de 1904 ne doit cependant être considérée que comme une simple recette accidentelle ayant la même nature que celle des emprunts contractés au dehors ; de sorte que la forte amélioration du change qui en est résultée, peut n'être que passagère, surtout s'il survient une série de mauvaises récoltes en céréales en Grèce et si les raisins de Corinthe ne se vendent pas mieux qu'en ce moment.

« Par contre, si le déficit commercial venait à diminuer sensiblement ; si les recettes de la marine marchande grecque et les envois de l'Hellade extérieure restaient aussi importants que par le passé ou même supérieurs — ce qui est fort possible — ; enfin, si le nombre des étrangers visitant la Grèce augmentait (résultat que les Grecs obtiendront quand ils le voudront) : le change baisserait encore. »

En passant maintenant à la *balance financière* de

M. Théry comparant les états de ces banques et d'autres sociétés, conclut que « la fortune mobilière de la Grèce a très sérieusement augmenté de valeur entre 1896 et 1904. »

En effet, « la majoration s'élève à 116 millions 320.000 francs pour les titres des sociétés et à 19.410.000 pour la dette intérieure. »

Quant aux porteurs des six emprunts-or contractés par la Grèce entre 1881 et 1893, dont l'intérêt avait été réduit en 1893 à 30 % de l'intérêt original, la majoration est de 89.030.000 francs.

la Grèce, nous constatons que celle-ci comble largement le déficit de la balance commerciale de la façon dont l'indique le tableau ci-dessous, dressé par M. Théry, au moyen de données recueillies auprès de personnes compétentes :

Balance financière actuelle de la Grèce

	Francs
PASSIF :	
1 ^e Service de la Dette extérieure.....	20.000.000
2 ^e Déficit commercial moyen.....	16.000.000
3 ^e Coupons des Sociétés anonymes helléniques payés aux étrangers.....	2.500.000
3 ^e Dépenses des Grecs voyageant à l'étranger.....	4.000.000
5 ^e Dépenses d'Etat, gains des étrangers, etc.....	7.500.000
Total du Passif.....	<u>80.000.000</u>
Actif :	
1 ^e Recettes brutes de la marine marchande.....	36.000.000
2 ^e Envois de la Grande Hellade extérieure.....	25.000.000
3 ^e Envois des émigrants helléniques.....	20.000.000
4 ^e Revenus des valeurs mobilières en or existant en Grèce.....	4.500.000
5 ^e Dépenses des voyageurs étrangers.....	2.500.000
Total de l'Actif.....	<u>82.000.000</u>

Etant donné que la *balance financière* est en équilibre, faut-il supprimer le cours forcé? Cette suppression paraît à M. Théry aléatoire et incertaine, à cause du gros chiffre de la dette extérieure hellénique et la grande importance du déficit commercial. Il considère aussi comme très préjudiciable à l'industrie et à l'agriculture indigènes une très forte baisse de l'agio de l'or, parce qu'elles ne sauraient lutter contre les produits étrangers. Il veut, par contre, réduire dans le plus bref délai, l'importance des fluctuations du change qui bouleversent à chaque instant les conditions de la production et du commerce hellénique. Pour atteindre ce but, M. Théry propose au parlement hellénique de voter une loi dont les principales dispositions seraient les suivantes :

« 1^e La nouvelle unité monétaire hellénique sera la *drachme d'or*;

2^e 25 de ces drachmes d'or auront une valeur légale équivalente à un napoléon d'or, c'est-à-dire que la nouvelle drachme aura un poids d'or fin égal à la 25^e partie de l'ancienne pièce d'or grecque de 20 drachmes, pesant 6 grammes 4516 d'or fin au titre 900 millièmes;

3^e La frappe des pièces d'or nouvelles (pesant 6 gr. 4516 au titre 900 millièmes et valant 25 drachmes nouvelles), sera libre et illimitée en Grèce et que ces pièces y auront *cours forcé* pour toute somme à raison de 25 drachmes par pièce;

4^e Le *cours forcé* sera également accordé, en Grèce, aux pièces d'or de 20 francs de toutes les effigies, pour la même valeur de 25 drachmes, à la condition que ces pièces pèsent 6 gr. 4516 d'or fin au titre 900 millièmes. »

Deux questions subsidiaires devraient être résolues par le gouvernement avant de procéder à la réforme proposée :

1^e La Grèce devrait sortir de l'*Union latine*. Un emprunt de 20.000.000 de francs suffirait, suivant M. Théry, pour liquider son compte avec les puissances faisant partie de cette *Union*, sans que l'Etat hellénique ait à subir de ce chef une nouvelle charge pour le service de l'emprunt.

2^e La Grèce devrait nécessairement obtenir l'adhésion des six puissances médiatrices représentées à la C. F. I. en raison de l'article 30 de la loi du contrat ci-dessus rappelé, et de l'article 5 du Règlement de la dette qui attribue au service de l'ancienne dette extérieure — ainsi que nous l'avons expliqué au troisième chapitre — 60 % de l'économie que la baisse du change au-dessous de 165 procure pour obtenir 9 millions de francs d'or avec la conversion des 14.850.000 drachmes affectées comme minimum au service de l'ancienne dette en or.

Cette disposition de l'article 5 est certainement l'une des clauses les plus dures du régime du

Contrôle car elle enlève à la Grèce toute son indépendance au point de vue monétaire ; de sorte que même si le gouvernement et le Parlement helléniques reconnaissent la nécessité absolue de régulariser la *valuta de la Grèce*, voulent procéder à cette régularisation d'après le principe appliqué en Autriche-Hongrie et en Russie : ils se heurteraient à l'opposition d'ailleurs très légitime de la C. F. I.

Il faudrait donc, avant tout, engager des négociations avec les puissances médiatrices pour reviser l'Arrangement financier de 1898 ; et comme je le disais à propos de l'article 6 du même Règlement, relatif au partage des excédents des revenus concédés, cette révision pourrait facilement s'effectuer à l'avantage des deux parties. C'est une simple question d'intérêts à débattre et à solutionner amiablement. »

La conséquence de ce système serait d'empêcher le change de baisser au-dessous de 125. « Mais la nouvelle loi serait absolument impuissante à empêcher la hausse, à un taux quelconque au-dessus de 125... et cette hausse se produirait très certainement, si les conditions économiques générales de la Grèce et les principaux éléments de sa balance financière se modifiaient défavorablement. »

On pourrait prévenir cette éventualité ou plutôt corriger la balance financière en exploitant l'industrie de l'étranger, c'est-à-dire en attirant le plus de visiteurs en Grèce. Nous avons longuement développé cette idée dans le numéro du 1^{er} mai 1905 de *L'Hellénisme*.

Conclusions

Les conclusions de l'étude qui précède se résument dans les lignes qui suivent auxquelles nous n'avons rien à retrancher ; nous laissons la parole à M. Théry :

« Dans le chapitre IV, après avoir examiné en détail les principaux éléments des recettes et des dépenses publiques, j'ai expliqué que pour rendre aux finances de l'Etat une situation absolument normale, il lui faudrait un relèvement de recettes de 8 à 10 millions de drachmes, mais que les seuls revenus susceptibles d'importantes plus-values, étaient les revenus indirects de consommation : pétrole, tabac, timbre, sel, papier à cigarettes, etc., que la loi du Contrôle avait affectés au service de la dette publique. Et j'ai ajouté :

« C'est certainement le point faible de l'Arrangement financier de 1898. La loi du Contrôle a donné jusqu'ici d'excellents résultats pour les porteurs étrangers des emprunts helléniques et pour la Grèce elle-même, mais ces résultats ne seront vraisemblablement pas dépassés dans l'avenir si le principe du partage des excédents et des profits du change, tel qu'il est établi par la loi du Contrôle et le Règlement de la dette, n'est pas modifié. »

La dernière citation suivante du Rapport de la C. F. I. sur l'exercice 1904 confirme cette appréciation.

« Les plus-values représentent en quelque sorte le dynamomètre du service de la dette hellénique. Toutefois, si l'on cherche le principal facteur auquel nous sommes redevables du résultat très satisfaisant des plus-values en 1904, on est amené à établir que le bénéfice du change y entre pour une large part ; mais il ne faudrait pas trop se fier à la stabilité de ce facteur, car avant que le cours forcé ne soit levé en Grèce, une réaction est toujours à craindre. Quant au rendement plus élevé des revenus affectés soumis aux plus-values, on doit l'attribuer presque uniquement à leur développement quasi automatique. Cette augmentation est d'ailleurs minime et reste bien au-dessous du chiffre qu'elle devrait atteindre dans les conditions normales d'une administration plus rigoureuse. »

Le gouvernement hellénique désire aujourd'hui que l'Arrangement financier de 1898 soit revisé et modifié d'après le principe qui a présidé à la révision et à la modification de l'Arrangement ottoman de 1881. Il ne m'appartient pas de rechercher sur quelles bases financières cette modification peut être équitablement réalisée dans l'intérêt respectif des porteurs de l'ancienne dette extérieure et du Trésor hellénique. Mais ce que j'affirme sans hésiter — car cela résulte de tous les documents précédents — c'est que cette modification est souhaitable dans l'intérêt commun des deux parties.

La C. F. I. a parfaitement raison de constater, dans son dernier Rapport que sans le bénéfice réalisé sur le change en 1904, il n'y aurait pas eu d'augmentation de revenus supplémentaires par rapport à l'année 1903. En effet, en 1903, la part de la dette dans les plus-values a été de 2.880.932 drachmes, et en 1904, cette même part est tombée à 2.686.710 drachmes, soit une diminution de 194.222 drachmes. Heureusement que le profit du change, qui n'était que de 387.774 drachmes en 1903, s'est élevé à 1.315.332 drachmes en 1904, chiffre supérieur de 238.864 drachmes à la totalité des profits de même nature encaissés par la C. F. I. pendant les cinq exercices antérieurs.

Mais nous avons vu au chapitre précédent que la baisse du change survenue en 1904 et pendant le premier trimestre 1905 avait été surtout provoquée par des rentrées accidentelles d'or en Grèce. En 1904, la C. F. I. a fait ses achats d'or sur un taux moyen de 1,40 ; le change est tombé depuis jusqu'à 1,25, taux actuel..., mais une mauvaise récolte des céréales en Thessalie et un arrêt des réalisations de valeurs mobilières helléniques sur les marchés étrangers peuvent parfaitement le reporter au-dessus de 1,40 à la fin de l'année 1905.

Les porteurs des emprunts de l'ancienne dette extérieure auraient donc un grand intérêt à ce que l'on arrivât à une combinaison leur permettant de stabiliser leurs profits de change — en rendant au gouvernement hellénique son indépendance monétaire — et de relever immédiatement leurs revenus, et la valeur de leur capital converti en une *Dette nouvelle unifiée* — ainsi que cela s'est produit en faveur des porteurs des anciennes séries de la dette ottomane — dont la C. F. I., qui conserverait toutes les attributions stipulées par la loi du Contrôle, continuerait à administrer les recettes affectées et à assurer le service.

Quant au gouvernement hellénique, un nouvel Arrangement qui transformerait le partage des plus-values et des profits du change en une *annuité fixe* — dont la quotité serait à débattre avec les représentants naturels des porteurs étrangers, c'est-à-dire les délégués de la C. F. I. — et qui lui rendrait son indépendance monétaire : le tirerait de la situation budgétaire très difficile dans laquelle il se trouve actuellement.

Cet Arrangement, en effet, lui permettrait :

1^e D'améliorer l'assiette des impôts indirects et de consommation : tabacs, papiers à cigarettes, sel, timbre, pétrole, etc., et d'obtenir un sérieux relèvement de leur revenu par une meilleure perception et une répression plus énergique de la fraude et de la contrebande : répression qui ne rencontrerait plus d'opposition parlementaire systématique puisqu'elle s'exercerait, cette fois, au seul profit du Trésor hellénique ;

2^e De réorganiser, de centraliser tous les services financiers de l'Etat et d'établir, enfin, l'unité budgétaire dans toute l'acception du mot, en supprimant les comptes spéciaux, les crédits supplémentaires, les dépenses extra-budgétaires qui rendent si obscure sa comptabilité publique ;

3^e De prendre, en ce qui concerne spécialement la question du change et la restauration de sa *valuta*, les mesures pratiques que lui dicterait les circonstances. »

LA BOMBE DE YILDIZ

et la Situation à Constantinople

Le mystère semble encore planer sur l'affaire de Yildiz et les enquêtes succèdent aux enquêtes sans amener, du moins pour le public, la découverte des véritables auteurs.

On parle tantôt de Bulgares ou d'Arméniens, tantôt de Jeunes Turcs et d'anarchistes. Le couple Ripp, soupçonné d'avoir commis l'attentat, demeure toujours introuvable. Le Belge Joris, convaincu d'avoir entretenu des rapports avec eux, est toujours sous les verrous à Constantinople et soumis à d'interminables interrogatoires. D'autre part, on parle d'innombrables arrestations d'Arméniens. Enfin les sbires de Sa Hautesse perquisitionnent chez des Turcs suspects de libéralisme, voire même dans les résidences d'anciens favoris du sultan, actuellement réfugiés à l'étranger, tels que le chambellan Arif, l'aide de camp Ahmet pacha. La conviction semble prévaloir en haut lieu que des Turcs auraient eu une part dominante dans la préparation de l'attentat, ce qui paraît assez probable, les Ripp et consorts pouvant bien n'avoir été que des intermédiaires, des fournisseurs d'engins et d'explosifs.

Mais voici une autre version qui concorde avec les déclarations que, quelques jours après l'attentat, nous avait faites une personnalité admirablement au fait des choses de Yildiz :

« Un officier d'artillerie européen, dit le « Manchester Guardian », qui se trouvait par hasard à Constantinople au moment de l'attentat contre le sultan, assure qu'il est inexact qu'une bombe ait été lancée, soit d'une voiture, soit autrement. L'explosion a été causée soit par un explosif caché en terre, soit par une mine qui aurait été creusée d'une guérite à une autre, ou de la cuisine du palais.

« La mine était placée à vingt mètres de la route ordinaire du sultan. De plus celui-ci est resté quinze minutes de plus que d'ordinaire dans la mosquée, et lors de l'explosion, il fit preuve d'une présence d'esprit inaccoutumée, ayant même un aphorisme à la bouche, disant qu'il craignait Dieu, mais point les hommes. »

L'informateur du *Manchester Guardian* voit donc dans l'explosion un pseudo-attentat organisé par la police pour servir de prétexte à de nouvelles mesures de rigueur, soit contre les jeunes Turcs, soit contre les sujets chrétiens du Sultan.

Abdul-Hamid est, on le sait, un comédien consumé ; il peut à volonté jouer tous les rôles. Persuadé d'ailleurs que l'assassinat le menace, il est prêt à tout faire pour effrayer ses ennemis, pour déjouer les projets qu'il leur prête. En un mot, lorsque la sécurité de sa personne est en jeu, il est capable de tout, même de faire organiser un complot imaginaire pour se donner un prétexte à des mesures de rigueur contre des ennemis. Mais il est incroyable qu'il ait pu affronter l'explosion de la dynamite, à quelques mètres de la mosquée où il priait Allah, lui qui a une peur tellement affreuse de la foudre qu'il se méfie du... paratonnerre, de crainte que celui-ci n'attire celle-là et que l'étincelle électrique, au lieu de suivre docilement sa chaîne conductrice jusqu'à terre ne dévie en chemin et ne vienne le frapper !

D'ailleurs, chaque fois qu'il éprouve le besoin de sévir contre tels ou tels sujets, Abdul-Hamid n'est pas embarrassé pour le faire. Le public européen, qui suit avec distraction les péripéties de la crise politique orientale, se désintéresse plus encore de ces persécutions, de ces arrestations et condamnations de personnalités que leur indépendance de caractère rend suspectes à Sa Hautesse, de ces officiers, de ces élèves des Ecoles militaires et navales qu'on expédie par grosses bâtelées dans

les provinces où ils vont partager le *carcere durissimo* de tant d'autres de leurs camarades qui les y ont précédés.

Car il est juste de dire que les chrétiens ne sont pas seuls victimes de la monomanie de la peur, qui chez le sultan est devenue une véritable maladie. Les Musulmans n'y échappent point et c'est notamment dans la jeunesse des écoles qu'il frappe surtout, quand il se croit menacé ; dans cette jeunesse qui étudie, qui pense, aspire à la liberté et constitue la pépinière des officiers de demain. Or, une des principales préoccupations du sultan, c'est précisément l'armée : malgré tous les efforts qu'il a déployés en vue de l'asservir, il sait qu'il ne doit pas beaucoup compter sur une fidélité à toute épreuve de ses troupes et qu'il ne peut se repasser que sur sa garde particulière, comblée de faveurs, nourrie, vêtue, grassement et régulièrement payée.

Les écoles militaires sont placées sous la direction des plus fidèles exécuteurs du programme de la politique impériale, qui ne laissent échapper aucune occasion de dénoncer au Maître ceux d'entre les élèves chez lesquels ils découvrent ou croient découvrir ces symptômes de libéralisme. Aussi est-ce parmi ceux-ci que se recrutent principalement les pensionnaires des prisons du Yemen et du Heljaz, des cachots des forteresses de Saint-Jean d'Acre et de Damas, des geheennes de Bengaz ou du Fazzan. L'un de ces malheureux qui, par miracle, put s'échapper de Tripoli et se réfugier à Paris, nous disait : « Des quarante-quatre élèves composant notre promotion, trente-six ont disparu depuis quatre ans. Les uns sont relégués dans les provinces les plus reculées de l'Empire, les autres gémissent dans les prisons de Constantinople ; et il en est qui ont pris une destination inconnue : leurs familles même ignorent ce qu'ils sont devenus ! »

A Constantinople — doux pays ! — ces « rafles », ces relégations en bloc sont choses courantes ; c'est le petit fait du jour qu'on se raconte tranquillement le soir, à l'heure du *raki*, entre deux rasades. Le lendemain on en reparle un peu, puis on n'y pense plus. Quelques jours après, un nouvel événement de ce genre vient à nouveau défrayer les conversations, et, bientôt, le silence se fait, les affaires vont leur train. Cependant, de temps en temps, les nouvelles du jour deviennent plus alarmantes. Des bruits sinistres courrent la ville ; il y a de l'électricité dans l'air ; on se sent moins que jamais en sécurité ; les temps sont mauvais ; on évite d'aller voir des amis, ou de s'arrêter en passant dans un café ; on se hâte de rentrer chez soi. Et vers le tard, à cette heure vague qu'on appelle entre chien et loup, les bataillons d'espions — grossis de leurs réserves — se répandent dans la ville, parcourent les rues, en quête d'individus bons à faire. Et cependant que le bourgeois

Sentant passer la mort, se recommande à Dieu et barricade sa porte, les limiers de Sa Hautesse font irruption dans les maisons, arrêtent et emmènent en silence, un à un, les proscrits du jour.

D'ailleurs il n'est pas toujours nécessaire que ceux-ci soient soupçonnés de nourrir des aspirations libérales, des velléités d'indépendance. Il suffit que quelqu'un déplaise à quelque personnage de la cour, qu'il soit l'objet de l'animosité de quelque mouchard officiel ou occulte pour tomber victime d'une accusation calomnieuse. Il arrive même qu'on soit dénoncé sans motif ou plutôt simplement pour servir à justifier quelque bonne conspiration inventée de toutes pièces et pleine de poignards et de poison, selon le genre romantique. De la sorte le Padischah est convaincu de l'utilité de ses agents qui savent se rendre indispensables, en le bombardant de rapports, de dossiers secrets dont la masse épouvanterait le plus intrépide classeur d'archives et qui, par tas énormes, vont s'amonceler sur sa table. Et c'est à qui lui servira le plus gros complot, à qui rédi-

gera le plus effrayant rapport, à qui avivera ses terreurs.

Au milieu de ces énergumènes, celui qui aujourd'hui semble triompher le plus insolemment c'est le chef de la police secrète de Yildiz, Fehim pacha, aide de camp du sultan et fils du grand portovestiaire et frère de lait de sa majesté, Ismet bey. Ce Fehim doit avoir plusieurs titres à la faveur impériale puisqu'il est marié à une ancienne odalisque du sultan lui-même, qui lui a été offerte par Sa Majesté en personne. Il ne s'était cependant pas signalé jusque-là autrement que par quelques frasques. Ainsi, il fit un jour subitement irruption dans la salle d'audience du tribunal civil de Pétra, et se jeta à bras raccourcis sur les magistrats qui avaient osé le condamner à rembourser un malheureux créancier. D'ailleurs, après avoir administré à chacun des juges une copieuse volée, il s'en alla tranquillement et ne fut jamais puni, ni même réprimandé, le sultan montrant généralement assez d'indulgence pour des incartades de ce genre qui ne peuvent l'inquiéter personnellement.

La comédie, on le voit, se mêle parfois au drame, dans les mœurs de Yildiz.

Ce qu'il y a de plus curieux c'est que précisément ce sont ces individus, vivant dans l'intimité d'Abdul-Hamid qui sont les moins indulgents pour lui ; ce sont ceux qui le connaissent le mieux, ceux qui le servent avec plus de zèle, qui le traissent le plus volontiers. Si les gens de son entourage le soutiennent, c'est parce qu'ils savent que sa chute les ferait tomber avec lui, c'est aussi parce qu'il les gorge de dons et de faveurs. Mais ils n'ont pour lui que cette sorte d'attachement que les parasites doivent éprouver pour leur proie ; et toute la valetaille impériale se venge sur le maître des bassesses auxquelles il l'oblige, de la terreur où il la tient elle-même, en lui vouant cette haine sourde que seuls des coeurs d'esclaves peuvent nourrir ; et ses « intimes », ses « fidèles », comme on dit généralement, en déversent parfois le trop-plein, en confidences fieuses, chuchotées à voix basse et tremblante, jusque dans les anti-chambres de Yildiz.

Mais les dépositions de tels témoins ou plutôt de ces complices, qui, pour se défendre, chargent tout naturellement le principal accusé, sont peu dignes de foi et à tout le moins bien exagérées. Abdul-Hamid n'est pas si coupable, et s'il avait été donné à un Virchow ou à un Lombroso d'étudier ce crâne qu'ont hanté tant de chimères sanglantes, leur jugement serait sans doute plein d'une indulgence dont le monde politique serait surpris...

LA

Propagande Roumaine en Macédoine

SES MÉCOMPTES

Mémoire de M. Lazaresco Lecanta, directeur de l'École roumaine de Jannina, à M. Haret, ministre de l'Instruction publique de Roumanie.

Notre confrère, le *Bulletin d'Orient* publie le document que voici :

Jannina, 26 novembre 1901

Monsieur le Ministre,

Avant de vous exposer comment il faut organiser notre propagande nationale en Turquie, permettez-moi de jeter un coup d'œil sur l'état présent de notre problème national et sur les procédés de notre propagande, qui, cela est évident, n'ont donné jusqu'ici aucun résultat.

Chacun sait, je pense, que notre problème national est en recul dans le Péninsule des Balkans. Malgré les grands sacrifices qu'on a faits et qu'on fait encore, tout est à recommencer. Après trente ans de lutte, nous ne pouvons pas nous vanter d'avoir fait un pas en avant.

Nous avons commencé à propager notre culture nationale à peu près en même temps que les Bulgares et alors que le bulgarisme a fait des progrès formidables, la question roumaine est *dans l'enfance*, au même point où elle se trouvait le jour de son apparition ; peut-être même est-elle aujourd'hui dans un état pire qu'alors.

Il ne faut pas nous figurer que nous faisons quelque chose, ou que nous soyons de quelque utilité à la nation roumaine dans la péninsule. Non ! nous ne lui sommes d'aucune utilité. Les résultats acquis par la propagande actuelle sont superficiels, sans aucune valeur réelle. Avec toutes nos écoles, dont le nombre est assez respectable, avec nos nombreux professeurs, nous sommes et nous serons, au point de vue national, très inférieurs à toutes les autres nationalités de la péninsule. Actuellement la langue roumaine de la Péninsule est insignifiante. Vous pourrez vous en assurer quand et comme vous voudrez. Par contre, les Bulgares ont considérablement progressé ; les Grecs ont fait de même, bien que leur nation soit représentée dans la Macédoine septentrionale et centrale, en Albanie, et dans beaucoup d'endroits de l'Epire, par une population purement valaque, qui a parfaitement conservé son caractère.

Les Serbes enfin, bien qu'ils ne se soient réveillés que plus tard, font tous les jours des progrès dans la partie nord-ouest de la Macédoine.

Et ne croyez pas que je suis pessimiste, que je voie les choses en noir, que je n'attende plus aucune amélioration. Non. — Au contraire. Je suis très optimiste en tout ce qui concerne l'élément roumain de la Péninsule. Sa vitalité, son activité en font un peuple supérieur à tous les peuples qui l'entourent. Mais son importance future dépend d'une condition : il faut introduire la culture nationale roumaine dans toutes les classes des Roumains, de façon qu'elle s'établisse partout et prenne racine, sans quoi le peuple roumain sera détruit ; il disparaîtra où il sera absorbé, comme cela est déjà arrivé dans beaucoup d'endroits.

Pour introduire cette culture, nous avons, aujourd'hui déjà, assez d'écoles, de maîtres, de professeurs, de prêtres, etc. Mais nous n'avons pas de population roumaine, au sens propre du mot, qui sente et qui pense comme des Roumains. Ceux qui embrassent aujourd'hui le roumanisme et auxquels nous supposons des sentiments de Roumains, ne le font point par conviction, de leur cœur et de toute leur âme, mais simplement parcequ'ils y trouvent leur intérêt ; lorsqu'ils ne l'y trouveront plus, il apparaîtra nettement que leurs sentiments roumains, manifestés un instant, étaient superficiels.

Ce que nous voyons chez nous, ne se passe ni chez les Grecs, ni chez les Bulgares. Les Grecs, cependant, n'ont pas d'éléments ethniques proprement dits dans la Macédoine septentrionale et centrale et dans l'Albanie tout entière ; il n'y a de Grecs que dans la Macédoine méridionale et en Epire, de sorte que les soldats de l'Hellénisme sont des Valaques et, en Albanie, des Albanais : vous savez cependant avec quelle conviction ils défendent l'Idée hellène ; aussi bien, et peut-être mieux encore, que s'ils étaient des Grecs de race. Ils font tous les sacrifices. Ils exposent même leur vie pour l'Hellénisme.

La Grèce a traversé, ces dernières années, deux grandes crises qui ont ébranlé l'État jusqu'à ses fondements ; la faillite et la guerre. Ces échecs auraient dû arrêter ou affaiblir le progrès et le développement des établissements d'instruction grecs en Turquie, cependant ceux-ci n'ont nullement souffert ; partout ils ont conservé une place éminente comme si de rien n'était, et cela parce que la propagande grecque n'est pas basée sur l'intérêt, mais s'appuie sur une population qui lui est foncièrement dévouée.

C'est ce que nous remarquons également chez les Bulgares. Souvent la Principauté de Bulgarie s'est trouvée elle-même dans une situation difficile : mais cela n'a pas porté atteinte à la propagande bulgare en Turquie parce que le Bulgarisme

comme l'Hellénisme, est représenté par une population qui sait se sacrifier pour défendre son idéal national.

Malheureusement, notre cas n'est pas le même. Le Docteur K. Istrioti disait que c'est le feu sacré qui nous manque ; il a toujours manqué ici, et, s'il a existé quelque part, il s'est éteint entièrement. Notre question nationale a été une spéculation, un gagne-pain, au début comme à présent. L'intérêt seul pousse les gens à continuer. Ce qui a porté les choses à ce point, c'est permettez-moi de vous le dire, le manque d'intérêt, la grande incurie, la grande indifférence de ceux qui ont assumé en Roumanie la direction de cette affaire.

Il ne faut pas condamner les Roumains de la Péninsule des Balkans qui n'ont pas voulu embrasser ni défendre notre cause, mais qui ont embrassé et défendront la cause des Grecs. Ne croyez pas en effet que les Roumains de ce pays-ci soient si retardataires et si aveugles pour préférer la culture grecque à la culture roumaine et, au lieu de protéger et de conserver à l'aide de cette culture la race de leurs ancêtres, pour protéger la nation grecque, qui leur est étrangère. Ne voyez pas non plus qu'ils aient été terrorisés ou influencés par l'élément grec ou les agents de l'Hellénisme, comme on le croyait autrefois. Non. Rien de tout cela. *Car c'est ce qu'on disait aussi et surtout pour l'élément bulgare*, et cependant, quoique ceux-ci aient été soumis aux mêmes influences, ils se sont émancipés de l'influence grecque et se sont développés à un degré remarquable.

Notre absurde façon d'agir du début, que nous continuons à employer aujourd'hui encore, est la raison pour laquelle loin d'être récompensés de nos efforts, nous n'avons que des ennemis et des désagréments. Nous seuls sommes la cause du mal. Nos adversaires ne nous auraient opposé aucun obstacle, si nous avions su travailler. Nous n'avons pas les Grecs contre nous, car dans aucun village il n'y a de population mixte grecque et valaque. Mais nous avons entièrement éloignée de nous la masse de la population valaque, nous l'avons jetée dans les bras de l'Hellénisme et notre prestige en a grandement souffert ; elle nous a partout reniés, et aujourd'hui, plus que jamais, elle soutient avec zèle la propagande grecque.

Voilà pourquoi nos écoles manquent d'élèves dans des villages où il n'y a que des valaques, alors que l'école grecque est remplie d'enfants, et bien que ceux-ci ne paient chez nous absolument rien, tandis que chez les Grecs ils paient des droits d'inscription, ce qui est tout à fait singulier.

Le Roumain envoie ses enfants à l'école roumaine pour qu'on lui fasse des cadeaux, pour qu'on lui donne des bourses, des livres et le reste tandis qu'à l'école grecque il n'exige absolument rien, et, si le besoin s'en fait sentir, il délie les cordons de sa bourse et à sa mort il laisse, par testament, sa fortune pour propager la culture grecque.

Ce n'est pas des étrangers, que nous ne connaissons même pas, qui nous ont combattus dès le début, mais les Roumains, nos propres compatriotes, avec qui nous sommes entrés en relations directes ; de quelque façon que nous nous présentions à eux, non seulement ils ne nous recevaient pas, mais ils nous évitaient comme des pestiférés.

Souvent les nôtres ont été reçus et soignés dans des villages valaques, tant que les paysans ignoraient leur mission. Mais sitôt que nous déclarions que nous étions des maîtres d'écoles roumains, ils nous chassaient et nous reniaient.

Je vous ai montré, en deux mots, que grâce à notre travail maladroit du début et que nous continuons encore, notre problème national n'a pas fait un pas en avant.

Ne vous étonnez pas que nos collèges nationaux se soient tout de même multipliés ; c'était là une conséquence de l'augmentation du budget ; celui-ci grossissant, on a multiplié le personnel des écoles, non point parce que c'était nécessaire, mais seulement pour employer les crédits votés.

Pour porter remède à cet état de choses il faut changer le mécanisme de notre propagande.

Pour cela, il nous faut connaître ce que sont les Valaques et quelle est l'organisation des communautés et des établissements d'instruction au point de vue national.

Il ne faut pas comparer les Roumains de Turquie, ni à ceux de Roumanie, ni à ceux de Transylvanie,

mais bien plutôt à la classe des Roumains privilégiés de notre pays au temps de Phanariotes.

Chaque ville, chaque village ont une organisation particulière, pour tout ce qui concerne la culture et l'instruction. Petite ou grande, chaque communauté a ses établissements d'instruction, plus ou moins vastes, et un degré proportionné de culture. Il y a de petits villages qui ont des établissements d'instruction supérieurs à d'autres villages à population plus nombreuse, parce que les revenus de l'un sont supérieurs à ceux des autres.

Ainsi chaque ville et chaque village est administré conformément aux traditions anciennes. Et nul d'une autre ville n'a le droit de s'immiscer dans cette administration, qu'il soit hygiéno, prêtre, archiprêtre ou même métropole ; ceux-ci n'ont à s'occuper que des affaires de leur église. On a beaucoup d'exemples d'évêques qui ayant cherché à se mêler des affaires des communautés, ont été vivement attaqués et finalement chassés du diocèse.

La direction des écoles est confiée à une éphorie, que choisissent les principaux habitants. Cette commission pourvoit à tous les besoins de l'école.

J'avais eu l'honneur de conseiller de changer notre système et d'imiter ce système des éphories locales. Le ministère d'alors approuva mon projet et chargea feu Al. Lahovary de le mettre à exécution. Celui-ci, à son tour, chargea Mr Constantinescu d'étudier la question ; de sorte que mon projet tomba dans l'eau. Dans quelques endroits seulement on avait commencé à constituer une manière d'éphories roumaines, qui eurent de très bons résultats, et qui en auraient eu de meilleurs encore si elles n'avaient pas été entravées dans leur développement par l'indifférence qui avait accueilli leur naissance. Ces commissions avaient été constituées à Kroussovon, à Gopessi, Milovista, Ochruda, Néveska, Vovoussa et dans quelques autres villages ; elles s'acquittèrent de leurs fonctions avec assez de zèle ; les habitants de Kroussovon achetèrent même un local pour l'école roumaine et commencèrent à construire une église ; ceux de Gopessi bâtirent une école à leur frais, et ceux d'Ochruda parvinrent à s'emparer des églises et à les roumaniser.

Mais, comme je le faisais remarquer plus haut, on ne les prit pas au sérieux ; aussi retombèrent-elles au rang des autres communautés et notre propagande nationale se trouva ainsi partout arrêtée.

Ce mode d'action était sans doute difficile, mais il est réalisable et peut porter des résultats sérieux. Il faut seulement agir avec discernement.

Il faut d'abord beaucoup travailler. Dans chaque ville, dans chaque village, il faut créer de bons rapports avec les éphories qui existent et avec les commissions scolaires des communautés, non seulement avec celles qui se composent de Roumains, mais aussi avec les commissions qui dirigent les écoles grecques, mais où il n'y a que des élèves valaques. Il faut entrer en rapports avec elles, afin d'arriver tout d'abord à faire adjoindre aux leçons enseignées en grec, une leçon de roumain. Toute la population apprendra ainsi le roumain, et les dissidentes, qui les affaiblissent et les déchirent cesseront.

A Monastir, je crois qu'une pareille tentative n'est pas impossible, même si on vise à la fusion complète. Il faudra procéder graduellement en commençant par les écoles primaires, puis en passant aux classes supérieures et au gymnase.

Il faudrait aussi, et cela dans notre intérêt, que les subventions données par le gouvernement roumain soient versées entre les mains des éphories locales en laissant à celles-ci le choix des maîtres à introduire dans les écoles.

J'prends Perpélé, comme exemple, où nous avons une école de garçons et de filles, avec trois professeurs ; nous dépensions pour elle 2.000 francs par an. Elle ne sert qu'à un petit nombre d'habitants, parce que la plupart vont aux écoles grecques. Si on donnait à la commission de la communauté une subvention de 1.000 francs, le reste serait versé par les habitants et nous aurions dans les écoles des maîtres roumains ; d'autre part, à l'école de la communauté toute la population apprendrait le roumain et la haine entre Valaques prendrait fin.

Je suis persuadé que, peu à peu, la langue roumaine remplacerait entièrement la langue grecque

et qu'à la longue on pourrait même supprimer la subvention, car chacun se serait habitué à contribuer à l'entretien de l'école avec ses propres deniers.

La propagande roumaine, organisée sur cette base, a bien des chances de se développer rapidement. Toute la population roumaine nous suivra. Il n'y aura plus d'animosité entre Valaques. Sans compter que ce système coûtera moins que l'ancien. Nous pourrons employer une partie de la somme inscrite au budget à créer d'autres œuvres d'intérêt commun.

Il est certain que nous ne réussirons pas dans toutes les communautés, car beaucoup d'éphorées d'Ecoles grecques sont sous l'influence d'autres autorités ecclésiastiques et consulaires. J'espère cependant que beaucoup accepteront, là surtout où il n'y a pas de fanatisme.

Quand nous ne pourrons pas appliquer ce système, il faudra constituer de nouvelles éphorées d'après le système local ; elles prendront soin des maîtres et des écoles et trouveront l'argent nécessaire pour les alimenter.

Ailleurs, il faudra agir autrement. Mais il faudra toujours se rapprocher autant que possible du système local afin que la population prenne part et s'intéresse à nos efforts, qu'elle n'attende pas tout du budget de l'Etat, mais qu'elle y aille aussi de ses propres deniers.

Aujourd'hui, après un travail de trente ans, nous ne pourrons pas tout recommencer depuis le commencement. Nous devons nous conformer aux exigences des intérêts locaux ; nous ne pouvons pas agir de la même façon dans tous les centres, à Monastir, comme à Ochrida ou à Salonique, etc.

Voici, par exemple, la ville de Kroussovon, habitée par 200 à 250 familles bulgares, qui s'y sont établies dernièrement, et par 1.500 à 2.000 familles valaques autochtones, dont 100 à 150 seulement se sont ralliées au roumanisme. Toutes les autres sont demeurées fidèles à leur vieil idéal et à leur amour pour la Grèce. Les 100 à 150 familles roumanisantes appartiennent du reste aux classes les plus basses de la société, ne font aucun sacrifice pour notre cause et attendent que nous leur accordions des secours, etc., alors que les 1.700 à 1.800 familles à culture grecque sont ce qu'il y a de plus considérable dans le pays, font de gros sacrifices pour leurs écoles et pour la cause hellénique, sans être pour cela complètement hellénisés.

Avec notre système de propagande actuel, nos 150 familles demeurent entièrement isolées et méprisées ; beaucoup reviennent même à leurs anciens sentiments grecs. Mais lorsque nous serons arrivés à introduire la langue roumaine dans les écoles primaires de la communauté, il n'y aura plus de différence entre une école grecque et une école roumaine et on considérera que l'école entière est roumaine.

Pour arriver à ce résultat, il faut comme je l'ai dit, beaucoup de patience et un travail intelligent parce qu'il faut conformer notre action aux particularités de chaque ville et de chaque village, parce qu'aucune communauté ne dépend de l'autre. Partout une très petite partie de la population a accepté la culture roumaine ; il faut lui confier le soin de notre propagande, s'y intéresser, et alors la population, et non seulement nos agents, propagera d'elle-même notre culture nationale.

Tel est le premier rapport de Lecanta ; ses observations touchant l'hellenisme et la Macédoine centrale témoignent de l'esprit absolument roumain dans lequel le document est conçu ; il a été rédigé d'ailleurs à la suite d'une lettre de M. Haret, datée de Nice, le 1/14 novembre 1901. « Vous comptiez, écrivait le ministre roumain de l'Instruction publique, m'envoyer un rapport confidentiel sur la manière dont nous devrions réorganiser notre propagande, j'attends ce document ».

Vingt-six jours plus tard Lecanta expédiait son rapport. Le ministre le remerciait sans tarder de son envoi (lettre du 1^{er} janvier 1902), puis par une nouvelle lettre (14 février) il ajoutait : « Je reviens à votre rapport du 26 novembre. L'ayant lu et mé-

dité j'admets qu'il est possible de faire quelque chose dans le sens que vous indiquez. Mais il faudra procéder avec une grande circonspection. Il serait bon de faire d'abord un essai dans une ou deux villes, où la situation est favorable et où nous pouvons trouver des gens de confiance. Je désire avoir sur la question une lettre de vous dans laquelle vous m'exposerez en détail où et avec qui nous pourrons agir ».

Lecanta répondit à cette lettre par un second rapport dont voici un résumé :

Il commence par répéter qu'on ne pouvait dresser de plan général d'action et que la ligne de conduite à suivre devait varier avec les circonstances. Toutes les fois qu'on ne pourra pas créer d'écoles, obtenir l'enseignement du roumain dans les écoles grecques. De façon générale, Lecanta préconise un rapprochement entre la Roumanie et la Grèce. Ceci pour deux raisons : d'abord à cause des sentiments philhelléniques de la grande majorité de Koutsolvaques ; secondo à cause de leur dévouement à l'orthodoxie. Sans l'assentiment du cabinet d'Athènes et du patriarchat jamais les communautés koutsolvaques ne se rapprocheront des minorités roumanisantes et ne permettront qu'on enseigne le roumain dans leurs écoles. « Il faut donc convaincre le gouvernement hellénique et le patriarchat que l'union des Roumains et des Grecs renforcera les écoles orthodoxes contre les Bulgares considérés comme l'ennemi commun ». Lecanta examine ensuite comment, indépendamment d'une entente gréco-roumaine, on pourra introduire des instituteurs roumains dans un certain nombre de bourgades koutzovlaques. Le moyen qu'il indique est le suivant : pression sur les Koutzovlaques établis en Roumanie, car chose caractéristique de la vanité de la propagande roumaine, même les Koutzovlaques établis en Roumanie continuent à se considérer comme Grecs.

Lecanta s'occupe des localités suivantes :

Grébénitsa : 350 familles Valaques ; écoles grecques de garçons et de filles ; cette dernière entretenu par un legs d'un Grébénitiote décédé à Bucarest : Eustache Koutrélos.

Deux notables de la bourgade : Jean Paticos et Papavramoussis, sont propriétaires à Bucarest, sans être sujets roumains, tel est aussi le cas de la veuve d'E. Koutrélos qui administre la fortune laissée par son mari. « Il sera donc possible d'abord par la douceur ensuite par l'entremise des autorités administratives (de Bucarest) de les presser à faire accepter par leurs compatriotes un professeur roumain ».

Métsovo : Grande communauté composée de 8-10.000 habitants tous valaques et disposant d'un revenu annuel de 100-120.000 francs. « Ici une école roumaine n'a aucune chance de prospérer ou même d'exister. Le professeur roumain devra s'offrir de lui-même à enseigner trois fois par semaine le roumain et le français... »

Il y a peu de Métsovites en Roumanie. La communauté de Métsovo a refusé le legs Kizacovitch, parce qu'il stipulait l'introduction de l'enseignement du roumain dans les écoles. Tâcher d'obtenir que ce legs soit accepté ».

Fourka : Depuis 1896 l'école roumaine est en recul, l'école grecque a été recréée et l'édifice communal séparé en deux. Obtenir la fusion des deux écoles. On peut recourir au moyen suivant : A. Philippiadis mort récemment a laissé comme héritier son frère habitant Fourka ; celui-ci a besoin de certificats d'identité ; ne les délivrer que contre promesse qu'il donnera une certaine somme à la communauté roumanisante. On peut également agir sur les frères Dimitriou et quelques autres personnes ayant de l'influence sur leurs compatriotes.

Mégarovon : Communauté riche et importante. Possède des écoles grecques complètes. Le principal bienfaiteur de ces écoles est Stergiros Styliidis, il habite Bucarest. Il peut obtenir l'introduction du roumain. « Dans ce cas l'intervention du gouvernement roumain sera nécessaire ». Lecanta donne ensuite le nom d'autres négociants de Mégarovon établis en Roumanie et il conclut : « Le succès de notre action dans les endroits susmentionnés facilitera beaucoup notre action dans d'autres localités ».

Voici en quels termes le second rapport était apprécié par le ministre :

Bucarest, le 2 avril 1902.

Monsieur Lazaresco,

Par votre rapport du 2 février vous m'apprenez que les mesures préconisées pourront être essayées à Grébénitsa, Métsovon, Fourka et Mégarovon. Soit, je demeure d'accord. Mais il faudra que vous ou quelqu'un d'autre, également compétent, s'en occupe, car d'une part le temps nécessaire me manque et de l'autre je ne connais pas les personnes dont vous me parlez et n'ai pas les moyens d'entrer en rapport avec eux.

A vous

HARET.

Échos et Nouvelles

La politique en Grèce. — La presse athénienne signale un fait tout à fait nouveau dans les mœurs parlementaires du pays qui fait espérer l'avènement d'une ère où, au système obstructionniste, aux compétitions personnelles qui ont jusqu'ici si gravement faussé le jeu parlementaire, semble devoir succéder un régime de travaux féconds.

En effet, le chef de l'opposition, M. Théotokis, donnant le premier l'exemple, s'est, au cours de la dernière session, départi de ces usages d'obstruction systématique que feu Delyannis et, dans une certaine mesure, Tricoupis lui-même avaient établis à la Chambre. Il fit mieux : il donna son concours au gouvernement, dans la mesure où une honnête opposition peut le faire.

En s'offrant, comme il l'a fait, à régler avec M. Rhallys l'ordre du jour, afin que la Chambre pût voter, avant la fin de la session, les projets de loi jugés nécessaires à l'équilibre du budget et au fonctionnement des services publics, M. Théotokis a fait acte de bon patriotisme. Il a fait voir qu'un parti qui se respecte ne doit pas se passionner uniquement pour la possession du pouvoir.

L'impression que laissa cette attitude de l'opposition fut excellente dans le pays. Et M. Rhallys, président du Conseil, a eu à cœur de faire, avant de lire le décret de clôture, la déclaration que voici :

Maintenant que nous voilà arrivés à la fin de la première session de la présente législature, nous pouvons examiner l'œuvre accomplie en si peu de temps par la Chambre. Je pense avec joie que l'équilibre du budget de 1905 est assuré et que nous avons posé les bases de l'équilibre du budget de 1906. De plus une œuvre considérable a été accomplie par le règlement de la question du raisin de Corinthe.

Vous avez voté des centaines de projets de loi utiles et, en présence d'un travail aussi persévérant, il est de mon devoir d'exprimer ma reconnaissance à la Chambre. Je dis à la Chambre entière, car si j'ai eu l'appui plein et entier de la majorité, j'ai eu aussi le concours de la minorité sans lequel les efforts de la majorité n'auraient pu aboutir. C'est une grande vertu que la pratique du contrôle par l'opposition et l'exercice des droits qui lui sont conférés par la Charte dans les limites du droit et d'un honnête antagoniste. Et je dois attester avec reconnaissance que grâce à la direction de l'honorable député de Corfou (M. Théotokis) l'opposition a exercé ses droits avec la plus grande décence, la plus grande modération. Je lui en exprime ici toute ma reconnaissance et j'espère que cette session ouvrira une ère parlementaire nouvelle. (De plusieurs points de la Chambre : « Dieu fasse ! »)

J'espère que nous nous rencontrerons à la session prochaine dans des circonstances plus favorables et plus heureuses pour la patrie. (Applaudissements sur tous les bancs).

Si, comme nous aimons à le croire, la Chambre hellénique persiste dans la bonne voie où elle s'est engagée, on peut espérer avoir définitivement conjuré le péril des fluctuations parlementaires sans nombre, l'émettement déplorable des partis, les changements continuels de cabinets et l'instabilité administrative qui avaient si gravement compromis le régime parlementaire en Grèce.

* *

La crise crétoise. — La situation s'aggrave chaque jour en Crète et l'hellenisme tout entier suit avec une anxiété sans cesse croissante les phases du drame qui s'y déroule. Les puissances, en abolissant ce qui restait du régime d'autonomie qu'elles prétendent vouloir sauvegarder, prennent des mesures de plus en plus violentes contre les Crétois.

La population de cette île que « l'Europe a prise en dépôt », elle la bombarde, l'exile, la met hors la loi. Au bombardement de Castelli par les Russes, qui a suivi la défaite des troupes moscovites par les insurgés, sont tombés des vétérans de la Révolution de 1866 que les balles turques elles-mêmes avaient respectées. Dans le district de Candie, à Corfou, des engagements sérieux eurent lieu entre les insurgés et les Anglais. A Atsipopoulos, l'attaque des Russes a été très sanglante : de part et d'autres, il y eut plusieurs tués et blessés.

L'anarchie est complète, sur plusieurs points, à Lassithi, par exemple, insurgés et gendarmes, des Crétois les uns et les autres, sont prêts à en venir aux mains ; ailleurs, ils fraternisent. Les officiers français et italiens, interrogés sur les motifs pour lesquels ils ne proclament pas, à l'instar de leurs collègues anglais et russes, l'état de siège dans leurs secteurs, répondent que les insurgés s'occupent de leur affaire et que la loi martiale est inutile ; les Italiens font mieux : ils se mettent du côté des insurgés, mais déversent les plus grossières injures contre le prince George.

Les requêtes arrivent de plusieurs côtés aux conseils, sollicitant l'union ; d'autre part des députés crétois demandent conseil au gouvernement hellénique.

L'attitude du gouvernement, comme le fait observer le *Times*, est des plus correctes. Mais M. Rally se rend compte de l'impossibilité où la Grèce se trouve de tolérer plus longtemps la situation actuelle. Il vient d'adresser une circulaire aux puissances, par laquelle il fait retomber sur elles la responsabilité de l'état actuel des choses et propose, une fois de plus, l'unique solution logique : l'occupation de la Crète par les troupes helléniques.

* *

Comités arméniens, bombes et complots. — Il nous est particulièrement pénible de constater que les comités révolutionnaires arméniens font décidément fausse route, risquent de s'aliéner les sympathies dont ils jouissent, et ce qui est bien plus grave, de provoquer de nouveaux massacres.

Au lendemain de l'attentat de la Banque, à Constantinople, il y a neuf ans, les révolutionnaires qui, la bombe à la main avaient attaqué cet établissement, s'embarquaient sous la protection de l'ambassade russe, à bord d'un navire français et gagnaient tranquillement Marseille ; mais ils laissaient derrière eux une population livrée sans défense à la plus effroyable boucherie.

L'attentat qu'ils s'apprêtaient à commettre à Smyrne, et qui a heureusement avorté, nous eût très probablement ramené aux sanglantes journées de 1896.

En quoi l'explosion des 136 bombes et des quelques machines infernales découvertes à Smyrne, en quoi la dynamite et tous les explosifs du monde éclatant à Smyrne, le jour anniversaire de l'avènement au trône du Sultan et faisant sauter le konak du pacha et les consulats étrangers, eussent servi la cause arménienne ?

Voulait-on par là amener une intervention européenne ? Mais s'il y avait eu intervention, elle ne se fut produite qu'en vue de la protection des nationaux étrangers, non point pour la solution de la question arménienne — on peut en être sûr.

En attendant, cette folle tentative a déchaîné la panique à Smyrne et a amené une recrudescence de terreur à Constantinople.

Les prisons regorgent d'Arméniens, des innocents sans doute. Les gares, les abords des paquebots, le bureau des passeports, les établissements financiers, les consulats sont rigoureusement surveillés, les quartiers arméniens occupés militairement.

Nul mieux que nous ne se rend compte de la légitimité des revendications arméniennes, nul plus que nous ne sympathise avec la cause de ce peuple infortuné. C'est précisément pour cela que nous déplorons l'usage de ces moyens, d'autant plus blâmables qu'ils sont de nature à attirer malheureusement sur la nation arménienne de nouvelles catastrophes.

Le notable arménien Apik effendi Oundjian, fournisseur des ministères de la marine et de la guerre, a été tué, le 26 du courant, de quatre coups de revolver dans une rue de Galata, à proximité du pont, par l'Arménien Vartan, protégé étranger, qui, arrêté, déclara que le mobile du crime était le refus d'Apik effendi Oundjian de lui payer une dette de cinquante livres turques ; mais la conviction générale est que l'assassin a agi sur l'ordre du comité hinchakiste, car l'Arménien Vartan avait deux acolytes qui s'enfuirent après le meurtre. Cet assassinat, en dehors des regrets inspirés par la disparition d'un homme utile à la communauté arménienne, cause une grande émotion parce que, survenu après l'attentat contre le sultan et l'affaire de Smyrne, il prouve l'existence des comités révolutionnaires à Constantinople. On craint que leurs prochains actes ne suscitent des troubles et ne soient de nature à exciter les musulmans contre les chrétiens.

Les autorités de Smyrne, voulant donner l'exemple ont fait pendre l'Arménien Bedros qui, en 1902, assassina le notable Baliussian et fut condamné à mort.

Lorsque, immédiatement après l'assassinat d'Apik Oundjian, la nouvelle parvint au palais, le patriarche arménien était auprès du premier secrétaire, qui lui transmit les regrets et les condoléances du sultan. Le sultan — *tragédiant, comediant !* — ajouta, par l'entremise de son premier secrétaire, que des mauvaises gens se trouvaient dans tous les pays, et que ce crime ne touchait en rien sa considération pour la nation arménienne dont il connaissait et appréciait le dévouement. L'assassin était allé à Constantinople depuis huit jours avec un passeport américain que la police déclare faux. Il n'a encore fait aucune déclaration donnant le vrai mobile de son crime ou révélant un complot. Les funérailles d'Apik Oundjian ont eu lieu hier après-midi, sans aucune manifestation. Dans son panégyrique, le patriarche arménien qui officiait rapporta aux nombreux fidèles massés dans l'église les paroles du sultan.

* *

La question d'Orient à la Chambre des Communes. — Au cours du grand débat de la Chambre des Communes sur la politique extérieure de la Grande-Bretagne, lord Percy, a longuement parlé des questions de Macédoine et de Crète.

Le sous-secrétaire d'Etat au *Foreign Office* a tout d'abord déclaré que quelque difficile et restreinte qu'en ait été l'application, certaines réformes ont déjà été réalisées en Macédoine ; on y a dans une certaine mesure amélioré la situation. La réforme concernant la perception de la dîme, l'organisation de la gendarmerie dans les secteurs anglais et français, ont déjà donné des résultats assez satisfaisants ; les fonctionnaires sont régulièrement payés ; enfin on espère faire aboutir le projet de contrôle financier international. Si la Turquie continue à s'y opposer, le gouvernement de Sa Majesté prendra une autre attitude.

Après quoi lord Percy a fait l'étonnante déclaration aux termes de laquelle, à l'activité des bandes bulgares, actuellement atténuée, selon lui, a succédé l'activité des bandes grecques !

Au sujet des affaires de Crète, l'orateur a réitéré le fameux cliché : l'union à la Grèce est impossible en raison des assurances données à la Porte ; mais la situation de l'île mérite la plus grande attention. D'ailleurs, en aucune façon les puissances ne se prêteront à l'annexion de l'île à un Etat quelconque, contrairement au vœu des Crétois.

Mais ce vœu, les Crétois l'ont maintenu et maintenu ; c'est l'union à la Grèce ; c'est ce qu'ils réclament une fois de plus, à l'heure présente, les armes à la main.

* *

Affaire de Macédoine et de Vieille-Serbie. — La Porte s'oppose toujours à l'institution du contrôle financier international en Macédoine, mesure qui lui semble préparatoire du contrôle politique. Les puissances ont néanmoins nommé leurs représentants respectifs qui seraient :

M. de Giers, consul général et agent civil de Russie en Macédoine (Russie).

Le baron Griessinger, conseiller de légation (Allemagne).

M. Steeg, consul général (France).

M. Moissa, consul général (Italie).

M. Harvey (Angleterre).

On prête cependant à M. de Giers le désir de quitter la Macédoine, pour être nommé ministre à Belgrade.

On mandate de Sofia au *Temps* :

« On a été ému ici par l'appel que le comité balkanique de Londres a adressé aux comités macédoniens de Sofia, d'Athènes et de Belgrade, les invitant à unir toutes les nationalités et toutes les Eglises pour délivrer la Macédoine du joug ottoman. Mais bien qu'on se rende compte que la désunion actuelle enlève à la question macédonienne beaucoup de sympathies en Europe et qu'elle faciliterait même une occupation par une puissance étrangère, on se montre assez sceptique sur l'effet que produira cet appel chez les Bulgares, les Grecs, les Serbes et les Roumains. »

De Sofia au *Zeit* de Vienne :

« L'Agence télégraphique bulgare apprend de Constantinople que malgré les démentis contraires, tout le pays autour d'Ipek, de Diakovo et de Pristina, en Vieille-Serbie, est soulevé. Cinquante notables serbes ont été massacrés par les Albanais. On craint une entrée en scène de l'Autriche-Hongrie et de ses troupes. »

Le Sérapéum a intimé aux autorités militaires de Macédoine l'ordre de combler immédiatement toutes les lacunes qu'on pourrait constater dans l'artillerie et la cavalerie ; ces deux corps devront se tenir toujours prêts à prendre la campagne. Le ministère de la guerre a aussi demandé télégraphiquement des renseignements sur les résultats donnés par les manœuvres des ilavés (réservistes), particulièrement en ce qui concerne le tir. Ces manifestations ont produit une certaine sensation dans les milieux militaires.

* *

Les rapports turco-bulgares. — Les nouvelles de Constantinople et de Sofia représentent les rapports entre les deux Etats, sous un jour plutôt sombre.

La Porte s'occupera activement des préparatifs de guerre. Un grand nombre de réservistes ont été

appelés sous les armes, ce qui a déterminé, du côté bulgare, la prise de mesures analogues et une protestation contre l'attitude de la Porte.

On prête à la Turquie l'intention de transférer le siège de l'Exarchat de Constantinople à Sofia. On sait que l'Exarque est le chef spirituel et national des Bulgares, sujets ottomans. C'est lui qui, résidant à Constantinople, constitue le véritable lien entre les Bulgares de Macédoine et ceux de la Principauté, et tient entre ses mains les fils du grand complot organisé contre l'hellénisme.

A Sofia, on crie avant qu'on ne les écorche. On déclare déjà que c'est là un *casus belli*. Le retour inopiné du prince Ferdinand à Sofia ne serait pas étranger à tous ces bruits, répandus peut-être intentionnellement.

**

La marine marchande grecque. — Le journal *Sphaira*, résumé dans le tableau que voici, le mouvement du port du Pirée pour le 1^{er} semestre 1905 :

Pavillon	Vapeurs	Tonnage
Grec.....	422	424.567
Austro-hongrois.....	166	236.280
Anglais.....	122	170.993
Italien.....	114	187.401
Français.....	82	158.920
Russe.....	51	113.770
Allemand.....	51	68.765
Ottoman.....	49	34.410
Divers.....	68	44.983
Total.....	1.125	1.442.489

Ce tableau ne comprend pas la navigation intérieure, celle-ci est représentée par 859 vapeurs, tous Grecs, jaugeant 259.263 tonneaux.

On constate sur l'année dernière un progrès de 284 vapeurs.

**

Le roi de Grèce à Paris. — Le Roi est arrivé à Paris, venant d'Aix-les-Bains. Sa Majesté, qui voyage dans le plus strict incognito, est descendue à l'hôtel Bristol.

Le séjour du roi sera de courte durée.

**

Les Grecs à Alexandrie. — La riche et active communauté grecque d'Alexandrie vient de fonder un nouvel établissement de bienfaisance, une maison de secours pour les orphelins et les enfants abandonnés.

C'est un certain nombre de dames généreuses d'Alexandrie qui ont mis cette idée à exécution. On a déjà posé la première pierre de l'édifice, en grande pompe, en présence du Patriarche d'Alexandrie, du Consul général de Grèce et des principaux membres de la colonie.

**

Les Jeux Olympiques. — De Vienne, de Rome, de New-York et d'autres villes on annonce la participation d'associations sportives autrichiennes, italiennes et américaines aux Jeux Olympiques qui seront célébrés prochainement au Stade Panathénaique. Le comité d'organisation espère que toutes ou presque toutes les nations du monde se feront représenter par les plus distingués de leur sportsmen.

**

Nouvelles diverses. — Le prince Nicolas de Grèce, qui se rend en Russie accompagné de la princesse Hélène sa femme, s'est arrêté à Constantinople, où il a été l'objet d'une réception chaleureuse de la part de la population hellène.

Son Altesse a échangé des visites avec le Patriarche œcuménique et a été reçue par le Sultan.

— Nous enregistrons avec plaisir la nomination au grade d'officier de l'ordre du Sauveur de Grèce, d'une des personnalités les plus sympathiques de la colonie hellène de Paris, M. P. Petrocchino. — M. Pappadiamopoulos, officier du génie, a été chargé de représenter l'armée grecque aux grandes manœuvres françaises.

LES DERNIERS CRIMES BULGARES

Ch. Hadji-Dimitriou un des membres les plus marquants et les plus estimés de la communauté grecque de Vennitsa, vient d'être assassiné en plein marché. Le coupable, un organé du comité, n'a pas été arrêté par la police.

Avram et Théodoros Ioannou, de Rahovitsa, assassinés pour refus d'adhérer à l'Exarchat.

Virginie Mylona, violée et étranglée à Doiran. *Nicolas Kéhajia*, assassiné à Gegueli.

Spyros Tsiraktsi et son fils, et *Stefanos Georgiogi*, assassinés à Fotovitsa.

Cinq Grecs: *Stoyiannis*, *Carembylis*, *Christo*, *Terpo* et *Giosse*, assassinés à Dobromir.

Athanase Slavakov, supérieur du couvent des Taxiarques (Monastir), assassiné dans son lit pendant la destruction du couvent.

La femme Vassiliou, *Naoum Vassiliou* et *Tano Nicolaou*, assassinés à Kato-Koumanitsov.

T. Dimos, à Petalina et *T. Petkos*, *M. Kraios*, le prétre *Dimitrios* et *J. Joanou*, à Gradenitsa, assassinés.

Basile Kontvolis, sa femme *Anastasie*, ses trois bras et ses petits-enfants, massacrés à Egridéré.

On peut trouver ci-dessous les détails de tous ces forfaits.

LE CRIME DE DOBROMIR

Dobromir est un village sis à deux heures à l'est de Monastir, c'est-à-dire, entre Monastir et Morihovon. Les Bulgares en avaient chassé le maître d'école et avaient forcé les habitants à signer une pétition à l'exarcat. Ils n'ignoraient cependant pas que leur conversion n'était pas sincère et avaient appris qu'ils s'apprêtaient à revenir officiellement à l'orthodoxie. En conséquence, le chef Traikos, avec sa bande, pénétra dans Dobromir et s'étant emparé de cinq Hellènes, particulièrement connus pour leur patriotisme, El. Stoyiannis, N. Carembylis, El. Christo, D. Terpo et D. Giosse, il les tua sur la place du village après les avoir torturés pendant deux heures.

L'impression produite à Monastir par ce nouveau forfait fut naturellement très grande.

Les consuls de Russie et d'Autriche-Hongrie, l'archevêque grec de Monastir et le consul de Grèce, ainsi que les autorités turques se rendirent sur les lieux, mais aucune mesure sérieuse ne fut prise pour anéantir la bande de Traikos.

DESTRUCTION DU COUVENT GREC DES TAXIARQUES

Le couvent grec des Taxiarques, à deux heures au nord de Monastir, près du village de Lisolay, vient d'être incendié par les organes du comité. Ceux-ci pénétrèrent dans le monastère grâce à la complicité du portier. Après avoir fusillé le principal *Athanase Slavakov*, qu'ils surprinrent dans son lit, ils mirèrent le feu au couvent, dont les murs avaient été préalablement enduits de pétrole. En deux heures, les trois ailes du couvent, avec les magasins, étables, etc., étaient complètement détruits. On évalue le désastre à 2.000 L. T. (46.000 fr. environ). Le corps de Slavakov fut retrouvé dans un ravin : il portait quatre balles dans le dos.

La destruction des couvents grecs fait partie du plan des comités. Elle se poursuit de façon tellement systématique qu'il n'en reste plus que huit

dans notre région. L'attaque contre les « Taxiarques » était prévue. L'évêque de Pélagone avait même demandé aux autorités la permission d'y envoyer quelques gardiens armés. Les autorités s'y sont refusées ; leur refus est d'autant plus inexcusable que non seulement elles n'ont pas protégé le couvent mais qu'encore elles laissent impunis ceux qui l'ont détruit.

LE CRIME DE KATO-KOUMANITSOVON

Voici quelques détails sur l'attaque de Kato-Koumanitsov (Castoria). Les Bulgares, au nombre de cent environ et ayant à leur tête l'instituteur Tsitsof, entourèrent d'abord la maison des frères Théodore et Michel Vassiliou. Le siège dura deux heures, car les deux frères, étant armés, opposèrent une résistance désespérée. Les assiégeants durant faire sauter la porte à la dynamite. Ils pénétrèrent alors dans la maison et comme les frères Vassiliou, quoique blessés, étaient parvenus à s'enfuir, les Bulgares se saisirent de leur mère, âgée de 80 ans, d'une vieille servante : *Tano Nicolaou* et du jeune fils de *Michel Vassiliou* nommé *Naoum*. Une scène horrible s'ensuivit : les deux vieilles furent dépecées à coups de baïonnette, quant à l'enfant (il avait à peine sept ans) on lui ouvrit le corps et après avoir vidé ses entrailles dans les rues, les hommes de Tsitsof le promenèrent à travers le village, sur la pointe de seize baïonnettes. Cette procession macabre finie, les Bulgares se mirent en demeure d'attaquer la maison d'un autre notable grec, nommé *Zissimis*, mais l'arrivée de la troupe les força à se disperser et le reste du village fut épargné.

LE CRIME DE PÉTALINA ET LA DESTRUCTION DE GRADESNTSA

Voici quelques détails sur l'attaque par les bandes bulgares des villages de Morihovon et sur la destruction de Gradesntsia.

L'importance stratégique du district de Morihovon avait fait de lui le point de mire des attaques des comités. La fidélité des paysans à l'hellénisme les ayant toujours empêchés d's'y établir, ils résolurent d'en finir en détruisant les principaux villages. Dans ce but, plus de cent-cinquante partisans furent recrutés, tant à Pozar, village schismatique du district, que dans les districts environnantes de Vodéna, Caradjova et Perlép. Ils étaient commandés par les chefs bulgares les plus fameux : Loukas Caratasso et Papayori de Pozar, Tanès de Gornitsovo, Léko de Banitsa, Dimko de Mogilla et Traïko de Bournik. Toutes les forces du comité étaient mobilisées.

L'attaque commença par Pétalina. Les Bulgares parvinrent facilement à piller et à détruire les cabanes des pâtres grecs situées au-dessus du village, à un endroit nommé Kalyvia. Dans l'attaque du village lui-même, ils furent moins heureux car les paysans avaient eu le temps d'organiser la résistance. Un seul Pétaliniote : T. Dimos, fut tué.

Les agresseurs, ayant reçu des renforts, se tournèrent alors vers le gros village de Gradesntsia. Ils y pénétrèrent sans difficulté à une heure où les hommes valides travaillaient aux champs. Le prêtre du village Papa-Dimitrios et trois notables âgés : T. Pektos, M. Kraios et J. Joannou se trouvaient cependant dans leurs maisons. Immédiatement arrêtés, on les tua à coups de bayonnette devant leurs familles.

La mort de Papa-Dimitrios fut héroïque : pendant son supplice il ne cessait de protester à haute voix de son dévouement à l'hellénisme et au patriarcat. Le premier coup lui fut porté par le prêtre bulgare de Pozar : Papa-Giouros, qui avait été à plusieurs reprises, son hôte.

Ces meurtres accomplis, les Bulgares pillèrent le village ; la besogne fut accomplie systématiquement : toutes les maisons furent visitées ; soixante-deux chevaux ou mulets, appartenant aux

paysans, partirent chargés de butin. Enfin, Gradenitsa fut livrée aux flammes ; l'incendie, allumé à l'aide de pétrole et de bombes, détruisit 75 maisons sur les 180 dont se compose le village.

LE CRIME D'ÉGRIDÉRÉ

Un crime épouvantable vient d'être commis à Egridéré (Caza de Zihna). Ce village, composé de 200 familles environ, toutes grecques, avait à sa tête la famille *Comvokis*, renommée pour sa richesse et son dévouement à l'hellénisme. Cette famille avait déjà souffert de son patriotisme. Il y a vingt-huit ans, lors de la première apparition des Bulgares, son chef avait été enlevé, attaché à un arbre, couvert de pétrole, puis brûlé. Cette mort n'avait pas ébranlé la foi de ses deux fils : Basile et Procope. Les comités, à trente ans de distance, résolurent de les exterminer à leur tour. Ayant réuni dans ce but une bande de quatre-vingts hommes et mettant à profit l'absence de trois fils de Basile *Comvokis*, ils envahirent la maison de celui-ci. Cette maison très grande et sise à l'extrémité du village, contenait, *outre Basile et sa femme Anastasie, ses trois bras et ses petits-enfants* dont le plus âgé n'avait pas dix ans. Un massacre en règle s'ensuivit. Seules les deux plus jeunes femmes, habitant à l'extrémité de l'immeuble, purent se sauver par le jardin. Le feu fut ensuite allumé ; il consuva la maison et les cadavres des victimes.

Leur coup accompli, les comitadjis se dirigèrent vers le domicile de l'autre frère *Komvokis*. Ils essayèrent de le faire sauter à la dynamite. Leur bombe, mal préparée, refusant d'éclater, ils eurent recours au pétrole. Procope et son fils Périclès se trouvaient aux champs avec les trois fils de Basile ; la maison n'abritait que la fille du propriétaire, qui voulut fuir à travers les flammes, mais tomba frappée d'une balle au ventre. Les paysans essayèrent de venir à son secours, mais les Bulgares nombreux et bien armés les mirent facilement en fuite. Au cours du combat, un jeune Grec, nommé Apostoli, reçut une balle Mannlicher au front.

Les troupes turques arrivèrent quand tout était fini. Elles ne poursuivirent pas les coupables et n'arrêtèrent pas les fauteurs du crime. Ils sont pourtant bien connus. Ce sont les nommés Paskos père et fils, Ange Nédelsto, P. Oraki, D. Makoglou et G. Boulto, tous récidivistes. Condamnés il y a deux ans et incarcérés à Boudroum (Ali-carnasse), ils avaient été relâchés à la suite de l'entente turco-bulgare et de l'amnistie qui l'avait accompagnée.

LES BANDES BULGARES

La bande bulgare Toutsé a assassiné cinq paysans du village Tsertiovon (Serrès) attaqué à maintes reprises afin d'abandonner l'hellénisme.

Le village grec Radoron (Demir Hissar) a été attaqué par la bande Tsolikis. Les notables du village ont été battus sur la place publique. Un délai de 10 jours leur a été accordé pour abandonner l'hellénisme.

Trois bandes venant de la principauté sont apparues dans le district de Saranta-Ecclissiés et cherchent à y recruter des adhérents. Elles sont poursuivies avec une grande mollesse par les autorités et ne prennent d'ailleurs l'offensive que rarement. On annonce pourtant, de Bek-Bournan, que six Bulgares ayant pénétré dans ce village ont tué un jeune musulman, *Ibrahim Moustapha*, et pillé la ferme d'un grec : *Anestis Boulioulis*.

Une bande bulgare ayant pénétré dans le village grec de Koumanitovo (Caza de Castoria), avec l'intention de tuer les frères Michel et Dimitrios, et n'ayant pu mettre la main sur eux, mit le feu à leurs maisons. Les femmes des propriétaires périrent dans les flammes. L'incendie consuva aussi deux maisons voisines.

A Doïran, les comités montrent toujours de l'activité : Trois soldats turcs tombés dans une embuscade, ont été dépouillés de leurs armes et munitions puis fusillés. La veille disparaissait une jeune fille grecque du nom de *Virginie*, fille adoptive de Nicola Mylona. On retrouva son cadavre deux jours plus tard. L'autopsie prouva qu'elle avait été violée, puis étranglée.

On annonce du caza de Yennitsa que plusieurs paysans, cultivant des terres appartenant à des Turcs, refusent de payer leurs fermages.

Dimitri Kéhaya, membre du conseil administratif était un des notables les plus marquants de Yevguels : Son patriotisme portait ombrage aux Bulgares ; aussi ont-ils fait attaquer une belle propriété, qu'il possédait à quelques heures d'ici ; après avoir tué son fils *Nicolas*, qui y résidait, leurs organes se livrèrent à un pillage en règle. Les dégâts sont évalués à 35.000 francs, somme énorme pour le pays. Dans une seule dépendance de la ferme, 500 moutons ont été tués à coup de fusil et baïonnette.

Le corps de Nicolas Kéhaya fut transporté en ville et en terre solennellement. Quelques jours auparavant, le vicaire archiépiscopal de notre ville, *Economos Léontios* était victime d'un attentat : plusieurs coups de feu furent tirés, par les fenêtres ouvertes, dans la chambre où il réside habituellement ; Léontios échappa à la mort comme par miracle.

Une anarchie complète sévit dans le district de Melenikon. Sandanski règne en maître dans les campagnes. Il opprime et massacre aussi bien les Grecs que ceux des Bulgares qui ne sont pas de son parti. Ses dernières victimes se montent à douze, dont trois Grecs : Spiridion *Tsiraksi et son fils*, tous deux originaires de Corytsa. (Macédoine Occidentale) mais demeurant à Fotovista et *Séfanos Géorgiou* de Rosinou.

LES BANDES GRECQUES

Attaqués, le 19 juillet, par une forte bande bulgare, les habitants du village grec de Dragos, firent appel à un corps grec composé de 10 hommes qui se portèrent à leur secours. Un engagement eu lieu dans le bois voisin de Dragos. Les Bulgares durent battre en retraite laissant onze morts sur le terrain et emportant leurs blessés.

Les villages de Morihovon, montagne sise à l'est de Monastir, sont depuis longtemps le point de mire des attaques du comité. La pression exercée par ces derniers étant devenue particulièrement tyrannique, les paysans firent appel au chef grec Rébélos. Les hommes de celui-ci eurent rapidement raison à Pétalina de la bande Dimko, le voïvode bulgare du district, et anéantirent à Bournik une autre bande de onze hommes. Le district de Morihovon étant ainsi purgé des éléments qui l'infestaient, Rébélos partit pour une autre direction. C'est alors que mettant à profit son absence, les comités envahirent avec deux cents hommes Gradesnitsa et Pétalina et y commirent les crimes relatés ci-dessus.

Un corps grec a mis à mort huit comitadjis, dans le village de Beshista, et une autre bande grecque a fait disparaître quatre autres bandits du village d'Abdelan.

LES BANDES SERBES

Dans le seul caza de Vélessa, on signale trois fortes bandes serbes. L'une d'elles, voulant se venger des violences par lesquelles les comités forcèrent les villages serbes à embrasser le schisme, enleva le prêtre et le mouktar d'un village bulgare ; les paysans furent avisés que leurs chefs leur seraient rendus quand ils auraient renié l'exarchat. Une bande bulgare se chargea immédiatement de venger l'outrage ; mais la rencontre entre les deux bandes n'ayant pas donné de résultat (il y eut, des deux côtés, cinq tués et plusieurs blessés) les Bulgares se tournèrent vers le village serbe de Koumbournitsa (Ktisevo) et en assassinèrent le curé.

BIBLIOGRAPHIE

L'Enseignement primaire en Grèce, par M. CHARLES ANDRÉ, bibliothécaire de l'Ecole française d'Athènes, Sakellarions, Editeurs, Athènes.

L'auteur fait successivement l'historique des lois et règlements, concernant l'instruction publique en Grèce et expose le système actuel, les programmes et les méthodes d'enseignement, du mécanisme du budget, etc., etc.

Le président Capodestria, dès 1827, travaille à répandre, à encourager l'instruction publique en Grèce. Elle fut mieux organisée plus tard par les grandes lois de 1834, 1893 et 1896 qui furent l'une le complément de l'autre.

En 1879, le nombre des élèves (qui était de 6.721 en 1829) atteignait 90.540. Les écoles de (71 en 1829) étaient au nombre de 1448. En 1902 on comptait 3.207 écoles et 230.368 élèves des deux sexes.

La loi de 1892 créait des écoles rurales, perfectionnait l'enseignement, améliorait le sort des instituteurs. Les lois de 1895 et 1896, les plus importantes, rendirent l'instruction publique obligatoire et gratuite, et de plus posaient le principe de la liberté de conscience.

Les rapides progrès que les Grecs ont accomplis de ce côté, sont dûs en grande partie au *Sylogue pour la propagation des lettres grecques*, à la Société dite pour la propagation des livres utiles, qui, secondés par le *Parnasse* ont l'an dernier organisé un congrès pédagogique et une exposition scolaire.

L'auteur conclut :

« On ne peut qu'admirer la volonté obstinée et tenace de ce peuple qui n'avait en 1821 ni écoles ni ressources pour en fonder, et qui, en soixante-dix années d'efforts ininterrompus, a pu créer plus de 3.000 écoles, et, au prix de lourds sacrifices, a élevé le budget de l'instruction publique de 50.000 drachmes à 5 millions.

« Cette volonté admirable a trouvé sa source dans l'amour pour la science qui est un des traits caractéristiques du peuple grec. »

REVUE DE LA PRESSE

EN MACÉDOINE

M. Michel Paillarès, fidèle à la méthode qu'il a adoptée dans l'examen de la question macédonienne, est retourné en Macédoine pour continuer sur place l'enquête qu'il avait entrepris : il parcourt les villes et les villages, étudiant la situation de près, interrogeant les habitants, enregistrant des faits précis, rigoureusement contrôlés, consignés dans une série de correspondances que publie la *Lanterne*.

Voici quelques extraits d'une de ces correspondances. (*La Lanterne*, 3 août), qui nous expliquent les circonstances dans lesquelles fut commis l'effroyable crime de Startsovo :

Startsovo est un village de six cents habitants, situé dans le caza de Petritche. C'est, ainsi que je vous l'ai déjà écrit, une sentinelle avancée de l'hellenisme, qui est restée inébranlablement fidèle à l'orthodoxie. Les comités de Sophia l'ont condamnée à déserter son drapeau, à faire acte de bulgarianisme ou... à périr. Ils ne veulent pas que les commissions européennes qui seraient chargées -plus tard, bientôt peut-être, de présider à un plébiscite macédonien, puissent rencontrer en pleines régions slaves, tout près des frontières de la principauté, des flots grecs, susceptibles de diminuer le poids des revendications bulgares. Il faut donc que Startsovo adhère à l'exarchat.

Or, par une froide et grise journée de novembre, on vit apparaître pour la première fois à Startovo une bande de quinze comitadjis. Ces vaillants soldats de la liberté et de la justice informèrent les notables du village que, pour hâter l'avènement de l'indépendance macédonienne, le village devait renvoyer l'instituteur et l'institutrice : des Grecs, naturellement.

— Nous sommes contents d'eux, balbutièrent les notables. Comment nous montrer ingrats pour les soins qu'ils n'ont cessé de donner à nos enfants ? Ils ont mérité mieux que l'abandon auquel vous les condamnez.

Tant pis pour eux, leur sort ne nous regarde pas, insistèrent les comitadjis. Vous les remplacerez quand même. Nous savons mieux que vous ce qui vous convient. Nous vous enverrons des maîtres à nous, des maîtres de confiance, des éducateurs éprouvés, des patriotes ardents qui vous aideront à sortir de misère, qui vous armeront et vous apprendront comment on brise les chaînes des tyrans : en un mot, des maîtres bulgares.

Les paysans, craintifs et timides n'osèrent repousser brutalement les propositions de ces étranges sauveurs. Ils promirent de réfléchir, d'examiner la situation...

— Il n'y a pas à réfléchir, ordonnèrent les juges tortionnaires, vous n'avez qu'à vous incliner devant notre sentence. Toutefois, nous voulons bien vous accorder un délai pour opérer ces changements. Nous repasserons le mois prochain. Si vous avez méconnu notre autorité, à notre prochaine visite, il vous en cuira, à vous et aux vôtres. Notre code est impitoyable, vous le savez. Nous tuons les gens, et nous brûlons les maisons. Nous avons dit, rompez...

— Que votre volonté soit faite ! se résignèrent les paysans soumis et dociles, heureux d'avoir écarté le malheur, pour cette fois, de leurs familles.

Pourtant, aucune modification ne fut apportée au vieil état de choses. Les enfants, comme par le passé, se rendirent à l'école, où ils continuèrent à recevoir un enseignement purement grec. Startovo était sur le point d'oublier les terribles avertissements des bandits, lorsque le 12 décembre, il fut brusquement réveillé de son insouciance torpeur par des cris sinistres que poussaient au dehors, sous ses fenêtres, des hommes inconnus, totalement étrangers au pays. Le village se penche, angoissé et tremblant, au-dessus d'une tempête d'imprécactions et de menaces. Il ne comprend rien à cet assaut d'épithètes et d'apostrophes malfaisantes, empruntées au vocabulaire de la scatalogie. Il se penche encore, et il aperçoit, là, dans la rue, le long des ruisseaux, une forte bande armée jusqu'aux dents. C'étaient des insurgés macédoniens, des disciples de Sarafoff..., Sarafoff, celui-là même qu'un de mes frères parisiens a commis le crime de comparer à Dewet. Ces don Quichottes nouveau style avaient de mauvais regards et leurs bouches vomissaient toujours des insultes. Ils étaient 84. Ils avaient à leur tête quatre chefs : Parthénieff, colonel de réserve de l'armée de la Principauté (celui qui est allé dernièrement à la rencontre de Sandanski, qu'il devait châtier au nom des comités, mais qui a trouvé la mort avec huit de ses partisans dans un combat que lui a livré son redoutable adversaire, le nouveau tsar de Macédoine). Dontcheff, brigand de profession, qui opère depuis trente ans ; Yovantcheff et Stoïko Bakaloff. La bande requiert le logement et le vivre comme une troupe régulière. Les capitaines s'installèrent chez le primat Athanase, et les hommes dans les autres maisons.

Après avoir bien mangé et bien bu en l'honneur de la Macédoine opprimée, le colonel convoqua tous les notables à une réunion générale, où seraient discutés les intérêts du village ; et lorsqu'ils furent en sa présence, il leur tint à peu près ce langage :

— Mes amis, si nous sommes ici, loin de nos foyers, souffrant du froid et de la faim, c'est que nous avons juré de délivrer la Macédoine, notre patrie, des tyrans qui l'oppressent. Chacun de nous a fait serment de rester fidèle à cette devise : La liberté ou la mort ! Nous allons porter dans tous les villages, dans tous les hameaux, dans tous les tchiflicks (fermes) les paroles de consolation et d'espoir. Les jours sont proches où le sultan rouge ne régnera plus sur ces contrées et où nous serons les maîtres incontestés jusqu'à la mer. Les égorgeurs de vos mères et de vos enfants seront chassés d'ici. Nous les traquerons comme des bêtes maudites le long de ces fleuves et de ces montagnes qui appartenaient à vos ancêtres et qui vous ont été volés. Nous voulons fonder un régime de justice et de fraternité. Nous voulons fonder une Macédoine libre. Car nous nous réclamons de la Révolution française. Alors seulement votre peuple connaîtra le bonheur et le repos. Vous serez riches aussi des dépouilles du Turc, de ce chien de Turc qui s'est engrangé de votre sang et de vos sueurs. En ayant pour l'indépendance ! En ayant pour la liberté ! Mais pour faire triompher notre idéal, il faut que nous soyons secondés par tous les chrétiens, nos frères de race et de langue, qui souffrent de l'oppression ottomane. Nous serons sans pitié pour les traîtres. Ceux qui seront contre nous, notre fer-vengeur saura les atteindre où qu'ils se cachent, où qu'ils se terrent.

Et, à ce propos, je dois vous informer que le comité est très mécontent de votre attitude. Vous aviez promis de renvoyer l'instituteur et l'institutrice grecs, et ils sont encore dans le village, instruisant toujours vos enfants. Ce sont des traîtres qui ont mérité la mort. Qu'on les amène !...

Si vous voulez du sang, répondit avec dignité un villageois, Georges Dintcho, voici ma tête. Mais que je vous livre ces jeunes gens qui sont innocents, n'attendez pas de moi cette lâcheté.

— Il a raison, approuva chaque notable. Ces jeunes gens sont innocents.

— Eh bien, nous liquiderons cette affaire tout à l'heure menace Dontcheff.

A ce moment, la nouvelle se répand qu'une quinzaine de coldjis de la régie des tabacs arrivent au *haut* du village — beaucoup de villes et de villages en Macédoine font deux parties bien distinctes, souvent assez éloignées l'une de l'autre : le *haut* et le *bas*. — Cette chasse de douaniers à la contrebande dérangea tous les plans des comitadjis. Ceux-ci évitent de s'attirer des histoires avec la force armée, ils se garderont bien de provoquer des troubles. Ils passeront tranquillement la journée à causer de choses et d'autres, sans faire aucun bruit, puis, la nuit venue, ils partiront, ils disparaîtront au loin, mécontents de leur besogne, mais persuadés cependant que Startovo, désormais, se déclarera irrévocablement exarchiste-bulgare.

Le lendemain, les représentants de la communauté s'assemblent pour délibérer sur la situation. Il est décidé sagement que, pour éviter des malheurs, on conseillera à l'instituteur et à l'institutrice de quitter momentanément Startovo. M. Antoine Plommis et Mlle Photinie Allata se retireront à Melnick où ils attendront pendant un mois des jours meilleurs.

Dans une autre correspondance (*La Lanterne*, 8 août), M. Paillares explique comment grâce à la fermeté et à l'intelligente activité du colonel Vérand et de ses collaborateurs, la gendarmerie a été organisée dans le secteur français (Serrès). Ces officiers travaillent d'ailleurs à empêcher les bandes de poursuivre leur œuvre de destruction, à restaurer dans le pays un régime d'ordre et de justice, ce qui n'est pas une tâche bien facile.

Et cependant, s'il y a, dans le sandjak de Serrès de bons gendarmes, s'il y a des bienfaiteurs,

amis de la liberté, ennemis de l'oppression, représentants des idées les plus généreuses, soldats d'une politique claire, honnête, désintéressée, s'il y a ici des hommes droits et loyaux qui désirent accomplir une œuvre de relèvement matériel et moral, il y a aussi, hélas ! des hordes de comitadjis qui ont juré de réduire les populations musulmanes ou chrétiennes au désespoir le plus sombre en mettant tout à feu et à sang. Aucune réforme aussi large, aussi féconde fût-elle, ne saurait arrêter la propagande infernale des comités « libérateurs ». Aucun contrôle financier, judiciaire ou administratif, aucune autonomie, rien ne désarmera les « révolutionnaires ». Ceux-ci visent, il ne peut plus y avoir de doute, les uns à perpétrer le brigandage qui les enrichit et leur fait une vie facile, les autres à chasser des rives du Yاردар le Turc, l'Albanais, le Grec et le Serbe, pour s'emparer de toutes les dépouilles et spolier tous les droits. Les revendications sonores sont destinées à masquer les desseins de toutes les politiques d'accaparement. Aussi les poignards bulgares poursuivent-ils sans relâche leur danse macabre. Tous ceux qui prétendent résister aux exigences du panbulgarisme, tous sont condamnés à mort. Et à quelle mort ! à la torture la plus cruelle, au supplice le plus affreux. Jamais la victime n'échappe au bourreau.

Je vous ai raconté, dans ma dernière correspondance, l'histoire dramatique du village de Startovo qui est marquée pour les pires malheurs, parce qu'il a commis le crime de ne pas vouloir déserter le drapeau grec. Déjà cinq de ses jeunes enfants ont été sacrifiés, innocents, aux appétits sanguinaires des Sandanski-Sarafof. Deux autres Grecs, deux frères, viennent d'être sauvagement dépecés dans les environs de Rahovitsa, tout près de Serrès, sous les yeux presque de nos officiers.

L'un d'eux a été décapité d'un coup de hache, sa tête a été jetée au loin dans les champs, puis le tronc a été labouré, sillonné de blessures ; l'autre a été coupé en deux, comme les agneaux du pays, de la tête aux pieds. Et ces féroces exécutions ont eu lieu en présence des épouses terrifiées qui imploraient en vain la grâce des tortionnaires. Elles ont dû regagner le village, muettes et indifférentes, sur l'ordre des bandits, sous peine de voir leurs enfants mourir dans d'atroces douleurs. Mais un comitadjie connaît pas la pitié, il ne se laisse attendrir ni par les prières, ni par les sanglots d'une femme, d'une mère ou d'un enfant. Les lecteurs de *La Lanterne* se souviennent qu'à Gradobor, une vieille femme de 60 ans fut littéralement lardée de coups, les seins déchirés, parce qu'elle gênait par des supplications éperdues l'opération des exécuteurs exarchistes. On n'a pas oublié non plus l'horrible drame de Lougountsa : un Grec a été supplicié longuement, la nuit, à la lumière blafarde d'une bougie collée sur une table, au milieu des ricanements de Yovan Karassouli et de tous ses infâmes partisans, ce Grec a été mutilé avec des raffinements de cruauté inconnus des Chinois, sous les regards horrifiés de sa femme et de ses enfants qui étaient contraints d'assister au spectacle sans pousser un cri, sans verser une larme, sans murmurer une prière. L'Inquisition n'avait pas inventé de tortures plus monstrueuses.

Vous avez appris certainement par les dépêches cette autre nouvelle qu'une bande de comitadjis a massacré trente moissonneurs turcs près de Doïran, c'est-à-dire des paysans inoffensifs qui n'ont aucune parcelle d'autorité et ne sont, par conséquent, pas responsables de la tyrannie hamilienne dont ils souffrent eux aussi, et dont ils se plaignent à l'égal des chrétiens.

Dans le sandjak de Serrès seulement, il y a pour la semaine qui vient de s'écouler plus de cinquante innocents qui sont tombés sous les poignards des comités. Il n'y a pas un seul soldat, ni un seul officier, ni un seul fonctionnaire, il n'y a pas un seul agent du régime tyannique dans ce monceau de cadavres.

— Mais le débat est clos, m'ont déclaré fermement le colonel Véraud et tous nos officiers, les comitadjis, ceux qui opèrent en tout cas dans notre secteur, ne doivent pas être considérés comme des insurgés, mais comme des assassins. Ce sont des tâches qui tuent des gens désarmés pour les motifs les moins avouables. Ce sont des canailles qui doivent être pendues.

La gendarmerie ottomane réorganisée n'est-elle pas assez forte, demandez-vous, pour mettre fin à ces tueries d'un autre âge ? Eh bien, non, il ne faut pas exiger des gendarmes dressés par les missions européennes plus qu'ils ne peuvent donner. Ces protecteurs de l'ordre public, comme dans tous les pays, ne sont dressés que pour un service ordinaire. Ils sont trop peu nombreux pour faire la chasse aux bandes. Comment voulez-vous qu'une brigade de cinq hommes songe même à barrer la route à cinquante comitadjis, armés de pied en cap lorsque ces jours-ci, près de Porroï, un détachement de 60 nizams n'a pu reculer que devant 100 soldats-tourreaux de l'Exarque ? Ce rôle des gendarmes, dans les temps troublés que traverse cette pauvre Macédoine, est très modeste, il consiste à renseigner les autorités sur les mouvements des bandits.

En réalité, c'est à l'armée qu'incombe la tâche de réduire à néant les efforts criminels des comités persécuteurs. Oui, mais voilà, l'armée turque, il faut bien l'avouer, ne sait ni cerner ni traquer, ni battre les bandes. Elle en a bien dispersé, ou même anéanti, par surprise, quelques-unes, qui étaient isolées, mais elle n'a pas encore trouvé le moyen de pacifier un seul caza par des mesures d'ensemble. Ainsi, le secteur français est sous la domination absolue de Sandanski, qui terrorise, épouse et martyrise les populations de Serrès à Dzuma-Sala, en passant par Petritche et Melnik.

La ville de Melnik est littéralement prisonnière dans ses propres murs, elle ne peut se risquer à travailler dans les champs. Car le « grand chef » est là, tout près, qui la guette. Il est certain que le gouvernement est responsable de ce lamentable état de choses. Et il est non moins certain que si les troupes étaient placées sous le commandement ou sous les conseils dirigeants des officiers européens, la canaille aurait bientôt fini de rire et de s'amuser. Fortifier, élargir la compétence des missions militaires européennes, voilà où il faut en venir d'urgence. Exiger le contrôle financier, c'est bien, mais assurer d'abord l'existence des populations pacifiques, c'est encore mieux. Vivre, d'abord. Le reste, aujourd'hui, est presque un luxe inutile.

LA CRISE CRÉTOISE

Le correspondant du *Times* à Athènes télegraphie à ce journal :

La situation de l'île devient chaque jour plus critique. L'attitude du gouvernement grec a été jusqu'ici digne d'éloges : il a usé de toute son influence en vue de maintenir le régime actuel.

Mais l'intervention des puissances ayant été inefficace, M. Rally a notifié aux puissances que seule l'occupation de l'île par les troupes grecques pourrait amener un apaisement. L'une des puissances (lisez : l'Italie), a proposé que s'il est prouvé que les troupes internationales sont incapables à rétablir l'ordre, il serait préférable que le soin d'opérer la pacification du pays fût laissé soit aux troupes turques (!), soit aux troupes grecques.

Mais l'Angleterre a repoussé cette opinion, déclarant qu'un pays affranchi du joug turc, ne peut plus faire retour à La Porte.

Nous ne savons s'il est exact que l'Italie ait fait une proposition de ce genre, mais la chose est trop invraisemblable pour mériter même d'être relevée.

ITALIENS ET GRECS

Il nous est particulièrement agréable de trouver dans le journal *l'Italie* un article sur les affaires de Crète d'où nous détachons les lignes suivantes :

L'Italie donnerait un peu au moins de ses traditions historiques en contribuant à réaliser le vœu national des Crétains. Elle donnerait aussi par là une preuve de plus de ses sympathies séculaires pour la Grèce et, en rendant ces sympathies plus étroites par un service inoubliable, elle faciliterait du coup son développement économique, le seul qu'ambitionne l'Italie.

La plus grande partie du commerce de l'Orient se trouve entre les mains des Hellènes, dont l'affinité de race avec nous est incontestable, et si le développement économique de notre pays rencontre un antagonisme fatal, nous nous trouverons en présence d'une concurrence amicale.

Sans parler des raisons politiques pour lesquelles les rapports amicaux entre les deux pays doivent être cordiaux, nous croyons que les raisons économiques suffisent.

AVEUX BULGARES

Extrait d'une lettre de Sofia au *Novaié-Vremia*, rendant compte d'un entretien entre le correspondant de ce journal et un chef comitadjji :

— Quelle est l'opinion dominante dans vos milieux au sujet de la situation présente et à venir de la Macédoine ?

— Nous ne croyons pas à l'autonomie. Ou bien la Macédoine sera partagée entre les Etats voisins, ou elle tombera entre les mains d'une grande puissance. Nous sommes convaincus que les réformes ne seront pas appliquées à bref délai, c'est pourquoi nous pensons que ce serait folie de vouloir les faire réaliser en provoquant une insurrection générale (?). Les maux qu'attirent aux populations ce genre de soulèvements sont très grands...

— Cette opinion est-elle aussi celle des autres chefs ?

— Non pas... Les partisans de Zoutchef demandent l'autonomie avec, comme but final, la Grande-Bulgarie, créée à San Stefano sous le sceptre de Ferdinand, ou bien, à la rigueur, un partage entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce. Ferdinand se contenterait même d'une partie du territoire macédonien, plutôt que de ne rien avoir, alors que Petkof et les stamboulovistes croient encore possible une Bulgarie telle qu'elle fut créée par le traité de San Stefano.

Les zontchevistes sont plutôt soutenus par le président du Conseil Petroff. Le ministre de l'Intérieur Petkof, appuie le parti de l'organisation intérieure de Grouef. Boris Sarafoff est soutenu par le ministre du Commerce et de l'Agriculture Gennadieff.

AUTRICHE, GRÈCE ET ROUMANIE

Du *Temps*, 30 août.

La tension des rapports de la Grèce et de la Roumanie produit naturellement une désagréable impression à Vienne. On sait que le rapprochement gréco-roumain s'était produit à l'instigation du comte Goluchowski, qui avait voulu par là donner un contrepoids à l'alliance éventuelle des Etats slaves et balkaniques.

Longtemps les rapports gréco-roumains ont été très amicaux. Les étudiants des deux pays ont échangé des visites se manifestant par une chaude sympathie. Les rois de Grèce et de Roumanie ont eu une entrevue à Abbazia. Maintenant la situation a changé.

La question des Koutzo-Valaques, venue subi-

tement sur le tapis, a mis fin pour longtemps aux rapports amicaux des deux pays. En Roumanie, on se passionne comme en Grèce pour la question. Le roi de Roumanie est lui-même à la tête du mouvement en faveur des Koutzo-Valaques.

Il est probable que le gouvernement austro-hongrois s'efforcera d'atténuer la tension existante, en essayant de faire comprendre aux Grecs comme aux Roumains qu'ils ont des motifs sérieux pour marcher d'accord en Macédoine ; mais les efforts du gouvernement austro-hongrois échoieront vraisemblablement pour le moment, et tout ce qu'il pourrait faire, le cas échéant, ce serait d'empêcher une rupture diplomatique entre la Grèce et la Roumanie.

Le Ballplatz, qui en effet a, il y a quelques années, travaillé à un rapprochement gréco-roumain, pouvait d'autant mieux s'attendre au conflit actuel qu'il a par tous les moyens appuyé les réclamations roumaines en Macédoine, dans l'intention évidente d'introduire un nouvel élément de discorde dans les questions macédoniennes.

DÉCENTRALISATION

Fazli bey, ancien officier dans l'armée ottomane, que ses idées libérales ont fait interner dans la forteresse de Tripoli, d'où il parvint à s'échapper et à rejoindre à Paris, le prince Sabaheddine — qui aux faveurs de son oncle Abdul-Hamid préfère l'exil volontaire — a adressé au *Sidèle* (5 août) une longue lettre, où, après avoir dépeint la douloureuse condition du peuple turc et les horreurs du régime hamidien, précise la nature des réformes pour l'Empire ottoman, telles que les demandent les vrais libéraux ottomans :

Ils veulent, en premier lieu, une large décentralisation garantissant les intérêts moraux et matériels des différentes races vivant sur le territoire de l'empire. Cette réforme était indiquée, mais limitée à la seule province de Roumérie dans l'article 23 du traité de Berlin ; elle donna lieu à l'élaboration, par une commission internationale, de la loi dite « loi des vilayets de Roumérie », et ne fut pas exécutée par le gouvernement ottoman. Nous la voudrions maintenant étendue à toutes les provinces sans exception et placée sous la garantie de la constitution préparée par l'illustre patriote Midhat pacha, en tenant strictement compte des avantages déjà accordés par les puissances.

La décentralisation aura pour effet de laisser au peuple, dans chaque province, la responsabilité de son développement économique et du maintien de l'ordre public. En elle réside, selon moi, le salut du peuple turc, ainsi que dans l'établissement d'un gouvernement régulier qui n'entravera plus la liberté individuelle, qui favorisera le développement moral et matériel de toutes les parties de l'empire et fonctionnera normalement sous la surveillance et le contrôle de la nation entière.

L'étude sincère et approfondie que le prince Sabaheddine, quelques amis et moi avons faite de l'évolution des idées chez les nouvelles générations turques, nous mettent en mesure d'affirmer que de telles réformes seraient le point de départ d'une rénovation complète, dont l'Europe profiterait en même temps que la Turquie.

On ne saurait trop se féliciter de voir qu'il est des Turcs — et nous souhaitons qu'ils soient nombreux — qui sachent ce qu'ils veulent, qui comprennent où réside le principe du mal dont souffre le pays et où l'on peut en trouver le remède.

Le Gérant : L. ESPARVIER,

Levallois-Perret. — Imprimerie WELLHOFF et ROCHE
55, rue Fromont.

L'Hellénisme

ORGANE MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:

France. UN AN 6 FR.
Union Postale 8 FR.

DIRECTION A PARIS

42, Rue de Grenelle (VII^e Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME
est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

Le conflit : Xénophobie et chantage.
Grèce et Roumanie, par M. S. SKIADARESSI.
En Macédoine : Enquête sur place, par M. M. PAILLARÈS.
La confiscation d'une nationalité. — M. K.
Le conflit gréco-roumain : *La rupture*.
A propos de réformes en Turquie : *Lettre de Constantinople*.
La question des Dardanelles.
Le rôle de la presse bulgare.
La Grèce et la presse russe.
Echos : la crise crétoise ; l'incendie d'Andrinople ; comités arméniens ; bombes et dynamite ; réformes ecclésiastiques en Russie ; l'exarque bulgare à Sofia ; russification et libéralisme ; le contrôle financier en Macédoine ; un rêve panhelléniste ; un appel au Arménien ; armée et marine grecques ; la navigation grecque en 1904 ; les Alliés à Thassos ; Prièpôle ; le recensement en Macédoine ; agents civils en Macédoine ; crise ministérielle en Bulgarie ; Serbie et Turquie ; nouvelles diverses.
Les derniers crimes bulgares : les assassinats ; l'attentat de Gabrovo ; un rapport officiel.
Les bandes bulgares, grecques et serbes.
Revue de la Presse : Grèce et Macédoine : Contemporary Review ; en Macédoine : la Lanterne ; affirmations bulgares : le Temps ; l'Europe et ses gendarmes : le Temps ; Grèce et Roumanie : le Figaro ; Peints par eux-mêmes : l'Européen ; Grecs et Roumains : le Matin ; Pour les Crétins : Journal de Genève, le Gaulois ; crimes bulgares et atrocités turques : Lokal Anzeiger.

INQUIÉTUDES

On mandate de Saint-Pétersbourg :

« Au sujet des commentaires d'un journal parisien sur la prochaine visite du prince de Bulgarie à Paris, la *Novoïe Vrémia* se demande si M. Rouvier restera le représentant d'une puissance qui s'intéresse aux affaires balkaniques dans la mesure seulement où cela pourra être utile à la Russie, ou si le cabinet français veut renouveler en Orient la politique indépendante que, sous l'influence britannique, la France a suivie jusqu'en 1870.

« Cette question, ajoute le *Novoïe Vrémia*, regarde les Français eux-mêmes. La Russie a néanmoins intérêt à établir si la France, en ce qui concerne sa politique en Orient, suivra sa propre inspiration ou celle de l'Angleterre. »

On ne comprend pas bien quelle serait, d'après le *Novoïe Vrémia*, la politique française en Orient, utile à la Russie.

Ce qu'on sait de cette politique, c'est qu'elle vise à la satisfaction des revendications légitimes des populations de l'Empire ottoman

dans les limites que la géographie et l'histoire ont assignées à chacune d'entre elles.

Loin de s'en plaindre, la Russie elle-même serait la première à s'en applaudir si, donnant enfin le pas à l'intérêt national russe sur les rêveries panslavistes, elle voyait l'inestimable avantage qu'elle a maintenu, d'accord avec les puissances occidentales, le *statu quo ethnique* le long des côtes de la Méditerranée orientale continué jusqu'à l'Euxin à travers les Détroits.

LE CONFLIT

XÉNOPHOBIE ET CHANTAGE

Le mouvement anti-hellénique en Roumanie a sans doute son origine dans la question macédonienne. Mais, d'une façon générale, il constitue un symptôme des plus caractéristiques de cette xénophobie roumaine qui se manifeste périodiquement à l'égard de tel ou tel élément étranger dont l'activité et la prospérité peuvent porter ombrage aux sujets du roi Carol.

De là, ces lois restrictives du droit de propriété, aucun étranger ne pouvant posséder en Roumanie. Tous les Grecs, propriétaires fonciers doivent se faire naturaliser, ce qui, du reste, explique que les hommes politiques, les écrivains roumains les plus en vue portent presque tous des noms authentiquement hellènes.

C'est à l'égard des Grecs, et surtout des Juifs, on le sait, que l'intolérance nationaliste roumaine a particulièrement sévi. Alors qu'ils sont astreints au service militaire, les Juifs, chose monstrueuse, ne jouissent pas des droits du citoyen. Exclus du droit commun, du droit de posséder, de s'établir même comme paysans dans les campagnes, persécutés moralement et matériellement, les Israélites se voient fermer toutes les carrières. Pourtant, l'Europe avait posé comme condition à l'indépendance roumaine, la reconnaissance aux Juifs de Roumanie des droits de citoyen (1).

**

De leur manque de libéralisme, de leur nationalisme étroit, comme aussi de l'étrangeté de leurs conceptions politiques, les gens de

(1) Une autre condition qui, d'ailleurs, n'a jamais été remplie, était la solution de la question des biens que les églises grecques possèdent en Roumanie et que le prince Couza avait si arbitrairement confisqués en 1866.

Bucharest ont donné trop de témoignages pour que l'on soit surpris outre mesure de les voir aujourd'hui user de procédés aussi odieux à l'égard des Grecs établis en Roumanie, pour les rendre, contrairement à toute logique, responsables du refus, d'ailleurs on ne peut plus légitime, du patriarchat de se faire l'instrument des ambitions roumaines en Macédoine.

Les Koutzo-Valaques, que la Roumanie revendique, relèvent de l'Eglise du Phanar. Sujets de la Porte, au même titre que les autres orthodoxes de l'Empire ottoman, ils ne connaissent d'autre autorité nationale et spirituelle que celle du Patriarche Ecuménique. Or, le gouvernement hellénique n'a aucun droit de s'immiscer dans les affaires du Patriarchat. Il le voudrait qu'il ne pourrait pas appuyer les réclamations de Bucharest. Dès lors, pourquoi s'en prendre aux Hellènes de Roumanie, sujets du roi George du *non-possumus* du Phanar, autorité entièrement indépendante ? Pourquoi les rendre responsables de ce qui ne les regarde point, ni eux, ni leur gouvernement ? Le Patriarche est seul juge en l'espèce. C'est à lui qu'on doit s'attaquer, c'est en Macédoine, sur le terrain ecclésiastique et scolaire, que l'on doit transporter la lutte, plutôt que de déclarer, non sans lâcheté, la guerre aux colonies grecques de Roumanie, auxquelles, sans doute, il n'est pas difficile de faire voir beau jeu.

* * *

C'est précisément cela, ce déplacement de la question et l'usage de ces moyens violents et stupides qui démontrent de la façon la plus péremptoire l'inexistence du roumanisme macédonien. Si, comme ils le prétendent, les Roumains sont forts de leurs droits et des moyens de les faire respecter, pourquoi ces persécutions, ces sévices contre les Hellènes fixés dans leur pays ? Pourquoi ne pas organiser plutôt la lutte en Macédoine, se mesurer avec nous, la même où le litige a survécu et nous battre en brèche, puisqu'ils sont les plus nombreux et les plus forts et que, d'ailleurs, ils se sont alliés aux Bulgares ? Mais non, si à une concurrence loyale, à une lutte ouverte, on préfère, à Bucharest, les menaces, les injures et surtout le chantage, c'est qu'en dépit des sacrifices consentis, en dépit de l'appui de certaines puissances et du consentement de la Porte, la propagande roumaine n'a pas fait un pas depuis six mois.

car, pour créer une nationalité, même roumaine, il ne suffit pas d'obtenir des firmans et de jeter des millions au vent. Et c'est pour avoir une fois de plus pitoyablement échoué dans une tentative aussi vaine que ridicule que les bouillants diplomates de Bucarest se laissent aller à ces intempéries et à ces débordements. Toute cette fureur s'explique assez par la déception que l'on éprouve à Bucarest de voir l'inefficacité de l'iradé de mai.

GRÈCE & ROUMANIE

L'expulsion des rédacteurs du journal grec *Patris* à Bucarest et les menaces proférées en des meetings patriotiques contre les Grecs résidant en Roumanie, sont des manifestations de la recrudescence qu'ont de nouveau subie les sentiments hostiles des Roumains envers la nation grecque, sentiments qu'on avait pu croire, sinon dissipés, du moins considérablement atténués en ces dernières années.

La haine n'est souvent qu'une des formes de la reconnaissance et l'hostilité des Roumains tantôt latente, tantôt manifeste, remonte à l'époque où ceux-ci, annihilés jusqu'alors par l'oppression de leurs propres seigneurs, les boyars, goûtaient pour la première fois les bienfaits de la civilisation, sous l'administration humaine et éclairée des hospodars qui, dès le XVIII^e siècle, furent choisis par la Porte dans les grandes familles grecques du Phanar. Les princes phanariotes ont posé les premiers jalons de la prospérité depuis lors grandissante des pays danubiens ; venus à une époque où les distinctions ethniques entre chrétiens d'Orient étaient encore vagues et imprécises, ils ont montré un véritable patriotisme local et, bien qu'attachés par leurs traditions à la culture hellénique, ils ont encouragé le développement des institutions locales et de la langue roumaine elle-même, et rendu ainsi possible le réveil d'une nationalité depuis longtemps assoupie.

Au commencement du siècle dernier, la Roumanie était un pays riche et prospère en contraste avec l'anarchie sanguinaire où se débattait le reste de l'empire ottoman, et ce résultat était dû en grande partie à la supériorité de l'administration phanariote sur les procédés barbares des pachas qui gouvernaient les autres provinces ottomanes. Il est vrai de dire, pour expliquer dans une certaine mesure l'état d'âme des Roumains de nos jours, que les Grecs, encouragés par les hospodars phanariotes, vinrent alors en nombre dans les provinces danubiennes et, servis par leur esprit d'entreprise et leurs aptitudes commerciales, s'enrichirent, fondèrent des colonies florissantes et contribuèrent pour beaucoup au développement des richesses du pays ; l'augmentation du bien-être matériel fut suivie du relèvement intellectuel qui ne tarda pas à amener le réveil de la conscience nationale chez les Roumains. C'est alors que ceux-ci, oubliant les bienfaits qu'ils devaient aux princes grecs et aux colonies commercantes qu'ils avaient attirées, ne virent que la prospérité des colons étrangers avec l'envie qu'inspire la richesse commerciale, en apparence si facile à acquérir, aux populations agricoles peinant aux rudes travaux des champs. Cette haine innée de l'agriculteur sédentaire envers le commer-

çant colonisateur ne s'apaisa point par l'accroissement de la prospérité chez les populations roumaines, elle ne s'affaiblit même pas avec l'absorption graduelle de l'élément grec par la nationalité ambiante ; cette absorption de près d'un demi-million d'Hellènes se trahit par la prédominance des noms d'origine grecque parmi les classes dirigeantes en Roumanie ; c'est ainsi que des Nano, des Lahovari, des Katardji, des Cantacuzène y sont encore à la tête des affaires. Il est même digne de remarqué, constatation affligeante de la faiblesse humaine, que plusieurs de ces transfuges ne sont pas des moins persécuteurs de l'hellénisme ; ils croient ne pouvoir mieux faire, pour prouver leur attachement à leurs nouveaux compatriotes, que de renchérir sur leurs sentiments d'hostilité envers les Grecs.

En ce moment, il est vrai, les Roumains invoquent pour justifier leurs procédés agressifs, des motifs d'un ordre plus élevé, basés sur les sentiments de solidarité qui, disent-ils, les unissent aux Koutzo-Valaques de Macédoine ; que de calculs égoïstes ces beaux sentiments ne servent-ils pas à masquer ? Les Grecs sont persécutés en Roumanie parce que les bandes grecques oppriment les Koutzo-Valaques en Macédoine ; telle est la thèse que la Roumanie soutient avec bruit, on pourrait dire avec succès, se posant en accusatrice devant l'opinion européenne, quand tous les torts sont de son côté, et renouvelant la fable du loup et de l'agneau.

Or, pour qui connaît tant soit peu les choses macédoniennes, l'accusation pèche par la base ; les Hellènes de la Macédoine, réveillés de leur trop longue torpeur ont vu qu'ils n'ont rien à attendre de la justice et de la miséricorde des puissants, qu'ils n'ont à compter que sur leurs propres forces pour défendre leur existence, leur honneur et leurs biens ; c'est là l'origine des bandes macédoniennes qui, au lieu de s'attaquer aux populations paisibles, n'existent que pour les défendre contre les entreprises de gens sans aveu de toute provenance qui, vendant à prix d'or leurs services à toutes les ambitions, s'efforcent, par la terreur et la violence, ou bien, moyen moins brutal et plus dangereux, par la ruse et par l'intrigue, de semer la discorde parmi les habitants, de leur faire désérer la cause hellénique et de les enrôler parmi les ennemis de leur nation ; mais ce serait folie pour les bandes grecques de s'attaquer aux Koutzo-Valaques ; bien que peu nombreux, ceux-ci sont, en effet, des soutiens précieux de l'hellénisme en ces régions ; ils sont attachés à la Grèce par des liens plusieurs fois séculaires et ont versé leur sang à côté de nos pères dans la guerre de l'indépendance hellénique ; encore de nos jours, c'est de ces populations économies et laborieuses que sortent les bienfaiteurs les plus généreux de notre nation ; qu'ils habitent la Grèce (où ils sont en plus grand nombre) ou les provinces limitrophes d'Epire et de Macédoine, ils se sont toujours montrés d'un hellénisme intrinsèque. En ces dernières années, il est vrai, la propagande, soutenue par l'or roumain, a usé de tous les moyens pour jeter le trouble dans les populations koutzo-valaques, elle aurait même, dit-on, réussi, à force de subsides, à créer un semblant de mouvement séparatiste en faveur d'une église roumaine en Macédoine. Cette agitation, insignifiante par elle-même, a fourni à la Roumanie un prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures du Patriarchat œcuménique ; contrairement aux vœux de la grande majorité des populations de ces régions, elle exige que celui-ci reconnaîsse un clergé koutzo-valaque

autonome en opposition avec les règles canoniques de l'Église orthodoxe qui ne reconnaît pas d'autonomie ecclésiastique aux différents groupes de ses fidèles tant qu'ils font partie d'un même Etat. Le Patriarcat résiste à ces prétentions, comme de juste, et *inde irae*. Mais la Roumanie doit savoir que si cette agitation factice devait aboutir à un schisme qui séparerait l'église roumaine de l'église orthodoxe, la propagande roumaine se verrait du coup désertée par les rares adhérents qu'elle entretient à grands frais actuellement et tous ses efforts se briseraient contre la constance des Koutzo-Valaques et leur attachement à l'église grecque. Mais, pour se convaincre pleinement de l'inutilité des efforts roumains en Macédoine, il n'y a qu'à jeter un regard sur les statistiques scolaires officielles qui accusent dans le vilayet de Monastir, centre de la propagande roumaine, dix fois plus d'élèves pour les écoles grecques, entretenues à grand'peine par les maigres ressources des communautés, que pour les écoles de la propagande et cela, malgré les riches subventions, la protection officielle de la Roumanie et la bienveillance que les autorités ottomanes montrent pour tous les facteurs de divisions et de discordes entre les populations chrétiennes de l'Empire.

Les Roumains sont d'autant plus sensibles à l'insuccès de leurs agissements qu'ils compataient sur les résultats de leur propagande en Macédoine pour mener à bien des projets politiques aussi grandioses que compliqués : il ne faudrait pas se figurer, en effet, qu'à Bucarest on ait la naïveté de croire à une Macédoine roumaine : tous les Koutzo-Valaques (évalués à 100.000 âmes au plus pour les vilayets macédoniens) ne suffiraient pas à la constituer et les contreforts du Pinde qu'ils occupent, sont séparés par toute la largeur de la Macédoine et de la Bulgarie, des plaines du bas Danube ; non, ce que les hommes politiques de Bucarest considèrent surtout en eux, c'est qu'ils sont un gage précieux destiné à être livré aux Bulgares, en échange de territoires qui tiennent de bien plus près à la Roumanie, de la fameuse ligne stratégique de Choumla-Varna. Il faut reconnaître d'ailleurs, que sans ces hautes visées politiques, l'intérêt que manifestent les Roumains pour ces quelques milliers de montagnards du Pinde paraîtrait surprenant ; ces derniers ne se rattachent aux premiers ni par la communauté d'origine, ni par des traditions communes, et ce ne sont certes pas les mœurs austères et patriarcales des Koutzo-Valaques qui rappellent la charmante facilité des mœurs roumaines. Les montagnards du Pinde, issus peut-être des aborigènes, refoulés dans les montagnes par les civilisations grecque et romaine, n'ont pour rappeler les Roumains qu'une vague ressemblance de leur dialecte mêlé d'éléments grecs et latins avec la langue des Roumains. A ce compte, rien n'empêcherait ceux-ci de revendiquer les populations romanches des Alpes grisonnes, peut-être aussi les Provençaux ou les Catalans, qui parlent des langues se rapprochant beaucoup de la leur.

Quoi qu'il en soit de la validité de leurs prétentions, le fait que les Macédoniens s'y sont montrés en grande majorité réfractaires, n'autorise nullement les Roumains à se venger sur les Grecs de leurs mécomptes par des mesures iniques et vexatoires et rien n'excuse les injures et les menaces auxquelles les patriotes de Bucarest se sont livrés ces temps derniers.

Mais là où la Roumanie dépasse vraiment

les bornes, c'est lorsqu'elle veut faire croire que ce sont les Hellènes qui ont donné le signal des persécutions et des injustices : toute l'histoire de l'hellénisme est là pour prouver que les Hellènes ont toujours tout sacrifié à la cause de la liberté et n'ont jamais été les complices de l'oppression et de la tyrannie.

Les accusations roumaines trouveraient difficilement créance auprès de ceux qui ne sont pas prédisposés par leurs intérêts à les accueillir, et la Roumanie pourra, en toute justice, revendiquer l'initiative des mesures injustes et vexatoires qu'elle a prises ou se propose de prendre pour léser les intérêts des communautés grecques et du commerce hellénique. Du reste, l'hostilité envers les étrangers est passée dans ses mœurs politiques ; il est probable que les grandes puissances en reconnaissant son indépendance par le traité de Berlin, ne se seraient pas aussi volontiers départies de la protection qu'assurait aux étrangers le régime des Capitulations si elles pouvaient prévoir les abus que le jeune Etat ferait de ses prérogatives souveraines. Dans tous les cas, les Roumains peuvent être sûrs que la Grèce ne les suivra pas dans cette voie d'injustes représailles, indignes d'une nation fière de traditions, plusieurs fois millénaires, d'humanité et de civilisation ; les Hellènes sont persuadés que l'avenir n'appartient pas à l'exclusivisme persécuteur et que ces nations-là sont appelées à devenir grandes et prospères qui, se fortifiant par la libre concurrence, se jettent bravement et loyalement dans la lutte pour la liberté et le progrès.

S. SKIADARESSI.

EN MACÉDOINE

ENQUÊTE SUR PLACE. — LA STATISTIQUE DES ÉCOLES. — COMMENT ON ÉCRIT L'HISTOIRE. — L'HELLÉNISME. — QUELQUES ERREURS. — NIAOUSTA.

Niaousta, septembre 1905.

Au cours d'une réunion publique franco-hellénique, qui eut lieu le 26 novembre 1903, dans l'hôtel des Sociétés Savantes, M. H. Houssaye, de l'Académie française faisait cette remarque :

— « Un journaliste français a déclaré qu'il « n'y a pas un seul Hellène dans toute la Macédoine ». Je suppose pour un instant cette assertion exacte. Mais j'en conclus que la question de Macédoine devient dès lors étrangère aux Grecs, et que, en conséquence, on ne saurait leur reprocher de ne point pacifier avec l'insurrection bulgare. Un dilemme se pose et s'impose : s'il y a des Grecs en Macédoine, l'intérêt naturel des Grecs est de s'opposer aux ambitions bulgares. S'il n'y a pas de Grecs en Macédoine, pourquoi la Grèce prendrait-elle parti pour les Bulgares, plutôt que le Danemark ou le Portugal ? »

Un auteur slave, D. M. Brancoff, un pseudonyme, paraît-il, derrière lequel se dissimulerait l'Exarchat, s'est chargé de donner un cruel démenti à mon érudit confrère, trop zélé disciple de la doctrine panbulgare et de raffermir en l'esprit de M. Houssaye cette croyance qu'il y a réellement des Grecs dans toute l'étendue des trois vilayets roumaliotes.

Eh bien, j'ai eu la curiosité de contrôler sur place la statistique de D. M. Brancoff, car vous pensez bien que cet apôtre du slavisme n'accorde la vie à ses rivaux que pour

mieux les étrangler. L'hellénisme, d'après lui, n'est qu'un misérable grain de poussière qu'écrasera fatalement le bloc puissant du bulgarisme. Les Bulgares, dans la Macédoine géographique, seraient au nombre formidable de 1.172.436, tandis que les Grecs n'y représentent qu'une minorité infime de 190.047. Dans les villes et les bourgs, il y aurait 214.260 Bulgares et 52.080 Grecs. Or, j'ai visité la plupart des grosses agglomérations, j'ai vérifié les tableaux de Brancoff, et voici quelques résultats de mes premières enquêtes.

Je laisse de côté, pour aujourd'hui, Salonique, et je passe tout de suite à Serrès. M. Brancoff nous apprend qu'il y a dans cette ville 2.499 Bulgares et 5.105 Grecs. De qui proviennent ces renseignements ? De l'agent commercial qui défend les intérêts bulgares à Serrès ? Dans ces conditions, ce fonctionnaire m'a induit en erreur, puisqu'il m'a fait cette déclaration, que j'ai écrite sous sa dictée : « Nous n'avons pas d'évêque, ici, sans cela nous pourrions mieux nous défendre. Notre communauté serait plus forte. Nous aurions peut-être 200 maisons, soit environ 1.000 exarchistes, tandis que nous n'en avons qu'une vingtaine, soit environ 100 exarchistes. » De 100 à 2.488 il y a de la marge !...

M. Brancoff nous informe en outre qu'il y a quatre écoles bulgares à Serrès ; et il n'y en a qu'une ; et encore la plupart des élèves, 80, m'a indiqué le même agent, et non 173, sont-ils des environs. Au surplus, j'ai mis la statistique de Brancoff sous les yeux des officiers français, qui habitent Serrès, et tous ont reconnu sans hésitation qu'elle est manifestement, ridiculement fausse, du moins en ce qui concerne leur secteur. Il n'y a pas 5.105 Grecs à Serrès, il y en a de 15 à 17.000. Leurs écoles ont près de 2.000 élèves. Du reste, M. Brancoff se contredit lui-même, puisqu'il avoue que ces 2.488 Bulgares n'ont que 173 élèves. Comment se fait-il que les Grecs qui ne sont que le double de la population bulgare ont huit fois plus d'élèves que leurs rivaux ? L'écart est vraiment trop grand.

A Barakli-Djoumaïa, que j'ai également visité, il y a, nous informe M. Brancoff, 3.552 Bulgares, et... 15 Grecs. Je l'admets. Mais alors, qui m'expliquera que, dans ce bourg, il n'y ait que deux écoles bulgares avec 83 élèves, tandis qu'il y a, suivant le même auteur, quatre écoles grecques avec 230 élèves ? Mystère de la statistique !

Sans doute, M. Brancoff m'objectera à son tour qu'à Barakli-Djoumaïa il y a des Bulgares et des Valaques, gréco-romans, mais qui ne doivent pas être considérés comme hellénisés. Avec cette doctrine, évidemment, M. Brancoff aura toujours raison. Et il lui sera possible de revendiquer les Pomacs. Reste à savoir si les Pomacs préféreront la domination bulgare à la domination turque. Mais je me demande ce qu'il resterait de Français si on retranchait de notre patrie les Catalans, les Gascons, les Basques, les Bretons, les Provençaux, etc. Les Valaques, les Bulgares et les Serbes de Barakli-Djoumaïa se disent Grecs, ils confient leurs enfants aux écoles grecques, donc ils appartiennent à l'hellénisme et non au bulgarisme, au roumanisme ou au serbisme. Il y a en réalité à Barakli-Djoumaïa environ 5.000 gréco-romans, venus pour la plupart de Thessalie et d'Épire, et au maximum 300 bulgarisants. Les Grecs n'ont pas 230 élèves, mais 400. J'ai pénétré dans leurs écoles, j'ai parcouru toutes les classes, et j'ai été agréablement surpris de constater que la langue française

fait partie — oh bien modestement, c'est entendu — du programme.

A Demir-Hissar, il y aurait, d'après M. Marcoff, secrétaire de l'agence bulgare de Salonique, qui a géré l'agence de Serrès, où je l'ai interviewé, 1.258 maisons, dont 874 turques, 139 teherkesses, 40 valaques, 44 tziganes, 157 gréco-romans et 3 bulgares. Et néanmoins M. Brancoff, qui probablement n'a jamais mis les pieds à Demir-Hissar — où j'ai été, moi — prétend que dans cette ville il y a 888 Bulgares et 245 Grecs, bien qu'il y ait deux écoles bulgares avec 39 élèves et deux écoles grecques avec 85 élèves. On remarquera toujours la différence sensible qui sépare les chiffres scolaires des chiffres des populations. Qu'ils soient Valaques, ou Bulgares, ou Chinois d'origine, les Grecs de Demir-Hissar qui m'ont déclaré être Grecs irréductibles, malgré la terreur que font régner sur eux les bandes de l'Organisation intérieure, les Grecs de Demir-Hissar sont au nombre de 1.200, ayant trois écoles, avec un ensemble de 180 élèves, et non de 85, comme l'écrit M. Brancoff.

Je suis allé tout dernièrement à Kiretch-Keuy, auquel bourg la statistique de M. Brancoff attribue 8.920 Bulgares. De l'aveu de cette même statistique, il n'y a pas une seule école bulgare. Par conséquent, sur quoi se fonder pour rattacher Kiretch-Keuy au bulgarisme ? J'ai interrogé les habitants sur leurs sentiments : — « Nous sommes Grecs, parbleu ! m'ont-ils répondu d'une voix unanime. — Voici un livre, ai-je insisté, qui vous étiquette : Bulgares. — Est-ce que nous pouvons empêcher les Européens, me fut-il répliqué, d'écrire ce qui leur passe par la tête ? Ils n'ont pas la prétention de nous connaître mieux que nous ? — J'ai découvert que beaucoup d'entre eux sont venus tout droit de Grèce. Ils parlent bulgare, ou plutôt le slavo-macédonien, c'est vrai, mais ils parlent aussi le grec, qui est la langue de leurs chansons, de leurs églises, et de leurs écoles. Ils sont bilingues. Mais le slavo-macédonien est pour eux ce qu'est le patois pour nous. Et ils sont si farouchement attachés à l'hellénisme, qu'ils refusent le logement et la nourriture aux ouvriers bulgares qui sont employés sur les routes voisines. D'autre part, il n'y a pas 8.920 habitants à Kiretch-Keuy, il y en a 4.400. Il est à noter, à ce propos, que M. Brancoff enfile toujours les chiffres dès qu'il s'agit des Bulgares et qu'il les réduit aussitôt qu'il est question des Grecs. On comprend que, par ce procédé, il trouve en Macédoine une écrasante majorité en faveur des premiers.

Et Melnik ? est-elle bulgare aussi, cette sentinelle hardie de l'Hellénisme, qui menace jusqu'aux frontières de la principauté ? Hélas ! elle est scandaleusement grecque jusqu'au fondement de ses murs. C'est une ancienne ville byzantine qui date du sixième siècle. Les empereurs de Byzance l'avaient choisie comme lieu d'exil pour les hauts personnages de la cour, tombés en disgrâce, car on n'y peut voir le ciel qu'en levant très haut la tête. Une forteresse y fut en même temps construite pour protéger les défilés contre les invasions du Nord. Quelques familles d'aujourd'hui remontent directement à cette époque reculée.

Dans les dernières années, les habitants de Melnik ont eu à remettre, se plaignent-ils, trente mille livres aux bandes bulgares. Sarafos a pénétré dans la ville en 1895, à la tête d'une soixantaine de partisans, y a brûlé dix-sept maisons et tué six Turcs et sept Grecs. Maintenant, c'est Saudansky qui est le maître du caza, pressurant Bulgares

et Grecs, et exécutant tous ceux qui refusent d'adhérer à son programme de spoliation. Melnik est littéralement prisonnière dans ses fantastiques tours de terre creusées par les eaux, il lui est impossible de sortir et d'aller à ses champs et à ses vignes. Il n'y a pas 360 Bulgares, comme l'indique la statistique Brancoff, mais une cinquantaine à peine. Il y a une école bulgare avec 30 et non avec 60 élèves, et quatre écoles grecques avec un ensemble non pas de 243, mais de 400 élèves.

A Drama, il y aurait, d'après M. Brancoff, toujours, 432 Bulgares et 700 Grecs. Dans le caza, il y aurait 11.016 Bulgares et 3.890 Grecs.

Cette statistique est-elle juste ? ai-je demandé au major Anley, membre de la mission militaire anglaise. Non, elle est inexacte, m'a-t-il répondu, ce sont les Grecs, incontestablement, qui sont en grande majorité dans l'ensemble du district.

Dans la ville même de Drama, il y a 2.100 Grecs indigènes, sans compter les 1.211 Grecs qui viennent tous les ans d'Epire pour travailler les tabacs pendant la saison. Il y a de plus 60 Bulgares protestants et 90 Bulgares de passage qui sont employés en qualité d'ouvriers maçons ou meuniers.

Remarquez, d'ailleurs, que M. Brancoff est obligé de reconnaître qu'il n'y a pas à Drama une seule école bulgare, pas un seul élève de l'Exarchat. Alors ? comment y a-t-il 432 Bulgares ? Il n'y a pas, comme il l'indique, 250 élèves grecs avec 6 instituteurs et institutrices, mais il y en a 460 avec 14 instituteurs et institutrices.

Tout le tableau relatif au caza de Drama est basé sur le faux. A Baboletz, M. Brancoff, nous certifie qu'il n'y a pas un seul Grec, mais qu'il y a cependant une école grecque avec 10 élèves, tandis qu'il y a 160 Bulgares sans école. A Drinovo, également, il y aurait 688 Bulgares, alors qu'il n'y a pas un seul élève bulgare ; par contre, il n'y aurait pas un seul Grec, alors qu'il y a 60 élèves Grecs. Le même phénomène se répète à Torkor, à Doksat, etc. Comprenez qui pourra ces contradictions. La vérité est qu'à Tchatalda il y a 2.265 Grecs ; à Doksat, 1.605 ; à Proseutchen 1.100, plus 150 Epitores de passage, contre 400 Bulgares.

Niaousta a son histoire, grecque, comme Melnik, comme Serrès, comme Salomique, etc. Avant la grande insurrection, qui remplit le monde du fracas de ses luttes héroïques, Niaousta était une ville purement grecque de trente mille habitants. Elle jouissait d'une semi-indépendance, avec le droit de porter les armes et de s'administrer elle-même. Elle n'était astreinte qu'à un tribut annuel qui était destiné à la Validé Sultane. Elle conservait intacte, dans son cœur, le culte de la mère patrie. Aussi, dès que l'Helade souleva la pierre de son tombeau, Niaousta fut debout, prête à combattre les tyrans séculaires. La plupart de ses jeunes gens et de ses hommes valides coururent à Missolonghi, apporter l'aide de leur vaillance. La ville, hélas ! devait payer cher cette « trahison ». Elle fut assiégée par une véritable armée turque et réduite à l'impuissance, écrasée sous le nombre. Les jeunes filles et les enfants furent amenés en esclavage. Les hommes et les enfants furent tous massacrés. Il y a sur le plateau, formant terrasse, qui domine la plaine de Salomique, un platane immense, de sinistre mémoire. C'est contre le tronc de cet arbre que l'on égorgera plus de trois mille Grecs. La terre était rouge de sang. Et lorsqu'en remua le

sol légèrement, on déterre les ossements des victimes. Toute la ville fut rasée de fond en comble. Il n'en resta pas un mur. Le sultan n'accepta qu'en 1830 qu'on rebâtit Niaousta. Lentement, patiemment, celle-ci s'est relevée, elle a été reconstruite avec ses propres ruines. Mais une vingtaine de villages qui étaient accrochés aux flancs des montagnes, n'ont pas ressuscité.

Niaousta est parvenue à se créer une situation des plus enviables. Elle compte aujourd'hui dix mille habitants, dont neuf mille Grecs, avec 600 élèves dans ses écoles. Il n'y a qu'un Bulgare, venu récemment.

Or, que nous apprend M. Brancoff ? Oh ! simplement ceci, qu'à Niaousta, il y a 1.500 Bulgares patriarches-grécisants... Pas un Grec ! Je savais qu'on pouvait jongler avec les chiffres, mais non avec cette fantaisie. La statistique que *Le Temps* admire au hasard, sans l'avoir étudiée, comme un « document précieux », n'est en définitive qu'un long mensonge, lancé dans la circulation pour empoisonner l'opinion publique française. Ce bon peuple de France est si naïf !

J'ai contrôlé bien d'autres données de M. Brancoff, mais je m'arrête pour aujourd'hui ; car l'espace me manque, et je crains d'ailleurs de fatiguer le lecteur.

Pourtant, il est utile, pour ceux que ne laisse pas indifférents l'angoissant problème macédonien, de peser les faits et les chiffres, qui sont pour ainsi dire la substance, la chair et le sang de la Vérité.

MICHEL PAILLARÈS.

La Confiscation d'une Nationalité

Ce n'est encore qu'une tentative ; mais il n'est pas inutile de la signaler aux intéressés : les Grecs de Macédoine. Les faits ont déjà démontré que le meilleur moyen de conjurer un danger est de le prévoir à temps.

Dans le *Courrier Européen* du 25 août, on peut lire une lettre documentée de Salonique, signée d'un Français impartial, qui écrit : « Les longues enquêtes auxquelles je me livre en Macédoine m'ont démontré clairement qu'il y a ici, depuis plusieurs années, une entente étroite entre la Bulgarie et la Roumanie, pour morceler l'hellenisme. » Ceux qui ont surabondamment démontré jusqu'ici leur mauvaise foi, essayeront peut-être de jouer sur les mots, en soutenant que « les deux Etats » sont absolument innocents de ce reproche. Discussion oiseuse, puisque même si l'on met : entre les Bulgares et les Roumains, la question au fond n'en restera pas moins la même.

Pour ce qui concerne les tentatives des Bulgares et de leurs amis, les lecteurs connaissent déjà suffisamment les procédés criminels par lesquels ils ont essayé de s'imposer dans la Macédoine, où ils ne sont qu'en minorité. Aussi, n'aurions-nous pas à revenir là-dessus, si ce n'était pour signaler un nouveau procédé imaginé par quelques-uns des aventuriers qui ont trouvé dans la question de la malheureuse Macédoine un moyen de battre monnaie. Comme on les a mis au pied du mur, en leur objectant que par leur campagne — perfide ou donquichottesque — ils foulent aux pieds les sentiments et les aspirations de la grande ma-

jorité des habitants, ils ont tout simplement nié ces aspirations nationales et soutenu que les habitants attachent plus d'importance à leur sécurité et à leur bien-être matériel qu'à ces aspirations. Il importe de dissiper ce nouvel artifice.

Qu'il soit nécessaire d'aviser aux mesures de nature à assurer cette sécurité, nous sommes tous d'accord. Mais là où nous cessons de l'être, c'est lorsqu'on prétend y voir le but final des efforts de tous ceux qui entendent assurer, en même temps que la paix matérielle, la justice, le seul facteur qui puisse assurer un apaisement sérieux et durable. Or, on foule la justice aux pieds et on s'agit dans le vide, lorsqu'on ne veut pas tenir compte de la volonté certaine, de la conscience nationale, des aspirations nationales — le mot importe peu — de ceux qui entendent relever de tel ou tel pays.

Nous comprenons bien que ceux chez qui le sentiment national est peu ardent, qui ont des raisons peut-être pour n'attacher de l'importance qu'à *l'ubi bene, ibi patria*, ne soient pas aptes à saisir et à respecter chez les autres le sentiment patriotique. Pour eux, les Crétois qui ont mille fois répété qu'ils aiment mieux payer plus d'impôts et être rattachés à la Grèce, leur mère patrie, les Grecs de Macédoine, qui malgré tous les crimes et tous les maux, restent inébranlablement attachés à la foi nationale, sont des sots. Pourquoi ne se contentent-ils pas de leur bien-être matériel ? Mais le sentiment patriotique est un sentiment moral, inaccessible paraît-il à ceux qui se sont brouillés avec toute morale, et dont le principe directeur de la vie est la jouissance matérialiste. D'aucuns penseront, sans doute, que nous leur faisons trop d'honneur en leur attribuant une conception philosophique quelconque, alors qu'en réalité ils ne cherchent qu'à masquer leurs secrètes sympathies bulgarophiles et, en attendant, à remplir de leur mieux leurs gazettes pour justifier les émoluments qu'elles leur rapportent.

Aussi, nous bornerons-nous à constater une fois de plus — ce qui est l'évidence même pour tous les neutres impartiaux qui ont étudié la question — qu'il est impossible d'assurer un état choses durable en Macédoine, si l'on ne se donne pas la peine de tenir compte de l'idée de justice qui exige de respecter et de donner satisfaction aux exaspérations nationales réelles des habitants. Les hommes politiques qui, en Grèce comme en Bulgarie, avaient songé jadis à préparer un règlement amiable de cette question, l'avaient bien compris en étudiant l'établissement des sphères d'influence sur la base d'un arrangement équitable. Leur essai ne put aboutir, pour des raisons que nous dirons une autre fois. Mais l'idée était juste et on sera bien obligé de la reprendre un jour.

* *

Le criterium solide du respect de la conscience nationale — qui déplaît tant, et pour cause, aux pêcheurs en eau trouble — est également celui à la lumière duquel il est possible de juger une autre tentative de confiscation de la nationalité grecque, la nationalité des Koutzo-Valaques. Jusque dans ces derniers temps, les Grecs ne pouvaient que considérer comme grotesque la prétention des Roumains

de les accaparer, pour s'en servir comme d'une monnaie d'échange dans les plans politiques futurs du royaume danubien. Ceux d'entre nous qui ont des amis ou des parents « koutzo-valaques », dont la conscience nationale grecque n'a jamais fait le moindre doute, trouveront que cet adjectif est plutôt atténué, en présence des procédés répréhensibles par lesquels la propagande roumaine s'est efforcée inutilement de faire valoir ses absurdes revendications (corruptions, dénonciations calomnieuses, pression, violence). C'est exactement comme si une puissance étrangère s'avait de revendiquer comme siens les Bretons ou les Savoyards, malgré leur conscience nationale française, en alléguant de vagues considérations de race et de langue. Il n'y a pas un seul instant de doute que les Français se lèveraient tous pour mettre à la porte les fauteurs de cette malsaine agitation. C'est ce qu'ont font les Grecs, en s'opposant à ce que ces malfaisants propagandistes sèment la zizanie parmi les leurs.

Notez d'ailleurs que les pires ennemis des agents de la propagande roumaine en Macédoine, ce sont justement ces Gréco-Valaques ; ce que les Roumains reconnaissent implicitement en les qualifiant de « grécomanes ».

Lorsque, l'été dernier, cette question a été exposée au Parlement hellénique par deux anciens ministres macédoniens, MM. Dragounus et Eutaxias, il a été une fois de plus constaté que c'est à peine s'il existe une douzaine de mille Koutzo-Valaques roumanisants, et que ce chiffre lui-même sera considérablement réduit le jour où l'affichage de sympathies roumaines ne rapporterait plus les avantages matériels que permettent actuellement les 600.000 francs accordés par le budget de Bucarest.

Oh ! s'il ne s'était agi que de ceux-là, la querelle se serait vite vidée. Mais ce que les Roumains ont la naïveté de demander justement, c'est que les Grecs leur laissent toute liberté pour développer leur agitation à l'effet de convaincre les Gréco-Valaques de leur « roumanisme », les détacher de l'hellénisme et se créer ainsi artificiellement des adhérents en Macédoine.

Tel est le nœud de la fameuse question koutzo-valaque dénuée de tout sophisme. Les agents de la propagande roumaine se sont efforcés de tromper l'opinion publique, en faisant croire, que les Grecs empêchent les Roumains de Macédoine d'avoir leurs écoles et leurs églises. Cela est archiau. Il n'existe point de Roumains en Macédoine. Il n'y a qu'une très petite minorité de Koutzo-Valaques roumanisants, adhérents mercenaires. Si c'est pour eux que les Roumains font tant de bruit, nous les leur abandonnons bien volontiers. Mais ce que nous n'admettons pas, c'est que par des moyens déloyaux on vienne inquiéter la très grande majorité de Koutzo-Valaques qui veulent être Grecs. Ceux-là ne se soucient point d'aller à une église roumaine, dont le dialecte ne leur permet même pas de comprendre la langue ! Ils ne tiennent pas non plus à envoyer leurs enfants aux écoles de la propagande roumaine, qui pour cette raison sont toutes restées vides. C'est ce dernier fait qui affecte tant les Roumains. Au lieu de reconnaître loyalement que leur propagande

s'est trompée dans ses prévisions, ainsi que les leurs l'ont depuis longtemps constaté, ils accusent les Grecs de cet insuccès. C'est aussi raisonnable que si l'Etat étranger, dont nous parlions tout à l'heure, accusait la France de s'opposer à ce qu'on lui arrache les Bretons et les Savoyards.

Il n'y a pas un seul homme impartial qui, connaissant exactement la situation, ne soit forcé de reconnaître que l'attitude des Grecs dans cette affaire est celle de la légitime défense la plus complètement justifiée.

**

Ceci nous amène à dire un mot à certains de nos amis étrangers, qui regrettent les dissensions des peuples balkaniques et préconisent une entente sur des bases équitables. Tout cela est très beau. Nous avons été nous-mêmes, pendant longtemps — nous le serons encore — partisans d'une telle entente. Malheureusement, les insatiables brutes qui veulent accaparer le bien d'autrui, ont fait tout ce qu'il fallait pour démontrer l'impossibilité d'une telle entente. A ceux qui en douteraient encore, nous dédions une preuve toute récente et des plus éloquentes. Il existe un journal bulgare, publié dans la capitale de la principauté, qui, à la différence d'un autre organe paraissant dans une autre capitale, ne se soucie pas de dissimuler sous des formules hypocrites ses véritables sentiments. Il a le courage de dire carrément tout ce qu'il pense, et l'on admettra avec nous que cela est en tout cas plus honnête. Or, dans le courant de septembre, ce journal a exprimé, dans un article de tête, des pensées comme celles-ci :

« La lutte est la condition même de l'existence. Dans la nature, de l'homme à la plus infime des plantes, c'est une guerre à mort entre les diverses espèces, et, nulle créature ne saurait vivre qu'aux dépens d'autres existences.... Les Macédoniens ont conquis la Grèce, les Grecs n'ont jamais conquis la Macédoine.... Les réclamations qu'ils adressent à l'Europe, partent d'un pays qui ne fait rien, ni socialement, ni militairement pour soutenir ses prétentions.... La loi de la sélection régnera en maîtresse, sans se préoccuper des droits historiques ; les faibles disparaîtront devant les forts. »

Nous remercions très sincèrement l'honorable rédacteur d'avoir traduit si fidèlement la manière de voir d'un grand nombre de ses clients. Les témoins désintéressés peuvent d'abord voir que ce n'est pas des Grecs qui viennent les plus grandes difficultés d'une entente. C'est la mentalité même de certains ennemis de l'hellénisme qu'il faudrait d'abord commencer par modifier. Sans doute, il y a en Grèce comme en tout pays, des chauvins intransigeants ; mais ils seraient vite désarmés, le jour où les droits de l'hellénisme recevraient la satisfaction qui leur est due, sur la base du respect de la conscience nationale des populations. Seulement quand les Grecs demandent le respect de leur conscience nationale, on leur répond par la théorie brutale de la sélection au profit des plus forts.

Les Grecs ont heureusement fini par comprendre qu'ils ont eu tort d'attendre si longtemps, confiants dans leur seul droit. Les crimes sauvages des bandits bulgares, l'indiffé-

rence des grandes puissances soi-disant protectrices des chrétiens, l'incurie des autorités turques, leur ont conféré le droit incontestable d'organiser leur légitime défense. Les gens de mauvaise foi ou les ignorants seuls peuvent le leur reprocher. — Légitime défense aussi contre l'agression brutale de la propagande roumaine. Celle-ci, il est vrai, n'a pas fait couler autant de sang que celle des Bulgares ; mais au fond, la brutalité des procédés est exactement la même : dans les deux cas on veut violenter la conscience nationale grecque des populations pour les arracher à l'hellénisme. Dans les deux cas, les Grecs ont acquis le droit de se défendre et de repousser l'envahisseur.

Enfin, ce coup d'éperon salutaire contribuera à activer l'organisation militaire en Grèce, les faits ayant surabondamment démontré que la force morale et la vitalité de l'hellénisme doivent être corroborées par une force matérielle.

M. K.

Le Conflit Gréco-Roumain

Après l'offense faite au drapeau grec à Guirgeo, outragé, puis brûlé sous les yeux de la police, l'envahissement des magasins grecs, l'expulsion de nombreux Hellènes, parmi lesquels les rédacteurs du quotidien *Patris*, nouveaux meetings à Bucarest, à Braila, à Calafat, à Foxani, au cours desquels la populace ameutée proférait des menaces de mort contre les Grecs : « Hors d'ici les Grecs ! A mort les Grecs ! » Ailleurs, les portraits du roi et de la reine de Grèce ont été lacérés, des commerçants ont été contraints d'enlever leurs enseignes en langue grecque.

Le gouvernement hellénique a été amené ainsi à rompre les rapports diplomatiques. Il a rappelé son représentant à Bucarest, M. Tombazis, le personnel de la légation et les consuls de Grèce en Roumanie. D'autre part, le ministre roumain à Athènes a quitté son poste. La Russie se chargera, dit-on, de la protection des intérêts grecs en Roumanie, l'Italie de ceux de ce pays en Grèce.

Enfin le conseil des ministres de Roumanie a pris une série de mesures vexatoires à l'égard de la Grèce. Il a dénoncé le traité de commerce conclu en 1900. Il a décidé d'augmenter les impôts, droits et patentés des Grecs domiciliés dans le pays ; de dissoudre nos communautés et de fermer les églises et les écoles grecques en Roumanie ; de frapper de droits très élevés tous les navires grecs arrivant dans les ports roumains ; d'interrompre le procès relatif à la succession Zappas qui se chiffre par millions.

D'autre part, il fait organiser (en Roumanie) des bandes pour la Macédoine. « Les insurgés (?) roumains, dit une dépêche Havas (16 septembre) sont équipés par le comité anti-hellénique de Bucarest ; ils attaquent surtout des villages grecs de concert avec les Bulgares ».

A ces provocations, le gouvernement grec ne pourra faire autrement que de répondre par des représailles qui, pourtant, seront en somme bien peu préjudiciables aux intérêts roumains, la Roumanie ne comptant guère de sujets en Grèce.

Cependant les Koutzo-Valaques de Macédoine dénoncent hautement les odieux procédés dont ils sont l'objet de la part des émissaires de Bucarest. Eux-mêmes ont organisé leur défense à Avella, Perivoli, Samarina, Vovoussi, Fourka, Briaza, où les propagandistes roumains, secondés par les Bulgares, sont venus les attaquer. On an-

nonce même que nombre de Koutzo-Valaques fa-méliques que d'alléchants subsides avaient attirés vers la propagande, se sont empressés de faire retour à l'hellénisme. Tel a été le cas des roumanisants de Verria, parmi lesquels un certain Hadjikoko, le propre fils d'un des chefs du roumanisme.

L'Agence Havas reçoit la dépêche suivante :

ATHÈNES, 30 septembre. — Les raisons qui déterminèrent le gouvernement hellénique à éloigner de Bucarest son représentant, sont les suivantes :

1^o L'enfumissement des magasins grecs et les molestations des sujets hellènes en Roumanie;

2^o L'offense faite au drapeau grec à Guiergevo;

3^o L'expulsion sans aucun motif de plusieurs Grecs, laissant en Roumanie des intérêts considérables;

4^o L'expulsion sans motif fondé du directeur et des rédacteurs du journal grec *Patrie*;

5^o Les réunions tenues en Roumanie, au cours desquelles des paroles injurieuses furent prononcées contre la nation et le gouvernement helléniques.

Malgré la gravité de ces faits, l'attitude du gouvernement hellénique fut très conciliante au sujet de l'insulte faite au drapeau grec; il n'a exigé que la punition des agents de police, responsables du maintien de l'ordre. Il demanda aussi que les coupables des agressions contre des sujets hellènes fussent traduits devant la justice. Enfin, il demanda la révocation de l'arrêté d'expulsion des rédacteurs de la *Patrie*, attendu que le fait à eux imputé n'avait pas été commis.

Le cabinet de Bucarest ne répondit pas aux deux derniers points. Pour l'incident de Giurgevo, il déclara qu'il considérait l'incident comme regrettable, mais qu'il ne pouvait pas en tenir responsables ses agents qui ne purent le prévenir. Dans sa réponse, le gouvernement roumain cherchait à établir la solidarité entre les événements de Roumanie et ceux de Macédoine. Cette tentative de connexité constituait un procédé insolite, car on devait nécessairement faire la distinction entre les outrages commis sur le territoire roumain, dont l'entièr responsabilité incombe au gouvernement roumain, et ce qui se passe sur le territoire ottoman, où le gouvernement hellénique n'a aucun moyen d'action. Dans ces conditions, aucune satisfaction n'étant donnée au gouvernement hellénique, le représentant de la Grèce à Bucarest annonça au gouvernement roumain qu'il quittait son poste, en vertu d'un congé de quelques jours.

Après le départ du ministre de Grèce à Bucarest, le représentant de la Roumanie quittait aussi Athènes.

Le *Bulletin d'Orient* dit :

Les appréhensions des populations koutzo-valaques sont confirmées par des documents diplomatiques : Sir J. Kennedy, commentant une conversation qu'il avait eue avec le ministre roumain des affaires étrangères, écrit en date du 13 janvier 1903 : « Nul homme d'Etat (roumain) ne prétend sérieusement que l'existence en Macédoine de populations roumaines donne un droit éventuel à une extension de territoire... On reconnaît en Roumanie que si la Bulgarie obtient une extension de territoire en Macédoine, son premier soin sera la reprise de la Dobroudja, province qui, ainsi que le sait Votre Seigneurie, a été donnée à la Roumanie, en 1877, comme compensation de la perte de la Bessarabie et qui contient Constantza, le seul port roumain important. » (V. *Blue-Book* 1903, Turkey, 3, p. 24.)

De son côté, M^r Bourchier, après avoir expliqué les raisons pour lesquelles les Koutzo-Valaques ne sauraient ni être unis à la Roumanie ni former en Macédoine un élément indépendant et

compact, ajoute que la Roumanie poursuit sa propagande « dans la prévision qu'elle aura droit à une compensation autre part, si des populations en Macédoine pouvant être considérées comme Roumaines (demonstrably Ruman) étaient adjugées à un autre pouvoir. Le gouvernement roumain soutient la propagande en Macédoine par des subventions considérables, mais il est douteux qu'un avantage politique quelconque compensera les déboursés. Tous les Valaques sont plus ou moins hellénisés; beaucoup d'entre eux hivernent en Grèce et leurs principales résidences d'été — les monts du Pinde et du Gramos — reviendront naturellement au royaume hellénique ». (*The Balkan Question, edited by L. Villari*, p. 80.)

Bien mieux, une revue roumaine (*La Renaissance Latine*, dirigée par le prince C. de Brancovan) écrivait dans son numéro du 15 juillet 1904 (p. 614) : « Le gouvernement roumain prétend moins créer une colonie chez les Koutzo-Valaques que s'assurer un gage qu'il pourra céder à la Bulgarie contre des avantages plus sérieux, par exemple une rectification de frontières en Dobroudja; déjà, M. Take Jonesco a suggéré la ligne Roustchouk-Varna, qui laisserait à la Roumanie deux forteresses et un bon port. C'est peut-être beaucoup demander et l'on pourrait se contenter de moins si la Bulgarie était de bonne composition. »

A propos des réformes en Turquie

Nous avons reçu la curieuse lettre que voici :

Constantinople, 5 septembre.

Toute tentative de réforme en Turquie est destinée à échouer si elle est limitée à une quelconque de ses parties. On a vu démembrer des Etats province par province, on n'en connaît pas qui ait été réformé morceau par morceau. Quelque organisation que l'on introduise sur un point particulier, elle sera fatallement précaire par cela même qu'elle contrastera avec les habitudes arbitraires du gouvernement ottoman qui, quoi qu'on fasse, pourra en entraîner le fonctionnement.

La diplomatie européenne dépense périodiquement toutes ses ressources pour arracher ici ou là des concessions du Sultan. Seulement, comme il parvient toujours à les rendre illusoires, elles aggravent, en fin de compte, la situation en fournissant de nouveaux motifs d'exaspération aux populations trompées dans leur attente.

Ceux qui réclament l'exécution des articles 23 et 61 du Traité de Berlin s'imaginent-ils que le Sultan soit plus disposé aujourd'hui qu'il y a vingt-sept ans à faire profiter ses sujets, ou une partie d'entre eux, d'un régime qui entraînerait à ses yeux une diminution de la souveraineté dont il mesure l'étendue à l'usage qu'il en peut faire, selon son bon plaisir? Et est-on bien sûr que le statut organique prévu par la Convention de Halepa réussirait mieux dans les provinces de la Turquie d'Europe qu'en Crète où nous savons à quelle lamentable faillite il a abouti et pour quelles raisons? Il y aurait vraiment quelque naïveté à considérer Monastir et Andrinople comme des champs moins favorables aux intrigues de Yildiz que La Canée ou Kérakléion.

Sans doute, on ne saurait nier que la décentralisation administrative de toutes les provinces ottomanes n'offre une chance sérieuse

de supprimer l'incompatibilité qui semble exister actuellement entre l'amélioration de leur sort et l'intégrité territoriale de l'Empire. Mais encore faudrait-il commencer par faire disparaître à Constantinople même, la cause première de cette incompatibilité et qui n'est autre que la conception asiatique que l'on s'y fait des droits inhérents au pouvoir souverain.

C'est sous l'influence d'une préoccupation de cette sorte qu'eut lieu à Pétra, au commencement de l'année 1897, une conférence des Ambassadeurs des six grandes puissances. Le projet de réformes qu'elle finit d'élaborer au moment où éclatait la guerre turco-grecque a été tenu secret, du moins dans ses détails. Tout ce qu'on en sait, c'est qu'il donne des solutions pratiques et adéquates aux besoins du pays dans la plupart des problèmes que son administration soulève, qu'il vise avec impartialité absolue l'ensemble de l'Empire et tous ses sujets sans exception et qu'il établit des garanties relativement suffisantes contre l'ingérence abusive de la Cour du sultan dans les affaires publiques. Ce projet ne tranche probablement pas de façon radicale, définitive, toutes les difficultés; en tout cas, il y a tout lieu de pouvoir affirmer qu'il va au plus pressé en assurant à chacun plus de sécurité et de justice ainsi que la somme de liberté indispensable au développement de l'activité générale. Il doit être nécessairement plus précis dans ses dispositions que toutes les pâles ébauches qu'on nous présente sous le nom de programmes, chaque fois que la question d'Orient est réveillée ici ou là.

Certes, il resterait toujours à découvrir les moyens par lesquels on pourrait agir sur le point central du corps malade et d'où devront rayonner vers toutes les extrémités les effets salutaires de l'opération. Mais, à ce point de vue, il ne saurait, croyons-nous, y avoir rien de plus efficace qu'une démonstration dans le Bosphore de la part des puissances directement intéressées dans les affaires de la Méditerranée et auxquelles on n'a jamais songé à attribuer sur ce point, un désir autre que celui de servir la cause de l'humanité et de la paix générale.

La Question des Dardanelles

Quelques jours avant la publication du texte de l'alliance anglo-japonaise, le 21 septembre, le *Novoïé Vrémya*, examinant les chances d'une entente anglo-russe, estimait cette entente possible, en se basant notamment sur ce fait que « la Russie, disait-il, ne demande pas à posséder Constantinople, mais simplement à avoir le droit de passage à travers les Dardanelles ».

Le *Novoïé Vrémya* ne précise pas davantage sa manière d'envisager la question : il ne dit point si la Russie prétendrait réclamer un traitement d'exception, en cherchant à se réservé l'usage exclusif de ce droit, ou si elle entendrait plutôt lui faire donner une portée générale et en étendre le bénéfice à toutes les puissances.

D'après le traité de Londres, du 13

juillet 1841, confirmé par le traité de Paris, de 1856, le sultan n'avait le droit de délivrer des firmans de passage qu'aux bâtiments légers, destinés à assurer le service des ambassades ou à stationner aux embouchures du Danube. En vertu de la convention de Londres, du 13 mars 1871, le sultan a la faculté « d'ouvrir les détroits, en temps de paix, aux navires de guerre des puissances amies et alliées, dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire, afin d'assurer l'exécution des stipulations du traité de Paris de 1856. » Mais l'interprétation de cette dernière clause a donné lieu à des divergences de vues, qui ont trouvé leur écho au Congrès de Berlin. Il est curieux de constater que la Russie a, depuis lors, agi contrairement au principe qu'elle soutenait à Berlin, et que l'Angleterre, de son côté, lui a chaque fois fait un grief d'agir conformément au principe que le gouvernement britannique avait établi lui-même. En effet, à la séance du Congrès du 11 juillet 1878, lord Salisbury, second plénipotentiaire britannique, faisait inscrire au protocole une déclaration, dont le sens était que l'autorisation de passage dépendait de la seule volonté du sultan, tandis que, à la séance du lendemain, le comte Schouvalof faisait enregistrer une déclaration en sens contraire, d'où il devait resculter que l'autorisation des puissances osignataires était également nécessaire.

Or, toutes les puissances ont scrupuleusement respecté jusqu'ici la clause de l'inviolabilité absolue des détroits, adoptant ainsi le point de vue russe. Seule la Russie a enfreint le principe qu'elle avait défendu à Berlin, pour se ranger à la thèse anglaise qu'elle y avait combattue. En effet, en plus d'une circonstance, elle a fait passer ses navires à travers les Dardanelles, extorquant le firman d'autorisation au sultan et sans consulter les autres cosignataires.

On se rappelle qu'il y a encore trois ans, en octobre 1902, un incident se produisit entre l'Angleterre et la Russie au sujet du passage à travers les Dardanelles de quatre contre-torpilleurs russes destinés à la flotte de la mer Noire, ce qui détermina une énergique protestation du *Foreign Office*, sous prétexte que ces torpilleurs, étant momentanément désarmés, ne pouvaient être considérés comme navires de guerre. Le gouvernement de Pétersbourg prétendait n'avoir pas enfreint la clause du protocole de Londres, thèse que le gouvernement anglais ne voulut pas admettre.

D'autre part, on se rappelle qu'au cours de la guerre russo-japonaise de nombreux navires de la flotte volontaire russe, utilisés comme transports et même transformés en croiseurs, traversèrent les détroits pour aller rejoindre l'escadre de l'Extrême-Orient, ce qui fit croire à un moment donné qu'une nouvelle protestation anglaise allait intervenir. Enfin, lors de l'incident du *Potemkin*, alors que, d'une part, l'ambassade de Russie à Constantinople rappelait, elle-même cette fois, à la Porte son obligation de ne pas per-

mettre au navire rebelle de franchir le Bosphore, sir Nicholas O'Connor, de son côté signalait qu'en présence de la situation créée par les événements, la nécessité se faisait sentir d'une révision des traités.

En Angleterre, depuis quelques années, on s'est montré assez disposé à faire annuler l'accord de 1871, relatif à la fermeture des détroits, mais il semble que la diplomatie anglaise n'ait pas trouvé une occasion opportune pour mettre en avant cette proposition. Certes, la question des Dardanelles ne revêt plus aujourd'hui l'importance qu'elle avait jadis. Il y a vingt ou trente ans, un incident comme celui qu'avait fait surgir le passage des torpilleurs, en 1902, eût suffi à remettre toute la question d'Orient sur le tapis : il eût pu avoir des conséquences autrement graves qu'une simple protestation, d'ailleurs assez platonique. Néanmoins, la question des détroits est loin d'avoir encore perdu tout l'intérêt qui s'y attache, et l'on peut s'attendre à la voir réapparaître un jour ou l'autre.

Une des plus grandes fautes politiques du XIX^e siècle fut assurément cette clause internationale de la clôture des détroits qui fut, pour le régime ottoman, l'encouragement le plus néfaste que l'Europe lui eût pu donner. Si le passage des Dardanelles n'était pas interdit aux flottes étrangères, nous n'eussions très probablement pas eu de massacres arméniens. Et Yildiz tenu en respect par des navires de guerre pouvant librement pénétrer dans les eaux de Constantinople, nous eût épargné le lamentable spectacle de la Turquie actuelle.

Il est grand temps que les puissances européennes réparent l'erreur commise en 1841 et renouvelée en 1856, 1871 et 1878, en proclamant l'ouverture des détroits non seulement au bénéfice de la Russie, mais des pays du monde entier.

Le Rôle de la Presse Bulgare

Comment elle entretient la grécophobie bulgare et fanatise le peuple. — Pourquoi, suivant les publicistes de Sophia, une enquête ethnographique en Macédoine n'aurait aucun intérêt pratique.

(D'un correspondant)

Sophia, 12 septembre.

L'interdiction dont les journaux grecs ont été frappés ici, est une mesure dictée par l'esprit qui guide la politique bulgare dans un but bien connu.

Pour peu, en effet, qu'on ait suivi avec attention la politique et le mouvement d'agitation bulgares de ces dernières années, on se rend compte de la direction donnée à la presse de ce pays touchant les affaires de Macédoine.

Je m'explique. Le mouvement bulgaro-macédonien, qui s'était intitulé révolutionnaire, ne tarda pas à se révéler tel qu'il était réellement. On sait assez aujourd'hui, que les présumés libérateurs de la malheureuse contrée ne visent qu'à l'affaiblissement de

l'hellénisme et à la bulgarisation, par la force, de la Macédoine tout entière.

Les Hellènes attendirent vainement du gouvernement turc d'être débarrassés de ces intrus. Et lorsque, de ce côté, tout espoir fut perdu, lorsqu'au lieu des réformes promises ils ne trouvèrent qu'une situation plus grave encore, et que leur longanimité fut éprouvée par de nouveaux meurtres, par des massacres en bloc et les actes de banditisme les plus innommables, alors ils se mirent à se défendre.

Mais cette défense stupéfia leurs adversaires qui croyaient, par un régime de terreur, avoir à jamais triomphé de la résistance des Grecs. Ils se firent plus audacieux sans doute, mais plus attentifs. Et le peuple bulgare qui avait fini par croire, lui aussi, que réellement toute la Macédoine n'était qu'un pays bulgare, que sa population était toute bulgare, bulgares ses traditions, bulgare son passé, Alexandre... « Makedonsky » lui-même bulgare, se montra surpris et inquiet. Le soulèvement gréco-macédonien contre les assassins de Sofia lui avait dessillé les yeux ; les masses du peuple de la principauté s'étaient aperçues qu'il y a là un élément grec considérable et compact, qui au besoin, savait défendre ses droits, avec lequel il fallait compter. Et ce lui fut un grand étonnement.

C'est ici qu'intervint le rôle de la presse bulgare. Elle essaie de masquer la vérité ; à tout prix, elle veut entretenir parmi le peuple les fausses idées qu'elle y avait répandues.

Cette tâche est d'autant plus facile à la presse que le gouvernement de la principauté lui mâche, si j'ose dire, la besogne : toutes les nouvelles relatives à la Macédoine passent par le « Bureau de la presse du ministère des Affaires étrangères », où elles sont dûment alambiquées avant d'être communiquées aux journaux.

Or, ces nouvelles s'accordent toutes sur deux points : les bandes grecques, recrutées parmi des gens sans aveu, assassinent des Bulgares innocents, des femmes et des enfants ; elles sont alliées aux Turcs pour exterminer les Bulgares ; c'est la même antienne que celle chantée à l'Europe, aux correspondants des journaux d'Occident à Sofia. Bien entendu, le peuple ici, crédule et confiant, dépourvu de tout moyen de contrôler ces informations, se laisse circonvenir. Et ainsi, on entretient son fanatisme, son animosité à notre égard, car, vous le savez, la peur du Grec est le commencement de la sagesse bulgare.

Pour se rendre compte de l'efficacité de cette propagande nationale, il faut avoir lu les bulletins de l'Agence télégraphique bulgare, succursale du bureau de la presse. Il faut avoir lu ces terribles comptes rendus de massacres imaginaires commis par les Grecs, par les Serbes sur de « pacifiques populations » qui ne demandent qu'un peu de liberté, un peu de justice. Il faut avoir lu ces télégrammes de... Constantinople, fabriqués de toutes pièces dans les officines du ministère des Affaires étrangères, pour comprendre comment les sujets du prince Ferdinand sont chaque jour fanatisés contre nous. Tout journaliste bulgare s'est ainsi transformé en empoisonneur public : il n'est pas de mensonge, si éhonté soit-il, devant lequel il recule pour entretenir et envenimer parmi le peuple la haine du Grec.

Au mensonge s'allie la perfidie. Voici par exemple ce que M. Radef, collaborateur de la *Vetcherna Posta* écrivait dernièrement : « Les Grecs de Paris se sont empressés d'adhérer à la proposition de M. G. Villiers,

du *Temps*, relative à une enquête ethnographique en Macédoine, car un refus de leur part éveillerait des doutes quant à la légitimité de leurs revendications. Une commission européenne constaterait ces deux faits : 1^o Que les Bulgares constituent une majorité écrasante en Macédoine ; 2^o Qu'ils sont les plus éveillés, les plus énergiques, les plus enthousiastes pour la cause de la liberté, même là où les Grecs font valoir les prétentions les plus grandioses. »

Mais M. Radef est si peu sûr de ce qu'il avance, il sait si bien quel serait le résultat d'une enquête impartiale et désintéressée sur les divers éléments de Macédoine, qu'après avoir mis si peu de bonne foi à interpréter votre adhésion à l'excellente proposition de M. Villiers, il s'empresse d'ajouter qu'une enquête de ce genre est parfaitement inutile. « Je ne vois pas, dit-il, quelle en serait l'importance pratique. S'il s'agissait d'un partage de la Macédoine, je le comprendrais. Mais les puissances y consentiraient-elles ? Certes, non ; dès lors, cela paraît inutile... d'autant plus que la population, grâce à la pression sur elle exercée par les différentes bandes, change de nationalité, ce qui ne serait pas le cas si la situation était réglée... »

« Si la situation était réglée » est charmant !

Du moins M. Radef avoue-t-il que les bandes dérangent et modifient assez le caractère ethnique de certaines localités de Macédoine. Voilà qui est à retenir, car qui a commencé à lancer des bandes en Macédoine ? Qui l'a travaillée depuis dix ans, en vue précisément d'en bouleverser la conscience nationale ? Le but dans lequel on a inondé la région de bandes bulgares était celui-là justement, celui-là surtout. Avant de conquérir la Macédoine, il fallait arriver à la représenter bulgare, et pour cela il fallait extorquer aux villages grecs des adresses d'adhésion à l'exarchat, d'où les moyens terroristes, les condamnations prononcées par les comités, les meurtres, les massacres qui servaient et servent toujours à exécuter ces sentences de mort contre les récalcitrants.

Et lorsque des bandes grecques se formèrent, M. Radef ne l'ignore pas non plus, c'était non pour conquérir du terrain sur l'exarchat et lui arracher ses adeptes, mais pour défendre notre domaine à nous et empêcher que les uns ou ne nous les prennent par la violence, que les autres, on ne les supprime par le poignard.

Les bandes bulgares, on l'a dit souvent, mais on ne saurait trop le répéter, étaient et sont toujours offensives ; les grecques sont défensives. Celles-là attaquent pour empêtrer sur notre terrain ; celles-ci ripostent pour défendre les droits des Grecs, leur vie, leur conscience nationale, leur honneur, leurs biens.

Mais les comités n'entendent pas de cette oreille-là.

A leurs yeux, la Macédoine ne sera « délivrée » que du jour où elle sera devenue bulgare. Et ainsi « la situation sera réglée », et une enquête ethnographique sera alors opportune, utile et rationnelle. Mais pour l'instant, elle « n'aurait aucun intérêt pratique ».

Nous pensons, au contraire, avec vous, que c'est juste en ce moment qu'il faut procéder au recrutement des populations macédoniennes ; à un recrutement sérieux et impartial, confié à d'autres qu'à des fonctionnaires ottomans ou à des agents des puis-

sances intéressées au maintien, en Turquie d'Europe, d'un état de choses chaotique.

Les Hellènes le désirent d'autant plus ardemment que c'est de là qu'ils attendent la reconnaissance solennelle de leurs revendications les plus légitimes. M.

LA GRÈCE ET LA PRESSE RUSSE

Nous publions ci-dessous quelques extraits de journaux russes qui semblent indiquer, du moins dans les milieux libéraux de Russie, une nouvelle orientation des esprits. Le *Nachia Jijn*, sous la signature de M. Alexis Odarchenko, déplore les progrès des Allemands en Orient : il y voit un danger pour la Russie et ajoute :

La Russie peut accepter que la Marmara avec les Détroits et Constantinople ne lui appartiennent pas, mais il est pour elle d'une nécessité absolue que Constantinople se trouve entre les mains d'une puissance amie, faible et même neutre. C'est pourquoi la seule solution naturelle et équitable, historiquement, consisterait à abandonner à la Grèce Constantinople, avec les Détroits, ainsi que tout le littoral de la Turquie d'Europe et l'Archipel.

De même, point n'est besoin pour la Russie de mettre la main sur l'Asie mineure, mais il serait indispensable pour elle que les diverses nationalités de l'Asie mineure obtiennent une entière autonomie et indépendance. Ces nationalités sont dans l'Asie mineure orientale, les Arméniens, et dans tout le reste de la région, notamment sans l'Asie mineure septentrionale et méridionale, les Hellènes qui, là, dépassent un million (1) et auxquels d'ailleurs le pays appartient, de par leur degré de civilisation.

Si la Russie arrive à faire accorder l'autonomie à ces nationalités et livrer Constantinople aux Grecs, alors la question d'Orient est résolue une fois pour toutes de la manière la plus humanitaire et la plus équitable, et du coup les intérêts de la Russie sont par là complètement garantis.

... Cette solution est d'autant plus opportune et dénuée de dangers pour la Russie que Grecs et Arméniens, rattachés à elle depuis des siècles par l'unité de foi et de civilisation orientale, ont toujours été ses amis naturels. Mais, en dépit de toutes ces circonstances, les panslavistes et bureaucrates russes, se sont, à notre grande honte, à nous autres Russes, avisés de nous brouiller à mort avec ces peuples infortunés et déshérités ; eux qui sont nos amis historiques, on en a fait, contrairement à toute logique, nos adversaires.

L'auteur est d'avis que ni l'Angleterre ni la France ne s'opposeraient à la solution de la question d'Orient, telle qu'il la préconise.

Le *Rouss*, libéral, après avoir déploré la participation de la Russie à la répression de l'insurrection crétoise, ajoute :

Malheureusement, nos rapports avec les Hellènes sont depuis longtemps anormaux. Malgré les liens religieux et l'ancienne communauté de principes ecclésiastiques, malgré les traditions que l'histoire consacre et en vertu desquelles tous les peuples chrétiens d'Orient nous considèrent comme les exécuteurs d'une mission libératrice, malgré tout cela, nous ne sommes pas parvenus à rétablir des relations normales avec le peuple grec.

Il serait facile d'en rejeter toute la responsabilité sur notre diplomatie. Sans doute, celle-ci a commis bien des fautes qui ont fâcheusement influé sur les rapports russo-grecs. Malheureusement, notre di-

(1) Il y a plus de 2 millions d'Hellènes en Asie Mineure. (Réd.)

plomatie est souvent obligée de suivre des voies hasardeuses. On ne lui laisse pas toujours assez d'initiative et elle est plutôt chargée de la mission ingrate d'aplanir des situations difficiles que crée l'absence totale d'un plan d'action ou des circonstances imprévues.

L'auteur reproche ensuite à la société russe de n'avoir jamais cherché à cultiver des amitiés acquises à la Russie par ses luttes en faveur des chrétiens d'Orient. Il rappelle que malgré cela, ceux-ci ont, durant la guerre russo-japonaise, témoigné de leur sympathie, « même en Grèce où le peuple recueillait des secours destinés aux blessés. »

L'auteur est d'avis que les Crétois n'ont pas choisi le moment de réclamer l'union à la Grèce. Mais il s'élève contre les procédés des officiers russes bombardant les Crétois. Il conclut par ces lignes :

Il est impossible d'interpréter ces douloureux incidents autrement que par l'excès de zèle que nos agents mettent habituellement à dompter les rebelles. Ce qui se passe chez nous, se répète ailleurs fatallement. Grâce à cet excellent système de mesures violentes, nous perdons beaucoup, dans notre propre pays comme au dehors. Nous perdons les Crétois et tout le peuple grec...

Le *Slovo*, libéral, écrit :

Dans aucune question, la faiblesse de notre vieux régime politique ne se manifeste plus clairement que dans cette question crétoise, peu importante relativement à d'autres événements bien plus considérables.

Peut-il y avoir situation plus inopportune ?

... C'est dans un moment où de graves dangers menacent notre pays, que nous trouvons l'occasion de nous occuper à réprimer l'insurrection d'un peuple ayant une foi commune à la nôtre et qui s'est soulevé pour revendiquer des droits aussi légitimes que naturels.

En vérité, quelle tâche ingrate !

Et cependant, combien d'efforts tentés pour étouffer ces aspirations et quel zèle déployé en vue de réaliser les traditions chères à Metternich !

Les détachements des autres puissances en Crète, se comportent avec apathie, comparativement au nôtre, qui, plein d'entrain, accomplit sa mission et se bat contre les insurgés. Les autres navires de guerre n'ont pas encore ouvert le feu, tandis que la canonnière russe *Hrambri*, qui eût été mieux à sa place dans la division de la Baltique, a saisi la première occasion de bombarder les Crétois...

Le *Novoyé Vrémya* lui-même commentant les événements de Crète dit :

... Elle est fâcheuse l'impression que donne notre insistance, d'une part, à ne pas mécontenter la Turquie en lui enlevant la suzeraineté sur la Crète ; d'autre part, à ne pas commettre une iniquité vis-à-vis des Crétois qui, avec persistance et sincérité, manifestent leur vœu d'être réunis à la grande famille hellène.

Nous nous trouvons ainsi en définitive, dans la position de gens, à la sincérité desquels personne ne croit, bien que nous mettions tous nos efforts à faire triompher cette politique.

Mais qu'y a-t-il de consolant dans la copération de la Russie avec les autres puissances occupantes ?

Quelle autre, si ce n'est la Russie, devrait prendre l'initiative d'une satisfaction aux très légitimes aspirations des Crétois, longuement mûries, surtout quand on envisage ce fait que dès 1827 les Crétois envoyèrent des délégués en Grèce demandant à faire partie du nouveau royaume ?

Mais, nous autres, avons attendu que l'Italie ait

pris cette initiative qui, suivant un télégramme, reconnaissant l'impossibilité d'éteindre l'insurrection sans effusion de sang, a décidé de rappeler ses troupes et ses navires, avec l'intention de proposer en même temps deux puissances de reconnaître l'union de la Crète à la Grèce. Le ministre italien, Tittoni, a commencé à pressentir là-dessus le gouvernement français...

ÉCHOS

La crise crétoise. — La Chambre crétoise avait été convoquée le 25 août (v. s.) ; la majeure partie des députés a répondu à cet appel. Malgré l'opposition de MM. Dascaloyannis et Poloyorgis appuyés par quelques membres, qui voulaient faire admettre qu'en présence du vote unanime de l'union à la Grèce, précédemment acquis, les députés n'avaient plus à s'occuper du moindre travail législatif, la Chambre, sur les conclusions de M. Catzourakis soutenant que la session ne pouvait en rien préjuger la question de l'union, a décidé d'examiner les lois qui étaient soumises à ses délibérations. Elle y était du reste poussée par le gouvernement hellénique.

Ces propositions comprenaient : Projet de loi tendant à établir la liberté de la presse, projet de loi établissant le vote uninominal, projet de loi enlevant au prince le droit de nommer dix députés, projet supplémentaire enlevant au prince le droit de nommer aux fonctions municipales, élections des maires et conseillers municipaux par les électeurs des dèmes. Tous ces projets ont été votés en quelques séances sans provoquer de débats trop violents. Un crédit de 300.000 francs a même été adopté pour l'institution et l'entretien d'un corps spécial destiné au maintien de l'ordre.

Dans une séance secrète la Chambre a en outre décidé la convocation dans le délai de huit mois d'une assemblée constituante siégeant conformément au Statut et destinée à le reviser.

Ces différents votes ont été portés à la connaissance des représentants des puissances dans un mémorandum où la Chambre a de nouveau exprimé l'ardent désir du peuple crétois de voir réaliser son union à la Grèce et les suppliant de faire en sorte d'arriver à une entente qui rétablisse l'ordre et la tranquillité. Les consuls ont promis de transmettre cette note à leurs gouvernements.

Le crédit relatif à la constitution d'un nouveau corps de gendarmerie n'a pas été approuvé par le comité insurrectionnel de Thérisso qui sent qu'il est particulièrement visé par le projet. Il a adressé une violente protestation aux consuls. En outre, M. Dascolyanis et sept autres députés de l'opposition sont à Athènes afin d'exposer leurs doléances aux membres du gouvernement hellénique.

Ils ont été reçus par le Président du Conseil et lui ont demandé son avis sur la conduite à tenir. M. Rhallys s'est contenté de leur recommander la plus grande réserve sans leur dire un mot de l'état de ses négociations avec les puissances.

Le comité insurrectionnel continue à siéger à Thérisso. Après avoir émis des timbres-poste qui ont été immédiatement accaparés par les collectionneurs il a décidé de contracter un emprunt de cent mille drachmes destiné à faire face aux frais de la résistance. A cet effet, il a créé vingt mille bons de cinq drachmes produisant six pour cent d'intérêt.

Le commandant des troupes internationales n'a pas encore mis à exécution les menaces de répression énergique annoncées dans notre dernier numéro, mais le recrutement du nouveau corps de police s'opère activement et l'on s'efforce de combler les vides causés à la gendarmerie par la désertion, ce qui impliquerait prochainement une

coopération effective du gouvernement princier à l'action des puissances.

Entre temps, le colonel russe Urbanowitch continue à traiter son secteur en pays conquis. Un détachement de 150 de ses soldats a occupé Apocorona qui a été évacué sans résistance par les partisans de Vénizelos. Ces troupes ont en outre pris possession de Courna, de Georgoupolis, de Routsica et d'Atsipopoulo où ils ont saisi les biens des habitants faisant partie des bandes insurgées, puis, après s'être divisés pour occuper les villages de Mylopotanos et d'Anogchia, ils ont imposé une contribution de 300 livres turques aux habitants et on emprisonné ceux d'entre eux indiqués comme favorables au mouvement insurrectionnel, après avoir vendu à l'encaissement leurs meubles et leurs biens.

Une députation de la Chambre s'est présentée chez les consuls à La Canée, et a insisté sur la nécessité d'organiser une garde municipale pour rétablir l'ordre dans les provinces troublées de l'île, la gendarmerie étant impuissante, et les troupes internationales montrant de la mauvaise volonté à réprimer les désordres.

La députation a invité aussi les consuls à intervenir promptement. Ceux-ci ont promis d'en référer télégraphiquement à leurs gouvernements respectifs.

Quelle pourrait être la solution de la question crétoise, ou du moins une nouvelle étape du rapprochement de la Crète avec la Grèce ? Le gouvernement grec a, à cet effet, indiqué aux puissances deux solutions possibles : premièrement, prendre l'exemple de la Bosnie-Herzégovine et confier l'administration de la Crète à la Grèce, suivant ce qui a été fait en Autriche à l'égard des provinces occupées ; mais les puissances laissent entendre que cette première solution est impraticable au moins encore. La deuxième solution consisterait à laisser la Crète sous la protection des quatre puissances et sous l'administration du prince Georges, mais à substituer des troupes grecques aux troupes étrangères. Il ne semble pas jusqu'à présent que les puissances aient fait connaître leur manière de voir à cet égard.

L'incendie d'Andrinople. — Le feu a pris à deux heures du matin dans une maison du quartier de la cathédrale. Le matériel des maisons, qui sont pour la plupart en bois, l'étroitesse des rues, le manque d'eau, l'absence d'un service d'incendie sérieux aidant, il a détruit presque entièrement les quartiers grecs, le quartier arménien et le quartier juif. Ce dernier fut presque complètement réduit en cendres ; les dommages subis par les Grecs ne furent pas moins graves, les quartiers brûlés étant ceux habités par les Grecs les plus fortunés.

La métropole orthodoxe n'a échappé au feu que par miracle. Tel a été aussi le cas des consulats russe et hellénique et des deux grands collèges : le gymnase et le Zappeion.

La ville brûla pendant toute la journée du 2 septembre. L'ordre commençait à se rétablir, quand dans la nuit du dimanche une nouvelle alerte se produisit. Heureusement, il ne s'agissait que d'un petit incendie ; quatre ou cinq maisons seulement furent détruites. La reprise du feu, combinée avec des rumeurs diverses : empoisonnement des eaux, etc., jeta la panique dans la population, convaincue qu'il s'agissait d'un complot ayant pour but la destruction complète de la ville.

Les causes réelles de l'incendie demeurent encore mal éclaircies. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que le feu a pris dans la maison d'un Arménien, dont la famille était absente et qui était parti rejoindre celle-ci le jour même de l'incendie.

Les autorités se sont attiré des critiques. Le service des pompiers était très insuffisamment organisé, chose impardonnable dans une ville bâtie en bois. De plus les pompiers n'ont pas eu le soin

de circonscrire le feu en abattant les maisons entourant les foyers d'incendie.

L'étendue des dégâts est mal déterminée. D'après les tableaux dressés par les autorités, auraient brûlé :

- 1125 maisons.
- 276 magasins et ateliers.
- 7 églises.
- 13 synagogues.
- 9 mosquées, medressés et tekkes.
- 10 écoles.
- 4 pharmacies.
- 2 hôtels.

En tout 1.446 édifices. Cette évaluation paraît être au-dessous de la vérité.

Les dégâts sont évalués de 800.000 à 1.000.000 L. T. Il y a plus de 500 maisons grecques brûlées, le quart seulement d'entre elles était assuré.

Les dommages subis par la communauté hellénique sont très importants ; à eux seuls les secours urgents et indispensables sont évalués à 350.000 francs ; l'aide prêtée par le gouvernement ottoman s'est bornée à la distribution de quelques pains. Le syllogue pour la propagation des lettres grecques ainsi que la *Rodocanachios Scholi* du faubourg Gildirim étaient assurés ; on entreprendra leur reconstruction incessamment. Le Zappeion n'a été sauvé que grâce à l'héroïsme de 18 Grecs qui se sont enfermés dans l'établissement et ont lutté contre le feu pendant toute la journée. Le quartier entourant le Zappeion a été complètement brûlé.

M. C. Spyridis, président du syllogue thrace d'Athènes, dans un interview accordé à un rédacteur de l'*Asty* s'occupe des conséquences que cet événement aura pour l'hellénisme :

Andrinople compte environ 35.000 Grecs, 40.000 Turcs, 5-6.000 Israélites, 3-4.000 Arméniens et 2.000 divers. L'importance sociale de l'élément hellénique l'emporterait encore sur son importance numérique, les sciences, le commerce et l'industrie étant en grande partie entre ses mains. La ville d'Andrinople a un cachet grec.

D'autre part la communauté orthodoxe est en progrès constants. Elle possède des collèges complets de filles et de garçons. Ses établissements de bienfaisance sont aussi très considérables.

L'importance politique d'Andrinople n'est pas moindre : elle est le boulevard contre lequel viennent se briser les efforts des Bulgares, cherchant à descendre vers le Sud.

Quant aux conséquences de l'incendie, les dépêches ne permettent pas à M. Spiridis de les évaluer exactement. Elles sont certainement très graves, car les quartiers de la Métropole, du Christ et de la Panaghia étaient les quartiers grecs les plus riches. Les deux églises brûlées sont toutes deux fort anciennes et renferment de précieux trésors.

Interrogé sur la question de savoir si l'incendie est attribuable aux comités bulgares, le président du syllogue thrace estime qu'il ne peut sans épreuve émettre une accusation aussi grave. La chose ne lui paraît cependant pas impossible. En mettant le feu ils portaient à l'hellénisme un coup terrible et ne risquaient presque rien, car il n'est pas dans la ville d'Andrinople de maison appartenant à des Bulgares ; ceux-ci en effet n'y possèdent qu'un évêché et un gymnase, tous deux institués dans un but de propagande.

Le *Journal Officiel* d'Athènes annonce la nomination par le ministre des Affaires étrangères d'un comité de secours aux victimes d'Andrinople. Ce comité est composé de S. G. le métropolite d'Athènes président et de Mess. Etienne Scouloudis, député, ancien ministre des Affaires étrangères ; Jean Pesmazoglou, député ; C. Tsountas et P. Carolidès, professeurs à l'Université Nationale ; C. Tsatsos, président du syllogue des né-

gociants d'Athènes; C. Spyridès, président du club thracien d'Athènes; J. Pappas, banquier et du Dr P. Papaioannou.

On écrit, d'autre part, d'Andrinople qu'une commission présidée par l'archevêque et composée des principaux notables grecs, procède à une enquête détaillée sur l'étendue du désastre. Les secours urgents et indispensables ont été évalués d'ores et déjà à 350.000 francs.

Enfin, on annonce que S. S. le Patriarche a nommé un comité chargé de recueillir des souscriptions parmi la communauté grecque de Constantinople. M. P. Zarifi a déjà souscrit pour 250 L. T.

Comités arméniens, bombes et dynamite. — Les comités révolutionnaires arméniens continuent à promener leurs bombes un peu partout. Constantinople, Smyrne et le Pirée constituent leurs principaux entrepôts. A Athènes aussi, on a découvert, dans le courant du mois, un assez grand nombre de bombes, une quantité considérable de dynamite.

La police avait été mise en éveil par la saisie effectuée au Pirée de caisses de bombes déposées dans un entrepôt de charbon et dans la maison d'un batelier. Des arrestations avaient été faites à la suite de ces saisies mais l'interrogatoire des inculpés n'avait donné aucun résultat.

Une surveillance sévère fut alors exercée sur certains membres de la colonie arménienne et principalement sur des membres du comité. Enfin des perquisitions faites tant au siège de ce comité que dans diverses maisons particulières habitées par des Arméniens amenèrent la découverte de caisses de bombes, de poudres diverses, de mèches, d'armes, et de plusieurs matériels complets de fabrication d'explosifs. Il y en avait dans tous les quartiers d'Athènes, on en a trouvé rue Mavromichalis, rue Zoodochou-Pighi, rue Euripide, rue d'Eole, rue Calamidou, rue Apollon, etc., etc. Les caves de la banque Fragouli, rue du Stade, dont le concierge est Arménien, contenaient une quantité énorme de bombes. L'église arménienne de la rue Criezis était transformée en un atelier de fabrication d'explosifs. Le prêtre et un grand nombre d'individus tous Arméniens, ont été arrêtés. Les inculpés conservèrent à l'interrogatoire le mutisme le plus absolu.

Tous les explosifs saisis avec le matériel de fabrication ont été transférés dans une chambre spéciale de la préfecture de police où un professeur de chimie à l'Université a procédé à leur examen.

Au premier moment, on crut être en présence d'un projet d'attentat bulgare. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il s'agissait tout simplement de révolutionnaires arméniens qui, profitant de la liberté illimitée dont jouissent en Grèce les étrangers, avaient établi à Athènes et au Pirée leurs quartier général, en vue de tenter un coup à Constantinople, Smyrne et ailleurs.

On comprend aisément la fâcheuse impression que cette affaire a produite sur l'opinion publique en Grèce, où, très justement l'on reproche aux révolutionnaires d'avoir abusé de l'hospitalité qui leur y est accordée.

A Constantinople également, la police découvre de la dynamite un peu partout. A Smyrne on en a trouvé plus de 1.500 kilos.

Aussi le contre-coup de ces procédés stupides ne tardèrent pas à se faire sentir : les persécutions ont recommencé de plus belle, les arrestations, les services de toutes sortes. On organise même le boy-cottage des Arméniens. Diverses administrations de chemins de fer en Turquie ont reçu du gouvernement une circulaire les invitant à renvoyer tous les Arméniens qui se trouvent à leur service. En même temps la police fait des démarches auprès des propriétaires de maisons pour leur faire congédier leurs concierges arméniens.

Ce sont encore les innocents qui paieront les pots cassés. Le facile héroïsme des comitadjis arméniens n'aura d'autre résultat que de ramener une recrudescence de terrorisme. Les Arméniens n'ont de pires ennemis que leurs sauveurs. L'on dirait que leur devise, à ces derniers, est celle de Lobanof : « Il nous faut l'Arménie — sans Arméniens ! »

Aussi, ceux d'entre ces derniers qui jugent saine-

ment les choses ne s'abstiennent-ils pas de réprover cette agitation dangereuse. « Il s'agit cette fois, dit l'*Arménie*, de révolutionnaires arméniens, exaspérés par la révoltante iniquité du régime hamidié, mais incapables de comprendre qu'en adoptant des méthodes qui répugnent aux puissances, ils font plus de mal que de bien au peuple dont ils ont épousé la cause. »

L'incident soulevé par la condamnation à mort de l'assassin Vartanian, un Arménien, protégé américain n'est pas encore entièrement aplani, le ministre des Etats-Unis, M. Leishman se plaignant de la méconnaissance du droit international par les Turcs et insistant sur son droit de contrôler le passeport américain exhibé par Vartanian.

On annonce de Constantinople que l'on fera casser la sentence condamnant Vartanian à mort, afin d'ouvrir une voie donnant satisfaction aux réclamations des représentants des Etats-Unis.

La Porte réclame énergiquement de la Bulgarie l'extradition de quatre Arméniens, accusés d'avoir trempé dans l'attentat de Yildiz. Le gouvernement bulgare y oppose un refus catégorique, en faisant valoir le mécontentement qu'ont provoqué parmi les Bulgares, les dernières mesures de la Porte contre l'Exarchat. Décidément, la petite Bulgarie cultive merveilleusement l'art du chantage politique.

Réformes ecclésiastiques en Russie. — Suivant des nouvelles de Moscou, le bruit circule, avec persistance, de la prochaine convocation d'un concile local russe et du rétablissement du patriarcat russe, aboli sous Pierre le Grand.

M. Pobedonoszeff, procureur impérial près le Saint-Synode, a, par circulaire adressée à tous les archevêques de l'Empire, communiqué la décision du czar, sanctionnant le rapport qu'à cet effet le Synode de Pétersbourg avait soumis à Sa Majesté et approuvant par là un projet sur lequel repose une transformation radicale du système ecclésiastique russe.

L'époque de la convocation du concile n'est pas encore fixée. Un événement de ce genre, d'où doit sortir une réforme aussi importante, exige un travail préparatoire considérable.

La circulaire du procureur impérial énumère les diverses questions qui seront soumises à l'étude de ce concile, auquel il ne sera pas tout à fait impossible de faire participer des laïques, représentants du peuple. Parmi ces questions, celle qui tient la première place dans les préoccupations du gouvernement, c'est celle qui se rapporte au projet de sectionner l'Empire en circonscriptions placées sous l'autorité des évêques ayant le droit de convoquer des assemblées ou conseils locaux chargés d'examiner et d'expédier des affaires d'une importance secondaire. M. Pobedonoszeff, considère en principe utile l'existence autonome d'églises en Géorgie, dans les provinces orientales de l'Empire, comme en Pologne, bien qu'il ait exprimé la crainte que la division du pays en districts ecclésiastiques ne finisse par donner l'idée d'une division politique ou même d'une décentralisation administrative, et l'on sait que M. Pobedonoszeff est l'incarnation de la réaction la plus outrancière. Aussi recommande-t-il la plus grande attention dans l'examen de cette question.

Ainsi, parallèlement à la réforme politique en gestation, voici qu'on nous annonce la réforme ecclésiastique, dont on comprend l'importance dans un pays comme la Russie, où le clergé joue un rôle considérable. Mais, tant que cette réforme dépendra de M. Pobedonoszeff, tout espoir de voir l'avènement d'une ère de libéralisme nous est malheureusement interdit.

L'Exarque bulgare à Sofia; Serbie et Bulgarie. — Mgr Joseph est arrivé le 12 septembre à Sofia, venant de Vienne en dernier lieu.

De grands préparatifs avaient été faits pour sa réception dans la capitale de la principauté, le gouvernement ayant cherché à entourer cet événement d'un éclat particulier, afin d'en faire une démonstration à l'adresse de la Turquie. C'est à la fois pour en atténuer l'effet et pour affirmer ses droits de souveraineté que la Porte, très correctement, avait chargé son représentant à Sofia d'assister à cette solennité.

L'Exarque, qui est descendu à l'hôtel du Saint-

Synode, a présidé une séance extraordinaire de ce corps ecclésiastique. Il a échangé des visites avec le prince Ferdinand, qui, d'ailleurs, a offert un dîner de gala en l'honneur du chef des Bulgares de Turquie.

Son passage à Sofia a pour objet de rétablir la concorde entre les divers partis qui travaillent à la bulgarisation de la Macédoine, à s'entendre avec le gouvernement de la principauté sur les moyens de mieux organiser la propagande et tout ce qui touche à l'exécution du plan panbulgare. Sa Béatitude a aussi cherché à amener une entente bulgaro-serbe. Au cours d'une visite qu'il a rendue à M. Simitch, agent diplomatique de Serbie à Sofia, il lui a exprimé ses regrets au sujet de la discorde qui règne entre Serbes et Bulgares. Les bandes que les Serbes ont armées pour défendre leurs congénères de Vieille-Serbie contre les ambitions et les cruautés des émissaires de Sofia, ne disent rien qui vaille aux grands prêtres du panbulgarisme. La prudence sacerdotale et l'ontueuse diplomatie de Mgr Joseph suffira-t-elle à réconcilier ces frères ennemis ? Il est certain que les gouvernements serbe et bulgare ont des velléités de rapprochement. Les télégrammes échangés entre le roi Pierre et le prince de Bulgarie, à l'occasion de la célébration de la majorité du prince héritier serbe, sont empreints d'une cordialité recherchée. Evidemment, on a voulu démentir par là les bruits d'un rafraîchissement dans les relations de la Serbie et de la Bulgarie. Au bal de la cour, le roi Pierre a eu avec le nouvel agent diplomatique à Belgrade, M. Démètre Risof, et sa jeune femme un long entretien.

Néanmoins, l'opinion publique et la presse en Serbie sont de plus en plus méfiantes. A Belgrade, on sait à quoi s'en tenir sur les convoitises dont Kossovo est l'objet chez des voisins trop ambitieux. Et, malgré ces politesses officielles, on ne semble pas prêt à lier partie avec eux.

Russification et libéralisme. — L'effroyable tragédie de Bakou a laissé passer presque inaperçue une mesure du gouvernement russe qui a produit dans le monde arménien autant de joie que de surprise.

Il y a une dizaine d'années, un grand nombre d'écoles arméniennes au Caucase étaient brutalement fermées ; et il y a à peine deux ans, à l'instigation du russificateur du Caucase arménien, prince Galitzine, le gouvernement du czar procéda à la confiscation des biens de l'Eglise d'Etchmiadzin (250 millions) tout comme en 1873 elle mettait la main sur les propriétés des églises grecques en Bessarabie. Ces deux mesures ajoutées à celles qui, régissant le statut personnel, scolaire et ecclésiastique des Arméniens visent à la russification de la race, menaçaient d'amener graduellement, mais infailliblement, la disparition complète de la nationalité arménienne en terre moscovite.

Le gouvernement du czar semble avoir compris l'inconvénient qu'il y aurait à exaspérer le sentiment du peuple, et, à la suite des démarches, plusieurs fois renouvelées, des chefs de l'Eglise d'Etchmiadzin, il est, par un oukase daté du 14 août, revenu sur ces deux décisions. Les biens de l'Eglise lui sont restitués, avec le droit de les gérer, et les écoles arméniennes vont être rouvertes.

On ne peut que féliciter ceux des conseillers de Nicolas II qui l'ont amené à prendre cette juste résolution, que nous enregistrons avec d'autant plus de satisfaction que les 120.000 Hellènes du Caucase, récemment menacés de voir leurs églises confisquées et l'usage de leur langue prohibé, bénéficieront sans doute d'une mesure analogue. Dans une requête adressée au czar, les colonies grecques du Caucase ont demandé le retrait de ces mesures illibérales, qu'on ne saurait leur refuser, après avoir donné de façon si éclatante satisfaction aux légitimes revendications des Arméniens.

Espérons que le vent de libéralisme qui souffle sur le pays, fera renoncer les hommes d'Etat russes à toutes ces chimères d'assimilation des races sujettes du czar, et qu'on finira par comprendre enfin que la race est une chose irréductible qu'on ne peut

toujours transformer, violenter à son gré, et refaire à son image.

Le contrôle financier en Macédoine. — Le programme économique que Hilmi pacha avait élaboré pour les trois vilayets de la Turquie d'Europe semble une œuvre excellente ; en tout cas, émanant du pouvoir ottoman, il constitue un progrès notable.

On sait qu'il comporte un accord entre le gouvernement et la Banque Ottomane, aux termes duquel, à dater du 1^{er} mars, année courante, les revenus des trois vilayets sont perçus et leurs dépenses réglées par les soins de cet établissement financier ; ces revenus sont affectés en totalité aux besoins des trois provinces et les traitements des fonctionnaires payés régulièrement. Le nouveau système de la perception de la dîme paraît également avoir été jusqu'ici appliqué avec succès dans le vilayet de Monastir, et devoir être étendu à ceux de Salonique et de Kosovo. D'autres mesures, en principe excellentes, sont édictées par ce programme qui n'avait, semble-t-il, qu'un inconvénient, c'est que son application était insuffisamment surveillée, malgré le concours qu'y apporta la Banque Impériale.

Cette lacune va être comblée : l'établissement du contrôle, en dépit de la résistance de la Porte, constitue d'ores et déjà un fait accompli, les puissances ayant décidé d'imposer leurs délégues à la Porte, en les chargeant d'aller prendre possession de leurs fonctions.

Ce qui, dans la réalisation de ce premier pas vers une réforme sérieuse, est particulièrement à retenir, c'est le caractère international de la nouvelle institution, succès dont le mérite semble devoir revenir à l'Italie, appuyée par l'Angleterre, le gouvernement de Rome ayant voulu s'assurer par là les moyens d'exercer une surveillance plus active sur la politique autrichienne en Macédoine et en Vieille Serbie.

Souhaitons que, parallèlement à une administration plus régulière des finances du pays, mises par là à l'abri des dilapidations ottomanes, les représentants des puissances ne cherchent pas à servir de visées particulières de leurs gouvernements et aggraver ainsi la situation de ces provinces éprouvées.

Un rêve pangermaniste. — La brochure parue récemment à Berlin, sous le titre : *La Crise hongroise et les Hohenzollern*, continue à faire beaucoup de bruit.

L'auteur, qui se cache sous le pseudonyme du professeur Julius Leysig, développe cette idée que la Hongrie ne pourra jamais être un état florissant et indépendant, tant qu'il n'aura pas secoué le joug des Habsbourg et mis à leur place un Hohenzollern en qualité de roi de Hongrie.

Cette façon d'assurer l'indépendance d'un pays est pour le moins originale et imprévue.

Poursuivant le cours de ses divagations historiques, l'auteur dit que l'empereur d'Allemagne a pour mission d'empêcher les Allemands d'Autriche d'être « submergés par les races slaves ». Il ne doit point se laisser influencer par des considérations sentimentales à l'égard de son vénéré allié François-Joseph, mais étendre le domaine des Hohenzollern de Hambourg à Trieste, en englobant l'Istrie.

Les irréductistes italiens, qui considèrent le Trentin et l'Istrie comme des provinces momentanément détachées de la mère-patrie et qui espèrent bien qu'elles y feront retour un jour où l'autre, sont maintenant avertis. Les Allemands ont trop besoin d'un débouché direct sur l'Adriatique pour permettre que les Italiens s'emparent de Trieste. Ces derniers n'ont donc rien à attendre de leurs alliés d'aujourd'hui, et ils n'auront renforcé la triple alliance que pour voir s'évanouir à jamais leur rêve d'une plus grande patrie italienne, au moment où s'accomplira la dislocation de l'Autriche-Hongrie.

Dans l'idée de l'auteur, la Hongrie serait dans le sud-est de l'Europe un rempart aux empiétements slaves, et, pour mieux réaliser cette noble tâche, « elle commencerait par s'annexer la Macédoine et Salonique ».

Guillaume II, qui s'est posé en protecteur des Turcs, doit trouver que l'écrivain en question est bien maladroit d'avoir ainsi divulgué sa pensée intime. Car il ne faut pas s'y tromper : si la brochure est désavouée pour la forme dans les hautes sphères berlinoises, il n'en est pas moins vrai qu'elle ne fait que développer un plan qui, depuis longtemps, a été discuté dans la presse ou dans les brasseries d'outre-Rhin, aux heures où le chauvinisme allemand mousse dans les cervelles comme la bière dans les cruches en grès.

Une dépêche adressée de Vienne au *Times* annonçait dernièrement l'arrestation de l'auteur de la brochure hongroise, lequel ne serait autre qu'un publiciste hongrois, M. Arpad Zigany, rédacteur du *Pesti Hirlay*, l'organe du baron Banffy, ancien président du conseil des ministres hongrois.

Un appel aux Arméniens ottomans. — Le Prince Sabaheddin adresse un appel aux « Arméniens ottomans », dans lequel, après avoir très justement blâmé les récents attentats ou projets d'attentats arméniens qui « se rapprochent singulièrement des pratiques du gouvernement hamidiéen » préche la réconciliation et la concorde. Il flétrit le régime actuel ottoman sur qui il fait retomber la responsabilité des Vêpres arméniennes et prévoit l'avènement d'une ère de liberté et de justice en Turquie.

« ... On ne peut raisonnablement espérer le relèvement social des uns et des autres, sans la garantie d'une paix intérieure solidement assise, et cette paix intérieure ne peut pas être imposée par une intervention politique ou militaire (illusoire ou pas-sagère) de l'étranger.

« Elle doit être la résultante de relations sociales sincèrement et mutuellement loyales. Or, tous les voyageurs européens qui ont noué et cultivé des relations personnelles avec les Turcs en Asie Mineure notamment (exception faite des nomades kurdes et autres perturbateurs) s'accordent à reconnaître leur probité et leur tolérance.

« Ceux qui désespèrent de l'avenir de la Turquie, la jugent par les actes de son gouvernement ; mais c'est commettre une injustice flagrante, que de confondre le peuple turc si paisible et si sociable avec une administration qui l'exploite plus que tous les autres éléments de l'Empire.

« Derrière la Turquie officielle qui a échoué si lamentablement dans sa mission civilisatrice, il existe une Turquie sociale, qui tend à réaliser, avec infinité plus de chance de succès, la modernisation complète de l'Empire.

« Cette nouvelle Turquie date de l'époque où l'instruction publique s'est développée dans le pays, il y a à peine un demi-siècle. Depuis, malgré tous les obstacles dressés par l'incapacité et le mauvais voïage des pouvoirs publics, le progrès des idées a été constant, il a même fourni ses victimes. Plus de vingt mille représentants de cette jeunesse de plus en plus éclairée, agonisent actuellement dans les innombrables cachots de l'Empire.

« Les enfants de malheureux paysans qui viennent dans les villes pour s'instruire sont rejettés au fond des campagnes loin de leur famille, loin de la protection des chaumières ; mais condamnés ou exilés politiques, ils allument, partout où ils séjournent, des foyers d'activité intellectuelle.

« C'est cette jeunesse là, qui forge patiemment mais sûrement une Turquie moderne et libérale qui finira certainement par amener les pouvoirs publics à une conception de leurs devoirs, plus conforme aux aspirations de leur temps et de leur pays ; compatissant aux infortunes de tous les peuples ottomans, elle considère la souffrance de

tous ces éléments et spécialement celle des Arméniens, comme une honte nationale.

« Mais convaincu aussi que le salut commun est subordonné au développement et au respect de l'individu, à son initiative personnelle favorisée par une large décentralisation administrative, elle souhaite ardemment une réconciliation générale gageée sur la bonne volonté de tous... »

Armée et marine grecques. — Il se confirme que le gouvernement grec a commencé à exécuter le programme d'armements élaborés par la commission de la marine présidée par le prince Georges. Les représentants des deux grandes maisons qui ont offert les meilleures conditions, ont reçu la commande de deux contre-torpilleurs, à livrer dans les neuf mois mois à date de la signature du contrat. Le premier de ces bâtiments reviendra à 1.350.000 francs, le second, à 1.400.000.

D'autre part, il se confirme que les pourparlers relatifs à l'achat de 60.000 manlicher sont sur le point d'aboutir.

La navigation grecque en 1904. — Le comte d'Ormesson, ministre de France à Athènes, a transmis à son gouvernement, un rapport sur le mouvement maritime de l'année 1904, dont voici un rapide résumé :

Sont entrés dans le port du Pirée 7.190 navires d'un tonnage de 4.793.200 contre 6.431 (tonnage 4.715.392) en 1903.

Sont sortis du port, 6.179 navires d'un tonnage de 4.934.441. Accroissement absolument normal.

Le pavillon grec gagne sans cesse sur celui des autres pays et notamment sur celui de l'Angleterre. D'ailleurs, il faut tenir compte de ce fait que la plus grande partie de la marine marchande à pavillon turc, — non comprise dans ces chiffres — est entre les mains des Grecs, armateurs et équipage, sujets de la Porte.

Néanmoins, la marine grecque ne réalise pas aujourd'hui les bénéfices d'il y a deux ou trois ans. Les frêts sont moins nombreux et la concurrence très grande. Pourtant, la prédominance de la marine hellénique dans le bassin oriental de la Méditerranée est incontestable et la Grèce y trouve un des éléments les plus sûrs de son développement et de son avenir économiques.

L'importance du Pirée s'accroît sans cesse. Le transit augmente constamment. D'ailleurs, on travaille à améliorer le port. Volo et Syra se développent aussi notablement.

Les Allemands à Thassos. — On mande de Constantinople que des industriels allemands ont obtenu la concession à Thassos de sources minérales, de gisements de cuivre, de boracite, de chrome. Le baron Marshall de Bieberstein, ambassadeur d'Allemagne a récemment visité l'île, à bord du stationnaire, *Loreley*.

On assure que les allemands demandent au sultan le droit d'établir à Thassos, une station de charbon.

On sait ce que cela signifie.

Ce n'est pas la première fois que Thassos, île essentiellement grecque, risque de changer de maîtres. Cédée par le sultan, en vertu d'anciennes conventions et à titre d'usufruit, au khédive d'Egypte, elle fut par la suite revendiquée par la Porte, contestée par Abbas-Hilmi — avec l'appui de l'Angleterre — si bien qu'à l'heure actuelle son sort n'est pas exactement fixé, bien qu'il semble qu'elle ait été, il y a trois ans, tacitement retrocéée à la Turquie. En jetant sur elle leur dévolu, les Allemands se rendent sans doute parfaitement compte de l'importance que cette île, située au sud du littoral macédonien, en face du Mont-Athos, d'une part, des Dardanelles, de l'autre, prendrait entre leurs mains. Ce serait tout à la fois une excellente base navale et le point de repère d'une action politico-économique dans l'Archipel, aussi bien que sur le littoral turc des continents asiatique et européen.

Ce serait un pas de plus dans la réalisation du *Drang nach östen*, le grand principe au nom duquel tant de concessions industrielles, commerciales et autres ont été arrachées au sultan, au grand détriment des Hellènes.

Priepole. — Le *Fremdenblatt*, organe officieux du ministre des Affaires étrangères à Vienne, répète les informations sensationnelles et tendancieuses lancées ces derniers temps à plusieurs reprises par le cabinet de Belgrade, informations qui ont trait aux questions et aux événements politiques dans les Balkans.

Le *Fremdenblatt* cite, parmi elles, la déclaration d'un soi-disant diplomate russe, d'après laquelle la Russie, renonçant à collaborer aux réformes en Macédoine, voudrait agir par elle-même en faveur de la Macédoine; ou encore l'information d'après laquelle les troupes austro-hongroises, sur le point d'occuper Priepole, distribueraient des armes à la population du pays; ou enfin la nouvelle répandue d'une marche des troupes austro-hongroises sur Mitrovitzia.

Après avoir reproduit tous ces bruits, le *Fremdenblatt* ajoute :

« La première information, prise à un diplomate qu'on ne nomme pas malheureusement, est en contradiction avec toutes les manifestations et les mesures prises par le cabinet de Saint-Pétersbourg. Priepole, par suite de la convention de 1879, est occupée depuis vingt-six ans par les troupes austro-hongroises.

Quant aux nouvelles relatives à la distribution d'armes et à la marche en avant sur Mitrovitzia, il faut les ranger dans la catégorie des niaises colportées régulièrement par certains hommes politiques serbes dans le but de faire suspecter la politique austro-hongroise dans les Balkans.

« On n'a, jusqu'à présent, opposé aucun démenti à ces bruits sensationnels, seulement parce que leur inexactitude ne faisait d'avance aucun doute. »

Le recensement en Macédoine. — Les autorités ottomanes continuent à appliquer l'adage : *diviser pour régner*. Mettant à profit les opérations du recensement, elles veulent créer des communautés roumaines à deux pas des frontières grecques. Le caïmakam de Grévena, étant de passage à Cozani, a déclaré que, d'après les ordres venus de Constantinople, les Koutzo-Valaques devront être portés comme Roumains. Ces propos semblent expliquer l'attitude des autorités qui exercent tant à Avdella qu'à Sammarina une forte pression sur les populations, refusant, entre autres, de procéder au recensement des Grecs. De plus, dans la première de ces bourgades 25 Koutzo-Valaques ont été emprisonnés. Dans la seconde, le primat Verros, père de l'instituteur grec a été détenu pendant plusieurs heures; quant à Nakos Exarhos, qui a refusé de recevoir un *noufouz* roumain, on l'a menacé de l'expédier à Grévena sous l'inculpation de connivence avec les bandes macédoniennes.

A Blatsi, la commission a classé de *plano* le village comme roumain; les habitants ont protesté officiellement auprès du vali de Monastir.

Agents civils en Macédoine. — M. Richard Oppenheimer, consul général, représentant de l'Autriche-Hongrie dans le contrôle financier en Grèce, vient d'être désigné pour succéder à feu M. de Muller.

Ancien élève de l'Académie orientale de Vienne, M. Oppenheimer fut successivement attaché au consulat d'Autriche à Athènes, vice-consul à Tébérion, gérant de consulat au Pirée, délégué d'Autriche-Hongrie au conseil sanitaire international d'Alexandrie, d'où il alla représenter son pays dans la commission financière internationale en Grèce.

On parle de la retraite prochaine de M. Demerick, agent civil de Russie, qui en aurait exprimé le désir à plusieurs reprises, alléguant des raisons de santé. On assure qu'il sera envoyé à Belgrade et qu'il aura comme successeur en Macédoine, M. de Giers, consul général à Salonique qui, durant la longue maladie de M. Demerick, a rempli les fonctions d'agent civil *ad interim*. Il est encore une autre candidature qui semble avoir des chances de succès : c'est celle de M. Apostolos Mouravieff, conseiller de légation à Belgrade.

Crise ministérielle en Bulgarie. — La crise ministérielle, à laquelle la récente modification du cabinet avait provisoirement mis fin, a de nouveau éclaté. Le président du conseil exige, par suite de différends qu'il a avec ses collègues stamboulovites, que la démission donnée par M. Damasz soit acceptée. Le prince, qui va venir à Paris, a ajourné la solution de la crise, et pour cette raison M. Petrof continue provisoirement de remplir les fonctions de président du conseil.

On croit qu'une crise générale, qui ne pourra pas être évitée, éclatera après le retour du prince.

Serbie et Turquie. — Le ministre de Turquie à Belgrade vient d'exprimer au gouvernement serbe ses regrets au sujet des incidents de frontière qui ont récemment amené une tension de rapports entre les deux pays.

Ce conflit, survenu entre les gardes frontières serbes et turcs, avait été provoqué par des Arnautes, appuyés par les troupes régulières. Il s'est aggravé et un engagement, près du corps de garde du Vrelo, a eu lieu, au cours duquel, du côté turc comme du côté serbe, il y eut tués et blessés.

Des incidents de ce genre se produisent fréquemment sur la frontière serbo-turque, créant une vive et légitime émotion à Belgrade. Cette fois, la Porte a demandé des excuses, mais n'a pas accordé l'indemnité réclamée au profit des familles des victimes.

La Serbie insiste pour que satisfaction complète lui soit accordée.

Nouvelles diverses. — M. Henry Houssaye, de l'Académie française, se trouve depuis quelques jours à Constantinople, où il s'est rendu après avoir visité Athènes. L'éminent historien a fait le 24 courant une brillante conférence au *Sylogue Littéraire Grec*, sur l'hellenisme. M. Houssaye a été chaleureusement applaudi. — On annonce de Salonique qu'il est arrivé dans le port de cette ville un vaisseau de la flotte anglaise de la Méditerranée, flotte qui se trouve actuellement près de l'île de Thasos, vis-à-vis de Cavalla. Le bruit court que cette flotte, forte d'environ 40 navires, arrivera à Salonique vers le 1^{er} octobre. Dans maints cercles on croit que cette démonstration exercera une certaine pression sur le gouvernement ottoman dans la question des réformes financières à introduire en Macédoine. — On mandate de Belgrade, à la *Nouvelle Presse libre* de Vienne qu'un organisme serbe important publie une lettre de M. Mijatovitch, ancien ministre serbe en Angleterre, qui continue à vivre à Londres.

M. Mijatovitch prétend qu'on prépare à Londres un projet se rapportant à la Macédoine. Le projet tendrait à substituer à la gendarmerie un corps de troupes internationales qui occuperait les villes principales de Macédoine, et qui garantirait une sorte d'autonomie politique à la Macédoine.

M. Mijatovitch se déclare convaincu que certaines autres puissances, sondées à cet égard, accepteront le projet. — La colonie grecque de Boston a tenu une réunion sous la présidence de notre distingué compatriote, M. Anagnostopoulos et a désigné une commission chargée de recueillir, parmi les Hellènes de la ville, les fonds nécessaires à la fondation d'une école grecque.

La première souscription a donné immédiatement la somme de 15.000 francs.

LES DERNIERS CRIMES BULGARES

Le 2 septembre, la bande bulgare d'Arghiri s'est unie avec les débris de la bande d'Apostoli et la bande de Loukas qui, manquant de munitions, se dirigeait vers la frontière bulgare, où elle devait s'en procurer. Les trois corps attaquèrent de concert la bergerie de Stérios Nicolaou, ils y tuèrent le fils du propriétaire *Constantin* et le berger *Koussos*. Ils ont ensuite partagé, entre eux, 450 moutons appartenant à trois Grecs : C. Stérios, Naoum Hadji-Vréto et R. Hadji-Vréto.

Le 3 septembre, une bande, composée de vingt partisans, pénétra dans le village grec de Ramna ; après avoir massacré le primat *Athanase Berkos* et chassé du village le maître d'école, elle exigea des habitants qu'ils signassent une déclaration d'adhésion à l'exarchat.

Les comités ont fait assassiner par un de leurs organes, le nommé Michel Gatsof, un des jeunes Grecs les plus aimés de la ville Vodéna : *Michel Théodorou*. La position sociale de la victime, la façon dont le crime a été commis — Théodorou était assis au café, le meurtrier s'approcha de lui, appuya un revolver sur sa nuque et le laissa raide mort — enfin le fait que Gatsof n'a pas été encore arrêté, ont soulevé la plus vive indignation.

Deux jours plus tard, Zisis, fils d'un laitier bulgare de Vodéna, soupçonné d'être l'instigateur du meurtre de Théodorou, était tué entre Koutsoyéri et Couvarovon. Ont été également tués, près de Vodéna, deux paysans qui servaient de guides aux bandes bulgares.

Le 10 septembre, *Jean Carapatakis* a été tué dans sa vigne, à une heure et demie de Yenitsé. Le crime est attribuable au garde bulgare du village de Croussari. Chose surprenante, le coupable a été arrêté par les autorités.

Le lendemain à Bogdantsa un autre jeune Grec, le fils unique du notable *Christos Papaioannou*, était tué par des Bulgares embusqués. Son cousin, qui l'accompagnait, fut aussi atteint par une balle, mais il n'a été blessé que légèrement.

Le même jour à Tsemareka (Yevghéli) la bande bulgare de Traïkos enlevait *les deux fils du primat grec Démétrius Barzaris*, âgés respectivement de quatorze et douze ans. Leur rançon a été fixée à trente livres. En réponse, le chef Toskas a enlevé deux jeunes Bulgares du même village et a déclaré qu'il ne les rendrait que quand les jeunes Grecs seraient mis en liberté. Détail à noter, Nicolas Toskas est d'origine koutzo-valaque.

Des paysans musulmans de Négortsia (Yevghéli), ayant été faire du bois à la montagne voisine malgré la défense des comités, ont été attaqués par une forte bande bulgare. Il y eut dix paysans tués; douze chevaux sont tombés entre les mains des agresseurs.

Dans le district de Demir-Hissar, les Bulgares ont enlevé le nommé *Vanghéli*, notable grec du village de Kistolik, *sa femme et sa fille*. Pursuivis par un détachement militaire, ils ont fini par remettre leurs captifs en liberté. Vanghéli, forcé, l'année dernière, d'adhérer à l'exarchat, était revenu à l'orthodoxie.

Enfin on annonce des environs de Castorie une rencontre entre Grecs et Bulgares, au cours de laquelle ces derniers ont été battus et ont laissé sur le terrain huit morts et dix-sept blessés.

L'ATTENTAT DE GABROVON

L'évêque de Stroumnitsa, Mgr Horologas, a été victime d'une tentative de meurtre.

L'attentat a eu lieu dans les conditions sui-

vantes : Les habitants de Gabrovon, forcés par les comités à signer une adhésion à l'exarchat, avaient, pour témoigner officiellement de leur attachement à l'orthodoxie, demandé à l'évêque de Stromnitsa, de venir officier dans l'église de leur village. Mgr Horologas se rendit volontiers à cette invitation et demeura deux jours à Gabrovon. Les comités le guettaient ; à son retour, une cinquantaine de leurs partisans lui dressèrent une embuscade à une demi-heure du village. Laissant passer la suite de l'évêque et les paysans de Gabrovon qui le précédaient, ils ouvrirent un feu nourri sur sa personne. Le cheval de Mgr Horologas épouvanté, se cabra et jeta son cavalier dans un fossé. C'est à cette circonstance que le prélat grec dut la vie. Dans le combat qui s'ensuivit, l'archimandrite Michel, le curé de Gabrovon et deux paysans grecs tombèrent blessés. La suite de l'évêque courait le danger d'être exterminée tout entière, si les Gabrovites appelés par la fusillade, n'étaient venus mettre les Bulgares entre deux feux. Craignant d'être entourés, ceux-ci s'enfuirent en laissant sur le terrain des armes et des munitions.

La rentrée de Mgr Horologas dans Stromnitsa fut triomphale. Une foule, comprenant plusieurs milliers de personnes, alla à ses devants. Elle entoura la voiture, que le maire avait mise à sa disposition et, lui faisant cortège, l'accompagna d'abord à la cathédrale, où une cérémonie d'actions de grâce fut célébrée et ensuite à l'évêché, où toute la population et nombre de paysans des environs défilèrent devant l'archevêque en lui bâtant les mains.

L'horreur produite par l'attentat même sur les non Grecs, se manifesta par l'attitude des communautés ottomane et israélite. Toutes deux participèrent à la réception et les notables israélites remirent à l'archevêque une adresse de félicitations.

UN RAPPORT OFFICIEL

Voici, d'après un rapport officiel de l'archevêque de Monastir au Patriarcat, la liste des principaux crimes bulgares commis entre mai et juillet dans le seul district de Monastir :

1) Le 19 mai, le chef de bande Traïkos a tué, puis mutilé les nommés Goulés et Boyas, primats grecs de Rapés (district de Morihovon), coupables d'avoir dénoncé aux autorités les souffrances que leur village subissait des mains des comités pour refus d'adhérer à l'exarchat.

2) Le même jour, les comités tuaient Abraham d'Opsina et son jeune fils âgé de huit ans. Abraham rentrait à cheval de Kapatitsa ; il avait son fils sur le devant de sa selle ; la même balle les tua tous les deux.

3) Le 20 mai tentative de meurtre contre les frères Dimos de Skostiveron ; les victimes en furent quittes pour des blessures.

4) Le 3 juin, les comités assassinèrent le notable grec Sfétanis ; il voulait qu'on continuât à célébrer à Dovroussovon, son village, la messe en grec.

5) Le 5 juin, à Monastir même, un groupe de Bulgares tira cinq coups de revolver contre l'aubergiste grec Démétrius Zozis. Celui-ci, homme d'un rare courage, désarma l'un des assaillants et le livra à la police.

6) Le 7 juin, en plein marché de Monastir, cinq comitadjis attaquèrent, à coups de revolver, le prêtre grec Ange et le notable S. Tantis. Ce dernier reçut trois balles dans le corps et mourut le lendemain.

7) Le 9 juin, toujours dans la ville de Monastir, trois Bulgares attaquèrent à coups de revolver les frères Papaioannou. L'aîné seul survécut à ses blessures.

8) Le 18 juin, deux comitadjis attentaient à la vie de Th. Naoum, instituteur grec à Perlépé.

9) Le 27 juin, une bande de cinquante Bulgares envahit le village grec d'Opsarina, massacra le notable Ch. Pitsos et pilla la maison de P. Giovantsis, autre notable, absent heureusement.

10) Le 1^{er} juillet, vingt Bulgares pénétraient dans Souhodol ; ils tuèrent les fils des prêtres Constantin et Christ.

11) Le 6 juillet, cent cinquante comitadjis attaquèrent le village de Pétalina (Morihovon) ; ils ne parvinrent à tuer qu'un seul Grec : Constantin Gotsis, ils brûlèrent aussi une maison.

12) Le même jour, la même bande détruisait par le feu, à l'endroit dit Kalyvia, non loin de Pétalina, les cabanes des bergers grecs et enlevait deux mille moutons.

13) Le même jour, la même bande renforcée de cinquante hommes, envahissait le gros village de Gradesnitsa (Morihovon) ; l'instituteur Papadimitriou et les notables Z. Joannou, M. Crayès et Tr. Pétrou étaient tués ; après un pillage en règle, les envahisseurs emportaient sur 62 chevaux et mulets des objets de la valeur de 5-6,000 L. T. (115-138,000 francs).

14) Le 9 juillet, vers minuit, une forte bande bulgare pénétra dans Dobromir ; elle soumit 9 paysans à une bastomade en règle ; cinq autres furent attachés à des arbres, sur la place du village et tués lentement à coups de baïonnette. Le consul d'Autriche-Hongrie, le vice-consul de Russie et le consul de Grèce assistèrent à leurs obsèques.

Le rapport s'arrête ici, au 9/22 juillet. Depuis cette date, toujours dans le seul district de Monastir, il faut signaler les crimes suivants :

Le 20 juillet, le chef Traïkos a tué à Iveni deux femmes, dont les époux s'étaient joints à la bande grecque de Rébellos, ainsi que la fillette de l'une d'elles, âgée à peine de treize ans.

Le 22 juillet, une bande bulgare ayant pénétré dans le village d'Ostima, massacra deux autres femmes : Christine Délios et Vassilitsa Ramos ; cette dernière était l'épouse du notable grec Basile Ramos, assassiné par les comités, il y a deux ans.

Le 27 juillet, le couvent grec des *Taxiarques*, à Lisolay, était détruit par le feu. Athanase Slavakov, principal du couvent avait été préalablement fusillé par les incendiaires.

Le 2 août, Traïkos arrêta, sur la route de Monastir, deux paysans du village de Rapès (Morihovon) ; il les fit décapiter sur le champ.

Le 3 août, quelques comitadjis s'étant introduits, sous un déguisement, dans le village d'Ostima, assassinèrent le garde champêtre Dimitri.

L'audace des comités est encouragée par l'attitude des autorités ottomanes, qui ne poursuivent les Bulgares qu'avec beaucoup de mollesse. Ceci oblige les populations grecques à se rendre justice. Aussi signale-t-on, à Cladorapi (caza de Florina), la destruction d'une bande bulgare de dix-sept hommes ; on annonce aussi de Bétsista (Morihovon) qu'une bande gréco-macédonienne a exécuté sept Bulgares ayant participé à la destruction de Gradesnitsa.

LES BANDES BULGARES

Au congrès tenu il y a cinq semaines au couvent du Rilo, par les partisans de l'*Organisation Intérieure*, ont pris part dix chefs de bandes (entre autres, Tchernopéef, Daef, P. Milev, P. Tossef, J. Trengof et G. Péetrof) et plus de trente simples partisans. Les résolutions adoptées furent les suivantes : action vigoureuse contre les bandes grecques et serbes ; distribution aux paysans schismatiques des armes cachées au mont Pirim, exécution de tout individu soupçonné de connivence avec les bandes antibulgares.

On signale une série de rencontres entre l'ar-

mée et les bandes. Un combat assez sérieux a eu lieu à Rosden (Tikfes) entre Turcs et Bulgares. Les derniers ont été battus, mais sont parvenus à emporter leurs blessés. Ils ont laissé cinq morts sur le terrain. Les pertes de leurs adversaires ont été de trois morts et de trois blessés.

Le tribunal extraordinaire, chargé de juger les actes commis au cours des troubles de 1903 dans le vilayet d'Andrinople, a terminé ses travaux. Sur 296 inculpés, dont sept femmes, 156 ont été acquittés, 136 condamnés à des peines diverses, deux sont morts avant le procès et un a été renvoyé devant une autre juridiction.

L'armée turque, avisée qu'une bande bulgare se cachait à Conopnitsa (district de Palanka), entoura le khan (auberge) où les comitadjis étaient censés s'être cachés et ouvrit sur lui un feu nourri. La fusillade, commencée à minuit, dura trois heures. A l'aube, on s'aperçut que les Bulgares s'étaient échappés ; en revanche, quatre femmes, dont deux enceintes, trois enfants et un homme étaient tués, tandis que sept autres paysans se trouvaient blessés. Le commandant du détachement expliqua dans son rapport que les victimes habitant les maisons voisines de l'auberge avaient voulu s'enfuir pendant la nuit ; elles auraient été atteintes par les balles des soldats, qui ne pouvaient distinguer dans l'obscurité, à qui ils avaient affaire. Cette explication ne parut pas satisfaisante ; on remarqua que les traces des comitadjis n'avaient pas été retrouvées et on commença à soupçonner quelque massacre prémedité. Pour calmer l'opinion publique, les autorités envoyèrent sur les lieux une commission d'enquête présidée par le comte Salis, colonel de l'armée austro-hongroise. Les conclusions de cette commission confirmèrent dans ses lignes générales le récit de l'officier turc, mais elles n'excusent pas les conditions dans lesquelles l'attaque avait eu lieu. En conséquence, les troupes viennent de recevoir l'ordre de se borner désormais à cerner les endroits suspects et de ne pas ouvrir le feu avant le jour.

LES BANDES GRECQUES

On signale une rencontre importante entre les chefs grecs Vergas et Mallios et une bande bulgare de quatre-vingts hommes commandés par Kyriazof et Mitro Vlacho. Les Bulgares, mis en déroute, se sont réfugiés au village Osnitsani ; à la suite d'un nouveau combat les Grecs les ont délogé en leur infligeant des pertes considérables.

La bande bulgare de Louka s'étant attaquée à la bande du chef Akritas, subit un sort analogue. Les Gréco-Macédoniens, malgré la soudaineté de l'attaque, ont mis leurs adversaires en fuite. Le combat a duré trois heures ; les Bulgares ont laissé sur le terrain des armes et des munitions.

Par contre, on signale un renouveau d'activité dans l'action des autorités turques contre les bandes gréco-macédoniennes.

Une bande gréco-macédonienne a été surprise sur le mont Armenko, près de Florina. Les Grecs sont parvenus à s'échapper ; ils ont eu un blessé. Les Turcs eurent un officier mort et deux soldats blessés.

Les autorités ont arrêté à Messiméron douze paysans qu'ils soupçonnaient de participer à l'action des bandes grecques.

LES BANDES SERBES

Les Bulgares annoncent que de fortes bandes serbes se sont formées dans le but de forcer les villages des districts nord du vilayet de Monastir à se déclarer Serbes. Une bande de 200 Serbes aurait attaqué sans succès le village de Doupeny (caza de Kitchevo). Le combat aurait duré cinq heures. Des femmes bulgares auraient pris part

à la lutte; l'une d'elles, Anna Mitzkoff, aurait même été tuée.

Les Serbes en se retirant, auraient enlevé cinquante moutons et quelques bœufs. Ils seraient revenus quatre jours après et auraient sommé sous menace de mort les habitants de Doupeny, Rabéteni, et Svetoritché d'abandonner l'exarchat. Les paysans, ne trouvant pas de protection chez les autorités, se seraient réfugiés à Kitchévo.

Il serait intéressant de connaître la version serbe sur ces événements.

Un détachement turc a envahi, il y a quelques jours, le couvent serbe de Béliakoftsa (Caza de Coumanovo), où il espérait découvrir des armes et des munitions. Les fouilles opérées ont été infructueuses. L'élément serbe d'Ushub se plaint vivement des procédés des autorités turques, qui auraient soumis à la torture le gardien du couvent. Ces procédés contrasteraient avec leur attitude vis-à-vis des couvents bulgares de la région, où jamais des fouilles n'ont été opérées, alors, qu'au su de tout le monde, ils seraient transformés en dépôts d'armes.

Le sultan a distribué des médailles en or aux médecins et pharmaciens ayant soigné les soldats turcs blessés dans les rencontres avec les bandes grecques et bulgares.

Au cours de l'enterrement d'un comitadji, de nombreux coups de fusils ont été échangés entre Grecs et Bulgares, dans le cimetière même de Vodéna.

CRIMES DIVERS

On demande d'Elassona que ce district est fort troublé par suite de l'apparition de nombreux bandits. Plusieurs crimes ont été perpétrés. Ainsi, Zissi Economos, commerçant grec de Dominikon, se rendant à Tsaritsani avec un chargement de cocons de soie a été tué en route par trois brigands musulmans, qui avaient déjà rançonné le village de Radossivia. Le crime a été commis avec une cruauté inouïe : la tête de la victime a été écrasée sous des roches.

Deux jours après, l'épouse de D. Calis, caissier de la communauté grecque de Verdikoussa, était enlevée par le chef Dalakas; un riche paysan du village de Saint-Démétrius subissait le même sort. Enfin, un soldat turc a été trouvé assassiné près du village Valanida.

De l'Agence Reuter :

Salonique, 13 septembre. — Hier, à Besica, près du lac Presba, trois bandes de Grecs, au nombre de soixante-quinze, ont mis en déroute une forte bande bulgare et lui ont causé de lourdes pertes.

Ce matin, à Dernic, près de Pealanque, des troupes ont eu un combat acharné avec une bande bulgare qui a eu dix tués. On annonce officiellement que les troupes ont perdu six hommes.

Salonique, 17 septembre. — Hier, à Besicovo, près de Kochana, un groupe de Bulgares armés de hachettes a attaqué une quarantaine de bûcheurs turcs et en a tué cinq.

Les autres ont réussi à s'enfuir.

REVUE DE LA PRESSE

GRÈCE ET MACÉDOINE

Sous ce titre, la *Contemporary Review* du 1^{er} septembre publie un article admirablement documenté du professeur A. Andreadès, directeur du *Bulletin d'Orient*.

M. Andreadès, démontre combien l'attitude

du gouvernement grec et de la population grecque en Macédoine, au cours de ces dernières années, a été inexactement connue et représentée. Il remédie à cette lacune en basant sur des documents irrécusables, sur d'autres qui sont officiels, l'argumentation de sa thèse qui se résume en les quatre points suivants : rapports de la Grèce avec la Turquie et les autres Etats balkaniques ; action des comités bulgares en Macédoine ; les populations macédoniennes et le principe des nationalités ; état des populations hellènes soumises à la domination bulgare.

Résumant ses considérations l'auteur aboutit à cette conclusion que, vis-à-vis des divers facteurs du problème macédonien, l'hellenisme a gardé l'attitude qu'il devait prendre. Le rêve des Grecs, Tricoupi et d'autres hommes d'Etat hellènes s'efforcèrent en vain de le réaliser : c'était d'arriver à une entente avec les populations balkaniques. C'est encore aujourd'hui le plan cher aux hommes politiques de Grèce, aux publicistes hellènes les plus sincères, mais la convoitise bulgare d'une part, l'ingérence intéressée et brouillonne des puissances, d'autre part, rendent ce plan impraticable.

Il ne reste à la Grèce que de s'associer sérieusement à tout ce qui peut sauver la Macédoine des maux du régime turc, en garantissant aux populations macédoniennes le libre exercice de leurs droits nationaux, le respect de leurs aspirations ethniques. C'est ce qu'elle fait.

Nous reviendrons prochainement sur la remarquable étude de M. Andreadès.

EN MACÉDOINE

Extrait d'une correspondance de Salonique (*La Lanterne*, 2 septembre), de M. Paillarès :

Les lecteurs de *La Lanterne* ont été les premiers à être instruits de cette vérité, que les persécutions du panbulgarisme ont été systématiquement dirigées, non pas tant contre les oppresseurs ottomans, que contre les chrétiens sans distinction qui se sont obstinés à ne pas favoriser une politique d'accaparement et de spoliation. On n'a pas oublié que les coups les plus féroces ont été portés aux grécophiles et aux serbisants.

Lorsque je flétrissais les crimes monstrueux de Gradobor, de Ghirzista, de Lougountsa, etc., j'entendais qu'on me répondait : « Oui, les Bulgares sont des sauvages, ils ne sont pas encore civilisés, mais admirez leur activité, leur énergie, leur décision. Ils ne parlent pas, ils ne g... pas, ils agissent. Que voulez-vous ? le temps des charlatans et des bavards est passé, l'avenir est aux audacieux, aux hommes de volonté et de ténacité. Les Hellènes se bornent à étourdir les chancelleries européennes, de la tempête de leurs malédictions » ; cela ne suffit pas ; puisqu'ils sont massacrés, torturés, déci-més, eh bien, qu'ils prennent les armes à leur tour, qu'ils se défendent, qu'ils attaquent, qu'ils montrent un peu de vitalité. Or, les Grecs ont suivi ce conseil ; ils ont armé des centaines d'Armatoles qui sillonnent les régions directement menacées par les entreprises bulgares. Ces nouvelles bandes, jointes à celles qui sont venues de Serbie, compliquent singulièrement la situation, et il règne ici une anarchie indescriptible.

« Les agents civils d'Autriche et de Russie jettent les bras au ciel, d'impuissance et de regret. Hilmî pacha ne sait plus à quel prophète se vouer ; il a définitivement perdu tout espoir de rétablir l'ordre dans ce chaos de propagandes et d'intrigues. Son déculement est si profond, qu'il est déterminé,

ma-t-on dit, à ne pas accepter le renouvellement de son mandat. Les autorités militaires ne voient qu'un remède : la guerre. Et je suis persuadé que, sans les embarras de l'Yémen, la Porte aurait déjà lancé ses bataillons sur la frontière de la Principauté. Les mêmes admirateurs de l'« énergie » bulgare s'inquiètent aujourd'hui du « réveil » hellénique. Ils craignent de redoutables complications et ils mènent campagne pour que les grandes puissances fassent entendre à Athènes la voix de la raison. »

Pour ma part, je suis nettement hostile à la formation de toutes bandes, de quelque propagande qu'elles se réclament. Je ne serai jamais pour la force. J'estime qu'en Macédoine il faut laisser évoluer les nationalités jusqu'à ce qu'elles aient réellement conscience de leurs droits et de leurs aspirations. C'est pourquoi j'ai combattu violemment, avec ardeur, né lui faisant grâce d'aucune lâcheté, l'odieux système de l'organisation inférieure macédonienne. Je ne puis admettre qu'on mutile des vieillards, des femmes et des enfants pour assurer le succès d'une cause, fût-elle dix fois chrétienne. Quelle autorité pourrais-je avoir pour condamner les Turcs, lorsqu'ils s'amusent à violer les femmes des grecs, ou à les éventrer, ou à les dépecer ?

Malgré toutes les « horreurs » dont l'Hellenisme a eu à souffrir, victime à la fois du pangermanisme, du panslavisme et du panbulgarisme, j'ai toujours pensé qu'il devait confier le sort de ses enfants aux puissances libérales, à l'Angleterre, à la France, et à l'Italie. J'ai pensé que le gouvernement grec agirait sagement s'il allégeait le lourd fardeau des contrôleurs européens.

Oui, mais les victimes de l'Exarque s'entassaient effroyablement sans que ni l'Europe, ni la Turquie parussent capables d'arrêter la danse des poignards. Il semblait de plus en plus que les appels déchirants des martyrs patriarches ne troublaient pas les cœurs des diplomates. Ceux-ci se dégageraient de toute responsabilité et de toute initiative sur le général de Giorgis qui, à son tour, déclarait n'être qu'un réorganisateur technique de gendarmerie. Quant à la Porte, elle se plaignait des complaisances qui étaient prodiguées aux révolutionnaires bulgares d'un côté par le cabinet de Sofia, de l'autre par certains officiers des missions étrangères. « Mais, s'empressait-elle d'affirmer, prenez patience, nous sommes en train de traquer les bandits, nous allons les prendre, et la Macédoine reviendra à des jours heureux et tranquilles. »

Malheureusement, les cinquante bataillons qui ont été chargés de protéger les Macédoniens ont été au-dessous de leur tâche. L'Hellenisme râlait, agonisait. Et c'est lorsqu'ils n'ont vu le salut nulle part, que les Grecs, exaspérés, ont décidé de prendre les armes. Qui oserait les blâmer ?

La calomnie qui s'acharne après eux veut les représenter, toujours, comme alliés aux Turcs. Ils opéraient de concert avec les soldats massacreurs du Sultan Rouge. Cette accusation que j'ai eu le regret de retrouver dans la bouche de quelques Français ne repose sur aucun fondement. Elle a été mise en circulation par les bulgarophiles dans le vil dessein de discréditer l'action hellénique.

On reproche aux bandes grecques de se comporter, elles aussi, cruellement, sauvagement.

Jusqu'à présent, je n'ai pas vu que les Armatoles aient assassiné et supplicié des femmes et des enfants. On me parle, il est vrai, de Zagoritchani. J'ai l'intention de me rendre à Monastir et d'y faire une enquête sérieuse sur la manière d'opérer des Grecs. S'ils ont commis des lâchetés, je ne les épargnerai pas. Je les flétrirai, comme j'ai flétris les Bulgares. Mais n'oublions pas qu'ils ont été abusés d'outrages, accablés de misère et lardés de coups, les premiers. Ils n'exercent que des représailles. Or, les représailles sont toujours féroces, hélas.

Et je ne crois pas qu'ils soient si terribles qu'on

veut nous le dire à Sophia. Les Grecs, très certainement, ne sont pas aussi puissamment armés que les Bulgares, qui se préparaient ici depuis vingt années. Ils ont des ennemis partout, aussi bien parmi les Turcs que parmi les officiers européens. Leurs bandes manquent pour la plupart de bases d'opérations et de points d'appui. Elles n'ont pas des dépôts d'armes et de munitions sur tous les points du territoire. Elles marchent constamment sur des pièges, sur des chausses-trapes.

Quoi qu'il en soit, leur entrée en scène inquiète les comités « révolutionnaires » de Macédoine. Et j'ai noté qu'il s'opère un revirement dans l'opinion bulgare.

Les hommes politiques de Sophia préconisent maintenant un accord étroit, les uns avec la Turquie, les autres avec la Grèce et la Serbie. Un « Agent commercial » m'a longuement développé cette nouvelle thèse : que, pour se mouvoir dans d'excellentes conditions, la propagande bulgaro-macédonienne ne doit plus, à l'avenir, combattre la souveraineté ottomane, mais au contraire s'en servir, s'en faire un appui ; en un mot, le bulgarisme aurait intérêt à s'allier au despotisme pour mieux vaincre Grecs et Serbes. On ne mépriserait plus à Sophia l'égorgeur des chrétiens, celui que Gladstone a marqué au front d'un nom d'infamie : Où est l'anathème lancé à la Grèce — et avec quel fracas ! — parce qu'elle aurait été le suppôt du « Grand Assassin » ? O comédie de la politique !

J'espère que les Bulgares suivront plutôt les conseils qui leur sont donnés, sagement, par le « Balkan Committee » et la « Société Byronienne » de Londres. Nous prions les peuples des Balkans de cesser leurs disputes et de travailler avec une solidarité cordiale aux réformes essentielles dont le pays a un besoin urgent, réunis dans la revendication d'un système de contrôle de toutes les puissances, libre de l'immixtion du sultan, car leurs « agissements... ne peuvent que compromettre leur avenir, retarder leur libération, en préparant la voie à une occupation russe ou autrichienne.

AFFIRMATIONS BULGARES

M. Petkow, ministre de l'intérieur de Bulgarie, interviewé par M. G. Villiers, (*Le Temps*, 14 septembre) a, entre autres choses, déclaré que « tout n'est pas facile dans les relations turco-bulgares, mais que le prince et le gouvernement n'ont jamais cessé de travailler à rendre ces relations aussi bonnes que possibles. »

Ceci est tout à fait exact. Mais ce qui ne paraît point l'être, c'est l'affirmation de M. Petkow suivant laquelle en Bulgarie « non seulement on condamne les violences, mais on veille scrupuleusement à ce que le territoire bulgare ne serve jamais de point de départ à des agressions dirigées contre le territoire turc ! » L'homme qui dit cela est le protecteur avéré, nous disait récemment le *Novoyé-Vrémya*, de l'*« Organisation intérieure »* de Grouef.

M. Petkow condamne si peu les violences, qu'il n'eut garde de souffler mot sur celles commises par les bandes que commande son protégé. En revanche, il a, tout à fait incidemment, sans avoir l'air « d'y toucher », laissé tomber cette petite phrase :

Comme, d'autre part, les bandes grecques sont chaque jour plus audacieuses et que les Turcs leur accordent toute licence, la situation ne s'améliore pas.

Dès le début de l'antagonisme gréco-bulgare, mais notamment depuis cinq ans, les politiciens de Sofia, et avec eux, les publi-

cistes bulgares n'ont jamais cessé, l'on devine dans quelle intention, de lancer contre nous les pires calomnies. Autrefois, les Grecs trahissaient, dénonçaient tout simplement aux Turcs les libérateurs de la Macédoine. Aujourd'hui ils attaquent ouvertement des populations paisibles, secondés par les sicaires d'Abdul-Hamid.

Ce système n'a pas peu servi la cause bulgare aux yeux du public occidental. Il n'a pas peu contribué à discréditer la nôtre. C'est sans doute pourquoi, bien que la vérité commence à se faire jour, les Bulgares ne renoncent pas à s'en servir.

Le *Temps* du 18 a publié la lettre suivante :

Paris, 13 septembre,

Monsieur le rédacteur en chef,

Parmi les déclarations que M. le ministre de l'Intérieur de Bulgarie a faites à votre collaborateur au sujet de la situation en Macédoine, il en est une qui surprendra tous ceux qui de près suivent la question.

M. Petkow affirme que les « Turcs accordent toute licence aux bandes grecques ». Mais alors, comment expliquer les mesures de rigueur prises par les autorités ottomanes à l'égard des Armatoles grecs chargés de défendre nos congénères contre les agressions des comitadjis ?

Pour ne citer que quelques exemples, pris entre tant d'autres, la mort du lieutenant Mélas, celle plus récente (juin 1905) des capitaines Moraïtis et Phrangopoulos ; le suicide du capitaine Kotroyannis, au moment où il allait tomber entre les mains des Trucs ; l'arrestation et la condamnation de Capetanopoulos ; l'anéantissement de la bande Daphotis ; la prise de 80 partisans à Petrovo, etc., etc. prouvent que chaque jour les bandes grecques, pourtant purement défensives, sont traquées par les troupes du sultan. A Langada, à Blatzi (5 mai), à Klissoura (27 avril), à Achinos (9 mai), des engagements sanglants eurent lieu. A Vassilikon (27 mai), véritable combat, le plus important qui ait été livré cette année en Macédoine, disait la *Gazette de Cologne* ; le 2 juillet, à Aetozi, 400 Turcs attaquaient Kalogherakis et sa bande, qui perdait son chef et 6 hommes. Et j'en passe.

D'autre part, s'il y a accord entre Grecs et Turcs, pourquoi la Porte réclame-t-elle du patriarchat la révocation des évêques grecs de Kastoria et de Monastir, accusés d'organiser la défensive grecque ?

Veuillez agréer, etc.

A. ADOSIDÈS.

On pourrait multiplier ces exemples. Nous nous contenterons d'y ajouter le témoignage du correspondant du *Times* (20 septembre) à Constantinople :

Constantinople, 19 septembre. — On se montre ici très préoccupé, dans les milieux diplomatiques, de la recrudescence d'activité des bandes bulgares dans toute la Macédoine et plus particulièrement dans le vilayet de Kosovo.

Les populations musulmanes sont tellement irritées des crimes commis au cours de ces derniers jours par les Bulgares, que des bandes commencent à se former dans le but d'user de représailles. Des bandes grecques courrent également le pays, et les autorités turques sont impuissantes contre elles. Il est urgent qu'une pression soit exercée tant à Sofia qu'à Athènes pour contraindre les gouvernements hellénique et bulgare à mettre un terme à cet état de choses, car il est hors de doute que la plupart de ces bandes sont recrues et organisées de l'autre côté de la frontière turque.

Les réformes introduites par les puissances

n'ont que bien peu de chances d'aboutir, tant que les désordres continueront.

L'EUROPE ET SES GENDARMES

Du *Temps*, 15 septembre :

... On se souvient de la lutte qu'il fallait soutenir, il y a deux ans, pour décider la Porte à accepter l'introduction dans la gendarmerie macédonienne d'officiers européens. Lord Lansdowne avait pris l'initiative de cette proposition, où il voyait une garantie d'ordre. Les Turcs discutèrent d'abord sur le principe et se plaignirent qu'on portât atteinte à l'autorité du sultan. Puis, avec le génie dilatoire qu'on leur sait, ils chicanèrent sans se lasser sur chaque détail d'application, sur le nombre, sur le rang, sur le grade, sur la solde, sur les fonctions de ces officiers, — sur la forme même de leur coiffure. Enfin quand, à force d'insistance, tout cela fut réglé, quand le général Degiorgis, chef des missions internationales, eût été déguisé en pacha et ses collaborateurs affublés d'un fez et d'un sabre-oriental, on épousa à leur endroit toutes les ruses de la diplomatie ottomane. On agrava leur insuffisance numérique par une résistance passive. Au lieu de les aider à exercer une surveillance efficace, on s'appliqua à les réduire au rôle de conseillers platoniques de la gendarmerie impériale. On leur permit de regarder les gendarmes faire l'exercice. On ne leur laissa pas les moyens de faire eux-mêmes la police. Chargés, comme Gulliver, de mille liens invisibles, ils furent condamnés à l'inertie, dépouillés de toute influence directe sur l'administration, sur la justice, sur les troupes mêmes dont ils étaient les chefs honoraires et impuissants.

Relisez les déclarations du colonel Vérand, chef de la mission française, parues dans le *Temps* en avril dernier : « Généralement, disait-il, les officiers étrangers ont lieu de déplorer le rôle de simples conseillers techniques qui leur est dévolu. » Que si, d'ailleurs, on parcourt, comme il nous a été donné de le faire, les rapports de ses collaborateurs, cette conclusion d'ensemble se nourrit de preuves et paraît d'une modération excessive. Parmi les officiers européens, le plus grand nombre, rebutés par les difficultés du début, se résignent à un rôle effacé. Quelques-uns, d'un tempérament plus énergique, profitent des loisirs qu'on leur laisse pour étudier la population, se renseigner sur les procédés de l'administration ottomane, devenir ainsi des agents utiles d'information ; ils arrivent même parfois grâce à leurs relations personnelles à exercer indirectement une heureuse influence, mais leur activité professionnelle est tellement limitée qu'ils finissent tous par être découragés. Ils sont unanimes à constater que l'école de gendarmerie de Salonique n'est même pas capable de former des gendarmes sachant lire couramment et écrire un rapport sommaire. Ils ajoutent que les soldats chrétiens de ce corps ottoman sont vis-à-vis de leurs camarades et de leurs chefs musulmans dans la situation la plus fausse. Telle qu'elle est, la gendarmerie macédonienne est en lisières et n'a pas donné les résultats qu'on pouvait espérer de son intervention...

PEINTS PAR EUX-MÊMES

Take Shebe, sujet ottoman, Koutso-valaque roumain, originaire de Velès (Macédoine), ancien professeur aux écoles roumaines de Macédoine, reçut le 12 septembre l'ordre de quitter le territoire... roumain. Le même jour il se tire une balle de revolver et succombe quelques heures plus tard.

L'affaire cause un grand émoi à Bucharest et occasionne une violente polémique de presse entre les organes du gouvernement et ceux de l'opposition. Ceux-ci assurent que Take Shebe a été victime de son ancien pro-

tecteur et ami, Papamihalopol, député et journaliste influent qui avait eu paraît-il, le tort de livrer à Shebe des secrets compromettants. Shebe étant devenu gênant, Papamihalopol voulut le faire expulser.

Dans l'*Européen* du 24, l'histoire est contée tout au long par un Roumain, M. Orescu, qui conclut ainsi :

Take Shebe, ancien professeur roumain, ancien rédacteur aux journaux roumains, nommé par le gouvernement actuel, il y a deux mois, au service maritime de Constantza, est — non expulsé — mais forcé de quitter le pays en vertu de cette loi des étrangers, comme un simple vagabond. Sa nationalité faisait-elle un doute? Take Shebe était-il un inconnu?

La vérité est que nous nous trouvons en présence d'une pratique odieuse et constante du gouvernement roumain. Toutes les rancunes personnelles ou politiques peuvent être satisfaites contre un Roumain non naturalisé ou contre un juif roumain, grâce aux lois des étrangers ou d'expulsion. Dernièrement, un Roumain transylvain socialiste fut expulsé pour ses opinions politiques dans les 48 heures. L'*Adeverul* raconte qu'on renvoie en Russie tous les révolutionnaires russes se trouvant à Jassy. Le gouvernement, au mépris de la Constitution, abuse chaque jour de l'extradition envers quelque révolutionnaire, en l'envoyant à sa suite — en vertu de la loi des étrangers.

L'affaire Take Shebe ne fait que mettre en lumière des mœurs administratives indignes d'un pays qui se prétend civilisé.

Et l'expulsion de M. Simos, directeur du journal grec *Patris*, celle de ses collaborateurs et de M. Zeitouniati, un autre journaliste grec, voyageant sur les bords du Danube en vue d'une enquête sur l'hellénisme en Roumanie, et les mesures de rigueur prises contre les Grecs y établis, et tout le chantage officiel du gouvernement de Bucharest, tout cela ne met-il pas en lumière les jolies mœurs d'un pays qui se prétend civilisé?

GRECS ET ROUMAINS

Extrait d'une interview de M. Levidis, premier secrétaire de la légation de Grèce. (*Le Matin*, 20 septembre :)

« A l'égard des Grecs établis en Roumanie, le gouvernement de ce pays prétend avoir fait montre de la plus large hospitalité. Ceci est inexact. Il est écrit, dans la loi roumaine, qu'aucun étranger ne peut être propriétaire. Ceci nous vise uniquement, car nous sommes les seuls étrangers établis en Roumanie, aussi les Grecs ayant réalisé là-bas quelque fortune, s'ils n'ont point voulu voir leurs biens saisisis, ont été contraints de se faire naturaliser Roumains.

« Vis-à-vis des autres, on prend des mesures vexatoires. On vient d'expulser le directeur d'un journal grec sous un prétexte futile. C'est là la large hospitalité qui nous est accordée.

« Quant aux écoles roumaines en Macédoine, dit en terminant M. Lévidis, elles sont à peu près désertes. Y fréquentent seuls quelques boursiers et... les professeurs, et ce sont les Roumains eux-mêmes qui en ont fait l'aveu; c'est là ce qui cause leur plus vif mécontentement, car ils comptaient beaucoup sur leurs écoles pour créer en leur faveur, parmi les jeunes générations, un mouvement d'opinion. »

POUR LES CRÉTOIS

M. F. Nessi, le Suisse philhellène bien connu, a signé dans le *Journal de Genève*

(20 septembre) un plaidoyer en faveur de l'union ; il conclut en ces termes :

... Une fois l'union proclamée, la Grèce fera de la Crète une province, elle lui donnera des lois, une administration, des écoles, elle créera des routes, des bâtiments, édifices pour les services publics.

S'il arrive des troubles, elles les réprimera sans que les Turcs puissent trouver prétexte à intervenir, ce qui est toujours à craindre aujourd'hui.

Enfin, l'annexion sera aussi utile à la Grèce qu'à la Crète, elle apportera un sérieux renfort aux royaume. Les hommes d'Etat de tous pays ont toujours opiné dans ce sens.

Cette union a été maintes fois préconisée dans les congrès européens, mais chaque fois la jalouse de quelque puissance l'a empêchée. Aujourd'hui, c'est le gouvernement ottoman seul qui s'y oppose, il n'y a pour lui pourtant qu'une question d'amour-propre, l'Europe n'a point à ménager cet amour-propre, car la Turquie n'a jamais exécuté ses décisions, à moins d'y être contrainte par la force matérielle. Entre autres, au congrès de Berlin, les puissances avaient enjoint à la Turquie de livrer l'Epire à la Grèce, mais la Turquie a toujours refusé de le faire. Il y a là une compensation à établir.

Durant ces derniers mois, on a répété aux Crétos : patientez, votre libération définitive pourrait avoir une répercussion dans les Balkans, il faut éviter toute cause de conflagration tandis que la Russie est en guerre en Extrême-Orient, mais aujourd'hui la paix est faite, il n'y a plus de raison pour surseoir, sans compter que l'intervention internationale ne saurait durer indéfiniment et qu'elle peut amener des conflits dangereux qu'il faut éviter à tout prix.

Du *Gaulois*, 14 septembre :

Il est facile, sans doute, de dresser des plans sur le papier, mais leur exécution pratique rencontre souvent de grandes difficultés. C'est ainsi que des personnes qui connaissent à fond les affaires crétoises n'ont pas manqué de faire comprendre aux quatre puissances que leur décision pourrait faire naître des difficultés, des dangers même, et qu'il n'y a qu'un seul moyen capable de les faire sortir de l'impassé où elles se trouvent actuellement et de sauver la situation, en général : ce moyen serait de charger la Grèce du rétablissement de l'ordre en Crète.

En effet, le gouvernement hellénique qui dès le début, a désapprouvé le mouvement insurrectionnel de Thérisso mais qui n'a jamais cessé de s'intéresser au sort de l'île soeur, a cru devoir attirer l'attention des grandes puissances sur les graves dangers qu'amènerait leur résolution de charger les contingents étrangers du soin de réprimer par la force l'insurrection. Cette action de troupes étrangères ne manquerait pas d'exciter les passions et les haines et de compliquer encore davantage la situation.

Les faits sont venus donner pleinement raison à ces prédictions du gouvernement d'Athènes.

Il est évident que l'Europe coalisée possède la force nécessaire pour imposer sa volonté aux Crétos. Mais le rétablissement de l'ordre dans l'île provoquerait des conflits sanglants et le sol crétois serait couvert de cadavres. Car, il ne faut pas se le dissimuler, l'Europe serait obligée de procéder à la conquête de l'île, village par village, district par district. Et, quand l'ordre serait complètement rétabli, le monde civilisé apprendrait que la Crète a cessé d'être une terre habitable, qu'elle ne présente plus qu'un amas de ruines, que personne ne peut plus y demeurer et y vivre.

Et le but final de cette campagne de destruction et de désolation? On ne le voit pas, on ne le devine pas, et ce sont les quatre puissances, ces puissances qui ont pris la Crète sous leur puissante protection, qui ont voulu ainsi l'arracher à la mauvaise administration turque, au joug séculaire des

Osmanlis, qui seraient, nous n'en doutons pas, les premières à regretter les résultats désastreux de leur nouvelle politique à l'égard des Crétos, politique de force, de colère et qui n'est pas inspirée par des sentiments d'humanité et de justice.

CRIMES BULGARES ET ATROCITÉS TURQUES

D'Uskub au *Lokal Anzeiger*, au sujet de la criminalité bulgare :

... Dans les environs de Melnik, non loin de la Strumna, 25 musulmans ont disparu. L'attentat contre l'archevêque grec de Stroumnitsa a été commis par la bande bulgare de Christo Venikoglou, composée de 40 hommes. Deux prêtres et deux notables grecs ont été blessés. L'archevêque n'a pas été atteint... Le bandit Radef, accompagné de neuf hommes, a assailli la maison du notable grec, Basile Compotis, du village d'Egrideré. Au premier coup de feu, Compotis et sa bru ont été tués, après quoi, on a incendié l'immeuble où se trouvaient une douzaine de personnes, étrangères pour la plupart ; un notable a été brûlé vif et un autre, ayant tenté de s'enfuir, a été fusillé. Les autres ont échappé. Après quoi, les comitadjis ayant mis le feu à la maison du frère de Compotis, se dirigèrent vers l'église grecque et firent main basse sur tout ce qu'ils y trouvèrent. Cette besogne accomplie, ils se portèrent au village de Melnikri, où ils ont également assassiné deux Hellènes, Yiovanni et Stergiou...

Le village Konopuitsa, près d'Egri-Palanka, vient d'être le théâtre d'atrocités turques. Un détachement turc, envoyé là, à la recherche d'une bande bulgare, qui avait fait son apparition dans ces parages, atteignit nuitamment ce village. Les soldats l'envahirent, pénétrèrent dans les maisons, tuant deux femmes enceintes, quatre enfants, un vieillard, et blessant grièvement six habitants. Une commission d'enquête est envoyée sur les lieux...

COMPLÔT BALKANIQUE?

On mande de Berlin au *Daily Express* 15 septembre :

La Post, journal conservateur des plus sérieux, affirme qu'un complot se trame dans les Balkans dont le but serait d'abord d'assassiner le roi Pierre de Serbie et le prince Ferdinand de Bulgarie, puis, ensuite, de proclamer la République dans les deux Etats.

Les conspirateurs projettent d'organiser ensuite un soulèvement en Turquie pour libérer la Macédoine du joug ottoman, et enfin de porter la guerre jusqu'à Constantinople.

Des Serbes, des Bulgares, des Arméniens feront partie du complot dont les chefs ont été arrêtés.

LE COURRIER EUROPÉEN

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL

280, boulevard Raspail, Paris

Comité de Direction : Björnsterne, Björnson, Jacques Novicow, Nicolas Salmeron, Gabriel Séailles, Charles Seignobos, Giuseppe Sergi.

Rédacteur en chef : Louis Dumur.

Collaborateurs de premier rang de tous les pays. — Informations originales. — Indispensable à toute personne désirant suivre le mouvement politique international.

France : un an, 12 fr. ; six mois, 7 fr. ; trois mois, 3 fr. 50 ; le n° 25 cent. — Union : un an, 15 fr. ; six mois, 8 fr. ; trois mois, 4 fr. ; le n° 30 cent.

Demandez un numéro spécimen gratuit.

Le Gérant : L. ESPARVIER.

Levallois-Perret. — Imprimerie WELLHOFF et ROCHE 55, rue Fromont.

L'Hellénisme

ORGANE MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:

France	UN AN	6 FR.
Union Postale	—	8 FR.

DIRECTION A PARIS

42, Rue de Grenelle (VII^e Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME
est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

- Le conflit gréco-roumain**, par M. MAX NORDAU.
- La vraie réforme** : Grouppement des nationalités en Macédoine.
- Les relations gréco-roumaines** : Historique de la question.
- En Macédoine** : Kastoria et Monastir, par M. MICHEL PAILLARÈS.
- Mémorandum sur la question des Koutzo-vlaques**, adressé par le Patriarcat œcuménique aux puissances ; tahrirs échangés entre le Phanar et la Porte.
- La thèse grecque et la thèse roumaine** : Déclarations du ministre de Grèce à Paris et du chargé d'affaires de Roumanie (d'après le Temps).
- Le procès Zappa**, par M. F. NESSI.
- La presse bulgare** : L'autonomie de la Macédoine ; au sujet du voyage du prince de Bulgarie.
- Grecs et Arméniens** : Une lettre de M. MINAS TCHÉRAZ.
- Musulmans malgré eux** : lettre de Constantinople.
- Echos** : La visite du prince Ferdinand ; le contrôle financier ; la démission de Hilmi pacha ; en Crète ; l'exarque bulgare ; le voyage du roi de Grèce ; parlement monténégrin ; l'affaire de Thassos ; dénonciation du traité gréco-roumain ; la chimère roumaine ; Turcs et Roumains ; le recensement en Macédoine ; pape et sultan ; le discours du trône en Serbie.
- Les derniers crimes bulgares** : Assassinats et massacres ; les bandes ; lettre de Kastoria.
- La propagande roumaine** : l'entente bulgaro-roumaine.
- Le vilayet d'Anatolie** : Statistique des Ecoles.
- Revue de la presse** : La question macédonienne ; Revue générale de droit international public ; le conflit gréco-roumain, la Lanterne ; la vérité sur la question koutzo-vlaque, l'Indépendance Belge ; le voyage de Ferdinand ; la question d'Orient rassemblée, l'Aurore ; Europe, Grèce et Macédoine, la Lanterne.

LES RAPPORTS GRÉCO-TURCS

Du Temps, 21 octobre :

On dit que la Porte a donné des ordres sévères pour arrêter les bandes grecques. Le vali de Salonique a transmis aux fonctionnaires du vilayet des instructions énergiques pour cette répression.

D'autre part, on nous écrit de Constantinople que les rapports entre la Porte et le Patriarcat œcuménique sont de plus en plus tendus, le grand-vizir Ferid-Pacha réclamant toujours la révocation des archevêques grecs de Monastir, Kastoria, Grevena et Vodena, accusés par les Bulgares de favoriser les mouvements des bandes grecques.

Dans une récente entrevue, le Patriarche a formellement déclaré à Ferid-Pacha que le Saint-Synode ne pouvait admettre la façon de voir de Son Altesse et procéder au déplacement des prélats grecs de Macédoine, qu'il protestait d'ailleurs contre l'interdiction stupéfiante que Hilmi pacha a cru pouvoir leur imposer de visiter les différentes localités de leurs diocèses.

Lorsque, au lendemain de cette entrevue, Joachim III en a rendu compte aux membres du Saint-Synode, il a été décidé que le Patriarcat protestera officiellement contre l'attitude et le langage du grand-vizir.

Le Conflit Gréco-Roumain

Par MAX NORDAU

Les politiciens de Bucarest ont une fois de plus réussi à compromettre le bon renom de la Roumanie et à aliéner au peuple roumain des sympathies qui lui seraient bien utiles dans les crises prochaines faciles à prévoir.

Leurs procédés, vis-à-vis du royaume hellénique sont d'une brusquerie et d'une rudesse qu'on n'observe plus dans les rapports entre pays civilisés. Ceux-ci se traitent avec plus d'égards même en temps de guerre. Qu'il est écrablate que soit l'appel aux armes, il y a encore plus de noblesse à se rencontrer à conditions égales sur un champ de bataille, qu'à faire sentir toute la puissance de l'Etat à des individus isolés, étrangers s'étant fîs à l'hospitalité d'un pays aux mœurs européennes. Le gouvernement roumain ne fait pas blanc de son épée ; mais il persécute les Hellènes qui sur la foi du droit des gens et des traités se sont fixés en Roumanie, il menace de les écraser d'impôts allant presque jusqu'à la confiscation des biens, il supprime des journaux, il expulse des citoyens irréprochables, il ferme les frontières au commerce hellénique et se répand dans la presse étrangère qui lui est accessible, en mauvais propos sur la Grèce et la nation grecque. Cette attitude manque de grandeur à un point qui étonne péniblement chez un peuple latin.

Je néglige la cause immédiate de la rupture entre les deux pays, cette cause n'étant qu'un

prétexte pour remonter aux mobiles réels des hommes d'Etat roumains.

Ils ont inventé un irréductisme macédonien. Tout irréductisme est respectable, mais à plusieurs conditions bien définies. Il faut qu'il soit sincère, qu'il soit logique, et que les irréductistes partagent les aspirations de ceux qui réclament pour eux des droits nationaux. Aucun de ces critères ne saurait s'appliquer aux réclamations roumaines en faveur des Koutzo-vlaques, réclamations qui sont le point de départ du différend entre la Roumanie et le royaume hellénique.

Les Koutzo-Vlaques sont-ils Roumains ? Les Roumains disent : oui ! mais les Koutzo-Vlaques disent : non ! et il sera difficile à celui qui parle au nom du principe des nationalités, de leur refuser voix au chapitre. Je ne discute pas la question d'origine de ce groupe ethnique. Le peuple roumain lui-même est un mélange de beaucoup d'éléments connus et inconnus, et il est bien possible que quelques-uns de ces éléments se retrouvent en proportions plus ou moins grandes chez les Koutzo-Vlaques. Mais des obscures origines ethnographiques sans influence sur la conscience nationale actuelle, si elles ont de l'intérêt pour la science, sont entièrement négligeables pour la politique. Quant à la langue, je veux être bon prince et admettre que certains Koutzo-Vlaques parlent entre eux un dialecte, rabougrî et déchu, de la langue roumaine. Mais je désire un Roumain de Roumanie de s'entendre avec un paysan koutzo-vlaque autrement que par des signes, à moins d'avoir pratiqué pendant un certain temps son parler. Les Koutzo-Vlaques eux-mêmes considèrent leur langage familier plutôt comme un patois, presque un argot, bon tout au plus pour les usages les plus vulgaires, mais incapable d'exprimer des idées quelque peu compliquées et élevées, et totalement insuffisant comme instrument de culture intellectuelle. Aussi, les Koutzo-Vlaques désireux de s'instruire, ont recours au grec et ils ne tolèrent que cette langue dans toutes les relations supérieures de la vie, à l'église, à l'école, dans l'administration et la justice.

Sur 120.000 Koutzo-Vlaques habitant les pentes et le pied du Pinde, plus de 90.000 ont volontairement abandonné l'usage de leur pa-

tois obscur et les derniers 30.000 qui sont encore roumanophones, tiennent au moins à donner à leurs enfants une langue plus noble que leur jargon négligé et créent partout à leur usage des écoles helléniques. Saurait-on imaginer une manifestation plus claire, plus nette, de leur sentiment réel ? Et cette tendance passionnée à l'hellénisation radicale, est d'une spontanéité impressionnante.

Que n'a-t-on pas fait depuis 45 ans, du côté roumain, pour détourner les Koutzo-Vlaques de la ligne naturelle de leur évolution ! On leur a fondé partout des écoles roumaines, on leur a expédié des professeurs, on a offert toute sorte d'avantages aux parents envoyant leurs enfants dans ces institutions — et à quoi tous ces efforts ont-ils abouti ? Les écoles roumaines sont vides, il ne suffit même plus d'offrir des bourses aux élèves pour les peupler, alors que les classes grecques sont insuffisantes pour recevoir les écoliers qui s'y pressent. Et les écoles helléniques, dans les districts koutzo-vlaques, ne sont pour la plupart ni établies ni entretenues par des Hellènes : ce sont les Koutzo-Vlaques mêmes qui les ont créées et qui assurent leur prospérité.

Ainsi : les Koutzo-Vlaques que les Roumains voudraient faire passer pour des « irrédentés », ont si peu conscience de leur roumanisme, ont si peu le désir de faire cause commune avec les Roumains, qu'ils mettent de la violence à se dire Hellènes et repoussent avec colère les tentatives roumaines de leur octroyer la langue romane.

L'irrédentisme spécial, ayant pour objet les Koutzo-Vlaques, est-il sincère chez les Roumains ? La question seule les ferait rire. Ils savent mieux que n'importe quel étranger à quoi s'en tenir sur la validité de leurs prétentions macédoniennes. Aucun Roumain sensé ne croit qu'on réussira à faire des Koutzo-Vlaques un membre vivant, fécond, utile de la famille roumaine, et même le plus exalté des rêveurs roumains n'a jamais entrevu la possibilité d'une réunion territoriale du groupe ethnique du Pinde avec le royaume daco-roumain.

L'irrédentisme en question est-il logique ? Il n'est besoin que de quelques mots pour répondre. Il existe en Russie 1.200.000, en Autriche-Hongrie, 3.200.000 de Roumains authentiques, se sentant Roumains dans l'âme, fiers de leurs langue et nationalité, parlant et écrivant le roumain le plus pur, contribuant largement à la culture romane dans toutes ses manifestations. Ces 4.400.000 Roumains, formant presque à eux seuls un peuple considérable, souffrent dans l'intimité de leur conscience d'être séparés de leurs frères du royaume, nourrisson le secret espoir d'être un jour réunis avec eux, ont en partie — comme ceux de la Bessarabie russe et de la Bucovine autrichienne — été violemment arrachés à l'ancienne Moldo-Valachie et partout n'en sont séparés que par une ligne fictive, établie par des traités diplomatiques qu'une main forte déchire d'un seul mouvement. Eh bien ! Les Roumains ne semblent pas s'apercevoir de

l'existence de ces 4.400.000 de conationaux qui tendent la main vers eux, qui gravitent vers leur pays, qui considèrent Bucarest comme leur véritable capitale, ils ne les réclament pas, ils ne demandent pour eux aucune autonomie politique, ils n'élèvent même pas la voix quand on cherche à les dénationaliser par l'école, l'administration et la justice, et ils n'ont des yeux et des protestations que pour les 120.000 Koutzo-Vlaques qui ne veulent pas d'eux, qui ne parlent pas leur langue, qui sont séparés d'eux par des centaines de kilomètres de territoires étrangers. Et ils veulent qu'on croie à la sincérité d'un irrédentisme qui ne voit pas les irrédentés assiégeant les portes de la Roumanie et découvre par une vision merveilleusement aiguë ceux qui se cachent aux flancs du Pinde ? Et ils défendraient la logique d'un irrédentisme qui néglige 4.400.000 Roumains pur sang pour s'attacher à 120.000 Koutzo-Vlaques d'origine controversée et dont la langue cultivée est le grec ? Allons donc ! A force de jouer cette comédie d'un irrédentisme paradoxal, les Roumains s'exposeront à s'entendre dire par leurs ennemis — dont je ne suis pas, je tiens à le constater — qu'ils ont les revendications nationalistes singulièrement prudentes, puisqu'elles sont muettes en face de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, et ne vocifèrent qu'en présence d'une puissance qui n'est pas encore assez formidable pour faire peur à des chercheurs de mauvaises querelles.

Non. Les Roumains ne sont pas sérieux lorsqu'ils montent sur leurs grands chevaux à propos des Koutzo-Vlaques. Ils sont bien trop fins pour se complaire dans des absurdités politiques ou dans un donquichottisme dangereux. Avec une franchise frisant le cynisme ils avouent, d'ailleurs, qu'en créant une question koutzo-vlaque, en intervenant violemment en faveur de populations qui les ignorent ou les désavouent, en élevant des prétentions monstrueuses à tous les points de vue : historiquement, géographiquement, linguistiquement, ethnographiquement, diplomatiquement, ils poursuivent un objet très différent de celui qu'ils font semblant de mettre en avant. Ils veulent se créer un titre de droit en Macédoine qu'ils espèrent pouvoir plus tard troquer contre une autre valeur. Ils convoitent les districts de la Bulgarie adjacents au Danube, le célèbre quadrilatère balcanique dont Varna est le point principal, et ils s'imaginent sérieusement qu'au jour du grand règlement des affaires de la presqu'île du Balcan, ils pourront dire aux Bulgares : « Nous vous cédonons nos Koutzo-Vlaques du Pinde, cédez-nous Varna, Silistra et le reste. »

On ne sait qu'admirer le plus : le manque de scrupules ou la naïveté que trahit un calcul pareil. C'est mal connaître les Bulgares que de se figurer qu'ils sont faciles à dupper. Ils sont clairvoyants et durs, peu gênés par le respect des droits d'autrui et habitués à jouer un jeu serré. Ils riront au nez des Roumains lorsqu'ils voudront leur offrir des hypothèques politiques sur les Koutzo-Vlaques dont ils

n'ignorent pas l'inanité, en prétendant recevoir en échange de cette monnaie de singe, de bons et palpables territoires, populations, forteresses et ports bulgares.

Et comme il est beau, comme il est touchant, cet amour des Koutzo-Vlaques qui ne craint pas les sacrifices d'argent, ni même les actions téméraires internationales quand il s'agit de sauver leur nationalité contre le danger de l'hellénisation spontanée ! Il faut, coûte que coûte, que les Koutzo-Vlaques qui n'en veulent pas entendre parler, deviennent des Roumains, des Roumains exaltés, militants, propagandistes, pour qu'on puisse plus tard les vendre, oui, littéralement les vendre, aux Bulgares, c'est-à-dire aux ennemis les plus implacables de toute nationalité non bulgare fixée parmi eux. Empêcher les Koutzo-Vlaques d'être ou de devenir Hellènes pour en faire plus sûrement des Bulgares, voilà le plan des hommes d'Etat de Bucarest qui parlent si noblement de droits nationaux, de frères persécutés et d'émancipation nécessaire !

Le danger terrible qui menace les peuples balkaniques, c'est d'être engloutis par l'ogre russe. Il est possible qu'il sera moins vorace que par le passé lorsque le tsarisme sera définitivement vaincu par la révolution triomphante. En attendant, le pseudo-testament de Pierre-le-Grand est encore l'inspirateur de la politique étrangère de l'empire moscovite. Les Bulgares, les Serbes, les Monténégrins, malgré des querelles de famille, sont l'avant-garde de l'invasion russe. Ils en souffriront, mais le sentiment artificiel de la solidarité slave fait taire toute appréhension de leur raison et tout pressentiment de leur conscience intime. Il n'y a que deux peuples qui peuvent se mettre en travers de l'ambition russe : les Roumains et les Grecs. On avait, on voudrait encore avoir l'espoir que ces deux peuples, latins et hellènes, descendants et représentants des créateurs de la civilisation européenne, seraient toujours unis contre les empiétements slaves et contre la barbarie turque. Par quelle aberration inconcevable les Latins de Bucarest se joignent-ils aux Slaves, leurs ennemis comme ils sont les ennemis de l'hellénisme, et aux Turcs pour faire avec eux cause commune contre les Hellènes, leurs frères, sinon de sang, du moins de tradition et de civilisation, leurs alliés naturels, les seuls sur qui ils peuvent compter dans la lutte suprême contre des exterminateurs qui tôt ou tard les prendront à la gorge ?

Il est impossible que les Roumains persistent dans leur erreur néfaste. Jamais conflit plus frivole, plus artificiel n'a-t-il attristé les amis de la paix et de la fraternité entre peuples que celui entre la Roumanie et la Grèce. Voilà deux pays qui ne se touchent nulle part, dont les intérêts réels sont souvent identiques, toujours parallèles et ne sont jamais opposés, n'est-il pas inouï que, par la faute de l'un d'eux, ils soient en état d'hostilité violente, au grand profit comme à la grande joie de leurs ennemis communs qui n'osaient pas compter sur la Roumanie pour favoriser leurs projets de

domination, de dénationalisation et d'avilissement.

Puisse l'appel à la conscience des Roumains leur ouvrir les yeux et leur faire mesurer l'abîme où les pousse leur politique insincère, à courte vue, contraire à leur intérêt et à la civilisation européenne.

MAX NORDAU.

LA VRAIE RÉFORME

Les affaires de Macédoine se compliquent toujours davantage et en proportion, dirait-on, des soins que les gouvernements leur consacrent. Les deux longues années qui viennent de s'écouler depuis l'intervention de l'Autriche et de la Russie n'ont profité qu'à l'anarchie; elle a eu tout le temps de s'étendre jusqu'aux rares districts que jusque-là elle avait épargnés. La lutte des races est aussi violente, le désordre aussi absolu, et ni la collaboration des agents civils austro-russes à l'œuvre de réorganisation confiée à un haut commissaire ottoman, ni la présence d'officiers étrangers à la tête de la gendarmerie qu'ils ont été appelés à former n'ont en rien amélioré l'état lamentable des trois vilayets.

La preuve de l'inefficacité des efforts plus parallèles que combinés des deux puissances étant faite, voici maintenant que le concert européen entre, à son tour, en scène pour leur apporter le concours de sa coopération active. Au contrôle, quelque peu vague et caractérisé par des procédés purement diplomatiques, qu'elles exerçaient, les Etats occidentaux proposent de substituer un contrôle plus réel, le contrôle financier. Mais l'idée dont les cabinets s'inspirent procède-t-elle d'une appréciation plus exacte des aspirations des populations? Leur action sera-t-elle plus féconde par cela seul qu'elle se portera sur le service public le plus immédiatement en rapport avec le bien-être général? Dans l'hypothèse, qu'ils finiront par vaincre les résistances qu'ils rencontrent à Constantinople, croient-ils qu'ils auront aussi raison, sur place, à Monastir, à Salonique, à Uskup de la mauvaise foi ou simplement de la passivité des divers représentants du Sultan? Et quelles pourront être les conditions et les limites où s'affirmera la surveillance de leurs propres agents? Nous craignons fort que personne — ni à Paris, ni ailleurs — ne soit préparé à trancher toutes ces questions dont la solution, comme d'habitude et faute d'un but bien précisé à l'avance, est laissée au hasard des objections qui surgissent et des transactions qui interviennent.

L'erreur fondamentale de l'Europe a été, de tout temps, de recommander ou d'imposer à la Turquie des mesures au lieu d'institutions, de croire qu'il suffit de quelques réparations de détail pour obtenir le fonctionnement régulier et utile des rouages usés de la machine gouvernementale turque, de ne pas voir non plus que le moyen le plus sûr de corriger les vices séculaires de l'administration ottomane est de placer celle-ci sous le contrôle direct des administrés eux-

mêmes. Il faudrait, il est vrai, pour cela, commencer par les grouper de manière à empêcher entre eux ces rivalités, ces frottements dont nous avons à déplorer les suites tant en Macédoine que sur d'autres points de l'Empire, et, enlever, une fois pour toutes, à la Porte la possibilité d'exercer son pouvoir arbitraire à la faveur des divisions de ses sujets.

Dans un remarquable article publié par le *Siècle* du 10 octobre, sur les tendances du nouveau parti libéral ottoman, un ancien ministre de la République, M. de Lanessan a très bien discerné ce côté particulièrement odieux de la politique traditionnelle des Sultans.

« Dans leur incapacité, dit-il, de gouverner, ils n'ont maintenu leur domination qu'en utilisant les haines dont les diverses races et les diverses sectes religieuses sont animées les unes à l'égard des autres. Ils ont laissé les Bulgares combattre les Serbes ou les Grecs, les Arméniens, les Musulmans et les Grecs se déchirer entre eux et de temps à autre se massacrer. Ils n'intervenaient pour faire cesser les désordres ou les massacres que le jour où les parties adverses étaient suffisamment éprouvées pour tendre d'elles-mêmes à quelque tranquillité. »

Le distingué homme d'Etat serait, pensons-nous, le premier à reconnaître, par voie de conséquence, que pour faire cesser un pareil état de choses, pour mettre à même les populations de la Macédoine de jouir des bienfaits d'un régime d'ordre et de liberté, il est de toute nécessité de supprimer les motifs qui les poussent les unes contre les autres, en les réunissant par groupes ethniques ou sympathiques dans deux ou trois grandes circonscriptions administratives logiquement et équitablement délimitées.

Le problème macédonien, comme il est posé aujourd'hui, ne saurait être résolu uniquement par l'introduction de telle ou telle réforme — qu'elle vienne de la Porte ou des puissances. L'illusion n'est plus permise à cet égard. Tant que subsistera le débat si maladroitement soulevé par les absurdes revendications des Bulgares ; aussi longtemps que l'on persistera à méconnaître le droit supérieur des patriarches — Valaques et autres — de faire masse avec leurs compatriotes grecs dans la Macédoine proprement dite, il est imprudent, coupable même, d'espérer l'apaisement de ces deux derniers éléments par des procédés qui visent peut-être à leur assurer une meilleure situation matérielle, mais ont le tort de ne pas leur garantir un grand besoin moral : le respect de leur conscience nationale.

Déférant aux désirs de l'Europe, nous avons attendu avec patience qu'elle nous délivrât aussi bien des vexations des autorités locales que des violences contre nos personnes, nos biens et nos sentiments de la part des révolutionnaires de Sofia. Après la faille du programme de Murzsteg, nous n'avions plus à compter que sur nous-mêmes pour notre défense.

Nous avons assez donné de gages de notre volonté de contribuer au succès de cette première tentative des puissances pour ne pas craindre qu'on nous reproche notre recours

à la force, au moment où nous avons vu cette tentative échouer.

Qu'elles reprennent leur œuvre sur de nouvelles bases, celles que devrait leur indiquer un jugement impartial et désintéressé sur les droits et les titres de chacun, et nous serons là pour les seconder dans la large mesure où nous le pouvons, grâce à notre importance numérique, grâce aussi à l'influence que nous possédons dans tout l'Orient et qu'une politique avisée trouverait expédient de faire servir à la cause de la civilisation.

LES Relations Gréco-Roumaines

Athènes, le 1^{er} octobre 1905.

J'ai lu, dans le numéro du 7 septembre du *Figaro*, une correspondance, signée Fraï, datée du 3 septembre et provenant de Bucarest; elle traite du conflit gréco-roumain, arrivé en ce moment-ci à un tel point d'acuité qu'une rupture des relations entre la Grèce et la Roumanie semble être inévitable. Quel est ce conflit? Quelle est son origine? A qui incombe les responsabilités du conflit et de ses fâcheuses conséquences? Ce sont là autant de choses intéressantes et d'actualité, sur lesquelles il est temps que l'opinion publique, si souvent induite en erreur par de faux renseignements, par des publications intéressées, soit édifiée.

Etant à même d'éclairer vos lecteurs sur la question en litige, je me permets de demander l'hospitalité dans les colonnes de votre journal pour m'élever contre l'assertion donnée par cette correspondance, du conflit gréco-roumain et de remettre les choses au point.

On verra, j'en ai la certitude, par l'exposé succinct que je donne ici de la question en litige, qu'il n'y a absolument aucune base à revendications roumaines en Macédoine et que la Roumanie prise soudain d'une crise de mégalomanie, avait imaginé pouvoir créer du tout au tout une question roumaine, un sujet d'immixtion dans les choses de Macédoine, par des moyens artificiels, parmi lesquels domine le *bluff*, artifice diplomatique devenu de mode, depuis quelque temps, dans la conduite des affaires politiques des Etats.

Il n'y a pas de Roumains en Macédoine.

Y a-t-il des Roumains en Macédoine? Non, il n'y en a pas. La Roumanie elle-même, en effet, ne revendique comme Roumains en Macédoine que l'élément, d'ailleurs très peu nombreux, habitant dans cette province, et connu sous le nom de « Koutsovlaques ou Grécovlaques », qu'elle prétend être de « même origine » que les Roumains.

Or, il est de notoriété publique que les Koutsovlaques ou Grécovlaques sont animés *ab antiquo* de sentiments grecs; ardents patriotes et soutiens de l'hellénisme, ils se réclament obstinément de la nationalité hellénique; fermement attachés à l'église grecque, à l'école grecque, à la cause de l'hellénisme depuis des siècles, ils sont appelés par les Roumains eux-mêmes « Grécomanes ». Cela ne prouve-t-il pas assez que la Roumanie est pleinement consciente de l'attachement immuable des Koutsovlaques à la Grèce? Aussi est-il notoire, à

ceux qui ont vu de près les choses de Macédoine, que les Koutsovlaques ont la fierté de leur nationalité au point de se considérer même « offensés » si par hasard on s'avisa de les appeler « Roumains ».

C'est donc sur cet élément que la Roumanie fonde ses espérances pour jouer un rôle en Macédoine ! Mais la Roumanie pousse encore plus loin ses revendications. Ne va-t-elle pas jusqu'à prétendre que l'Epire, autre province turque adjugée à la Grèce par la conférence et le traité de Berlin, mais restant encore sous la domination ottomane, soit roumaine ?

Les Grécovlaques ou Koutsovlaques forment, en Turquie, en général, comme en Grèce, depuis des siècles, un élément national inséparable des autres Grecs ; Grecs et Koutsovlaques ont fait cause commune pendant les heures comme pendant les malheurs de l'hellénisme ; la grande guerre pour l'indépendance hellénique compte parmi ses défenseurs plusieurs Koutsovlaques. D'un ardent patriotisme qui ne s'est jamais démenti, ceux-ci n'ont, avec les autres Grecs de la Grèce libre et de la Grèce irrédemptie, qu'un même idéal national. La Grèce est fière des Koutsovlaques, qui se sont toujours illustrés chez elle dans les lettres, dans les arts et dans les sciences, dans les fonctions qu'ils ont occupées et qu'ils occupent encore aujourd'hui, et c'est en grande partie à cet élément qu'appartient cette légion de grands donateurs et bienfaiteurs de la Grèce, pour des œuvres de bienfaisance et pour les lettres et les arts grecs.

Le nombre des Koutsovlaques ou Grécovlaques — qui vivent d'ailleurs épars en Macédoine et un peu en Epire — ne dépasse pas 100.000 âmes. Sur ce nombre, on peut à peine évaluer à 10.000 ceux gagnés à la cause roumaine par les moyens illicites employés par la propagande roumaine en Macédoine. Le reste, — soit 90.000 personnes — sont attachés à l'hellénisme par des liens indissolubles. Tel étant le contingent des Koutsovlaques roumanisants en Macédoine, il y a lieu de se demander si l'on est sérieux en Roumanie en venant se poser comme partie intéressée, comme champion dans les luttes de races qui se déroulent en Macédoine, principalement entre Grecs et Bulgares. Pourtant, la Roumanie officielle et les gens éclairés de ce pays sont suffisamment renseignés sur le nombre des roumanisants en Macédoine et sur l'attachement inaltérable des Koutsovlaques à l'hellénisme. Un ministre de l'instruction publique roumain (M. Haret) n'a-t-il pas adressé, le 15 novembre 1901, au roi de Roumanie, un rapport devenu public pour déclarer que l'œuvre de la propagande roumaine en Macédoine était nulle faute d'adhérents, que les élèves roumanisants étaient tous boursiers de l'Etat roumain (voir le numéro du 1^{er} septembre de *L'Hellénisme*), et qu'il fallait abandonner cette œuvre ? Il semble donc que la Roumanie, ravisée, depuis peu, veut tout simplement faire de la politique de grande envergure. C'est son droit ; mais de là à croire sérieusement qu'elle puisse justifier autrement — sur des bases solides — le tapage qu'elle fait pour faire passer pour Roumains, comme par enchantement, la petite population grécovlaque de Macédoine, il y a de la marge.

Les projets roumains. Le bluff.

C'est ainsi qu'à l'ouverture de la Chambre, en février de cette année, le roi de Roumanie daigna parler, à la surprise générale de tous les Etats intéressés, dans son discours du Trône, de la

question macédonienne ! « La politique prudente, a-t-il dit, que nous suivons d'une façon constante, nous attira la confiance de toutes les puissances dont le souci incessant est de maintenir la paix. Grâce à leurs efforts, la paix n'a pas été troublée, malgré les difficultés qu'ont traversées les provinces de l'empire ottoman, auxquelles la Roumanie porte un intérêt particulier par le fait de l'existence d'une nombreuse population de « même race et langue » qui y vit en sujet fidèle du sultan. »

D'autre part, M. Bratiano faisait une déclaration à la Chambre « pour l'engager à prendre les mesures propres à réveiller chez les Koutsovlaques de la Macédoine le sentiment de leur origine, dont ils sont inconscients » (*sic*).

Ces paroles et le vote que le gouvernement roumain avait obtenu, un peu auparavant, d' « un crédit annuel de 600.000 francs, destiné à activer l'œuvre de la propagande roumaine en Macédoine », démontrent clairement que la Roumanie avait formé le projet de jouer un certain rôle dans les choses de Macédoine.

Création de Roumains en Macédoine.

L'élément local roumain qui lui était nécessaire à cet effet lui faisant défaut, comment s'y était-elle prise pour parer à ce grave inconvénient ? La chose était simple, a-t-on pensé ; puisqu'il n'y a pas de Roumains et de communautés roumaines en Macédoine, il faut en créer.

Donc, la Roumanie s'attaqua, il y a environ cinq mois, à la Turquie ; secondée par certaines grandes puissances, elle exerça une très forte pression sur le sultan et alla jusqu'à le menacer, par un ultimatum, d'une rupture de relations s'il ne reconnaissait pas la constitution de communautés roumaines en Macédoine. Le sultan résistait ; les cabinets d'Europe s'émurent de la situation politique qu'avait créée cette violente agression diplomatique et intervinrent ; finalement il céda. Ce fut un cri de triomphe dans toute la Roumanie ; des solennités, des fêtes furent organisées... Enfin ! il y a des Roumains en Macédoine ! Il est très important de noter ceci. D'après la législation en vigueur en Turquie, pour qu'une communauté chrétienne soit constituée et reconnue dans une localité de l'empire, il faut que cette communauté représente un contingent réel, un nombre déterminé de personnes ; en outre, ces communautés ont, d'après les lois en vigueur, un caractère purement religieux et non point *ethnophylétique* et doivent dépendre d'une autorité ecclésiastique siégeant en Turquie. C'est dans ces conditions que l'élément grec est formé en communautés sur toute la Macédoine ; aussi il dépend du Patriarcat, comme l'élément exarchiste dépend de l'Exarchat. Or, contrairement aux lois et au préjudice des autres nationalités, les partisans de la propagande roumaine, bien qu'orthodoxes, bien qu'il n'existe pas en Turquie d'autorité ecclésiastique roumaine, étaient autorisés, exceptionnellement depuis longtemps, à se former en communautés. L'Iradé du sultan vint consacrer cette injustice en reconnaissant aux partisans de la propagande roumaine un caractère phylétique, celui des Roumains ; cette injustice est d'autant plus évidente, qu'en vertu du compromis intervenu entre Mahomet II et le patriarche œcuménique et garanti par le Traité de Paris, la Porte ne connaît dans toute la Turquie d'Europe, ni Grecs, ni Serbes, ni Bulgares, ni Koutsovlaques, mais des *Orthodoxes* seulement et qu'elle ne les distingue, depuis le schisme bulgare, qu'en Patriarchistes et Exarchistes. Malgré ces

privileges, malgré la pression exercée sur les Koutsovlaques par les autorités turques, la Roumanie subit un grave échec car la propagande roumaine ne parvint pas à réunir dans les diverses localités le nombre minime requis pour la reconnaissance d'une communauté (20 familles) encore moins à élargir son rayon d'action, comme elle l'espérait, après l'Iradé, comptant sur l'appui des Turcs et sur l'efficacité des moyens illicites dont elle dispose. D'après les prévisions roumaines, constituer par la force, en vertu de l'Iradé, des communautés roumaines, en Macédoine, ne semblerait pas être une tâche ardue, et, de cette manière artificielle, on pourrait prétendre que les Roumains peuplent toute la Macédoine, puisque partout il en existe formés en communautés ! L'élément grec de Macédoine paraîtrait ainsi désagrégé, ne formant pas de masses compactes, mais vivant mélangé avec d'autres races. La reconnaissance d'une communauté comporte pour elle le droit de choisir des moukhtars, de se faire représenter au sein des conseils d'administration, et ce par un nombre de délégués égal au nombre des délégués des autres nationalités ! d'entretenir des écoles, etc., etc.

Tous ces priviléges — accordés aux Roumains directement par le sultan et même à l'insu du patriarchat, qui, seul, en sa qualité de chef spirituel des orthodoxes, avait le droit de les octroyer après ratification par le sultan, conformément au régime ecclésiastique établi et convenu entre le patriarchat et le conquérant et confirmé par tous les sultans — n'ont été, nous l'avons dit, d'aucune utilité pour la propagande roumaine, car les Koutsovlaques se sont élevés comme un seul homme contre les procédés arbitraires dont on usait à leur égard pour les roumaniser, en donnant ainsi une nouvelle preuve éclatante de leurs sentiments helléniques.

Le gouvernement roumain, constatant le fâcheux résultat de ses efforts, a conçu l'idée, après avoir cherché querelle à la Turquie, de chercher querelle à la Grèce ! Si la Macédoine n'était pas devenue roumaine, malgré les facilités extraordinaires que la Roumanie avait obtenus près du sultan en faveur de ses intérêts en Macédoine, la Grèce peut-être pourrait lui faciliter son but ! Si la chose est surprenante, elle n'en est pas moins vraie, et j'arrive au conflit récent et aigu qui menace d'aboutir à une rupture diplomatique entre la Grèce et la Roumanie. Voici l'exposé de la naissance de ce conflit, tel qu'il est donné, avec garantie d'exactitude, par les journaux officieux d'Athènes :

Naissance du conflit gréco-roumain.

Le 28 juillet (vieux style), le ministre de Roumanie à Athènes, dans une entrevue qu'il a eue avec le président du conseil, ministre des affaires étrangères, lui avait demandé de recommander aux bandes grecques en Macédoine de s'abstenir d'attaquer les roumanisants ! M. Rhallys exprima son étonnement au ministre de Roumanie de cette recommandation par laquelle celui-ci avait l'air d'insinuer qu'il existait une solidarité entre le gouvernement hellénique et les bandes gréco-macédoniennes, et fit observer au ministre de Roumanie qu'il ne pouvait admettre une pareille insinuation, car ce ministre devait savoir que les Grecs combattaient en Macédoine pour la sauvegarde de leurs droits, n'avaient aucun rapport quelconque avec le gouvernement hellénique, et que ces bandes agissaient avec une entière indépendance, ne s'attaquaient qu'aux gens du comité bulgare, dont l'élément grec de Macédoine avait eu tant à souffrir

pendant ces dernières années, et ne molestaient pas les roumanisants ; que si, toutefois, quelques actes criminels avaient pu se commettre contre ces derniers, ce n'était là que *vengeances personnelles*, des Grecs-Macédoniens, qui en sont seuls responsables.

Le ministre de Roumanie ayant ensuite demandé le *concours du président du conseil auprès du patriarchat*, pour favoriser les Roumains en Macédoine, M. Rhallys lui fit remarquer que l'iradé du sultan, par lequel étaient accordés des priviléges aux roumanisants, portait atteinte aux droits du patriarchat ; que, par conséquent, il ne pourrait conseiller celui-ci de ne pas s'opposer aux exigences de la Roumanie ; que cette dernière ayant obtenu de la Porte le droit pour les Roumains de se former en communautés en Macédoine, il ne voyait pas la raison pour laquelle la Roumanie s'adressait à la Grèce pour cette affaire, car il ne pensait pas que le gouvernement roumain pût avoir la prétention que la Grèce la soutienne dans l'œuvre de la propagande roumaine en Macédoine.

S'il existe réellement, en Macédoine, dans les localités où la Roumanie désirerait constituer des communautés roumaines, le nombre de familles requis à cet effet par la législation ottomane, son désir pourrait facilement se réaliser et, dans ce cas, le gouvernement roumain n'avait pas besoin de s'adresser à la Grèce, puissance étrangère, n'ayant rien à faire pour la reconnaissance de communautés établies en Turquie.

Sur une remarque du ministre de Roumanie, sur la liberté du culte, M. Rhallys, lui a expliqué qu'il ne s'agissait point, en l'espèce, de liberté culturelle, que personne n'avait songé à limiter, et que si M. le ministre entendait que le patriarchat fut contraint de reconnaître aux Roumanisants des faveurs comportant violation des droits et priviléges de la grande église (le patriarchat), c'était une chose qui ne pourrait jamais se faire, de même qu'elle n'avait pas été faite en faveur des Bulgares. C'est au patriarchat, a-t-il ajouté, à songer s'il ne devrait pas prendre à l'égard des roumanisants les mêmes mesures qu'il avait prises autrefois envers les Bulgares (en les déclarant schismatiques).

Cet entretien, narration fidèle et exempte de toute exagération ou atténuation de forme ou de langage, fut suivi, le 12 juillet, d'une déclaration écrite du gouvernement roumain, dont le ministre de Roumanie donna lecture à M. Rhallys.

« Le gouvernement roumain, y était-il dit, vivement intéressé au sort des Roumains de Macédoine, ne pouvait voir qu'avec mécontentement la persécution dont ceux-ci sont l'objet de la part des Grecs. Cet état de choses, bien pénible au gouvernement roumain, ne pourrait qu'avoir une répercussion dans la Roumanie même, où il était fort à craindre qu'on n'usât de représailles sur les Grecs, comme cela s'était produit en Bulgarie. »

Le représentant de Roumanie dit en terminant « que son gouvernement espérait que le gouvernement hellénique arrêterait la persécution des Roumains en Macédoine, en donnant en même temps des conseils au patriarchat de ne pas s'opposer aux concessions accordées par le dernier iradé impérial ». En réponse à cette déclaration, le président du conseil de Grèce dit au ministre de Roumanie qu'il était fort surpris de ce que celui-ci venait de lui dire par *ordre de son gouvernement* ; qu'il croyait de son devoir de dénoncer immédiatement aux puissances la menace du gouvernement roumain d'user de représailles envers les Grecs paisibles domiciliés en Roumanie, lesquels, pas plus

que le gouvernement hellénique ne sauraient être responsables des actes des bandes gréco-macédoniennes, qui ne font qu'user de leur droit de légitime défense ; qu'il rendait le gouvernement roumain responsable de toute molestation de Grecs établis en Roumanie ; que l'iradé impérial portant la plus grave atteinte aux droits internationaux et aux prérogatives de l'église grecque, il ne saurait jamais conseiller au patriarchat d'en accepter les effets ; que la S. Porte ayant concédé aux roumanisants le droit de se constituer en communautés, la Grèce s'opposerait, bien qu'avec modération, à ce que l'iradé, dans son application, tourne à l'avantage des Roumains, et qu'enfin il lui était bien pénible de constater que si la Roumanie persistait dans la voie dans laquelle elle s'était engagée, en adoptant d'ailleurs une politique désavouée il y a quelque temps, même par un ministre de l'instruction publique de Roumanie, M. Haret, dans un rapport officiel qu'il avait soumis au roi de Roumanie sur la Macédoine, nous arriverons fatallement à la rupture de nos relations diplomatiques. Pour ce qui est des griefs contre les Macédoniens, l'enquête a démontré que les bandes gréco-macédoniennes n'étaient point coupables des meurtres de Negovani, que la Roumanie leur attribuait. C'était, au contraire, dit-il en terminant, la propagande roumaine qui, désespérant de ne rien obtenir par ses propres moyens, avait eu recours aux bandes bulgares pour forcer les villages grecs à remplacer la Grèce par la Roumanie, tant à l'église qu'à l'école. »

Il résulte clairement des déclarations que le représentant de Roumanie fit à Athènes, d'*ordre de son gouvernement*, que celui-ci avait imaginé et trouvé facile de forcer le gouvernement hellénique à demander au patriarchat — *autorité suprême ecclésiastique, indépendante, et résidant en Turquie — l'attribution de privilège extraordinaires en faveur de l'œuvre de la propagande roumaine en Turquie, et au préjudice de l'élément grec, sous la menace de procéder à des actes de violence sur les Grecs en Roumanie!* Les conversations relatées plus haut sont, les journaux officieux grecs l'affirment, d'une exactitude absolue ; du reste, les menaces du gouvernement roumain ne tardèrent pas à être mises à exécution *bien que les cabinets européens instruits à temps de ces menaces eussent fait au gouvernement roumain par leurs Ministres à Bucarest de sévères représentations.*

Des meetings antigrecs furent organisés en Roumanie ; le drapeau grec fut livré aux flammes par des manifestants, sous l'œil bienveillant de la police ; plusieurs commerçants grecs furent attaqués et blessés, et des magasins grecs envahis par une foule en furie. Mais là où le gouvernement roumain se découvre facilement comme l'organisateur de ces persécutions, c'est dans le cas de la suppression du journal grec *La Patrie*, paraissant à Bucarest, et de l'expulsion de son directeur et du personnel de la rédaction. Comme il fallait un prétexte pour justifier cet acte arbitraire, les journalistes en question furent accusés d'être les auteurs et les provocateurs des désordres qui se sont produits en Roumanie pour avoir distribué le lendemain du meeting antigrec tenu à Bucarest, une gravure allégorique, une carte scolaire, représentant la Macédoine comme grecque. Or, cette même carte avait déjà été distribuée comme supplément au numéro du journal *La Patrie* du 1^{er} janvier 1903, sans que cela eût soulevé aucune protestation, et se trouvait depuis lors exposée dans quelques magasins grecs à Bucarest ; il est donc évident que le gouvernement rou-

main a eu recours à ces procédés arbitraires à seule fin de faire retomber sur le journal et sa rédaction toute la responsabilité des agressions contre les Grecs à Bucarest ! Les persécutions ont pris une telle extension que les Grecs, qui sont en très grand nombre en Roumanie, n'ont aucune garantie de sécurité.

Dans ces conditions, il est à craindre que la rupture des relations diplomatiques ne soit devenue inévitable si la Roumanie ne donne pas satisfaction en punissant les coupables des attaques contre les Grecs, et en révoquant les mesures arbitraires prises contre le journal *La Patrie*, conformément à la demande qui a été formée par le représentant de Grèce à Bucarest au gouvernement roumain.

Le langage ecclésiastique roumain incompréhensible aux Koutsovlaques en Macédoine.

Ayant ainsi remis les choses au point, j'arrive à la rectification de certains détails de la correspondance parue dans le numéro du *Figaro* du 7 de ce mois.

Comme le gouvernement roumain en maintes occasions, les Roumains se défendent dans cette correspondance, d'avoir une arrière-pensée irréden-tiste à l'égard de la Macédoine et cherchent à s'attirer des sympathies en affirmant que les Roumains qui s'y trouvent ne demandent que le droit « d'avoir des écoles pour leurs enfants et des églises où les prières soient dites dans une langue comprise par eux dans l'idiome ancestral. » Tout d'abord, je ferai observer que ce ne sont pas les Koutsovlaques ou Grécovlaques eux-mêmes qui aient jamais formé pareils vœux, de leur propre gré. C'est le vœu de la propagande roumaine et de sa petite armée d'instituteurs, avec leurs familles, qui se sont intrus en Macédoine, car les Koutsovlaques n'ont aucun souci d'apprendre le roumain et la littérature roumaine, restant fidèles depuis des siècles, à l'école et à l'église grecques. Il y a lieu du reste de noter que que l'idiome koutsovlaque possède un répertoire de mots excessivement pauvre (et encore très mélangé avec le grec), puisqu'il ne dépasse pas les cinq cents mots suffisants pour les besoins stricts de leur vie agraire ; il serait donc puéril de prétendre que les besoins de la langue roumaine — elle-même étant à l'état de formation — se fait sentir chez les Koutsovlaques macédoniens pour leurs prières et pour leurs écoles ! La Roumanie demandant donc pour les roumanisants que « les prières » dans leurs églises soient dites dans l'idiome ancestral, oublie que le roumain leur est incompréhensible, que la langue « ancestrale » dans les églises des Koutsovlaques a été la langue grecque, et que ce serait déroger aux règles les plus élémentaires du culte orthodoxe en Turquie, qu'ils professent, que de se servir dans les églises d'une autre langue que la langue de l'orthodoxie en Turquie, qui est le grec. La sollicitude que la Roumanie montre maintenant pour les quelques milliers de Koutsovlaques qui n'en ont que faire — sollicitude qui sème la discorde et allume des haines parmi les populations déjà trop éprouvées de la Macédoine — est évidemment inspirée par des considérations politiques qui ne peuvent demeurer plus longtemps secrètes. Les catholiques de tous les pays, qu'ils soient de race latine, anglo-saxonne, etc., disent leurs prières en églises en latin ; c'est la langue rituelle, bien qu'incompréhensible pour les Français, pour les Espagnols, pour les Allemands, etc. Néanmoins, cela n'indigne pas le grand monde catholique. Pourquoi alors les Roumains s'indignerait-ils que

l'Eglise grecque orthodoxe ne pût accepter de saper à leur base ses règlements ecclésiastiques en autorisant l'usage d'un idiome particulier dans les églises orthodoxes qui en dépendent? Ne faut-il pas conclure que la Roumanie n'est pas aussi désintéressée qu'elle affecte de l'être en formulant la demande que la langue roumaine, d'ailleurs si étrangère aux Koutsovlaques, remplace dans les églises orthodoxes dépendant du patriarchat la langue dans laquelle ceux-ci ont dit, depuis des siècles, leurs prières? Pourquoi cette innovation? S'il y a réellement des Koutsovlaques qui le désirent, ils n'ont qu'à se séparer du patriarchat pour voir leurs vœux s'accomplir. Mais ce n'est pas leur cas comme il vient d'être dit.

La Roumanie réclame aussi pour les roumanisants de Macédoine le droit d'avoir des écoles. Or, il y a des écoles roumaines fonctionnant librement en Macédoine, car personne n'empêche les Roumains d'en avoir; malheureusement pour eux, leurs établissements scolaires comptent plus d'instituteurs que d'élèves (voir le rapport de l'ancien ministre de l'instruction publique de Roumanie, M. Haret, à propos des écoles roumaines en Macédoine et notamment à Verria et à Krushevo). C'est désolant; les Grecs n'en peuvent mais.

La politique roumaine, politique de marchandise de créatures humaines.

L'élément roumanisant en Macédoine n'étant qu'une quantité tout à fait négligeable, on se demande quel intérêt pourrait avoir la Roumanie en menant un si grand tapage pour faire accroire à l'Europe qu'il existe en Macédoine un important élément roumain. Il n'est pas un mystère pour certains cabinets d'Europe que la Roumanie ne s'intéresse au fond nullement aux Grécovlaques ou Koutsovlaques de Macédoine pour eux-mêmes. Tout le monde sait qu'il y a, en effet, une Roumanie irrédimée; à l'égard de celle-ci, l'Etat roumain se montre d'une indifférence navrante, alors qu'il incomode de ses bruyantes menaces, tantôt la Turquie, tantôt la Grèce, pour une poignée de roumanisants de Macédoine.

La politique roumaine vise exclusivement à pouvoir échanger un jour ses bons services en Macédoine contre des concessions territoriales, ailleurs qu'en Macédoine même.

La politique d'échange poursuivie dans tous les sens par le gouvernement roumain a obtenu un succès certain — on l'affirme de la manière la plus catégorique — à l'égard de la Bulgarie; en effet, ce n'est pas un secret pour ceux qui suivent de près les choses d'Orient, que la Roumanie ayant obtenu en échange de la Bessarabie — province roumaine que la Russie lui arracha après la guerre russo-turque — la Dobroudja, — district bulgare sur les bords du Danube — une entente se poursuit depuis longtemps entre la Bulgarie et la Roumanie; c'est encore l'échange de territoires, l'échange de créatures humaines sentantes et pensantes qui en est la base et la conséquence en est la coopération des roumanisants et des Bulgares contre les Grecs!

Cette coopération date déjà depuis longtemps et se manifeste invariablement dans tous les cas où des intérêts roumains ou bulgares sont en jeu en Macédoine.

Il serait absurde de croire que la Roumanie pourrait avoir des idées d'irréditionisme en Macédoine puisque cette province turque est séparée de la Roumanie par la Serbie et par la Bulgarie; par

conséquent, quand elle se défend d'avoir une telle arrière-pensée, elle est sincère et c'est à ce désintéressement apparent de la Roumanie pour la Macédoine que la Turquie s'est laissée prendre en accordant depuis de longues années, à la propagande roumaine en Macédoine, une protection tout à fait exceptionnelle, constante et très énergique, au préjudice des Grecs et des Slaves dont elle avait tout à craindre à cause de la contiguïté des territoires de la Grèce, de la Bulgarie et de la Serbie avec le territoire macédonien, alors que cette propagande ne fait depuis longtemps que miner l'Etat ottoman puisque derrière elle se cache une autre puissance au profit de laquelle se poursuit l'œuvre roumaine.

L'hospitalité roumaine. Confiscation de biens appartenant aux Grecs de Roumanie.

Le correspondant du *Figaro* ne se borne pas à récriminer contre le Phanar, en répétant des plaintes non fondées et dites déjà à satiété. Il vante la tolérance de la Roumanie à l'intention des nombreux Grecs établis dans ce pays, et accuse ces derniers de s'y être enrichis, grâce à l'hospitalité que leur offre l'Etat roumain, en oubliant que les premières notions de civilisation, c'est aux Grecs qu'elle les doit; qu'un très grand nombre parmi eux se sont vus obligés, par les mesures arbitraires antigrecques prises par la Constitution même de Roumanie — défense aux étrangers de transférer leurs biens ruraux par acte entre vivants ou par testament — de se faire naturaliser sujets roumains pour échapper à cette confiscation de leur fortune que la Roumanie hospitalière a inventée précisément pour faire la guerre aux Grecs, puisqu'ils étaient les seuls qui possédaient de vastes propriétés rurales en Roumanie, parmi les autres étrangers peu nombreux domiciliés dans ce pays; en oubliant que c'est bien le gouvernement roumain qui a tout simplement confisqué les biens ecclésiastiques des couvents grecs, dont la valeur s'élevait à plusieurs centaines de millions de francs.

L'on voit, par ce qui précède, que la Grèce a des raisons bien autrement graves et sérieuses que celles de la Roumanie d'être mécontente de ce pays. Les intérêts de la Grèce y sont considérables, vu le très grand nombre de Grecs établis en Roumanie, nombre beaucoup plus important d'ailleurs que celui des roumanisants de Macédoine, pour lesquels la Roumanie mène un bruit assourdissant, et à recours à des procédés arbitraires et barbares contre le paisible élément grec. La presque totalité des Koutsovlaques — nous l'avons dit — sont fermement attachés à l'hellénisme. La Grèce n'a-t-elle pas raison de ne pas vouloir favoriser la propagande roumaine en Macédoine qui cherche à recruter des adhérents uniquement parmi l'élément grécovlaque ou koutsovlaque, élément purement grec? Les Koutsovlaques eux-mêmes n'ont-ils pas raison — abstraction faite de leurs sentiments helléniques — de se montrer non seulement hostiles, mais haineux envers les roumanisants, qui cherchent — les Koutsovlaques s'en rendent bien compte — à faire d'eux un objet de marchandise, à les faire passer sous un autre joug étranger comme des esclaves?

MILTIADE.

P. S. — Cette correspondance nous était parvenue avant que la rupture des rapports diplomatiques ne se fût produite. Elle n'en conserve pas moins le caractère d'actualité que la question comporte et tout l'intérêt que l'auteur a su donner au sujet qu'il traite.

EN MACÉDOINE

Kastoria : une ville grecque. — Un piège bulgare et le mouvement de 1903. — Le complot bulgaro-roumain.

Kastoria, octobre.

Des derniers sommets sous lesquels se blottissent les maisons de Klissoura perchées comme des nids d'aigle, j'avais aperçu, tout en bas, dans le lointain, une clarté radieuse qui scintillait sous les rayons ardents du soleil. Cette splendeur s'éteignait tout à coup, telle une grosse étoile filante, dès que je dégringolais les chemins rudes et capricieux, tracés à pic sur des pentes ingrates, puis elle flambait à nouveau, plus éclatante et plus ample, tandis que je chevauchais dans la plaine. J'étais tout près désormais du lac de Kastoria. J'avais quitté Sorovich, le matin, à l'aube, et j'avais fait huit heures de route interminable, avec l'escorte habituelle de soldats en guenilles, tristes compagnons qui ne m'inspirent toujours que de sombres et amères pensées. J'arrive tout au bord de la mer minuscule. J'entre dans une barque bizarre et dont le modèle, assurément, remonte aux âges primitifs. Sous les lentes et molles poussées de trois rameurs turcs, nous glissons sur la surface liquide unie comme un miroir.

Un cirque immense de montagnes âpres et hautes, aux teintes grises, nous domine et nous enserre. Une seul trouée, à gauche : c'est la porte par où s'envolent tous les espoirs... vers l'Hellade immortelle. Mais où donc se cache la mystérieuse cité? En vain, je la cherche partout du regard. Les bateliers s'amusent de mon étonnement et de mon ignorance. « Vous l'admirerez bientôt », me promettent-ils, malicieux. Je l'admirerai? Elle est belle, en effet, m'a-t-on dit.

L'astre du jour disparaissait lentement devant nous, le soir commençait à tomber sur mes épaules trempées de sueur, car la chaleur avait été accablante, et le lac me renvoyait de sa fraîcheur : j'étais glacé, et je grelottais presque. Aussi, las de scruter l'horizon qui se ferme obstinément, je ramasse tout mon corps dans un coin, où ne souffle pas la brise, et j'attends, indifférent et résigné, que la coquette daigne se montrer.

La barque, maintenant, contourne en l'effleurant, une colline pauvre et nue d'aspect; on l'a grattée sans pitié, et il ne lui reste plus que de maigres chardons et de misérables pierres, rocs et rocallles. Nous longeons un monastère grec, véritable oasis sur cette côte désolée avec ses platanes et ses saules plantés droits au-dessus de l'eau tranquille. Puis nous atteignons à un petit cap qui nous ouvre un passage inattendu hors du cirque; et, enfin, voici Kastoria, là, à trois cents rames.

Kastoria vient du mot *Kastro*, qui signifie forteresse. Les villageois disent encore aujourd'hui : « nous allons à *Kastro* ». Sous le gouvernement turc, cette ville est devenue le chef-lieu d'un caza. Sans aucun doute, elle fait partie du domaine hellénique. Elle compte non pas 4.000 Grecs, ainsi que le déclare la statistique Brancoff, mais 7.000, en présence de 3.500 Osmanlis et de 1.500 Israélites. Il n'y a pas de Slaves ni de Slavisants, il n'y a pas non plus d'églises ni d'écoles bulgares. Par contre, il y a 4 écoles grecques, avec un millier d'élèves, filles et garçons. Mais, comme le traité de San Stefano englobait toute cette région dans la « Grande Bulgarie », les comitadjis n'ont pas manqué de la « travailler » énergiquement. C'est même, ici, jusqu'à Monastir, que leur propagande s'est distinguée par un acharnement fort caractéristique. Ils firent leur première apparition dans le pays, en l'année 1900. — Le terrain avait été préparé par des marchands russes qui parcouraient les bourgs et les villages en vendant des ciseaux... et en prodiguant des encouragements slavophiles.

— Pétrof et Marcof jurèrent d'abord sur l'évangile aux Macédoniens de toutes races et de religion chrétienne, qu'ils ne se battraien que pour la Liberté. Ils prêchaient la guerre aux tyrans et l'union indissoluble de tous les opprimés. Ils ne visaient, proclamaient-ils, au triomphe d'aucune nationalité, ils ne réclameraient qu'une autonomie favorable, indistinctement aux Bulgares, aux Grecs, aux Roumains, et aux Serbes. D'ailleurs, leurs intentions étaient si pures et si désintéressées que tous les gouvernements balkaniques approuvaient et soutenaient, d'accord avec la Russie, ce mouvement libérateur. Les partisans les plus exaltés de l'Hellénisme se rangèrent sans hésitation sous le drapeau de Pétrof et de Marcof. Ils donnèrent de l'argent aux comités révolutionnaires, ils prirent les armes et ils préparèrent le soulèvement de leurs frères, en formant des bandes. Cette coopération gréco-bulgare dura plus d'une année; et même en 1903, pendant l'insurrection, il y avait encore des Hellènes parmi les comitadjis, des Hellènes qui continuaient à être trompés. L'attitude des chefs bulgares parut bien-tôt suspecte à quelques clairvoyants. On ne s'expliquait pas très bien l'insistance qu'ils mettaient à conseiller aux prêtres patriarchistes de dire la messe avec les prêtres exarchistes. Les révolutionnaires grecs tinrent un grand conseil, et il fut décidé que l'un d'eux se rendrait à Athènes pour demander au gouvernement si la ligne de conduite qu'ils avaient adoptée était conforme à ses désirs et s'il était exact qu'il eût donné des fusils Gras aux délégués de Sofia, pour bien marquer ses intentions. Ce fut Christos Hadji, de Nestramp, qui fut chargé de cette mission. La réponse ne tarda pas à venir de Grèce. « On nous a indûment entraînés dans des actes qui doivent nous perdre », écrivit Christos Hadji. Il ne s'agit pas de notre libération, mais de notre bulgarisation. Jamais l'organisation intérieure n'a sollicité ni obtenu les concours d'Athènes.

« Jamais il n'a été question d'une entente entre la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro et la Serbie pour favoriser un soulèvement des Macédoniens et provoquer l'établissement d'un régime autonome. Encore moins cette entente n'a-t-elle jamais été sanctionnée par la Russie. Amis, Petrof, Marcof et Yancov se sont joués de nous. Ils veulent tout uniquement notre perte et notre ruine. Ne les écoutez plus. » A partir de ce jour, le gros des troupes grecques rentra dans le bon sens.

Voyant que leurs projets avaient échoué, les comitadjis n'eurent plus de retenue; ils découvrirent cyniquement leur jeu qui était, en effet, d'étrangler l'Hellénisme. Les prêtres, les instituteurs et les notables patriarchistes furent traqués, chassés ou massacrés. Zelenitz, Altos, Goreutsi, Kostinetz, Smardeck, Vambel, Gabreche, Pozdichta, Aposkep, etc., sont furieusement attaqués. On tue les hommes et les femmes, on brûle leurs maisons, leurs églises et leurs écoles. En un mot, c'est le martyre des Grecs qui commence. Tchakalaroff, Lazo Papa Traïkoff et Pando Kliatchof envahissent avec leurs bandes, village par village, ils convoquent tous les habitants à l'église, la nuit, et baïonnette au canon, ils les obligent à signer deux pétitions, l'une pour l'Exarque, l'autre pour le gouvernement. Tout le monde est courbé sous les regards menaçants de cent tortionnaires. Tout le monde adhère au bulgarisme. Et, à chaque fois qu'une signature est apposée, tantôt Tchakalaroff, tantôt Kraïkoff, tantôt Kliatchoff, hurlent une malédiction à l'Hellade : « A bas la Grèce! A bas le Patriarche! » ou « Vive l'Exarque! Vive la Bulgarie! » Cette scène a eu lieu le 9 février 1903 à Kostinetz, les 25, 26 et 28 du même mois à Smardeck, les 1, 2 et 12 mars 1903 à Vambel, le 14 mars à Vernick, etc., etc. « C'est fini, vous devez être tous Bulgares! » annoncent les sauveurs.

Il y a ici, à Kastoria, plus de trois cents réfugiés des environs. Ce sont tous des slavophones, natifs de ces villages, que Branoff, Chopoff et autres auteurs prétendent appartenir au bulgarisme. Ils se sont enfuis de leurs maisons, ils ont quitté leurs foyers, abandonné leurs biens, pour pouvoir rester fidèles à l'Hellénisme. Je les ai interrogés, hommes, femmes et enfants. Ce fut, pendant quatre jours, dans ma chambre, une longue théorie de malheureux qui vinrent me confier leurs détresses. Ils pensaient qu'un journaliste en Europe est tout puissant, et ils me suppliaient de plaider leur cause, de défendre le droit qu'ils revendiquent d'être ce qu'il veulent être. J'ai rempli des pages et des pages de mon carnet des preuves qu'ils m'ont fournis de leur longue infortune. La plupart ont perdu ou leur mère ou leur frère, ou leur oncle ou leur cousin, etc. Beaucoup sont sans ressources et c'est la communauté grecque de la ville qui les soutient de ses faibles ressources.

Leur nombre est venu s'augmenter le mois dernier, de quatorze nouvelles victimes.

Michel Vassili, de Komaničev, me raconte en effet ceci : « Il y a quarante jours, plus de quatre-vingts comitadjis sont venus cerner la maison de mon frère et la mienne. Nous nous sommes défendus pendant trois heures avec nos fusils.

« Lorsque nos munitions furent épuisées, nous nous cachâmes dans une maison voisine. Les comitadjis, furieux de ne pas nous trouver, se sont jetés comme des fauves sur notre mère et sur notre tante, âgées de quatre-vingts ans, et les ont massacrées.

« Notre mère a reçu un coup de revolver et dix-huit coups de couteau. Puis ils ont tué mon enfant, âgé de huit ans. Ils l'ont transpercé de part en part avec une baïonnette et sont allés jeter son cadavre dans une fosse. »

L'officier italien, chargé du secteur de Kastoria, m'a confirmé officiellement ces abominables atrocités. Le seul fait auquel il se refuse à croire, tant il est monstrueux, et malgré le témoignage unanime des spectateurs du drame, est celui qui accuse les bandits d'avoir bu le sang qui s'échappaît des blessures du jeune Vassili.

La misère humaine est immense! Et la cruauté des comitadjis est infinie!

MICHEL PAILLARÈS.

CONTRE L'HELLÉNISME

Le plan des Bulgares. — Comment ils trompèrent les Macédoniens. — Les Grecs avertis se sont défendus. — Des faits et des chiffres. — Le bulgarisme recule.

Monastir, octobre.

Monastir est la clef précieuse autour de laquelle les comités de Sofia ont dirigé les luttes les plus vives et les plus tenaces. De cette ville, en effet, la « Grande Bulgarie » pèsera sur le cœur de l'Hellade et lui coupera les ailes, d'autant mieux qu'elle lui aura fermé également toute issue vers l'est, c'est-à-dire tout essor vers le but suprême, en établissant de Doïran et de Ghewgheli à Salonique, par une solide chaîne de postes stratégiques, une barrière, un mur infranchissable. C'est dans le vilayet de Monastir que l'« Organisation intérieure » prêcha avec le plus de zèle et d'ardeur la guerre sainte contre le Croissant, et qu'elle tenta d'implanter dans le cœur de tous le rêve de « la Macédoine aux Macédoniens ».

Les libéraux d'Europe ont reproché souvent aux Grecs d'avoir pactisé avec le tyran et d'avoir été un obstacle à l'affranchissement des opprimés. Eh bien, la minutieuse enquête à laquelle je viens de me livrer m'a démontré au contraire que les Grecs étaient prêts à secouer le joug hamidien. Les proclamations « fraternelles » de Sarafof, de Gronef, de Yankof et autres révolutionnaires avaient exalté leurs sentiments turcophobes. Ils étaient fanatisés. Ils s'enrôlèrent sans hésitation dans les rangs des insurgés. Tous leurs villages fournirent de l'argent et des hommes, sans compter. Mais ils « trahirent » la Révolution, lorsqu'ils comprurent que celle-ci les avait déjà trahis, qu'elle visait beaucoup plus à ruiner leur nationalité qu'à détruire le régime oppresseur.

Désormais démasqués, les agents bulgares dépotillèrent toute retenue et toute feinte. La guerre aux Turcs n'avait été pour eux qu'un habile prétexte pour entraîner et bulgariser tous les Macédoniens.

M. Victor Bérard nous avait informés, dans son livre *La Macédoine*, que « les deux propagandes roumaine et bulgare » sapient ici fortement le domaine de l'hellénisme. Mais c'est depuis 1903, surtout, que les comitadjis ont accentué leur mishellénisme, saccageant, piétinant, torturant tous les groupements patriarchistes des cazas de Monastir, de Florina, de Kastoria, etc...

Complètement abandonnées, tant par les autorités turques que par les agents et consuls d'Europe, livrées même souvent aux poignards de leurs bourreaux, par ceux-là mêmes, qui eussent dû les protéger, les communautés grecques se sont vues contraintes, sous peine d'attirer sur elles de pires catastrophes, de déserter leurs églises et leurs écoles. Les villages, me confirmait l'année dernière, M. Gauthier, notre consul, tombent par vingtaines, comme des châteaux de cartes, dans les serres du bulgarisme. Si cela continue, si « on laisse faire », il ne restera plus rien bientôt aux Hellènes. Ils seront rasés, nettoyés, finis. Ils ne resteront plus qu'à l'état de souvenir.

L'Hellénisme ne pouvait pas se laisser égorger et dépecer indéfiniment pour l'unique satisfaction de favoriser le jeu du panslavisme et du pan-germanisme. Las de faire appel, vainement, à l'intervention des grandes puissances qui avaient assumé la charge, pourtant, d'assurer le repos, sinon le bonheur de tous les Macédoniens, indistinctement, les Grecs ont pris les armes à leur tour pour se défendre. Mélas fut le premier qui vint offrir son bras et sa vaillance aux victimes de l'Exarque, ce « pape noir », dont la domination est faite de sang et de boue. Puis, affluèrent ces légions de partisans qui ont fait des miracles, quoiqu'en disent les mishellènes envieux. Les bandes grecques ont arrêté net l'action infernale des comitadjis tortionnaires. Deux faits sont indéniables, c'est que, d'une part elles ont donné du courage, et parfois de l'audace aux défenseurs de l'Idée grec-

que, et que, d'autre part, elles ont arraché plusieurs villages à l'exarchat.

Un détail très caractéristique : ce sont les Macédoniens slavophones qui sont les soutiens les plus ardents et les plus farouches des Antartes ; non seulement ils les guident, les hébergent, et les reconforment, mais encore ils se battent à leurs côtés comme des lions. C'est ainsi que les bandes grecques se recrutent maintenant parmi eux ; quelques-unes sont commandées par des chefs ou des sous-chefs du pays, tels que Dalipi, Pavlo Athanase, Laki Pirsa, Laki Delaki (un jeune homme de 23 ans, qui a été comitatji sous les ordres des voivodes bulgares Petrof, Tchakalarof, Kartsakof, mais qui a été « dégoûté » de voir que ces révolutionnaires s'attaquaient de préférence aux Grecs). La région de Morihovo qui n'est habitée que par des slavophones est devenue un rempart de l'hellenisme. Le village de Gradesnitsa, pour ne citer que celui-là, a été tout récemment victime des « vengeances » bulgares : sept de ses notables ont été exécutés, suppliciés ; soixantequinze de ses maisons ont été brûlées, rien n'y fait, les habitants, dont je connais les sentiments et les aspirations, pour en avoir interviewé une vingtaine, restent fidèles et dévoués, inébranlablement, à l'idéal hellénique.

On connaît à ce sujet les aveux de M. Lazaresco Lecanta. Dans un rapport devenu fameux, il énumère les différentes localités où la propagande roumaine a essuyé des échecs.

Mais que dire de Monastir, « le centre des Koutzo-Valaques. » La propagande, écrivait M. Lecanta dans le *Balkanul*, y dépense 120.000 francs par an. Et tandis que la riche communauté koutzo-valaque de cette ville offre des sommes incalculables à l'hellenisme, qu'elle est prête à lui donner son sang, la propagande roumaine n'a réussi à attirer que le personnel de ses écoles et dix ou vingt familles indigentes, d'une centaine de personnes en tout. Les Grecs tiennent incontestablement « le haut du pavé à Monastir », selon l'expression de M. Victor Bérard. Ils ont 15 écoles dans un magnifique lycée et une remarquable école supérieure de jeunes filles, avec un total de 2.500 élèves. Ils possèdent, seuls parmi les chrétiens, un hôpital, comme à Salonique d'ailleurs, et à Serrès. Sur 23 médecins que compte la ville 20 sont grecs. De l'aveu de tous les consuls, la communauté grecque est la plus forte, la plus florissante.

Aussi, malgré les rudes assauts qu'il a eu à subir et qui l'ont affaibli, et auxquels d'autres eussent succombé, peut-être, l'hellenisme, d'une superbe et miraculeuse vitalité, est toujours puissant, toujours supérieur dans tous les domaines. Il représente en Orient, l'élément civilisateur par excellence. Feu M. Muller, agent civil d'Autriche-Hongrie, était obligé de confesser au comte Goluchowsky que les Grecs sont en Macédoine les plus intelligents, les plus instruits et les plus... intéressants, qu'ils ont en main tout le commerce et l'industrie et que jamais l'on ne pourrait y

fonder rien de sérieux, d'utile et de durable sans leur concours.

De là les rancunes exaspérées de ces Messieurs les agents de Russie et autres ambitieux...

M. P.

MEMORANDUM sur la question des Gréco-Valaques adressé par le Patriarcat Œcuménique aux Representants des Puissances à Constantinople.

Du plus loin de leur existence historique, les Gréco-Valaques — ou Koutzo-Valaques — de la Turquie d'Europe n'ont jamais cessé de se déclarer Grecs ; à l'heure qu'il est encore, les neuf dixièmes d'entre eux ne pensent pas autrement. Ils n'admettent pas qu'une ligne de démarcation quelconque puisse en réalité les isoler des autres Grecs, de ces frères, auxquels ils sont attachés par le lien tout-puissant que crée l'unité et la foi orthodoxe, l'unité de la langue grecque, langue de leurs églises et de leurs écoles, et enfin une commune soumission à la juridiction spirituelle de la Grande Eglise de Constantinople.

Dispersés en Epire, en Albanie et en Macédoine, les Gréco-Valaques, sont surtout éleveurs, artisans, commerçants ou voituriers. Une longue habitude a fait qu'ils s'expatrient volontiers, et l'élevage, auquel ils se livrent de préférence, impose à la plupart d'entre eux de fréquents déplacements à chaque saison.

Quoique répandue dans toutes ces provinces, la population gréco-valaque est plus dense dans le vilayet de Monastir, sans que pourtant, ni ici, ni ailleurs, il puisse être question d'un groupement compact ni d'une région géographique qui justifierait l'appellation de Gréco-Valaque — ou Koutzo-Valaque — et que l'on pourrait, à quelque titre que ce soit, revendiquer comme telle. On ne se trouve partout qu'en présence de faibles minorités, perdues au milieu des autres nationalités.

Les données statistiques les plus complètes, que les diocèses compris dans les gouvernements de Salonique, de Monastir, de Cossovo, de Jannina et de Scodra ont fournies permettent d'affirmer que toute la population koutzo-valaque atteint à peine, ou ne dépasse guère, le nombre de cent mille individus.

Jamais, avons-nous dit, le moindre doute, au sujet de leur nationalité, ne s'était élevé dans l'esprit de ces braves bergers et de ces honnêtes artisans. Dans les jours de bonheur ou d'épreuves que les Grecs ont traversés, les Gréco-Valaques, leurs frères, ont toujours eu leur part de joies ou de souffrances. Unis aux Grecs dans le baptême, ils s'étaient toujours servis de la langue des Evangiles pour prier avec eux dans les mêmes temples ; et cette langue, que nulle violence pourtant n'avait imposée aux Gréco-Valaques, était encore celle qu'ils étudiaient dans leurs écoles. Comment, dès lors, eût-il été possible que leurs titres à la nationalité grecque, qu'ils ont de tout temps revendiquée, ne leur eussent pas semblé suffisamment établis ? Ils ne pouvaient certes pas imaginer qu'un jour la possession d'état de Grecs leur serait contestée ; que des hommes allaient venir du dehors,

qui se livreraient à un travail absurde, inouï, pour semer la discorde entre frères, pour essayer de transformer les Gréco-Valaques en race soi-disant distincte, que l'on tenterait, enfin, de détacher du tronc grec un rameau pour le placer dans des conditions nouvelles d'existence, pour lui faire désormais puiser la vie à des ondes, qui ont leur source dans une contrée éloignée dont nous séparent :

« et montes umbrosi et mare tumultuosum ».

Car, est-il besoin de le dire, il existe une propagande, qui ne s'est pas fait scrupule de passer les frontières pour venir annoncer chez nous un nouvel Evangile phylétique aux Gréco-Valaques et qui a consacré à cette œuvre gigantesque les sommes considérables que la confiscation sacrilège d'une fortune étrangère lui a fournies.

Voilà quarante ans, en effet, que cette propagande d'au delà du Danube dépense annuellement plus d'un million de francs sur des fonds que la plus impie des spoliations lui a livrés. Et c'est par l'éloquence d'arguments de cette nature qu'elle tente de convertir les Gréco-Valaques au nouvel Evangile phylétique forgé à leur intention.

Au prêtre besogneux ou naïf elle servira une grasse pension à laquelle il n'aurait jamais osé rêver ; elle remuera les couches inférieures de la société ; elle abusera de leur crédulité ; elle accordera des subsides mensuels à des travailleurs qui loin de soupçonner que c'est à leurs consciences qu'on en veut et ignorants du danger qui les entourent, croiront éprouver les bienfaits désintéressés de la charité et de la solidarité évangéliques.

A vrai dire pourtant, les résultats de ce trafic des consciences, que la propagande roumaine poursuit depuis quarante ans, ont été jusqu'ici plutôt décevants. C'est à peine si le nombre des prosélytes de toute catégorie, que son or lui a procurés et dont cet or entretient la fidélité, s'élève à une dizaine de milliers ; encore se trouvent ils disséminés sur tout un vaste territoire. A supposer donc que la propagande a dépensé jusqu'ici un million par an, au bas mot, on sera amené à conclure que son bilan est peu encourageant et qu'il n'autorise guère les illusions. Au milieu de ce déchaînement d'appétits matériels, qui est une des caractéristiques de la société contemporaine, dépenser quarante millions de francs pour n'arriver, en fin de compte, qu'à avoir raison des scrupules de quelques milliers d'individus à la conscience large, prêts à déserter dès demain, si leur intérêt les y pousse, voilà sans doute, qui ne saurait constituer qu'un succès relatif.

C'est sur ces bases, à plus d'un titre fragiles, que s'appuie cependant la propagande, lorsque exaspérée par l'impuissance de ses efforts elle réclame néanmoins pour ses convertis la formation d'une communauté nationale, autonome et indépendante dans l'administration de ses écoles, de ses églises et des institutions analogues ; d'une communauté qui, régie ouvertement et de loin par les agents de la propagande, ne conserverait plus, avec l'Eglise de Constantinople, qu'un lien moral des plus subtils. Il ne nous appartient en aucune manière de porter un jugement sur cette intervention singulière et flagrante dans la politique et dans l'administration d'un Etat voisin et ami ; mais les partisans de la propagande tolèreraient-ils que ce dernier s'avisât d'aller à son tour exercer chez les autres, ne fût-ce que la

centième partie des droits que l'on prétend s'arroger chez lui?

Les convictions nationales des quatre-vingt-dix mille Gréco-Valaques, dont nous avons parlé plus haut, ont su admirablement déjouer les machinations tramées par des étrangers sur un sol étranger. Opposant aux sollicitations et aux appels des émissaires chargés de gagner leurs coeurs à l'erreur nationale roumaine, le mépris le plus méritoire, les Gréco-Valaques persistent, au cours du combat qu'ils soutiennent contre la propagande, à se proclamer de toutes leurs forces, avec une énergie sans cesse renaissante et une opiniâtreté que rien ne saura vaincre, non pas Roumains, mais Grecs de race. Ils n'ont jamais demandé quoi que ce fût à la propagande et n'ont jamais hésité à décliner les offres qui leur ont été faites.

Le piteux échec de ses entreprises a eu naturellement pour conséquence d'irriter la propagande d'au delà du Danube. Aussi se répand-elle en incriminations contre l'Eglise de Constantinople, qui répugne à ces théories, qui n'accède pas à ces désirs et qui se refuse à aliéner, en faveur de la propagande, ses droits spirituels les plus précieux et à restreindre le domaine sacré de son autorité. La Grande Eglise de Constantinople ne saurait jamais souscrire à un partage quelconque de sa juridiction spirituelle, elle ne saurait non plus se départir de la ligne de conduite que lui tracent et ses propres saints Canons et les Firmans impériaux. Organisée suivant la constitution même qui dérive de sa doctrine, investie plus tard, dès les origines de la dynastie ottomane, en vertu de lois ecclésiastiques et civiles de l'administration spirituelle des territoires en question, administration qu'elle exerce par ses évêques, elle aurait bien peu le sens des responsabilités qui lui incombe, si elle ne plaçait pas la conservation de ces priviléges au premier rang de ses devoirs les plus sacrés avec lesquels une transaction n'est possible que dans le cas où des événements historiques d'un caractère exceptionnel viendraient modifier cet état de choses par des conventions internationales et par des actes solennellement ratifiés.

Le fait de penser, de s'exprimer ou d'agir, suivant ces principes ne saurait attirer sur le Patriarcat le reproche d'une lésion des droits d'autrui, la défense de priviléges légalement détenus ne pouvant jamais ni impliquer une attaque dirigée contre des tiers, ni être imputée à blâme. Irrévocablement, la Grande Eglise de Constantinople se doit de ne reculer devant aucune éventualité.

Les familiers de la propagande font valoir des considérations tirées de la linguistique ; mais ce sont là, à y regarder de près, de bien misérables arguments. Est-il logiquement permis d'établir une relation quelconque entre le mélange corrompu de mots latins, grecs et autres, dont certains Gréco-Valaques font usage, et l'origine nationale ou le sentiment national de ces mêmes Gréco-Valaques? Il existe des populations grecques qui se servent habituellement de la langue turque, d'autres parlent l'arménien ou tel autre idiome ; que pourrait-on inférer de là?

Même absence de bonne foi dans les allégations touchant les écoles, les églises et le clergé des campagnes ; ce ne sont là que des prétextes hypocrites servant à masquer le vrai but. A quel moment la Grande Eglise de Constantinople a-t-elle donc cherché à faire échec à la réalisation des vœux que les populations placées sous sa juridiction ont manifestés au sujet de leurs affaires ecclésiastiques, scolaires ou communales, lorsque, bien entendu, ces vœux avaient leur point de départ dans la volonté libre et indépendante de ces populations et non point comme c'est ici le cas, dans les suggestions d'une propagande politique? Toute l'histoire, tout le passé de la Grande Eglise déposent ici éloquemment en sa faveur.

Telle est la vérité sur cette soi-disant question roumaine en Turquie d'Europe. Crée de toutes espèces et entretenue avec soin par la propagande roumaine, elle est sans rapport avec les sentiments des Gréco-Valaques.

Que si l'on objecte que la question se rapportant aux Gréco-Valaques égarés, ou plutôt que les prétentions que la propagande roumaine formule en faveur de ceux-ci n'en subsistent pas moins, nous répondrons que ce sont là des points litigieux d'ordre purement religieux et ecclésiastique sur lesquels l'accord ne peut se faire que par la voie ecclésiastique ; sinon les néophytes que leurs parents se sont plu à décorer du nom de Roumains, n'obtiendront aucune satisfaction.

C'est ainsi que, fermement établie sur les assises ecclésiastiques et canoniques qui assurent son existence, la Grande Eglise orthodoxe de Constantinople saura se montrer inébranlable et s'y maintenir éternellement.

ANNEXES

I^e Tezkéré Ministériel

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES

A Sa Sainteté le Patriarche œcuménique.

Un haut tezkéré grand-viziriel fait savoir que les Valaques, sujets ottomans, à l'effet de sauvegarder leurs intérêts nationaux, ont demandé l'autorisation de faire usage de leur propre langue dans leurs établissements scolaires ; celle de célébrer les cérémonies de culte dans leurs propres églises, par leurs propres prêtres et dans leur propre langue ; et celle d'élire, à l'instar des autres nationalités, là où ils se trouveraient en majorité leurs propres mouhtars.

Le conseil des ministres, considérant que d'une part un principe fondamental de l'Empire impose à l'Etat une impartialité absolue à l'égard des différentes nationalités qui vivent sous le sceptre de Sa Majesté Impériale, et que d'autre part dans la requête en question on ne saurait découvrir la moindre trace d'une atteinte portée aux droits d'une autre nationalité, a décidé de charger le ministère de l'Intérieur de communiquer à l'inspecteur des vilayets de la Turquie d'Europe et aux Gouverneurs généraux intéressés que :

à la condition de ne rien innover touchant la subordination des Valaques au Patriarcat œcuménique, ces derniers ne seront pas empêchés de célébrer les cérémonies du culte par leurs propres prêtres et dans leur langue nationale ; ni de se servir de cette langue dans l'enseignement ; qu'il leur sera permis de nommer leurs propres mouhtars conformément aux lois en vigueur ; que nul ne pourra troubler dans l'exercice de leurs fonctions les instituteurs et les inspecteurs de l'enseignement que la communauté valaque nommerait, en s'adressant, selon la règle établie à leur sujet, au ministère de l'Instruction Publique et qu'enfin

les Valaques prendront part aux élections des membres des conseils administratifs.

Cette décision soumise à Sa Majesté Impériale le Sultan a été sanctionnée par iradé impérial.

En conséquence, je me fais un devoir de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Sainteté. Le 18 Rebioulewel 1323 = le 10 mai 1905 (1905).

*Le Ministre,
ABDOURRAHMAN.*

2^e Takrir

Adressé par S. S. le Patriarche œcuménique à S. A. le Ministre de la Justice et des Cultes.

Altesse,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Altesse que le Saint-Synode des Métropolitains, siégeant auprès de nous, a été saisi du haut tezkéré qu'elle a bien voulu nous faire parvenir sub n° 28 en date du 10 mai 1905 et qui reproduit une décision rendue en conseil des ministres, à la requête des Valaques, sujets ottomans. Sanctionnée par iradé impérial, la décision en question a été communiquée au ministère de l'Intérieur et par celui-ci à l'inspecteur général des vilayets de la Turquie d'Europe et aux Gouverneurs généraux intéressés.

Aux termes de ce document, à l'effet, y est-il dit, de sauvegarder les intérêts nationaux des Valaques, ceux-ci sont autorisés à faire usage de leur propre langue dans l'enseignement ; à célébrer les cérémonies du culte dans leurs propres églises, par leurs propres prêtres et dans leur propre langue ; et se, conformant aux lois qui régissent cette matière à élire, là où ils se trouveraient en majorité leurs propres mouhtars, à l'instar des autres nationalités ; nul ne pourra troubler dans l'exercice de leurs fonctions, les instituteurs et les inspecteurs de l'enseignement que les Valaques nommeraient ; mais ici encore leur communauté devra suivre la règle établie, en s'adressant pour eux au ministère impérial de l'Instruction publique ; les Valaques prendront également part aux élections des membres des conseils administratifs. La décision ajoute que les dispositions ainsi arrêtées ont leur origine dans un principe fondamental de l'Empire, principe qui impose à l'Etat une impartialité absolue à l'égard des différentes nationalités ; que dans la requête en question on ne saurait découvrir la moindre trace d'une atteinte portée aux droits d'une autre nationalité ; enfin que le tout est assujetti à la condition que rien ne sera innové touchant la subordination des Valaques au Patriarcat œcuménique.

Telle est la teneur du haut tezkéré.

En réponse à ces points, qui ont très sérieusement retenu notre attention, nous nous faisons ayant tout un devoir de relever la haute disposition impériale, d'après laquelle rien ne sera innové concernant la subordination des Valaques au Patriarcat ; et bien que nous ignorions quels peuvent être les Valaques, qui se sont adressés au Gouvernement Impérial et en faveur desquels ont été prises les décisions, qui viennent de nous être communiquées, c'est avec reconnaissance que nous nous empressons de prendre acte de cette disposition d'après laquelle rien ne viendra modifier leur subordination au Patriarcat ; nous sentons tout le

prix de cette disposition, et nous déposons, à ce sujet, l'expression de notre profonde gratitude aux pieds du trône de Sa Majesté Impériale le Sultan.

Mais, encore que la subordination au Patriarcat de ces Valaques, dont nous ignorons l'existence, soit proclamée et reconnue comme indispensable, leur dépendance spirituelle recevant ainsi une confirmation nouvelle, nous ne saurions cependant nous empêcher de faire observer que le Patriarcat se voit en même temps privé tacitement d'une grande partie des droits qu'il exerçait sur ces mêmes Valaques, droits séculaires, fondés sur des règles religieuses immuables et sur les Bérats, les Firmans et autres textes législatifs impériaux, qui sont venus apporter l'autorité d'une consécration formelle à l'ancien état de choses ecclésiastique.

Parmi les dispositions que la décision ministérielle prend au sujet de ces Valaques, dont l'existence nous est inconnue, la règle relative à l'emploi d'une langue étrangère dans les écoles et surtout dans les églises où viendraient l'introduire des prêtres égarés par l'appât que la propagande roumaine leur présente, cette règle, disons-nous, est considérée par le Patriarcat comme préjudiciable au premier chef à la clause de subordination mentionnée plus haut.

La détermination de l'usage d'une langue dans les écoles et plus particulièrement dans les églises, constitue, en effet, un droit de l'autorité spirituelle, seule compétente dans l'appréciation des effets nécessaires qu'implique l'usage de telle langue étrangère et des modalités intrinsèques ou extrinsèques qui accompagnent cet usage et parmi lesquelles une place prépondérante est réservée à la religion et à ses prescriptions morales. Le principe relatif à l'introduction d'une langue étrangère vient de l'étranger et ce sont des étrangers qui en préconisent l'application ; mais le Patriarcat, l'Eglise, ne saurait l'admettre sans risquer d'ébranler et de compromettre, en matière scolaire et ecclésiastique, un état de choses très ancien que la religion a consacré et que les droits que confèrent à l'Eglise les priviléges dont elle jouit sont venus confirmer. Sous peine de faillir à ses devoirs les plus sacrés, l'Eglise doit se prémunir contre tout envahissement de ces priviléges, ne point souffrir leur amoindrissement et les défendre avec la dernière énergie. Est-il, d'ailleurs, permis de supposer que la clause relative à la subordination des Valaques au Patriarcat sera observée par des prêtres désobéissants et irrévérencieux, qui, ouvertement révoltés contre lui, foulent aux pieds les lois les plus saintes d'une religion dont ils traîquent ?

Aux termes de la décision, les communes sont autorisées à procéder à la nomination d'instituteurs, d'institutrices et d'inspecteurs des écoles, sauf à en référer, dans les cas prévus par la loi, au ministère de l'Instruction publique. Ici encore le préjudice, porté aux droits du Patriarcat et à la clause de subordination des Valaques, est manifeste. Dans tout établissement scolaire, l'enseignement de la religion et de la morale sont les plus importants et c'est pourquoi ces cours se donnent sous la surveillance et sous la direction des évêques ; or, il faut croire que, dans le cas actuel, c'est la conception contraire qui a prévalu.

Du plus loin de leur existence, ces Gréco-Valaques, qui, répandus dans la Turquie d'Europe, s'élèvent aujourd'hui, d'après les recensements les plus dignes de foi, à environ cent mille âmes,

n'ont jamais admis qu'une distinction quelconque fut possible entre eux et les Grecs ; ils ne l'admettent pas davantage à l'heure actuelle : ils sont Grecs et le disent hautement. L'emploi exclusif de la langue grecque dans leurs églises, dans leurs écoles, dans leurs transactions commerciales et jusque dans leurs familles est un fait indéniable ; il est rare de rencontrer parmi eux, même dans les classes les moins aisées, un homme ou une femme ignorant le grec.

Le malheur a votlu qu'une propagande instituée, il y a de cela quarante ans, en Roumanie, ait pris à tâche de faire éclore dans la conscience des Gréco-Valaques un sentiment national roumain. Elle est venue leur enseigner qu'ils sont Roumains, qu'ils ne font qu'un avec les Roumains de l'autre côté du Danube, qu'ils n'ont rien de grec et qu'ils doivent, au contraire, chercher, en se détachant des Grecs, à former une race distincte dont ils revendiqueraient les droits. A cette lutte ingrate, la propagande d'au-delà du Danube a consacré de grands efforts et des sommes importantes. Les moyens mis en œuvre lui ont permis de circonvenir, au bout de ce long temps, quelque dix mille individus, dispersés dans la Turquie d'Europe. Ses adeptes ne forment pas un groupe compact ; ils ne se trouvent pas rassemblés sur un espace limité. Dans les bourgs et dans les villages de toute cette région où se rencontrent des Gréco-Valaques, la propagande en a capté quelques-uns, les plus faciles à entraîner. Mais la grande majorité reste fidèle à ses vieilles traditions ; elle échappe à la prise des intrigues roumaines, ourdies à l'étranger ; elle les repousse avec indignation et récemment encore elle a cru devoir manifester en toute spontanéité ces sentiments inaltérables dans des adresses au Gouvernement Impérial et au Patriarcat. L'or de la propagande a pu corrompre quelques prêtres ; il a pu faire pousser quelques instituteurs et quelques écoles ; il a pu servir à l'entretien de mouhtars ou autres agents communaux ; tout cela n'est au fond, que bien naturel. Mais que ce ressort tout-puissant vienne à disparaître, et l'on verra alors s'évanouir aussi sur place cette nationalité roumaine qu'il a contribué à fonder.

Forts de la haute assurance qui vient de nous être donnée, et d'après laquelle la subordination des Valaques au Patriarcat sera maintenue intacte ; considérant, d'autre part, que les priviléges octroyés à l'Eglise ont suivi partout l'esprit des lois et des usages religieux, nous nous croyons fondés à déclarer en toute loyauté que ladite décision est attentatoire aux droits du Patriarcat, attendu notamment que la clause de la dépendance des Valaques, dénuée de toute efficacité réelle, doit être tenue pour inopérante.

En présence de la situation qui lui est faite, soucieux des intérêts dont il a la garde, le Patriarcat repousse toute innovation, qui viendrait porter atteinte au *statu quo* religieux, fondé sur ses priviléges et qui irait même jusqu'à blesser les sentiments les plus respectables des chrétiens en question. Profondément pénétré de la justice de sa cause, il trouve dans cette certitude assez de franchise pour prier instamment le haut Gouvernement Impérial de vouloir bien raffermir et de protéger les priviléges immémoriaux de l'Eglise ; de garantir la tranquillité des paisibles Gréco-Valaques, sujets fidèles de Sa Majesté Impériale le Sultan, d'écartier toute immixtion étrangère et de restaurer par là le vieil ordre de choses momentanément ébranlé.

LA THÈSE GRECOUE ET LA THÈSE ROUMAINE

M. Georges Villiers, s'est successivement adressé à M. Delyanni, ministre de Grèce à Paris, et à M. Poppovici, chargé d'affaires de Roumanie, pour connaître l'exposé officiel des circonstances qui ont amené le conflit gréco-roumain et les thèses des deux gouvernements.

« Les incidents, a dit M. Delyanni (*Le Temps*, 12 octobre), qui ont provoqué la crise actuelle sont d'une grande complexité. Et les Roumains font tout ce qu'ils peuvent pour les rendre plus complexes encore.

« Vous constaterez, en effet, en suivant les explications que je vais très volontiers vous donner, qu'ils tentent contre tout justice d'établir une assimilation entre les violences récentes commises en territoire roumain par des sujets roumains contre des sujets grecs et les conflits de races dont la Macédoine, province ottomane, est le théâtre trop connu. Cette assimilation n'est pas soutenable. Et si nous avons le droit de demander compte à la Roumanie, état indépendant, de ce qui se passe sur son sol, si la Roumanie a dans les mêmes conditions un droit identique vis-à-vis de la Grèce, nous n'admettons pas, nous n'admettrons jamais que nous soyons responsables des faits survenus en pays turc, c'est-à-dire en dehors des limites du territoire hellénique.

« Cela dit, qui domine le débat, voici l'énoncé sommaire de nos griefs. »

M. le Ministre de Grèce énumère les nombreux griefs du gouvernement grec : pillage de magasins grecs en Roumanie, insulte au drapeau hellène à Giurgevo, expulsion injustifiée de sujets grecs, et les réclamations que ces faits ont motivées, d'ailleurs vainement. Puis il aborde les causes de l'hostilité roumaine à l'égard des Hellènes :

« Vous connaissez maintenant les manifestations de l'hostilité roumaine à notre égard. J'arrive aux causes de cette hostilité.

« Vous savez qu'en février dernier, à la suite d'une forte pression exercée par la Roumanie sur le gouvernement ottoman, celui-ci a accordé aux roumanisants parmi les Koutzo-Valaques de Macédoine le droit de constituer des communautés en se conformant aux dispositions des lois turques en vigueur. L'iradé du sultan qui octroyait cette concession était contraire aux lois ottomanes et aux priviléges du patriarchat œcuménique. En effet, la loi turque qui régit les communautés chrétiennes en Turquie les reconnaît non comme des groupements ethniques, comme des associations nationales, mais uniquement comme des communautés ecclésiastiques dont l'existence et les droits émanent des Eglises indépendantes établies dans l'empire ottoman. Comme il n'y a pas en Turquie d'Eglise roumaine, l'autorisation donnée aux roumanisants de former, hors de l'Eglise grecque œcuménique, des communautés roumaines était illégale. Le patriarche protesta donc. Sa protestation fortement motivée irrita le gouvernement roumain.

« Cette irritation grandit encore lorsqu'on s'aperçut que malgré les efforts coûteux multipliés en leur faveur, les roumanisants de Macédoine ne parvenaient pas à profiter de la faveur arrachée à la Porte. D'après la loi ottomane, il faut, pour constituer une communauté, réunir un certain nom-

bre de fidèles. Or, quoi qu'ils fassent, les roumanisants sont si peu nombreux qu'ils ne parviennent pas à remplir cette condition numérique, et qu'ils se trouvent par suite incapables de former des communautés. C'est à cet échec de la propagande roumaine qu'il faut attribuer pour une large part l'attitude de la Roumanie vis-à-vis du gouvernement hellénique et du patriarchat œcuménique.

« Ai-je besoin d'ajouter que cette explication n'est pas une excuse et que l'avortement de la politique roumaine en Macédoine ne saurait justifier les violences commises en Roumanie contre notre drapeau et nos ressortissants ?

« Je ne veux pas répéter ici ce que je vous ai dit au mois de décembre dernier du caractère factice et illusoire de l'action roumaine en Macédoine. Force m'est bien cependant, puisque j'ai établi que cette action est la cause initiale du conflit, de rappeler combien elle est dépourvue de base. On parle beaucoup des droits des Koutzo-Valaques, qu'il s'agit, dit-on, de protéger contre l'intolérance du patriarchat et les menées de l'hellenisme. En réalité, les Koutzo-Valaques — et ils s'en rendent compte — sont un moyen, non une fin. La Roumanie sait parfaitement qu'ils sont avec nous de cœur et de traditions, et l'on serait plutôt porté à croire qu'en les revendiquant comme siens c'est moins à eux qu'elle songe qu'à prendre hypothèque sur l'avenir, qu'à assurer, en vue de règlements ultérieurs, une monnaie d'échange pour l'obtention d'avantages qu'elle chercherait ailleurs qu'en Macédoine.

Ici, M. Delyanni cite des preuves, des témoignages irrécusables; l'avis de sir John Kennedy, ministre d'Angleterre à Bucharest, déclarant que personne en Roumanie ne prétend sérieusement qu'il puisse exister des Roumains en Macédoine; l'opinion de M. Bourchier, le correspondant du *Times* dans les Balkans affirmant le caractère grec des populations Koutzo-Valaques. D'ailleurs, tout récemment encore, une revue dirigée par un député roumain, M. de Brancovan, déclarait sans ambages que cette politique macédonienne de la Roumanie ne visait qu'à s'attirer les Valaques pour s'en servir comme monnaie d'échange. M. Delyanni ajoute:

« Il ne m'appartient pas de me prononcer sur ce dernier point. Il me paraît cependant que les appréciations précitées méritent de retenir l'attention, car elles sont suffisamment suggestives quant aux fins que semble poursuivre la politique roumaine en Macédoine. On ne veut au patriarchat de ne pas s'y prêter. En défendant ses droits contre des atteintes injustifiées, il ne fait que remplir sa mission. J'ajoute qu'en refusant de prendre parti contre le patriarche œcuménique, absolument indépendant du gouvernement hellénique, nous accomplissons, nous aussi, un devoir clémentaire.

Dans le *Temps* du 13 octobre, M. Poppovici, chargé d'affaires de Roumanie, fait l'exposé de la thèse roumaine. Il a simplement renouvelé contre le patriarchat œcuménique l'accusation de faire du panhellénisme et fait à sa façon l'historique du différend et de la rupture qui l'a déterminé. Le diplomate roumain s'est bien gardé d'essayer de réfuter sur tous les points l'argumentation de M. Delyanis. Il a, notamment, laissé de côté la question suivante : En supposant que le cabinet de Bucharest soit fondé à revendiquer les Koutzo-Valaques de Macédoine, en vertu de quel droit et de quel

principe rend-il le gouvernement grec responsable de ce qui se passe en territoire ottoman ?

La moralité de la thèse roumaine est tout entière dans les déclarations suivantes de M. Poppovici :

Nous venons, comme entrée de jeu, et comme je l'apprends par les journaux, de dénoncer le traité de commerce de 1900. Ce faisant, nous ne nous bornons pas à exercer des rigueurs douanières. Car ce traité avait une clause additionnelle reconnaissant l'existence légale en Roumanie à toutes les communautés grecques, leur accordant le droit d'ester en justice, de fonder des industries ou des sociétés commerciales, etc. Cette clause, elle aussi, est abrogée. Dès maintenant, par conséquent, nous recouvrons notre pleine liberté vis-à-vis des 80.000 sujets grecs installés sur notre territoire. Et nous pouvons les soumettre à toutes taxes que nous jugerons convenables. Comme il n'y a pas 100 Roumains établis en Grèce, les représailles sont impossibles au cabinet d'Athènes.

La dénonciation du traité de commerce sera donc un coup sensible pour les sujets grecs résidant sur notre sol et dont beaucoup sont de riches marchands. C'est ainsi, par exemple, que le procès fameux engagé par une société grecque à propos de la succession Zappa se trouve *de facto* interrompu. D'autre part, l'établissement de surtaxes sur les bateaux grecs qui font la navigation du Danube est imminente. Enfin, à l'importation, nous appliquerons le tarif différentiel, — toutes ces mesures étant bien entendu, de nature à être aggravées, si les violences s'accentuent en Macédoine contre les Koutzo-Valaques.

En bon français, cela s'appelle du chantage.

M. le ministre de Grèce ne pouvait laisser ces affirmations sans les relever. Et il a adressé au *Temps* la très substantielle lettre que voici :

1^o Il n'est pas exact que la satisfaction accordée par le sultan aux demandes roumaines ait irrité le gouvernement hellénique. Ainsi que M. Rhallys, président du conseil des ministres, l'avait déclaré à M. Papiniu, ministre de Roumanie à Athènes, le gouvernement hellénique ne saurait engager le patriarchat œcuménique, absolument indépendant, à admettre des prétentions que le patriarche considère comme portant la plus grave atteinte à la constitution de l'Eglise orthodoxe en Turquie. Les roumanisants, en tant qu'orthodoxes, sont soumis, d'après les lois qui régissent la constitution des communautés chrétiennes en Turquie, à la juridiction du patriarche œcuménique. Le gouvernement roumain voudrait les en détacher ; or, les Koutzo-Valaques persistent à rester fidèles au patriarchat.

2^o La seconde démarche de M. Papiniu auprès de M. Rhallys avait trait aux bandes grecques qui agissent en Macédoine, province turquée, et que l'on prétend, à tort, être formées sur le territoire hellène. Ces bandes, composées de Grecs macédoniens n'ont pour but que de défendre les populations grecques opprimées et de les préserver des attentats dont elles sont victimes. Si, par hasard, quelques Macédoniens, trompant l'attention des autorités helléniques, ont quitté la Grèce pour se joindre à ces bandes, il n'en reste pas moins vrai que celles-ci sont gréco-macédoniennes et ont été formées en Turquie.

3^o Il est parfaitement avéré que des sujets hellènes ont été maltraités en Roumanie et des magasins saccagés. Je puis citer, entre autres exemples, que le 13 juillet, à Bucarest, quatre magasins grecs furent envahis par des Roumains qui brisèrent les meubles et maltraitèrent les propriétaires, dont l'un fut même grièvement blessé à la tête. Contrairement à ce qui a été affirmé, les coupables n'ont pas été poursuivis devant les tribunaux. Le même jour, le drapeau hellène, et non pas « un lambeau d'étoffe », était livré aux flammes à Giurgiu, sous l'œil tolérant de la police, etc.

4^o On nous menace de représailles. Nous laissons à l'opinion publique le soin de juger si les mesures vexatoires et si exagérées annoncées ou déjà prises contre les sujets hellènes résidant en Roumanie, peuvent être qualifiées de représailles, en l'espèce, ou si elles ne se relèvent pas plutôt de l'arbitraire, et ne sont pas appelées à servir de moyens de pression sur la Grèce. Je me refuse d'ailleurs à croire que le gouvernement roumain songerait à interrompre le cours du procès Zappa, et cela contrairement au principe de la séparation des pouvoirs.

Enfin, quant au dilemme posé par M. le chargé d'affaires de Roumanie, je me bornerai, pour le moment, à faire observer que les Gréco-Macédoniens ne montrent aucun désir de favoriser la propagande qui tendrait à les transformer artificiellement en Roumains.

En résumé, la Grèce se plaint d'actes commis en Roumanie par des citoyens roumains contre des droits et des citoyens hellènes ; — tandis que la Roumanie reproche à la Grèce des actes commis en Macédoine, province ottomane, par des sujets ottomans, contre des Koutzo-Valaques, également sujets ottomans. En admettant, par impossible, qu'il fût démontré que les agresseurs et les coupables fussent citoyens hellènes, la Roumanie n'eût pas été fondée, ni en droit ni en équité, à s'en prendre au gouvernement hellénique, et encore moins à d'inoffensifs Hellènes, d'actes commis hors du territoire de la Grèce.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

N. P. DELYANNI.

LE PROCÈS ZAPPA

A propos du différend qui vient de surgir entre la Roumanie et la Grèce, on a reparlé du procès éternellement pendu entre les deux Etats au sujet de la succession Zappa, succession qui se chiffre par des millions. Voici un résumé des points principaux de ce fameux procès.

Le 20 juin 1865 mourait à Brosting (Roumanie), Evangelos Zappa, originaire d'Epire, ancien major dans l'armée grecque, grand propriétaire en Roumanie. Zappa avait été toute sa vie très généreux envers la Grèce ; il laissait un testament du 20 novembre 1860, qui ordonnait de construire à Athènes un palais d'exposition où se tiendraient des concours littéraires en souvenir des jeux olympiques. Il léguait dans ce but la moitié de sa fortune immobilière et la pleine propriété de 400 actions de la Compagnie hellénique de navigation à l'Etat grec représenté par la commission olympique. Il faisait en outre un legs de 1.000 ducats payables annuellement à l'Académie de Bucarest, plus des legs à des parents ; il instituait son cousin Constantin Zappa son exécuteur testamentaire, lui léguait ses meubles et l'usufruit de ses immeubles.

Le tribunal consulaire hellénique, compétent en vertu des capitulations, sanctionna le testament le 15 juin 1865, le *Moniteur roumain* publia que C. Zappa devait être reconnu exécuteur testamentaire ; le gouvernement roumain adressa annuellement réception et quittance des legs laissés à l'Académie, dont il recevait les annuités de l'Etat hellénique, cet Etat étant aussi entré en possession de la succession testamentaire et notamment des 400 actions. Il n'y eut aucune contestation, si ce n'est de la part des héritiers *ab intestato*. Le gouvernement roumain n'eleva aucune prétention. Constantin Zappa mourut le 20 juin 1892 : c'est après ce décès, au moment où l'usufruit allait se

réunir à la nue propriété, pour constituer les droits de pleine propriété de l'Etat hellénique, que le conflit éclata entre les deux Etats, le gouvernement roumain ayant cru devoir intervenir pour contester les droits de l'Etat hellénique en objectant l'incapacité de cet Etat de recueillir les immeubles qui lui avaient été légués en Roumanie. Il demanda des tribunaux roumains la mise en possession de la succession d'Evanghely Zappa, en la déclarant *vacante*, et prétendit aussi soumettre l'Etat hellénique à l'obligation de fournir la *cavatio iudicatum solvi*. Le tribunal d'Ilfov cita devant lui le gouvernement hellénique pour se prononcer sur le différend.

Le gouvernement hellénique réclama contre la compétence des tribunaux roumains et insista sur les droits qu'il avait acquis dès la mort d'Evanghely Zappa, en 1865, et dont la jouissance ne lui avait pas été contestée depuis vingt-sept années.

En même temps de graves dissensments surgissaient entre les deux Etats à propos de la succession de Constantin Zappa.

Ainsi le gouvernement roumain, après avoir déclaré dans sa note de janvier 1892 son intention de faire régir cette succession par les dispositions de son traité consulaire avec l'Italie, contesta plus tard aux autorités helléniques le droit de procéder, conformément à cette condition, aux mesures conservatrices et déclara la compétence absolue de ses tribunaux dans toute la question concernant les successions ouvertes en Roumanie autrefois aussi bien qu'aujourd'hui la Roumanie n'ayant jamais accepté en fait le régime des capitulations et n'y ayant jamais été soumise en droit. Partant de ce point de vue, par sa note du 22 février, le gouvernement roumain fit connaître à la légation grecque son intention d'appliquer aux deux successions Zappa les principes généraux de droit international, que les conventions consulaires ne font que de produire et consacrer.

Le gouvernement hellénique protesta en vain contre ces prétentions illégales, en vain il démontra que les deux successions sont distinctes, que la succession d'Evanghely Zappa avait été, en 1865, réglée complètement et du plein consentement du gouvernement des principautés danubiennes, par les autorités helléniques, comme d'autre part la succession de C. Zappa devait être réglée d'après les principes consacrés dans la convention italo-roumaine, en vertu de la déclaration expresse du gouvernement roumain. A toutes représentations faites par la légation grecque, le gouvernement roumain opposa un refus absolu; il se borna à communiquer à cette légation qu'elle est citée devant le tribunal de Valomitzia au sujet de la contestation faite par l'Etat roumain contre la demande de mise en possession de la fortune de C. Zappa. Car aussi à propos de cette succession la Roumanie contesta à l'Etat hellénique la capacité d'être institué héritier en tant que personne morale étrangère, et le gouvernement roumain s'opposa à la mise en possession du gouvernement grec.

Une entente amiable étant devenue impossible, le gouvernement grec rappela son agent à Bucarest. Les relations diplomatiques régulières demeurèrent interrompues pendant une dizaine d'années. Les deux gouvernements se combattirent à coups de notes et de consultations réclamées aux meilleurs juristes de l'Europe.

Dans l'intervalle, des procès s'instruisirent devant les tribunaux roumains entre les deux parties principales, l'Etat grec et l'Etat roumain.

En outre, 1^o les neveux d'E. Zappa intentèrent une action concluant à l'annulation de son testament.

2^o Les parents *ab intestat* de C. Zappa attaquèrent également le testament de ce dernier.

Les tribunaux roumains attribuèrent en première instance à l'Etat hellénique la mise en possession de la fortune de C. Zappa. Puis l'affaire se termina par une transaction.

Quant au procès concernant la succession d'E. Zappa, ils sont encore pendus à l'heure qu'il est. Les neveux d'E. Zappa allèguent les mêmes motifs d'annulation que l'Etat hellénique.

Nous n'entrerons pas dans l'examen des nombreuses questions de droit soulevées dans ces pièces nous dirons seulement que l'Etat roumain conteste la validité du legs fait au profit de l'Etat hellénique; il soutient qu'en vertu de la Constitution roumaine, les étrangers étant exclus de la propriété foncière, la succession d'E. Zappa, que le testament défère à un Etat étranger, lui appartient comme vacante. En second lieu, il conteste aussi en général aux Etats étrangers la capacité d'acquérir.

L'article 8 de la Constitution roumaine de 1879 porte en effet que seuls les Roumains ou naturalisés Roumains peuvent acquérir des immeubles en Roumanie. Les droits acquis jusqu'à ce jour seront respectés.

1^o Il n'est pas difficile de démontrer combien une telle disposition imaginée contre les Juifs est arbitraire. Elle ne saurait être invoquée victorieusement contre l'Etat hellénique, car une loi n'a pas d'effet rétroactif, même le texte s'y oppose; il réserve expressément les droits acquis; or l'Etat grec est au bénéfice d'un droit acquis; ce droit est né en 1865, à la mort d'E. Zappa; c'est la législation de 1865 qui est applicable.

2^o Certaines législations interdisent aux étrangers d'acquérir des immeubles; mais nulle part on n'interprète cette règle d'une façon spoliatrice comme l'Etat roumain: lorsque des étrangers sont appelés à recueillir des immeubles, ils sont tenus de les vendre dans un délai déterminé et ils en touchent le prix. En d'autres termes, c'en est fini partout du droit d'aubaine.

F. NESSI.

GRECS ET ARMÉNIENS

Des amis arméniens nous ont fait part de la fâcheuse et légitime surprise que leur a causée la nouvelle suivant laquelle, à la suite de la découverte de bombes et autres explosifs chez les Arméniens établis en Grèce, d'inoffensifs émigrants arméniens auraient été, à leur passage au Pirée, victimes de mauvais traitements de la part de bateliers grecs.

Nous n'avons aucunement connaissance d'incidents de ce genre, dont nous n'avons pas trouvé trace dans la presse grecque. Peut-être s'agit-il d'un cas tout à fait isolé, mais que nous ne pouvons que déplorer, si réellement il s'est produit. Rien ne justifierait une attitude semblable, ni le fait que des révolutionnaires arméniens ont si maladroitement mésusé de l'hospitalité grecque pour fabriquer des explosifs en Grèce, ni le projet que leurs frères de Smyrne avaient conçu de faire sauter, on

ne sait trop pourquoi, avec le conak et les établissements publics de cette ville, la cathédrale grecque.

Nous avons toujours établi une distinction bien nette entre ces anarchistes insensés et le peuple arménien pour lequel nous professons une sympathie que ses infortunes n'ont fait qu'accroître. Et nous n'aurions pas plus raison de rendre le peuple arménien responsable des actes criminels de certains révolutionnaires que les Arméniens ne seraient fondés à reprocher aux Hellènes la stupide agression dont a pu être victime un des leurs, de la part de quelque imbécile. D'ailleurs, on sait assez que, notamment depuis 1896, tant en Turquie qu'en Grèce, les Arméniens n'ont rencontré parmi nous que les sympathies les plus sincères, l'accueil le plus cordial.

Aussi, est-ce avec empressement que nous publions la lettre qu'au sujet de la découverte de bombes à Athènes, nous adresse le distingué patriote arménien, M. Minas Tchéraz :

Ces bombes n'étaient point destinées aux Grecs. Elles étaient destinées à combattre le régime hamidié, qui pèse comme un cauchemar sur toutes les populations de l'Empire turc, sans en excepter les Grecs.

Elles étaient destinées à venger le martyr de 300.000 Arméniens et Arméniennes, assommés, éventrés, empalés ou brûlés vifs, par ordre du « Grand Assassin » de Gladstone.

Les Grecs n'ignorent pas ces horreurs, et n'ont pas oublié que leurs pères ont subi un martyre similaire de la part des hordes turques, avides de pillage et de carnage.

Je condamne la barbarie des bombes, même opposée à la barbarie des Turcs. Mais, pour être juste, on doit sonder la profondeur du désespoir arménien, et se rappeler la parole de Victor Hugo : « Tout comprendre, c'est tout pardonner. »

Si quelques révolutionnaires arméniens ont fait cause commune avec les révolutionnaires bulgaro-macédoniens, c'est là un pacte temporaire, dirigé non contre les Grecs, mais contre les Turcs.

A côté de ce petit nombre de Droschakistes, il y a une immense majorité arménienne qui pense que, placée entre la Russie et une Turquie d'Europe slavisée, l'Arménie serait serrée dans un état de panslavisme.

Elle pense aussi que le renforcement de l'élément grec en Orient, ne contrarie en rien les intérêts vitaux du peuple arménien, qui a sa patrie à l'est de l'Asie Mineure, alors que les aspirations grecques se bornent à l'ouest.

Elle verrait d'un bon œil l'abandon à la Grèce de Constantinople et de tous les pays de langue grecque, car elle n'ignore pas que les Grecs du Bas-Empire traitaient mieux les Arméniens, dont plusieurs occupèrent le trône impérial de Byzance, alors qu'Abd-ul-Hamid II veut les réduire au rôle d'*aivaz* (valets de cuisine).

Certes, nos compatriotes trouvent bon que les Bulgares rentrent dans la plénitude de leurs droits en Turquie d'Europe. Mais un Arménien instruit ne saurait avoir pour la Bulgarie le même enthousiasme que pour la Grèce. Comme Arménien, il doit un vieux tribut de reconnaissance à la Grèce. Comme homme, il considère la Grèce comme sa patrie intellectuelle. Il confond dans un même sentiment de gratitude et d'admiration les enfants de

la Grèce antique et de la Grèce moderne. Il fait les vœux les plus ardents pour l'affranchissement et le triomphe de l'Hellénisme.

Ami grec, voilà les confessions d'un vieux patriote arménien.

MINAS TCHÉRAZ,
Directeur de L'Arménie.

Musulmans malgré eux

On nous écrit de Constantinople :

Il est certaines localités de l'Asie Mineure dont les habitants se trouvent déjà depuis longtemps, tant au point de vue civil que religieux, dans une situation toute particulière. Musulmans en apparence, parce que descendants de Grecs islamisés il y a un siècle, ils demeurent, en dépit des persécutions qu'ils ont subies, fidèlement attachés au christianisme qu'ils pratiquent clandestinement.

Tel est le cas de la population d'Ak-Dagh (province de Chaldée), qui a été particulièrement et à plusieurs reprises molestée par les autorités turques pour avoir osé revenir ouvertement au culte chrétien.

Le Patriarcat œcuménique, saisi de l'affaire, a multiplié les démarches auprès de la Porte afin d'obtenir l'autorisation officielle nécessaire à cet effet. Malgré ses promesses, le gouvernement turc, loin de faire droit à ces demandes, élude et temporise.

Dans une récente entrevue que S. S. Joachim III eut avec le Grand-Vizir, Son Altesse a une fois de plus promis de faire libérer les notables d'Ak-Dagh, emprisonnés depuis des mois et de suspendre les mesures vexatoires prises contre la population en général.

Le ministre de l'Intérieur, Meimdouh pacha ne semble pas être de cet avis. Ce personnage a déclaré au patriarche qu'il ne peut rien en faveur de ces misérables, tout individu converti à l'islamisme et voulant le renier étant suivant la loi religieuse du *Chéri'i*, passible de la peine de mort.

Sous le règne d'Abdul-Medjid, père du sultan actuel, un Arménien, du nom d'Ohannès, qui, après s'être converti à l'islamisme voulut revenir à la foi chrétienne, fut pour cela, et aux termes d'une loi antique, condamné à mort.

Il allait être pendu, lorsque l'ambassadeur d'Angleterre, lord Stratford de Redcliff, intervint et après d'énergiques protestations, arracha au sultan un iradé, abolissant cette loi et laissant pleine liberté à un sujet ottoman ayant renié sa religion pour embrasser l'islamisme, de rentrer dans le giron de son église.

Il existe donc sur cette question un iradé formel et l'on sait qu'en Turquie l'iradé impérial a force de loi. Cette loi, rendue par son père, les ministres d'Abdul-Hamid ne peuvent pas l'ignorer. Aussi lorsqu'un ministre de l'Intérieur ottoman invoque la loi antérieure à celle intervenue sous le règne d'Abdul-Medjid, il ne donne pas seulement la mesure d'un fanatisme intransigeant : il commet encore une illégalité.

A vrai dire, dans des questions de ce genre, les ministres turcs sont encouragés par l'attitude, toute d'indifférence ou de veulerie des représentants des puissances. Si lord Stratford de Redcliff intervint jadis pour sauver la vie d'un Arménien et faire, du coup, reviser une loi barbare, ses successeurs ont si bien oublié d'invoquer celle qui lui fut substituée, qu'en 1896, des milliers d'Arméniens furent convertis de force à l'islamisme, sans que cet attentat à leur conscience soulevât même un semblant de protestation de la part de l'ambassadeur britannique.

En fait, sous le régime théocratique des sultans, il devient impossible à un non-musulman converti de gré ou de force à la foi de Mahomet de revenir ouvertement à sa religion d'origine. Dans le vilayet de Trébisond on rencontre de nombreuses familles musulmanes parlant grec. Ce sont des descendants des Grecs qui, au XVIII^e siècle furent islamisés de force. Au lendemain de la guerre de Crimée un très grand nombre d'entre eux manifestèrent le désir de redevenir chrétiens. Grâce à des circonstances particulières, ils furent reconnus comme tels, mais n'en ont pas moins continué à figurer sur les registres des communautés musulmanes et à être astreints au service militaire, ce qui équivaut à la négation du droit qui leur avait été accordé. Aussi, avec le temps, ont-ils perdu le sentiment qui les avait longtemps attirés vers l'Eglise orthodoxe. On ne reconnaît plus ces musulmans malgré eux qu'à l'usage de la langue grecque qu'ils parlent couramment.

LA PRESSE BULGARE

L'autonomie de la Macédoine, — Au sujet du voyage de Ferdinand.

Sofia, octobre.

Le journal *Bulgaria*, organe du parti ranckoviste, a récemment publié un article de fond qui a produit ici une impression très grande; aussi ai-je cru devoir vous en transmettre une traduction :

L'opinion publique bulgare se plaît à suivre la question macédonienne. Pourtant elle est loin d'être éclairée sur cette question fatale pour la Bulgarie. Notre presse croit avoir accompli son devoir en se faisant l'écho des injustices criantes (1) qui se commettent au delà du Rilo, et en encadrant l'interminable martyrologue (!) d'articles touchants (2) et de malédiction contre certains pays. Nous ne cessons de faire appel aux sentiments d'humanité des grandes puissances pour le rétablissement de l'ordre (3) en Macédoine, oubliant qu'en politique les intérêts prennent toute autre considération.

Dernièrement, les journaux se sont lancés dans une polémique sur la question de savoir dans quelle mesure les Serbes peuvent admettre la possibilité d'une Macédoine autonome. Discussion oiseuse,

(1) Qui se commettent par qui ?

(2) Les journaux soi-disant indépendants, tels que le *Den*, le *Dneenick*, la *Velcherna Posta* ne cessent d'engager le gouvernement à « user de représailles à l'égard des corps gréco-macédoniens. »

(3) Troublé par qui ?

puisque même s'il existait un accord complet entre la Serbie et la Bulgarie, la question ne serait pas tranchée, l'autonomie ne dépendant point d'un accord de cette nature. Cet accord ne serait appréciable que si la Serbie et la Bulgarie étaient prêtes à exposer leur existence pour faire triompher l'autonomie.

Eh bien ! Ayons la franchise de le reconnaître : étant donné l'état actuel des esprits dans la péninsule illyrique, une alliance armée des petits puissances est et sera longtemps inadmissible. Les réformes que l'on commence à introduire n'aboutiront à l'autonomie que du jour où les grandes puissances qui président à l'œuvre des réformes, auront été convaincues que les différentes nationalités ont trouvé un *modus vivendi*. Autrement, la chanson de l'autonomie ne se sera pas entendue au milieu du concert européen.

Nous sommes loin de l'autonomie ; aujourd'hui, c'est la *politique des bandes qui sévit*. Donc, si la Bulgarie veut avoir une politique macédonienne, elle doit approfondir cette vérité : celui qui croit simplement au principe de l'autonomie doit tâcher de persuader de son utilité les pays voisins, à commencer par la Serbie pour finir par la Grèce. Oui, l'autonomie ne pourra être admise par l'aréopage européen que si elle est acceptée partout les éléments de Macédoine, en sorte que la Macédoine, cristallisée en Etat autonome, serve d'anneau d'alliance entre les Etats balkaniques. Mais quant à espérer que les grandes puissances interviendront toutes pour réformer la Macédoine, c'est là un vain espoir, comme il serait vain de croire que la Bulgarie, la Serbie ou la Grèce déclareraient la guerre à la Turquie pour la forcer à rendre indépendante la Macédoine. Et puisque nous soulignons les conditions exclusives qui peuvent rendre l'autonomie admissible et praticable, nous faisons appel aux partisans de cette idée chez nous, pour qu'ils envisagent plus clairement la situation et, plutôt que d'épuiser inutilement leurs forces, ils se vouent à une activité plus fructueuse.

La publicité, donnée dans la presse parisienne à la prochaine visite du prince Ferdinand à Paris, a occasionné ici une polémique assez significative pour mériter d'être notée. Le *Mir* organe de l'ancien ministre Guechof, comparant les interviews qu'ont eues, d'une part, un collaborateur du *Temps* avec M. Petkov, ministre de l'intérieur de la Principauté, d'autre part, un rédacteur du *Journal des Débats* avec M. Zolotovitz, agent diplomatique de Bulgarie à Paris dit :

M. Petkov accompagné de Mme Stamboulof, veuve de son défunt chef, qu'il a présentée à Paris comme son épouse, avait fait, au sujet de la visite du prince, des déclarations d'une nature telle que, deux semaines plus tard, elles devaient être démenties par M. Zolotovitz. En effet celui-ci fit venir chez lui un rédacteur du *Journal des Débats* et lui fit des communications bien différentes de celles que M. Petkov avait faites au représentant du *Temps*. M. Zolotovitz, en prenant ainsi sur lui de démentir les dires du ministre, était sans doute inspiré par le prince...

M. Petkov, continue le *Mir*, avait déclaré au *Temps*, que le voyage du prince Ferdinand à Paris, serait d'autant mieux accueilli par l'opinion publique en Bulgarie que la France, durant ces dernières années, est devenue très populaire chez nous, si populaire, que la visite du prince dans la capitale de ce pays mettra fin aux luttes politiques et

que tous les Bulgares, sans distinction de parti, s'uniront pour s'en réjouir. Mais, voulant représenter la visite du prince comme un événement politique considérable, quelque chose comme la venue du Tsar à Paris affirmant par là, officiellement, l'alliance franco-russe, M. Petkof a ajouté que l'accueil que Paris fera à notre prince, qui n'oublie jamais que du sang français coule dans ses veines, ne pourra que renforcer les liens unissant les deux pays.

Nous sommes persuadés que ces phrases prétentieuses ont produit une fâcheuse impression sur les milieux français (?); c'est pourquoi M. Zolotovitz dut avoir recours à un autre journaliste pour lui faire ces déclarations exactement contraires : il lui dit, en effet, que le voyage du prince à Paris n'impliquait aucune arrière-pensée politique ou diplomatique.

M. Zolotovitz a dit pour terminer que Ferdinand se rend à Paris, pour exprimer personnellement son respect et son estime pour la personne de M. Louvet; pour remercier la France de tout ce qu'elle fait pour la Macédoine; pour répéter encore une fois qu'il n'oublie point qu'il appartient à la maison de France. Tout le reste, a ajouté gravement notre représentant, n'est que racontar et pure fantaisie. Nous ne savons pas si M. Petkof a saisi le sens cruel de ces mots, mais, traduits dans sa langue, ils signifient : « N'écoutez pas celui qui a bavardé avant moi; c'est un grand menteur, il ne mérite aucune créance... »

Nous ne saissons pas très bien la nuance entre les déclarations de M. Petkof et celles de M. Zolovitz. En définitive, et en dépit des dénégations de ce dernier, le voyage du prince Ferdinand à Paris a un but politique, personne n'en peut douter. Pourquoi donc ce besoin qu'éprouva l'agent diplomatique de la Bulgarie à Paris de démentir M. Petkof? Seraît-ce que les déclarations de ce dernier aient fait une mauvaise impression à Pétersbourg et qu'on ait cru devoir atténuer cette impression? La Russie aurait-elle montré quelque humeur à voir sa petite protégée faire mine de s'affranchir de sa tutelle pour s'engager dans des voies nouvelles? C'est l'unique explication que nous puissions donner de ce petit incident.

ÉCHOS

La visite du prince Ferdinand. — Le prince de Bulgarie a été, durant son séjour officiel à Paris, l'objet d'une réception dont Son Altesse, aussi bien que ses sujets ont lieu d'être satisfaits. A cela rien que de très naturel, le prince Ferdinand, en venant à Paris, ayant tenu à rendre plus étroits les rapports franco-bulgares. De ses bonnes intentions, le prince de Bulgarie ne pouvait donner un gage plus sûr, qu'en profitant de son séjour en France pour fournir à l'industrie française l'occasion d'une de ces commandes de matériel de guerre qui, de nos jours, constituent, paraît-il, le plus éclatant témoignage de sympathie qu'un petit pays puisse donner à une grande puissance.

Personnellement, d'ailleurs, le prince Ferdinand était d'autant plus digne de l'accueil qu'il a reçu que son règne, vieux déjà de dix-huit ans, n'a été qu'une série ininterrompue d'efforts tendant à la prospérité de sa patrie d'adoption.

D'aucuns en Bulgarie ont voulu voir dans la

venue du prince à Paris un désir de réclame personnelle et de regain de popularité. Quoi qu'il en soit, Ferdinand a naturellement cherché à renforcer sa position en tâchant d'assurer à la Bulgarie l'appui du gouvernement français dans les affaires de Macédoine. Mais, il semble que, sur ce point, il n'ait pas trouvé ici les encouragements auxquels il avait pu s'attendre. Aussi, la presse bulgare de l'opposition et une partie de la presse indépendante s'en montrent-elles très déçues et ont-elles manifesté un vif mécontentement à ne trouver aucune allusion dans les toasts, autrement très cordiaux, échangés à Paris, aux questions politiques et notamment à la question macédonienne.

Il ne pouvait en être autrement. Le gouvernement de la République, tout en faisant un excellent accueil à son hôte, n'a pu oublier le rôle que la principauté a joué dans les Balkans, depuis plus de cinq ans, ni les inquiétudes que sa politique turbulente et ambitieuse a inspirées aux partisans de l'ordre et du maintien de la paix en Orient.

On peut être persuadé que la visite du prince Ferdinand n'exercera aucune influence sur la situation politique dans les Balkans.

ler les comptes des municipalités, afin de savoir si celles-ci doivent quelque chose au Trésor.

* *

La démission de Hilmi pacha. — Une dépêche de Salonique annonce, comme un fait accompli, la démission d'Hilmi pacha, inspecteur général de la Macédoine, et son remplacement par le général Chakir pacha, gouverneur d'Uskub. Cette nouvelle toutefois n'est pas encore confirmée.

Hilmi pacha aurait, dans ces derniers temps, laissé voir que la tâche qu'il poursuit en Macédoine depuis près de trois ans menace de dépasser ses forces et de compromettre sa santé.

Quand on abandonne un poste, en Turquie surtout, c'est toujours pour raison de santé. C'est en 1902, que Hilmi fut nommé inspecteur général des réformes. Officiellement, il était chargé de veiller à l'application de ces réformes. En réalité, il avait pour mission de les contrecarrer.

Il est juste de reconnaître que, du moins, Hilmi pacha s'est occupé d'améliorer, dans la mesure du possible, la situation économique de la Macédoine.

Pourquoi ne tient-il pas aujourd'hui au renouvellement de son mandat qui expire?

S'est-il lassé de jouer ce rôle de bouffon dans la comédie macédonienne? Ou bien plutôt voit-il en l'arrivée des délégués financiers étrangers une diminution du prestige déjà si terriblement compromis de l'administration ottomane et abandonné-t-il avec découragement une situation qu'il juge inextricable?

* *

En Crète. — La situation est stationnaire ; les troupes internationales semblent attendre que les révolutionnaires, la lassitude et le mauvais temps aidant, se décident à déposer les armes. Leur occupation s'exerce selon leur tempérament ; un état de siège très rigoureux est maintenu dans le rayon occupé par les Russes qui viennent de recevoir 70 hommes de renfort ; les Français et les Anglais se contentent de maintenir l'ordre ; quant aux Italiens, ils sont tellement bienveillants pour les insurgés que d'aucuns les accusent d'être d'accord avec eux. A la demande de ces derniers ils ont occupé sans résistance les villages Platania et Kolinbari.

Les représentants des puissances ont officiellement répondu au mémorandum du comité de Trérisso portant comme condition du désarmement de ses partisans une amnistie sans réserve et le droit de porter les armes. Ils acceptent l'amnistie pour tous les crimes et délits politiques mais demandent le dépôt de mille fusils. Dans leur note ils annoncent qu'ils ont l'intention de proposer l'installation d'un contrôle composé de fonctionnaires étrangers à l'île, lesquels non seulement surveilleront la gestion financière mais encore tout ce qui a trait au statut et à l'application des lois en général.

Le comité insurrectionnel, convaincu de la sincérité des puissances, recueille en ce moment, à Thérisso, les armes des insurgés pour les remettre aux troupes internationales.

D'autre part, les délégués crétois ont envoyé le télégramme suivant aux gouvernements des quatre puissances garantes :

« Les représentants du peuple crétois, fidèles aux aspirations nationales, ont appris avec surprise et regret l'intention des puissances d'établir un contrôle administratif et financier qui porteraient atteinte aux libertés dont à joui le pays, même sous le régime turc. Cette décision a été provoquée par l'attitude illégale et lamentable d'un parti insignifiant, animé par son seul intérêt personnel.

« Les représentants du peuple crétois invoquent, au nom de ce dernier, la bonne volonté des puissances

et l'application de la loi en général.

Chaque Etat enverrait au début deux ou trois vaisseaux dans les eaux turques. Si le sultan, néanmoins, résistait toujours, cette escadre internationale serait renforcée de deux unités par Etat, en vue du blocus des Dardanelles.

Dans les milieux politiques, on n'a pas encore perdu tout espoir de voir le sultan céder à la dernière heure devant la volonté de l'Europe.

En attendant, les délégués financiers, sous la présidence provisoire de M. Demerick, tiennent des séances consacrées à l'élaboration d'un projet de règlement pour la commission de contrôle dont les ambassades demandent la constitution sous la présidence de l'inspecteur général.

Etant donnée la résistance que la Porte oppose au projet de contrôle financier international en Macédoine, la publication des mesures suivantes, qu'ordonne Hilmi pacha, est significative :

1^o Perception immédiate des arriérés de dîmes et d'impôts pour 1903 et 1904;

2^o Vente des biens de fermiers confisqués par suite des dettes contractées envers le Trésor;

3^o Examen de la comptabilité des percepteurs d'impôts;

4^o Création de commissions à l'effet de contrô-

sances et les prient, au nom de la justice, de ne pas appliquer leur projet de contrôle qui, s'il était mis à exécution, plongerait le pays dans le désespoir et aurait des conséquences funestes. »

**

L'Exarque bulgare. — Après un séjour de trois semaines, Sa Béatitude a quitté Sofia et après s'être arrêtée deux jours à Philippopolis, a regagné Constantinople.

On sait qu'au cours de son séjour dans la capitale bulgare Mgr Joseph s'est principalement préoccupé d'établir entre la Principauté et l'Exarchat un plan commun d'action en Macédoine. Il semble établi aujourd'hui que Mgr Joseph, au cours de longs entretiens qu'il a eus avec le prince et le premier ministre, ne leur a pas caché que les tendances et les procédés des comités, en éveillant les soupçons de la Porte et en provoquant une violente réaction chez les autres éléments chrétiens de l'Empire ottoman, ont gravement compromis la cause bulgare. En d'autres termes, le chef de l'Église exarchiste a préconisé un retour à la politique de Stamboulof. Cette dernière peut se résumer en deux mots : gagner la confiance de la Turquie et jouir de ses faveurs en Macédoine aux dépens des autres nationalités.

Il semble que les conseils de l'exarque ont été entendus. Reste à savoir si le gouvernement bulgare aura la force de faire machine en arrière et d'abandonner la politique, basée entièrement sur la violence, que le pays suit depuis environ sept ans.

**

Le voyage du roi de Grèce. — Le roi de Grèce et sa suite viennent d'arriver à Berlin.

Le roi a été reçu sur le quai de la gare par l'empereur et par le prince impérial et les princes de la maison royale qui se trouvent à Berlin et à Potsdam, par les généraux, les amiraux, les ministres von Richthofen, von Tirpitz et von Einem, le ministre de Grèce à Berlin et le personnel de la légation.

L'empereur a donné au roi, qui portait l'uniforme d'amiral allemand, une accolade des plus cordiales et l'a embrassé.

Après la présentation au roi des personnages officiels, les souverains ont passé devant le front d'une compagnie d'honneur, puis se sont rendus en voiture découverte à la gare de Potsdam, au milieu des vivats du public.

Les souverains sont partis en train spécial pour Wildpark où ils sont arrivés à cinq heures quarante-cinq. Une compagnie d'honneur et une compagnie du 1^{er} régiment de la garde à pied, sous le commandement du prince Eitel-Frédéric, avaient pris position sur le quai de la gare. Au moment de l'arrivée du train, la musique des troupes a joué l'hymne national grec.

L'empereur et le roi de Grèce ont passé devant le front des troupes qui ont ensuite défilé devant les souverains.

Ceux-ci se sont alors dirigés au milieu des acclamations du public vers le Nouveau-Palais.

Après son arrivée au Nouveau-Palais, le roi de Grèce a été reçu par l'impératrice. Le soir à huit heures a eu lieu un dîner.

Le roi était assis à côté de l'impératrice. L'empereur était assis en face, entre la prin-

cesse Frédéric-Léopold et la princesse Ernest d'Altenbourg.

L'empereur portait l'uniforme de la marine grecque, et le roi de Grèce l'uniforme de la marine allemande.

Au cours du dîner, les monarques ont choqué leurs verres à la santé l'un de l'autre. Ils ont ensuite tenu cercle.

Sa Majesté est incessamment attendue à Paris. Après un court séjour dans la capitale, le Roi se rendra, le 11 novembre en Angleterre, où il sera reçu, officiellement invité.

A Londres, on prépare à Sa Majesté une réception qui s'annonce très brillante. A Cherbourg, une escadre anglaise attendra le souverain qui est amiral de la flotte britannique.

Le conseil municipal de Londres a voté, à l'unanimité, une résolution tendant à inviter le roi de Grèce à déjeuner au Guildhall, et à présenter au souverain hellène une adresse de bienvenue contenue dans une cassette d'or.

Le reste du programme n'est pas encore définitivement arrêté, à l'exception du dîner dans le Saint-George's Hall, à Windsor, le 13, suivi de représentation théâtrale.

**

Parlement monténégrin. — La décision du prince Nicolas de Monténégro de fixer au 6 décembre la convocation du Parlement et de prescrire en conséquence de libres élections, n'est pas inattendue. Et il serait inexact de la rattacher à des événements récents.

Déjà, au mois d'août 1904, dans une conversation avec le ministre de France, conversation que relata la *Gazette de Cologne*, le prince avait manifesté l'intention de doter son pays d'une Constitution. « Je ne veux pas, disait-il, être un souverain du moyen âge. » Mais on pensait que cette réforme ne s'accomplirait qu'ultérieurement, peut-être même seulement après la mort du prince Nicolas. Les choses allèrent au plus vite qu'on n'avait pensé. Et au début du mois d'août dernier, le *Journal officiel* de la principauté publia deux décrets du prince constituant une Assemblée nationale et accordant la liberté de la presse. On va procéder maintenant à l'application.

Le Monténégro, qui entre ainsi dans la famille troublée des pays parlementaires, n'a pas eu jusqu'ici de vie politique. Le prince était en fait un souverain absolu. Il avait, en 1879, par un « statut administratif », créé un conseil d'Etat de huit membres, dont quatre nommés et quatre élus. Mais son pouvoir n'en avait pas été limité. Il s'agit aujourd'hui d'une réforme très large. La nouvelle Chambre « collaborera à la direction des affaires ». C'est un Parlement comme en Serbie et en Bulgarie qui va fonctionner à Cettigné.

**

L'affaire de Thasos. — L'affaire de la concession des mines de l'île de Thasos, accordée à un négociant sujet allemand, M. Frédéric Speidel, vient encore s'ajouter à toutes celles dans lesquelles les Allemands, venant en dernier lieu, ont su, par l'influence de leur empereur et de leur ambassadeur, obtenir la préférence en dépit des droits acquis par d'autres et reconnus par le gouvernement ottoman.

Il y avait déjà assez longtemps qu'un Hellène, M. Bulgaridis, vice-consul de France à Kavala, située sur les côtes de la mer Egée, vis-à-vis de Thasos, avait, en vertu de permis de recherche, découvert sept mines dans cette île. M. Bulgaridis

s'associa avec M. Adolf Wix, sujet autrichien, faisant fonctions à Kavala également de vice-consul d'Allemagne, et représentant en même temps une grande manufacture de tabacs de Vienne.

Par une entente entre M. Bulgaridis et M. Wix, ce dernier devait poursuivre l'affaire des mines en son nom, les bénéfices devant être partagés. Les droits régaliens des mines de Thasos revenant au ministère de la liste civile, qui conformément au règlement des mines bénéficie des redevances fixes et proportionnelles dont les concessionnaires éventuels devront s'acquitter, M. Wix s'adressa à ce ministère, fit toutes les démarches nécessaires, remplit toutes les formalités exigées par la loi et le règlement, vit toutes ses demandes agréées et finit par établir une convention lui accordant la concession et l'exploitation des sept mines découvertes par M. Bulgaridis.

Tout cela était fait, lorsque, au mois d'octobre 1904, M. Speidel se présenta au ministère de la liste civile, proposant de lui faire une avance au comptant garantie sur les redevances fixes et proportionnelles des mines de l'île de Thasos dont il demandait la concession globale. Le ministère de la liste civile y consentit. Une convention fut passée et signée en vertu d'un iradé impérial que le sultan hésitait à donner, mais qu'il se décida à promulguer sur les prières réitérées de l'ambassadeur d'Allemagne. M. Bulgaridis protesta aussi-tôt.

Cette protestation est appuyée par les ambassades de France et d'Autriche qui demandent que MM. Bulgaridis et Wix soient indemnisés pour leurs frais et débours, et du montant des bénéfices qu'ils auraient retirés par l'exploitation des mines, depuis le jour où le gouvernement consentit à la concession.

Des ordres très catégoriques ont été donnés de Paris et de Vienne afin que cette affaire soit poursuivie avec autant de vigueur que possible.

**

Dénonciation du traité gréco-roumain. — Le gouvernement roumain vient de dénoncer son traité de commerce avec la Grèce. Il a dénoncé également le protocole, signé en même temps que ce traité, par lequel il était convenu que les églises grecques en Roumanie et les écoles qui en dépendent seraient considérées définitivement comme personnes morales.

Pour ce traité de commerce, le gouvernement roumain en le dénonçant a usé d'un droit incontestable. Les raisons qui l'ont poussé à user de ce droit ne sont pas douteuses. Il est clair qu'on est en présence d'un commencement d'exécution des menaces formulées dès le début du conflit gréco-roumain. Reste à savoir lequel des deux Etats aura le plus à souffrir des conséquences de cette mesure.

Quant à la dénonciation du protocole relatif aux communautés grecques, elle ne saurait être considérée comme possible. Ce protocole a été, il est vrai, signé en même temps que le traité, mais il en est absolument indépendant. Il n'est nullement mentionné parmi les clauses du traité de commerce. Bien mieux, le traité a été conclu pour un temps déterminé ; aucune stipulation de ce genre n'a été mentionnée pour le protocole. De même, la clause de dénonciation inscrite au traité ne s'étend pas au protocole. D'ailleurs, comment le protocole pourrait-il être dénoncé alors qu'il contient une convention diplomatique définitive ? Cela ressort nettement des termes dans lesquels il est rédigé :

« En procédant à la signature de la convention de commerce, les soussignés sont convenus :

« Les églises helléniques comprises dans la liste annexée au présent protocole et qui fonctionnent actuellement en Roumanie d'après leurs propres actes de fondation, seront considérées définitivement comme personnes morales et continueront à fonctionner ainsi que les écoles qui en dépendent, en se conformant aux lois du Royaume de Roumanie».

Il convient de rappeler qu'antérieurement à cet acte la jurisprudence roumaine avait reconnu la personnalité morale des communautés grecques. C'est uniquement pour prévenir la reprise de contestations judiciaires et pour trancher à jamais la question que le protocole du 19 décembre 1900 a été rédigé.

M. Stefanou, ancien ministre des Affaires étrangères, est arrivé le 21, à Bucarest et a remis au gouvernement roumain une protestation contre la dénonciation par la Roumanie du traité de commerce et de la convention touchant l'institution de paroisses grecques dans le royaume roumain.

Enfin, la Roumanie n'est point disposée à déférer au tribunal arbitral de la Haye, la question de la dénonciation du protocole commercial. On pouvait s'y attendre.

On télégraphie de Bucarest que l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, baron Marschall de Bieberstein, a eu après son audience chez le roi Charles, à Sinaia, une conférence d'une heure et demie, avec le président du conseil roumain, M. Cantacuzène, au sujet du conflit gréco-roumain et de la situation des Koutzo-Valaques de la Macédoine.

Le comité central de la propagande roumaine en Macédoine, a rendu visite au baron Marschall pour le remercier des efforts qu'il a faits auprès de la Porte en vue de la reconnaissance de la nationalité roumaine en Macédoine. Le comité a prié l'ambassadeur d'Allemagne de prêter aussi à l'avenir sa protection aux Koutzo-Valaques.

Le bruit court dans les milieux politiques que des divergences de vues sur la manière d'agir dans le conflit gréco-roumain auraient pris naissance au sein du ministère. Le ministre des Affaires étrangères, général Lahovary, soutenu par ses collègues des finances, de la guerre et des chemins de fer, préconise une action très énergique, tandis que M. Cantacuzène conseille une attitude conciliante.

La chimère roumaine. — L'on savait déjà que la Roumanie, appuyée par certaines grandes puissances, avait obtenu, en Macédoine, il y a plusieurs mois, en faveur de quelques Koutzo-Valaques roumanisants, — la presque totalité des Koutzo-Valaques de Macédoine restant depuis des siècles pieusement attachés à l'hellenisme — des priviléges exceptionnels. Elle obtenait le droit pour les roumanisants de se constituer en communautés, en Macédoine, là même où il n'y aurait pas le nombre suffisant (12 familles) d'après la législation ottomane. Et ce, pour faire accroire que les villes et villages grecs habités en masses compactes par les Grecs, ne sont pas entièrement Grecs, mais sont en partie roumanisants. Que la Roumanie n'ait pu, jusqu'ici, avant l'attribution de ces priviléges, réunir ce nombre minime de familles pour réussir dans ses projets politiques, c'est, nous semble-t-il, une preuve pal-

pable qu'elle ne cherche qu'à créer un élément roumanisant en Macédoine, à nous présenter une population roumanisante factice. Mais, malgré les priviléges obtenus pour les quelques roumanisants, la Roumanie a subi un terrible échec, grâce aux Koutzo-Valaques qui, malgré les ordres du sultan, se sont soulevés pour protester contre ces procédés tendant à les roumaniser.

Que fait la Roumanie en présence de cet état de choses? *Elle menace le gouvernement hellénique d'user de représailles à l'égard de nombreux Grecs établis en Roumanie, si la Grèce ne favorisait pas ses vues politiques en l'aident en Macédoine.*

Tout le monde sait que la Macédoine est un pays turc, que le patriarche œcuménique réside en Turquie, quelle est la compétence du gouvernement hellénique dans ces conditions? De quel droit la Roumanie menace-t-elle la Grèce pour une situation qui est en dehors de l'influence légale et effective de celle-ci. Point n'est besoin d'être un grand clerc pour comprendre qu'il a anguille sous roche.

En effet, comment nous expliquerons-t-on cette anomalie qui saute aux yeux, ce manque de tact roumain sans précédent, et la tolérance des cabinets d'Europe? Les grandes puissances avaient confié à l'Autriche et à la Russie le mandat de réformer la Macédoine; parmi ces réformes, la principale consiste à former des divisions administratives en Macédoine, ethniques en raison des groupements plus ou moins compactes des nationalités macédoniennes, slaves, grecques. Or, tandis que l'Europe attend ces réformes depuis deux ans, voilà qu'on permet à la Roumanie de venir créer du tout au tout — en l'appuyant dans ses projets — un élément roumanisant en Macédoine, c'est-à-dire un nouvel élément tendant à embrouiller davantage les choses de Macédoine et à y semer la discorde et les haines, comme si cette malheureuse province n'a pas eu à souffrir assez jusqu'ici de toutes sortes de vexations et d'excès. Il nous semble qu'il n'est que grand temps pour que les grandes puissances les moins intéressées — et ce n'est pas le cas de l'Autriche et de la Russie — voient au secours de la population grecque de Macédoine, exaspérée des procédés dont on use à son égard, procédés qui sont de nature à révolter la conscience de tous les peuples.

Turcs et Roumains. — On télégraphie de Constantinople que le sultan, voulant affirmer les relations amicales qui viennent de se consolider ces derniers jours entre la Roumanie et la Turquie à la suite de l'intervention amicale de l'Allemagne, dit-on dans les cercles politiques, a conféré le grand cordon de l'Osmanié à M. M. G. Cantacuzène, président du conseil, au général Lahovary, ministre des affaires étrangères, et à M. Take Jonesco, ministre des finances, et le grand cordon du Médjidié M. M. Michel Cantacuzène, maire de Bucarest et au prince Nicolas Jean Ghika, secrétaire général du ministère des affaires étrangères. Différentes décorations ont encore été conférées à plusieurs hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères. M. Spiro Constantinesco, consul général à Constantinople, a reçu la plaque de l'Osmanié.

Le gouvernement roumain a fait transmettre ses remerciements au sultan par la légation de

Turquie à Bucarest, et M. Lahovary, ministre de Roumanie à Constantinople, a prié Tevfik pacha, ministre des affaires étrangères, de transmettre ses remerciements au sultan.

* * *

Le recensement en Macédoine. — Les notables de Samarina, qui ont refusé de recevoir des *noufous* (certificats d'identité) roumains, ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Grévéna à huit jours de prison et à 450 piastres d'amende, pour résistance aux autorités. Ils ont fait appel devant le tribunal de Servia.

A Périvoli et à Aydella, un grand nombre de familles ont reçu des *noufous* roumains; elles ont refusé de les accepter.

Les autorités ont recours à un nouveau moyen de coercition : elles refusent des passeports à ceux qui ne se conforment pas à leurs indications ; comme un grand nombre de Koutzo-Valaques, pasteurs de profession, hivernent en territoire grec, en Thessalie, le refus de passeport équivaut au refus de les laisser gagner leurs quartiers d'hiver.

Enfin, la propagande roumaine en est venue à payer les droits d'inscription de plusieurs Koutzo-Valaques absents, qui sont ainsi classés, à leur insu, comme Roumains.

* * *

Pape et Sultan. — Sa Sainteté Pie X vient de faire remettre à Abdul-Hamid, par l'intermédiaire du patriarche maronite, Mgr Houayeck, une lettre autographe dont voici le texte :

A Sa Majesté impériale et grand sultan Abdul-Hamid khan, empereur des Ottomans.

Au reçu de la nouvelle m'annonçant que Votre Majesté Impériale avait été, par la Providence divine, préservée du danger qui l'a menacée dernièrement, j'ai pensé à envoyer à Constantinople une mission spéciale pour présenter à Votre Majesté Impériale, avec mes félicitations, l'expression de la grande joie que j'ai ressentie.

Cependant, à cette époque, Mgr Elie Houayeck, patriarche maronite, se trouvait en visite ici, et m'ayant annoncé qu'à son retour il se rendrait dans votre capitale pour présenter à Votre Majesté Impériale ses hommages respectueux, j'ai jugé convenable de le charger de la mission de vous présenter mes félicitations.

La date de ma lettre coïncidant avec celle de votre anniversaire d'avènement au trône, jour heureux pour tous les sujets de Votre Majesté Impériale, je m'empresse de vous présenter mes félicitations, en ce jour heureux, pour avoir été préservé du danger par la Providence divine.

Je saisissais cette occasion pour recommander à votre bienveillance impériale les Maronites, vos fidèles sujets, qui sont toujours l'objet de vos faveurs impériales qui s'étendent sur tous vos sujets, sans distinction de race ni de religion. Je forme des vœux pour la prolongation des jours précieux de Votre Majesté Impériale et pour son bonheur.

Donné à Rome, le 31 août 1905, la troisième année de notre pontificat.

PIE X.

* * *

Le discours du trône en Serbie. — Voici le passage le plus saillant du discours du trône dont lecture vient d'être donnée à la Skouptchina :

« Les rapports de la Serbie avec les Etats étran-

gers sont bons. Les relations séculaires avec l'Autriche-Hongrie, basées sur la communauté d'intérêts des deux nations, ainsi que les liens traditionnels de fraternité avec la Russie continuent à être les meilleurs.

« Les rapports avec les Etats balkaniques, notamment avec le Monténégro et la Bulgarie, sont non seulement amicaux, mais on peut espérer qu'ils deviendront encore plus intimes dans l'intérêt d'un meilleur avenir pour les peuples balkaniques.

« La situation de nos nationaux en Turquie a provoqué en Macédoine et dans le vilayet de Kossovo des désordres qui se sont étendus aussi à nos régions frontières. Le gouvernement serbe a observé à ce sujet non seulement une attitude neutre, mais a même exercé une influence conciliatrice sur ses nationaux en les invitant à attendre les résultats de l'action réformatrice des grandes puissances qui s'étendra probablement aussi au vilayet de Kossovo.

« La Serbie fera dans l'avenir les sacrifices que lui impose l'insécurité de sa frontière ; elle restera la gardienne de la paix et de l'ordre légal dans les Balkans, en espérant que les réformes européennes amélioreront bientôt la situation de ses nationaux. »

Le passage relatif à la situation des Serbes en Turquie a été très remarqué ; de même celui où le roi Pierre promet de faire continuer l'éducation du prince héritier, qui a atteint récemment sa majorité, conformément aux traditions nationales, serbes et dans l'esprit de la Constitution.

Ce discours du trône est généralement bien accueilli dans les milieux politiques.

LES DERNIERS CRIMES BULGARES

Voici une liste des crimes commis par les comités bulgares dans le district de Monastir depuis le 1^{er} septembre :

1) Le 3 septembre, le garde champêtre grec de Messon-Ighri, village de la plaine de Monastir voisin de Kénali, a été assassiné par les Bulgares.

2) Le 7 du même mois, une bande bulgare a brûlé six maisons grecques du village de Néréti, sis au sud de Florina. En réponse, les Grecs brûlèrent deux maisons de Besfina.

3) Les bandes bulgares, battues trois fois dans l'espace d'une semaine, se vengèrent en surprisant dans une maison du village Gambrés, deux Gréco-Macédoniens grièvement blessés. Le premier eut la force de se suicider ; le second fut mis en pièces vivant (19 septembre).

4) Le 23 septembre, cinquante comitadjis bulgares sous les ordres de Tane, Traikos et Dimko attaquèrent les bergeries de Soultoyanni (Morihovon). Toutes les cabanes furent brûlées et tous les troupeaux enlevés. Le dommage est évalué à 2000 L. T., somme énorme pour le pays. Les bergers, avisés à temps, sont parvenus à s'enfuir.

5) Le lendemain lundi, la même bande envahit le village voisin de Macovon. Elle profita de ce que la plupart des paysans étaient au marché hebdomadaire de Monastir, pour soumettre leurs habitations à un pillage en règle. L'auberge du village, onze maisons et la plupart des granges furent incendiées. Avant de se retirer, les comitad-

jis procédèrent à l'assassinat de deux notables, Damianos Joseph et George Petkos, ainsi qu'à celui de Callina, épouse de St. Beïkos.

Des représailles ne tardèrent pas à se produire. Douze jours plus tard les paysans de Morihovon brûlèrent deux petits villages bulgares situés à l'ouest de leur district : Poutourous et Tsarnitsani.

6) Le 29 septembre les agents des comités tuaient un Grec près de Kroushovon.

7) Le 1^{er} octobre, 3 comitadjis déguisés assassinèrent sur le pas de l'église de Névoliani (Florina) le prêtre grec Papa-Constantinos. Le défunt était très estimé pour ses vertus et très aimé pour son patriotisme. Sa mort provoqua la plus vive indignation dans toute la région. Elle ne tarda pas à être vengée par celle du prêtre bulgare d'Armenisko, instigateur de nombreux attentats contre le prêtre grec du même village, qui avait été obligé de se réfugier à Florina. Le même jour, on exécutait à German les assassins du prêtre grec de ce village.

8) Le 6 octobre, le chef bulgare Pantéli pénétrait au village grec d'Aétos, sis entre le mont Vitsi et le lac d'Ostrovon, et y assassinait cinq paysans : El. Stergiou et son fils, Stéfanos Rombis, Georges Typos et El. Tassos, ainsi que deux femmes. L'une d'elle était la veuve de Dem. Ghicas, tué l'année dernière par les Bulgares. Une note, signée du chef Pantéli, fut trouvée sur les cadavres. Six jours après, un des compagnons de Pantéli était tué par le chef grec Grégoire.

9) Le 7 octobre, quatre Bulgares tuaient en plein marché de Monastir, le cafetier grec P. Constantinou. Ils étaient entrés dans son établissement et avaient demandé à boire ; ils tuèrent Constantinou pendant que celui-ci servait du raki. Avant la fin de la journée, Constantinou était vengé par ses compatriotes, qui tuaient dans son magasin un épicer bulgare, membre actif du comité.

10) Le 9 octobre, une bande bulgare de sept partisans sous les ordres de Belkos dressa, près du village Kraka, une embuscade eux paysans de Morihovon, qui rentraient du marché de Monastir. Deux d'entre eux, l'un de Pétalina, l'autre de Bondimertszi, tombèrent mortellement frappés.

Il résulte de cette longue énumération que les comités bulgares n'ont nullement abandonné leurs anciennes pratiques. La seule différence est que maintenant les Grecs se livrent à des représailles. De là les cris et les protestations des Bulgares et de leurs amis.

On demande de Salonique que deux habitants du village grec de Bojetzi ont été tués par les Bulgares. Une bande bulgare a essayé de mettre nialement le feu au quartier grec du village de Pétronov ; les habitants avertis à temps ont fait feu sur les incendiaires, qui ont pris la fuite. En revanche, on annonce de Vladovon (Vodéna) la disparition de deux paysans schismatiques. La lutte entre Serbes et Bulgares se poursuit comme par le passé. Une bande bulgare, sous le chef Mazerpi, a attaqué le village Koumenitz, brûlé plusieurs maisons serbes et tué un garde champêtre et deux paysans serbisants.

Le 22 courant, vers six heures du soir, à Pétritsi, des membres du comité ont assassiné le notable grec Démétrius Philippou, pendant qu'il était en train de jouer aux cartes dans un café. Les assassins ont tiré du pas de la porte ; ils n'ont pas été arrêtés. Philippou laisse une veuve et trois enfants. Deux jours auparavant, les comités avaient fait couper les fils télégraphiques près du village Christo.

Un Grec nommé Anastasiadis, épicer au village d'Ermini-Keuy (Caza d'Ouzou-Kiouprou), a été grièvement blessé par un musulman qui lui devait de l'argent. Le crime a été facilité par l'intervention d'un Bulgare, qui retint les bras d'Anastasiadis, tandis que l'assassin le lardait de coups de couteau. Anastasiadis était mal vu des Bulgares, qui voulaient le forcer à quitter le village.

On signale une série de meurtres entre Grecs et Bulgares. Ainsi, un Bulgare était tué le 19 septembre à Vertékopi (Caza de Vodéna). Le 20 un Grec : Athanase Papastéfanou, était tué à coups de hache à Loupnioti (Yevghéli). Le 21 deux Bulgares étaient tués à Katinovo (Yennitsa) ; le 27, une bande bulgare pénétrait dans le village de Bahovo, tuait deux Grecs et brûlait trois maisons, dont une auberge. Des meurtres de Grecs ont été aussi commis dans d'autres districts ; ils vous ont été, sans doute, signalés par vos correspondants.

L'animosité entre Serbes et Bulgares n'est pas moins vive. Le prêtre serbe de Kirtsovo a été assassiné. Celui de Zahovitsa (Velassa) a subi le même sort. L'assassin, un Bulgare nommé Giovan, a été poursuivi par des Serbes et est mort des blessures reçues au cours de la lutte. Plus de mille paysans schismatiques, venus des villages voisins, ont assisté à son enterrement ; le meurtre commis par lui est considéré par les Bulgares comme un acte patriotique.

De façon générale, l'action bulgare est en recul. Ce fait est dû en partie aux haines qui divisent les comités et plus encore aux succès constants des bandes gréco-macédoniennes. Les villages forcés d'embrasser le schisme reviennent à l'orthodoxie ; de plus, les paysans refusent un peu partout de verser aux comités les cotisations mensuelles, que ceux-ci leur avaient imposées. Deux paysans ont été tués près de Mélénikon pour refus d'obéissance aux comités. Les comités s'efforcent aussi de terroriser les paysans du district de Yennitsa en faisant circuler des lettres d'Apostoli fabriquées *ad hoc*.

On annonce de Yevghéli qu'une bande grecque est tombée dans une embuscade dressée par la troupe. Son chef Jean Avghéri et quelques autres partisans ont été blessés ; cinq Gréco-Macédoniens ont été faits prisonniers.

D'autre part, le caïmakam de Mélénikon télégraphie qu'une bande de treize Bulgares, surprise dans un bois, a été exterminée. Dix bombes et treize fusils Mannlicher auraient été confisqués sur les lieux.

Enfin un détachement turc a mis en déroute près de Startsza (Coumanovo) une bande serbe, dont les partisans étaient déguisés en Albanais.

**

Du Buletin d'Orient :

Les Bulgares, qui ont passé la frontière, forment en Macédoine et en Vieille Serbie les 24 bandes suivantes :

I. Organisation Intérieure.

1) Sandanski	district de Razlog.
2) Tchernopéef	Salonique.
3) Michel Daef	Méonia.
4) Pierre Milef (instit.)	Djoumaya.
5) Nicolas Panitsa....	Ménélikon.
6) Arghyr Nicolof (sous-officier)	Yevghéli.
7) Luc Ivanof.....	Vodéna.
8) Georges Gessenof...	Djoumaya.
9) Diakos (porte la soutane en Bulgarie).	Serrès.
10) Sougarof (institut.).	Monastir.
11) Pierre Tochef ; passera incessamment la frontière à la tête de cent partisans ; il se dirigera vers Perlépê.	

II. Comité Tchontchef.

12) Eleftérof	district de Salonique.
13) Trégaf	Serrès.
14) Bambata	Istip.
15) Le capitaine J. Stoyanoff et le lieutenant Stoyantseff..	Razlog.
16) Le capit. Sarakinof.	Monastir.
17) Le sous-lieut. Constantinof	Djoumaya.
18) Razviyeroф	Vodéna.
19) Le général Tchontchef organise un corps à la tête duquel il compte se rendre à Castoria.	

III. Comité Sarafof.

20) Slavtsos Kovatsof (officier)	district de Kotsana.
21) Bombetao ; est parti récemment pour Démir-Hissar ...	Monastir.
22) Tséné Markof	Serrès.
23) Elie Caravivéroф...	Monastir.
24) Athanase Kitché, chargé de faciliter le passage de la frontière aux autres bandes.	

Toutes ces bandes ont été formées en Bulgarie et sont composées, en très grande majorité de Bulgares.

**

On nous écrit de Kastoria, 21 octobre :

Depuis quelques mois, les comitadjis bulgares envoyait continuellement des lettres de menaces aux notables grecs du village de Tsaconi, du district de Kastoria, à l'effet de contraindre les habitants grecs de la localité susmentionnée de se détacher du Patriarcat œcuménique. Mais les menaces ne far-

dèrent pas à se réaliser. Ainsi la bande d'un certain Koli, originaire de Ntobrolitsa, composée de quelques dizaines de malfaiteurs recrutés dans les lieux environnans, voyant que le village restait ferme en face de leurs menaces, le cerna pendant la nuit du 2 septembre (v. s.) et ensuite y incendia quelques-unes de ses granges. Le but unique des comitadjis, en se livrant à tous ces méfaits était de forcer les villageois à sortir de leurs habitations et à chercher à sauver leurs biens, afin de les surprendre dans un guet-apens et ensuite de les massacer tous. Mais les pauvres villageois, s'étant aperçus du danger qu'ils courraient s'ils sortaient de chez eux, firent feu de l'intérieur de leurs maisons contre les envahisseurs. Sur ces entrefaites, l'armée turque prévenue à temps se dirigea à la hâte vers le village menacé et mit en fuite les comitadjis ; ceux-ci, avant de quitter le village, furieux de leur insuccès, jetèrent du pétrole et d'autres matières inflammables sur l'église grecque, afin de l'incendier. L'église fut sauvée ; mais les menaces des bandes contre les braves habitants de Tsaconi, qui continuent à défendre désespérément la cause de leur culte, se renouvellent sans cesse.

Presque les mêmes faits se sont passés au village grec de Tihovliste. Un de ses habitants, le nommé Constantin Ferpos, depuis des années persistait à repousser toutes les propositions des comitadjis tendant à le persuader d'abandonner l'autorité ecclésiastique, le patriarchat œcuménique pour embrasser le schisme. Les Bulgares furieux de sa fermeté décidèrent de mettre fin aux jours de ce courageux défenseur de la foi orthodoxe. Or, la bande de l'ex-instituteur bulgare, Kouzou, de Blatsi, tout d'abord incendia les granges de Ferpos et le 25 septembre elle l'assassina comme il allait de son village à Kastoria. Le 12 septembre, le chef de bande Kolis tua dans une embuscade Kosta Georgiou, de nationalité grecque et originaire de Stenko ainsi que le garde champêtre Ibraim. Et maintenant quelle est la cause de ces terribles homicides ? Rien que de mesquines rivalités de race. C'est que le village de Kosta Georgiou refusait absolument de consentir à se détacher du patriarchat du Fanar. Et la fureur des Bulgares continue, désastreuse, contre l'élément grec. Il est de notoriété publique que le 24 septembre plusieurs assassinats commis par les comitadjis de Sofia sur les Grecs ont été constatés à Aetoziou. Le prêtre orthodoxe, dont la maison fut mise à sac, profitant de l'obscurité de la nuit, échappa à la mort en allant chercher un refuge à Neveski. Continuons cette série si lugubre.

Le 23 septembre, le frère du supérieur du monastère grec, situé près de Navaska, mourut ; à toutes les démarches faites pour obtenir la permission d'inhumer le corps du défunt, les Bulgares répondirent par des menaces de mort.

Pourtant les villageois, bravant le danger, décidèrent d'inviter le prêtre orthodoxe de Zelnits, à venir donner l'absoute. Mais la bande de Pandeli d'Exi-Sou avertie de cette décision, envahit le village et massacra le frère du défunt Stefou Robi ainsi que Ilia Stergiou, son fils Georges Tipon, Ilia Tassi et trois femmes grecques. Ce fut un véritable carnage.

Le 30 septembre, Georges Natlas, un bon patriote, rentrant de Zelenits à Clissoura, son village natal, fut assassiné aussi par une bande bulgare.

Le 4^e octobre (v. s.) la bande de Koriazof tua, pendant la nuit, le prêtre grec Jean, âgé de 80 ans, originaire de Mestiri. Ce vaillant octogénaire avait le grand courage, au péril de sa vie, de se rendre seul tous les dimanches et jours de fête à la cathédrale grecque de Kostoria.

Et les fureurs de bandes continuent partout dans le district de Kostoria.

Notamment, ces derniers jours, la bande de Mitrou Vlacchou se livra à des excès inouïs dans le village grec de Zelovo, dont l'héroïsme dépasse toute imagination.

LA PROPAGANDE ROUMAINE et l'Entente Bulgaro-Roumaine

On écrit de Salonique au *Bulletin d'Orient* :

Vos correspondants de Macédoine vous ont démontré la coopération des propagandes roumaine et bulgare dans le district de Monastir. Dans le sandjack de Salonique cette coopération est encore plus étroite. Ici, en effet, on rencontre, non plus des groupements koutsovlaques compacts, mais des bergeries ou des villages isolés sur lesquels on espérait que les bandes du comité pourraient avoir plus de prise. Aussi, dans notre province, plus spécialement dans les districts de Carradjoa et de Vodéna, l'alliance bulgaro-roumaine date du début de l'action des comités, de l'année 1899, lorsqu'une des premières bandes bulgares, ayant envahi le couvent d'Ossiani, imposa aux moines un évangile en slave et en roumain.

Les intérêts des deux propagandes concordaient parfaitement. Les comités bulgares avaient grand intérêt à détacher de l'hellenisme des villages qui, comme Loumnitsa, Ossiani, Livadia, Tchernaréka, leur barraient la route du sud. Ils tenaient aussi à éloigner les pasteurs qui pouvaient éventuellement devenir des alliés précieux pour les bandes gréco-macédoniennes. En conséquence les chefs bulgares, Giovan Carassouli, Apostoli, Louka, etc. soumirent les villages précités à un siège en règle. Leurs primats et leurs prêtres eurent à choisir entre le roumanisme et la mort.

C'est ainsi que, le 3 juin 1903, Giovan faisait assassiner George et Basile, les fils de T. Vlaïkos, notable de Loumnitsa et que le prêtre du même village était assassiné le 3 février 1904. C'est ainsi

encore, que Giovan brûlait vivants à Loungountsa, la femme, la belle-fille et les deux petits-enfants du prêtre grec Papa-Stoianis et faisait massacrer, devant leur famille, le primat Nicolas Rongotis, son frère George et son fils Jean ; qu'à Livadia, le 3 mai 1904, la maison du riche koutsovlaque Hadji-Vrétos était brûlée et que cinq attentats successifs avaient lieu contre la vie de ce dernier ; qu'une année après (2 et 24 juillet 1905), deux propriétaires de ce même village, N. Balas et C. Stériou, étaient tués, tandis que leurs bergeries étaient détruites ; qu'à Ossiani, huit crimes étaient commis dans les mêmes conditions, les noms des victimes étant : Jean Softios et Denis Dios (25 juillet 1902), D. Rountás (3 avril 1904), Tassos Macris et un berger à son service (6 mars 1904), G. et T. Géorgiou (14 décembre 1904), Christos Simou (28 décembre 1904) ; que Léonidas Karavassos et son fils Stavros étaient massacrés près de Botatsini. Ce crime, en date du 16 juillet 1905, fut le dernier d'une série qui avait commencé le 6 septembre 1900, par l'assassinat, à Proya, des trois notables B. Kehaya, C. Rizopoulos, T. Cotitsas.

Parallèlement à ces assassinats les chefs bulgares avaient recours aux menaces. Les pasteurs terrorisés étaient obligés de se réfugier dans la presqu'île Chalcidique ; Trayanis notable de Tchernaréka était avisé qu'il serait tué s'il ne retirait pas son fils du collège grec ; D. Papageorgiou, instituteur grec de Loumantsa, réfugié à Yevghéli, recevait une lettre du chef bulgare Vantsé, l'autorisant à retourner à son village, à condition qu'il s'inscrivit comme roumain ; un traitement lui était promis au nom de Dano, inspecteur des écoles roumaines (la lettre date de la mi-août 1904). Vers la même époque, au 6 juillet, le chef Loukas envahit le village d'Ano-Sélia et força les habitants à retirer leurs enfants de l'école grecque pour les placer à l'école roumaine. En échange, la propagande roumaine mettait à la disposition des Bulgares, de l'argent en abondance, quelques guides et l'appui des habitants de Kályvia de Grammaticoyon, le seul village à elle acquis. M. Douma, inspecteur des écoles roumaines de Macédoine, vint en personne remettre à Stergios, kéhaya de Kályvia, l'argent nécessaire pour fournir les bandes bulgares d'armes et de munitions. Ceci de l'aveu même du dit Stergios.

Tels sont les procédés employés par la propagande roumaine pour détacher les Koutsovlaques de l'hellénisme. Le fait qu'elle avait dans ce but recours à des bandes étrangères agrave plutôt qu'il n'atténue son cas, car il prouve la faiblesse de ses propres moyens et le caractère illusoire de son entreprise.

On écrit de Monastir au *Bulletin d'Orient* :

Pour faire suite à la lettre de votre correspondant de Salonique, voici quelques détails sur la coopération entre Bulgares et la propagande roumaine dans le vilayet de Monastir.

Cette coopération s'est manifestée de plusieurs manières. D'abord, par une série de crimes commis dans la ville même de Monastir ; je vous en avais signalé quelques-uns, en voici d'autres : le 28 février 1905, trois Bulgares, accompagnés du

roumanisant Jordan de Gopessi, ont attaqué à coups de revolver deux Grecs, Georgalas et Sofriou, dont le premier est mort sur le champ ; le second, grièvement blessé n'a pu encore sortir de l'hôpital. Un mois après deux Bulgares et le roumanisant Alexis Nountzis ont attaqué les frères Béos, coiffeurs dans le quartier de Dragor, et ont blessé grièvement Vassilakis, l'aîné d'entre eux. Il y a trois mois, quatre organes des comités, guidés par le karvass du prêtre roumain Papa-Todi ont attenté, en plein marché, à la vie de Démétrius Tzotzis. Enfin, D. Popoftsé, comitadji de marque, poursuit de ses menaces une veuve du quartier Papamarko, Mme Misylis, qui se refuse à abandonner l'église grecque pour l'église roumaine.

Hors de Monastir, la coopération n'est pas moins étroite. Les rares recrues de la propagande s'enrôlent dans les bandes bulgares. Tel est le cas de Koskas et Paschos de Gopessi (ils font partie de la bande de Spyro de Radovo) et de Bartzos, Golis et Sourtis de Milovista. L'appui prêté par les Bulgares à la propagande est réel. A Ochrida, ils s'efforcent par tous les moyens, de faire attribuer l'église Saint-George aux roumanisants. Dans d'autres localités et principalement en ce qui touche les bourgades isolées de Milovista et Gopessi, ils ont recours à l'action terrorisatrice de leurs bandes :

Ainsi en 1903, le Dr Tryphon, qui né et élevé en Bulgarie est un des chefs de la propagande roumaine en Macédoine, manda Spyro Tapsos, mouktar grec de Milovista et lui annonça que si lui et les autres notables ne permettaient pas que la messe fût célébrée en roumain en même temps qu'en grec, il donnerait des ordres pour que Milovista fut envahie. De fait, sur le refus des Koutsovlaques de Milovista d'abandonner en quoi que ce fût les rites grecs, deux bandes bulgares, celles de Sougaref et d'Arsof, envahirent successivement leur bourgade et se livrèrent à des dégradations et des violences de toute sorte. Tout récemment, le 4 courant, six Koutsovlaques de Gopessi qui se rendaient dans la forêt de Tsérovo pour acheter du charbon, étaient surpris par la bande bulgare d'Alexi de Radovo. Ils furent relâchés, après avoir été battus sans pitié, sur la promesse d'envoyer dorénavant leurs enfants à l'école roumaine. Parmi les partisans d'Alexi, se trouvait le nommé A. Coskas, qui avait déjà attenté à la vie de l'instituteur grec de Gopessi, C. Santis. Plusieurs Koutsovlaques de Gopessi tiennent des auberges dans le nord de la Macédoine, plus spécialement sur la grande route qui mène de Monastir à Kicévo. Les comités les ont tous menacés de mort au cas où ils n'obligeraient pas leurs familles, restées à Gopessi, d'adhérer au roumanisme. Ceux qui ont résisté, par exemple Stergios Koussios, ex-aubergiste à Ivaneftsi, ont été obligés de rentrer dans leur village, où ils meurent aujourd'hui de faim. Pour finir avec Gopessi, il faut rappeler qu'au début d'août, les Turcs mirent en déroute non loin de la frontière bulgare une bande de 21 partisans.

Trois d'entre eux, faits prisonniers, ont déclaré que la bande avait été armée et était entretenue par N. Caratsa, riche roumanisant de Sofia, et qu'elle avait pour mission, non de combattre les Turcs,

mais d'assassiner six notables de Gopessi, dont ils fournirent les noms.

L'alliance bulgaro-roumaine s'est manifestée même en dehors de la Macédoine par la pression que les comités ont exercée sur les Koutsovlaques établis en Bulgarie ou en Roumélie-Orientale. Ceux-ci sont pour la plupart originaires de Milovista, Nizopolis, Kroushov, Gopessi et Tyrnovon. Parmi les Koutsovlaques originaires de Milovista, on peut citer comme établis à Sofia : A. Frangas, Tr. Mitsas, Ch. Papassinas, etc., etc., ils ont tous reçu des comités l'ordre d'agir sur leurs parents de Macédoine. Détail suggestif, les avis envoyés à ces Koutsovlaques par les comités bulgares sont une traduction littérale de ceux adressés aux Koutsovlaques établis en Roumanie par la Société de Culture Macédo-Roumaine. Car, on ne saurait trop le répéter, les Roumains ne sont pas même arrivés à gagner les Koutsovlaques établis en Roumanie.

Mais, il y a mieux, les comités bulgares, agissant pour le compte de la propagande roumaine, poursuivent les Koutsovlaques jusque sur territoire serbe. M. Jean C. Pissoyanis, notable de Milovista, établi comme négociant à Crayouevatz a failli être assassiné, en décembre 1904, par deux comitadjis envoyés de Sofia sur les indications du trop fameux Dr Tryphon. Comme ces individus ne connaissaient pas M. Pissoyanis, on les avait munis de sa photographie et d'autres indications écrites. Après leur arrestation, la police serbe, qui a fait en cette circonstance preuve de beaucoup d'activité, a transmis ladite photographie à la légation de Grèce à Belgrade dont M. Pissoyanis avait réclamé la protection.

La coopération bulgaro-roumaine est donc certaine ; si je ne m'adressais qu'à des habitants de la Macédoine, je ne me serais pas donné la peine d'en établir les preuves car, ici, les intéressés ne se cachent point. Les membres de la propagande roumaine vont au devant des archevêques bulgares rentrant dans leur diocèse ; les six ou sept boutiques roumaines de Monastir ferment leurs portes le jour de la fête nationale bulgare (la Sainte-Cyrille et Méthode). Même les autorités ottomanes reconnaissent officieusement l'alliance et ceci d'une façon assez piquante : Pour éviter les rixes, les condamnés ou inculpés sont, dans les prisons turques, parqués par nationalités, or, tandis que les Koutsovlaques sont toujours réunis aux Grecs, les Roumanisants sont classés avec les Bulgares.

LE VILAYET D'ANDRINOPLE

Quelle est la situation respective des deux éléments chrétiens, grec et bulgare, dans le vilayet d'Andrinople ? Pour répondre à cette question, nous aurons recours aux statistiques scolaires.

En effet, c'est la seule statistique qui puisse être sérieusement dressée et facilement contrôlée. C'est la seule statistique qui prouve quelque chose. Tous les autres critériums invoqués par les inté-

ressés pour soutenir leur cause respective, perdent beaucoup de leur valeur en Orient et tendent à confondre et à dénaturer la vérité.

En Turquie, on l'a souvent remarqué, un père de famille chrétien, en envoyant ses enfants à telle école, affirme quelle est la nation dont il se réclame, dont il partage les souvenirs et les espérances, en un mot qu'elle est sa patrie.

Cela est particulièrement vrai des écoles grecques, qui se distinguent par les traits caractéristiques suivants : a) La fréquentation n'y est pas obligatoire. b) Les écoles sont fondées et entretenues par les communautés elles-mêmes. c) Elles sont fréquentées uniquement par la jeunesse des localités où elles fonctionnent.

Remarque importante, aucun de ces traits ne se retrouve dans les écoles bulgares. « La propagande scolaire bulgare, dit un auteur anglais, est soutenue par des appâts puissants : gratuité de logement et de nourriture, bourses, intimidation et terrorisme non déguisés ».

Les écoles exarchistes sont entretenues, non par les communautés, mais grâce à des fonds venus de la principauté et même de plus loin. Elles sont fondées souvent dans des villes où il n'existe pas d'élément bulgare de quelque importance et sont peuplées d'élèves venus un peu de partout ; tout cela a pour but la création de centres factices. Il en est ainsi à Salonique et à Andrinople. Dans cette dernière cité, capitale d'un vilayet qu'ils revendiquent, les Bulgares sont représentés par quatorze familles. Comme la loi ottomane exige un minimum de vingt-cinq familles pour la constitution d'une communauté, il n'y a à Andrinople même ni communauté ni église bulgare. En revanche, un banquier bulgare du nom d'Evloghief, décédé à Bucarest, a légué une somme importante dont le revenu sert à l'entretien de deux lycées, pour garçons et pour filles. Ces établissements sont organisés en internats et leurs élèves sont recrutés en Bulgarie même.

Enfin, les statistiques officielles bulgares distinguent entre les élèves inscrits et ceux présents aux examens. De fait, on n'arrive pas à retenir longtemps les élèves attirés par les moyens indiqués plus haut ; rigoureusement parlant, on ne devrait donc tenir compte que des élèves ayant suivi les cours pendant toute l'année.

Il résulte de tout ceci que, tandis qu'une école grecque peut servir de mesure exacte des populations helléniques du district où elle fonctionne, les écoles bulgares sont plutôt de nature à donner une idée exagérée des populations exarchistes qui les entourent. Malgré cela, les statistiques scolaires du vilayet d'Andrinople se résument dans le tableau suivant :

SANDJAK	Ecoles grecques	Elèves	Personnel enseignant	Ecoles bulgares	Elèves inscrits	Présents aux examens	Personnel enseignant
Andrinople...	141	9.020	204	55	2.549	1.314	88
Kirkilissé...	75	5.560	124	46	2.417	1.407	61
Gioumouldjina...	34	2.500	57	32	1.843	1.255	40
Callipolis....	68	7.652	118	3	241	51	4
Raidestos....	57	4.276	86	4	152	72	4
Dédé-Agatch...	28	2.942	43	22	925	534	29
Total....	403	31.950	632	162	8.127	4.661	226

De l'aveu donc de la statistique bulgare officielle, les Bulgares possèdent 241 écoles, 306 institutrices et 23.823 élèves de moins que les Grecs.

Tableau comparatif des écoles grecques et bulgares du vilayet d'Andrinople

	ÉCOLES GRECQUES					ÉCOLES BULGARES ¹				
	Écoles	Personnel enseignant	Élèves		Total	Écoles	Personnel enseignant	Élèves		Total
			garçons	filles				garçons	filles	
SANDJAK D'ANDRINOPLE										
Cazas d'Andrinople	40	82	2033	1950	3983	20	44	782	253	1035
» d'Ouzou Kiouprou	31	36	874	345	1219	6	8	428	42	470
» de Moustapha-Pacha	41	13	305	242	547	1	23	517	154	674
» » Hafha	11	12	493	152	645	—	—	—	—	—
» » Didymotichos	27	33	1212	260	1472	5	7	142	63	205
» d'Ortakeuy	21	28	966	188	1154	5	6	152	16	168
Total	141	204	5883	3137	9020	55	88	2021	528	2549
SANDJAK DE SARANTA-ECCLISIÉS (Kirkilisé)										
Cazas de Saranta-Ecclesiés	25	55	4399	1019	2418	21	31	892	387	1279
» » Loulé-Bourgas	7	12	455	193	650	—	—	—	—	—
» » Bamba-Eski	12	12	358	211	569	2	2	53	7	60
» » Vizya	18	26	707	370	1077	—	—	—	—	—
» Média	6	9	292	174	466	—	—	—	—	—
» d'Agathopolis	7	10	320	60	380	—	—	—	—	—
» de Tyrnovo	—	—	—	—	—	23	28	793	285	1078
Total	75	124	3531	2029	5560	46	61	1738	679	2417
SANDJAK DE GIOUTMOULDJINA²										
Cazas de Gioumouldjina	17	26	655	422	1077	13	15	591	97	688
» » Xanthi	15	28	463	844	1307	—	—	—	—	—
» d'Ali-Tchéhébi	2	3	116	—	116	17	22	674	396	1070
» de Déri-Déré	—	—	—	—	—	2	3	54	31	85
Total	34	57	1234	1266	2500	32	40	1319	524	1843
SANDJAK DE CALLIPOLIS										
Cazas de Callipolis	18	31	1475	190	1665	—	—	—	—	—
» » Madytos	5	12	415	471	886	—	—	—	—	—
» » Peristassis	14	20	1032	430	1462	—	—	—	—	—
» » Myriophytos	14	30	1390	590	1980	—	—	—	—	—
» Kessani	17	25	1409	250	1657	3	4	176	65	241
Total	68	118	5721	1931	7652	3	4	176	65	241
SANDJAK DE RAIDESTOS										
Cazas de Raidestos	20	37	1284	915	2199	—	—	—	—	—
» » Malgara	21	25	717	80	797	4	4	95	57	152
» » Charioupolis	9	9	250	40	290	—	—	—	—	—
» » Tchorlou	7	15	560	430	990	—	—	—	—	—
Total	57	86	2811	1465	4276	4	4	95	57	152
SANDJAK DE DÉDÉ-AGATCH										
Cazas de Dédé-Agatch	12	20	646	835	1981	16	23	601	125	726
» » Souflion	10	14	857	523	1390	6	6	159	40	199
» d'Énos	6	9	296	275	571	—	—	—	—	—
Total	28	43	1809	1133	2942	22	29	760	165	925

RÉCAPITULATION

Sandjak d'Andrinople	141	204	5883	3137	9020	55	88	2021	528	2549	976	338	1314
» de Saranta-Ecclesiés	75	124	3531	2029	5560	46	61	1738	679	2417	1005	402	1407
» » Gioumouldjina	34	57	1234	1266	2500	32	40	1319	524	1843	875	380	1255
» » Callipolis	68	118	5721	1931	7652	3	4	176	65	241	50	9	59
» » Raidestos	57	86	2811	1465	4276	4	4	95	57	152	45	27	72
» » Dédé-Agatch	28	43	1809	1133	2942	22	29	760	165	925	448	106	554
Total	403	632	20989	10961	31950	162	226	6109	2048	8127	3399	1262	4664

¹ Pour les écoles bulgares on s'est référé à la statistique bulgare officielle.

² Trois des cazas du sandjak de Gioumouldjina : ceux d'Egiri-Déré, Soutan-Yéri et Routsos, peuplés presque uniquement de musulmans, ne possèdent aucune école chrétienne soit grecque soit

REVUE DE LA PRESSE

La Question Macédonienne.

Sous ce titre, M. E. Engelhardt, ministre plénipotentiaire, membre de l'Institut de droit international, consacre, dans la *Revue générale de droit international public* (septembre-octobre 1905), une savante étude au problème macédonien.

Remontant aux origines de la question, l'auteur nous reporte à l'époque où les chrétiens des Balkans relevaient tous de l'autorité du patriarchat œcuménique et, unis aux Hellènes, partageaient avec eux les mêmes espérances, les mêmes aspirations nationales :

C'est justice de le reconnaître, dit M. Engelhardt, que, indépendamment de la propagation de sa langue, le prosélytisme grec en pays macédonien y a exercé une influence bienfaisante dans l'ordre intellectuel et social. Avec son autorité historique et son organisation civile et religieuse, il a été, notamment pour les Bulgares, peuple ignorant et grossier à l'époque de son incorporation à l'Empire ottoman, comme le moule dans lequel se sont développées leurs qualités natives, réalisant ainsi, dans ce milieu restreint, une œuvre civilisatrice analogue à celle de l'Eglise chrétienne au sein des sociétés barbares du moyen âge.

Entretenu et de plus en plus conscient de sa force par l'effet même d'une possession d'état plusieurs fois séculaire, l'hellenisme avait jeté des racines si profondes dans l'orthodoxie orientale qu'en plein xix^e siècle, au lendemain de la guerre de Crimée, le patriarchat, par la bouche de ses interprètes officieux, crut pouvoir protester en ces termes contre la suppression projetée par la Porte de certaines immunités jugées par lui intangibles : « Le gouvernement turc tend à détruire une institution grecque qui peut devenir le plus solide rempart contre l'invasion du panslavisme. L'église orthodoxe (c'est-à-dire, notons-le, la presque totalité des Chrétiens ottomans) a une nationalité reconnue ; elle est grecque. Son origine, sa langue, ses traditions, la série des grands hommes qui l'ont illustrée, la mission que cette Eglise a eu à remplir après la conquête au milieu des populations assujetties, tous ces faits démontrent qu'elle a été, qu'elle devait être, qu'elle est entièrement grecque. »

Entre temps, les Serbes avaient victorieusement entrepris de s'émanciper du joug ottoman. Puis, quelque temps après la libération de la Grèce, chez les Bulgares se réveille le sentiment national. De clients qu'ils étaient de l'hellenisme, ils en deviennent des adversaires, et, préladant par la décentralisation religieuse au relèvement de leur condition politique, ils réussiront plus tard à conquérir leur autonomie.

De ce moment, la question bulgare apparaît comme un rejeton sur la tige de la puissante souche qui avait donné naissance à la Serbie et à la Grèce modernes. « Tout problème religieux qui s'agit dans les pays occupés par les Ottomans, écrivait alors un ardent philhellène (M. Burnouf), devient en quelque sorte athénien ; toute situation fâcheuse est une atteinte portée à la Grèce indépendante... »

L'auteur ne commente pas cette opinion de M. Burnouf. A notre avis, si l'émancipation religieuse des Bulgares a fini par constituer une atteinte aux droits de l'hellenisme, c'est surtout par ce qu'elle trahissait dès le début d'ambitions démesurées. Non contents de conquérir leur indépendance religieuse d'abord, politique ensuite, ils n'ont jamais cessé d'empêtrer sur notre domaine, cherchant à agrandir le leur au détriment du nôtre.

Si bien que l'hellenisme finit, comme le fait remarquer M. Engelhardt, par voir en tout soulèvement de Slaves des Balkans, appuyés par la Russie, un danger pour lui-même.

Ne fallait-il pas opposer à temps une digue à la marée montante du slavisme, c'est-à-dire occuper au nom de l'équilibre balkanique telle province turque limitrophe que l'on garderait comme gage jusqu'à son incorporation au Royaume hellénique ?

Et tel fut en effet le but de l'incursion que tenta le général Soutzo sur le territoire voisin, même avant que le traité de San-Stefano eût fait de la Bulgarie, une Principauté tributaire.

L'Angleterre, la France et l'Italie durent intervenir auprès du Cabinet d'Athènes pour réprimer ses ardeurs belliqueuses.

Mêmes incidents à huit ans d'intervalle, lorsqu'il fut évident que les grandes puissances consentaient à l'annexion spontanée de la Roumélie orientale à l'Etat bulgare.

Le cas toutefois eut pour la Grèce de plus graves conséquences. Le ministère Tricoupi voulait et préparait l'envahissement de l'Epire, et ses dispositions étaient déjà prises à cette fin, lorsqu'un blocus international le réduisit à l'impuissance.

N'est-on pas déjà édifié par ces exemples sur la nature des complications qui suivraient inévitablement l'autonomie macédonienne, si elle se réalisait dès à présent telle que les nationalistes représentés par les comitadjis la conçoivent ? La transformation immédiate des vilayets rouméliotes en « une seconde Roumélie orientale » ne provoquerait-elle pas les mêmes réactions extérieures que la révolution de Philippopolis ?

Il est d'autant moins permis d'en douter qu'un autre facteur, dont les aspirations et les vues sont analogues à celles de la Grèce, s'associerait à coup sûr à son soulèvement.

Je veux parler de la Serbie.

La fraternité entre Bulgares et Serbes, ces frères de race, se transforma bientôt en hostilité ouverte. L'annexion de la Roumélie orientale qui, en 1885, avait déterminé les Grecs aux représailles, mit aux prises Serbes et Bulgares, en raison des ambitions sans cesse croissantes de ces derniers. L'Exarchat bulgare ne revendique-t-il pas comme devant lui revenir les Serbes patriarchistes de Kossovo, dont Belgrade est le centre d'attraction ?

Toutes ces circonstances et notamment, à notre avis, le fait que les Bulgares nourrissent des prétentions exorbitantes, ont envenimé les haines de race en Macédoine.

L'an dernier, un comité athénien avait pris à tache de recruter une sorte de contre-guérilla qui devait rendre aux Bulgares, persécuteurs des sujets grecs, œil pour œil, dent pour dent.

Dans la prévision certaine des luttes intestines et des conflits extérieurs dont l'affranchissement des trois provinces ottomanes serait aujourd'hui le signal, ne convenait-il pas de pourvoir tout d'abord à leur amélioration sociale par une action diplomatique directe, mais sous les auspices de l'autorité territoriale elle-même, en attendant que s'accomplisse l'œuvre intérieure de conciliation et d'accordement à laquelle leur existence nationale est subordonnée ?

Les conditions de cette entente sont assurément très complexes et à quels sacrifices réciproques n'auraient point à se résoudre les membres du Conseil amphictyonique qui en aborderaient l'examen !

L'auteur promet de les définir dans une étude subséquente.

Le Conflit Gréco-Roumain.

M. Michel Paillarès adresse à *La Lanterne*, deux lettres de Monastir qui résument toute la question koutzo-valaque. Nous re-

grettions que le cadre restreint de notre revue ne nous permette de reproduire *in extenso* l'excellente étude du distingué publiciste. Contentons-nous de quelques extraits.

Après un exposé circonstancié des origines de la propagande roumaine, qu'inventa le fameux Apostol Margariti, persuadant aux Turcs que ses adeptes imaginaires constituaient l'élément loyaliste et conservateur sur quoi le régime ottoman pourrait compter en Turquie d'Europe, M. Paillarès attaque le vif de la question (*La Lanterne*, 13 octobre) :

Ainsi, Apostolo Margariti se présentait comme un ardent défenseur de la Turquie. Il prétendait consolider un pouvoir que tous les autres sapent, au contraire, d'un effort lent, mais sûr. C'était la première fois que l'on prêchait aux opprimés l'amour du tyran... On comprend sans peine que le vali de Monastir, Halil Rifaat pacha, ait adopté avec enthousiasme le séduisant programme qui lui était exposé avec tant de clarté et de franchise. Il n'hésita pas à prêter à l'apôtre du roumanisme le puissant appui de ses hautes fonctions. Apostolo Margariti obtint toutes facilités pour ouvrir des écoles où l'enseignement serait donné en roumain, où serait également représenté le turc, mais d'où serait impitoyablement exclu le grec. L'essentiel, désormais, était d'entraîner à sa suite les populations intéressées. Malheureusement, les Koutzo-Valaques restèrent sourds à l'appel et aux conseils de leur « frère ». Ils continuèrent à confier leurs enfants aux maîtres qui les avaient formés eux-mêmes. Bien pis, de toutes parts, s'élevèrent des malédictions contre le renégat, contre le traître.

D'autres eussent plié sous l'orage. Margariti, à l'instar des grands bandits, était cuirassé d'un triple airain contre les outrages qui pleuvaient sur lui. L'opposition violente de ceux-là mêmes qu'il voulait « sauver », le trouva ferme, souriant et sceptique. Avec un pli aux lèvres, il se contenta de donner cette dédaigneuse réponse : « Puisque les Koutzo-Valaques refusent d'être des hommes libres, j'en ferai des esclaves. » Et il puise à pleines mains dans les caisses de Bucharest pour gagner à sa cause les miséreux et les pauvres d'esprit. Il conclut d'autre part une alliance avec les lazariques français qui poursuivent à Monastir, vainement du reste, depuis un demi-siècle, la conversion des orthodoxes au catholicisme. Mais ni les prédications de nos missionnaires, ni les livres turques de la propagande roumaine ne parvinrent à désagréger la masse grecque.

Grâce à la protection de Halil Rifaat pacha, devenu Grand Vizir, Margariti put disposer des autorités ottomanes, il fit emprisonner des centaines de Grécomanes, afin d'imposer ses bienfaits, il put fonder à son gré des gymnases et des écoles, distribuer à droite et à gauche les faveurs gouvernementales, rien n'y fit. « Dans nos écoles de Veria et de Kruschevo, disait à la Chambre roumaine, M. Haret, ex-ministre de l'Instruction publique, ont été nommés plusieurs professeurs qui n'y ont jamais mis les pieds... Deux ans après leur fondation, ces établissements scolaires ne comprenaient pas plus de quatre élèves ! C'est-à-dire plus de professeurs que d'élèves. » Ce fut un échec lamentable.

Margariti seul profita largement des sacrifices consentis par la Roumanie et de l'amitié des Turcs. Le résultat n'était guère tentant. Aussi, le cabinet Stourdza, convaincu enfin que des millions et des millions seraient jetés dans un gouffre sans fond et ne serviraient tout au plus qu'à enrichir des parasites et des aigrefins ou à engranger des fainéants, supprima-t-il purement et simplement, en septembre 1901, les crédits affectés à la propagande macédo-roumaine (600.000 fr.). Les Grecs ne virent plus « dans les Roumains que des alliés

aussi pénétrés qu'eux-mêmes des dangers que courait l'Orient, par suite des empiétements du slavisme ». Athènes et Bucharest fraternisèrent.

Oui, mais ce fut un feu de paille. A peine le programme de Muerzsteg était-il présenté à la Porte, le gouvernement du roi Charles émettait la prétention de jouer un rôle actif dans la comédie macédonienne. Il sollicitait d'une part la reconnaissance officielle de la nationalité roumaine en Macédoine, et de l'autre, il réclamait du Patriarcat œcuménique la nomination d'un archevêque roumain au siège métropolitain d'Ochrida. Nous avons déjà vu que le sultan a cédé sous la pression de l'empereur Guillaume. Quant au patriarche, il oppose une fin de non recevoir aux demandes roumaines, attendu que celles-ci cachent des visées politiques et qu'elles sont contraires aux sentiments intimes des Koutzo-Valaques qui ont envoyé des adresses à M. Delcassé, à lord Balfour et à la presse européenne pour protester de leur attachement à l'Hellénisme. Exaspéré de tant de résistance et désireux de triompher quand même, le cabinet de Bucharest a recouru à la violence la plus brutale et la plus indigne.

Dans un second article, (*La Lanterne*, 18 octobre), M. Pajillarès nous révèle des faits et notamment les dessous du complot bulgaro-roumain dirigé contre l'hellénisme :

Les Roumains, désespérant de gagner les Koutzo-Valaques de Macédoine par le miel de leurs promesses ou par l'éclat de leur or, ont résolu de les conquérir par la force et par la terreur. Mais, comme ils ne disposent ici d'aucune puissance, comme il leur est impossible de former des bandes autochtones avec leurs rares adeptes, ils ont tout simplement sollicité le concours des comitadjis bulgares. Un pacte fut conclu entre l'*« Organisation intérieure »* et la propagande roumaine.

Yovan Carassouli, Arghyris, Louca, Mitro Vlacho, ont été les principaux instruments de cette entente cordiale. Les deux premiers ont opéré spécialement dans le caza de Ghewgheli, le troisième dans les cazas de Veria et de Vodena, et le quatrième dans ceux de Kastoria et de Florina. Ils ont travaillé, par la torche, par le poignard, par le fusil, eux, agents bulgares, à *roumaniser* les bourgs et villages de Berislav, Koupa, Lioubnitza, Lougountza, Livada, Ochan, Ouma, Selia, Gramatikova, Neveska, Pissodéri, Bel-Kamen, Hroupichta, Klissoura, etc. Les lecteurs de *La Lanterne* ont-ils oublié l'effroyable drame de Lougountza ? Yovan, le tigre, venait de venger les Macédoniens opprimés, en plongeant son poignard à plusieurs reprises dans le cœur d'une vieille femme, qui avait le tort d'être la compagne du prêtre grec Stoyan. Cette exécution n'était qu'un faible exploit indigne de la gloire du vaillant voevode ; il voulut donner au village une plus haute preuve de son héroïsme. Il se dirige donc, escorté d'une meute hurlante, vers la maison des Rongottis, défenseurs ardents et dévoués de la cause hellénique. Il fusille sur son passage, pour se faire la main, un enfant de quatre ans qui jouait innocemment sans doute, puis il s'empare de Nicolas Rongottis, le père même de cette pauvre petite victime, lui ligotte solidement les bras, comme pour le crucifier et le traîne, telle une bête impuissante qu'on mène à l'abattoir, dans une chambre lugubre, éclairée seulement par la lueur blafarde d'une misérable bougie qu'on a collée sur une table trébuchante. Le cadavre ensanglanté de son fils est jeté à ses pieds, sous ses regards qui se ferment d'angoisse, et puis, sa femme, ses autres enfants et sa belle-sœur sont emmenés aussi, là, contraints d'assister au supplice et d'emplir leur âme d'épouvante et de douleur. Paff ! paff !... Yovan frappe de plusieurs coups de baïonnette les épaules du martyr. —

« Pitié ! pitié ! » supplient en choeur les femmes et les enfants. « Taisez-vous, rugit le monstre, pas un cri, pas une larme, *rentrez-les*, ou sinon, gare à vous, je vous éventre tous. » Paff ! paff ! Chaque comitadjji creusera un sillon dans les chairs meurtries de Nicolas Rongottis, chaque bourreau lui prendre un peu de son sang, jusqu'à ce qu'il épuise, il ne soit plus qu'une chose quelconque, sans souffle, sans âme.

Pourquoi Rongottis a-t-il subi ce sauvage et lent supplice ? Pourquoi les siens ont-ils été condamnés à voir déchirer lambeaux par lambeaux, tout son corps ? Pour cette unique raison qu'il refusait d'adhérer au roumanisme et qu'ainsi tout le village restait grec.

Partout, les Bulgares et les Roumains ont coopéré à l'affaiblissement de l'hellénisme. Tous les Koutzo-Valaques qui vont travailler en Bulgarie reçoivent l'ordre des comités de Sofia de se déclarer roumanisants, faute de quoi ils seront chassés de la principauté.

Et voici que maintenant les politiciens de Bucharest, suivant en cela l'exemple de leurs voisins et alliés, ne se contentent pas de tuer les Grecs de Macédoine, ils les calomnient odieusement, ils les accusent d'être des tortionnaires.

Mais la Roumanie, personne ne s'y trompe, a voulu s'imposer à l'attention de l'Europe. Elle prétend participer au règlement de la question macédonienne. Quelle illusion ! Ainsi que le constatait l'*Indépendance Belge*, « la Roumanie ne peut faire valoir des prétentions à des acquisitions territoriales en Macédoine ; on ne voit vraiment pas pourquoi elle fait le jeu de ses ennemis naturels, les Bulgares, contre l'Hellénisme. Il est établi jusqu'à l'évidence, que la Roumanie n'a aucun intérêt à contrecarrer l'Hellénisme, tandis qu'elle a tout à redouter des ambitions slaves qui l'entourent de tous côtés. » A Bucharest même il se trouve des gens clairvoyants qui préconisent une politique plus sage et plus habile. M. Lazaresco Lecanta, ancien inspecteur des écoles roumaines de Turquie et proviseur du Lycée roumain de Jannina, a publié l'année dernière, dans le *Balkanul*, une série d'articles pour flétrir la « faiblesse des politiciens » de Roumanie.

« La question macédonienne, écrivait-il, a été honteusement exploitée, et cela parce que nos hommes politiques se laissent aller à s'inspirer de l'intrigue... Ils n'ont jamais essayé de faire usage des moyens dont ils disposaient pour connaître la vérité et la situation exacte en Macédoine... Les Grecs et les Roumains, unis par leur origine gréco-latine, devraient s'allier contre le danger slave. Aucune divergence sérieuse ne les sépare... » Mais il paraît que les Roumains considèrent les Koutzo-Valaques de Macédoine comme un précieux élément susceptible d'être offert à la Bulgarie en retour du fameux quadrilatère Siliстrie-Roustchouck-Choumla-Verna, lors d'un remaniement de la carte des Balkans. Il est naturel que les Koutzo-Valaques répugnent à servir de monnaie d'échange. Et puis, reste à savoir si la Bulgarie elle-même acceptera au moment décisif une combinaison qui ne lui procurerait aucun bénéfice, car elle n'ignore pas que les Roumains n'ont aucune influence en Roumélie, que toute leur œuvre, facette, s'effondrera le jour où elle ne sera plus soutenue par l'argent. D'ailleurs, à quoi bon acheter les roumanisants ? Ceux-ci seront bien forcés, ayant déserté l'Hellénisme et ne pouvant jamais être rattachés à la Roumanie, de se jeter dans les bras des Bulgares. Ils n'ont pas d'autre avenir politique. Déjà, beaucoup d'entre eux ont compris que leur meilleure tactique est d'adhérer dès à présent au bulgarisme. De sorte que les hommes d'Etat roumains auront dépensé en définitive des millions dans l'unique but d'aider au triomphe des Slaves. C'est un marché de dupes. Et ils auront creusé un fossé profond entre deux peuples

de même culture, de même civilisation, d'intérêts identiques. Il leur serait plus profitable de travailler en Bessarabie, en Bucovine, en Transylvanie.

Il semble vraiment qu'un vent de folie souffle sur les Balkans depuis quelques années. Mais tout n'est pas perdu. Il est encore temps de réfléchir. Avec un peu de bon sens, chacun retrouvera la bonne voie, chacun saura rentrer dans le devoir, dans la justice et dans la vérité.

La Vérité sur la Question koutzo-valaque.

L'*Indépendance Belge* du 17 octobre publie la lettre suivante :

Salonique 11 octobre.

On a beaucoup parlé ces temps derniers du conflit gréco-roumain ; en revanche, on a totalement négligé de traiter la question koutzo-valaque, qui fait le fond de ce conflit. Je voudrais examiner brièvement ici : 1^e que sont les Koutzo-Valaques ; 2^e quelle a été l'action de la propagande roumaine en Macédoine ; 3^e quel est le but politique que poursuit la Roumanie.

Les Koutzo-Valaques ou Zingares sont un peu d'origine mal définie et d'instincts nomades qu'on rencontre sporadiquement dans toute la Macédoine et dans certaines parties de la Thessalie. Il ne se trouve guère en groupes compacts que sur les versants du Pinde et dans les environs de la ville de Monastir. Leur vive intelligence, leur amour pour les lettres, leur goût pour le négoce, ont donné aux Koutzo-Valaques une importance que ne leur aurait pas donné leur nombre. Tant en Macédoine que dans les terres où fleurit le commerce hellénique, car, comme le Grec, le Koutzo-Valaque s'expatrie facilement ils ont acquis une position exceptionnelle. Au point de vue politique, ils furent de temps immémoriaux à tel point liés avec les Grecs, qu'ils ont adopté jusqu'aux chants populaires de ces derniers. C'est également en faveur de l'hellénisme qu'ils disposent des fortunes qu'ils acquièrent dans le commerce, et c'est dans le royaume grec que viennent s'installer les Koutzo-Valaques qui se sentent du goût pour la politique ou les arts. Dans le nombre, se sont particulièrement distingués : Jean Colettis, premier ministre du roi Othon ; le poète Zalacostas et l'historien Sp. Lambros, aujourd'hui recteur de l'Université d'Athènes.

En réalité, le Koutzo-Valaque ne se distingue de l'Hellène que par le patois qu'il parle concurremment avec le grec et qui décale une origine romaine.

Lorsqu'il y a quelques cinquante ans, les Moldo-Valaques, unis et complètement libérés du joug turc, se sont flattés de reconnaître en eux-mêmes les descendants des soldats de Trajan, ils ont immédiatement songé à attirer à eux les Koutzo-Valaques descendants, selon leurs dires, des soldats de Paul-Emile. La propagande prit une forme concrète en 1862, avec l'apparition d'Apostol Margaritis, ancien instituteur grec. L'appui de la Porte fut vite acquis à une propagande visant à séparer les chrétiens, et l'Etat roumain ne lui ménagea pas non plus ses subsides. Pendant plus de trente ans, Apostol Margariti régna en maître en Macédoine. Quand M. Bérard visita le pays, en 1890, il le trouva gouverné par le vilayet de Monastir sous le couvert de Hali-Rifaat pacha. Pendant cette longue période, Margariti employa tous les moyens pour détacher les Koutzo-Valaques de l'hellénisme. Dénonciations et calomnies auprès des Turcs, complots imaginaires suivis d'emprisonnement ou d'exil, il recourt à tout. Il dévoua même à la propagande une partie de l'argent qui lui était envoyé de Bukarest dans ce but. Au témoignage d'un de ses défenseurs, ses détournements ne dépassèrent jamais le quart des sommes reçues.

Si l'on veut maintenant connaître le résultat de

tant d'efforts, il suffit de lire le discours de M. Haret au parlement roumain. Il fut prononcé dans les conditions suivantes : La Roumanie rudement éprouvée par la crise agricole de 1901 embrassa une politique d'économies ; le gouvernement entre autres crédits, réduisit ceux de la propagande roumaine en Macédoine ; attaqué par l'opposition, il fut amené à dévoiler, par l'intermédiaire du ministre de l'instruction publique, les résultats obtenus dans l'ancien royaume de Philippe.

Le caractère que les agents de la Roumanie ont donné à sa propagande en Macédoine peut, dit M. Haret, à la fin de son discours, se résumer en deux mots : *farce et mensonge*. Sa longue harangue ne fut qu'un commentaire de cette conclusion. Le ministre a énumérés les écoles fictives, au nombre de 24, ne fonctionnant que sur le papier pour servir de prétexte à la rétribution de fonctionnaires (ainsi l'école de Métsovon comptait trois professeurs et pas d'élèves). Les écoles contenant plus de professeurs que d'élèves ; les écoles supérieures fonctionnant dans les villes où il n'y avait pas d'écoles primaires et destinées à abriter uniquement les boursiers ; des nominations de professeurs de danse et de bicyclette dans des pays où il n'y a ni bals ni routes ; des commissaires salariés des écoles envoyant leurs enfants aux écoles grecques, etc. ; en deux mots, tous les moyens par lesquels on arrivait à gaspiller 750.000 francs par an, sans l'ombre de résultat pratique, furent établis par M. Haret.

La situation scolaire, résumée de la sorte par M. Haret reflète exactement la situation générale. Les Koutzo-Valaques, avons-nous dit, ne se trouvent en groupe compacts qu'autour de Monastir et dans le Pinde.

Or, à Monastir, sur 3.600 Grecs orthodoxes, 25 à 30 familles seulement relèvent de la propagande roumaine. Même situation dans les trois grands villages koutzo-valaques voisins de Monastir : à Mégarovon, on compte 449 familles grecques et 13 roumanisantes ; à Tyrnovon, 486 familles grecques et 10 roumanisantes ; à Nizopolis, 270 familles grecques et 10 roumanisantes.

Dans le Pinde, la propagande n'a pas eu plus de succès. À Métsovon, capitale du district, elle ne compte pas un seul adhérent. Il en est de même dans les autres centres ; on ne trouve des embryons de communautés que dans les six villages suivants : Voussa, Avdella, Fourka, Périvoli, Samarina et Crania. Encore ces foyers artificiels sont-ils composés de salariés et ne subsistent-ils que grâce à l'or répandu à foison. Dans toute la Macédoine, de leur propre aveu, les Roumains ne comptent pas plus de dix mille adhérents. C'est pourquoi justement les journaux gagnés à la cause roumaine parlent tout le temps des Koutzo-Valaques en général, dont ils grossissent d'ailleurs démesurément le nombre, mais ils ne mentionnent jamais le chiffre exact de ceux d'entre eux qu'ils sont parvenus à détacher de l'hellénisme.

Un aveu intéressant vient pourtant d'échapper à la *Roumanie*. L'organe officieux du ministère Cantacuzène, en reprenant la critique d'un mémorandum adressé par le patriarchat aux puissances, constatait que sur les 100.000 Koutzo-Valaques mentionnés par les statistiques dressées à Bukarest (1), c'est à peine si 10.000 se réclament de la Roumanie. La *Roumanie* discute la première de ces assertions, prétendant qu'il y aurait 600.000 Koutzo-Valaques, mais elle ne reconnaît implicitement la seconde. Par là, elle aggrave singulièrement le cas d'une cause qu'elle prétend défendre, car du moins avec les évaluations du patriarchat, la propagande roumaine aurait attiré à elle le

dixième des Koutzo-Valaques, alors que d'après l'aveu de son organe officiel elle n'aurait « réveillé la conscience nationale » (c'est l'expression consacrée) que du soixantième d'entre eux. Ceci, malgré l'appui de la Porte et les sommes énormes dépensées par l'Etat roumain depuis plus de quarante ans.

Ce qui pis est, la propagande roumaine n'a pas seulement éprouvé l'indifférence des Koutzo-Valaques, elle a excité leur animosité. Grâce à elle, des troubles fréquents ont eu lieu, et quand, il y a quelques mois, un prêtre roumain a voulu enterrer par surprise un des leurs, les Koutzo-Valaques de Monastir se sont livrés à une manifestation dont la violence a nécessité l'entrée en scène de toute la garnison turque.

Dans mes voyages en Macédoine, j'ai souvent eu l'occasion de causer avec des Koutzo-Valaques. Ils m'ont donné de leur attitude les explications suivantes :

Tout d'abord, le fait qu'une origine commune les unirait avec les Roumains leur paraît des plus problématiques. « En admettant, m'a dit l'un d'eux, que nous descendions comme les Roumains, de légionnaires romains, il faut admettre que nous sommes un mélange de Roumains et de Macédoniens, alors que les Moldo-Valaques sont un mélange de Roumains et de Scythes. Dans ces conditions, les gens de Bukarest n'ont pas plus de droits sur nous que les Portugais, qui descendent, eux aussi, de colons romains, unis non plus avec des Scythes, mais avec des Ibères. »

« Prétendra-t-on, m'a dit un autre Koutzo-Valaque, que nous parlons la même langue que les Roumains ? Mais alors, pourquoi M. Lahovary a-t-il, en janvier dernier, avoué à M. G. Villiers, du *Temps*, qu'il y a entre le roumain et le koutzo-valaque autant de différence qu'entre le français et le provençal ? Pourquoi aussi, M. Bruce, dans un roman de propagande (*le vieillard du Pinde*), a-t-il déclaré que les Koutzo-Valaques doivent fréquenter les écoles roumaines, comme les jeunes Bretons fréquentent les écoles françaises ? »

Ces arguments partent de lettrés ; la masse des Koutzo-Valaques en donne d'autres : « La propagande roumaine, disent-ils, nous demande d'abandonner l'hellénisme, qui nous a toujours soutenus, sans jamais chercher ni à nous assimiler, ni à proscrire nos traditions locales. Que nous offriraient-elle en échange ? La liberté ? Non pas, mais la perspective de rester éternellement sous le joug turc, dont Margariti et ses successeurs n'ont jamais cessé de chanter les louanges. La propagande nous engage aussi à abandonner les écoles et les églises où règne une langue que nous entendons tous : le grec ; mais, dans les églises et les écoles qu'elle bâtit, elle enseigne non pas le patois koutzo-valaque, mais le roumain, langage étranger que nous n'entendons pas. »

Enfin, lettrés ou non, les Koutzo-Valaques ne dissimulent pas que dans la partie que joue la Roumanie ils ont la conscience d'être non le but, mais le moyen.

Ceci nous amène à notre troisième point : Quel est le but réel que poursuit le gouvernement du roi Charles ?

Que peut, en effet, espérer la Roumanie en Macédoine ? Certes, pas un avantage direct. « Nul homme d'Etat roumain sérieux, dit le ministre d'Angleterre à Bukarest (*Blue-Book*, 1903, III, p. 24), ne prétend que l'existence des populations koutzo-valaques en Macédoine donne à la Roumanie un droit éventuel à une extension du territoire ». Un écrivain anglais fort mal disposé pour la Grèce, M. Bourchier (*The Balkan Question*, pp. 79-80), explique que, nombre insignifiant, dispersion, fortes attaches avec l'hellénisme, voisinage du royaume grec, tout conspire pour empêcher les Koutzo-Valaques, non seulement d'être unis avec la Roumanie, dont la Serbie et la Bulgarie les séparent, mais aussi de former en Macé-

doinne un groupement indépendant ou compact. « Le gouvernement roumain, ajoute M. Bourchier, dépense cependant en Macédoine des sommes considérables, dans la prévision qu'il aura droit à une compensation autre part, si en Macédoine des populations pouvant être considérées comme roumaines étaient adjugées à un autre pouvoir. »

Quelles sont les compensations qu'on espère à Bukarest ? Une revue roumaine (*la Renaissance latine*, dirigée par le prince de Brancovan, numéro de juillet 1904), nous l'apprendra : « Le gouvernement roumain, y est-il dit, prétend moins créer une colonie chez les Koutzo-Valaques que s'assurer un gage qu'il pourra céder à la Bulgarie contre des avantages plus sérieux, par exemple, une rectification de frontières en Dobroudja ; déjà, M. Take Jonesco a suggéré la ligne Routhouk-Varna, qui laisserait à la Roumanie deux forteresses et un bon port. C'est peut-être beaucoup demander, et l'on pourrait se contenter de moins si la Bulgarie était de bonne composition. »

Nous avons ainsi épousé les trois points que nous nous proposions d'examiner, la conclusion se dégage d'elle-même. Les Koutzo-Valaques, que M. Bérard nommait les plus fermes soutiens de l'hellénisme, ayant fait de tout temps cause commune avec les Grecs, ne peuvent songer aujourd'hui à se séparer de leurs frères. En tout cas, ils ne sauraient se tourner du côté des Roumains, avec lesquels ils ont la conscience de ne rien avoir de commun et qui ne peuvent leur être d'aucune aide réelle et tangible. La Roumanie, loin de les séduire, a même excité leur animosité, d'abord par les moyens qu'elle emploie sa propagande et ensuite par le but qu'elle vise et qui est de céder aux Bulgares les présumés Roumains de Macédoines, contre une rectification de frontière en Dobroudja.

Le Voyage de Ferdinand.

Au sujet de la visite du prince de Bulgarie à Paris, M. G. Mandel, dit, dans *l'Aurore* du 16 octobre :

... Il n'y a plus qu'à s'incliner devant ce fait acquis, au cas où on ne voudrait pas laisser la Crète en proie aux horreurs de la guerre civile et provoquer une terrible insurrection de tous les éléments grecs dans les Balkans. On s'explique donc que, malgré les menées de la Russie et l'aide coupable que nos ministres des affaires étrangères ne leur ont pas assez marchandée par le passé, la résolution de l'Europe soit désormais certaine. Or, c'est à ce moment que le prince de Bulgarie entreprend son voyage à travers les chancelleries et vient nous demander une compensation en Macédoine, comme si on était sur le point de procéder à une répartition arbitraire des Balkans. En rattachant la Crète à la Grèce, on ne fera que réparer le crime commis par des générations de diplomates qui, depuis le traité d'Andrinople, se sont obstinés à croire qu'il pouvait y avoir un intérêt supérieur à celui de l'union de deux peuples de même langue rapprochés par la communauté de leurs traditions et de leur histoire, de leurs aspirations et de leurs besoins. Et un tel acte de réparation ne peut comporter de compensations pour aucun pays.

Cependant, quelle que soit l'attitude des puissances, il est impossible que le gouvernement français se rende aux avances du prince Ferdinand. Les habitants de la Macédoine sont pour la plupart Grecs. Dans les deux vilayets de Salonique et de Monastir, particulièrement, soit dans la Macédoine historique, les Bulgares unis aux Roumains et aux Serbes ne se rencontrent qu'en nombre infime. On ne voudra donc pas consentir à recomencer les fautes passées en livrant la majorité à l'oppression de la minorité. Au reste — quoique

(1) Allusion aux évaluations de Sir J. Kennedy, ministre britannique à Bukarest (Livre bleu, 1903, Turquie, n° 3). Ces évaluations sont supérieures à celles des auteurs les plus autorisés. Weigand (70.000), Picot (45.000), de Gubernatis (70.000), Pouqueville (70.000).

les manifestations de la Grèce en faveur de l'organisation d'un plébiscite parmi les Macédoniens soient assez significatives — ces considérations de simple équité ne s'opposeraient elles pas à une pareille extension de la Bulgarie que les nécessités de l'équilibre politique commanderaient encore de l'empêcher. Voyez quels agrandissements territoriaux ont réalisé tous les pays balkaniques, *sous la Grèce*, au congrès de Berlin. Et depuis, la Bulgarie s'est accrue de la Roumélie orientale, tandis que la Grèce restait toujours réduite à ses limites de 1829. Comment, ainsi, notre devoir ne serait-il pas tout tracé?

La Grèce est, d'ailleurs, notre meilleure amie dans les Balkans. On en a eu bien conscience à Constantinople et à la *Wilhelm Strasse*, lorsque, après 1870, on a cessé de tenir compte des revendications du cabinet d'Athènes. Les défaites françaises furent des défaites grecques. Aussi n'est-ce pas maintenant, que nous avons repris notre rang dans le monde, que nous ne saurons nous montrer reconnaissants envers ceux qui nous ont été fidèles dans le malheur. Les intérêts de la France sont solidaires de ceux de l'hellénisme. M. d'Aunay ne montrait-il pas éloquemment un jour, à la tribune du Sénat, que notre langue n'est guère enseignée en Turquie que dans les écoles laïques gréco-françaises? Il suffit de multiplier ces écoles, et bientôt les millions de Grecs irredimés de Macédoine, d'Epire, de Thrace, et d'Asie Mineure seront acquis à notre influence. M. Rouverie le comprendra : aider la Grèce, c'est servir la civilisation et la France en Orient.

La Question d'Orient rajeunie.

X Sous ce titre, M. Georges Mandel publie dans *l'Aurore* du 6 octobre, un article des plus intéressants; nous en extrayons le passage relatif au conflit gréco-roumain:

Jusqu'à maintenant, il faut le reconnaître, la lutte avait été surtout circonscrite entre les bandes bulgares et grecques : les Bulgares poursuivant l'extermination de tous les chrétiens coupables de ne pas parler leur langue, ni de se réclamer de traditions et d'un passé communs, et les Grecs obligés de s'armer pour défendre leur existence. Comment se fait-il donc que des combats acharnés se soient presque subitement produits entre bandes grecques et roumaines?

De nombreuses hypothèses ont été émises. On s'est livré à une série de suppositions contradictoires... Or, nous sommes en mesure d'affirmer qu'elles sont toutes également fantaisistes. Nous tenons de la source la plus autorisée que la conduite actuelle de la Roumanie résulte d'un pacte avec la Bulgarie. Le gouvernement du roi Charles a promis de favoriser la propagande bulgare contre l'acquisition éventuelle de certains territoires présentement soumis à la suzeraineté du prince Ferdinand. Nul n'a oublié, en effet, dans quelles conditions, au congrès de Berlin, la Bessarabie a été arrachée à la Roumanie en échange d'une partie de la Dobroudja. Eh bien! *par un récent accord le cabinet de Sofia a pris l'engagement de lui céder les dernières contrées bulgares de la Dobroudja, si elle l'aide à obtenir la Macédoine.* De là, l'étroite alliance des brigands roumains et bulgares qui, unis dans une touchante complicité, s'ingénient, à l'heure présente, à redoubler de sécheresse dans leurs attentats aux biens et à la vie des malheureux Grecs! Il est inutile d'insister ici sur le caractère immoral d'un accord, qui, non seulement provoque de pareils crimes, mais qui encore consiste à disposer des destinées et de l'avenir des peuples sans les avoir consultés. On assure que c'est en de telles violations du droit des gens que se résume l'art de la diplomatie moderne!...

Qu'il suffise de dire que, malgré l'attitude des autorités turques effrayées par l'audace croissante de leurs menées, les Bulgares et les Roumains ont bientôt entrepris avec tant d'entrain d'assassiner les Grecs, que ces derniers ont dû prendre les mesures indispensables à leur protection. Et puisque dans ces contrées dont trois jours de voyage nous séparent à peine, la civilisation a accompli de si rapides progrès, que l'offensive est encore restée la meilleure des défensives, ils se sont décidés, sous l'empire de la plus dure des nécessités, à user de représailles. Alors le cabinet de Bucarest a osé sommer la Grèce d'intimer l'ordre à ses nationaux de demeurer en paix. Et comme le gouvernement grec a naturellement répondu qu'il ne pouvait exercer aucune action à raison d'événements qui se déroulaient hors de la Grèce, les autorités roumaines se sont refusées à frapper ceux des individus qui se livraient sur le sol roumain à des agressions et à des actes de pillage contre la personne et la propriété des habitants grecs. Voilà à la suite de quelles provocations la Grèce a résolu de rappeler son ministre à Bucarest et à rendre ses passeports au ministre de Roumanie à Athènes.

Europe, Grèce et Macédoine.

Extrait d'un article de la *Lanterne*, 7 octobre :

Mais si notre gouvernement, pour des raisons que nous jugeons sérieuses, n'a pu faire jusqu'ici ce qu'on attend de lui, en faveur de la Crète et de la Grèce, il ne manquera pas — nous en avons la certitude — de donner de sages avertissements aux petits Etats balkaniques, si gâtés par l'Europe.

L'occasion, en ce qui concerne la Bulgarie, va se présenter prochainement. Nous avons pris l'initiative de recevoir à Paris, avec des honneurs royaux exceptionnels, le prince de Bulgarie. N'oublions pas que nous innovons hardiment, à l'occasion de cette visite. En effet, le souverain bulgare, prince vassal de la Turquie, avait déjà reçu de la France, il y a cinq ans, les honneurs officiels compatibles avec sa position de vassalité. On lui avait offert, comme domicile, un hôtel particulier et une garde d'honneur avait été mise à sa disposition.

En Turquie, le prince bulgare n'est reçu par le sultan qu'en qualité de prince vassal portant le fez.

La France qui, la première, contrairement aux règles protocolaires, traita presqu'en souverain absolu le prince Ferdinand, est, en revanche, qualifiée pour lui donner des conseils désintéressés, dont il profitera sûrement, étant un prince intelligent.

Et s'il est vrai, comme on l'affirme positivement, que l'union de la Crète à la Grèce ne peut se faire parce que la Bulgarie, de même que la Roumanie, ont menacé de soulever des complications en Orient, et d'élever des prétentions pour rétablir (!) l'équilibre que cette union aurait compromise en Orient, le moment serait très opportun pour faire sentir certaines choses au prince de Bulgarie. On pourrait lui représenter qu'aucune prétention bulgare ne devra, en justice, être reçue, encore moins prise en considération, avant que la Grèce n'ait reçu, par l'annexion de l'île de Crète, une juste et minime compensation.

En effet, on n'a qu'à comparer — d'après les statistiques — le nombre des populations grecque et bulgare, délivrées à l'heure actuelle du joug ottoman, grâce à l'intervention européenne, pour se rendre un compte exact de la situation tout à fait privilégiée où nous avons placé la Bulgarie,

par rapport à la Grèce. Les statistiques nous démontrent que la Grèce libre, le royaume, ne compte pas plus de 2.500.000 habitants, que la population de la Bulgarie libre est de 2.614.355 et qu'avec la Roumélie orientale, qu'elle s'est annexée par le coup d'Etat connu, la population libre, sous la Bulgarie, atteint le chiffre de 3.733.189, dont 2.500.000 sont Bulgares, et plus d'un million de nationalités diverses (recensement de 1900).

Ainsi donc, la Bulgarie a été, jusqu'ici, exceptionnellement favorisée. Elle le fut, sans qu'on fasse entrer en ligne les sacrifices consentis par chacun des peuples pour conquérir sa liberté. Et si l'on tient compte que la population hellénique subissant encore le joug ottoman dépasse six millions d'âmes, alors que les éléments slaves et bulgares qui se trouvent dans les mêmes conditions ne se chiffrent que par quelques centaines de mille individus, on peut dire hardiment que c'est au grand préjudice de la Grèce que fut favorisée la Bulgarie.

Aussi bien, la Grèce, même en s'annexant la Crète — dont la population s'élève à 300.000 habitants — comprendrait-elle encore, au total, une population libre inférieure d'un million à la Bulgarie (2.800.000 Hellènes contre 3.733.189 Bulgares). La Grèce, d'ailleurs, n'a obtenu aucune compensation de territoire après l'annexion de la Roumélie orientale à la Bulgarie, et la Roumanie comptant actuellement 6.000.000 de Roumains libres, n'a aucune revendication sérieuse à formuler du côté de la Turquie.

Tandis que nous faisons la sourde oreille aux luttes sanglantes et séculaires des Crétois, demandant leur union à la Grèce, et aux votes unanimes de la Chambre crétoise pour cette union, pourrions-nous, sans commettre une flagrante injustice, ne pas rejeter impitoyablement toute insinuation qui nous serait faite par le souverain bulgare, au profit de la Bulgarie déjà si favorisée en comparaison avec la Grèce?

Si la France n'adoptait pas cette attitude et continuait à laisser la Russie libre en Macédoine pour écraser l'hellénisme, libre en Crète, pour combattre l'union de cette île à la Grèce, les avantages que notre alliance offre à la Russie s'augmenteraient trop considérablement pour ne pas nuire jusqu'au prestige de la France et à ses glo-rieuses destinées.

LE COURRIER EUROPÉEN

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL

280, boulevard Raspail, Paris

Comité de Direction : Bjørnstjerne, Bjørnson, Jacques Novicow, Nicolas Salmeron, Gabriel Séailles, Charles Seignobos, Giuseppe Sergi.

Rédacteur en chef : Louis Dumur.

Collaborateurs de premier rang de tous les pays. — Informations originales. — Indispensable à toute personne désirant suivre le mouvement politique international.

France : un an, 12 fr. ; six mois, 7 fr. ; trois mois, 3 fr. 50 ; le n° 25 cent. — Union : un an, 15 fr. ; six mois, 8 fr. ; trois mois, 4 fr. ; le n° 30 cent.

Demandez un numéro spécimen gratuit.

Le Gérant : L. ESPARVIER.

Levallois-Perret. — Imprimerie WELLPOFF et ROCHE 55, rue Fromont.

L'Hellénisme

ORGANE MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:

France. UN AN 6 FR.
Union Postale 8 FR.

DIRECTION A PARIS

42, Rue de Grenelle (VII^e Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME
est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

Les devoirs des Hellènes et des Philhellènes. par le baron PIERRE DE COUBERTIN.

L'Eglise de Constantinople au XIX^e siècle : (d'après l'ouvrage de M. Socolo).

L'Entente cordiale : Grèce et Bulgarie.

Chypre : Le tribut, l'impôt, l'administration britannique.

Les Bulgares se dénonçant eux-mêmes : Organisation Intérieure et Comité suprême.

Les Jeux Olympiques : Les Olympiades antiques : la prochaine Olympiade.

Le voyage du Roi Georges : à Londres, à Paris, à Vienne.

Echos : la démonstration navale ; l'entente bulgaro-serbe ; conférence du professeur Kasosis ; un nouveau Blue-book ; note austro-russe aux Etats balkaniques ; donations aux établissements scolaires grecs et de bienfaisance ; l'attentat de Yildiz ; mouvement du port de Salonique ; l'archevêché d'Ushub ; nouvelles de Macédoine.

Allemagne et Roumanie : à propos des Koutzo-Vallées. M. K.

Les derniers crimes bulgares : les meurtres ; les bandes grecques ; rapport de l'évêque de Kastoria.

L'Incident de Serrès : un complot bulgare.

La politique roumaine : l'Incident de Grevena ; le chantage en Roumanie ; expulsions et mesures arbitraires ; en Macédoine.

Revue de la presse : Grèce et Roumanie : Actualités diplomatiques et coloniales ; Les vues de l'Italie sur Corfou, l'Hellénismos ; l'enquête du Balkan Committee ; le Bulletin d'Orient.

LES
Devoirs des Hellènes et des Philhellènes

M. de Coubertin a bien voulu écrire pour l'Hellénisme les lignes suivantes, inspirées par cet ardent amour de la Grèce qu'il a si souvent et si diversement manifesté.

Les vœux de M. de Coubertin, en vue du développement matériel et intellectuel de l'hellénisme, sont tout naturellement nos propres vœux.

L'éloquent appel qu'il adresse à ses amis nous suggère pourtant cette crainte qu'en un moment où nos adversaires s'arment jusqu'aux dents, allant jusqu'à déclarer officiellement qu'ils aspirent à être les « Prussiens des Balkans », il n'y ait un grave danger pour la Grèce à négliger le souci direct de sa défense pour s'adonner à un programme si exclusivement pacifique.]

Nous sommes entre nous dans cette revue. On peut parler librement. Eh bien ! j'en voudrais profiter pour formuler le grand reproche que méritent à la fois Hellènes et Philhel-

lènes. C'est de ne pas agir. Nous discourons beaucoup trop ; nous nous grisons de mots, de sentiments, de vibrations, d'espérances. C'est la faute de Minerve et de tout ce resplendissant cortège grec avec lequel elle traverse nos imaginations. Cette déesse là ne connaît pas l'inconnu ; des pompes surhumaines l'environnent de façon permanente. Nous en sommes éblouis. C'est naturel mais fâcheux car, ainsi, nous oublions d'agir et ce monde-ci appartient aux agissants.

En mentionnant l'autre jour dans *le Figaro* le livre récent d'Edouard Théry qui contient de si excellents conseils, je faisais remarquer qu'il concluait à faire sans retard de la Thessalie un grenier à blé et du reste de la Grèce un musée aisément accessible à tous les pèlerins de l'univers. Je rappelle en même temps mon argument favori sur ce que devrait être l'Université d'Athènes. Voilà les trois termes du programme dans lequel, si j'avais l'honneur de gouverner là-bas, je m'efforcerais d'enfermer l'activité Hellène. Laissez donc là, dirais-je à mes concitoyens, le souci de la politique extérieure ; ce n'est pour vous qu'une matière à discours creux. La Grèce n'a point, à proprement parler, de rôle à jouer dans les affaires européennes ; la géographie la rend indépendante des disputes internationales et si, d'aventure, il y a un mot à dire, un geste à faire, vous savez que ce mot sera dit, que ce geste sera fait par celui qui vous représente au dehors, par le souverain clairvoyant et avisé qui possède le triple prestige d'un long règne, d'une haute valeur personnelle et d'une série de parentés augustes et d'alliances utiles. Laissez de côté aussi vos stériles récriminations intérieures. Attendez-vous donc le progrès national d'une victoire de parti ? Etes-vous devenus si naïfs que vous ne sachiez pas ce que valent un programme électoral et le résultat du scrutin le plus triomphal ? Groupez-vous autour de nous ; nous allons laisser dormir la politique extérieure et pourrir sur pied le fonctionnalisme. Nous allons créer une Agence Cook colossale qui permettra à tout barbare de venir faire sa prière sur nos collines sacrées, — nous allons donner tous nos soins aux perfectionnements agricoles que réclament nos provinces fertiles — et ici, à Athènes, nous allons appeler les professeurs les plus illustres et les étudiants les plus avides de succès. Attirer des voyageurs, faire pousser du blé, ériger la première université du monde, nous ne cherchons rien d'autre, parce que rien d'autre ne saurait restaurer à un égal degré la suprématie de l'Hellénisme.

Ce langage serait entendu, je n'en doute pas ; et l'on comprendrait aussitôt que la question hellénique va marcher à grands pas

vers sa solution, — vers cette solution que ne lui procureraient ni les soldats les mieux armés, ni la diplomatie la plus subtile, ni les lois les plus sages. Or la Grèce n'a jusqu'ici essayé de progresser que par ce triple moyen ; le fusil, la négociation et le vote. Il en est un quatrième, le seul qui puisse réussir, c'est le travail : le travail individuel, à l'américaine, le travail de chaque citoyen en vue de la richesse et de la renommée.

Tels sont, à mon sens, en l'an de grâce 1905 les devoirs des Hellènes qui aiment leur patrie.

Quels sont ceux des Philhellènes ?

Pour les déterminer il faut établir une distinction essentielle entre deux sortes de philhellènes, ceux qui le sont réellement et ceux qui prétendent l'être. Il n'y a aujourd'hui, qu'une seule façon d'être philhellène, c'est de croire à la Grèce moderne, à sa vitalité, à son génie, à son avenir — et de voir dans l'hellénisme le principe régénérateur des régions balkaniques et ottomanes. Je ne reconnaîs pas pour mes frères en philhellénisme ceux qui s'arrêtent à mi-chemin, rendent de vagues hommages à la mémoire de Périclès et marquent à ses descendants une bienveillance platonique et légèrement dédaigneuse. Honorer le passé grec, la belle affaire ! Tout le monde l'honore qui n'est pas un imbécile. Contribuer à sa restauration, à la bonne heure, voilà une preuve valable de sympathie et de fidélité.

Il ne devrait y avoir qu'une seule association de philhellènes, internationale, ayant son centre à Paris et ses annexes à Londres, à New-York, à Berlin ; cette association puissante devrait prendre en main la cause de l'Hellénisme en Macédoine, en Crète, en Asie Mineure ; c'est elle qui devrait négocier à Constantinople, intervenir près des gouvernements étrangers, s'entremettre de tous cotés — mais non pas acheter des canons comme le proposaient naïvement les initiateurs d'un mouvement auquel, pour ma part, je ne donnai naguère mon adhésion qu'à contre-cœur, tant je l'estimais déraisonnable et à coté. Pas de canons, pas de guerre. Les Hellènes groupés en phalanges de travailleurs, après à s'enrichir et à se rendre par la richesse, indépendants des hommes et des circonstances — les Philhellènes unis pour la propagation de la langue et de la philosophie grecques, la sauvegarde des églises et des écoles, l'extension intellectuelle et morale de l'hellénisme — voilà comment je comprends le monde grec, idéalement organisé en vue d'une extension rapide et d'une transformation féconde.

Il ne ressemble pas à ce tableau, avouons-le et c'est parce qu'il n'y ressemble pas que les progrès se font trop lentement au gré de nos désirs communs, et que bien des occasions ont

passées qui ne reviendront plus, hélas! Hâtons-nous donc. Si une Association se fondait au pied de l'Acropole en vue de faire sienne la partie de ce programme d'action qui se limiterait aux frontières du royaume, ce serait le devoir des bons Philhellènes de constituer immédiatement l'association propre à mettre en œuvre l'autre partie du même programme. Ils n'y manqueraient pas.

PIERRE DE COUBERTIN.

L'ÉGLISE DE CONSTANTINOPLE

au XIX^e siècle (1)

Moscou, 12 novembre.

L'Église orthodoxe, dans les pays soumis à la domination ottomane, n'est pas une institution purement religieuse, elle présente en même temps les caractères d'une véritable institution politique. Douée d'une autonomie très étendue, munie de priviléges considérables en matière administrative et judiciaire, l'Église orthodoxe réunit sous son ombre protectrice toutes les institutions des communautés chrétiennes. Aussi son histoire contient en raccombre les vicissitudes multiples que ces populations ont traversées. Un sujet aussi complexe, aussi varié, ne pouvait que tenter les historiens, et nombreux sont ceux qui, au cours du dernier siècle, ont entrepris de le traiter. Il faut avouer cependant que ces auteurs, tantôt poussés par leurs préjugés religieux, et tel est le cas des écrivains protestants et catholiques, tantôt entraînés par les visées et les aspirations des nationalités auxquelles ils appartiennent, n'ont pas toujours fait preuve de cette largeur de vues, de cette impartialité qui distinguent l'œuvre de l'historien; au lieu d'être frappés de la force et de la vertu immanente d'une institution qui a pu traverser intacte des siècles d'oppression tyrannique, ils n'en ont vu que les faiblesses, et négligeant les bienfaits dont lui sont redevables les populations chrétiennes, ils ont surtout insisté sur les abus qui ont pu s'y glisser dans le cours des siècles, abus inséparables de toute œuvre humaine même lorsqu'elle touche aux choses divines; quelques-uns même de ces auteurs vont jusqu'à faire un crime à l'Église orthodoxe grecque de ne pas céder aux menées de ses adversaires et de défendre ses droits contre leurs intrigues.

On ne saurait, certes, adresser de tels reproches à l'ouvrage que M. Socoloff, l'éminent professeur à l'Académie théologique de Saint-Pétersbourg, a récemment publié sur l'Église de Constantinople au XIX^e siècle, ouvrage qui se distingue autant par l'étendue de sa documentation, que par la recherche consciencieuse de la vérité historique et l'absence de parti pris dans les déductions que l'auteur tire de l'examen des faits.

L'ouvrage entier de M. Socoloff comprend deux parties; la première seule en a été publiée, dans laquelle sont étudiées les relations de l'Église de Constantinople avec l'Empire ottoman, en même temps que les faits les plus marquants du pontificat des patriarches qui ont successivement présidé aux destinées de cette Église et l'influence que chacun d'eux a exercée sur la marche des événements.

Dans une préface très documentée, M. So-

coloff expose les sources où il a puisé, sources pour la plupart inédites, consistant dans les pièces originales des archives mises à sa disposition par le patriarcat œcuménique; l'auteur fait la description et une analyse succincte de ces documents et termine par une bibliographie complète des ouvrages touchant de près ou de loin à son sujet, suivie d'un examen critique de leur valeur documentaire; il insiste sur le profit qu'il a trouvé à consulter les œuvres de la littérature néo-grecque, reconnaissant à leurs auteurs une plus juste appréciation des événements, de leurs causes et de leurs effets; il reconnaît cependant, que parmi les auteurs qu'il mentionne, il y en a qui traitent le sujet d'une manière systématique; M. Socoloff espère y avoir réussi, mais ce qui surtout fait le mérite de son ouvrage à ses yeux, c'est qu'il se fonde sur des documents originaux et inédits, parmi lesquels il fait une place à part aux martyrologies, ces produits de la piété populaire, précieux pour l'étude de la vie des chrétiens sous le joug musulman, nous montrent toutes leurs souffrances, mais aussi toute la grandeur et la force de l'idéal national qui les soutenait.

L'auteur nous retrace dans une introduction magistrale l'histoire de l'Église de Constantinople depuis la conquête ottomane jusqu'au seuil du XIX^e siècle. Les principes du régime théocratique qui est celui des Etats musulmans, en même temps que des considérations d'ordre pratique, ont porté les conquérants à reconnaître à l'Église orthodoxe une existence autonome et la haute direction des communautés de ses fidèles; les autorités ecclésiastiques reçurent des priviléges et des droits étendus, le patriarche en qui l'Église s'incarnait, fut investi, en plus du pouvoir spirituel, de l'autorité politique sur les orthodoxes, il fut reconnu comme chef de la nation « romaine », terme sous lequel les Grecs sont désignés dans l'empire ottoman. L'Église, en théorie, constituait un Etat dans l'Etat, mais M. Socoloff nous montre combien les faits étaient loin de cette conception, combien l'autonomie, reconnue en droit, était dans la réalité illusoire et précaire, sous l'arbitraire et la tyrannie soupçonneuse des autorités ottomanes que venaient souvent attiser les intrigues des communautés religieuses rivales; les souffrances des chrétiens dans les premières suites de la conquête dépassent toute description, mais la cruauté et le fanatisme musulmans se sont surtout tournés contre l'élite de la nation grecque et la mort dans les supplices de plusieurs patriarches, sans compter les dépositions et les exils fréquents, font foi de ces persécutions. « Dans ces conditions, dit M. Socoloff, c'est un miracle que les Grecs n'aient pas été annihilés sous l'influence de l'atmosphère musulmane, hostile à toute manifestation du sentiment chrétien et de la conscience nationale, qu'ils aient, au contraire, maintenu l'intégrité de leur foi, défendu les droits et les priviléges de l'Église, conservé enfin leur langue maternelle et le sentiment de leur nationalité ».

L'auteur attribue en grande partie l'honneur de cette merveilleuse résistance à l'Église orthodoxe qui avait su diriger avec sagesse et prudence, à travers mille écueils, les communautés de ses fidèles; elle s'efforçait d'une part à entretenir dans leur sein, le zèle religieux et la conscience nationale, tandis que de l'autre elle cherchait à leur attirer la protection des puissants dans les conseils du sultan d'abord, puis plus tard auprès de la grande nation orthodoxe, de la

Russie. M. Socoloff, en des pages fort éloquentes, décrit la vie, les actes et les souffrances des grands prélats qui ont occupé le trône des Chrysostomes pendant cette sombre période, mais sans méconnaître pour cela le zèle et l'abnégation des autres membres du clergé et sans oublier de mentionner que la protection de l'Église ne s'est pas exercée exclusivement en faveur de la nation grecque, mais bien s'est étendue à tous les orthodoxes indistinctement qui gémissaient sous le joug ottoman, qu'ils fussent Grecs ou Roumains, Serbes ou Bulgares. Cependant la juste admiration de l'auteur pour l'œuvre de l'Église pendant les siècles qui suivirent la conquête ne l'aveugle pas à l'égard des faiblesses et de l'indignité de quelques-uns des prélats qui ont assumé, en ces temps difficiles, le lourd fardeau du patriarcat, mais au lieu de prendre prétexte de leurs fautes et de leurs abus pour attaquer l'Église grecque, il les attribue à l'influence démoralisante de la tyrannie et de l'oppression. M. Socoloff rend justice également aux Phanariotes; il les représente comme des agents de civilisation et de progrès, mais si, dit-il, leur conduite n'a pas toujours été conforme aux intérêts de la nation grecque et de l'Église, n'oublions pas, lorsque nous voulons la juger, que le bourreau et la potence les guettaient au moindre soupçon, sous le prétexte le plus futile et même sans aucune sorte de prétexte. Enfin l'auteur parle avec enthousiasme des aspirations vers la liberté et l'indépendance que la nation grecque n'a jamais cessé d'entretenir au plus fort de l'oppression musulmane, aspirations qui, ranimées par les Klephes et les Armatoles, encouragées plus tard par la Russie, ont conduit aux luttes glorieuses de 1821 et à la libération de la Grèce.

Plus bas, dans le corps même de l'ouvrage, après avoir fait l'historique des relations de l'Église de Constantinople avec l'Empire ottoman et relaté les principaux événements ecclésiastiques pendant tout le cours du XIX^e siècle, M. Socoloff reprend de nouveau la défense du patriarcat et des Phanariotes contre les calomnies qui ont été répandues sur leur compte et ont trouvé créance auprès de la plupart des historiens; il montre qu'elles émanent des ennemis de l'Église orthodoxe qui, pour miner son influence et soulever ceux-ci contre l'institution qui, dans les jours de détresse, avait été leur guide et leur refuge, n'ont reculé devant aucun moyen, fût-il le moins loyal; c'est dans ce but qu'ils ont exagéré les défauts de l'administration du patriarcat et les abus qui avaient pu se glisser dans la direction des intérêts spirituels ou temporels des communautés orthodoxes; une campagne de presse formidable fut organisée par eux, des conférences même eurent lieu dans les campagnes par les soins de leurs émissaires où l'Église et le clergé étaient traînés dans la boîte; tout fut employé pour ruiner le prestige de ceux-ci auprès des populations, et le réveil du sentiment national parmi les peuples balkaniques au cours du siècle dernier ne fut pas un des leviers les moins puissants entre les mains des ennemis de l'orthodoxie; c'est ainsi que lorsque les Serbes, les Roumains, les Bulgares, les Grecs eux-mêmes, sont venus à l'autonomie ou à l'indépendance, on a réussi à les éloigner du patriarcat dans l'espoir que ces peuples seraient une proie facile pour les propagandes étrangères.

L'auteur consacre la troisième et dernière partie de son livre à l'étude de l'organisation intérieure de l'Église au XIX^e siècle. Il s'occupe d'abord de la période qui précéda les

(1) Par M. S. S. Socoloff, professeur à l'Académie théologique de Saint-Pétersbourg.

réformes introduites à la suite du Hatti-Houmayoun, en 1855. Le pouvoir des patriarches, très étendu à l'origine, en vertu des bérats impériaux qui, depuis la prise de Constantinople, leur donnaient l'investiture, avaient déjà été limités dans le sein de l'Eglise même par l'institution d'un Saint-Synode, non plus choisi au gré du patriarche, mais composé des titulaires des archevêchés les plus importants ; l'auteur ne semble pas éprouver une grande admiration pour ce système et cherche à prouver que cette diminution de l'autorité du chef de l'Eglise a, par l'institution d'une oligarchie de grands dignitaires, entraîné des inconvenients pour la défense des intérêts du patriarchat.

Mais l'auteur est encore plus sévère pour les réformes de 1855 ; inspirées, selon M. Socoloff, par les protecteurs des ennemis de l'orthodoxie, dont tous les efforts ne tendaient à ce moment-là qu'à miner l'influence russe en Orient au profit de leur propre influence, elles ne visent qu'à amoindrir, à affaiblir l'Eglise orthodoxe. Tout d'abord, l'auteur s'indigne de la manière dont la Porte, dans les instructions adressées au patriarchat en exécution du Hatti-Houmayoun, s'érigé en arbitre compétent des réformes à introduire dans l'organisation de l'Eglise, en trace les lignes générales et s'arrogue le droit de les approuver ; ce que l'auteur déplore surtout dans cette ingérence du gouvernement ottoman dans un domaine dont il s'était jusqu'alors soigneusement tenu à l'écart, c'est qu'elle se soit produite avec l'encouragement et sous l'inspiration de la diplomatie occidentale mal disposée pour l'Eglise orthodoxe et à la Russie.

Dans les Règlements généraux qui, depuis les réformes de 1855, régissent l'administration intérieure de l'Eglise de Constantinople, M. Socoloff retrouve tous les éléments dissolvants que faisaient pressentir les actes qui ont préparé les réformes et les intentions de ceux qui les ont imposées. Le pouvoir du patriarche, dit-il, est annihilé, sinon en apparence, du moins dans la réalité. Dans le domaine spirituel, l'autorité effective lui est retirée pour être confiée au Saint-Synode qui décide sous sa présidence à la majorité des voix ; c'est ainsi, affirme-t-il, que la direction des affaires ecclésiastiques est dorénavant soumise aux fluctuations, aux incertitudes qui caractérisent les assemblées délibérantes ; et le renouvellement des membres qui a lieu tous les deux ans, n'est pas pour atténuer cet inconvenient. Dans les affaires d'ordre politique et administratif, l'autorité est exercée par le Conseil mixte. C'est surtout l'introduction de ce nouveau et très important rouage dans l'organisation du patriarchal qui attire le blâme de l'auteur : ce corps en partie composé de laïques, s'immisçant dans l'administration des couvents et des églises, dans la direction des écoles des communautés orthodoxes, lui semble une innovation périlleuse, contraire aux traditions et aux règles canoniques, non moins qu'aux intérêts de l'Eglise.

On peut résumer les inconvenients qui, d'après M. Socoloff, seraient la conséquence de l'organisation issue des réformes de 1855, en trois points principaux : 1^o instabilité du pouvoir religieux : le patriarche, impuissant à réfréner les ambitions personnelles des membres du Saint-Synode, ne pouvant obtenir une majorité stable dans le sein de cette assemblée, d'autant plus que les membres n'en sont nommés que pour deux ans, se trouve vis-à-vis d'elle dans un état de conflits incessants qui, le plus souvent, n'ont d'autre issue

que la démission du patriarche, s'il ne veut pas encourir le risque de la déposition ; 2^o diminution du pouvoir de l'Eglise réparti entre deux assemblées au lieu d'être concentré dans les mains du patriarche ; le renouvellement fréquent des membres du Saint-Synode vient encore aggraver cet inconvenient en ne leur permettant pas d'acquérir l'expérience nécessaire au maniement d'affaires aussi complexes que le sont les affaires ecclésiastiques en Turquie ; 3^o enfin, substitution dans la direction des affaires religieuses, par suite de l'ingérence du Conseil mixte, de l'esprit laïque et étroitement national à l'esprit religieux qui seul convenait au caractère spirituel de ces affaires ; cette circonstance n'aurait pas peu contribué selon M. Socoloff à faire naître la question bulgare et celles de Chypre et d'Antioche où du moins à leur donner une acuité qu'elles n'auraient pas eue autrement.

Il y a peut-être une part, une certaine part de vérité dans ces considérations de M. Socoloff et il serait à souhaiter que les règlements actuels de l'Eglise de Constantinople fussent un jour remaniés de manière à assurer plus d'unité, une stabilité plus grande à la conduite des affaires. Pourtant, devant la sévérité de quelques-unes des critiques de M. Socoloff, on est tenté de se demander si son jugement n'a pas été influencé par la méfiance que lui inspirent les causes premières de l'introduction des réformes sous les auspices de la diplomatie occidentale. En effet, si l'état de choses actuel n'est pas l'idéal même, il n'en constitue pas moins, sur plusieurs points un progrès sur le passé ; ainsi ne peut-on nier que l'influence du Conseil mixte sur l'administration des biens de l'Eglise et des couvents, sur la direction des écoles et des œuvres de bienfaisance n'ait été des plus heureuses. De même, l'attribution du pouvoir délibératif au Saint-Synode, décidant de toutes les questions d'ordre spirituel à la majorité des voix et, sous la présidence du patriarche, ainsi que la nomination à cette assemblée de tous les archevêques métropolitains à tour de rôle, a donné au gouvernement de l'Eglise un caractère plus libéral et eut pour effet de faire disparaître de nombreux abus.

Il serait d'un autre côté injuste d'attribuer exclusivement à l'influence des intrigues et des ambitions personnelles des membres du Saint-Synode, les fréquentes démissions du patriarche en ces dernières années ; les conflits occasionnés par les empiétements des autorités ottomanes sur la juridiction de l'Eglise et par les atteintes portées à ses priviléges séculaires ayant été la cause déterminante de ces démissions. Le reproche que M. Socoloff adresse au Conseil mixte d'avoir introduit l'esprit de race et des questions de nationalité dans la direction des affaires religieuses ne semble pas non plus fondé ; d'abord, les questions d'ordre purement religieux échappent à la compétence du Conseil mixte et sont, par conséquent, soustraites à son influence ; d'autre part, dans les affaires ayant un caractère politique, dont le Conseil partage la direction avec le Saint-Synode, son influence ne s'est jamais traduite jusqu'à ce jour par des décisions qui s'éloigneraient des règles strictes du droit canonique, ou qui seraient contraires aux intérêts de l'Eglise ; l'auteur cite la question bulgare et croit que le schisme qui en a été la conséquence est dû à l'influence de l'esprit laïque, des idées de race et de nationalité ; pourtant il est facile de voir qu'en cette circonstance, ce sont les adversaires du patriarchat, nommément

les panslavistes, qui, sous prétexte de libertés religieuses, ont cherché à introduire des querelles de race et des distinctions de nationalité, contrairement à toutes les traditions et aux règles du droit canonique que le patriarchat a défendu jusqu'au bout ; et c'est conformément à ces traditions et à ces règles que l'Eglise de Constantinople n'a recouru aux mesures extrêmes et n'a prononcé le schisme qu'après avoir épousé tous les moyens de conciliation et seulement sur l'avis d'un Grand Concile régional auquel toutes les églises d'Orient avaient pris part. Dans ces circonstances, si l'opinion du Conseil mixte et celle de la nation grecque tout entière ont été favorables aux mesures de défense prises par le patriarchat, elles n'ont pas eu à peser sur les décisions de celui-ci qui n'a eu qu'à se conformer aux traditions et aux règles les plus strictes du droit canonique. On en peut dire autant des conflits de Chypre et d'Antioche, conséquences déplorables des intrigues menées par les ennemis du patriarchat, par la diplomatie russe elle-même qui n'hésite pas à se servir de toutes les ambitions, des prétentions les moins justifiées pour affaiblir le Phanar et diviser le troupeau de ses fidèles ; et vraiment on ne saurait blâmer l'Eglise de Constantinople de défendre ses traditions et ses droits contre les préventions insidieuses de ses adversaires.

A part ces quelques réserves sur les appréciations d'une sévérité parfois excessive que M. Socoloff formule sur l'organisation actuelle de l'Eglise de Constantinople, on doit louer hautement l'esprit de justice et de haute impartialité, l'amour de la vérité qui ont constamment inspiré l'auteur ; ces précieuses qualités jointes à sa profonde érudition, à la patience de ses recherches, à la valeur des sources, pour la plupart inédites, où il a puisé, font de son histoire de l'Eglise de Constantinople une œuvre remarquable qui jette un jour nouveau sur les questions si complexes et souvent bien obscures que cette histoire soulève.

X.

L'introduction de l'élément laïque dans les choses de l'Eglise de Constantinople, consacrée définitivement en 1856 ne constituait pas une innovation contraire aux droits du patriarchat. Cette immixtion était devenue depuis 1453 comme une nécessité sociale, à cause même de l'autonomie civile accordée par le Conquérant à l'Eglise grecque. Sans doute au patriarche seul était dévolue la double autorité civile et religieuse ; mais cette autorité, il ne pouvait et ne devait l'exercer seul et sans contrôle.

Assisté du Saint-Synode, le patriarche avait encore autour de lui tout un cortège de hauts dignitaires qui constituaient l'aristocratie des Phanariotes. Au reste, à côté du Phanariote lettré, riche et influent, il y avait l'archonte, le notable de la communauté, bourgeois enrichi dans le commerce et très attaché aux traditions de la race.

Tandis que le premier servait sa « nation » dans des emplois publics, le second, encore plus étroitement uni au clergé, prit graduellement sur les affaires une part très active qui ne tarda pas à devenir prépondérante. Le patriarche Samuel I^{er} (1763-1768) confia même à quatre notables, pris mi-partie parmi les Phanariotes et les bourgeois, l'administration des revenus de la nation. Ils portaient en cette qualité le nom d'épitropes. Il est vrai

que cette institution disparut plus tard ; de même, en 1847, échoua une seconde tentative faite en vue d'adoindre au Saint-Synode des membres laïques chargés de s'occuper des affaires temporelles de l'Eglise. Ce n'est qu'en 1862 que l'élément laïque fut définitivement admis à participer à la gestion des affaires ecclésiastiques et le 27 janvier de cette année, la Porte donnait officiellement son approbation au règlement organique du *Conseil mixte*.

Depuis lors, l'Eglise d'Orient revêt son véritable caractère d'institution ecclésiastique et temporelle, essentiellement nationale, qui lui fut donné depuis 1453.

N. D. L. R.

L'ENTENTE IMPOSSIBLE

Grèce et Bulgarie

La discussion de l'adresse au Sobranié, le 9 novembre, a fourni l'occasion au cabinet de Sophia de faire sur les rapports gréco-bulgares des déclarations qui méritent d'être retenues.

Le général Pétrow, président du Conseil, a affirmé que les rapports officiels entre la Grèce et la Bulgarie n'étaient pas mauvais « mais qu'une entente avec la Grèce ne pourrait jamais avoir lieu. »

M. Petkof, chef des stamboulovistes, n'a pas été moins catégorique. Il a formulé dans les mêmes termes la même opinion : « Les relations gréco-bulgares, a dit le ministre de l'intérieur, n'ont qu'un caractère officiel et une entente entre les deux Etats est impossible. »

Voilà qui est clair. Toutefois, les politiciens bulgares n'ont pas exposé les raisons qui, à leur sens, rendent cet accord impossible. C'est le *Courrier de Sophia*, un organe officieux de langue française, qui s'est chargé de ce soin. Dans son numéro du 8 novembre, ce journal publiait sur cette question un article pouvant se résumer ainsi : Grecs et Bulgares ne peuvent s'entendre sur la question de Macédoine, parce que ceux-ci réclament l'autonomie, tandis que ceux-là ne pensent qu'au partage.

Tout d'abord, personne en ce moment ne parle de partage. Si nous en avons parlé c'est en vue de modifications territoriales *éventuelles*. Pour l'instant, nous ne demandons que des réformes, des réformes sérieuses, — ces réformes que les Bulgares intéressés à embrouiller la situation, combattent par leurs bandes — des réformes touchant les « institutions » et garantissant aux populations sécurité de vie, de biens et d'honneur et liberté de *conscience nationale*. Nous l'avons assez dit et répété : nous réclamons l'application de l'article 23 du traité de Berlin.

« La Bulgarie, dit le *Courrier de Sophia*, s'attache avec persistance à une solution de la question macédonienne conforme au *statu quo* en Orient, aux intérêts de la Turquie et à la volonté de l'Europe... » De grâce, ne parlons pas des intérêts de la Turquie. Sur ce point, personne ne nous croira. Soyons plus francs. La volonté de l'Europe ? Eh bien, elle a été formulée dans le traité de Berlin, article 23, que les Grecs sont à peu près les seuls à invoquer, à en appeler de tous leurs voeux l'exécution intégrale. Ce ne sont donc pas les Bulgares, mais les Grecs qui s'attachent à une solution conforme à la volonté des puissances.

Pour ce qui est de l'autonomie, si sur ce point encore nous nous séparons des Bulgares, c'est parce que, sous couvert d'autonomie, nos adversaires visent à confondre la Macédoine (Monastir et Salonique) avec la Vieille Serbie (Kosovo) pour constituer une majorité slave.

Enfin, les Bulgares nous accusent souvent — et le *Courrier de Sophia*, se fait régulièrement l'écho de ces accusations — de soutenir le régime hamidié et d'être les défenseurs du *statu quo*, c'est-à-dire de l'anarchie ottomane.

Or, cette fois, notre frère s'infiltre un démenti involontaire et maladroit. « Le gouvernement hellénique, dit-il, n'a jamais refusé de discuter avec la Bulgarie la question macédonienne ; il a fait maintes et maintes démarches auprès du gouvernement bulgare pour remettre sur le tapis cette question brûlante. En 1897, notamment, à la veille de la guerre gréco-turque, la Grèce montrait une certaine impatience à trancher la question d'une manière qui n'aurait pu être acceptée par la Turquie après une guerre sanglante et par l'Europe, même après une guerre victorieuse. »

Donc, le gouvernement grec a voulu « causer ». Ce sont les Bulgares qui le disent, car, pour notre part, nous n'en savons rien. Mais après tant d'accusations portées contre les Grecs au sujet de la « mauvaise volonté », qu'ils mettent à s'entendre avec eux, pourquoi cette rétraction aussi involontaire qu'inattendue ?

C'est que les Bulgares cherchent tantôt à nous desservir auprès de l'opinion publique européenne, tantôt à nous rendre suspects aux yeux des Turcs. Ce genre de petites trahisons sont assez dans les mœurs des politiciens de Sophia et M. Petkow n'est pas pour rien le successeur de Stamboulof. Jadis, on le sait, celui-ci, profitant du passage de Tricoupis à Sophia, télégraphiait au Sultan que l'homme d'Etat hellène était venu lui proposer le partage de la Macédoine ; et il obtenait immédiatement en Macédoine des priviléges ecclésiastiques et scolaires, qu'il avait longtemps attendus.

Aujourd'hui, on répand le bruit que la Grèce fait des ouvertures à la Bulgarie, et ceci, soyez-en sûrs, s'adresse aux Turcs... Peu importe, mais que les Bulgares ne nous reprochent plus de faire preuve de mauvaise volonté. Ils assurent que le gouvernement grec n'a jamais refusé de discuter avec la Bulgarie au sujet de la question macédonienne. Par contre, leur gouvernement déclare ne jamais pouvoir s'entendre avec le nôtre. Tant pis, mais qu'ils ne viennent plus nous dire que les torts sont de notre côté.

CHYPRE

La tournée du Haut-Commissaire. — La question du tribut et de l'impôt. — L'administration britannique. — Le chemin de fer de Leucosie. — Larnaca et Famagouste.

Larnaca, novembre.

Il semble que Sir Charles King William, le Haut Commissaire placé depuis quelques mois à la tête du gouvernement de Chypre, tienne à effacer les souvenirs laissés par son prédécesseur Sir William Smith, de tyrannique mémoire ; plein d'égard envers l'élément indigène, il montre beaucoup de sollicitude pour les intérêts du pays ; il s'efforce d'en étudier les besoins sur place, visitant lui-même les villages de l'île et s'enquérant des desiderata des habitants.

Au cours de sa dernière tournée dans les villages qui entourent Omodos, un fait sans précédent s'est produit attestant la vigueur toujours croissante du sentiment hellénique parmi les populations chypriotes ; en effet, les adresses que les autorités locales ont présentées au Haut Commissaire à cette occasion, se terminaient toutes par des voeux pour l'annexion de l'île à la Grèce ; le représentant du gouvernement britannique fit même preuve de beaucoup de tact, en cette circonstance, en accueillant ces voeux avec toute la bonne grâce, on pourrait dire la sympathie, que son caractère officiel lui permettait.

Le patriotisme ardent de toutes les populations helléniques fait que leurs regards sont constamment tournés vers ce petit coin de terre libre, vers la Grèce, leur mère-patrie, avec le désir et l'espoir d'unir leurs destinées aux siennes ; ce désir, aussi violent chez les habitants de Chypre que chez tous les Hellènes non encore libérés, suffirait à lui seul pour expliquer le mouvement annexionniste qui se dessine de plus en plus dans l'île. Cependant ici, comme en Crète du reste, aux motifs d'ordre sentimental, qui gardent toute leur prépondérance, viennent s'ajouter, pour en augmenter les effets, des motifs d'ordre matériel, secondaires si l'on veut, mais non sans importance. Il est indéniable que les ressources de Chypre, pas plus que celles de la Crète ne peuvent suffire aux dépenses d'un gouvernement autonome. Ce fait semble invraisemblable au premier abord pour qui songe à l'opulence légendaire de l'île dans le passé ; à l'aurore des temps modernes, sous les Vénitiens, elle a été le point de rencontre des deux civilisations, chrétienne et sarrasine ; elle formait alors un des principaux entrepôts du monde méditerranéen : des navires venus d'Orient et d'Occident déchargeaient les produits du monde entier dans ses ports et donnaient à ses négociants l'abondance et la prospérité. Gênes elle-même, au dire des contemporains, n'avait pas des commerçants aussi opulents que Limassol ; mais si la mer comblait Chypre de richesses, la terre aussi y était féconde, célèbre pour la beauté et l'abondance de ses fruits. Rien plus ne subsiste de ce passé brillant ; la conquête turque est venue depuis jeter son linceul sur l'île, tout commerce a disparu, l'incurie et l'oppression ont tarî toutes les sources de richesse ; la terre elle-même s'est épousée ; là où plus d'un million d'habitants vivaient dans l'aisance, c'est à peine si de nos jours un quart de cette population arrive à subsister.

La prise de possession de l'île par l'Angleterre avait fait naître de grandes espérances parmi les populations, heureuses d'être délivrées du joug odieux de la Turquie ; tout le monde pensait qu'une nouvelle ère de prospérité s'ouvrirait, que sous l'égide de la liberté britannique, sous l'influence d'une administration probe et intelligente la situation s'améliorerait graduellement, que le bien-être matériel renaîtrait en attendant le jour où les aspirations nationales seraient exaucées. On ne peut malheureusement pas dire que ces espoirs se soient réalisés ; les progrès, si progrès il y a, sont insignifiants ; les Anglais, eux-mêmes, ne sont pas les derniers à le reconnaître ; ainsi, le *Morning Post*, dans un article publié en octobre sous la rubrique « Une île négligée » dit entre autres : « Il n'est pas très honorable pour nous que Chypre, placée sous l'administration britannique, soit laissée dans un état de demi-marasme, qu'une si grande proportion de ses forces productives restent inutilisées, que les capitaux britanniques, toujours à l'affût de placements avantageux, aient été empêchés de ramener dans ce pays son antique prospérité par la pensée que Chypre joue le rôle de Cendrillon parmi nos possessions coloniales ». Plusieurs des hauts commissaires qui ont présidé au gouvernement de l'île ont été, à n'en pas douter, des hommes de valeur et quelques-uns d'entre eux, tel le regretté Sir Walter Sendal, ont pris à cœur les intérêts du pays placé sous leur direc-

tion ; mais ceux-là mêmes qui ont eu les meilleures dispositions ont été impuissants à vaincre l'indifférence et la négligence qui semblent prévaloir en Angleterre, dans la conduite des affaires de la colonie et qui sont encore aggravées par le peu d'intérêt que la plupart des fonctionnaires de tout grade envoyés de là-bas témoignent en faveur de l'île et de ses habitants.

Mais si en admettant que dans l'indifférence du gouvernement britannique et de la plupart de ses représentants coloniaux on doive chercher en partie l'explication de l'état stationnaire de l'île, il faut reconnaître que si la misère des populations va s'aggravant de jour en jour, si les impôts pèsent de plus en plus lourdement sur elles sans qu'aucune amélioration soit introduite dans l'exploitation des richesses naturelles et permette d'espérer un allégement de ce fardeau, la cause initiale de tous ces maux réside, de l'aveu de tous, dans le paiement annuel d'un tribut de 93.000 livres sterling à la Turquie ; cette somme consentie à l'Empire Ottoman en guise d'indemnité pour la cession de Chypre, a été, contre toute justice, mise à la charge du Trésor colonial au lieu d'être acquittée par l'Angleterre au bénéfice de laquelle la Convention du 4 juin 1878 avait été conclue ; c'est en vain, que les esprits les plus généreux de la nation anglaise se sont élevés contre l'imposition, injuste et inhumaine, de cette charge écrasante sur un pays ruiné qu'elle condamne ainsi à une détresse plus lamentable que celle provenant de l'incurie ottomane ; les arguments les plus solides ont été impuissants contre la résolution prise, semble-t-il, par la Grande-Bretagne de ne rien débourser pour sa colonie ; la pensée que la possession de celle-ci, depuis l'occupation de l'Egypte, n'a plus pour l'Empire l'importance qu'on y avait attachée tout d'abord, n'est peut-être pas étrangère à cette attitude ; de sorte que la moitié des revenus de l'île continue à être versée en tribut à la Turquie et il ne reste que des ressources insuffisantes pour les autres besoins du pays ; mais si par extraordinaire, à force de restreindre les dépenses utiles, on arrive à obtenir un excédent dans le budget, cette aubaine inespérée, au lieu de profiter à l'île besogneuse, est versée au trésor regorgeant de l'Empire britannique.

La question du tribut annuel payé à la Turquie est une question capitale, et tant qu'elle ne recevra pas une solution équitable, on ne peut espérer une amélioration radicale de la situation. Pendant la tournée du Haut Commissaire dans les villages de l'intérieur, son attention a été souvent attirée sur ce point par les autorités locales et tout particulièrement par un des personnages les plus vénérés parmi les populations Chypriotes, le supérieur du couvent de Cyccos, aussi connu pour ses vertus que pour son instruction solide et sa connaissance des hommes et du pays ; le Haut Commissaire a promis de faire tout ce qui dépendait de lui auprès du gouvernement du Roi pour donner satisfaction aux vœux des habitants, mais l'impression générale est qu'on ne doit pas compter de longtemps sur une modification de l'état actuel. Cependant, ne pourrait-on chercher à alléger la charge du tribut annuel ?

Une proposition au gouvernement ottoman de racheter l'annuité en la capitalisant au taux de 5 % aurait peut-être des chances d'aboutir, et le service d'un emprunt contracté dans ce but sous la garantie de la Grande-Bretagne exigerait des sommes très inférieures à l'annuité actuelle et allégerait d'autant le budget de l'île.

Le règlement équitable des stipulations péquéniaires de la Convention du 4 juin 1878 dépend du bon vouloir et des sentiments d'équité du gouvernement britannique et dépasse le cercle des attributions des autorités coloniales, mais il est d'autres inconvénients du régime actuel que celles-ci pourraient faire disparaître ou du moins atténuer de leur propre initiative. Il n'y a qu'une voix

pour déplorer la prodigalité qui a présidé à l'organisation de la haute administration ; des fonctionnaires nombreux sont amenés d'Angleterre à grand frais, munis de traitements hors de toute proportion avec les ressources de Chypre et souvent aussi avec la valeur des services qu'ils peuvent rendre ; le manque de préparation, l'ignorance des conditions du pays, dont plusieurs de ces hauts fonctionnaires font preuve, rendent encore plus irritant le contraste que leurs émoluments présentent avec le maigre salaire des employés indigènes, bien que ceux-ci ne leur soient certainement inférieurs ni en capacité ni en assiduité. On pourrait facilement obtenir de grandes économies en remplaçant une partie des fonctionnaires anglais si grassement payés par d'autres choisis dans l'élément indigène surtout dans la majorité hellénique qui ne manque pas d'hommes intelligents, capables et dévoués à leur pays.

Un autre point qui devrait attirer l'attention du gouvernement de Chypre est celui de l'assiette et de la répartition des impôts. Il est évident que plus l'imposition est lourde, plus la manière dont elle est répartie a de l'importance ; ainsi, dernièrement l'opinion à Chypre s'est soulevée contre la manière dont la lourde taxe scolaire votée dans la dernière session de l'Assemblée des représentants a été répartie ; d'après la *Phoni tis Kiprou* cette répartition a été absolument fantaisiste ne tenant aucun compte des ressources réelles des contribuables, grevant les indigents de taxes accablantes tandis que les riches étaient épargnés. Des plaintes très graves sont également formulées dans tous les journaux contre la manière brutale et implacable dont se fait la perception de l'impôt, et, ce qui pis est, cette opération s'effectue contrairement aux dispositions des lois en vigueur qui édictent le paiement des taxes en plusieurs versements ; le gouvernement chypriote en cette circonstance, au lieu de sévir contre ces infractions à la loi fiscale, les encourage au contraire et les appuie de menaces contre le conseil des finances au cas où les impôts ne seraient pas perçus ponctuellement.

Nous avons vu que seulement une petite partie des maigres ressources de l'île est employée à satisfaire à ses besoins réels. Si du moins cet emploi se faisait d'une manière judicieuse et efficace ! Malheureusement, on est forcé de reconnaître que très souvent, de grosses dépenses ont eu lieu, dans de bonnes intentions sans doute, mais avec un manque de discernement et une légèreté qui frise le gaspillage ; on n'a qu'à se reporter aux travaux d'irrigation accomplis il y a deux ou trois ans dans la plaine de Messaria afin de remédier aux longues sécheresses qui sévissent dans l'île ; de grands réservoirs furent construits destinés à emmagasiner les eaux de pluie pour les employer à l'irrigation des champs pendant la saison sèche. Ces travaux, conçus d'une manière défectueuse et sans une étude suffisante des conditions de la contrée, après avoir coûté la somme coquette de 60.000 livres sterling, n'ont donné que de bien maigres résultats et le professeur Dunsan, envoyé sur place pour rédiger un rapport sur la situation de l'île, constate leur inutilité et déconseille toute nouvelle tentative du même genre ; en revanche, il préconise le forage de puits artésiens à condition que des ingénieurs spéciaux soient chargés de leur exécution ; le gouvernement britannique a admis la nécessité de ces nouveaux travaux. Mais par esprit d'économie, il s'est arrêté à mi-chemin et s'est prononcé contre l'adjonction d'ingénieurs spéciaux ; on peut donc s'attendre à ce que les travaux préliminaires en vue de cette nouvelle entreprise, mal conduite, ne donnent aucun résultat et la fassent abandonner malgré son urgence et son utilité indiscutables.

Une autre œuvre qui, bien conçue, aurait pu être d'une grande utilité, prête également le flanc à de nombreuses critiques ; nous voulons parler

de la ligne de chemin de fer à voie étroite qui réunit Leucosie à la mer. L'inauguration de cette ligne a été le grand événement de l'année qui s'achève ; elle a provoqué les manifestations d'enthousiasme officiel habituelles à ces sortes de solennités ; cependant, les autorités locales, tout en célébrant les bienfaits que le chemin de fer était appelé à répandre dans le pays, ne se sont pas fait faute d'indiquer les lacunes que cette œuvre, la plus importante dont l'occupation anglaise ait doté l'île, présente tant au point de vue du rendement des capitaux engagés que des services qu'elle peut rendre en commerce et aux communications. Il faut dire que le discours du Haut Commissaire lui-même ne laissait pas beaucoup d'illusions sur le premier de ces points ; le Haut Commissaire déclarait nettement que la ligne ne paraissait pas devoir être productive et faisait appel au bon vouloir des habitants pour soutenir l'entreprise ; cependant, comme le remarque fort justement la *Vox de Chypre*, les entreprises économiques ne sont pas soutenues par le dévouement et l'abnégation du public, mais bien par le sentiment qu'il a de son propre intérêt et rien ne fera que le paysan transporte ses denrées par chemin de fer, si le frêt doit être plus élevé qu'il ne l'est par les moyens de transport primitifs en usage dans l'île jusqu'à ce jour.

Cet aveu échappé au chef du gouvernement de l'île prend une signification bien plus grande, et bien plus de piquant, si l'on songe que tout a été combiné, comme à plaisir, pour l'insuccès financier de l'entreprise par ceux qui en ont pris l'initiative ; imaginez une île comme Chypre n'ayant en dehors de Leucosie qu'une agglomération urbaine de quelque importance, le port de Larnaca ; ce port concentre la presque totalité du mouvement maritime s'élevant à près de 100.000 tonnes de jauge ; supposez, maintenant, que la construction d'une voie ferrée soit décidée ; chacun pensera que la ligne devra être tracée de manière à relier les deux centres les plus importants qui par leur mouvement d'échanges et de voyageurs pourront en alimenter le trafic ; eh bien, à Chypre on se serait trompé en raisonnant ainsi ; Larnaca a été délaissée pour Famagouste, localité aussi riche en souvenirs d'un passé glorieux que dénuée de toute importance actuelle ; bien plus, comme le port de Famagouste est ensablé depuis des siècles, des travaux grandioses sont entrepris pour lui créer un port tandis que, à quelques kilomètres plus loin, le port existant et prospère de Larnaca attend encore les améliorations indispensables, en vue desquelles des droits d'ancre y sont perçus depuis des années. Cette négligence injustifiable que dénotent tous les actes des autorités coloniales en ce qui concerne Larnaca, a causé beaucoup de mécontentement dans la partie éclairée de la population, d'autant plus qu'un grave soupçon s'est emparé des esprits que cette négligence ne soit voulue ; on a cru discerner dans toute la politique du gouvernement de Chypre un esprit de méfiance envers une ville considérée comme un foyer d'hellenisme trop ardent et voilà, se dit-on, la raison qui décida du choix de Famagouste comme point d'attache de la ligne de Leucosie ; il y va de l'honneur du gouvernement colonial de démontrer l'inanité de ces soupçons. En attendant, il faut reconnaître que sir Charles King William a promis de s'occuper des travaux du port de Larnaca et qu'en général, il se montre plein de sollicitude pour l'amélioration du sort de la contrée ; il est vrai qu'il n'a pas encore pu manifester ses bonnes intentions autrement qu'en paroles pleines d'un noble *souci de ses responsabilités* envers le pays qu'il à la mission de guider vers le progrès ; laissez-lui le temps de faire connaître la générosité de ses sentiments par des actes qui lui assureront l'estime et l'affection des Chypriotes et contribueront à assurer le bon renom de l'administration coloniale de l'Angleterre.

Les Bulgares dénoncés par eux-mêmes

L'Organisation intérieure et le Comité Suprême

L'*Organisation Intérieure*, cette association de bandits qui, sous couleur de libérer la Macédoine, ont mis le pays à sang et à feu, vient de publier par les soins de son organe, le *Revolutionen Liste*, une longue brochure en réponse aux attaques dont elle a été l'objet de la part du *Comité suprême* dit des *tsontchévistes ou verhovistes*, ces frères ennemis. Car au camp bulgare, on le sait, jamais il n'y eut concorde absolue et si les uns et les autres n'ont eu d'autre but que d'arracher la Macédoine aux Grecs, pour la livrer aux Bulgares, encore n'ont-ils jamais été d'accord sur la façon de procéder et ont-ils été surtout divisés par des passions violentes et des rivalités de personnes.

Si des criminels bulgares reprochent tant de méfaits à d'autres criminels, bulgares également, on peut s'imaginer ce que subissent les Grecs, leurs adversaires, attaqués par les uns et par les autres.

L'*Organisation* reproche aux Verhovistes de vouloir bulgariser la Macédoine, de poursuivre une œuvre de conquête et une guerre de race. Mais chacun sait qu'eux-mêmes ne suivent pas une autre politique ; témoin leurs innombrables crimes pour forcer les Grecs en Macédoine et les Serbes en Vieille-Serbie à adhérer à l'exarchat ; témoin encore les imprudents aveux du volumineux *Mémoire* publié l'année dernière par l'*Organisation*.

La brochure qui vient de paraître, avoue d'ailleurs les raisons réelles de l'animosité existant entre les deux groupes. Elle explique, qu'indépendamment des différences précitées, l'*Organisation* ne saurait tolérer l'existence d'aucun autre organisme ou comité n'obéissant pas à ses lois ; c'est pour cette raison que l'*Organisation* s'est déclarée contre les *Associations Fraternelles* et qu'elle poursuit les bandes grecques et serbes ».

Après ce premier réquisitoire, l'auteur s'attache à montrer, avec preuves à l'appui, quels sont les procédés tsontchévistes.

On en trouvera le détail plus loin. Une phrase les résume : les « Macédoniens » craignent les tsontchévistes plus que les Turcs. » Analysant la composition des bandes verhovistes, l'auteur s'écrie : « Voilà les hommes auxquels les officiers de l'armée bulgare, partisans de Tsontchef, tendent la main ». Les faits attestés à la charge de ces officiers sont surprenants : ils enlèvent et rançonnent les notables, volent le bétail des cultivateurs et le revendent en Bulgarie, font ripaille aux dépens des paysans, auxquels ils enlèvent jusqu'aux bœufs de leurs charrues et à leurs sabots, massacrent ceux des Macédoniens qui ne

partagent pas leurs opinions, dressent des embuscades aux bandes de l'*Organisation*, dénoncent les partisans de celle-ci aux autorités turques, etc., etc. « Il ne faut pas s'étonner, dit la brochure, si les populations macédoniennes commencent à considérer avec méfiance et même avec soupçon les officiers de l'armée bulgare » et plus loin : « Quand des officiers bulgares commettent des crimes pareils, on peut imaginer ce que font leurs partisans qui sont de parfaits brigands. »

Il suffira de parcourir la liste des faits cités à l'appui pour se convaincre que, dans cette appréciation, il n'y a rien d'exagéré. Le malheur veut que les Verhovistes soient à même de diriger contre les bandes de l'*Organisation* intérieure des accusations aussi terribles et également fondées. Il y a déjà plus d'un an, les *Riformis* publiaient, elles aussi, un supplément encadré de deuil, consacré aux atrocités commises par les bandes de Sandanski et Tchernopéef « Ces deux chefs, y était-il dit, ont été envoyés en Macédoine par Tatarschef et Matof, après avoir été abondamment pourvus d'argent, grâce à M. Agoura, président du comité de secours aux Macédoniens réfugiés. Dans l'espace de ces trois derniers mois, Sandanski et Tchernopéef ont commis cinquante-deux meurtres, parmi lesquels plusieurs assassinats de femmes et d'enfants ; ils ont rançonné un grand nombre de villages. La cupidité et les instincts de brigandage ont été les seuls mobiles de leurs crimes. En présence d'une pareille situation, les classes bulgares cultivées gardent une attitude passive et les autorités, loin de sévir, supportent ou encouragent le crime ». Depuis cette publication, le comité Tsontchef s'efforce d'arriver à une conciliation. Il chargea deux officiers Jordan Stoyanof et Parthénief de se rencontrer avec Sandanski. Celui-ci, après avoir feint d'entrer dans leurs vues, leur dressa une embuscade, dans laquelle ils tombèrent. Le massacre qui s'ensuivit fut d'une cruauté inouïe. L'on a signalé récemment le rapport adressé par un des survivants au *Comité Suprême* et la violente polémique dirigée depuis par les *Riformi* contre les patrons de l'*Organisation Intérieure*.

Ces polémiques entre comités bulgares et les publications qui les accompagnent ont un intérêt d'ordre plus général. Elles prouvent que, malgré les démentis officiels, des officiers bulgares se trouvent, au su de tous, en Macédoine. Elles montrent à manière dont ces officiers et les autres chefs des bandes bulgares comprennent leurs rôles de libérateurs. En témoignant comment les Bulgares traitent leurs compatriotes de Macédoine, elles permettent enfin de deviner la façon dont ils en usent avec leurs rivaux et plus spécialement avec les Grecs.

Voici, maintenant, citées textuellement, les parties les plus intéressantes de la brochure en question :

L'*Organisation Intérieure* a des raisons spéciales pour poursuivre les Verhovistes. Nous ne faisons pas allusion au soulèvement prématûr que

les partisans de Tsontchef ont provoqué, en 1902, dans les deux rayons révolutionnaires, voisins de la frontière. L'issue désastreuse de ce mouvement fut un coup très rude pour notre entreprise ; mais dans cette affaire la responsabilité de l'*Organisation Intérieure* fut grande, car elle avait le moyen de prévenir le mouvement et elle ne l'a pas fait.

Nous attirerons l'attention sur quelques-uns des très nombreux faits, qui témoignent manifestement de la nature de l'action « patriotique » des partisans de Tsontchef dans les districts d'Ano-Djoumaya et de Pétritsi.

Incapables de réduire l'*Organisation*, qui compte 45 rayons révolutionnaires, alors que ceux-ci ont de la peine à se maintenir dans trois ; malheureux dans le choix des moyens qu'ils emploient dans leur lutte contre l'*Organisation* ; privés d'éléments honnêtes ou intelligents, ils ont recours à des brigands et des meurtriers de profession, à des hommes au passé inavouable ; ils ont tendu la main à ceux qui avaient été chassés des rangs de l'*Organisation* soit pour abus, soit à cause de leurs débauches, voire même à ceux qu'on avait été obligé de condamner à mort. C'est avec ces éléments qu'ils ont constitué leurs cadres. A l'avis de nos dires, il suffit de mentionner quelques noms : celui de Dontsé Zlatcof, ancien brigand, dont les Carakatsanes (pasteurs grecs) de Périm et Corseyaka ont eu tant à souffrir ; celui de Vassa Béhlivani condamné par l'*Organisation* pour corruption ; d'Athanase Tsificari, criminel de profession, de Gossé Peltéki, condamné à mort par les nel Yankof, dont les crimes font rougir les Verhovistes eux-mêmes. Et nous ne disons rien ni d'Ivan Carassouli qui menait une vie de brigand aux dépens des villages helléno-vlaques de Gevgéli, ni d'Alexis Poroili, car tous deux sont morts. Voilà les hommes auxquels les officiers de l'armée bulgare, partisans de Tsontchef tendent la main. A la vérité, ils sont tombés tellement bas, que non seulement ils ont mêlé leurs capotes d'officiers aux manteaux des brigands, mais sont allés encore jusqu'à leur emprunter leurs procédés de brigandage. Et, si dans certaines parties de la Macédoine, les populations ont commencé à considérer avec méfiance et même avec soupçon, les officiers de l'armée bulgare, cela est dû uniquement à l'action des officiers qui ont fait naître parmi les populations une agitation démoralisante. Ils ont, d'une part, contribué à ce que les populations perdent toute confiance en leurs propres forces, en proclamant que celles-ci doivent baser toutes leurs espérances sur la Bulgarie et la Russie. De l'autre ils ont tout fait pour salir l'*Organisation Intérieure* aux yeux des populations macédoniennes. Quand ils ont vu que leurs injures et leurs calomnies étaient impuissantes à déraciner la confiance que l'*Organisation* inspirait, ils ont eu recours à des menaces, des actes de brigandage et des meurtres.

Voici quelques preuves à l'appui : Jordan Stoyanof (officier), a arrêté Georges Soussitsali, un des pionniers de l'*Organisation*, sous le prétexte qu'il était un espion, et a exigé pour lui une rançon de 200 L. T. (4.600 francs environ). Le prisonnier versa 50 livres et écrivit à ses enfants, à Ano-Djoumaya, de vendre tout ce qu'ils possédaient pour parfaire la somme. Plus tard, se rendant compte qu'on le tuerait, une fois qu'on aurait touché sa rançon, il avertit ses enfants de ne rien envoyer, afin qu'il leur restât quelque chose quand ils deviendraient orphelins. Peu après, il fut pendu par Stoyanof aux pieds du Rilo.

Dontsé Zlatcof, l'orgueil des Verhovistes, après qu'il eut, sur l'ordre de Stoyanof, extorqué 200 L. T. à Doucatos, honnête bourgeois de Djoumaya, l'a massacré sous le prétexte « qu'il avait jugé le soulèvement prématûr ».

Ces mêmes Zlatcof et Stoyanof ont tué Doucos,

délégué de l'Organisation au village de Bodseva (district de Melenikon).

Un autre membre distingué de l'Organisation, l'instituteur Alexandre Elief, a été invité par les Verhovistes à ouvrir avec eux des négociations en vue d'une entente ; au lieu de l'entente, il a trouvé la mort. On l'a assassiné tandis qu'il dormait.

Jordan Stoyanof a imposé une taxe sur le village Vlahi (district de Cresna) ; comme les paysans demandaient compte de leur argent, on en massacra trois, partisans de l'Organisation, pour leur apprendre à obéir aveuglément.

En ce qui concerne, maintenant, les embuscades, ce sont les partisans de Tsontchef qui, les premiers, ont inauguré ce genre de lutte. En 1902, Stoyanof lui-même a dressé des embuscades contre Sandanski et Elie et leur a tué un de leurs partisans. Sur le mont Périn, Donsé et Stoyanof ont dirigé des embuscades contre les bandes de l'Organisation et ont tué le jeune chef Georges Dantsef ; de là les luttes qui furent si sanglantes. A Kustendil, ils ont attenté deux fois à la vie de l'instituteur Ts., membre de l'Organisation et ont fini par le blesser à Doupnitsa.

Des faits récents sont là pour témoigner des actes de brigandage des Tsontchévitesses. Il n'est cependant pas inutile de dire qu'aux archives de la sous-préfecture de Doupnitsa existe tout un dossier « sur les enlèvements de moutons, bœufs, vaches et chevaux » commis par les partisans de Stoyanof, Donsé Zlatcof, Parthénief, etc. Ceux-ci enlevaient le bétail des paysans déjà ruinés (par les Turcs) le transportaient sur territoire bulgare, puis le vendaient aux bouchers de Doupnitsa, de Rilo et d'ailleurs. Au surplus, du moment que les chefs rançonnent les membres les plus distingués (!) de l'Organisation, il n'y a aucune raison pour que leurs hommes ne volent pas les paysans.

Voici des faits plus récents, nous les empruntons au *Revolutionnen Liste* :

« Le premier devoir des bandes qu'expédie le général Tsontchef, est de poursuivre les principaux membres de l'Organisation Intérieure. Elles doivent poursuivre également tous les paysans, qui reçoivent les bandes de l'Organisation et coopèrent avec elles ; elles obligent de plus les paysans à dénoncer les bandes rivales aux Turcs. Athanase, un des chefs tsontchévitesses, a obligé les habitants de Boudinari à livrer un de nos corps francs, lequel, attaqué par l'armée ottomane, fut exterminé. Nous l'avons remplacé par un second corps, lequel fut, cette fois, attaqué et dispersé par Athanase.

« Athanase et Bacalof ont tué notre administrateur au village Dobrilaki (district de Pétritsi). Dans le village Higouménitsa (même district), ils ont brûlé cinq maisons et tué une femme et un enfant, parce que les paysans ne les avaient pas reçus convenablement.

« Les habitants se méfient des Verhovistes plus que des Turcs. Chaque paysan est obligé de leur verser 5, 10, 15, 20 livres. Si les paysans n'ont pas d'argent, les brigands de Tsontchef leur enlèvent les parures de leurs femmes. Cela est arrivé à une femme de Traïkos Laggof, notable du village Tsiflou, à qui Athanase a enlevé ses colliers en sequins et ses bagues. Dans le même village, il a forcé les habitants à lui livrer la caisse de l'église. Il faut ajouter qu'il avait déjà volé les troupeaux des paysans.

« Donsé et Méladino, tous deux délégués du général, ont enlevé aux Koutsovlaques de Tcherné-Dol des objets et du numéraire d'une valeur totale de 100 L. T. Ils ont chassé du village Roussinovo (district du Malessovon) les instituteurs et ont exigé des paysans 500 L. T. pour laisser désormais leur village tranquille (*Revolutionnen Liste*, 6 décembre 1904). »

Voici un autre extrait emprunté au N° 14 du *Revolutionnen Liste*, 27 avril 1905 :

« Notre district est plein de bandes de Tsontchef ; elles révoltent tout le monde par leur attitude. Nous nous plaignons des Grecs et des Serbes ; que dirons-nous des *derébeys* de Tsontchef ? Les paysans se plaignent que pareils à des nuées de sauterelles ils dévorent ce qu'on a pu sauver des Turcs. Tandis que les partisans de l'Organisation Intérieure se nourrissent de pain et de sel, les Tsontchévitesses enlèvent le mouton et le porc du cultivateur. On peut citer des cas où ils ont enlevé leurs bœufs aux charrees des paysans pour les dévorer. Chaque famille est obligée de leur donner, entre autres, une obole de salaison et 50, 100 oboles de farine. Dépassant en sauvagerie les Janissaires et les Kertsali ils vont jusqu'à enlever aux paysans leurs sabots.

« Parthénief, lui-même, a forcé, au mois d'octobre dernier, les habitants de Séléznitsa à lui offrir un porc rôti pesant quarante oboles, accompagné d'un baril d'eau-de-vie et de quelques barils de vin. Après avoir fait ripaille, il dit aux paysans : *Si vous ne voulez pas être poursuivis par les Turcs, abandonnez l'Organisation pour notre comité. Les Turcs nous connaissent mais ne nous poursuivent pas. Je connais tous les partisans de l'Organisation à Ano-Djoumaya et je les dénoncerai au pacha.*

« Trois jours plus tard, les autorités turques commencèrent à poursuivre les habitants d'Ano-Djoumaya. Les Tsontchévitesses ont aussi dénoncé la bande de P. C. au village de Rodovo. (Les archives de l'Organisation contiennent aussi plusieurs lettres anonymes, saisies en 1902 sur les courriers de Tsontchef, desquelles il résulte que les partisans de celui-ci, après avoir vainement cherché à s'attacher les instituteurs des villages du district de Pétritsi, demeurés fidèles à l'Organisation, ont dénoncé beaucoup d'entre eux aux autorités turques. Ces lettres seront publiées en temps et lieu.)

« Les partisans de Tsontchef se comportent dans toute la région comme de simples brigands. Ils arrêtent les riches paysans et ne les délivrent que contre rançon. Le capitaine Stoyanof en personne a arrêté E. Christof et C. Stoyantsé du village Ostiava (Melenikon) et a fixé leur rançon à trente livres. Ce même Stoyanof a enlevé Mitsos Tsacalskis du village Sinsko (Melenikon) ; il lui a pris 85 livres en espèces et l'a forcé à signer un billet de 65 livres à six mois d'échéance. Par la même manière il a enlevé 25 livres à T. Radef de Metskoul.

« Quand le capitaine Stoyanof et le colonel Parthénief, officiers de l'armée bulgare, commettent ces crimes pareils, on peut imaginer ce que font leurs collègues, qui sont des brigands de profession. Ainsi, le 18 avril, après avoir enlevé 10 livres à Ristodof de Sensko, ils l'ont tué. Le 19 avril, M. Botcof n'arrivant pas à extorquer une somme de 150 livres à trois paysans du même village envahit celui-ci. Comme il n'y trouva pas les trois paysans qu'il cherchait, il se saisit du père de l'un d'eux, P. Trégoft et lui brisa la tête à coup de massue ; la victime avait 80 ans. Les hommes de Botcof arrêtèrent ensuite les mères, les femmes et les enfants des proscrits ; ils leur mirent une corde au cou, et sur la poitrine une pancarte, sur laquelle était inscrite une condamnation à mort, et les conduisirent à une heure du village. Là, ils les battirent jusqu'au sang pour leur faire avouer où se cachaient leurs parents. Ensuite, la bande des Verhovistes, composée de 80, 90 hommes, a dévoré tout ce que possédaient lesdites familles : poules, bétail, vin, etc.

« Les janissaires de Tsontchef sont connus dans tout le pays. Tandis que le paysan refuse aujourd'hui de rien donner gratuitement aux gendarmes turcs, il est obligé d'envoyer sur le mont Périn à ses libérateurs, des pâtés au beurre, des poules rôties, des noix, du miel et même des pommes, en plein mois de mars !

« Comme on voit, ils ne viennent pas laisser leurs os pour l'affranchissement des esclaves, mais pour briser les os de ces esclaves et en sucer la moelle. Même les Turcs se gardent aujourd'hui de commettre les excès habituels aux compagnons de Tsontchef, par exemple de bâtonner des femmes et des enfants ou de les promener avec des sentences de mort sur la poitrine.

* « D'autre part, les Verhovistes ne cessent d'envoyer des circulaires aux différents villages, les obligeant sous des menaces terribles de dénoncer, à eux ou aux autorités turques, les bandes ou les partisans de l'Organisation Intérieure. C'est un fait hors de doute, que pendant les fêtes de Pâques, le capitaine Stoyanof a envoyé au moudir de Cresna une lettre par laquelle il lui apprenait que Yokas Rouitsof, du village Vlahi, les fils Doukof du village Vodjevo, Elie Patronef du village Débrena et quelques autres servaient de receleurs à Sandanski et que tant que ces paysans resteront libres, Sandanski continuera à infester la province de Melenikon.

« Et maintenant ces monstres après avoir porté la désolation au district d'Ano-Djoumaya et dans une partie de celui de Cresna, apprêtent des bandes nombreuses, comprenant de trois à quatre cents hommes, pour envahir la province de Melenikon et la ruiner à son tour.

« Nous demandons s'il existe encore des Bulgares dans la Bulgarie libre ? »

Le communiqué représente ensuite les bandes tsontchévitesses faisant fermer les écoles bulgares, dans le cas où les instituteurs faisaient partie de l'Organisation, extorquant des sommes considérables, sous le prétexte de rendre justice : « 5 à 7 livres sont prélevées pour l'aplanissement de prétendus différends de famille », « Bambalevsteto, habitant du village Zeleznitsa, s'est vu condamner à 2 livres d'amende pour avoir épousé une femme qui n'était pas vierge, etc. Suit (p. 9 et 10) une série de lettres à des riches bulgares pour les forcer à donner aux partisans de Tsontchef de l'argent, des vêtements, etc.

Le porte-parole de l'Organistaion Intérieure s'efforce ensuite de justifier les pénalités (!) qu'elle s'est vue obligée d'imposer aux partisans de Tsontchef ainsi que l'incident de Kachina (massacre de Parthénief, Stoyanof, etc.) en disant que tandis que l'Organisation avait déjà à faire face aux Grecs, aux Serbes et aux Turcs, les Verhovistes sont intervenus et en deux mois sont, par leurs trahisons, arrivés à faire anéantir 20 bandes, qui toutes ressortissaient à elle.

Après la circulaire, émise par le colonel Yankof dès qu'il fut entré en sol turc et recommandant aux Verhovistes de tuer tout membre marquant de l'Organisation, il est à prévoir que la lutte deviendra plus violente encore. L'organisation est prête à recourir au sang et à transporter la lutte à Sofia, d'où partent et reçoivent leurs inspirations, les agents du Comité Suprême.

En conclusion, le communiqué invite tous les ouvriers sincères de la question macédonienne à abandonner le comité Tsontchef, « Groupe n'ayant aucune raison d'être, obéissant soit au gouvernement, soit à une personne déterminée et portant un drapeau derrière lequel se cachent des ambitions personnelles » (double allusion à la personne du prince).

Ce factum est signé : *La Rédaction du Revolutionnen Liste*.

En post-scriptum, le communiqué publie une lettre adressée par un partisan de Tsont-

chef à un de ses parents de Sofia, par l'intermédiaire de l'étudiant Pervan Guerdjicof. Dans cette lettre il est dit que les *Verhovistes* se tourneront (pour venger Kachina) contre les paysans partisans de l'Organisation. Nous passerons le Périm et descendrons dans la plaine de Bania, où nous exécuterons certaines décisions prises contre des villages, qui ont aidé à l'anéantissement de nos bandes. Nous mettrons en usage le fer et le feu ; chacun de nous fera ce qu'il pourra ». La lettre finit en annonçant l'arrivée du colonel Yankof à la tête de 45 hommes. On se rappelle que le départ du général Yankof de Bulgarie avait été officiellement démenti par la presse de Sofia, qui prétendait que sa bande avait été arrêtée par les autorités bulgares à la frontière.

Après avoir ainsi déclaré publiquement ce qu'ils pensent des Tsouschévistes, les membres de l'Organisation intérieure viennent, paraît-il, de conclure la paix avec leurs ennemis d'hier. On mandate, en effet, de Sofia, qu'après de longs pourparlers, l'entente a été établie. Cette alliance est principalement dirigée contre les Hellènes de Macédoine et les bandes qui se sont chargées de les défendre.

LES JEUX OLYMPIQUES

Les graves problèmes qui, en Orient, occupent l'attention du monde entier et particulièrement des Hellènes, n'empêcheront point, au printemps prochain, la célébration des jeux olympiques. Il en était ainsi, semble-t-il, dans l'antiquité, puisque l'annonce même de l'arrivée en Europe de Xerxès, à la tête de sa formidable armée, n'interrompit pas, au grand étonnement du Barbare, les fêtes de Zeus au sanctuaire d'Olympie.

Près de vingt siècles nous séparent de l'époque où, au milieu du naufrage de la civilisation antique, le christianisme vainqueur proscrit ces dévotions païennes.

C'est à un Français, le baron Pierre de Coubertin — à qui nous sommes heureux de rendre hommage ici — que l'on doit la restauration des jeux olympiques modernisés.

Ils eurent lieu à Athènes, voilà bientôt dix ans, pour la première fois sous cette forme nouvelle, et leur succès fut d'autant plus considérable que le Congrès de la Sorbonne réuni à Paris, en 1894, par les soins de M. de Coubertin, leur avait donné un caractère international. Ils furent célébrés plus tard à Paris, puis à Saint-Louis. Les Olympiades que l'on va inaugurer cette année à Athènes formeront une série nouvelle qui s'intercalera entre la série des olympiades organisées par le comité d'Athènes.

Jadis, tous les quatre ans, longtemps avant les grandes fêtes, Elis, la cité gardienne de l'Altis, l'enceinte sacrée d'Olympie, envoyait des hérauts du temple en porter l'annonce officielle, et y convier les membres de la grande famille hellénique. Car à mesure que s'étendait le prestige de Zeus et de son oracle, concurrents et pèlerins y affluaient de tous côtés.

A l'origine, les Eleéens seuls prenaient part aux jeux. Les Arcadiens, les Messéniens, les Lacédémoniens y furent admis ensuite. Puis, la gloire d'Olympie ayant franchi les limites du Péloponèse, le sanctuaire attira les Megaréens, les Athéniens, toute la Grèce. Bientôt toutes les colonies, toutes les îles, d'un rivage à l'autre de la Méditerranée, tous les peuples du monde hellénique se font représenter aux olympiades, en y envoyant leurs athlètes les plus célèbres, leurs chevaux les plus rapides et leurs chars les plus légers.

Enfin, avec le temps, les Barbares eux-mêmes parvinrent à s'y faire recevoir, en tournant la loi, en invoquant des filiations légendaires, en se réclamant d'une colonie grecque plus ou moins voisine de leur ville natale : tels les lutteurs romains qui se rattachaient à Phocée.

Aussi, les ambassadeurs d'Olympie rayonnaient-ils jusqu'au bout du monde pour proclamer la célébration des fêtes. Les uns montaient vers le Nord, dans la Pontide, les autres s'en allaient en Syrie, en Egypte, d'autres parcouraient l'Italie, la Sicile, la Gaule, poussaient même jusqu'aux Colonnes d'Hercule.

Et bientôt, des contrées les plus lointaines s'acheminaient vers le sanctuaire de Zeus de longues théories de pèlerins, par les routes reliant Elis aux villes de la Grèce. Ces routes qui menaient au sanctuaire s'appelaient les *Vies Sacrées*. On pouvait s'y aventurer, de jour et de nuit, sans escorte, sans armes même, car on était sous la protection du Dieu, et tout le long du chemin l'hospitalité des Hellènes accueillait les pieux voyageurs.

A notre époque prosaïque, la trompette des hérauts ne retentit plus en l'honneur de Zeus ; c'est par le télégraphe, messager moins pompeux mais plus diligent, que la grande nouvelle est transmise aux quatre coins du monde, par dessus les monts et à travers les océans, jusque dans l'Amérique et l'Australie, ces continents où les dieux de l'Olympe n'ont jamais régné.

L'appel a été accueilli, et de partout des représentants des diverses races iront disputer, dans le Stade, la petite branche d'olivier qui jadis, fut la récompense de Milon le Crotone, du Carien Politis ou de Polydamas le Thessalien.

Le stade d'aujourd'hui est une vaste arène toute resplendissante de marbre blanc, si large et si profonde que 60.000 spectateurs peuvent s'y asseoir sous la voûte du ciel, sous le vélum léger des nuages. Le stade de l'antique Athènes, celui où se déroulaient les Panathénées et ces magnifiques processions que Phidias immortalisa sur les murs du Parthénon, était d'une splendeur fameuse dans le monde entier. Hérode Atticus, avait, pour bâtir l'exèdre, employé du paros. Lorsqu'il y a dix ans, on songea à rouvrir au jour cette enceinte enfouie sous la poussière des siècles, il se trouva un autre bienfaiteur national, George Averof, pour restituer ce luxe à la cité d'Athènes. Grâce à sa générosité, le vieux Pentélique fut fouillé, et à côté des somptueux blocs de marbre que la pioche exhumait, s'alignèrent de nouveaux gradins tout semblables.

C'est dans cette immense arène, ramenée à l'éclat des anciens jours, qu'en 1896 fut inaugurée la première Olympiade.

Celles de l'antiquité avaient pour théâtre le divin décor de l'Altis, à Olympie. Ce bois sacré d'oliviers et de platanes qu'Hercule, dit la légende, avait lui-même entouré d'une haie et qu'arrosoft les eaux de l'Alphée, l'imagination des Eleéens en avait fait le séjour de Zeus. Durant dix siècles, depuis les origines les plus lointaines du sanctuaire jusqu'aux temps néroniens, les artistes hellènes le peuplèrent de statues et l'embellirent de temples. Il n'était point de coin de la cité religieuse qui ne fût marqué de l'empreinte des peintres, des sculpteurs, des architectes en qui s'épanouit l'art grec. Ainsi, avec le temps, l'Altis devint pour le premier peuple du monde, à la fois le lieu de son pèlerinage le plus sacré, et l'arène où il célébrait l'héroïsme, la force et la beauté.

Pour quelques semaines, tous les quatre ans,

l'Altis concentrail en elle la vitalité de la race, l'âme hellène tout entière.

Longtemps avant l'hiéroménie, qui alternait entre les mois de Parthénios et d'Apollonios, pendant que les messagers du dieu allaient de ville en ville apporter la grande nouvelle, une vive émotion régnait dans Olympie : magistrats, théokoles, spondophores, prêtres, sacrificateurs, la haute hiérarchie et l'innombrable personnel de l'Altis redoublaient d'activité en vue du grand jour, organisant la fête, réglementant les jeux, décrétant les règlements et désignant les juges des futurs concours, les hellanodices. Cependant, de toutes les régions de la Grèce, de tous les rivages de la Méditerranée, arrivaient par les Voies Sacrées la longue procession des pèlerins, chargés de fleurs, les cortèges somptueux, les ambassades officielles, brillantes de pompe, les groupes des concurrents beaux comme des statues de héros. Ici, les chars s'essaient dans l'hippodrome, là les athlètes s'exercent dans les paléstra ; on comparait leur plastique et leur vigueur, on choisissait les favoris. Ailleurs, des bandes de pèlerins, les mains chargées d'offrandes, se hâtaient vers les temples pour accomplir leurs vœux.

Des esthètes admiraient les proportions heureuses du temple dorique de Zeus, les bas-reliefs de Pénios et d'Alcamène qui en décorent les frontons, et s'extasiaient devant le Jupiter de Phidias, la célèbre merveille, qui se dressait dans la cella ; ils comparaient à ces chefs-d'œuvre les récentes créations des statuaires, défendant ou attaquant les artistes nouveaux.

Au nom de leurs concitoyens, les envoyés des villes consultaient l'oracle. Par les chemins de l'Altis, les processions se déroulaient et le chant des hymnes montait à travers les feuillages avec la fumée des sacrifices. Sous les portiques, des curieux se pressaient pour écouter les harangues des orateurs.

Les exégètes péroraient, abusant parfois de la crédulité du public, tel ce guide facétieux qui voulut persuader Pausanias de passer la nuit au bord de la rivière pour en entendre chanter les poisons.

A la foule se mêlaient des rhapsodes déclamant des épisodes d'Homère ou des odes de Pindare, des démagogues en quête de popularité, des philosophes discutant sur les termes d'un traité, des rhéteurs guettant l'occasion de débiter un discours sensationnel. La politique là aussi, jouait son rôle. C'est par ces jours de divin loisir que Lysias exhorte les Grecs à se liguer pour combattre les Barbares et qu'Isocrate leur parla de Philippe de Macédoine. Et à côté de sophistes tels que Prodicos ou Hippias, Anaximène ou Gorgias, venant chercher là la consécration de leur talent, on voit des historiens comme Hérodote, des sages comme Socrate, des orateurs, des poètes, des artistes, on vit défiler toutes les célébrités de la Grèce antique.

Le délire s'empara de tous à mesure qu'approchait le jour des courses. Les gens du peuple comme les plus beaux esprits couraient d'un temple, d'un autel à l'autre, interprétant avec angoisse les songes, tourmentant les augures de leurs questions.

C'est au milieu d'une émotion profonde et reçueillie que s'ouvre la fête. Ce jour-là, dès l'aurore, un coup de trompette proclame l'événement. Déjà le peuple assemblé attend anxieusement le lever du soleil.

Tout à coup, les magistrats, les prêtres d'Elis, les hôtes de marque passent lentement et vont prendre place sur les tribunes d'honneur. Les fanfares éclatent, les choeurs entonnent des hymnes, et les hellanodices, couronnés de lauriers, font leur entrée, suivis des concurrents pâles d'émotion. Ceux-ci ont au préalable accompli un sacri-

fice, invoqué les dieux, prêté, sur l'autel de Zeus Horkios, le serment d'observer loyalement les règlements des jeux. Les hérauts appellent leurs noms ; on dispose les groupes et après la harangue des juges, les athlètes s'en vont débouiller leurs vêtements et se frotter d'huile.

On débutait par la course simple, à la mode spartiate, qui devait être courue quatre fois par quatre groupes comportant chacun quatre coureurs. Une dernière épreuve disputée entre les quatre vainqueurs déterminait le choix du triomphateur unique, l'olympionike. Puis c'était la course double, dans laquelle les concurrents partant de la tribune des hellanodices s'élançaient vers l'autre extrémité, tournaient le but, puis revenaient sur leurs pas. A la course sextuple, une des plus passionnantes épreuves, on parcourrait six fois la longueur de l'arène. Puis venait la course armée, où l'on revêtait le costume de guerre, complet au début, et composé du bouclier, des cnémides, de la lance et du casque, et plus tard ne comportant plus que le seul bouclier.

A ces concours, où dit-on les coureurs étaient si rapides, que leurs pas s'imprimaient à peine sur le sol, succédait la lutte simple, dans laquelle les athlètes, le corps oint d'huile et frotté de sable, devaient terrasser trois fois l'adversaire et trois fois lui faire toucher le sol des épaules. Comme pour les courses, on accouplait les athlètes dans leurs groupes respectifs, jusqu'à choisir par élimination le triomphateur unique.

Puis venait le pugilat : lutte terrible, où les combattants, les poings armés du ceste, c'est-à-dire de lanières de cuir avec clous de métal, la tête protégée d'une calotte de bronze, déployaient une ténacité, un héroïsme incroyables.

Il n'était pas rare que l'un d'eux succombât à ses blessures. Il en était de même du pancrace, combinaison de la lutte et du pugilat, exercice redoutable et souvent féroce. Venait ensuite le pentathle, le plus compliqué de tous les concours, puisqu'il comportait le saut, le lancement du disque, le javelot, la course et la lutte. Il se pratiquait avec accompagnement de flûte sur le mode pythique. Enfin, on terminait les épreuves par des courses de quadriges, de biges et de chevaux montés.

Après chaque épreuve, un héraut s'avancait dans l'arène et proclamait le nom du triomphateur, le nom de son père et le lieu de sa naissance.

Le héros s'avancait alors vers les hellanodices qui lui remettaient une branche de palmier, au milieu de l'éclat de fanfares et de l'ovation d'une foule en délire qui répandait sur lui des fleurs.

L'art grec témoigne de la beauté plastique des corps, de la sveltesse des combattants, de l'élégante simplicité ou de la magnificence des chars qui entraient en lice.

Dans ces nobles jeux, les peuples de la Grèce ne voyaient pas seulement une fête de la force et de la virilité, mais encore une célébration du courage et de l'héroïsme.

Ce qu'ils y voyaient par-dessus tout, c'était la satisfaction d'un besoin esthétique, celui d'admirer la créature humaine dans l'épanouissement de sa beauté. Et dans l'exaltation de son enthousiasme, ce peuple si raffiné en arrivait à goûter une volupté divine au spectacle d'hommes se meurtrissant à coups de poing... Enfin, à ce plaisir se mêlait une inquiétude patriotique, dans ces luttes où les représentants de chaque peuple brûlaient de voir le triomphe de la ville natale. Sans doute, les concurrents considéraient surtout cette occasion à eux offerte de montrer leur force ou leur luxe, mais ils étaient encore mûs par l'ambition d'illustrer leur pays.

Après cette victoire si enivrante qu'on mourait parfois d'avoir emporté la palme et aussi de l'avoir laissé échapper, le triomphateur entrait vivant dans la gloire.

La consécration officielle de leur triomphe n'était pas la partie la moins belle et la moins imposante des fêtes d'Olympie.

Le dernier jour, tous les Olympionikes recevaient la solennelle récompense : la couronne d'olivier sauvage, faite d'une branche de l'arbre sacré, planté par Hercule dans l'Altis, qu'un enfant de chœur appartenant à quelque grande famille sacerdotale avait coupée avec une faucille d'or. C'est en présence des prêtres et des magistrats éleens que chaque vainqueur était couronné ; mains des hellanodices eux-mêmes.

Et quand tous avaient reçu le témoignage de leur victoire, ils s'empressaient d'en rendre grâce aux dieux. Les Olympionikes vêtus de couleurs éclatantes, couronne en tête, palme en main, et précédés des autorités civiles et religieuses, des hôtes publics, des députations des diverses nations, souvent même des statues des dieux, descendaient vers le sanctuaire : lentement, au son des flûtes et des voix, sur des chars que traînaient des chevaux hanachés de fleurs, ils s'avançaient vers l'autel des douze dieux auxquels ils allaient offrir un sacrifice d'action de grâces. Cependant, la foule acclamait, trépignant de joie, les choeurs entonnaient des poèmes exaltant l'héroïsme !

Et le peuple après chaque strophe, reprenait le refrain qui célébrait la gloire d'Hercule.

Au prytanée, un festin attendait les héros du jour, les grands personnages et les privilégiés. Et l'on en sortait pour inscrire solennellement son nom sur la table d'airain du gymnase. Dès lors, officiellement la fête était close, mais elle se continuait plusieurs jours encore, selon la fortune ou la libéralité du triomphateur.

Plutarque nous conte qu'Alcibiade vainqueur convia tous les pèlerins à de splendides agapes. Et pour ce festin panhellène, on fouilla la Grèce toute entière, afin de se procurer les vins les plus fameux, les fruits les plus exquis et les plus rares. Ainsi avant de quitter le champ où il s'était illustré, l'heureux olympionike fêtait avec magnificence la soudaine célébrité qui le désignait à l'éternelle admiration des peuples. Reconnaissant aux divinités tutélaires, il laissait généralement dans l'Altis un témoin de son succès, en y faisant ériger un temple ou une statue. Et quand le héros revenait dans sa ville natale, c'était en grande pompe, vêtu de pourpre, au milieu d'une brillante escorte, et il y entrait par une brèche ouverte dans les murs : mieux que des remparts de pierre, disait-on, de tels citoyens sont la défense de la patrie.

Et la patrie reconnaissante prodiguait à son illustre enfant les plus grands honneurs. Pourvu de priviléges, exempté d'impôts, nourri au prytanée, il occupait au théâtre, dans les cérémonies publiques, sur les champs de bataille, une place à part, et était d'avance désigné pour remplir les plus hautes charges de la cité. Généralement, on lui dédiait de son vivant une statue, à sa mort on lui élevait un tombeau aux frais de l'Etat. Et à sa gloire, que chantait en des *epinikia* des lyriques comme Pindare ou Simonide, l'on associait ses parents, ses ancêtres, les héros et les divinités de sa cité et de sa province. Il y eut des Olympionikes à qui furent décernés les honneurs divins et l'on sait que Philippe de Crotone fut adoré comme un dieu. Et il en est qui, de leur vivant, se chargèrent eux-mêmes de ce soin, tel Euthymios de Locres qui, grisé par la victoire, offrit des libations à sa propre statue.

Enfin, le nom du vainqueur ne périsse point, et l'écho de son triomphe se transmettait au long des siècles, de génération en génération, comme un symbole de force, d'énergie, de courage et d'audace, qualités que les Grecs prisaient à l'égal des vertus civiques.

Les Hellènes du paganisme concevaient la religion comme une fête. Tous les arts, toutes les institutions se rattachaient au culte des dieux.

L'olympisme lui-même, était d'origine divine. C'est à Olympie qu'Apollon battit Hermès à la course, que Jupiter vainquit Saturne, et qu'Hercule célébra et consacra les Jeux. D'origine divine, l'olympisme avait pour cadre la cité sacrée, et durant dix siècles, ses héros apparurent comme dans une apothéose. Sans doute, de bonne heure, dans les préoccupations des Hellènes, le sens religieux des fêtes fit place à l'intérêt purement « sportif » qui finit par absorber toute leur attention. Aussi des savants et des philosophes ne tardèrent-ils pas à s'apercevoir du danger que pouvaient entraîner pour la race les excès de l'athlétisme. Peut-être, pensaient-ils atténuer ce danger en introduisant dans les fêtes de l'Olympie, les arts et les lettres. Jusqu'au temps de l'Empire romain, ni la poésie, ni la peinture, ni la littérature n'y eurent de place officielle ; mais cela n'empêchaient point les artistes d'embellir le sanctuaire, les poètes de chanter les divinités, les sculpteurs d'exposer leurs œuvres, les orateurs de produire leur éloquence et les historiens de lire des fragments de leurs ouvrages sous les péristyles des temples ou du gymnase d'Olympie.

Nous aimerais qu'avec le temps, les Olympia modernes prissent ce même caractère et qu'à côté de l'athlétisme on fit une place aux manifestations de l'art antique et moderne, à de nobles créations de l'esprit. C'est, croyons-nous, le vœu d'un grand nombre d'olympistes grecs et étrangers.

En attendant, à Athènes, on travaille avec fièvre à organiser les fêtes. Et l'activité déployée fait bien augurer de leur succès. La Commission générale des Jeux est présidée par le Diadoque. En vue de s'assurer une participation plus grande de l'étranger, Son Altesse a mis à profit son récent voyage en Occident pour obtenir de hautes adhésions, dont on est en droit d'attendre les plus heureux résultats.

A Constantinople, Alexandrie, le Caire, Londres, Paris, Berlin, Vienne, Budapest, Genève, Madrid, Stockholm, Christiania, Copenhague, Bruxelles, New-York, les comités locaux promettent le concours le plus empêtré, et des personnalités éminentes ont accordé à cette œuvre leur patronage et leur appui. Le comité de Paris est placé sous la présidence honoraire de M. Jean Dupuis, ancien ministre, et sous la présidence effective du baron de Coubertin. Le comité de Londres a à sa tête le duc d'Argyll, celui des Etats-Unis le président Roosevelt. Le comité de Berlin est patronné par le prince héritier d'Allemagne.

La participation de l'étranger à la prochaine olympiade s'annonce plus grande qu'en 1896, ainsi que celle des associations sportives des pays grecs. Outre les sociétés d'Athènes et des provinces, s'annoncent celles de Grèce, Chypre, Alexandrie, Smyrne et autres villes grecques de Turquie.

Une commission spéciale est chargée de l'élaboration du programme qui comportera notamment : des concours de marche ; de saut, en hauteur, en longueur, à la perche, avec et sans élan ; lancement de disque et de poids ; lutte et exercices divers de gymnastique ; courses de bicyclettes, concours du lawn-tennis et d'escrime. Il est encore question de reconstituer le pentathle qui comprendra la course simple, le saut, le lancement du disque et du javelot et la lutte gréco-romaine. L'épreuve la plus passionnante sera à coup sûr la traditionnelle course de Marathon.

Il y aura des concours de tir au stand de Khaliléa et des joutes maritimes au Pirée, et comme intermèdes, des concerts, représentations de drames antiques, retraites aux flambeaux, illuminations de l'Acropole.

Le lawn-tennis et la bicyclette, dira-t-on, au pied de l'Acropole! Pourquoi pas? La Grèce moderne ne peut pas se contenter d'être seulement la gardienne du passé, le génie armé d'un glaive de feu qui veille à la porte du Ciel. Elle veut, elle doit être moderne. Son indépendance nationale, si récente encore est la preuve de sa résurrection. Et il faut voir dans cette renaissance des jeux olympiques, non une restitution savante et fantaisiste d'une ère à jamais close, mais un retour aux saines et vivifiantes traditions qui firent la race énergique et puissante. Respectueuse de son passé incomparablement glorieux, la Grèce veut encore se faire une place dans le présent et s'en choisir une dans l'avenir. Toujours éprouvée de beauté, elle ne peut se désintéresser des récents progrès qui en améliorent la vie matérielle des nations, leur permettent d'atteindre à plus de bien-être, de progrès et de civilisation.

C'est sans doute à quoi songeait aussi le prince Constantin, lorsqu'il terminait le beau discours qu'il prononça la semaine dernière à l'ouverture officielle des travaux de la commission, par ces mots :

« Vainqueurs ou vaincus dans le Stade, à l'heure où nous poserons l'olivier sauvage d'Olympe sur notre front ou sur celui de nos hôtes, nous aurons le droit de nous dire avec orgueil que nous recevons la couronne qu'on donne en signe d'honneurs aux nations auxquelles la mission échut de se faire, par une évolution quotidienne et un inlassable travail, des facteurs dans la marche en avant de l'humanité. » C'est à cette œuvre de renaissance nationale que je vous invite à collaborer. Chaque pierre que vous lui apporterez sera une contribution précieuse pour le palais splendide qui selon les rêves de toute âme hellène abritera un jour l'hellénisme entier. Pour ce service je vous remercie d'avance au nom de la Patrie. »

Le Voyage du Roi de Grèce

LE ROI A LONDRES

La réception qui a été faite au roi des Hellènes à Londres, a été des plus brillantes.

Parti de Paris le 12 novembre, Georges I^e s'est embarqué le soir à Cherbourg, à bord du *Victoria and Albert*, mis à sa disposition par le roi Edouard et escorté de la division navale anglaise. Sa Majesté était accompagnée du prince et de la princesse Nicolas de Grèce, de M. Delyanni, ministre de Grèce à Paris et de ses aides de camp.

A Portsmouth, le roi et sa suite, qu'était venu saluer le duc de Connaught, prirent place dans le train royal qui les conduisit à Windsor. Le roi et la reine d'Angleterre, le personnel de la légation de Grèce, une délégation de la colonie hellène de Londres, attendaient à la gare pavée aux couleurs anglaises et grecques. L'entrevue fut extrêmement cordiale. Les deux rois échangèrent l'accolade et après les présentations, les discours d'usage et la revue de la garde d'honneur, le cortège partit pour le château de Windsor, au milieu des acclamations d'une foule immense.

Le soir, un dîner de famille réunit les souverains et les princes anglais et français.

La matinée du 14 fut consacrée à une partie de chasse au faisan, dans le parc de Windsor.

Le soir du même jour, a été donné, un dîner de gala en l'honneur du roi de Grèce. Le roi Georges était assis en face du roi Edouard ayant à sa droite la reine d'Angleterre, sa sœur. Edouard VII dans un toast très chaleureux, but à la santé du roi de Grèce qui a rendu de précieux services à son pays aujourd'hui si florissant, de la reine Olga dont il regretta l'absence, de la famille royale de Grèce. Il rappela l'accueil enthousiaste que reçut à Athènes la reine Alexandra et termina en souhaitant

que la Grèce, qui jouit de la sympathie et de l'amitié de l'Angleterre, continue à vivre en paix avec toutes les nations. Le roi Georges répondit en remerciant le roi Edouard de ses vœux. « Ils seront appréciés, ajouta-t-il, par la nation grecque toute entière, dont les sentiments de reconnaissance et de sympathie envers la Grande-Bretagne sont et seront à jamais vifs et sincères. »

Le 15, eut lieu la réception et le banquet du Guildhall. De la gare de Paddington à l'hôtel de ville, les voies étaient richement pavées et ornées d'inscriptions en langue grecque souhaitant la bienvenue au roi des Hellènes et *prosperity to the Greeks*. Une double haie de troupes contenait la foule compacte qui éclata en vivats au passage du cortège royal.

Le roi Georges, le prince et la princesse Nicolas furent reçus par le lord-maire qui remit au roi, au nom de la ville de Londres une adresse enfermée dans un coffret en or et qui retrace en termes flatteurs les progrès réalisés par la Grèce dans l'agriculture. L'adresse se termine ainsi : « Les citoyens de Londres pleins d'estime et de respect pour votre nation appellent la bénédiction céleste sur votre règne. Puisse-t-il être long et qu'il maintienne la Grèce dans les voies pacifiques et heureuses où il l'a guidée jusqu'ici ». Le roi répondit en faisant les vœux pour la grandeur de l'Angleterre.

Au banquet qui a suivi la réception, le lord-maire, après avoir porté la santé du roi et de la famille royale, a dit :

Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis que Votre Majesté a honoré la cité de Londres d'une visite à ce palais, et bien que depuis lors, ayant eu la joie de recevoir ici presque tous les souverains des grands pays, nous nous remémorons avec intérêt et sympathie la première visite de Votre Majesté parmi nous.

A cette époque, Votre Majesté, Elle s'en souvient sans doute, avait rappelé avec enthousiasme les rapides progrès que, depuis son émancipation, a réalisés le peuple grec ; Votre Majesté avait prédit que la Grèce développerait son bien-être de façon à contribuer à la marche en avant de la civilisation en Europe.

Nous pouvons aujourd'hui féliciter chaleureusement Votre Majesté d'une prophétie qui s'est réalisée. Nul mieux que Votre Majesté ne sait les péripéties par lesquelles chaque pays a passé au cours des vingt-cinq dernières années. Et aucun peuple plus que le nôtre ne ressent une joie plus vive en voyant le peuple grec, suivant la tradition d'un passé glorieux dans les arts, les lettres et la philosophie, donner des preuves d'un tel progrès dans la culture, le commerce, l'agriculture, dans tout ce qui en un mot contribue au bonheur des individus comme des peuples, qu'il s'attire l'intérêt, l'estime et les félicitations du monde entier...

Au milieu d'un tonnerre d'applaudissements, le roi se lève pour répondre au toast du lord-maire. En termes chaleureux, Sa Majesté remercie son hôte de ces paroles si cordiales et après avoir dit que ce n'est pas en qualité d'étranger qu'il reçoit l'hospitalité du roi d'Angleterre et de la cité de Londres. Elle a ajouté :

Vous savez tous les relations intimes qui m'unissent à votre chère et belle reine et je me réjouis à la pensée que les liens d'amitié intime et sans nuages qui existent entre le roi et moi depuis notre première rencontre n'ont fait que se resserrer dans le cours des années.

La réception cordiale que cette grande et impériale cité me fit dans les premiers jours de mon règne, l'adresse aimable qu'elle me présenta en cette circonstance sont toujours restées l'un de mes plus agréables souvenirs, car j'y voyais une preuve de sympathie et d'affection.

La libération de la Grèce a inspiré quelques-uns des plus beaux passages de votre littérature, comme elle fut l'un des ouvrages les plus glorieux de votre diplomatie.

Lors de ma première visite ici, je notaïs déjà avec fierté les progrès de mon pays depuis le jour de sa libération : aujourd'hui, un quart de siècle après, je suis heureux de pouvoir dire que le progrès fut non seulement maintenu, mais qu'il a dépassé tout ce qu'on était en droit d'espérer.

La Grèce, comme l'Angleterre, considère que la paix est la meilleure garantie du progrès, et si je ne parle pas dans la capitale d'un monarque dont le règne sera à jamais mémorable pour l'œuvre de pacification

qu'il a faite, je serais tenté de dire que mon amour de la paix n'est inférieur à celui d'aucun souverain d'Europe.

La presse londonienne est unanime à faire l'éloge du roi de Grèce et à relever les progrès accomplis par son peuple.

Le *Times* y consacre un long article dans lequel, après avoir rappelé l'amour de la Grèce pour la liberté, les luttes qu'elle a soutenues pour conquérir son indépendance, il parle des sympathies naturelles entre l'Angleterre et la Grèce. Pourtant « notre admiration, dit l'organe de la Cité, pour la brillante race que gouverne le roi Georges » a été parfois éprouvée. Le *Times*, oubliant de consulter les *Blue-Books* où abondent les preuves de la criminalité bulgare qui nous a amenés à nous défendre les armes à la main, blâme la présence des bandes grecques en Macédoine.

Le *Standard* dit que « l'amitié entre les deux pays est chère à chacun d'eux ». Il assure que le voyage du roi n'a pas de caractère politique, mais qu' « il est très probable que l'avenir de la Crète et la situation des Hellènes de Macédoine, ont fait l'objet des entretiens de Windsor ».

Le *Daily Chronicle* affirme que « les destinées du royaume grec ont toujours été suivies en Angleterre avec la plus vive sympathie. On n'a jamais laissé échapper une occasion d'étendre, sans troubler la paix de l'Europe, les limites de ce royaume... Le brûlant désir de l'union de la Crète au royaume pourrait se réaliser ».

La colonie grecque de Londres, particulièrement heureuse de voir son roi, fut reçue par Sa Majesté à la légation de Grèce. Le Roi a prononcé en cette occasion des paroles inspirées du plus ardent patriotisme.

« La Grèce, a dit le souverain, à l'instar des autres puissances, aspire à son développement militaire et naval, et, sur ce point, les Hellènes de tous pays doivent appuyer les efforts du gouvernement du Roi. »

En terminant, Sa Majesté a dit être convaincu qu'elle peut compter sur les Hellènes de Londres, pour le jour où on fera appel à leur patriotisme.

LE ROI DE GRÈCE A L'ÉLYSÉE

Le président de la République et Mme Loubet ont offert le 30 novembre, un dîner, suivi de soirée, en l'honneur du roi de Grèce.

La table, de 130 couverts, était dressée dans la grande salle des Fêtes. Le roi avait à sa droite Mme Loubet, à sa gauche Mme Doumer. Le président avait à sa droite Mme Fallières, à sa gauche Mme Delyanni.

Parmi les convives : les présidents des Chambres, les ministres, MM. Delyanni, ministre de Grèce, d'Ormesson, ministre de France, le grand-chancelier de la Légion d'honneur, le gouverneur de Paris et un certain nombre de notabilités appartenant au Parlement, à la haute administration, au monde littéraire et scientifique.

Au dessert, bien qu'aucun toast ne dût être porté, les allocutions suivantes ont été prononcées par le chef de l'Etat et le souverain.

Le président de la République s'est exprimé en ces termes :

Sire,

Je vous remercie d'avoir bien voulu accepter l'invitation que je vous ai adressée de tout cœur au moment où vous alliez quitter la France.

Tes marques de sympathie que vous donnez à notre pays nous sont précieuses, et ne nous étonnent pas, venant du souverain qui préside aux destinées d'un peuple ami auquel nous attachons tant de souvenirs.

Nous nous félicitons de vous voir chaque année passer quelques jours à Paris quand vous accomplissez votre pieux pèlerinage à Copenhague.

Votre passage ici nous fournit l'occasion de vous renouveler l'expression des vœux que nous formons pour la Grèce, pour son roi et la famille royale, et

aussi d'y joindre ceux que nous formons pour le bonheur de votre auguste père, le doyen des rois, et pour toute la famille royale de Danemark.

Je bois à la santé de Votre Majesté et à la prospérité de la nation hellénique.

Le Roi a répondu :

Monsieur le président,

Veuillez accepter mes remerciements les plus sincères pour vos paroles si bonnes et si aimables. Elles seront chaleureusement appréciées par le peuple hellénique dont les sentiments de gratitude et d'affection pour la France, votre noble et grand pays, vous sont connus.

Je lève mon verre à la prospérité et à la grandeur de la France, à la santé du président de la République et de Mme Loubet.

Je vous remercie de l'accueil toujours charmant et chaleureux qui m'est fait en France.

Je ne manquera pas d'être votre interprète auprès de mon père qui sera profondément touché de vos vœux et de votre souvenir.

Ces deux allocutions ont été écoutées debout par tous les convives.

La musique du 28^e de ligne a joué l'hymne royal hellénique après le toast du président et la *Marseillaise* après celui du roi.

A la soirée qui a suivi le dîner, se sont fait entendre M. Rousselière et Mlle Hatto, de l'Opéra ; Mlle Sandrini, de l'Opéra, a exécuté les danses grecques. M. J. Garrick et M. Henri Mayer, de la Comédie-Française, ont joué la *Réparation*, de M. J. Berr de Turique.

On télégraphie d'Athènes au *Temps* :

La presse relève le toast sympathique porté par M. Loubet au banquet offert hier au roi de Grèce. Elle est unanime pour affirmer que le roi Georges, dans sa réponse, a exprimé les véritables sentiments de la nation grecque, toujours reconnaissante et heureuse de la sympathie et de l'intérêt que lui témoigne la nation française.

A VIENNE

Suivant des nouvelles de Vienne on y attend avec intérêt la prochaine visite du roi de Grèce, bien qu'elle ne doive avoir, dit-on, aucun caractère officiel. Le roi Georges séjournera à Vienne une huitaine de jours et se rencontrera plusieurs fois avec François-Joseph et le comte Goluchowski.

On croit savoir que le roi s'entretiendra avec l'empereur du conflit gréco-roumain, qui est au plus haut degré nuisible aux intérêts économiques de la Grèce. Le roi ne manquera pas non plus, dit-on, de conférer avec le comte Goluchowski, au sujet de la situation de la Macédoine et de la démonstration navale, qui opère contre des îles de population hellène, mytilène, et bientôt Lemnos et Ténédos. Le roi toucherait aussi la question crétoise.

TENTATIVE D'ASSASSINAT contre l'archevêque grec de Monastir

MONASTIR, 17 novembre.

Le 12 novembre, le bruit a couru en notre ville que notre archevêque, Mgr Joachim Phoropoulos, qui était parti mercredi en tournée pastorale, était tombé à Draghos victime des assassins bulgares.

La nouvelle a d'autant mieux trouvé créance que le prélat a été, depuis quelques mois déjà, condamné à mort par le comité terroriste bulgare. L'ardeur et l'activité que l'archevêque déploie à défendre ses ouailles, la courageuse résistance qu'il oppose aux menaces comme aux attaques de nos ennemis, enfin la popularité dont il jouit tant à Monastir même que dans toute la région, inquiètent trop les émissaires de Sofia pour que ceux-ci ne cherchent par tous les moyens à se débarrasser d'un adversaire devenu redoutable pour eux. Aussi la nouvelle de son assassinat ne fut-elle pas accueillie avec méfiance, et déjà la population grecque de Monastir déplorait la perte de son chef — pen-

dant que Bulgares et les roumanisants entonnaient publiquement des chants de triomphe ! — Heureusement, quelques heures plus tard, nous apprenions que l'archevêque avait miraculeusement échappé à la mort.

Voici ce qui s'était passé :

Après avoir visité Lazes et Gradenitsa, deux villages grecs, Mgr Joachim, répondant à une invitation de la population de Draghos, s'y rendit pour officier personnellement, en compagnie de M. Paraskevaïdes et de son cawass, mais sans escorte de soldats, que vainement Sa Grandeur avait demandée au gouverneur général.

La bande Naoum, avertie par des espions bulgares de l'arrivée de l'archevêque à Draghos, avait résolu de le mettre à mort. Le lendemain matin, durant la messe, un Grec s'avanza vers le prélat et lui annonça que le chef de bande Naoum, réfugié avec ses hommes dans une maison voisine de l'église, guettait la sortie de l'église pour le tuer lui et sa suite. La nouvelle se répandit aussitôt parmi des assistants, produisant une grande émotion, que Mgr Joachim parvint bientôt à apaiser en continuant à officier avec son sang-froid habituel. Une heure plus tard avait lieu l'attentat. Au moment où l'évêque revenant de l'église située aux abords du village, allait pénétrer dans la maison où il recevait l'hospitalité, une grêle de projectiles et de bombes s'abattit sur l'immeuble. Les femmes, les vieillards et les enfants, saisis de terreur, se sauverent. Du côté des Grecs, seuls le cocher et le cawass du métropolite étaient armés. Ils ripostèrent, mais ne tardèrent pas reculer devant le nombre.

Cependant, les comitadjis cernaient la maison ; Mgr Joachim, suivi du curé du village, put s'échapper par une petite porte dérobée et gagna ainsi une autre maison ; quelques paysans sans armes et quatre prêtres se postèrent à la porte, pour en défendre l'accès. Naoum, brandissant un grand couteau et suivi de ses acolytes, finit, après deux longues heures, par découvrir la retraite du prélat et il menaçait d'y mettre le feu, lorsque, des postes voisins de Veloussina et d'Ozirini, les soldats, prévenus par les paysans, accoururent : un violent combat s'engagea, au cours duquel Naoum et quatre de ses hommes restèrent sur le terrain, pendant que les autres bandits prenaient la fuite et que le cocher de l'évêque et un certain Georges, que les soldats avaient pris pour des comitadjis, tombaient, criblés de balles.

Le métropolite, en rentrant dans notre ville, fut l'objet d'une ovation enthousiaste de la part de la communauté grecque. La foule était si compacte que la circulation était devenue impossible le long de la grande rue et qu'un service d'ordre fut organisé. Le peuple, tout en acclamant son chef spirituel, le suivit à l'église de Saint-Dimitri, où un *Te Deum* a été chanté.

La population a fait aux deux victimes d'imposantes obsèques, et les magasins furent fermés en signe de deuil.

A quelque chose malheur est bon. La tentative criminelle des bandes bulgares, si heureusement avortée, a donné lieu à une manifestation imposante qui n'a point été du goût des Bulgares et de leurs alliés.

Mgr Joachim Phoropoulos est né en 1859, à Chio. Diplômé du séminaire de Halki, il fut ordonné diacre en 1880. Il alla ensuite compléter ses études en Occident et passa deux années à Oxford et quatre en Allemagne. En 1887, il était proclamé docteur en théologie et philosophie de l'université

d'Iéna, où il s'était fait remarquer par une thèse sur l'impératrice Irène l'Athénienne.

Revenu au Phanar il passa trois années au *métochion* du Saint-Sépulcre et dressa le catalogue des nombreux et précieux manuscrits qui s'y trouvaient. Ce travail appela sur lui l'attention ; il fut désigné, un peu plus tard, pour le poste de directeur général des archives du Patriarcat. Les services qu'il a rendus en cette qualité sont, au point de vue historique et ecclésiastique, très précieux ; il a notamment élaboré un catalogue qui comprend plusieurs volumes et qui rend faciles des recherches, jadis, pour ainsi dire, impossibles.

Nommé en 1901 évêque de Ménélikon, Mgr Phoropoulos a été promu en octobre 1903 au siège de Pélagonie (Monastir).

ÉCHOS

La démonstration navale. — La flotte internationale occupe Métilène depuis près d'une semaine. Mais cet événement ne semble pas émouvoir outre mesure le sultan Abdul-Hamid.

Les détachements des puissances ont débarqué à Lesbos, occupé les douanes, les bureaux de poste et du télégraphe et organisé une petite administration internationale. L'amiral Ripper a même menacé le gouverneur de l'île d'aller occuper Lemnos et Imbros, si la Porte n'accepte pas dans un certain délai les demandes des puissances. Pourtant le sultan ne bouge pas et à ces menaces, il répond par l'envoi de cigarettes et de bonbons aux équipages des navires, qui d'ailleurs ont été refusés.

D'autre part, il menace l'Europe de massacres de ses sujets chrétiens et des nationaux étrangers résidant en Turquie. Mais cette fois, le concert européen tient bon.

Puisse-t-il en être ainsi jusqu'au bout. Toutefois, on peut se demander pourquoi les flottes sont allées occuper Mytilène, pourquoi elles se proposent de se porter sur Lemnos et Imbros, îles entièrement, essentiellement grecques, plutôt que sur Smyrne ou Salonique. Pourquoi ces ménagements ? Croit-on que ces nuances échappent au diplomate de Yildiz ?

Ce manège qui se prolonge depuis huit jours, n'ajoutera rien au prestige de l'Europe à Stamboul. Les hésitations et les lenteurs qui ont caractérisé jusqu'ici l'action internationale, l'abstention de l'Allemagne, enfin, certains bruits qui circulent sur les dispositions de l'Italie, ne sont pas faits pour décourager Abdul-Hamid.

Une intervention énergique et rapide, faite en temps et lieu opportuns, eût eu immédiatement raison des procédés de la politique turque.

Aux dernières nouvelles, le sultan, de concession en concession, en est arrivé à proposer que les délégués financiers pour la Macédoine, reçoivent le titre, et exercent les fonctions d'agents civils, sous la présidence de Hilmi pacha.

Sans doute, tant que les flottes internationales ne quittent pas les eaux turques, Yildiz, tenu en respect, finira bien par trouver une solution acceptable, à moins qu'il ne cède sur toute la ligne. Mais on aimerait ne pas voir les navires des puissances reprendre la route de l'Occident, tant que certains problèmes qui se rattachent à la question d'Orient, n'auront pas reçu une solution définitive. Pendant qu'on y est...

L'entente bulgaro-serbe. — La nouvelle nous vient à la fois de Belgrade et de Sophia.

A vrai dire, nous doutons de son authenticité absolue. Sans doute, des tentatives sont faites du côté bulgare, en vue d'amener cet accord. On s'aperçoit à Sophia que la partie n'est pas si facile à

enlever, et l'on y ressent le besoin de s'assurer l'appoint d'une alliance. Cette idée a fait du chemin surtout depuis que la propagande bulgare s'est prise à se détourner devant l'échec qu'en définitive elle a essayé en Macédoine, notamment depuis l'intervention des bandes défensives grecques, échec si grave, que les deux comités rivaux de Sophia ont fini par s'unir dans l'espoir de mieux nous combattre.

Déjà, on le sait, les agents de la propagande roumaine et ceux de Sophia agissent de concert : l'accord bulgaro-roumain est conclu, depuis plus de deux mois. Si, maintenant, se dit-on en Bulgarie, on s'assure le concours serbe, il sera moins malaisé de triompher de l'hellénisme.

Il s'agit de savoir ce qu'on pense en Serbie des avantages que peut renfermer pour les Serbes l'alliance avec des voisins aussi avides. Or, il semble que la grande majorité de l'opinion serbe est plutôt hostile à cette idée, car elle sait à quoi s'en tenir sur la *Grande idée* bulgare qui, dans le futur empire englobe la Vieille-Serbie elle-même. A ce propos, l'incident de la *Macédoine autonome* est assez significatif. Ce journal, de langue serbe, récemment fondé, a connu, au lendemain de son apparition, il y a quelques jours à peine, les honneurs d'un autodafé public. Aux applaudissements d'une nombreuse assistance, les étudiants, réunis sur la place Prince-Michel, ont brûlé les premiers exemplaires de cette feuille, ce qui a donné lieu à des manifestations tapageuses.

La presse bulgare a immédiatement déduit de cette démonstration que les Serbes repoussent le régime de l'autonomie en Macédoine parce qu'ils ont conscience que, étant une faible minorité, ils seraient absorbés par les Bulgares. Cette interprétation n'est pas exacte. Les Serbes sont loin de repousser les réformes, ils repoussent seulement la confusion entre la Macédoine proprement dite et le Vilayet de Cossyo ou de Vieille-Serbie. L'histoire et la configuration géographique du pays leur donnent pleinement raison. La Bulgarie, au contraire, a intérêt à ce que cette confusion s'établisse, car c'est pour elle la seule façon de maintenir en Vieille-Serbie sa clientèle, composée, on le sait, pour la plupart, de Serbes gagnés à l'exarchat.

Au surplus, les Bulgares ne dissimulent pas que l'autonomie macédonienne est pour eux *non pas un but, mais un moyen*, ce qui n'est pas fait pour inspirer confiance aux sujets du roi Pierre.

Il est vrai, que cette fois, on parle d'une entente sur les bases suivantes : reconnaissance par la Bulgarie des droits des Serbes sur Kossovo, et par la Serbie, de ceux des Bulgares en Macédoine et en Thrace.

En supposant que ces bruits soient exacts, et que les Bulgares ne nourrissent pas quand même d'arrière-pensée touchant la Vieille-Serbie, tout cela serait parfait, si à Kossovo n'existaient pas des Albanais, qui ont bien voix au chapitre et en Macédoine et en Thrace, des Grecs qu'on a oublié de consulter. A ce compte, les deux Etats slaves des Balkans, pourraient aisément se partager le monde, sans grand inconvenienc pour ceux dont ils fixeraient le sort.

**

Conférence de M. Kasasis. — La semaine dernière, le professeur Kasasis a inauguré, au théâtre municipal d'Athènes, la série des conférences qu'il se propose de donner, au cours de la saison d'hiver, sur les affaires de Macédoine.

Devant une brillante et nombreuse assistance, où l'on remarquait le président du Conseil, M. Rhallys, le maire d'Athènes, M. Mercouris, des députés, des hommes politiques, des officiers, le président de l'*Hellenismos*, a tout d'abord exposé les circonstances dans lesquelles, durant son séjour en Europe, il a été amené à prendre en mains la défense de la cause de la Grèce, et à fonder à

Paris la *Ligue pour la défense des droits de l'hellénisme*.

A cette occasion, il a indiqué comment et par quels moyens, d'une habileté admirable, les Bulgares sont parvenus à induire en erreur l'opinion publique en Occident, quant à leurs droits sur la Macédoine, et, malgré les effroyables forfaits perpétrés systématiquement depuis de longues années déjà, à capter la bienveillance du public européen, notamment des milieux libéraux français et anglais.

Après avoir signalé la réaction qui a pourtant fini à la longue par s'y manifester, l'orateur a exhorté les Grecs à s'unir et à concentrer toute leur attention sur cette question de Macédoine qui, par la coalition de forces encouragées par de puissants protecteurs, devient si menaçante pour nous et risque de prendre la Grèce au dépourvu.

Le professeur Kasasis entamant son sujet favori, la nécessité pour la Grèce de se réorganiser militairement, le plus tôt possible, a démontré que la Grèce ne peut et ne doit, pour défendre ses intérêts et affirmer ses droits, compter que sur une armée solide, dont la préparation doit être le souci constant du gouvernement comme des citoyens.

Le discours de M. Kasasis a été, à plusieurs reprises, interrompu par de vifs applaudissements.

A la sortie, l'orateur a été l'objet d'une manifestation de sympathie.

Un nouveau Blue Book. — Le Foreign office vient de publier un Livre bleu complémentaire n° 2759) (Turkey n° 3) sur les affaires de Macédoine.

Ce Livre bleu débute par une lettre datée du 11 janvier 1905 du marquis de Lansdowne à sir F. Bertie, ambassadeur à Paris, où le ministre des affaires étrangères fait un résumé de la situation et de l'insuccès des réformes jusqu'ici acceptées en principe par la Porte. Le gouvernement anglais définit ainsi les grandes lignes de sa politique macédonienne :

a) Réduction immédiate des forces militaires turques en Macédoine, leur nombre devant être strictement limité au chiffre nécessaire pour le maintien de l'ordre. Démarches auprès de la Bulgarie pour une réduction simultanée de ses forces.

b) Nomination pour un nombre d'années déterminé d'une commission choisie par les puissances, avec pouvoirs administratifs et exécutifs ayant pour premier programme un plan de contrôle effectif des finances et de la justice.

c) Extension de ce programme de réformes au vilayet d'Andrinople, non compris dans le programme de Muersteg.

Lord Lansdowne demande à sir Francis Bertie de sonder le gouvernement français avant la publication officielle de ces propositions.

D'après la dépêche n° 3, M. Delcassé, tout en considérant le programme de lord Lansdowne comme une base utile de discussions futures, déclare vouloir attendre l'opinion du gouvernement russe, surtout au sujet du retrait des troupes turques.

Suivent le *Pro-Memoria* présenté le 17 janvier par les ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie à la Porte et le projet de règlement en neuf articles, touchant les agents du fisc dans les trois vilayets de Salonique, Kossovo et Monastir, l'établissement du budget général de ces trois vilayets, le budget local des sandjaks, et des caças, les inséle budget local des sandjaks, et des caças, les inspecteurs des finances ; et enfin les correspondances de M. Townley et des agents anglais dans les vilayets, avec une centaine de documents se rapportant principalement aux événements et aux résultats des diverses enquêtes sur la situation.

Le Blue Book se termine par une lettre du mar-

quis de Lansdowne à sir F. Elliot, ministre d'Angleterre à Athènes, datée du 28 juin 1905, rapportant une conversation de M. Metaxas, ministre de Grèce à Londres, sur la situation à Monastir et les dangers de représailles helléniques contre les bandes bulgares.

Nous donnerons dans notre prochain numéro une analyse de ce nouveau Livre Bleu.

**

Note austro-russe aux Etats balkaniques. — On avait annoncé de Vienne ces jours derniers l'envoi aux Etats balkaniques d'une note de l'Autriche et de la Russie. Cette note identique austro-russe a été adressée aux gouvernements de Sofia, de Belgrade et d'Athènes. En voici le résumé :

« La note dit que les puissances, tout en regrettant l'intransigeance de la Porte, croient devoir exposer les principes qui ont motivé leur attitude. Les efforts des gouvernements austro-hongrois et russe pour inaugurer des réformes dans ces vilayets n'ont pas donné tous les résultats que ces puissances attendaient. Cette situation ne peut être attribuée uniquement au retard que la Porte a apporté à tenir ses engagements ; elle est à attribuer en partie à la rivalité des diverses nationalités habitant les vilayets, rivalité qui a provoqué des conflits sanglants et des agressions criminelles contre les personnes et les biens des habitants pacifiques.

Les puissances sont décidées à faire tous leurs efforts pour améliorer le sort de la population ; toutefois, elles ne toléreront aucune tentative pour modifier le *statu quo* dans les Balkans, et, en cas de besoin, seront prêtes à s'opposer à tout effort de cette nature.

« Les puissances espèrent donc que les gouvernements des Balkans, qui profiteraient d'une amélioration de l'état des districts turcs voisins, appuieront leurs efforts et prendront immédiatement des mesures utiles pour enrayer de tels mouvements révolutionnaires, qui sont désastreux pour les intérêts des populations locales. »

Les représentants des autres grandes puissances ont appuyé la note par des communications verbales.

**

Donations aux établissements scolaires grecs et de bienfaisance. — Les donations « nationales » faites aux écoles, aux établissements grecs de Turquie et à l'Etat hellénique, par des particuliers que la fortune a favorisés, sont, on le sait, de tradition chez les Hellènes. Les journaux grecs enregistrent des dons importants faits, ces temps derniers, au profit de la communauté grecque de Constantinople. Mme Zarifi, veuve du philanthrope hellène Nicolas Zarifi, a donné 2.500.000 francs pour la création et l'entretien d'un hôpital grec à Pétra. La famille Mavrogordato a donné 250.000 f. pour la création de deux pavillons pour tuberculeux à ériger dans l'enceinte de l'hôpital central grec. M. Eustache Eugénidi s'est chargé de la fondation d'un établissement de soupes populaires à Pétra et de la reconstruction des écoles grecques du faubourg de Candili, détruites par un incendie. M. Douvardjoglou, négociant établi à Odessa, s'est chargé de la reconstruction de l'Eglise de cette localité. M. Eliasco s'est chargé de la reconstruction des écoles grecques de Halki (îles des Princes), qui menaçaient ruine et M. Hazzopoulou a offert, sous certaines conditions, un immeuble à la Société Philanthropique des Dames Grecques de Pétra.

M. Zervoudakis, notable grec d'Alexandrie, a fait don de 25.000 francs au Patriarcat de Jérusalem.

On annonce, d'autre part, d'Odessa, que M. Jean Synadino, originaire de l'île de Chio, est mort récemment à Kichinef, laissant une fortune estimée à plusieurs millions. Il a disposé par testament

qu'après le prélèvement de plusieurs legs, dont un très important (il comprend une grande propriété et un capital de 120.000 roubles) en faveur de la province de Bessarabie, le reste de sa fortune ira à la nation hellénique. Son administration est confiée à la commission qui devra disposer des revenus par moitié en faveur des écoles et établissements de bienfaisance grecs de Turquie et par moitié en faveur des établissements du même genre situés en territoire hellénique.

L'attentat de Yildiz. — La commission d'enquête présidée par le mouschar Nedjib Melhamé déclare avoir terminé ses travaux.

Le rapport de la commission, après avoir été présenté au sultan, sera traduit en français et communiqué à tous les chefs des missions étrangères à Constantinople.

Aux termes de ce rapport, on possède la preuve que l'attentat a été l'œuvre d'un comité révolutionnaire arménien qui avait de grandes ressources pécuniaires à sa disposition en même temps qu'un certain nombre d'agents dévoués ayant fait d'avance le sacrifice de leur vie. Son idée était de provoquer à Constantinople des désordres qui obligeraient les puissances européennes à envoyer leurs forces pour restaurer l'ordre et protéger l'vie et la propriété de leurs nationaux.

On pensait que le meurtre d'Abdul-Hamid se serait suivi d'un massacre général des Arméniens par la soldatesque furieuse, mais le comité, pour faire de cette espérance une certitude, avait, semblerait-il, fait des préparations pour une série d'attentats à la dynamite, qui auraient été commis dans divers quartiers de la capitale et dans quelques villes de province.

Les conspirateurs principaux auraient été un Arménien russe, connu sous le nom de Lippa Rippa, une jeune Arménienne habitant Berlin qui avait pris le nom de Rosina Fein, et un belge, Edouard Joris, le seul des conspirateurs de quelle importance sur lequel on ait mis la main.

Les conclusions auxquelles la Commission d'enquête est arrivée ont été soumises le 13 octobre à la Chambre des mises en accusation qui, sans aucun doute, ordonnera le procès de toutes les personnes impliquées, au nombre de vingt-cinq.

A l'exception de Joris, la Commission n'a pu arrêter qu'un petit nombre d'Arméniens, portiers, domestiques, etc., qui sont soupçonnés d'avoir pris part au complot. A ceux des accusés qui ont quitté le pays, on donnera un délai pour y rentrer, et s'ils ne le font pas, ils seront condamnés par défaut.

Contrairement à la règle observée en Turquie en ces matières, il a été décidé que le procès sera public. Il aura probablement lieu dans le courant de janvier.

Mouvement du port de Salonique. — Le mouvement du port de Salonique, pendant le 1^{er} semestre 1905, se résume dans le tableau suivant :

Pavillon	Vapeurs	Tonnage
Hellénique	168	70,344
Austro-Hongrois	62	81,830
Français	40	66,043
Ottoman	38	20,518
Italien	28	48,490
Britannique	28	41,954
Russe	28	31,153
Allemand	25	30,817
Hollandais	14	12,304
Belge	12	17,408
Suédois	1	1,862

A la navigation à voile correspond un total de

1332 navires avec 34.987 tonnes ; ils appartiennent en presque totalité à des Grecs.

**

L'archevêque d'Uskub. — Le Saint-Synode de Constantinople vient de pourvoir à la vacance de l'évêché d'Uskub.

Après une longue séance, au cours de laquelle ont été discutés les titres des divers candidats, tous Serbes de nationalité, le Saint-Synode s'est arrêté sur l'archimandrite Vincent, du couvent serbe de Chiliandarino au Mont Athos.

Natif de Serbie, le nouveau métropolite est un ancien élève de l'Académie de théologie de Belgrade. Après avoir dirigé un couvent, il se rendit au Mont Athos et fut admis, en qualité d'archimandrite au monastère de Chiliandarino.

Le patriarche œcuménique procèdera prochainement à la cérémonie de l'investiture du nouveau prélat.

**

Nouvelles de Macédoine. — Suivant des nouvelles de Drama, le colonel Fairholme, chef de la mission anglaise pour la réorganisation de la gendarmerie, vient d'être remplacé par le colonel Maunsell, attaché militaire à la légation britannique de Constantinople. Le colonel Fairholme avait quitté Drama, depuis quelque temps déjà, pour raisons de santé. — On écrit de Florina : que la communauté grecque de cette ville vient d'acheter l'hôtel d'Izzet-pacha et les jardins qui l'entourent. Les écoles de garçons et de filles y seront incessamment transportées. — Le village grec macédonien d'Avdella a été incendié. 120 maisons ont brûlé. Un cas de vengeance personnelle a été le mobile du crime.

ALLEMAGNE ET ROUMANIE

A propos des Koutzo-Valaques

La Gazette de Francfort se demandait récemment (22 octobre) comment il se fait que la diplomatie allemande montre subitement un intérêt si vif pour un peuple étranger (on sait toute la peine qu'elle s'est donnée pour appuyer les demandes « macédoniennes » de la Roumanie à Constantinople), alors que lorsqu'en 1902 le président Roosevelt a réclamé, au nom de l'humanité, l'application du traité de Berlin (1878) en faveur des juifs maltraités de Roumanie, l'Allemagne — pourtant signataire de ce traité — s'est tenue complètement à l'écart. Et le journal libéral allemand ajoute :

« Les Koutzo-Valaques étaient jusqu'ici saisisfaits de leur sort, et la situation actuelle n'a été créée que par les agitateurs roumains, soutenus par le gouvernement de Bucarest, afin que la Roumanie puisse, le cas échéant, jouer un rôle dans le règlement de la question macédonienne. Les Koutzo-Valaques ont été jusqu'ici bien traités, tandis que les Juifs de Roumanie sont tellement opprimés qu'ils sont contents, même s'ils peuvent seulement s'expatrier. »

La réponse à cette question est tout simplement que cette attitude de l'Allemagne est conforme à ses intérêts politiques et matériels. Rappelons d'abord que la Roumanie n'a absolument aucun droit à intervenir en faveur des Koutzo-Valaques ou Gréco-Valaques. Sur une centaine de mille Koutzo-Valaques, il y a à peine douze mille « roumanisants ». Les Roumains sont obligés de le reconnaître eux-mêmes. Aussi, n'est-ce

point en faveur de cette petite minorité qu'ils s'agitent, mais pour les autres. Or, les autres ne sont point de nationalité roumaine et, quant à leur conscience nationale, elle est tout à fait grecque, si bien qu'ils sont les adversaires les plus résolus de la propagande roumaine. C'est ce qui irrite justement cette dernière, qui voudrait pouvoir les « roumaniser », de même que les Allemands ont poursuivi la germanisation (*Entwelschung*) des Alsaciens-Lorrains. La thèse roumaine est diamétralement contraire au droit pour chaque peuple (tel les Koutzo-Valaques) de se rattacher à la nationalité de son choix. A ce titre déjà, elle devait être sympathique aux conquérants de 1871.

En outre, l'Autriche a tout intérêt à détourner l'attention des Roumains de leurs vrais congénères de Transylvanie. L'agitation des Roumains en Macédoine sert ainsi doublement ses intérêts, puisqu'elle contribue aussi à augmenter le désordre qui amènerait une occupation autrichienne. Or, ce déplacement de la puissance autrichienne est tout à fait dans les vœux du pangermanisme.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue le profit matériel que l'Allemagne peut retirer du conflit gréco-roumain. En encourageant la Roumanie dans ses actes arbitraires, qualifiés de « représailles », elle porte un préjudice considérable à l'important commerce des dizaines de milliers de Grecs établis en Roumanie ; des vides sont ainsi créés, et les Allemands sont là pour s'y faufiler. Que le Hohenzollern qui règne à Bucarest se soit entendu ou non avec le chef de sa dynastie à Berlin, il n'en ressort pas moins que, en fin de compte, les Roumains travaillent en ce moment pour... le roi de Prusse !

Cette conclusion apparaîtra encore mieux si l'on tient compte, d'une part, du préjudice que le commerce roumain subira lui-même par les mesures économiques que devra prendre la Grèce, et d'autre, de l'impossibilité manifeste dans laquelle se trouve la Grèce d'accorder quoi que ce soit aux réclamations déraisonnables de la Roumanie. Personne ne peut s'attendre à ce que la Grèce force les Koutzo-Valaques à ne pas se dire Grecs ou à ce qu'elle consente à leur accaparement par la propagande roumaine, dans un but de bas mercantilisme, les Koutzo-Valaques devant constituer une monnaie d'échange pour des avantages que la Roumanie espère obtenir éventuellement ailleurs. D'autre part, les Koutzo-Valaques ressortissent au Patriarcat de Constantinople, sur lequel le gouvernement grec n'a absolument aucune prise.

Quant aux faits qui se passent sur territoire ottoman, il est bien étrange que la Roumanie veuille en rendre responsable la Grèce. Il a lieu d'ailleurs d'ajouter, que lors même que les actes allégués par la Roumanie comme ayant été commis par les Grecs contre les agents de sa propagande ou contre les roumanisants seraient prouvés, il ne faudrait pas oublier que ce ne sont pas les Grecs qui ont commencé.

Telle étant la situation, on peut se demander s'il valait la peine pour les Roumains de se compromettre comme ils l'ont fait, sans aucun profit pour eux-mêmes, alors qu'ils avaient tout intérêt au contraire à continuer la politique d'entente avec la Grèce, inaugurée en 1901, ainsi que plusieurs des leurs l'ont reconnu.

M. K.

Berne.

LES DERNIERS CRIMES BULGARES

En plein marché de Monastir, le notable grec Katsoyannis, négociant honorable, originaire de Krussovon, a été assassiné par les comitadjis. Les coupables n'ont pas été arrêtés.

Dans le district de Névrocope, *J. D. Nassios*, négociant en tabacs, originaire de Kavalla, voyageant pour ses affaires, a disparu entre Tertsi et Loftsi.

Un autre grec, *J. Gerkios* a subi le même sort. Les autorités n'ont pas pu retrouver la moindre trace des victimes. On craint pour eux une fin affreuse, car les deux autres Grecs enlevés dans le même district par les Bulgares, *Takis Chryschoos* de Névrocope et *Basile Gounaris* de Démir-Hissar, avaient été jetés vivants dans des fours à chaux.

De Ménélikon, on annonce que Sandanski a fait assassiner deux musulmans originaires de Kountsa, les nommés *Souleiman et Naji*, pour avoir malgré sa défense, travaillé comme vigneron dans des propriétés grecques.

La bande bulgare de Stamat a enlevé, sur le mont Pouska, un marchand de bois, du nom de *Yovanis, ses deux fils Georges et Antoine et le musulman Rassim*, qui leur servait de garde.

A Krussovon, le double meurtre du prêtre et de l'instituteur grecs : *Papa-Yovanis et Périclès Astériadis*. Ceux-ci, retournant à leur village après un court séjour à Serrès, sont tombés dans une embuscade bulgare entre Hellénitsa et Tsarvista. Papa-Yovanis laisse une veuve et cinq enfants en bas âge. Le village de Krussovon étant moitié grec et moitié bulgare, les comités ont pensé, sans doute, le conquérir entièrement en privant la communauté grecque de ses chefs.

La ville de Serrès préparait aux victimes des obsèques solennelles. Elles n'ont pas eu lieu, car les autorités ottomanes, qui n'ont pu ni prévenir cette longue série de crimes ni en punir les auteurs, ont, de crainte de manifestations, interdit le transport des corps des deux dernières victimes à Serrès.

On mande de Salonique que deux notables grecs du village Aghion. Apostolon, *Pierre Getsos* et *Jean Kraïtso*s ayant été attaqués près du lac de Yennitsé, le premier a été tué, le second capturé par une bande bulgare.

Le primat de Boenitsa, *Demètre Pénos*, se rendant à Goumenitsa, est tombé dans une embuscade. Son corps a été retrouvé, horriblement mutilé.

La guerre économique, dirigée par les comités bulgares contre les villages grecs du nord de Serrès, continue. Les charbonniers de Léhovon et Giannovon ont reçu l'ordre, sous menace de mort, de ne pas livrer du charbon aux habitants de Savayakon, tant que ces derniers n'auront pas obtenu du vicaire schismatique des certificats attestant qu'ils ont adhéré à l'exarchat. Les paysans de Savayakon sont coupables d'avoir, en contradiction avec ordres formels de Sandanski, aidé les Méléniciens dans leurs vendanges.

On écrit d'Uskub que les habitants de Rouhodol-Vélessa sont divisés en deux camps, l'un serbe et l'autre bulgare. Une bande bulgare, ayant pénétré dans le village le 29 octobre, saisit le prêtre serbe ainsi qu'un notable serbisant et les conduisit dans la maison du bulgarisant Stéphanos ; là un tribunal improvisé les condamna à mort. Un détachement turc ayant été signalé sur ces entrefaites, les Bulgares s'empressèrent d'exécuter leur sentence et de quitter Rouhodol.

Ils n'ont pas été poursuivis par les soldats arrivés, comme d'habitude, trop tard, mais le lendemain le cadavre d'un paysan bulgarisant, frappé de cinq coups de poignard, a été trouvé dans les environs.

Il semble, d'ailleurs, que l'antagonisme serbo-bulgare a repris de plus belle ; à Egri-Palanka une

bande bulgare a tué quatre paysans serbisants.

On annonce de Tsélopeb que le quartier serbe de ce village a été assiégié par un corps bulgare. Un détachement turc arrivé, après une lutte de plusieurs heures, cerna à son tour les assiégeants. Ceux-ci tinrent les soldats en respect en leur lançant des bombes, puis, la nuit venue, réussirent à s'enfuir.

On annonce aussi du village de Kratovon que trois femmes bulgares ont été assassinées par les comités, pour n'avoir pas exécuté fidèlement leurs ordres.

On annonce de Pétrovo (Démir-Hissar) que deux propriétaires turcs de ce village sont tombés dans une embuscade dressée par une bande de trente Bulgares ; tous deux ont péri ; une femme qui les accompagnait a été grièvement blessée.

LES BANDES

De Salonique, on signale deux rencontres, l'une entre un détachement turc et une bande bulgare à Kirts (Castorie), l'autre à Storpitsi (Anassélitsa) entre un détachement turc et une bande grecque.

De la même ville, on annonce qu'un corps informé qu'une bande bulgare assisterait à un mariage bulgare qu'on allait célébrer au village Conónévolya, se porta sur ce village dans le dessein de détruire la bande qui avait à son actif d'atroces cruautés et des meurtres de notables Hellènes. Les Armatoles cernèrent la maison et mirent le feu. Quelques comitadjis parvinrent à s'échapper. Une dizaine furent tués par les Armatoles.

Le village de Précopana était devenu le rendez-vous de bandes bulgares qui se proposaient d'attaquer le village grec de Lékhovo. Les habitants de ce village, informés des intentions des bandits, avisèrent le mudir de Clissa et s'armèrent pour repousser leur agression. Cinquante femmes s'armèrent aussi et allèrent avec leurs frères et leurs maris occuper les positions qui leur furent désignées. Les Bulgares prirent la fuite et furent poursuivis par les habitants de Précopana.

On mande de Monastir, 25 novembre, que les troupes turques poursuivent avec rage les bandes grecques. À Opsorina, un vif engagement vient d'avoir lieu entre un corps grec commandé par Tsolakis et la force armée.

Les Turcs ont subi des pertes sérieuses. 15 Grecs ont été capturés.

A Petolina, combat ayant duré plus de deux heures, 20 Turcs, tués et blessés. Du côté des Grecs, qui étaient commandés par le chef Cromba, 9 morts et 2 prisonniers. Les autres ont pu s'échapper.

Une lutte vigoureuse a également eu lieu à Léhovo. Les Turcs, très nombreux ont tué 7 Gréco-macédoniens, parmi lesquels, le chef Liapis.

Enfin, on annonce que le procès des 17 Grecs arrêtés à Dobista sous l'inculpation d'avoir favorisé les bandes gréco-macédoniennes est terminé. Sur les accusés, 10 ont été condamnés à la réclusion et 7 ont été acquittés. La sentence est jugée très sévère ; d'autant plus que les accusés étaient détenus dans les prisons depuis le début du mois de mai.

RAPPORT DE L'ÉVÊQUE DE KASTORIA AU PATRIARCHE

La guerre contre l'orthodoxie et nos écoles continue. Les prêtres des villages, qui n'ont pas été assassinés, sont forcés de se réfugier dans les grands centres. Nous en comptons près de dix à Castoria ; plus nombreux encore sont ceux réfugiés à Constantinople et Athènes. Les instituteurs sont victimes d'une persécution analogue. L'année scolaire a commencé depuis longtemps ; cependant la réouverture d'un grand nombre d'écoles demeure impossible.

Ce qui pis est, depuis six semaines, une longue série de crimes est venue s'ajouter à ceux que j'avais déjà signalés à Votre Sainteté. Le 15 septembre, les partisans de Colé ont mis le feu aux

granges du village Tsakéni, dans l'espoir que les habitants, accourant pour éteindre le feu, tomberaient sans défense sous leurs coups. Les paysans ayant deviné le piège, se mirent à faire feu de leurs maisons et les envahisseurs furent obligés de se retirer après avoir essayé en vain d'incendier l'église du village.

Le 18 et le 25 septembre, ce même Colé assassinait Athanase Firpas et Const. Géorgiou, primats des villages de Teihoulista et de Stenko. La ferme du premier avait été incendiée sept jours avant son assassinat.

Le 2 octobre, la bande de Couzo, voyant que malgré l'assassinat des frères Théodore et Michel Vassiliou et la mise en pièces du fils de ce dernier, âgé à peine de quelques mois, le village de Kato-Koumanitsovou demeure fidèle à l'orthodoxie, a fait incendier les fermes des deux autres primats du village : Argyris Kyriazis et Athanase Sourbas.

Le 5 octobre, la bande de Panteli d'Exissou assassinait à Aélos, Stéphanos Rombis, coupable d'avoir fait venir la veille un prêtre grec pour l'enterrement de son frère, son fils Mitsos et trois autres notables grecs. Le curé du village, Alexis, victime de plusieurs attentats, avait été forcé de se réfugier à Néveska depuis plusieurs mois déjà.

Le 12 octobre, la même bande mettait à mort, sur la route de Zélenitch, Georges Natla notable grec de Clissa.

Le 13 octobre, la bande de Criaof mettait à mort Papa-Joannis, curé de Nestémi, âgé de plus de quatre-vingts ans, qui, malgré la défense des comités, rendait visite à son évêque. « Quelques jours avant sa mort, écrit Mgneur Germanos, comme j'étais en tournée à Chroupista, il vint me voir, me compta en pleurant ses souffrances et partit pour ne plus revenir ».

Ces jours derniers, les différents chefs bulgares, sous la présidence de Mitro Vlacho, décidèrent de faire une attaque générale contre le village de Zélovon. Chacun d'eux fit dans son secteur des efforts surhumains pour recruter le plus de partisans possible. Comme les paysans schismatiques hésitaient à se joindre à eux, ils les soumirent à des bastonnades en règle et imposèrent aux plus riches de lourdes amendes. Heureusement, les bandes bulgares rencontrèrent en route, non loin de Grabessi, un détachement de chasseurs. Elles furent dispersées après un court combat et Zélovon a été, ainsi, provisoirement

L'INCIDENT DE SERRÈS

On télégraphie de Constantinople à l'agence Reuter, en date du 30 novembre :

En raison de certaines informations puisées dans des documents saisis pendant des rencontres avec des bandes bulgares, et par suite de preuves légales, une quinzaine d'agitateurs bulgares ont été arrêtés dans le district de Serrès, parmi lesquels plusieurs professeurs et le secrétaire du métropolite bulgare.

Parmi les documents se trouvait une liste des chrétiens qu'avaient assassinés les émissaires du comité révolutionnaire bulgare et une liste des noms de notabilités grecques dont la mort était jugée nécessaire. Dans cette dernière liste figuraient l'évêque grec de Serrès, le consul de Grèce dans cette ville, un prêtre grec et le docteur Théodorides vice-consul de la Grande-Bretagne à Serrès.

Voici à ce sujet des détails complémentaires :

Par suite de la découverte de documents très compromettants pour les comités bulgares, trois instituteurs et un avocat bulgares ont été arrêtés à Serrès ; l'un des inculpés est le secrétaire du

vicaire archiépiscopal schismatique. On arrêtait, le même jour, à Sveti-Vratsi (N. E. de Melenikon) une institutrice, dans le domicile de laquelle on a trouvé 800 L. T. appartenant au comité et des reçus d'une valeur de 200 L. T., représentant des sommes données à divers chefs de bandes. L'institutrice et sa mère ont été dirigées sur Salonique.

Les documents, qui ont amené ces arrestations, sont soixante-deux lettres saisies après la rencontre de Sakaftsia et adressées au chef de bande Tasko et à son lieutenant Athanase. Elles portent les signatures : Sfertsios, Danton, Ezra et Bataitsé. Sous ces pseudonymes se cachent Yovan Antonof, secrétaire du directeur du gymnase bulgare de notre ville, Athanase Saïef, le secrétaire susmentionné du vicaire schismatique, Vladimir Blagof, instituteur bulgare et Christ Caftantzi, instituteur à Djoumaya. Ce dernier, ainsi que le mouktar de Djoumaya Christ Péritof, ont été arrêtés hier. De plus, on a arrêté à Caméniki, le courrier des cotisés, un certain Mitroussi.

Sur les 62 lettres saisies, deux offrent une importance particulière pour les Grecs. La première, datée du 20 juillet, annonce qu'un comité grec siège à Serrès ; pour que les Bulgares puissent le combattre efficacement il faudra assassiner plusieurs Grecs, au premier rang desquels figure le curé de Caméniki, Papa-Stergiros. La seconde, datée du 2 août, ajoute qu'il est nécessaire d'assassiner aussi le consul de Grèce, le Dr Jean Théodoriès, consul d'Angleterre, l'évêque de Serrès et un des membres les plus marquants du barreau grec. Elle indique la manière dont ces crimes pourront être exécutés.

Sur les trois instituteurs bulgares arrêtés ici, deux seuls ont fait des aveux. Quant à l'avocat Stoyan Telkof, il prétend n'avoir écrit aucune lettre ; les lettres saisies mentionnaient simplement qu'il se charge de nommer dans les villages les instituteurs qu'il convient.

LA POLITIQUE ROUMAINE

ARRESTATION DE L'ÉVÈQUE DE GREVENA

Grevena, novembre 1905.

C'est ici surtout que la propagande roumaine poursuit son œuvre de corruption des consciences avec un acharnement particulier. Car c'est en ce lieu même et aux environs de notre ville que l'on voit ça et là quelques petits groupes de roumanisants, défenseurs ardents de la politique roumaine. Et, étant donnée la nature des procédés en général de la propagande roumaine, on peut dire, sans risquer d'être contredit, que tous ses efforts ne tendent qu'à créer, quelque part, en Macédoine, une communauté compacte destinée à servir de base à de futures opérations politiques. Mais les agents de cette politique d'utopie sont très mal tombés à Grevena ! Il est incontestable qu'il n'y a pas de conscience roumaine parmi la population koutzo-valaque de cette ville. Il est aussi de notoriété publique que tous les roumanisants de Grevena n'ont adhéré au roumanisme que moyennant finance. Si d'aventure le ministère des affaires étrangères de Bucarest venait à supprimer le crédit de 600.000 francs alloué à sa propagande, du coup ses effectifs actuels seraient considérablement réduits, sinon totalement anéantis.

Comme conséquence des intrigues des agents politiques de la Roumanie, nous assistons parfois à des scènes assez tristes : On voit des jeunes gens achetés par ces agents, chassés du foyer paternel ; en revanche, des pères bannis de leurs demeures par leur propre fils ! La propagande roumaine, n'a rien respecté pour réaliser ses chimériques espérances. Elle n'a pas reculé devant les pires moyens. Et pour atteindre son but, elle a ex-

ploité toutes les faiblesses humaines. D'après nos renseignements, puisés à bonne source la propagande roumaine a dépensé et dépense encore des milliers de francs, destinés à corrompre la plupart des employés de toutes les branches de l'administration turque de Grevena... Et voici un fait : lors du dernier recensement de la population de Grevena et de ses environs, l'évêque grec fut l'objet d'une tentative de corruption. On lui proposa discrètement et à plusieurs reprises, de reconnaître comme Valaques les habitants de trois villages (de Perivoli, de Sammarina, et d'Avdela) où l'élément grec constitue une forte majorité ! Ce service devait lui rapporter une gratification en espèces et des déisations. Cette proposition souleva, naturellement, les protestations indignées de l'évêque. Mais, aussitôt qu'au Konak on eût connaissance de son refus, il lui fut interdit de sortir de la ville de Grevena et de se rendre aux villages environnans pour l'exercice du culte. On voulait par là intimider ses ouailles et diminuer aux yeux de la population, le prestige du prélat. Et le 26 octobre (v. s.), comme l'évêque allait se mettre en route pour se rendre à un village de son diocèse, situé à une demi-heure de distance de la ville, à Sirini, pour y officier, il fut arrêté par une centaine de soldats turcs et reconduit en ville sous escorte, comme un simple criminel.

Grande fut l'indignation de la population qui donnait des signes d'impatience. Il a fallu que l'évêque l'exhortât au calme pour que l'incident n'eût pas d'autres suites.

LE CHANTAGE ROUMAIN

Dans la chapelle de la légation grecque de Bucarest on a trouvé la jolie lettre que voici :

Bucarest, 27 octobre 1905.

« A vous les prêtres grecs,

« Nous Comité Roumain révolutionnaire nous vous avertissons que si dans 5-6 jours vous ne quittez pas Bucarest, nous vous ferons sauter en l'air à la dynamite avec votre église, ou nous vous assassinons, l'un après l'autre, comme sont assassinés par vous nos frères les Roumains en Macédoine. Pourquoi ce bouc (sic) de Patriarche ne cesse-t-il de déposer des prêtres ? Croit-il nous faire peur ? Nous l'enverrons, ainsi que vous, à (ici une injure grossière).

Que cherchez-vous, ô brutes, dans notre pays ? Ne voyez-vous pas que vous en seriez bientôt chassés.

« Vous avez parmi vous un diacre de l'église de Paris ; il sera, lui aussi, chassé dans 6 ou 7 jours.

LE COMITÉ ROUMAIN RÉVOLUTIONNAIRE.

N'est-ce pas charmant ?

A Braila, grand meeting organisé contre les Grecs. Y ont pris part des orateurs qui après avoir déversé sur les Hellènes les plus grossières injures, ont engagés ceux d'entre eux établis en Roumanie d'intervenir auprès du gouvernement hellénique pour l'amener à changer de politique... C'était là évidemment le but auquel visaient les manifestants et cela explique pourquoi le meeting a été tenu à Braila. « La ville dans laquelle s'est produite cette grande manifestation, dit La Roumanie, avait été choisie à dessein comme celle de Roumanie où les sujets hellènes sont les plus nombreux, les plus prospères et dès lors les plus puissants. »

Il est à noter que cette invitation aux Grecs de Roumanie d'intervenir auprès de leur gouvernement, n'est pas faite pour la première fois. A plusieurs reprises, la presse

gouvernementale avait, sous forme de conseil amical, indiqué que, dans l'intérêt de leur propre sûreté, les Grecs feraient bien de soumettre une pétition, dans ce sens, au cabinet d'Athènes. Cette fois, le même avis est donné sous une forme menaçante.

La Roumanie annonce que « à la suite d'irrégularités (?) constatées par M. Rascanu, inspecteur de l'enseignement privé, dans les écoles grecques de Galatz, Braila, Constantza, Soulina et Toulcea, les directeurs de ces écoles seront renvoyés devant le conseil permanent de l'instruction publique ».

D'autre part, on télégraphie de Bucarest au *Temps* qu' « une commission, présidée par le professeur Dimitrescu, a été instituée au ministère de l'instruction publique, avec mission d'examiner si les écoles grecques de Galatz, Constantza, Soulina et Toulcea, en Roumanie, répondent aux exigences des lois du pays sur l'enseignement (!). Vu le conflit gréco-roumain, on s'attend à ce que la commission propose la fermeture de ces écoles. »

D'ailleurs, l'Ecole de Galafat a été déjà fermée « pour infractions graves aux lois scolaires roumaines ».

Un de nos lecteurs, établi à Bucarest, nous envoie les noms d'une partie des Hellènes expulsés par le gouvernement roumain : 1^o Spiridion Simos, directeur de la *Patris* ; 2^o Ch. Panas, journaliste ; 3^o Christos Papadimitriou, boulanger ; 4^o G. Alexandre Poulos, employé à Galatz ; 5^o Spiro Soupinas ; 6^o Argyrio Soupinas, boucher ; 7^o C. Dendrinos, cafetier, à Constantza ; 8^o C. Stamacos, négociant, à Calafat ; 9^o Matarangas, négociant, à Giourgevo ; 10^o Veretas, négociant, à Giourgevo ; 11^o Léonidas Grammaticou, négociant ; 12^o Phocion Sphaelos, employé ; 13^o Elie Koutsoyannopoulos, employé de commerce.

Cette liste est loin d'être complète.

De Grevena au *Bulletin d'Orient* :

On écrit de Grévéna qu'à la suite des documents échangés entre les mouktars de Samarina et le caimakam de Grévéna, ce fonctionnaire, notamment aux gages de la propagande roumaine, n'a pas hésité à leur envoyer une nouvelle sommation écrite cette fois en turc et accompagnée d'une traduction en roumain. Il a reçu la réponse suivante :

« Très Illustre Caimakam ben effendi,

« Nous soussignés, mouktars et azas des quatre quartiers du village de Samarina, « avons l'honneur de faire savoir respectueusement à votre Gloire que nous avons « reçu il y a quelques jours un document écrit en turc avec traduction en roumain. « Comme, ainsi que le sait Votre Gloire, « nous ne connaissons pas les lettres turques, attendu que nous et nos enfants nous « nous servons de la langue grecque, qui est enseignée dans nos écoles et qui est la seule « que nous sachions et comme, d'autre part, « Notre respecté Gouvernement joignait tous les jours jusqu'ici à ses ordres une traduction en grec, nous avons l'honneur de sup-

« plier votre Excellence de nous envoyer une traduction grecque de sa dernière pièce afin que nous puissions prendre connaissance de son contenu.

(Suivent les signatures).

Les noms des notables Koutsovlaques de Samarina, condamnés pour avoir refusé de se laisser inscrire comme Roumains sont : 1^o Pericles Hadji-Biros ; 2^o Dém. Piténis ; 3^o G. Tsoussanis ; 4^o J. Aghoroyannis ; 5^o J. Anthoulis ; 6^o M. Papazissis ; 7^o Xéophon Matcussios ; 8^o M. Lazarou ; 9^o N. Tégos ; 10^o M. Paschos ; 11^o Zisis Tsimou ; 12^o N. Bessios ; 13^o Karayannis Vasdeskis ; 14^o D. Mitsibonas ; 15^o Charalambos Crayas ; 16^o J. Copanos ; 17^o N. Rotsios ; 18^o T. Tahas ; 19^o T. Kokras ; 20^o Ad. Pivoulas ; 21^o T. Mandravélis ; 22^o D. Ziannas.

*

On annonce de Metsovon que les opérations de recrutement sont terminées. Dans cette ville, qui constitue l'agglomération koutsovlaque la plus importante, trois habitants se sont seulement déclarés « roumanisants ». La propagande avait sans doute négligé de s'assurer le concours de Kaïmacam, comme elle l'a fait pour celui de Grévéna.

D'ailleurs ces trois roumanisants sont : l'instituteur roumain Bilibassis : A Topis, dont les frères sont boursiers de la propagande et Mihoutos, dont le fils a été enrôlé comme officier dans la marine roumaine.

On annonce d'Elassona que deux agents de la propagande roumaine ont attaqué à Damassi la maison où habitait le riche berger koutsovlaque, Constantin Kianas. On savait que celui-ci se trouvait seul. La tentative échoua, Kianas s'étant réveillé à temps. Plainte a été déposée entre les mains des autorités.

REVUE DE LA PRESSE

Grèce et Roumanie

Extrait d'un article de M. J. L. Brunet, dans *Les Actualités diplomatiques et coloniales* :

En réalité, la politique roumaine a subi un échec parce qu'elle n'a pas compté avec des faits historiquement établis. A en juger par les protestations qui s'élèvent aujourd'hui de toutes parts parmi les Koutzo-Valaques, ceux-ci se considèrent comme Grecs et ne demandent qu'à le rester.

La *Nouvelle Presse Libre*, la *Wiener Allgemeine Zeitung* et d'autres journaux viennois qui, habituellement, témoignent de vives sympathies à la Roumanie, n'ont pas hésité, dans les circonstances actuelles, à défendre le point de vue grec et à ouvrir leurs colonnes aux protestations koutzo-valaques.

A Bucarest, on se trompe quand on accuse le gouvernement grec d'avoir influencé le patriarche œcuménique dans un sens hostile à la Roumanie. Le patriarche agit toujours sous sa propre responsabilité ; il ne prend conseil de personne, pas même du cabinet d'Athènes.

En invoquant un tel grief, le gouvernement de Bucarest prouve une fois de plus qu'il a tort et que tout doit lui servir de prétexte à incriminer la Grèce.

Bien que tous les torts soient de leur côté — et aucun juge impartial ne peut avoir de doute à ce sujet — les cercles dirigeants de Bucarest ont eu hâte d'ameuter la population roumaine contre les Grecs qui vivent en Roumanie. Des marchands grecs ont été malmenés, leur existence a été mise en péril. Des lettres de menaces ont été adressées à la légation grecque de Bucarest. Le drapeau grec a été insulté. Le directeur et les rédacteurs du journal grec *Patris* ont été expulsés. Des cris in-

jurieux ont été proférés contre la Grèce, etc., etc. Il eût été incompréhensible qu'à Athènes on fût demeuré indifférent à ces procédés inqualifiables. Ce qui devait arriver est arrivé. Les membres de la légation grecque ont été rappelés. Naturellement, cette mesure absolument justifiable du cabinet d'Athènes a porté, en Roumanie, l'irritation à son comble. Aussitôt, les ministres roumains ont décrété des représailles contre la paisible population grecque résidant en Roumanie et contre les bateaux de commerce.

Combien de temps va durer ce conflit ? Personne ne peut le dire ; sans doute jusqu'au jour où la raison reviendra au cabinet Cantacuzène. Il est en tout cas surprenant que, dans certains pays, on veuille excuser la Roumanie et approuver son attitude.

La vérité est que la Grèce est dans son bon droit. Elle a d'importants intérêts en Macédoine, tandis que la Roumanie n'y a joué aucun rôle jusqu'au printemps dernier. L'idiome qu'ils parlent, leurs traditions, leurs coutumes, leurs sympathies, rattachent les Koutzo-Valaques à l'hellenisme. Vouloir leur donner une autre origine, c'est travestir l'histoire.

On a essayé de faire croire que la Grèce avait envoyé des bandes par delà la frontière. Cela est faux. En réalité, les éléments grecs de Macédoine se sont organisés en bandes pour se défendre contre les exactions des bandes bulgares.

Encore une fois, il est infiniment regrettable que deux pays dont la coopération serait si profitable à la péninsule balkanique, aient engagé l'un contre l'autre une lutte sans merci. Mais la Grèce n'en est nullement responsable ; elle n'a fait que répondre, comme son honneur national l'exigeait, à des insultes et à des mesures vexatoires que rien, dans son attitude, n'avait justifiées. Espérons que la Roumanie arrivera bientôt à reconnaître ses torts.

Les vues de l'Italie sur Corfou

Sous ce titre nous lisons dans *l'Hellenismos* (édition grecque d'Athènes), 10-23 novembre :

Depuis longtemps, Corfou est le centre d'une propagande italienne des plus actives. L'Italie y est représentée par le fameux M. de Gubernatis, l'artisan principal des menées italiennes en Epire.

On sait, que c'est lui qui en 1878, fut envoyé à Préveza pour assister à la conférence grecque qui s'y tenait en cette année au sujet de la cession à la Grèce de cette partie de l'Epire qui s'étend jusqu'à la vallée du Thyamis, conformément à la décision du Congrès de Berlin. Il va sans dire que le séjour dans la capitale des îles ionniennes d'un agent politique aussi vigilant, n'est pas inutile et que son poste n'est pas une sinécure. L'île de Corfou, une récente politique italienne l'englobe dans la zone de l'*Italia irredenta*. Et à côté des établissements congréganistes que les Italiens y ont fondés pour les deux sexes, des sections de différentes associations de propagande y ont été créées, entre autres, récemment, de la Société *Danti Alighieri*.

L'opinion publique à Corfou a commencé à s'en émouvoir. Et c'est par la plume de M. B. Lando qu'elle fait entendre le premier cri d'alarme. M. Lando, avec preuves à l'appui, a entrepris dans l'*Ephimeris ton Eidiseion* de Corfou une campagne qui aboutit à des révélations scandaleuses qui ne manqueront sans doute pas d'attirer l'attention du gouvernement hellénique sur les menées, pleines d'habileté, de cette propagande italienne.

Corfou est une île se rattachant à l'Epire. En la choisissant comme centre d'activité, on vise évidemment à s'en servir pour combattre l'hellenisme épirette et en poursuivre l'*« albanisation »*. Et lorsque, se dit-on, la patrie de Pyrrhus sera tombée entre les mains de l'Italie, Corfou ne pourra plus exister en tant que possession grecque...

M. Lando dénonce avec raison la trop grande liberté accordée par le gouvernement grec à ces

établissements, sur lesquels nul contrôle ne s'exerce. Sans doute, la loi hellène, très libérale, respecte tout établissement étranger, mais ce respect ne lui est dû que tout autant que le but poursuivi n'est pas incompatible avec la sécurité de l'Etat et les intérêts du pays.

Nous avons à Corfou, deux écoles italiennes, une société mutualiste, une association *Dante Alighieri*. On a tenté, il n'y a pas longtemps, d'y créer une section de la *Società helleno-latina*. Et à nouveau on invite les Corfiotes à assister dimanche prochain, à l'inauguration d'une autre institution italienne, dont le but est aux termes des statuts que nous avons eus sous les yeux « la propagation de la langue italienne, symbole de la nationalité italienne, facteur d'existence politique et d'évolution économique de l'Italie dans des pays italiens, soumis à des Etats étrangers. »

A cela quoi d'étonnant ? L'Epire, l'Albanie, Corfou et toutes les îles ionniennes ne font-elles pas partie de l'*Italia irredenta* ?

L'enquête du Balkan Committee

On mande de Constantinople au *Bulletin d'Orient* :

M. W. A. Moore, secrétaire du *Balkan Committee*, a envoyé aux journaux anglais quelques notes sur un voyage qu'il a fait en Macédoine. Ce document s'occupe, entre autres, de l'antagonisme gréco-bulgare. On y trouve des tendances peu conformes avec le programme du comité qui affirme s'occuper du sort des chrétiens des Balkans sans distinction de race. Ainsi, M. Moore affirme, sans donner aucune preuve à l'appui, que les bandes gréco-macédoniennes sont encouragées dans le district de Salonique par les autorités ottomanes, qui veulent favoriser les haines entre chrétiens. Malheureusement, ces haines ne sont dues qu'en partie aux intrigues turques ; ceux qui, en ne flétrissant jamais les crimes commis par les comités, ont laissé croire à ces derniers qu'ils pouvaient continuer impunément leur œuvre d'extermination ont leur part de responsabilité. Sans ces crimes, les bandes gréco-macédoniennes n'auraient jamais été formées. Si, malgré la chasse très rigoureuse que leur ont donné les troupes turques, elles ont pu se maintenir et triompher des bandes bulgares, c'est qu'elles étaient soutenues par les populations macédoniennes. Passant au district de Monastir, M. Moore affirme que la situation y est très mauvaise et que dans la ville, elle-même, les assassinats de Bulgares sont fréquents. Pas un mot n'est dit de la situation faite aux Grecs. Le *Bulletin d'Orient* a publié pourtant deux listes très détaillées des excès dont ceux-ci avaient été victimes dans ces derniers mois. La première de cette liste comprenait dix-neuf items et la seconde dix (n° des 2 septembre et 28 octobre). Dans la ville même de Monastir étaient tombés victimes des Bulgares, les Grecs suivants : Papa-Anghélos (prêtre), D. Tzotzis, S. Tantis, P. Constantinou et les frères Papaioannou. A ces noms il faut ajouter, depuis la semaine dernière, celui de Koutsoyannis (Cf. le *Bulletin* du 4 novembre).

L'HELLENISMOS

Journal hebdomadaire grec

12, Rue Sophocle, 12

ATHÈNES

Au Siège de l'Association l'Hellenismos

Le Gérant : L. ESPARVIER.

Levallois-Perret. — Imprimerie WELLHOFF et ROCHE
55, rue Fromont.

L'Hellénisme

ORGANE MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:

France	UN AN	6 FR.
Union Postale		8 FR.

DIRECTION A PARIS

42, Rue de Grenelle (VII^e Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME
est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

A propos d'un anniversaire : le général Fabvier, par M. ALFRED MEZIÈRES, de l'Académie française.

Si vis pacem : nécessité d'organisation militaire, par M. H. S. VASNIER.

Pages Gallo-Grecques : l'Hellénisme en France ; Mme Chenier-I., par M. CONSTANTIN SATHAS.

A propos de patois macédonien : la langue des Slavophones, par M. SP. SKIADARESSI.

Le Livre jaune : Affaires de Macédoine, 1903-1905.

Lettre de Chypre : le rapport du Haut Commissaire.

Le Conflit austro-serbe : la convention serbo-bulgare.

L'influence française en Orient et les écoles grecques : d'après, la Revue de l'Enseignement Colonial.

Les Jeux Olympiques : le programme.

Echos : Constantin Caratheodory ; la Turquie et les écoles non musulmanes ; l'activité italienne en Orient ; parlement hellénique ; à l'école française d'Athènes ; les Allemands en Turquie ; affaires de Crète ; droits d'importation, mines et douanes en Turquie ; la commission financière en Macédoine ; le commerce extérieur de la Grèce ; mouvement de la navigation ; nouvelles diverses.

La situation en Macédoine ; entre Grecs, Bulgares, Serbes, Roumains et Turcs ; en Épire ; violences bulgares.

La presse étrangère : Crète et Macédoine ; le conflit gréco-roumain ; le protectorat en Orient ; les idées de M. de San Giuliano ; les Roumains jugés par eux-mêmes ; une école française à Athènes.

La presse grecque : la loi du plus fort ; souhaitons-le ; l'officier Gastoldi en Macédoine ; Italie, Grèce, Albanie ; la juridiction du patriarche ; le problème crétois.

s'enflammaient au récit de chaque combat. On croyait revivre à distance les descendants de Thémistocle et d'Epaminondas. Les poètes se laissaient tenter par la beauté des souvenirs, par ce que la gloire des anciens ajoute aux actions des modernes. Parler de Canaris et de Miaoulis, c'est parler de la mer Egée et de Salamine. Parler de Pierre Mavromichalis, bey du Magne, c'est parler du Taygète et de l'Eurotas « aux lauriers roses ». Les vers qui se répandent à travers le monde associent dans une confusion voulue le passé et le présent, le siècle de Périclès et le siècle du gouvernement insurrectionnel qui siège à Nauplie.

Il ne semble pas que cet enthousiasme littéraire ait dû gagner Fabvier. Il avait tout jeune écarté les lettres pour se consacrer aux sciences ; mais si réfractaire qu'il fût aux idées politiques, il respirait autour de lui, en France, une atmosphère imprégnée de poésie à laquelle aucun de ses contemporains n'échappe. A l'influence ambiante s'ajoute pour lui un motif personnel : le besoin d'action. Que faire en France ? User les forces de son esprit, risquer sa vie dans des conspirations sans issue. Ne valait-il pas mieux chercher au loin un emploi de son activité ? Vers 1823, l'entraînement était si général dans toute l'Europe que le départ du colonel Fabvier pour la Grèce coïncide avec celui d'un des hommes auxquels il ressemblait le moins, lord Byron. Il n'est pas sûr que ces deux grands philhellènes se soient rencontrés ; mais à la même époque, tous deux étaient emportés par le même courant de sympathie pour les insurgés.

De loin tout paraissait facile, grâce aux exploits de quelques chefs de bande amplifiés et dramatisés par la légende, grâce surtout aux coups de mains héroïques des marins de l'archipel. De près ce fut tout autre chose. Un gouvernement sans autorité, des caisses vides, des palikares indisciplinés, capables de s'embusquer derrière des rochers, mais hors d'état de se mesurer avec l'ennemi en rase campagne ; entre deux divisions, des rivalités, des haines, tous les ferment de la guerre civile. Comment faire sortir de ce chaos une organisation régulière ? C'est l'ouvrage qu'entreprit Fabvier à travers mille difficultés et mille périls, au risque de sa santé, au risque même de sa vie qui fut souvent menacée. Il y réussit à force de volonté, de patience et de courage. Bien lui en prit d'avoir fait en Perse l'apprentissage des vertus nécessaires. Le monde oriental lui offrait, à quelques années

de distance, des obstacles analogues, qui rendent toute organisation difficile, presque impossible : l'ignorance et le désordre. Pour entreprendre une tâche aussi compliquée, il fallait plus que de l'énergie. La sympathie y était indispensable. Il ne suffisait pas de souhaiter d'une manière générale l'indépendance de la Grèce, de vouloir arracher un peuple chrétien à la domination des Turcs. On ne pouvait se dévouer si complètement à la cause des Grecs, leur offrir de si grands sacrifices, qu'à la condition de les aimer.

Ce fut le cas de Fabvier. Arrivé dans le pays à la fin de 1823, il commença par observer les hommes et les choses. Sous un nom supposé, sans se présenter avec le prestige d'un colonel de la Grande-Armée, il vécut obscurément au milieu des paysans de la Messénie, il apprit leur langue, il s'habilla comme eux, il n'eut pas de peine à démêler ce qui restait de vertus saines et fortes chez ces hommes primitifs et il les aimait. Il établit depuis lors dans son esprit une distinction constante entre les défauts de certains chefs, leur ambition, leur vanité, leur mauvaise foi et les qualités foncières de la race. Il y a des Grecs qu'il méprise et qu'il traite sans ménagements ; mais la nation elle-même lui inspire une estime, une affection profondes. Il en donne tout de suite la preuve par les offres qu'il fait au gouvernement de Nauplie. Rien de plus désintéressé. En échange de ses services militaires il ne demande ni solde, ni grade. Il est entendu qu'il servira en volontaire, sans récompense.

Une fois ses services acceptés, une pensée domine toutes ses communications avec le gouvernement, la pensée du soldat qui a vu de près l'admirable organisation des armées impériales, qui sait ce que valent sur le champ de bataille des troupes instruites et disciplinées et qui ne conçoit d'autres types militaires que ceux dont il a éprouvé la force de résistance. Tout se ramène pour lui à un projet essentiel : créer en Grèce une armée régulière. Les palikares continueront, si on le veut, à faire le coup de fusil dans les montagnes. Mais ce ne sont pas eux qui chasseront les Turcs. On ne viendra à bout des troupes ottomanes et des troupes égyptiennes qu'avec des régiments solidement constitués, fortement encadrés. Il insiste pour obtenir une loi sur la conscription qui lui donnera des hommes. Une fois qu'il aura des recrues en nombre suffisant, il se charge de les former. Ce fut là, en effet, son œuvre principale, celle

Le Général FABVIER

Nous profitons de l'occasion que nous offre l'anniversaire de l'entrée à l'Acropole du général Fabvier pour consacrer les lignes suivantes à la mémoire de cet héroïque défenseur de la cause hellénique.

Au commencement du siècle dernier la guerre de l'Indépendance hellénique a éveillé dans toute l'Europe et surtout en France, un mouvement général de sympathie. La Grèce moderne profite alors des grands souvenirs de son histoire, de l'éducation classique que ses ancêtres avaient donnée au monde civilisé. L'Attique, le Péloponèse, Athènes, Sparte, Corinthe, tous ces grands noms familiers aux esprits cultivés, répétés si souvent dans les écoles, donnaient à la lutte engagée entre les Turcs et les Grecs un caractère de noblesse et de poésie incomparables. Les imaginations

à laquelle il a attaché son nom, son titre à la reconnaissance du peuple grec et sa part de célébrité.

Dans un pays où les chefs de bande entendaient servir chacun séparément, suivant leur bon plaisir, à l'heure et à l'endroit qu'ils auraient choisis, Fabvier introduit le premier l'idée de la concentration, de la résistance en commun, d'après des règles précises, sous une direction unique. Cette pensée maîtresse, qui revient comme un refrain dans sa correspondance, il la réalise autant qu'il le peut, autant que le permettent les faibles ressources dont il dispose. Il crée des bataillons en attendant qu'il puisse organiser des régiments. Ces unités de combat créées d'abord à Nauplie, sous les yeux du gouvernement, il entend les soustraire aux rivalités des partis, aux jaloussies des irréguliers, les exercer et les discipliner lui-même. Des expéditions aventureuses dans lesquelles on a exposé une partie de ses soldats trop tôt et sans discernement lui font comprendre la nécessité de s'isoler. C'est alors qu'il fonde sur les côtes de l'Argolide, dans la presqu'île de Methana une sorte de camp retranché où il devient libre de ses mouvements, où il peut établir des magasins et des dépôts. Ce petit territoire facile à défendre, qui n'est rattaché à la terre ferme que par un isthme de quelques centaines de mètres de large, s'appellera désormais Tacticopolis, la ville des réguliers.

C'est avec une poignée de ces réguliers que Fabvier réussit dans celle de ses entreprises qui eut le plus d'influence sur le sort de la Grèce. L'acropole d'Athènes, occupée par une garnison grecque était la seule place de la Grèce continentale qui résistât encore aux attaques des Turcs. Un millier d'hommes y tenaient bon contre cinq mille assiégeants. Mais les munitions commençaient à leur manquer. Le gouvernement hellénique demanda à Fabvier de les ravitailler. Jamais les irréguliers n'auraient osé tenter l'aventure. Il fallait, pour l'entreprendre, des soldats d'élite, commandés par un chef qui leur inspirât une confiance absolue. Fabvier, sûr de ses hommes et sûr de lui-même, accepta sans hésiter la dangereuse mission qu'aucun autre à sa place n'aurait été en état de remplir. Il choisit les plus braves de ses réguliers, au nombre de 530, en emmenant avec eux ses meilleurs officiers. Il ne leur révéla son projet que sur la plage de Phalère, et les voyant résolus, il tenta la fortune. Il s'agissait de traverser l'armée turque et de pénétrer dans l'Acropole pour y introduire des munitions. Chaque homme portait un sac de poudre et ne devait employer que l'arme blanche. Les pierres des fusils avaient été enlevées pour qu'on ne fût pas tenté de s'en servir, pour que la vivacité de la fusillade n'attirât pas sur les assaillants le gros de l'armée turque.

Le hardi coup de main réussit, quoique la lune dans son plein éclairât tous les mouvements des réguliers. Se sentant découverts, ils prirent le pas de charge et, les philhellènes en tête, traversèrent en courant l'espace qui séparait les retranchements turcs de la place. Ce fut cette provision de poudre qui permit aux assiégés de prolonger leur résistance six mois encore. Pour la Grèce l'heure était décisive. Si Athènes avait succombé plus tôt, si l'Attique tout entière fût tombée entre les mains du

Séraskier, les négociateurs anglais, français et russes qui allaient signer le traité de Londres, auraient eu beaucoup de peine à la faire comprendre dans le territoire réservé au nouvel Etat. La Grèce eût dû se contenter de la Morée et des îles. L'entrée du colonel Fabvier à l'Acropole et les six mois qu'il y passa, au milieu des plus cruelles privations, fut par conséquent le point culminant de sa carrière. Cela seul suffit à assurer sa célébrité, à défendre son nom de l'oubli. Ce qu'il avait fait auparavant, ce qu'il a fait depuis, des centaines d'autres l'ont fait. Ce qui lui appartient en propre, ce qui fait son titre de gloire personnel, c'est qu'il ait sauvé et délivré un pays.

Peu importe après cela qu'il ait été nommé général par le gouvernement de juillet, puis pair de France, et que les électeurs du département de la Meurthe l'aient envoyé siéger à l'Assemblée législative. Fabvier serait mort au lendemain de la signature du traité de Londres qui consacrait l'indépendance de la Grèce, que sa gloire fut restée la même, son nom aussi justement célèbre. Il y a d'autres philhellènes de toutes nationalités, pleins de désintéressement, dévoués et braves. Mais il reste le type par excellence. La reconnaissance des Grecs ne s'y trompe pas. Elle le désigne comme le représentant véritable du philhellénisme, de même qu'elle désigne la France, son pays, comme la nation qui a le plus fait pour la Grèce. Lorsque, en 1870, 1.500 volontaires grecs sont venus au secours de la France avec un si généreux élan, sans vouloir de grades, sans demander de solde, ils entendaient payer la dette de leur patrie, ils invoquaient le souvenir de Fabvier et du corps expéditionnaire qu'après lui, le général Maison avait conduit en Morée.

Alfred MÉZIÈRES.
de l'Académie française.

SI VIS PACEM...

Dans un article des plus intéressants, qui a paru dans cette revue (1 décembre 1905), M. de Coubertin engageait les Hellènes à ne s'occuper que d'attirer davantage les étrangers en Grèce, de transformer la Thessalie en un immense grenier à blé, d'ériger à Athènes la première université du monde — idéal aussi excellent à viser que difficile à atteindre — et, renonçant aux préoccupations de la politique — intérieure et extérieure — de négliger l'organisation militaire de leur pays pour s'adonner à un programme exclusivement pacifique.

Pas de canons, pas de guerre, dit M. de Coubertin.

Cet article a été précédé de réserves très justifiées et il me paraît motiver quelques observations.

Je voudrais bien être arrivé à l'époque où il n'y aura plus de guerre et où par conséquent il n'y aura plus besoin de canons. Je ne crois pas cela absolument chimérique.

Vers le X^e siècle de notre ère, la trêve de Dieu, obligeant d'interrompre les combats chaque semaine pendant quatre jours et en ou-

tre pendant quelques fêtes religieuses, fut un grand bienfait, un calme relatif. Vers le début du XIII^e siècle, l'ordonnance royale défendant en France aux seigneurs d'entreprendre une guerre privée pour se venger d'une injure ayant quarante jours révolus, à partir de l'injure reçue, fut considérée à juste titre comme un grand progrès. D'autres progrès sensibles ont été accomplis depuis. Ils ont été lents, il y a eu des retours en arrière, par exemple au sujet de la façon de déclarer la guerre; ils permettent cependant d'en espérer de nouveaux et il est légitime d'y travailler.

Mais ce qui actuellement serait naïf et déraisonnable ce n'est pas, comme on a pu le dire, d'acheter des canons, de croire que des guerres sont possibles et de s'y préparer, c'est de penser qu'il suffit de ne pas acheter de canons pour n'en avoir pas besoin et de dire qu'on ne veut pas de guerre pour n'en avoir pas à subir.

Je suis de ceux qui ont félicité le Tzar de l'initiative prise par lui au sujet de l'arbitrage, mais je crois que personne ne l'a félicité et qu'il ne se félicite pas de ne pas s'être en même temps plus complètement préparé à l'éventualité déjà très tangible d'une guerre avec le Japon.

Lorsque les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ont déclaré la guerre à l'Espagne, on savait depuis longtemps combien était vif leur désir de soustraire les Antilles à la domination espagnole et qu'il suffirait de l'incident le plus imprévu (fut-ce l'explosion d'un navire américain qui n'avait certainement pas été ordonnée par le gouvernement espagnol) pour amener un conflit armé. L'Espagne n'étant pas plus disposée à céder purement et simplement de bonne grâce les Antilles qu'elle n'avait été disposée peu d'années auparavant à céder les Carolines, la prudence lui conseillait de se mettre en mesure de défendre non seulement les Antilles, mais les Philippines et le reste car l'histoire ne permet pas d'ignorer que pour les conquérants l'appétit vient facilement en mangeant.

Or, sans entrer dans les détails sur la conduite de toutes les opérations, qui ne seraient pas à leur place ici, il suffit de rappeler que si la Russie et l'Espagne avaient été victorieuses sur mer le résultat des deux guerres eut incontestablement été différent et que, pour obtenir ce résultat, il eût fallu acheter ou fabriquer assez de bons canons, acheter ou construire assez de bons navires et avoir assez d'équipages bien préparés pour réunir et tenir prêtes des flottes supérieures à celles de leurs adversaires, ce qui n'était nullement impossible et eût coûté infiniment moins cher — même au seul point de vue pécuniaire — que les deux guerres n'ont coûté.

Mais, dit M. de Coubertin, il ne faut pas avoir le souci de la politique extérieure, la Grèce n'a pas de rôle à jouer dans les affaires européennes, la géographie la rend indépendante des disputes internationales, et s'il y avait un mot à dire, un geste à faire, ce mot sera dit, ce geste sera fait par le souverain qui possède le triple prestige d'un long règne, d'une haute valeur personnelle et d'une série de parentés augustes et d'alliances utiles.

Il y a un souverain auquel les paroles de

M. de Coubertin s'appliquent comme au roi de Grèce, c'est son illustre et vénéré père.

Or le roi de Danemark sait que son prestige, ses alliances, et même un traité assez clair, n'ont pas suffi pour obtenir la restitution du Slesvig, et il n'est certes pas convaincu qu'ils suffiraient même pour la défense de ce qui lui reste, car Sa Majesté a toujours cru indispensable, malgré de vives oppositions, de faire les dépenses nécessaires pour maintenir et augmenter la préparation à cette défense.

Et si par exemple la Crète n'est pas venue — comme la Grèce suivant M. de Coubertin — *indépendante des disputes internationales*; comme il est absolument certain que Sa Majesté le roi Georges a fait tout ce qui dépendait de lui pour la réalisation des vœux communs et légitimes de la Grèce propre et de la Crète, il faut en conclure que pour la Grèce, comme pour le Danemark, le seul prestige du souverain et ce que M. de Coubertin appelle les alliances *utiles* ne suffisent pas pour résoudre toutes les difficultés.

Quant à l'assertion que la Grèce n'a pas de rôle à jouer dans les affaires européennes et que sa situation géographique la rend indépendante des disputes internationales, les faits portés par l'*Hellénisme* à la connaissance de tous ses lecteurs et un simple coup d'œil sur une carte de la péninsule des Balkans suffisent pour démontrer combien elle est erronée.

Allons plus loin.

Je parlais tout à l'heure du Danemark. Peut-on soutenir que ce pays n'a aucune chance de recouvrer le Slesvig par la force, que, s'il se résignait absolument et définitivement à l'annexion contre laquelle protestent les Slesvigois, il n'aurait pas à craindre d'agression brutale et que, dès lors, les dépenses pour les armements sont inutiles?

Je viens d'exposer que ce n'est pas l'avis du roi Christian et je crois qu'il a raison, mais je reconnaissais que, dans l'état actuel de l'Europe, on peut invoquer des arguments sérieux à l'appui de l'avis contraire.

En serait-il de même pour la Grèce, au cas où elle prendrait le parti — que je ne lui conseille nullement et pour l'adoption duquel l'*Hellénisme* n'a certes pas été créé — de renoncer absolument et définitivement à toute revendication territoriale, de se contenter à tout jamais de ses limites actuelles et d'abandonner à leur sort tous les Hellènes qui habitent en dehors de ces limites?

Ici la réponse négative ne peut faire aucun doute et c'est facile à prouver.

Il suffit de se rappeler les événements accomplis depuis cinquante ans (constitution des royaumes de Roumanie, de Serbie, de la principauté de Bulgarie, etc.) et d'être un peu renseigné sur ce qui se passe en Turquie et spécialement en Macédoine pour savoir combien il serait erroné de soutenir, non seulement que la domination turque soit désormais inattaquable en Europe et qu'aucun changement n'aura plus lieu en Macédoine, mais qu'il soit impossible que des événements de nature à amener une guerre surviennent avant un délai très éloigné.

Et pour affirmer que, dans l'état d'esprit des populations des Balkans, il ne pourrait

jamais surgir entre la Grèce, tranquillement recroquevillée dans ses frontières actuelles, et la puissance qui lui serait limitrophe sur le continent quelle qu'elle fut, un de ces incidents qui amènent la guerre entre deux nations, lors même qu'une d'elles ne la voulait pas, il faudrait admettre que les Grecs sont résolus à répondre à un soufflet sur la joue droite en tendant la joue gauche, et à mettre en pratique, comme s'ils étaient les plus extraordinairement et exceptionnellement fervents de tous les bouddhistes, la

trine énoncée par M. Jaurès lorsque, dans un procès récent, questionné sur ce qu'il ferait au cas où une bête féroce l'attaquerait, il aurait, dit-on, répondu : « Si j'étais boud'histe je me laisserais dévorer. »

L'immense majorité des Grecs, comme l'immense majorité des Français — majorité dont je suis et dont je sais que M. de Coubertin fait aussi partie — n'est pas plus disposée à tendre les deux joues qu'à se laisser dévorer.

Les Grecs savent d'ailleurs que si les souvenirs de la Grèce antique contribuent à juste titre à l'intérêt qui leur a toujours été porté, ces souvenirs n'eussent pas suffi, au commencement du siècle dernier, à amener leur délivrance — malheureusement partielle — sans l'héroïsme des combattants de Missolonghi, de Souli, etc.

Il faut donc que, sans négliger pour cela de suivre les autres conseils de M. de Coubertin, les Grecs tiennent l'armée, la flotte, les arsenaux parfaitement préparés et prêts pour l'éventualité d'une guerre.

Et je ferai remarquer que l'Allemagne, à laquelle on peut reprocher d'être la principale cause de ces énormes dépenses de préparation à la guerre qui pèsent si lourdement sur l'Europe, nous montre d'autre part et n'est pas seule à nous montrer que, malgré ses conséquences fâcheuses, l'état de paix armée n'est pas inconciliable avec le développement intellectuel et matériel d'une nation.

J'arrive maintenant à la partie la plus délicate de cet article en demandant aux Grecs d'accepter un conseil d'ami, qui a le mérite de n'exiger aucun sacrifice pécuniaire pour être suivi, mais qui nécessite un certain sacrifice d'amour-propre.

Les résultats de la dernière guerre gréco-turque ont été déplorables pour la Grèce comme ceux de la dernière guerre franco-allemande pour la France.

Quand un peuple a subi de pareils échecs, il doit considérer comme chose, sinon seconde, le jugement que l'histoire portera sur les personnes; il doit rechercher d'abord quels sont les défauts d'organisation qui ont pu amener ou contribuer à amener chez deux peuples dont la bravoure n'est heureusement pas contestable, des faits tels, en France, que la capture presque complète de l'armée active; en Grèce, une retraite constante avec une résistance si faible et si peu opiniâtre que dans toute la campagne il n'y a pas eu un pour cent de pertes.

La principale cause pour la Grèce est l'insuffisance de la discipline tenant surtout à ce système qui permet à des officiers d'être candidats et députés, introduit la politique dans

l'armée de la façon la plus envahissante et la plus néfaste, incite les officiers à faire prédominer leur intérêt électoral, met aux prises supérieurs et inférieurs, donne à ceux qui sont électeurs influents et élus une situation que leur grade et leur mérite militaire ne comportent pas.

L'histoire tout entière nous montre quels avantages immenses procure une véritable discipline, et les lecteurs de l'*Hellénisme* savent combien elle contribua aux succès des Spartiates, des Macédoniens, des Romains.

Mais en présence des singulières théories que l'on voit parfois émettre à ce sujet et d'où il résulte que beaucoup de personnes croient que l'on exagère l'importance de cette qualité encore beaucoup plus nécessaire aujourd'hui, avec l'organisation des armées actuelles, le mode d'armement, le combat en ordre dispersé, qu'elle ne l'a jamais été; il est utile de rappeler un exemple récent, cité d'ailleurs très souvent de la façon la plus inexacte, celui de la guerre entre l'Angleterre et les Boers.

Les Boers avaient, à un degré rare et élevé, toutes les qualités que l'on peut désirer chez les soldats sauf la discipline.

Leurs premiers chefs étaient pleins de courage, de dévouement, ardents patriotes, excellents soldats; mais insuffisamment pourvus des connaissances nécessaires à des généraux.

Au début les Boers étaient à peu près aussi nombreux que les Anglais et ceux-ci étaient alors mal préparés, mal commandés.

Les premiers succès des Boers furent prodigieux dans les combats en rase campagne, mais ils ne surent jamais en profiter tant à cause du peu de capacité des chefs pour combiner et conduire une opération complète que de l'indiscipline des combattants.

Les sièges des villes occupées par les Anglais, à peine fortifiées, très faciles à prendre, échouèrent tous. Il est navrant de lire en détail le récit de ces sièges, des attaques au moyen desquelles des troupes médiocres mais bien disciplinées eussent facilement enlevé toutes les positions et qui aboutirent à des échecs lamentables, surtout à cause de l'indiscipline d'une partie des troupes, dont, non seulement les soldats, mais les officiers n'obéissaient pas strictement aux ordres donnés.

Lorsque les Boers furent habitués non pas à se battre — car comme combattants ils furent toujours, je le répète, des soldats d'élite admirables, exceptionnels, comme aucun pays n'en peut fournir de supérieurs — mais à la discipline, lorsque de bons généraux se furent formés chez eux, il était trop tard.

Il n'est pas besoin d'avoir des connaissances militaires pour se rendre compte de l'exactitude de ce que je dis et pour le contrôler, il suffit de lire un récit simple, précis, détaillé et exact des opérations tel que celui publié dans la *Revue du Cercle militaire*.

Et notamment le récit de la campagne terminée par la reddition de Crnjé et de tous ses compagnons et ceux des campagnes de Botha et de Dewet suffit pour montrer clairement la différence colossale entre les résultats obtenus avec des soldats de même valeur personnelle; les uns indisciplinés, insufficientement organisés, commandés par un chef brave, excellent soldat, mais peu habile et

n'ayant pas les connaissances nécessaires; les autres bien disciplinés, bien organisés, commandés par des chefs habiles formés à leur métier.

Si les Boers avaient été organisés et préparés comme les Grecs peuvent l'être, s'ils avaient eu au début des chefs capables et s'ils avaient été disciplinés, la puissante nation anglaise qui de son côté était mal préparée, dont les troupes au début étaient mal commandées, et qui avait d'ailleurs sa base d'opérations à plusieurs milliers de kilomètres, n'aurait très probablement pas pu les vaincre.

J'insiste donc sur le conseil que je me permets d'adresser aux Grecs en ajoutant que je n'émet pas seulement une opinion personnelle et que je puis m'autoriser notamment de l'avis de l'éminent général Vosseur, qui a longtemps été à la tête de la mission militaire française en Grèce.

Il faut que la discipline stricte, vraie et absolue existe dans l'armée grecque et pour cela il faut notamment qu'aucun militaire ne s'occupe d'autre chose que de l'armée et n'ait une autre situation que celle que comportent son mérite militaire et son grade.

H.-A. VASNIER.

P.-S. — Cet article était écrit quand j'ai lu dans l'*Hellénisme* du 1^{er} janvier le résumé de la troisième conférence faite à Athènes par M. Kasasis.

C'est avec le plus grand plaisir que j'ai vu combien je me trouvais d'accord avec l'éminent professeur et que, pour tous les Grecs qui pensent comme lui, mes démonstrations sont superflues et mes conseils accueillis d'avance.

Mais si le courage et l'ardent patriotisme des Grecs méritent l'hommage que je leur ai rendu et que leur rendent tous ceux qui les connaissent bien; si les conseils de pacifisme à outrance n'ont aucune chance d'être suivis par eux; si les véhéments discours de M. Kasasis excitent à juste titre le plus vif enthousiasme, il faut ne pas se borner à cet enthousiasme.

Il y a longtemps que tous les hommes compétents et clairvoyants ont signalé le danger de cette immixtion de l'élément militaire dans la politique, de son entrée dans le parlement qui, comme le dit M. Kasasis, avec des expressions encore plus énergiques que les miennes et nullement exagérées : « désorganisa l'armée et anéantit toute discipline. »

Il y a huit ans que la démonstration de ce danger fut, hélas, établie de la façon la plus cruelle et la plus incontestable par la guerre de 1897.

Et M. Kasasis doit, aujourd'hui, réclamer encore l'exécution des réformes toujours ajournées, malgré leur indiscutable et urgente nécessité.

O Grecs, ne justifiez pas autant que nous, Français, l'avons fait, ce que j'ai dit de vous ici même en parlant de votre ressemblance avec vos aïeux, par leurs qualités et par leurs défauts.

Profitez des leçons du passé. Rappelez-vous la péroration de la première philippique, dont j'ai à peine à modifier les paroles admirables pour les appliquer à l'époque actuelle dans

une traduction forcément insuffisante, mais fidèle à leur esprit qui revit si bien dans les discours de M. Kasasis :

« On ne peut complètement prévoir ce qui arrivera; mais ce qui est certain, c'est qu'il n'arrivera rien que de funeste si votre armée manque d'organisation et de discipline. »

« Ne cherchant pas à vous plaire aux dépens de vos intérêts, je me suis fait un devoir dans les circonstances présentes, de parler avec franchise et sincérité. »

« Je me suis résolu à vous donner des avis, persuadé qu'il est de votre intérêt de les suivre. »

« Que prévaille ce qui doit être le plus utile à vous tous. »

H.-A. V.

Pages Gallo-Grecques

L'Hellénisme en France.

Madame Chénier. — La Révolution française et l'Insurrection grecque.

L'histoire est loin d'avoir dit son dernier mot sur le rôle de l'hellénisme moyennageux et même moderne, qui recèle encore des secrets, mais réserve bien des surprises à celui qui soulève le voile dont il demeure enveloppé. Il n'est point jusqu'aux origines de la renaissance grecque du XIX^e siècle qui ne soient généralement ignorées.

Traités et manuels d'histoire nous apprennent que l'insurrection hellénique fut l'œuvre d'une Société, dite *Hétairie*, d'une milice indigène — les *Armatoles* ou *Klephthes* — et des philhellènes étrangers accourus en masse pour délivrer la Grèce asservie. Mais on n'a point jusqu'ici cherché à éclaircir la genèse de ces trois facteurs mystérieux d'un événement si mémorable, ni indiqué les faits qui ont pu le préparer.

Sans prétendre épouser en quelques pages un si vaste sujet, nous ne viserons qu'à l'effleurer ici, en fixant certains points d'histoire touchant cette Grèce inconnue et en esquissant l'origine des circonstances étranges et obscures dans lesquelles s'est élaboré le grand mouvement hellène et philhellène du siècle dernier.

I

On croit généralement que ce n'est qu'au lendemain de la chute de Byzance que des liens s'établirent entre l'Orient et l'Occident grâce aux savants grecs qui, fuyant l'oppression musulmane, se réfugièrent en Italie.

Bien avant le XV^e siècle, *Stratiotes* et lettrés avaient mis en contact l'Orient grec, dépositaire de la science, et l'Occident barbare. Sans parler de saint Denis, de saint Irénée, de l'empereur Julien et même de Lucien, ou de l'Académie fondée par Charlemagne à Paris, nous trouvons de ce commerce presque ininterrompu une trace curieuse dans les œuvres des anciens chroniqueurs français où l'on rencontre bien des éléments de la langue néo-hellénique. Le chroniqueur de Charlemagne, Eginhard, cite en toutes lettres un

proverbe ignoré par les folkloristes de la Grèce moderne :

« Τὸν φοργίκον φίλον ἔχεις, γείτονα οὐκέτε. »

c'est-à-dire : « As-tu un Franc comme ami, tu n'as pas de voisin. » D'autres chroniqueurs français citent divers autres proverbes grecs qui se sont conservés jusqu'à nos jours ou ont à peine été modifiés, comme par exemple : « C'est avec le chariot que le Grec prend les lièvres. » Dans le proverbe moderne au « Grec » s'est tout simplement substitué le « Turc ». D'autres dictons se retrouvent dans les anciens romans français ou italiens. Aimé de Varennes, qui avait vécu en Grèce antérieurement aux Croisades, dit expressément qu'il découvrit le roman *Philippe et Florimont* à Philippopolis et le traduisit à Andrinople; il y fait même figurer des phrases entières en grec vulgaire. Les historiens de la littérature française ne sachant comment expliquer ce mystère ont imaginé que cet Aimé de Varennes était Grec !

Bien avant les Croisades, on voit des Athéniens se rendre en France, terre hospitalière. En 685, saint Gislain arrive d'Athènes en Belgique, alors soumise au roi Dagobert. Il dit au roi : « Voyageur et exilé, ô roi, je viens dans ces terres éloignées, enfant d'Athènes, ma patrie très célèbre (*urbe nobilissima*). » Interrogé par l'évêque belge, le saint se sert du nom de sa patrie comme d'un droit à l'hospitalité : « Je suis Grec de nation, né et élevé à Athènes. » (1).

La noble cité conserve encore le prestige de son antique gloire. Et en 1208, on voit un pape, Innocent III, l'organisateur de la IV^e Croisade, octroyer en faveur d'Athènes, placée sous la domination des François Bourguignons, la fameuse bulle commençant par ces mots : « L'innovation religieuse (le christianisme) n'a pas réussi à effacer l'ancienne gloire d'Athènes; au contraire, la ville ayant adopté la religion moderne, fit de ses trois faux dieux le culte de la trinité chrétienne (2). » Il est assez surprenant, inexplicable même, que l'Eglise catholique n'ait pas convaincu d'hérésie ce pape, proclamant que le dogme de la Trinité procède non de Jérusalem, mais du Parthénon. Quelle différence entre la théocratie byzantine, outrageant la *fausse vierge*, l'exécrable divinité et les Bourguignons saluant la déesse Athéna, source de la trinité chrétienne !

A côté de saints personnages, on voit nombre de lettrés se rendre en Occident, et y jouer un rôle. Lascaris, Hermonyme, Ange Vergèze, leur nom, on le sait, est lié à la renaissance de l'hellénisme en France. Mais ce sont surtout les *Stratiotes* ou *Estradiots* (3), — ceux qui plus tard seront appelés *Armatoles* ou *Palicares*, — qui y viennent de préférence. Dans la correspondance de Filelfe, il est fait

(1) *Acta Sanctorum*, octobre. Vol. IV, p. 1031-1032.

(2) *Bibliotheca Graeca mediaevi*, VII, p. XXV.

(3) Soldats. On les appelle aussi *Argoulets* (Argoliens) et *Carabins*, comme servants à la flotte (de *Caravia* : navires). En dialecte vénitien *Stradiotto* est resté synonyme de brave. Voy. MUTINELLI, *Lessico Veneto*, m. *Stradiotto*. Les *Carabins* sont les galéotes des Byzantins. C. f. le mousse français, espagnol *moco*, italien *mozzo* (du verbe *moziare* : couper); les Milanais disent *toso*, jem. *tosa*, équivalent au latin, *tonus*, au grec τόνος, τοῦτο, τούδηδος, τοῦτη, τούτηλα, le contraire en latin *intonsus*, *comalus*, n'ayant pas les cheveux coupés : le palicare. Aussi on pourra expliquer le sobriquet de Léon le Sage, *moutso couréménos*, par *tondu en carabin*.

mention d'un grand nombre de Grecs qui, avant comme après la chute de Constantinople, se rendaient en France. Du temps où le célèbre médecin grec Thomas de Corone vivait à Paris, c'est à lui que ces voyageurs étaient recommandés, comme à son ami l'historien Ursulins. On sait que beaucoup d'entre eux se sont distingués au service de la France, tels le feudataire Georges Bisipat (Disypatus) et Mercure Bouas, qui fut le compagnon de Bayard et le premier organisateur de la cavalerie légère (1).

Guerriers et philosophes tout à la fois, les Stratoties se battent, lisent et commentent tour à tour dans leur camp la doctrine platonicienne, ainsi que l'affirme la biographie de Gonzalve de Cordoue, en notant qu'au cours d'une rencontre avec eux, le « grand capitaine » s'empara de précieux manuscrits platoniques. Il semble même que dès le IV^e siècle de notre ère, *stratiote* et *platonicien* fussent devenus synonymes, l'orateur Thémistius ayant employé le mot « stratiote » en parlant des alliés platoniciens de Dion de Syracuse (2).

Enfin, ces guerriers sont aussi souvent des poètes. On connaît les poèmes patriotiques de Michel Marullos, exhortant le roi de France, Charles VIII à venir conquérir l'Orient hellénique. Les poésies de ce Stratiate ont inspiré les lyriques de la Renaissance, unanimes à rendre les plus grands honneurs à leur « poëta divinus ». Ecoutez Pierre Ronsard saluer en une de ses plus belles élégies la mémoire de « Marullos, capitaine et poète grec, très excellent, natif de Constantinople ».

Démenez vos caroles,
Muses, et avec mes chansons
Accordez doucement les sons
De vos luths et de vos violes.
Voicy de Marulle la tombe,
Priez qu'à tout jamais du ciel
La douce manne et le doux miel,
Et la douce rosee y tombe.
Je fous la tombe de Marulle :
De luy sa tombe n'a sinon
Les vaines lettres de son nom,
Il vit là-bas avec Tibulle
Dessous les rives Elisées.
Et sous l'ombre des myrtes vers,
Au bruit des eaux, chante ses vers
Entre les âmes bien priées :
Pinçant sa lyre cornue,
En rond au beau milieu d'un val,
Tout le premier guide le bal,
Foulant au pied l'herbe mendi.
Lors que ses deux accens resplendent
Les douces flammes de l'amour,
Les héroïnes tout autour
De sa touche latine pendront.
Tibulle avec sa Délie
Danse le tenant par la main,
Corinne l'amoureuse Romain,
Et Properce tient sa Cynthie.
Mais quand ses graves sons resveillent
Les vieilles louanges des Dieux
Les esprits les plus précieux
Béans à son luth s'embrouillent.
De quoy luy né sur le rivage
D'Hellespont, a si bien chanté,
Qu'estant Grec il a surmonté
Les vieux Latins en leur langage.
Chère âme, pour les belles choses
Que j'apprens en lisant tes vers,
Prends pour présens ces lauriers verds,
Ces frais lys et ces fraîches roses.
Légère à ses os soit la terre,
Pluton le fasse un doux accueil,
Et sur le haut de ton cercueil
Toujours grimpe le verd lierre (3).

(1) De ce Stratiate, j'ai publié un bien long poème, d'après l'original de l'armoire royale de Turin, dont feu Alfred Rambaud a proposé une traduction comme digne de figurer parmi les *Documents de l'histoire de France*.

(2) Tous les Stratoties sans distinction de patrie, se glorifiaient d'être appelés *Athèniens* (*Cecropiū, progenies Codri* comme dit Marullos), ou *Ioniens* (d'où le nom *Yunani* que les Turcs et tous les asiatiques donnent aux Grecs, et surtout à Alexandre le Grand, *Skender-Yunani*). L'empereur Julien dit que des colonies militaires *athénienes* ont peuplé la Thrace et l'Asie, que Constantin le Grand s'enorgueillissait plus du titre du *général d'Athènes* que de tout son empire. Dion Cassius mentionne à Cologne sur le Rhin « le camp athénien » ; enfin on connaît le vieux roman français, *Thesée de Cologne*.

(3) Oeuvres de PIERRE DE RONSARD, Paris 1609, vol. II, p. 1120-1121.

Remontons plus haut pour écouter le Stratiate Gorguto abordant le célèbre héros Roland, par ce singulier salut :

« Je suis Grec, ô Roland, et ma patrie est le monde que je parcours en aventurier, passionnément curieux de connaître les mystères de la sublime nature. Je descends de cet ingénieux Ulysse, plein de toute fourberie... Maintenant, les vrais voleurs sont libres, et les bons se contentent d'espérer en Dieu seul. Si les scélérats étaient punis, les crimes seraient diminués, mais le malfaiteur est récompensé et l'or couvre tout méfait. Or, moi, pour être plus sûr, je pris l'habitude de vivre en imitant la pieuvre, ce molusque transparent et pur, qui prend la couleur de la pierre à laquelle il s'attache. » (1)

Avec Roland, nous sommes en plein moyen âge. On sait que l'épopée du héros français a été refaite à diverses reprises ; le texte qui nous en est parvenu, non antérieur aux Croisades, mentionne à côté des Basques d'Espagne, contre lesquels il combat, les Capadociens et les Arméniens de l'Asie, défenseurs de l'Empire byzantin. Mais ce qui est étrange, c'est le témoignage d'un auteur grave, Ogier de Busbecq, ambassadeur d'Autriche près la Porte ottomane au XVI^e siècle, qui écrit que les habitants du Pont-Euxin (les Colchiens), chez lesquels jamais les Croisés ne sont apparus, chantaient les exploits de Roland (2). Une légende sur un Roland Pontique se lit aussi dans le cycle de Trébizonde, auquel se rattache Agésilas le Colchien, Thésée et Médée.

Ce qui est plus curieux, c'est que Merlin, le célèbre poète macaronique, dans son *Orlandino* (le petit Roland), conduit son héros, né mystérieusement comme Jésus-Christ, grâce à l'intervention de l'ange Gabriel, en Epire où il organise la guerre de partisans (klefturia) ; une légende épirote nous présente un héros transformant les *armatoles en kleftes*. Marullos, aussi, dans son hymne au Soleil, dit que les Stratoties, chassés par les orthodoxes, se réfugièrent dans les cavernes pour organiser la guerre de guerillas (kleftes). C'est la même chose que chante la célèbre chanson armatolique de *Stérios*.

Ce sont là autant de preuves de ce fait indéniable que jamais, à aucun moment, l'Orient et l'Occident n'ont été totalement séparés, grâce aux guerriers, aux lettrés et aux philosophes grecs qui, venant de préférence en France, y faisaient pénétrer l'esprit hellénique. D'ailleurs, un double courant finit par s'établir, car de même que les Grecs, surtout au lendemain de la chute de Constantinople, trouvaient en France un accueil chaleureux et y rencontraient des frères d'armes et des protecteurs, les Français qui se rendaient en Orient, y étaient reçus en amis et libérateurs, selon la chronique de la Morée.

Ainsi, grâce à cette pénétration réciproque, aux liens qui s'étaient établis, l'idée hellénique

(1) DRAGONCINO DA FANO, *Marfisa Bizarre*, Venise, 1532, I, p. 10.

(2) « Ils chantent au son de ces beaux instruments les louanges de leur maîtresse, et les belles actions de leur Héros. Ils y nomment souvent un certain Roland, dont je ne puis comprendre comment ils ont eu la connaissance, si ce n'est qu'il eust passé à la mer à la suite de Godofroy de Bouillon : de quel lieu qu'il soit venu, ce ne sont que miracles que ce qu'ils en disent, que ceux que nous apprenons des plus célèbres auteurs de nos fables. » *Ambassades et Voyages en Turquie* de M. BUSBEQUINS, trad. s. Gaudon, Paris, 1616, p. 331.

nique se répandait lentement dans le monde occidental, jetant les premiers germes de la Renaissance qui ne fut donc pas un fait fortuit, mais une évolution naturelle des relations qui n'ont jamais cessé d'unir l'Orient et l'Occident.

II

Il y a juste un siècle qu'une Française, connue pour son érudition, Mme B. Briquet, publia sous les auspices de Napoléon, alors Premier Consul, un dictionnaire biographique dans lequel trouvent place toutes les femmes, d'origine française ou étrangère qui, à diverses époques avaient joué en France un rôle soit dans les lettres, soit dans la politique. Dans cet ouvrage, en dépit de son titre, on ne voit figurer qu'une seule étrangère, une Grecque, Mme Chénier, à laquelle l'auteur consacre cette courte notice :

« Chénier (Madame), mère de M. Chénier, de l'Institut national de France, est l'auteur de deux *Lettres*, dont l'une a pour objet « les *Dances* et l'autre les *Enterrements chez les Grecs*. Ces lettres qui sont bien écrites se trouvent dans le premier volume des « *Lettres sur la Grèce*, par *Guys*. » (1)

Dans cette notice, on constate qu'André, le fils ainé est passé sous silence et que le cadet Marie-Joseph est à peine mentionné. On sait que Napoléon, à qui ce dictionnaire est dédié, pour des raisons inconnues, détestait la famille Chénier, comme l'écrivit expressément Bourienne (2).

Mais il faut aussi remarquer qu'André Chénier était encore en ce moment-là ignoré du public. Lorsqu'il monta sur l'échafaud, le 8 Thermidor An II (1794), il n'avait pas encore été proclamé le plus grand lyrique du XVIII^e siècle ; ce n'est que quarante-huit ans plus tard, en 1842, que Châteaubriant appela le premier l'attention des lettrés sur ses œuvres. (3) Son frère, qui était aussi un poète en même temps qu'un prosateur de mérite, salué par Danton et Camille Desmoulins comme le véritable organisateur de la Révolution Française, jacobin passionné, s'était mêlé à toutes les luttes de parti, à toutes les menées révolutionnaires et avait pris une part active aux événements qui, à cette époque, ont bouleversé le monde. Après la mort de son frère, il fut traité de Cain, de fraticide ; on alla jusqu'à l'accuser d'avoir provoqué l'exécution d'André par pure jalouse. La calomnie n'épargna même pas la mère, « cette Grecque schismatique » comme se plaisent encore à la qualifier ses biographes modernes, qui aurait été la complice atroce de l'exécution de son fils ainé, afin qu'il ne pût porter ombrage à la carrière de Marie-Joseph, le fils chéri de son cœur ! Ces calomnies, dont aujourd'hui la critique historique a complètement fait justice, recurent, en leur temps un démenti énergique de la part de cette mère malheureuse, lorsque, après avoir gardé longtemps le silence au milieu d'une société qui lui était hostile, Mme Chénier, crut enfin de

(1) *Dictionnaire historique littéraire et bibliographique des Françaises et des Etrangères naturalisées en France connues par leurs écrits, etc.* Dédié au premier consul. Paris An XI.

(2) ROBERT DE BONNIERES, *Lettres grecques de Mme Chénier*, Paris 1879, p. 87.

(3) BEGOU DE FOUQUIÈRES, *Lettres critiques*, Paris 1881, p. 28-29.

son devoir de protester par la lettre suivante adressée au journal la *Sentinelle*:

Paris, le 26 frimaire an V.

Je viens de lire avec indignation, dans un journal, les atroces calomnies vomies contre mon plus jeune fils, Marie-Joseph Chénier, par l'in-fâme André Dumont, reste impur de ces brigands qui, sous le règne de la Terreur, ont couvert la France de larmes et de sang.

Dans ces temps affreux, quand deux de mes enfants gémissaient au fond des cachots, l'un par les ordres de Robespierre, l'autre par ceux d'André Dumont, Marie-Joseph Chénier, seule consolation de sa famille, ouvertement proscrit lui-même par Robespierre et ses complices, n'a cessé de faire des démarches pour ses frères infatunés, auprès une foule de membres des deux comités homicides. Elles n'étaient que trop infructueuses, ainsi que celles de son père.

Le vertueux André Chénier pérît assassiné le 7 thermidor, Sauveur (1), son frère, eût péri de même sans le grand événement qui arriva deux jours après.

Marie-Joseph, hautement menacé, les aurait suivis. Ses parents et ses amis savent qu'il s'était muni d'un poison violent, pour ne pas tomber aux mains des tyrans sanguinaires, dont il ne parlait à toutes les époques qu'avec une profonde horreur. Un de ceux qu'il méprisait le plus, André Dumont, ose l'accuser aujourd'hui d'avoir abandonné sa mère.

Ah ! bien loin de l'avoir abandonnée, il lui donne chaque jour de nouvelles marques de sa tendresse filiale ; c'est lui qui me tient lieu de tout, et je lui donne publiquement ce témoignage authentique, afin de soulager mon cœur maternel et de confondre ses calomniateurs.

E. L., Veuve CHÉNIER (2).

Cette Grecque, devenue Française par son mariage avec Louis Chénier, habita Paris pendant quarante-trois ans (1765-1808) ; cependant, elle était restée Grecque dans l'âme ; elle tenait tellement à son origine que, jusque dans sa vieillesse, en signant, elle faisait précéder le nom de son mari de son nom de jeune fille ; on l'avait traitée de schismatique ; le mot détonne, appliqué à une libre-penseuse. Dans ses lettres, elle ne parle jamais de religion ; morte à 79 ans, elle préféra aux cimetières chrétiens, son jardin solitaire d'Anthony, où elle fut inhumée à l'ombre d'un saule pleureur, sans la moindre cérémonie religieuse. Comme son compatriote Janus Lascaris, mort en France, dans la tristesse de l'exil, elle a peut-être souvent regretté que la terre natale ne dût abriter sa sépulture.

Une vieille paysanne d'Anthony, qui l'avait connue disait à M. de Bonnières : « Elle avait une robe claire et était bien vieille, la pauvre femme ! » Ces paroles sont la triste épitaphe de cette tombe solitaire.

Nous ignorons dans ses détails l'existence de cette femme si intéressante, que la main de la fatalité avait arrachée à sa paisible demeure de Constantinople pour la transporter dans un monde si différent, dans cette société française du XVIII^e siècle alors en pleine effervescence, travaillée par tous les ferment qui allaient bientôt amener sa dissolution. A peine trouvons-nous quelques traits qui nous la dépeignent dans la correspondance de ses pro-

ches et de ses amis. Son mari, qui était commerçant habile en même temps que distingué diplomate, nous la montre dans ses lettres en mère respectée, dirigeant l'éducation de ses enfants, sur lesquels lui-même semble exercer peu d'influence. « Votre mère, écrit-il à sa fille Hélène, établie dans l'île de Bourbon, a renoncé à toute son aristocratie et est entièrement démagogue ainsi que Joseph ; Saint-André et moi, nous sommes ce qu'on appelle des modérés, amis de l'ordre et des lois ». André écrit de Londres à son père : « Je prie ma mère d'agrérer l'assurance de mon respect ». (2) C'est par elle que son mari, alors ministre au Maroc, communiqua avec Voltaire et c'est à elle que le patriarche de Fernay, à l'occasion d'un bel ouvrage que M. Chénier venait de publier sur les Maures, adresse ses compliments :

Un vieux malade, un mourant, madame, reprend un peu de vie à la lecture d'une lettre qui vient du pays de Juba, de Massinissa et de Saint-Augustin. Je suis dans un état qui ne me permet d'entendre, et c'est ce qui fait que je souhaite passionnément d'avoir l'honneur de vous faire ma cour.

Le 1^{er} avril 1778.

VOLTAIRE (3).

Le dernier biographe de Mme Chénier, ayant découvert la maison qu'elle occupait à Paris, dans laquelle habitait à la même époque Mme Vigée-Lebrun, le peintre célèbre, présume que les soupers grecs introduits à Paris par cette artiste, ont été inspirés, sinon organisés par la dame grecque. Écoutons la description d'un de ces soupers : le caractère antique qui s'en dégage n'est pas sans nous rappeler les agapes stratotiques où ce caractère se manifeste clairement. Nous retrouverons celles-ci tout à l'heure à Venise avec l'indispensable cocoretsi (de *κόκορος* coq) (4) le coq mystique rôti à la broche dont le sang servait à la communion des compagnons qui par là devenaient frères d'armes.

« Voici, ma chère amie, le récit exact du souper le plus brillant que j'ais donné, à l'époque où l'on parlait sans cesse de mon luxe et de ma magnificence.

« Un soir, que j'avais invité douze ou quinze personnes à venir entendre une lecture du poète Lebrun, mon frère me lut pendant mon calme quelques pages des *Voyages d'Anacharsis*. Quand il arriva à l'endroit où en décrivant un dîner grec, on explique la manière de faire plusieurs sauces — : « Il faudrait, me dit-il, faire goûter cela ce soir. » Je fis aussitôt monter ma cuisinière, je la mis bien au fait, et nous convînmes qu'elle ferait une certaine sauce pour la poule, et une autre pour l'anguille. Comme j'attendais de fort jolies femmes, j'imaginais de nous costumer à la grecque, afin de faire une surprise à M. de Vaudreuil et à M. Boutin, que je savais ne devoir arriver qu'à dix heures. Mon atelier, plein de tout ce qui me servait à draper mes modèles, devait me fournir assez de vêtements, et le comte de Parois, qui logeait dans ma maison,

(1) ROBERT DE BONNIÈRES, p. 95.

(2) Id. p. 65.

(3) Id. p. 53.

(4) Pour expliquer le mot *cocoretsi* on a proposé les étymologies les plus extravagantes, même en Grèce. M. Politis a publié une énigme byzantine sur le coq qui fait allusion à la communion de son sang, premier type de la communion chrétienne. Sur le coq mystique nous est parvenue une ancienne opérette française traduite du grec, *l'Alector* ; nous y reviendrons.

rue de Cléry, avait une superbe collection de vases étrusques. Il vint précisément chez moi ce jour-là, vers quatre heures. Je lui fis part de mon projet, en sorte qu'il m'apporta une quantité de coupes, de vases, parmi lesquels je choisis. Je nettoyai tous ces objets moi-même, et je les plaçai sur une table de bois d'acajou, dressée sans nappe. Cela fait, je plaçai derrière les chaises un immense paravent, que j'eus soin de dissimuler en distance, comme on en voit dans les tableaux de Poussin. Une lampe suspendue donnait une forte lumière sur la table. Enfin, tout était préparé, jusqu'à mes costumes, lorsque la fille de Joseph Vernet, la charmante Mme Chalgrin, arriva la première. Aussitôt je la coiffai, je l'habillai. Puis vint Mme de Bonneuil, si remarquable par sa beauté, Mme Vigée, ma belle-sœur, qui, sans être aussi jolie, avait les plus beaux yeux du monde, et les voilà toutes trois métamorphosées en véritables Athéniennes.

« Le Brun Pindare entre ; on lui ôte sa poudre, on défait ses boucles de côté, et je lui ajuste sur la tête une couronne de laurier, avec laquelle je venais de peindre le jeune prince Henri de Lubomirski en Amour de la Gloire. Je l'ai représenté agenouillé devant un laurier et tressant une couronne. Ce tableau est toujours resté dans la famille ; le roi de Pologne m'a dit à Pétersbourg que jamais on n'avait voulu consentir à le lui céder pour aucun prix. Le comte de Parois avait justement un grand manteau pourpre, qui me servit à draper mon poète, dont je fis en un clin d'œil Pindare, Anacréon. Puis vint le marquis de Cubières. Tandis que l'on va chercher chez lui une guitare qu'il avait fait monter en lyre dorée, je le costume ; je costume aussi M. de Rivière (frère de ma belle-sœur), Guinguéné et Chaudet, le fameux sculpteur.

« L'heure avançait ; j'avais peu de temps pour penser à moi ; mais comme je portais toujours des robes blanches en forme de tunique, ce qu'on appelle à présent des blouses, il me suffit de mettre un voile et une couronne de fleurs sur ma tête. Je soignai principalement ma fille, charmante enfant, et Mme de Bonneuil, aujourd'hui Mme Regnault d'Angely, qui était belle comme un ange. Toutes deux étaient ravissantes à voir, portant un vase antique très léger, et s'apprétenant à nous servir à boire.

« A neuf heures et demie les préparatifs étaient terminés, et, dès que nous fûmes tous placés, l'effet de cette table était si neuf, si pittoresque, que nous nous levions, chacun à notre tour, pour aller regarder ceux qui restaient assis.

« A dix heures nous entendîmes entrer la voiture du comte de Vaudreuil et de Boutin, et quand ces deux messieurs arrivèrent devant la porte de la salle à manger dont j'avais fait ouvrir les deux battants, ils nous trouvèrent chantant le chœur de Gluck : *le dieu de Paphos et de Gnide*, que M. de Cubières accompagnait avec sa lyre.

« De mes jours, je n'ai vu deux figures aussi étonnées, aussi stupéfaites que celles de M. de Vaudreuil et de son compagnon. Ils étaient surpris et charmés, au point qu'ils restèrent un temps infini debout, avant de se décider à prendre les places que nous avions gardées pour eux.

« Outre les deux plats dont je vous ai parlé, nous avions pour souper un gâteau fait avec du miel et de raisin de Corinthe, et deux plats de légumes. A la vérité nous bûmes ce soir-là une bouteille de vieux vin de Chypre dont on m'avait fait présent ; mais voilà tout l'excès. Nous n'en restâmes pas moins très longtemps à table, où Le Brun nous récita plusieurs odes d'Anacréon qu'il avait traduites, et je ne crois pas avoir jamais passé une soirée aussi amusante.

M. Boutin et M. de Vaudreuil en étaient tellement enthousiasmés qu'ils en parlèrent le lendemain à toutes leurs connaissances. Quelques

(1) Son troisième fils Constantin-Sauveur.

(2) On voit qu'elle persiste jusqu'à sa vieillesse à signer de son nom paternel *Elisabeth Loumaka*. ROBERT DE BONNIÈRES, p. 77-78.

femmes de la cour me demandaient une seconde représentation de cette plaisanterie. Je refusai pour différentes raisons, et plusieurs d'entre elles furent blessées de mon refus. Bientôt le bruit se répandit dans le monde que ce souper m'avait coûté vingt mille francs. Le roi en parla avec humeur au marquis de Cubières, qui fort heureusement avait été un de nos convives; et qui convainquit Sa Majesté de la sottise d'un pareil propos.

« Néanmoins, ce que l'on tenait à Versailles au prix modeste de vingt mille francs, fut porté à Rome à quarante mille; à Vienne, la baronne de Strogonoff m'apprit que j'avais dépensé soixante mille francs pour mon souper grec. Vous savez qu'à Pétersbourg la somme est enfin restée fixée à quatre-vingt mille francs, et la vérité est que ce souper m'a coûté à peu près quinze francs... »

Dans ce souper tel qu'il nous est décrit, manque le bruit des coups de feu et des fusées indispensables en Grèce, alors comme aujourd'hui, aux festins et aux fêtes; cette manifestation de joie bruyante n'est pas absente d'une fête que Mme Vigée-Lebrun nous décrit et qui fut donnée, non à Paris et par des poètes, mais à Saint-Pétersbourg, par le général Mélissinos, un Grec de Céphalonie, qui, entré au service de la Russie, était parvenu par sa valeur aux plus hautes fonctions de l'Empire.

• Sa maison offrait un modèle non seulement du luxe, mais du confortable oriental... C'est dans ce boudoir (oriental) que le général nous donna un déjeuner en fruits, en fromage à la crème, et en excellent café moka, qui régala beaucoup ma fille. Il nous invita une autre fois à un très bon dîner, et le fit servir sous une belle tente turque qu'il avait rapportée de ses voyages. On avait dressé cette tente sur la pelouse fleurie qui faisait face à la maison. Nous étions une douzaine de personnes, toutes assises sur de magnifiques divans qui entouraient la table; on nous servit une quantité de fruits parfaits au dessert; ce dîner fut tout à fait asiatique, et la manière dont le général nous reçut tous donna encore plus de prix à toutes ces bonnes choses. J'aurais seulement désiré chez lui qu'on ne tirât point tout près de nous des coups de canon, mais on m'a dit que c'était l'usage chez tous les généraux d'armée (1).

Mystérieuse et insaisissable, comme toutes les prêtresses du gnosticisme hellénique, Mme Chénier est bien dépeinte par un Grec, Stratiate et poète, Nicolas Foscolo, frère d'adoption et digne émule d'André Chénier. « Elle est, dit-il, la Nuit mystique de l'Orphisme, qui donna naissance à deux enfants dont l'un représente la mort (le passé) et l'autre la vie (l'avenir) ». (2) C'est probablement à cette image du grand lyrique de Zante,

(1) Souvenirs de Mme VIGÉE LE BRUN, vol. I, lettre VII, p. 67-71, édition Charpentier. C. F. ROBERT DE BONNIÈRES, Lettres Grecques de Mme Chénier, p. 51-52.

(2) Ibidem, vol. II, p. 4-5. Il est fort probable qu'André Chénier fait allusion à ces « soupers grecs » dans ces strophes : « Et c'est Glycère », et « Fumant dans le cristal. » Les poésies grecques d'Athanase Christopoulos pourraient bien servir de commentaires à ces banquets mystiques comme aussi les poèmes byzantins mal compris de Crassopatras.

Sur la légende orphique de deux enfants de la Nuit, développée par André Chénier dans sa célèbre élégie « Les Enfants dans les bois », et imitée par Dionysios Solomos dans la chanson dite *Avgoúlo*: l'autre, voir BECQ DE FOUQUIÈRES, Lettres critiques, p. 184-187.

qu'André fait allusion quand il adresse le salut à sa terre natale, la patrie d'Orphée:

Salut, Thrace, ma mère et la mère d'Orphée,
Galata, que mes yeux désiraient dès longtemps;
Car c'est là qu'une Grecque, en son jeune printemps,
Belle, au lit d'un époux nourrisson de la France,
Me fit naître Français dans les murs de Byzance.

Les Français sont libres de juger comme il leur plaira cette schismatique, qui donna le jour à un grand poète français. Mais la Grèce régénérée doit un juste tribut de reconnaissance à la noble femme qui des rives du Bosphore transporte sur les bords de la Seine les mystères de sa nation; par la culture des anciennes traditions helléniques de liberté elle donna une forte impulsion au mouvement révolutionnaire qui a renouvelé le monde tandis que, d'autre part, elle enflammait le patriotisme hellène; son ami Guys, ardent phihellène se rendit en Grèce sur ses instances, encouragé probablement aussi par la sœur de Mme Chénier, la grand'mère de Thiers; il s'arrêta à Zante et y exerça une influence considérable sur la jeune génération d'où sont sortis tous nos poètes nationaux, les chantres inspirés de la liberté, Martelaos, Gouzelis, Foscolos, Solomos. On sait que cet émissaire de Mme Chénier tomba victime de son dévouement à une grande cause; après avoir été en butte à toute sorte de persécutions de la part des Vénitiens, il fut enfin assassiné à Zante; ce crime servit même de prétexte à Napoléon pour renverser la République vénitienne.

C'est cet apôtre fervent de la liberté qui nous aide le mieux à comprendre la physionomie si intéressante de son amie du Bosphore; il nous en a donné dans son *Voyage littéraire*, deux lettres mémorables, l'une sur les *Dances grecques*, l'autre sur les *Enterrements*.

En lisant la première de ces lettres, imprimées en 1775, on voit Mme Chénier reprocher avec sévérité à ses nouveaux compatriotes l'abandon des coutumes et des usages traditionnels qui sont l'âme même des nations. Décrivant la danse de la corporation des bouchers macédoniens à Constantinople, elle s'attache à démontrer que cette danse rappelle les épreuves que la nation grecque a traversée, les gloires de la Macédoine, la conquête de l'Asie, par Alexandre-le-Grand (1). La description que Mme Chénier nous en donne, concorde avec l'image très animée que nous en a retracé Michel Psellos, ministre de l'empereur Constantin X, dans son récit de la grande révolte macédonienne de Tornikis.

On peut dire de la lettre de Mme Chénier, qu'elle est le meilleur ou plutôt le seul commentaire que nous possédions d'un texte qui a provoqué de longues discussions parmi les philologues. L'empereur Constantin Porphyrogennète, dans son précieux *Recueil des Cérémonies de la Cour de Byzance*, où tous les usages et les coutumes de cette cour au X^e siècle, nous sont conservés, consacre deux longs chapitres à la fête dite des bouchers (2), qui avait lieu dans le cirque de

(1) On sait que pour les Grecs la danse a été une institution vraiment nationale, dit une inscription des temps romains (Sophocles, Greek glossary au mot σύρτος). On connaît le discours de l'orateur Aristide contre les danseurs pantomimiques de Syrie et la réfutation de Libanius. Isidore, archevêque de Thessalonique (XIV^e s.), désigne la danse des Macédoniens comme une institution inseparable du culte de saint Démétrius.

(2) *M. Chénier*.

Constantinople. Les deux factions de l'Hipodrome, les Venètes et les Prassines, ayant à leur tête les démarques et le préfet de la ville, prenaient part à cette solennité, chantant et dansant devant l'empereur entouré de sa cour; les chœurs entonnaient alternativement des hymnes au printemps et aux empereurs : « Voici, disaient-ils, que le doux printemps paraît de nouveau, nous apportant santé, joie et prospérité, et les autres vers d'usage, » ainsi que dit le texte impérial. Les factions, ajoute le livre, dansaient la danse *apélatique*, celle que Psellos appelle macédonienne, consistant à frapper le sol du pied en exécutant diverses figures, danse qui est encore aujourd'hui appelée par des Grecs *λεπτίζοντας χορός* terme synonyme de celui d'*apélatique* (danse des brigands).

Il est à remarquer dans la description de la danse donnée par l'empereur que celle-ci était dirigée par un jeune homme (*γεννητός*) qui, posté à la droite du préfet de la ville, après avoir chanté les louanges des empereurs, s'écriait : « Gloire à celui qui secourt nos rois » tandis que les factions réunies reprenaient : « Un seul est notre Dieu et les autres paroles habituelles » d'après les termes du texte impérial. Ce jeune homme, le coryphée de la danse, personnifiait le jeune général (Alexandre-le-Grand), au sujet duquel Mme Chénier nous donne des informations si intéressantes.

C'est ainsi que la « Lettre sur les danses grecques » est un commentaire détaillé du passage des Cérémonies relatif à la danse des bouchers; elle vient nous expliquer pourquoi ce nom lui fut donné, elle nous en fait comprendre le sujet et le caractère et nous donne le mot de l'énigme que s'est en vain posée le savant Reiske (1), dans son édition de l'ouvrage du Porphyrogennète faite avec un rare luxe d'érudition.

Mais il est temps de laisser parler Mme Chénier :

LETTER DE MADAME CHÉNIER
SUR LES DANSES GRECQUES, ADRESSÉE
A M. GUYS

Je relis toujours avec un nouveau plaisir, Monsieur, ce que vous avez écrit sur les Grecs. Le parallèle que vous faites de cette nation parvenue à la célébrité, avec les Grecs modernes asservis et subjugués par un peuple barbare, est de la plus grande justesse. La Grèce ancienne, peuplée de cette foule de héros que la fable a divinisés, arrosée par les eaux fécondes de l'Hippocrate, illustrée par la naissance des Muses, ressemblait à un jardin toujours paré des seules mains de la nature. La Grèce moderne, ayant perdu sa liberté, n'a plus les mêmes ornemens; mais la Nature qui n'est point marâtre, lui a conservé son génie, et l'on ne peut disconvenir, d'après vous, que les Grecs, tout défigurés qu'ils sont, ne soient encore reconnaissables. Quoique Athènes et Lacédémone n'aient plus de législateurs, de philosophes, ni de guerriers; quoique la Grèce n'ait plus d'Homère, elle ne laisse pas, comme vous l'observez très-judicieusement, de conserver son caractère et son génie qui, aidés de la liberté, feront encore renaitre de ses cendres les mêmes hommes et les mêmes vertus.

Telles sont, Monsieur, les réflexions que j'ai faites à la lecture de votre livre, dont je voudrois

(1) « Quod antem Iudus hic curulis vel circensis mactariarius fuerit appellatus... non novi. » Const. Porphyrog. Vol. II, p. 344, édition de Bonn.

pouvoir vous dire tout le bien qu'il mérite, et tout celui que j'en pense; mais comme mon suffrage pourroit paroître intéressé, je me borne à vous faire, au nom de la Grèce moderne, le plus juste hommage de notre reconnaissance, puisqu'en remuant les cendres de nos pères, vous tirez les Grecs de l'oubli où le temps, les préjugés, et la barbarie de leurs conquérants les avoient ensevelis.

Encouragée par votre exemple, Monsieur, autant que par vos conseils, je me suis hasardée à ajouter quelques observations à celles que vous avez vous-même faites sur les danses grecques, dans votre treizième lettre. Les remarques savantes dont vous avez embelli cette partie des amusements de la Grèce, rendent vos recherches d'autant plus intéressantes qu'elles ne permettent pas même de douter que les Grecs n'ont rien fait au hasard, et qu'ils ont voulu apprendre à la postérité que, jusqu'aux amusements les plus simples, tout doit concourir au bien de la société et à son avantage. Ce n'est pas seulement sur des monuments périsables, exposés à la rigueur des temps et à la barbarie des hommes, que les Grecs ont voulu nous conserver le souvenir de leurs goûts, de leurs usages et du rapport qu'ils avoient avec les événemens : des tableaux vivans qui se reproduisent sans cesse ; les danses dont les mères, dans le sein de leurs familles, ont soin de donner la leçon et l'exemple à leurs enfans, retracent encore aujourd'hui aux yeux clairvoyans ce que la Grèce a eu de remarquable dans les siècles les plus reculés.

La danse appelée la *Candiote*, moins intéressante par elle-même, que par son origine et par les grâces dont vous la peignez, s'est conservée telle qu'elle a dû être dans les siècles fabuleux, et j'y trouve avec tous une partie de l'histoire de Dédale, de Thésée, et d'Ariadne. « De la Candiote », dites-vous (1), « est venue la danse grecque que les infirmes ont conservée. Pour vérifier la comparaison, il reste à voir comment cette danse de Dédale en a produit une autre qui n'étoit que l'imitation plus composée du même dessin. »

Voici, Monsieur, quelle seroit mon opinion sur les variations de cette danse qui, quoique toujours la même quant au fond, ne diffère que par les circonstances. Dédale composa sa danse pour conserver la mémoire de son ingénieux édifice, et pour que la belle Ariadne pût en connoître tous les détours ; alors la *Candiote* se danse sans rien tenir à la main, parce qu'il ne s'agit que de désigner les détours du labyrinthe.

Quand on danse la *Candiote* avec un cordon, je croirois assez que c'est en mémoire du peloton de fil qu'Ariadne avoit donné à Thésée, et par le secours duquel ce héros, après avoir vaincu le Minotaure, sortit triomphant du labyrinthe.

Si l'on danse plus souvent encore la *Candiote* avec un mouchoir à la main (et alors elle exige plus de vivacité) il est vraisemblable que c'est pour rappeler et peindre la douleur d'Ariadne, quand elle fut abandonnée par Thésée dans l'isle de Naxos (Naxie) ; on croit voir cette princesse désolée, entourée de ses femmes, les cheveux épars, sa robe négligemment trainante, son voile déchiré dont elle tient une partie dans sa main, tantôt pour essuyer ses larmes, tantôt pour faire un signal à Thésée qui est emporté par son vaisseau. Agitée entre la crainte, l'espérance et l'amour, elle aime encore trop Thésée pour vouloir l'accuser ; elle accuse les éléments : « Non », doit-elle dire. « Thésée n'est point infidèle ; un héros aussi grand que lui ne sauroit ternir par une trahison l'éclat de ses

Non. Thésée n'est point assez ingrat pour « oublier une princesse qui l'a tant aimé, que, « pour le suivre, elle a abandonné son père et son pays. C'est toi, onde fugitive, qui par ta nature n'es jamais stable, qui seule emportes mon cher Thésée. » Cette apostrophe m'a paru nécessaire pour donner à cette circonstance de la danse la liaison historique qu'elle doit avoir : puisque

Ariadne, s'adressant ensuite au vaisseau même de Thésée, lui dit :

Καράδην δπου εμίστης κ' ἐπήρες τὸν καλόν μου, τὰ μάτια καὶ τὸ φῶς μου, γιὰ στρέψου φέρε μὲ τοὺς, γιὰ θέλα πάρ' κ' ἐμένα.

« Navire qui êtes parti et qui m'enlevez mon bien-aimé, la lumière de mes yeux, revenez pour me le rendre ou pour m'emmener aussi. »

Vous vous rappellerez peut-être, Monsieur, d'avoir entendu cette chanson (1) quand on danse la *Candiote*, que l'on appelle plus communément aujourd'hui la danse grecque : le chœur répond sur le même air :

Καραβούρι ἀφέντη μου, καὶ ναύκλερε φυχή μου, τὴν θελωτὴν ζωὴν μου, γιὰ στρέψου φέρε μὲ τοὺς, γιὰ θέλα ἔπαιρε καὶ ἐμένα.

« Maître du navire, mon seigneur, et vous nicher, mon âme, que ferai-je de ma vie : ou revenez pour me le rendre, ou pour m'emmener aussi. »

C'est donc dans la différence des positions de Dédale, de Thésée et d'Ariadne que je crois avoir trouvé les différences que vous observerez dans la façon de danser la *Candiote*, d'autant plus que le mouvement même de ces danses doit exprimer la diversité des circonstances ; et je serois infiniment flattée, si je me rencontrais, à cet égard, de même opinion avec vous.

Je vais vous parler de l'*Arnaoute*. C'est avec raison, Monsieur, que vous mettez cette danse au nombre des danses militaires : elle en a tous les caractères, et je ne l'ai jamais vu danser, telle que les Grecs la dansent publiquement à leurs fêtes de Pâques, que je ne me sois représenté la marche et les mouvements de la phalange macédonienne, ayant à sa tête Alexandre-le-Grand.

Cette danse a reçu son nom des *Arnautes* peuples qui habitent l'ancienne Macédoine, et qui paroissent conserver dans leur figure ainsi que dans leurs habits ce caractère militaire qui a toujours distingué les Macédoniens, et qui, dans les différentes confédérations de la Grèce, les a mis au-dessus du reste des Grecs.

L'*Arnaoute*, que vous auriez décrite bien mieux que moi, Monsieur, se danse à Pétra, et plus communément encore à la place de l'Hippodrome, à Constantinople par deux ou trois-cents *Kassab-oglan* (2), et quelquefois davantage ; ils sont rangés l'un à côté de l'autre et se tiennent par la ceinture pour être serrés de plus près : ils font le même pas et semblent ne former qu'un corps. Ils ont à leur tête deux danseurs détachés qui ont un long couteau à la main : l'un d'eux est distingué par la richesse de ses habits, et par une houpe sur son bonnet qui représente un panache. Quinze autres danseurs détachés aussi de cette file et figurant avec elle, sont également armés, les uns avec des couteaux, les autres avec des bâtons ou de *Camchik* (3). Ne reconnoissez-vous dans les deux premiers, Alexandre avec Ephéstion, et ne croyez-vous pas voir dans les autres Parménion, Séleucus, Antigone, Ptolémée, Cassandre, et autres capitaines d'Alexandre ? Ces capitaines, dans la mesure et le

(1) On appelle ce changement d'air *Kata-Koplos*, tout coupé ; ce qui paraît signifier le signal de division.

(2) La danse divisée en pelotons représente autant de détachements, parce qu'il n'était pas praticable que la Phalange pût passer le Granique sur sa longueur.

(3) Cette danse n'ayant d'autre objet que de peindre quelques actions d'Alexandre, on ne la cite pas comme un monument qui doive être assujetti à toute l'exactitude de l'histoire. Cependant, quoiqu'au passage du Granique, Alexandre ait attaqué les Perses avec sa cavalerie, on voit dans le supplément de J. Freinshemius à l'histoire de Quint-Curce, liv. 2, que la cavalerie des Perses ne prit la fuite qu'à la vue de la phalange macédonienne, qui, ayant aussi passé le fleuve, attaqua le corps de l'armée et le défit.

(4) A la suite de la danse, il y a quelques gens qui, comme les vivandiers, portent des cruches pleines de vin, pour donner à leurs camarades, indépendamment de celui que les Dames leur font distribuer, pour renfermer longtemps la danse sous leurs fenêtres.

(5) Dans ces combats qui ressemblent à ceux des Lapithes, il est resté quelques fois quinze et vingt hommes sur la place. C'est à ces excès qu'il faut attribuer l'interdiction des danses publiques défendues depuis quelque temps à Constantinople. Les Janissaires marquaient aussi quelque jalouse de voir les infidèles armés, quand eux, vrais croyants, n'ont pas la liberté de l'être.

Les danses publiques, aux fêtes de Pâques, étoient chez les Grecs une marque éclatante de réjouissance ; il peut se faire que la dispense appartient au Patriarche, qui n'ayant plus aujourd'hui la même autorité, va, au nom de la nation, demander par un placet au Grand Visir la liberté des danses ; mais il a soin de se faire prévenir par un autre placet, pour qu'elle ne soit point accordée qu'au maintien des priviléges nationaux, et il prévient le mauvais effet qui résulte toujours de cette tolérance.

Il est à craindre que la conduite que les Grecs ont tenue dans la guerre de Turquie ne soit pour eux une dernière révolution, et n'opère la consommation de leur esclavage. Cette ombre d'autorité qui du trône des Constantins avait été transportée en Valachie et en Moldavie, paraît être à son terme, et l'on ne verra

mouvement de la danse, viennent successivement faire une génuflexion devant leur général, qui de son arme ou de sa main leur fait un signe pour porter ses ordres dans tous les rangs. Ces capitaines, après ce signal, parcourent cette file en diligence. En se partageant dans le centre et les extrémités, ils frappent vivement du pied et du *Camchik* contre terre, et cette milice dansante fait alors un mouvement en arrière ; ensuite on la remet au pas ferme, et, pendant qu'elle semble s'ébranler, ou qu'elle danse sans bouger de sa place, le général et son second, suivis de quinze capitaines, parcourent encore en cadence et font le tour de la file. Le général alors a les mains derrière le dos ; il regarde fièrement, et avec un air de confiance, chacun des danseurs, qui font des génuflexions, à mesure qu'il passe devant eux. Lorsque le chef revient à son poste, après avoir fait la revue de sa troupe, on voit approcher une autre danse qui représente sans doute l'armée de Darius. Alors le général, avec les quinze capitaines font un instant une danse en rond qui semble figurer un conseil de guerre ; après cela, les instruments jouent plus vite ; les capitaines partent en diligence pour hâter la marche de l'armée, et la danse, qui en est l'image, s'avance elle-même à grands pas. L'air des instruments change ensuite tout-à-coup (1) ; les danseurs se divisent en pelotons qui ont chacun à leur tête un *Coryphée*, et ils s'avancent en sautillant. Je ne sais, Monsieur, si l'on seroit pas fondé à croire que cette position représente le passage de Granique (2) ; les danseurs, qui font ici les soldats d'Alexandre, vont en sautillant, pour marquer ou la véracité d'une action ou plus vraisemblablement les obstacles que le terrain ou l'impétuosité des eaux opposent à leur passage (3). Après que la première danse a peint ces difficultés, le premier air recommence ; la danse reprend sa première figure et ne forme qu'une ligne qui se trouve en face de la troupe qui vient lui disputer le terrain. Les deux danses opposées l'une à l'autre dans une sorte d'agitation, représentent le choc des deux armées ; et l'image d'une attaque qui n'est que de pure convention, dégénère ordinairement en un combat réel entre ces jeunes gens, parce qu'échauffés par la danse et par le vin (4), ils s'emportent insensiblement, et représentent au naturel l'acharnement d'une mêlée, dont la danse ne devoit être qu'une légère imitation (5).

(1) On appelle ce changement d'air *Kata-Koplos*, tout coupé ; ce qui paraît signifier le signal de division.

(2) La danse divisée en pelotons représente autant de détachements, parce qu'il n'était pas praticable que la Phalange pût passer le Granique sur sa longueur.

(3) Cette danse n'ayant d'autre objet que de peindre quelques actions d'Alexandre, on ne la cite pas comme un monument qui doive être assujetti à toute l'exactitude de l'histoire. Cependant, quoiqu'au passage du Granique, Alexandre ait attaqué les Perses avec sa cavalerie, on voit dans le supplément de J. Freinshemius à l'histoire de Quint-Curce, liv. 2, que la cavalerie des Perses ne prit la fuite qu'à la vue de la phalange macédonienne, qui, ayant aussi passé le fleuve, attaqua le corps de l'armée et le défit.

(4) A la suite de la danse, il y a quelques gens qui, comme les vivandiers, portent des cruches pleines de vin, pour donner à leurs camarades, indépendamment de celui que les Dames leur font distribuer, pour renfermer longtemps la danse sous leurs fenêtres.

(5) Dans ces combats qui ressemblent à ceux des Lapithes, il est resté quelques fois quinze et vingt hommes sur la place. C'est à ces excès qu'il faut attribuer l'interdiction des danses publiques défendues depuis quelque temps à Constantinople. Les Janissaires marquaient aussi quelque jalouse de voir les infidèles armés, quand eux, vrais croyants, n'ont pas la liberté de l'être.

Les danses publiques, aux fêtes de Pâques, étoient chez les Grecs une marque éclatante de réjouissance ; il peut se faire que la dispense appartient au Patriarche, qui n'ayant plus aujourd'hui la même autorité, va, au nom de la nation, demander par un placet au Grand Visir la liberté des danses ; mais il a soin de se faire prévenir par un autre placet, pour qu'elle ne soit point accordée qu'au maintien des priviléges nationaux, et il prévient le mauvais effet qui résulte toujours de cette tolérance.

Il est à craindre que la conduite que les Grecs ont tenue dans la guerre de Turquie ne soit pour eux une dernière révolution, et n'opère la consommation de leur esclavage. Cette ombre d'autorité qui du trône des Constantins avait été transportée en Valachie et en Moldavie, paraît être à son terme, et l'on ne verra

Il semble donc, Monsieur, que nous pouvons avancer avec quelque fondement que l'*Arnaute* est non-seulement une danse militaire, mais encore que semblable aux fameux tableaux de Le Brun, elle sert à retracer aux yeux observateurs une partie des exploits d'Alexandre. Indépendamment des preuves que la description de la danse peut m'en avoir fournies, il s'en trouve une qui paraît convaincante dans la chanson que les joueurs de lyre chantent pendant l'*Arnaute*. Elle commence par ces mots :

ποῦ εἴναι ἀλέξανδρος ἡ Μακεδόνας, ποῦ ὥρισεν τὴν οἰκουμένην δῆμον.

« Où est Alexandre le Macédonien, qui a commandé à tout l'univers ? »

Si l'*Arnaute* nous rappelle le souvenir des actions d'Alexandre, comme je le crois, elle a le mérite de ces médailles antiques qu'on a quelque peine à déchiffrer ; elle a même sur elles l'avantages de nous amuser, en nous instruisant.

Je crois, Monsieur, pouvoir mettre comme vous la danse *valaque* au nombre des danses bacchiques : elle est peu intéressante, et son mouvement assez lent exige beaucoup de précision. Dans cette danse, les danseurs ne sont jamais en grand nombre ; ils se tiennent par la main, éloignés les uns des autres ; enfin tout consiste à battre des pieds en dansant, à tourner bien juste à droite quand on bat du pied gauche, et de même à gauche quand on bat du pied droit. On bat une fois, puis deux ; on se quitte, et on bat des mains, le mouvement alors est plus vif ; on bat en cadence des mains, et trois fois de chaque pied. Cette danse paraît être la figure des vendanges qui foulent le raisin chacun dans son cuvier, comme cela se pratique en Grèce. Il peut se faire que les Valaques aient reçu cette danse des Daces, comme vous l'observez ; mais par le rapport que je lui trouve avec les vendanges des Grecs, je suis portée à croire qu'elle leur appartient et qu'on ne l'appelle Valaque que parce que les Grecs, libres dans la Valachie, auront pu y conserver, plus facilement qu'ailleurs, une danse purement bacchique. Mahomet et Bacchus ne se concilieront guère, et ce n'est que par contravention qu'on les trouve ensemble.

La danse, comme vous l'observez vous-même, Monsieur, étoit chez les Grecs une imitation figurée des actions et des mœurs.

Par conséquent, chaque divinité, chaque saison avoit des danses qui lui étoient consacrées. Outre la danse bacchique que je viens de vous décrire sur ce que j'en ai vu moi-même, c'est encore un usage commun à tous les villages grecs que les familles entières vont, au mois de septembre, passer les dimanches et les fêtes dans leurs vignes à boire et à manger, et reviennent le soir chez elles en dansant avec cette même gaieté qui rappelle l'idée des Baccanales. Car dans ces moments de liberté, ou de tolérance, un peuple esclave se livre à la joie, avec moins de réserve qu'une nation indépendante.

Vous connaissez, Monsieur, les danses champêtres en l'honneur de Flore ; vous aurez souvent vu le premier de mai, à Belgrade, et à l'Isle des Princesses, et ailleurs, les femmes et les filles de village aller danser dans la prairie, cueillir et répandre des fleurs, et s'en orner de la tête aux pieds. Celle qui conduisit la danse, toujours mieux parée que les autres, représente Flore et le Printemps, dont l'hymne qu'on chante annonce le retour (1). Une des danseuses chante :

Καλῶς τὸ φεύγει τὴν νύμφην μας, τὴν Μάια, τὴν Μάια.

« Soyez la bienvenue, nymphe, déesse du mois peut-être plus, dans la capitale, ces danses publiques qui en conservant l'image de la gaieté et du génie de la nation, nous rapprochent des tems fabuleux de la Grèce. Cette révolution, si elle a lieu, ajoutera un nouveau prix à vos recherches, puisqu'elles nous retraceront toujours le souvenir des Grecs et les usages de leurs usages.

(1) Quoiqu'en les capitales on connaisse moins les plaisirs consacrés aux saisons, les dames ne laissent pas d'en rappeler le souvenir dans leurs ornements : elles ont en piergeries et en émail des fleurs de toutes les saisons, comme aussi de petits raisins et des épis d'or dont elles ornent la tête.

de mai ;» et le chœur, à chaque couple répète : *Déesse du mois de mai, déesse du mois de mai.* L'air de l'hymne est tendre, plein d'expression et de sentiment : tout dans cette danse peint les charmes de Flore et les douceurs du Printemps (2).

Dans les villages grecs, ainsi que les Bulgares, on observe encore les fêtes de Cérès. Quand la moisson approche de sa maturité, on va en dansant au son de la lyre visiter les champs ; on en revient de même avec la tête ornée de quelques épis entrelacés dans les cheveux, et le plus ou le moins de gaieté est le présage d'une abondante récolte. Le jour marqué pour la moisson, on va aux champs en dansant avec la faulx pendue à l'épaule ; le joueur de lyre chante un air auquel on répond en choeur, et jusqu'au bruit que fait la faulx en sciant le bled, tout concourt à l'harmonie de cette musique champêtre. Le chant chez les gens de la campagne, ainsi que chez les ouvriers, est partout un aiguillon et un délassement du travail.

La danse *Ionienne* et le Pas-de-deux dont vous parlez, Monsieur, est, sans contredit, une danse nuptiale : j'oserois presque mettre dans le même rang toutes les danses usitées par-tout, qui ont conservé plus ou moins de liberté, suivant le goût, les mœurs ou même les progrès de l'éducation chez les nations qui ont retenu l'usage des danses. L'*Ionienne* ne serait-elle pas ce qu'on appelle dans l'Archipel le *Balaristo*? On le danse beaucoup à Smyrne : mais, tel qu'on l'exécute, il ne fait qu'une partie de la danse nuptiale qu'on danse encore aujourd'hui chez les Grecs. Cette danse, comme toutes les danses grecques, se forme par un *choro* ou une file qui est conduite par le marié. Tous les parents et les convives en sont ; ils se tiennent sous le bras, et l'on observe avec soin qu'il y ait alternativement une femme à côté d'un homme. Le marié présente son bras gauche à la mariée qui lui donne son bras droit en tenant un mouchoir à sa main ; elle est soutenue du bras gauche par la *Paranymph* (1), et de la même main, elle s'appuie sur sa ceinture ; les convives viennent en file dans l'ordre de la parenté. Cette marche nuptiale fait très gravement quelques tours dans la salle, puis elle s'arrête ; le marié et la mariée soutenue de la *Paranymph*, continuent la danse à laquelle le marié met beaucoup plus de gaieté ; mais la *Nymphie* (la mariée), les yeux toujours baissés, fait en dansant de très petits pas sans oser regarder le cavalier à qui elle présente le mouchoir à mesure que celui-ci s'empresse de lui prendre la main. Le marié, toujours en cadence, mêle quelques genuflexions à toutes les expressions de son empressement. Enfin, la *Paranymph* se retire. Alors la

(2) Les Marseillois, descendants des Grecs, ont eux-mêmes conservé l'idée de cette fête. Dans les quartiers de la vieille ville où l'on voit ces anciens monumens consacrés aux divinités payennes, la *Maior* et les *Accoules*, et qu'un culte plus pur rend aujourd'hui plus respectables, on trouve le premier de Mai, de jeunes filles bien parées sur des autels garnis de fleurs, et leurs compagnes appellent les passants pour offrir des fleurs à la *Majo*, qui représente Flore et le retour du Printemps.

(1) Quoique ce mot soit masculin en françois, j'ai osé hasarder de l'employer pour les deux genres : les Grecs appellent *την παρανυμφην* celle qui conduit la mariée, et *την παρανυμφην* celui qui accompagne le marié ; la *paranymph* et le *paranymph* offrent la même idée. Du reste, c'est toujours une parente ou une personne mariée qui fait l'office de *paranymph*, et qui est chargée des détails de la fête. Cette agréable cérémonie semble exiger plus d'appréts dans les pays où les filles se marient jeunes et sans avoir participé à la société, que dans ceux où l'on ne suit pas les mêmes usages. En général, chez les Nations Orientales, la noce se fait et se fait encore dans la maison de la mariée. Les Juifs, qui, malgré leur dispersion, ont conservé religieusement leurs usages, et qui par leur ancieté doivent servir de modèle, pratiquent la même chose : ils se marient fort jeunes, et leurs *Paranymphes* sont des femmes. Il en est de même chez les Arabes Orientaux et Occidentaux. Il est surprenant que chez les Romains ce fussent toujours trois garçons qui conduisaient la mariée chez son époux (Voyez le Dictionnaire de l'Académie au mot *Paranymph*).

Quoique les Grecs n'aient point conservé l'usage du voile rouge (*Lettres sur les mariages*, folio 228), ils ont encore leur *Flammeum* ; il n'y a point de jeune mariée chez les Grecs qui n'ait un habit ou un *Férégé* couleur de feu.

danse réduite au pas-de-deux, sous l'expression d'une vivacité réciproque, représente un nouvel intérêt. Il est naturel que cette danse ait été ou soit encore susceptible de plus ou de moins de liberté, suivant les tems, le goût et toutes les nuances qu'il y a dans les façons de penser.

Sans en donner précisément la raison, Monsieur, je mets au nombre des danses nuptiales, *le Menuet*, *l'aimable Vainqueur*, *le Rigodon*, *la Bourrée*, *l'Allemande*, *le Fandango* et tant d'autres danses à deux que je ne connois pas ; car chaque pays et chaque province a les siennes, et le plus ou le moins de liberté peut servir au climat, ou dépendre, comme je viens de dire, du goût et de l'éducation. *L'aimable Vainqueur* et *le Menuet*, par leur décence et leur majesté, semblent avoir été consacrés à peindre le mariage des héros ; les autres danses à deux n'ont pas la même noblesse ; mais, en général, tous les pas-de-deux semblent avoir eu le même esprit et la même origine. La *Polonoise* me paroît être une imitation naturelle de la promenade.

Vous l'avez dit, et cela est vrai, Monsieur, les danses ont été chez les Grecs une image vivante des actions et des mœurs ; elles le sont encore. Le labyrinth de Crète n'existe plus ; mais Dédale, Thésée et Ariadne, qui dansent encore chez les Grecs, semblent par les charmes de la danse, le reproduire à nos yeux. Nous voyons, par le même secours, les marches d'Alexandre, et la tactique de Pyrrhus. Le peuple, qui agit en tout machinalement, et qui ne voit dans ce qu'il fait que ce qui flatte son goût, se livre aveuglément à ses usages ; il n'appartient qu'à l'œil observateur d'en pénétrer les raisons.

Il peut se faire que toutes les nations aient célébré, par des danses historiques les événemens qui les intéressoient ; mais ces danses ne se sont point conservées comme celles des Grecs. Je n'en chercherai pas la raison : cette recherche est au-dessus de moi, et n'est pas d'ailleurs de mon sujet. Je croirais cependant que la danse perfectionnée est devenue un art, comme elle l'est en Europe, peut avoir fait négliger ces danses simples, qui, faites pour tout le monde, pouvoient bien plus aisément perpétuer le souvenir des faits mémorables.

Il n'y a point de maîtres à danser chez les Grecs : une disposition, plus particulière peut-être, y rend les maîtres de danse moins nécessaires. Une mère, au sein de sa famille, apprend à ses enfans la même danse que sa mère lui a apprise : elle la danse avec eux, et leur chante, tout en dansant, l'histoire dont la danse exprime le sujet. En Europe, au contraire, les maîtres de danse, à l'envi des uns des autres, étudient sans cesse de nouvelles variations ; et comme c'est le goût de la nouveauté qui décide la préférence, les danses n'y ont rien conservé de leur origine, elles n'y ont plus le même esprit. Peut-être, ai-je trop consulté mon inclination dans les remarques que je viens de faire sur les danses : permettez-moi d'y ajouter encore quelques réflexions.

Il me paroît que les François, qui ont adopté tout ce que l'Antiquité leur a présenté de grand et de solide, qui ont perfectionné tout ce qu'il y avoit d'agréable, ont une grande conformité avec les Athéniens. Ils conservent. Ils conservent dans l'Europe cette supériorité que cette célèbre République avoit acquise sur les Etats de la Grèce. Avec l'esprit, les connaissances, les talens, la bravoure, et la politesse des Athéniens, ils ont la gaieté et le même goût pour les modes, pour la galanterie, et pour les spectacles. Mais, bien loin de leur ressembler par le goût pour la danse, ils ont répandu du ridicule sur les personnes qui, passé trente ans, oseroient encore danser. Il est surprenant que le beau sexe qui a tant de pouvoir sur cette nation aimable et sensible, n'ait pas réclamé contre une décision si rigoureuse. Les Dames ont-elles oublié que la danse fait une partie des agréments de leur sexe ? Pourquoi donc y renoncer ? Pourquoi en faire

le seul attribut de la Jeunesse? La danse est inseparable des Grâces; onc les Grâces sont de tous les âges; ainsi l'a voulu le maître des dieux. On dit que, lorsque Jupiter assignoit à chaque Divinité ses attributs et sa puissance, les Grâces arrivèrent trop tard; et, comme elles ne purent obtenir aucun culte particulier, Jupiter, pour les en dédommager, leur donna le pouvoir de se trouver partout. Depuis ce tems, on trouve les Grâces dans tous les pays; elles sont de tout âge et de tout sexe. Si, d'après cette disposition, les Grâces sont le partage de tous les âges de l'homme, la danse et le chant, qui servent à les faire briller, pourroient être aussi de tous les âges.

Que nos usages, Monsieur, sont différents de ceux du reste de l'Europe. On multiplie chez nous les visites, pour multiplier les occasions de se voir; chaque visite est une petite fête dont la danse fait tous les frais. On défère poliment à la personne la plus apparente sans aucune distinction d'âge l'honneur de commencer la danse qu'elle veut; et nous avons vu quelquefois, vous et moi, la grand-mère danser avec sa petite-fille. A Paris, au contraire, on ne danse plus à trente ans. S'il est un âge pour renoncer aux agréments de la société, je voudrois savoir qui a le droit d'en fixer le terme? Car enfin les grâces, la santé, une constitution heureuse sont des dons de la nature contre lesquels personne, ce me semble, n'a le droit de réclamer. Est-ce une convention? Qui l'a établie? Seroit-ce la Jeunesse? elle y perd assurément la première, puisque chaque instant la rapproche elle-même du terme si court qu'elle avoit mis à ses amusements; car on l'a déjà dit, et l'expérience ne la confirme que trop: on a peu de tems à être jeune, et long-tems à ne l'être pas. Sont-ce les personnes de l'âge mûr qui ont établi cette convention? elles y perdent encore davantage. S'il y en a dans le nombre qui n'aient aucun goût pour la danse, ne craignent-elles pas qu'on leur fasse l'application du Renard de La Fontaine, qui propose à ses frères de se couper la queue, parce que lui-même n'en avoit pas? Au reste, je ne prétends pas, à beaucoup près, que tout le monde doive danser; mais je voudrois que chacun fût libre de danser sans être obligé de produire son extrait baptistaire. La comparaison des usages des deux pays auxquels je tiens par les mêmes sentiments, m'a fait naître ces réflexions. D'ailleurs, en parlant en faveur de la danse, je ne fais que revendiquer, au nom de la société le droit qu'elle a sur les talens agréables, sans exclusion d'âge, parce que, tout bien pesé, l'automne a ses agréments comme le printemps a les siens.

M. Balegser, de Genève, auteur estimé, a prouvé dans son *Education Physique*, que la gaieté contribue beaucoup à la santé. Les sages, parmi les Anciens, pensoient la même chose de la danse. Socrate, que vous citez, disoit qu'elle empêche l'esprit de s'appesantir. Ces philosophes, qui trouvent dans la danse un moyen de conserver la santé, n'ont fait aucune exception, parce que la santé est nécessaire à tous les âges. Socrate lui-même, qui fut reconnu pour le plus sage des hommes, danoit à soixante ans, et conseilloit à ses disciples d'en faire de même. Voilà bien ces autorités en faveur de la danse, qui, considérée dans les rapports qu'elle peut avoir avec la santé, devroit être, ce semble, d'un usage plus général, dans les pays où l'on fait peu d'exercice. Je vous avoue que, si j'avois l'honneur d'être de la Faculté, j'ordonnerois de préférence l'usage de la danse; mais vous me direz peut-être que je ressemblerois à ce Médecin qui, parce qu'il aimoit le caffé, l'ordonnoit à tous ses malades.

Vous me trouverez bien téméraire, Monsieur, d'avoir hasardé mes observations sur les danses Grecques, dans une langue qui m'est étrangère. Pour m'y encourager, il ne falloit pas moins que vos sollicitations et la confiance particulière que j'ai dans votre indulgence et votre amitié.

J'ai l'honneur d'être, etc.

A propos des usages et des coutumes des Grecs macédoniens, dont Mme Chénier nous donne une image si pittoresque, qu'il nous soit permis de faire remarquer combien cette lutte, pour la suprématie dans la péninsule balcanique qui constitue la question d'Orient, est ancienne et quel rôle prépondérant y a joué l'hellénisme dans le cours des âges; bien avant que les hordes bulgares n'eussent quitté les bords du Volga, les barbares de toute race et de toute provenance, Goths, Avaras, Slaves envahissaient la Macédoine, n'ayant d'autre but, selon l'expression pittoresque de Stauracius Chartophylax de Thessalonique, que de transformer cette terre hellénique en un désert pour faire paître leurs canives et leurs chameaux.

La vie de saint Démétrius patron de Macédoine, telle qu'elle est publiée dans les *Actes des Saints* des Bollandistes (1), nous transmet l'écho des luttes séculaires que l'hellénisme a eu à soutenir dans ces contrées et dans les cantiques par lesquels l'église macédonienne célèbre encore de nos jours la fête du saint, celui-ci apparaît prononçant des paroles de réconfort et d'espoir: « Ne pleure pas, ô ma patrie je te sauverai du malheur et te peuplerai de nouveau d'hommes pieux et bons » (2).

(A suivre.)

CONSTANTIN SATHAS.

A propos de Patois Macédonien

La folie des grandeurs et la soif de conquêtes qui s'est emparée des petites nations balkaniques, qu'elles fassent remonter leur gloire à Trajan ou qu'elles se réclament de Krumm, leur fait perdre le sens du mien et du tien et dans leur désir de s'agrandir elles cherchent à étendre leur domination, non seulement sur des populations qui se reconnaissent de leur nationalité mais encore sur celles qui s'y montrent hostiles, attachées qu'elles sont par des liens indissolubles à un idéal national différent. Seulement tel est le prestige du bon droit que même ceux qui l'outragent se croient forcés de l'invoquer; aussi, ces patriotes ambitieux s'efforcent de légitimer leurs prétentions en leur donnant une apparence scientifique, en invoquant tantôt l'idiome parlé par les populations qu'ils convoitent, — tel est le cas pour les Grecs slavophones de Macédoine, que Serbes et Bulgares se disputent, — tantôt l'origine et la race présumées de ces populations, lorsqu'elles ne parlent pas leur langue.

On peut douter de l'importance du critérium de l'idiome parlé par un peuple dans la détermination de sa nationalité, lorsqu'on voit des peuples de même langue, comme les Belges wallons et les Français, constituer des nations différentes, tandis qu'au contraire des populations se servant d'idiomes différents comme les Suisses se groupent pour former une unité ethnique des plus solides et des plus attachées à leur indépendance.

Pour prêter plus d'importance à la similitude des idiomes on prétend en tirer un argument en faveur de la communauté d'origine des peuples qui les parlent; ce raisonnement qui peut sembler probant perd de sa valeur si l'on considère combien de nations se servent d'idiomes tout à fait autres que ceux de leurs

ancêtres; les descendants des Celtes et des Ibères parlent des langues latines, ceux des Anglo-Saxons mélangent à leur idiome germanique les éléments que les Normands leur apportent, les ayant eux-mêmes empruntés aux Français; enfin les descendants des hordes touraniennes du Volga adoptent le dialecte slave qui prend le nom de bulgare. Nous voyons par tous ces faits ce que vaut le critérium du langage pour déterminer l'origine d'un peuple.

Mais en supposant la communauté d'origine des mieux prouvées, cette circonstance quelle influence peut-elle exercer sur la détermination de la nationalité des populations, lorsqu'elle se heurte à leur volonté à tous leurs sentiments, à toutes leurs aspirations et à leurs traditions? Tel est le cas des Grecs slavophones que les Bulgares, se fondant sur une communauté d'origine fort douteuse, veulent forcer par les moyens les plus sauvages et les plus cruels à faire partie de leur nation et, devant leur résistance opiniâtre, leur appliquent comme si c'était une injure, le nom de grécomanes; en effet, ces populations par leur héroïsme à se défendre contre la propagande bulgare par leur attachement à l'église et aux traditions helléniques montrent qu'elles sont et entendent rester non seulement grécomanes, mais grecques jusqu'au fond du cœur. Du reste, où en serait-on si on voulait grouper les populations d'après leur origine? Les Anglais seraient-ils Bretons, Saxons, Danois ou Normands? La France devrait-elle être partagée selon l'origine de ses habitants? Enfin à quelle époque s'arrêterait-on pour déterminer l'existence autonome d'une race puisque les peuples qui semblent les plus homogènes sont sans doute issus de croisements antérieurs et ignorés?

Toutes ces théories paradoxales et ces prétentions absurdes proviennent en réalité d'une mauvaise interprétation du principe des nationalités, reconnu récemment comme devant constituer la base du groupement national. Auparavant, le hasard des conquêtes ou le caprice des princes divisaient des nations unies entre plusieurs Etats ou en groupaient plusieurs, diverses et disparates autour du même trône; nous avons un exemple de ces groupements d'ancien régime dans l'empire austro-hongrois.

Lorsque, sous l'influence de la Révolution française, le principe de la souveraineté nationale fut reconnu presque dans tous les pays il a été tout naturel d'admettre que le droit de régler les destinées d'une nation serait reconnu à la libre volonté de cette nation et non plus au caprice d'un seul ou au hasard des guerres. Le principe des nationalités ne veut dire autre chose que cette liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes, et ce serait le pire des sophismes que de prétendre, au nom de ce principe, les asservir à d'autres, sous le prétexte qu'ils ont la même langue, ou la même origine. Ces différents éléments de rapprochement peuvent accompagner, et en fait accompagnent souvent, la volonté d'une existence nationale commune, mais c'est cette volonté qui est la base de l'unité ethnique, elle seule suffirait à fonder une nation, et sans elle tous les autres éléments réunis ne suffiraient à lui donner une existence propre. La volonté libre et réfléchie est à la base des droits des peuples à l'existence nationale comme elle est à la base de tout droit.

Les Grecs slavophones de la Macédoine manifestent par leur attachement aux traditions et à la culture helléniques, par leurs sentiments patriotiques, leur ferme volonté d'être

(1) *Acta sanctorum*, vol. IV, p. 104, squ. c, f. SATHAS
Bibliotheca M. AE.

(2) Bibl. M. AE. Ibid. p. CII.

des Hellènes et tous les sophismes, toutes les arguties ne pourront les empêcher d'être et de rester tels.

Bien que devant la volonté nationale des Grecs slavophones, tous les autres arguments doivent être tenus pour secondaires, on ne peut contester l'intérêt qu'offre au point de vue du caractère ethnique de ces populations une étude de M. G. Boukouvala, professeur à l'Ecole commerciale grecque du Caire sur le patois parlé en Macédoine; l'auteur, qui avait professé pendant de longues années dans ce pays, s'y était livré avec le concours d'instituteurs indigènes à des recherches très approfondies sur le patois en question, et en particulier sur les éléments grecs qu'il contient; c'est le résultat de ces recherches qu'il vient de résumer dans la présente étude (1).

Il s'attache à démontrer que ce dialecte est composé de toutes sortes d'éléments disparates, que des mots et des phrases d'origine franque, turque, albanaise, serbe et bulgare s'entremêlent pour former un mélange confus, mais qu'en fin de compte c'est l'élément grec qui prédomine et que ce n'est là qu'un dialecte grec dégénéré et perverti; à l'appui de son opinion il joint un petit vocabulaire de quelques-uns des mots grecs usités parmi ces populations; ils sont répartis en quatre catégories : d'abord les mots relatifs à la religion et au culte au nombre de 57, ensuite les noms d'animaux, de végétaux et de minéraux qui s'élèvent à 88, puis les noms d'objets usuels au nombre de 216, enfin les verbes et les termes abstraits au nombre de 295, en tout 657 termes, les mêmes que ceux du grec moderne, sont employés par ces soi-disant slavophones; et l'auteur assure qu'il ne les donne que comme exemple et qu'il est loin d'en avoir épousé la liste. Etant donné que ces paysans se trouvent à un niveau intellectuel très primitif, que leurs idées très bornées n'ont besoin que de termes peu nombreux pour s'exprimer, et que le naturel taciturne des peuples longtemps asservis ne les prédispose pas à augmenter leur richesse linguistique, on voit que même en bornant les mots grecs à ce chiffre de 657, ils doivent constituer une partie notable de leur vocabulaire; l'importance de ces mots est encore accrue par les objets auxquels ils s'appliquent; à l'encontre de l'auteur de la brochure qui semble accorder une signification plus grande à l'existence de mots exprimant des idées abstraites, il nous paraît que l'usage de mots grecs, pour la dénomination d'objets d'un usage courant, a une importance bien plus grande; si un peuple primitif peut emprunter à l'idiome d'une nation plus civilisée le terme de *περηφάνεια* = fierté ou de *ελευθερία* = liberté comme font les grecs slavophones, il en est tout autrement des mots qui désignent des ustensiles de ménage et les objets d'un usage courant existant même chez les peuples les plus primitifs; tels que les suivants : *Κανέστρο* = panier, *δεμάτη* = fagot, *ζυμάρι* = pâte, *ποτήρι* = verre, *τηγάνι* = le poêle, *τρίχα* = poil, *χόρα* = la tare, *χώμα* = lumière, *προζύμι* = levain, ou encore des verbes usuels tels que *ἀργάζω* = ouvrir, *δέχομαι* = admettre, *βάρω* = teindre, *ζαλίζομαι* = j'ai le vertige, *χαλώ* = j'invite, employés avec des désinences à peine modifiées; l'emploi de ces mots en grec semble indiquer que cette langue est intimement liée à l'existence de tous les jours et rend très probable la supposition émise par M. Boukouvala que ces populations avaient le grec pour langue maternelle, mais que sous l'influence des invasions de peuples de toute race et du fait de l'absence de tout moyen d'ins-

rection pendant des siècles, leur idiome s'est chargé peu à peu d'éléments hétérogènes, est devenu un jargon innommable qu'on a pu prendre pour un dialecte slave, tandis qu'en réalité il serait grec pour la plupart de ses éléments.

La persistance dans ce dialecte macédonien de quelques vocables d'origine très ancienne qui se sont perdus dans la plupart des dialectes modernes du grec, tels que les mots *πατάλη* = cendre et *ἀπειλάω* = je comprends, mots qu'on rencontre chez les slavophones de Macédoine, viennent appuyer et donner plus de vraisemblance à l'opinion soutenue par M. Boukouvala.

A la fin de sa brochure, l'auteur montre que l'ignorance et l'impétitie des instituteurs villageois est la seule raison de la persistance de ce parler corrompu, qui aurait dû être depuis longtemps restauré dans sa pureté originelle, comme cela est arrivé dans plusieurs centres grecs slavophones, notamment dans le village d'Asvestochori où le patois a été, dans le cours de ces dernières années, supplplanté par le grec.

On doit être reconnaissant à M. Boukouvala d'avoir ébranlé un des arguments favoris des Bulgares, celui qui se base sur le caractère slave de quelques patois macédoniens, tout en insistant sur le peu d'importance que le critérium du langage possède dans la détermination des nationalités dans la presqu'île balkanique.

S. SKIADARESSI.

conflictif, si féroce dans la réalité, qui divise les différentes races macédoniennes mais sans nous renseigner sur les motifs et sur la nature de ces divisions.

Il est digne de remarque que, de toutes les dépêches d'agents consulaires français, il n'y a que celles de M. Steeg, consul général à Salonique, dont les sentiments bulgarophiles ne sont un mystère pour personne, qui soient données dans leur texte original.

Pourtant nous croyons savoir que le gouvernement français est en possession de documents pouvant éclairer d'un jour nouveau les événements macédoniens : nous nous attendions tout particulièrement à trouver dans le Livre jaune les rapports du consul de France à Monastir, ville qui constitue le centre de la propagande des ambitions et des intrigues de toutes les nationalités balkaniques ; ces dépêches contenaient, nous sommes en mesure de l'affirmer, des constatations accablantes pour les Bulgares ; elles n'ont pas été reproduites, non plus que les rapports du colonel Vérand, commandant la gendarmerie du secteur français à Serrès, dont la justice et l'impartialité n'ont d'égal que le zèle qu'il apporte dans la protection des habitants sans distinction de races ou de religion. La réserve que s'est imposée le gouvernement français dans la rédaction de cette publication diplomatique est sans doute imputable à son désir de ménager des susceptibilités et de ne pas envenimer des discordes déjà violentes. On ne peut pourtant pas s'empêcher de regretter que cette considération nuise à une exposition complète et juste de la situation des provinces macédoniennes.

On peut diviser le contenu du Livre jaune en deux catégories de documents : d'un côté, ceux qui ont trait à l'élaboration et à l'application d'un programme de réformes, de l'autre ceux, moins nombreux, qui nous renseignent sur les agissements des bandes de différentes nationalités, les excès commis dans la répression des troubles et sur les représentations assez platoniques en général que tous ces méfaits commis de part et d'autre ont périodiquement attirés sur les gouvernements responsables.

Les premières dépêches se rapportent à la période d'attente, parfaitement décue d'ailleurs, qui suivit l'iradé impérial accordant les réformes en février 1903 ; les Albaniens s'agitent, les méfaits des comtadjis poursuivent leur cours, les excès des troupes turques se répètent, sans que les représentations des puissances semblent avoir le moindre effet sur l'application des mesures de pacification ; le meurtre du consul russe à Monastir amène les deux Puissances investies du mandat de l'Europe à prendre des mesures plus énergiques en vue d'accélérer l'introduction des réformes ; ces mesures furent arrêtées pendant l' entrevue du comte Lamsdorff et du comte de Goluchowski à Mürzsteg ; le texte de ces résolutions est annexé à la dépêche sub' n° 40 adressée par le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Constantinople. Il est à remarquer dans cette dépêche que M. Delcassé semble justifier son approbation de ces résolutions par la faveur qu'elles rencontrent auprès du gouvernement bulgare, comme si la Bulgarie était le seul ou même le principal intéressé en cette matière :

« Je suis d'ailleurs encouragé à ne pas refuser mon approbation au nouveau programme austro-russe par le langage que m'a tenu le représentant de la Bulgarie à Paris. Le Gouvernement princier, tout en regrettant qu'une amitié générale n'y soit pas inscrite et qu'on n'ait pas tenu plus de compte de l'élément bulgare dans la réorganisation projetée des circonscriptions administratives, paraît dans l'ensemble favorable à ce programme. M. Zolotovitz estime que le contrôle prévu à Mürzsteg, s'il

(1) *La Langue des Macédoniens slavophones*, par M. G. Boukouvala. Le Caire, 1905.

« est sérieusement exercé et s'il est suivi de l'exécution des mesures tant administratives qu'humaines qui sont prévues en même temps, sera de nature à donner une sérieuse satisfaction aux chrétiens de Macédoine. »

Les deux principales dispositions du programme de Muerzsteg, la nomination par les deux puissances d'agents civils pour assister et contrôler Hilmi Pacha et la réorganisation de la gendarmerie sont déjà contenues dans un projet envoyé antérieurement, en date du 29 septembre, par le *Foreign Office* à l'ambassadeur britannique à Vienne pour être mis sous les yeux des ministres des puissances mandataires et dont traduction nous est donnée en annexe à la dépêche sub n° 37.

Plusieurs dépêches ont trait aux difficultés opposées par la Porte à l'application des décisions de Muerzsteg ; l'attention des puissances se portant principalement sur la réorganisation de la gendarmerie, le gouvernement ottoman ne cède que pied à pied sur les points compris dans le programme de cette réorganisation ; ses dernières objections, en ce qui concerne les pouvoirs reconnus aux délégués des puissances et le nombre des officiers, ne sont levées qu'après cinq mois de pourparlers ; la capitulation de la Porte et l'acceptation par elle du programme, tel qu'il a été arrêté par la commission militaire présidée par le général Degiorgis, nous sont annoncées par la dépêche sub n° 68 du chargé d'affaires de France à Constantinople en date du 31 mars ; elles ont été suivies du départ des délégués des puissances pour Salonique fixé au 11 avril ; la dépêche sub n° 67 nous retrouve la répartition des secteurs des provinces entre les différents délégués ; en ce qui concerne cette répartition on est un peu étonné de voir que les puissances qui ont des intérêts immédiats en Macédoine, ont vu adjuger à leurs délégués les régions qui les intéressent le plus directement ; ainsi le secteur d'Uskub a été accordé au délégué autrichien tandis que le délégué italien s'établissait au secteur de Monastir voisin de l'Albanie ; on pourrait se demander si cette répartition des secteurs est faite pour favoriser l'exercice impartial des fonctions des délégués. On ne voit pas trop non plus pourquoi les sandjaks de Koritz et de Servia ont été exclus des bienfaits de la réorganisation puisque les circonstances qui ont imposé l'exclusion des sandjaks albanaise ne s'y rencontrent pas ; la dépêche sub n° 73 nous donne en annexe le texte de la protestation du comité macédonien d'Athènes réclamant l'extension et la réorganisation à ces sandjaks.

Une fois la réorganisation de la gendarmerie effectuée on espérait que l'ordre renaîtrait dans les malheureuses provinces ; ces espérances étaient encore affermies par la conclusion de l'accord turco-bulgare réglant différentes questions pendantes entre l'Empire et la principauté, notamment celle de l'amnistie, et promettant une amélioration de leur rapports ; le texte en est annexé à la dépêche sub n° 70, émanant de l'agence diplomatique de Sophia en date du 18 avril.

Cependant ces heureux prémisses n'eurent pas de suite. Dans le cours de l'année 1904, les troubles prirent une extension qu'ils n'avaient jamais eue auparavant, rien n'était fait pour l'application des réformes contenues dans le programme de Vienne et complétées par le projet de Muerzsteg ; la gendarmerie commandée par des officiers européens a été elle-même impuissante à accomplir son œuvre devant la mauvaise volonté constante des autorités ottomanes ; les crimes et les attentats se multiplient et la tension qui s'est de nouveau produite dans les rapports entre la puissance suzeraine et la Bulgarie semble grosse de menaces pour l'avenir. C'est ainsi que nous lisons dans une dépêche de Constantinople sub n° 91 en date du 2 novembre 1904 :

« Le Gouvernement turc semble complètement aveuglé sur les conséquences possibles de l'agitation actuelle, il considère avec plaisir les luttes entre chrétiens, et il ne prend aucune mesure pour les faire cesser. On connaît les chefs de plusieurs des organisations occultes qui désolent le pays ; se saisir au moins de quelques-uns d'entre eux serait chose assez aisée ; mais on préfère laisser libre carrière à ces malfaiteurs, en qui l'on voit des auxiliaires de la cause islamique, et, quand l'éclat produit par quelque crime est trop fort pour que l'immobilité soit permise, on frappe des comparses ou même des innocents.

« A cette situation déjà grave par elle-même vient de s'ajouter un nouvel élément plus inquiétant encore. Les rapports entre le Gouvernement turc et la Principauté de Bulgarie s'embrouillent de nouveau ; et je dois constater, comme M. Bourgarel, dans sa dépêche du 3 octobre, que le rapprochement opéré au printemps dernier a échoué et que des mesures injustifiées de rigueur, prise par les Turcs, donnent lieu à de sérieux griefs du côté du Gouvernement bulgare. »

Le chargé d'affaires de France à Constantinople attribue la tension des rapports exclusivement aux mesures de rigueur de la Turquie ; cependant la politique à double face du gouvernement princier n'y semble pas étrangère.

Le printemps de 1905 s'annonçait sous des auspices peu favorables : une aggravation des troubles semblait probable avec le retour de la belle saison, et le conflit qui déjà détournait l'attention de la Russie vers l'Extrême-Orient, faisait craindre que l'agitation balkanique n'eût des suites bien plus graves. L'inquiétude était générale. Ce fut le gouvernement britannique, qui le premier s'émut des dangers de la situation et la dépêche de Londres sub n° 97 du 9 janvier nous le montre faisant des ouvertures au gouvernement français pour s'entendre avec lui sur l'extension qu'il y aurait lieu d'apporter aux réformes de Muerzsteg, reconnues insuffisantes ; l'ambassadeur de France dans cette dépêche, écrit :

« J'ai répondu à Sa Seigneurie que je vous ferais part de sa communication, et que vous tiendriez probablement à ne vous associer à aucune initiative dans les affaires de Macédoine sans en avoir préalablement conféré avec le Cabinet de Pétersbourg. J'ai demandé au marquis de Lansdowne quelle extension le programme de Mürzsteg lui semblait devoir comporter et quels moyens d'action seraient réservés aux Puissances pour assurer l'exécution de leurs décisions.

« Le Secrétaire d'Etat m'a répondu qu'il nous donnerait un aperçu écrit de ses vues sur les solutions possibles, mais que, dès à présent, l'action des Puissances lui paraissait devoir s'étendre aux vilayets d'Andrinople et de Janina, qui comprennent l'un des populations bulgares et l'autre des populations grecques. Je lui ai fait observer que cette extension augmenterait les responsabilités des Puissances mais ne leur fournirait pas les moyens d'action qui leur manquent, et j'ai dit que la seule solution efficace, si elle est possible, serait la constitution d'un contrôle financier européen. Seulement, ai-je ajouté, cette solution, pour être adoptée, demanderait l'accord complet de tous les Gouvernements. »

Il est stupéfiant que le secrétaire d'Etat au *Foreign Office* soit si mal renseigné sur la nationalité des populations thraces et qu'en parlant du vilayet d'Andrinople, il n'ait fait mention que de

Bulgares. Cette réserve faite, on ne pourrait qu'aplaudir à l'initiative de l'Angleterre demandant judicieusement l'extension des réformes aux vilayets d'Andrinople et de Janina qui avaient également à souffrir de la mauvaise administration ; l'extension des réformes aux vilayets d'Andrinople et de Janina où la population est également en grande partie chrétienne, et qui avaient également à souffrir de la mauvaise administration ottomane ; ces considérations cependant ne purent prévaloir sur le système qui consiste à limiter l'intérêt de l'Europe aux trois budgets macédoniens, pays que les projets des panslavistes destinaient à former la Grande Bulgarie, et sur lesquels s'étend depuis longtemps la sollicitude de la Russie, sollicitude toute particulière qui a fini par gagner les autres puissances.

La dépêche sub n° 99 donne copie d'une dépêche du *Foreign Office* à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, traçant les lignes générales des réformes que le gouvernement britannique juge désirables, qui sont :

« a) Une réduction immédiate des forces militaires, présentement maintenues par la Turquie dans le voisinage de la Macédoine, au nombre strictement nécessaire au maintien de l'ordre et de la sécurité intérieures, nombre à fixer pour une période définie d'années.

« Il serait raisonnable de s'attendre à ce que la Bulgarie, dans ce cas, consentirait à opérer une réduction simultanée et correspondante, et à appliquer, à la satisfaction des Puissances, des mesures en vue d'empêcher l'organisation et l'équipement des bandes insurgées sur son propre territoire ou sur le territoire turc. Si l'on constatait l'impossibilité d'obtenir un arrangement satisfaisant sur cette base, les Puissances pourraient donner une garantie collective que, durant la période spécifiée, il ne serait pas permis à la Bulgarie d'occuper une partie quelconque du territoire turc.

« b) La nomination, pour une certaine période d'années, d'une commission composée de délégués nommés par les Puissances et placés sous la présidence de l'Inspecteur général.

« Il serait donné à cette commission des pouvoirs administratifs et exécutifs, et elle aurait pour instructions, quant au premier objet, d'établir sans délai des projets en vue du contrôle effectif de l'administration des finances et de la justice. Les réformes financières devraient comprendre la transformation des dîmes et établir une contribution fixe à remettre à la Porte par chacun des vilayets macédoniens, le reliquat des impôts perçus restant utilisable pour les besoins locaux. L'Inspecteur général, assisté par la commission, serait chargé du commandement des troupes turques qu'il pourrait être jugé nécessaire de garder en Macédoine.

« c) L'extension du projet de réformes ci-dessus mentionné, de telle manière qu'il comprenne, en tout état de cause, quelques-uns des districts, notamment le vilayet d'Andrinople, auxquels le programme de Mürzsteg ne s'applique pas, mais qui étaient considérés par la Porte comme inclus dans les prévisions du programme de Vienne. »

En attendant les puissances obtenaient l'incorporation de 23 nouveaux officiers dans la gendarmerie macédonienne, ainsi que nous le montre la dépêche sub. n° 100 du 15 janvier 1905. En même temps, ainsi que nous le dit la note annexée à la dépêche sub n° 103, les deux puissances mandataires insistaient auprès de la Porte sur le besoin de compléter les réformes par la réorganisation financière des vilayets, sous le contrôle de leurs agents civils. La Banque ottomane était appelée à y prêter son concours. Ces puissances

insistèrent auprès des gouvernements européens sur l'inopportunité de proposer une extension du programme de Muerzsteg telle que l'Angleterre l'avait suggérée ; ainsi lit-on dans la dépêche sub n° 109 de l'ambassadeur de France à Londres :

« J'ai vu le jour même le principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et je lui ai dit que, d'après le Ministre russe, tout projet d'extension de programme paraissait en ce moment inopportun, que l'Autriche et la Russie s'étaient après une longue étude, mises d'accord sur une réforme financière dont toutes les autres améliorations devaient dépendre, que la production d'un programme différent servirait de prétexte au Sultan pour écarter cette réforme, qu'il importait donc de ne pas formuler de nouvelles propositions. J'ai ajouté que le Gouvernement russe comptait sur la confiance et l'appui des Puissances et qu'il était décidé à leur faire appel si des événements imprévus, l'échec ou l'insuffisance du programme de Mürzsteg rendaient de nouvelles dispositions nécessaires. »

La Turquie, avant de donner une réponse définitive aux demandes austro-russes, a fait valoir auprès des puissances la nécessité où elle se trouvait, pour combler le déficit considérable que le budget spécial des vilayets allait présenter, d'élèver de 3 % les droits à l'importation. En même temps, elle opposait au projet de réforme austro-russe un contre-projet d'où étaient absentes la plupart des garanties et qui devaient assurer l'application des mesures de réorganisation, notamment l'exercice du service de perception et du paiement par la Banque elle-même et l'approbation des budgets par les puissances intéressées.

Devant la résistance opposée par la Porte au contrôle financier, l'intervention de toutes les puissances étaient nécessaire, et celles-ci semblaient disposées à ne l'exercer qu'à condition de participer au contrôle que l'Autriche et la Russie semblaient s'être réservé. La dépêche sub n° 127 de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg nous laisse voir les conditions auxquelles les deux puissances mandataires étaient disposées à accéder à ce désir des autres puissances. Nous y lisons :

« L'impression que j'en ai retirée est que les deux Puissances de l'entente, tout en étant prêtes à exercer au besoin seules le contrôle financier de la Macédoine, ont compris qu'elles ne pourraient refuser d'y associer les quatre autres Puissances garantes avec elles de l'intégrité de l'Empire ottoman, si celles-ci le réclamaient. Je suis dès à présent en mesure d'assurer à Votre Excellence que nous trouvons les deux Gouvernements de l'entente préparés à soumettre à l'ensemble des Puissances signataires du traité de Berlin le projet de réformes financières et à accepter l'exercice en commun avec elles du contrôle des budgets macédoniens, pourvu qu'on n'exige pas davantage et qu'on renonce à mettre en question la situation financière de la Macédoine. »

La Turquie s'était empressée dans l'intervalle de mettre en exécution son propre programme de réforme financière et la dépêche de M. Steeg datée de Salonique, le 23 mars 1905, se montre très optimiste sur les résultats qu'on pourrait en attendre. Mais les puissances étaient décidées à imposer leur contrôle en commun et la dépêche sub n° 139, nous montre dans quelles conditions les six grandes puissances allaient unir leurs efforts à cet effet ; l'ambassadeur de France à Constantinople, écrit :

« Telle était la situation lors de mon retour à Constantinople. Dans les entretiens que j'eus

alors avec mes collègues, je m'efforçai de rechercher un terrain de conciliation, et je les trouvais finalement disposés à accueillir la suggestion suivante : abandonner le projet austro-russe du 17 janvier dernier et se rallier au projet concerté entre le Gouvernement turc et la Banque ottomane, qui bénéficiait déjà de l'acceptation de l'Allemagne, en le complétant par une disposition additionnelle qui instituerait, sur les finances de la Macédoine, un contrôle exercé, non plus seulement par l'Autriche-Hongrie et la Russie, mais par les six grandes Puissances « intéressées ». »

On sait quelle résistance opiniâtre la Porte a opposée à l'intervention du concert européen, soutenant que le contrôle financier était une atteinte grave aux droits de souveraineté du Sultan dont l'intégrité était une des conditions de l'acceptation par elle du programme de Muerzsteg. De nombreuses notes furent échangées de part et d'autre sans aucune résultat et les puissances, sur la proposition de la Russie et de l'Autriche, se décidèrent, après l'insuccès d'une note collective remise le 15 novembre à la Porte et dont le texte est annexé à la dépêche sub n° 168, à recourir à une démonstration navale. L'occupation par les flottes des puissances des îles de Mételin et de Lennos brisa la résistance ottomane et la dépêche sub n° 177 nous montre la Porte acceptant le projet tel qu'il lui avait été présenté par la note du 15 novembre sauf quelques modifications de peu d'importance. La crise prit ainsi fin, et, dans la dépêche sub n° 79, la dernière du recueil, nous voyons l'Inspecteur général de Macédoine entrer en relations avec la commission financière internationale qui s'était déjà rendue sur les lieux avant même d'être reconnue par le gouvernement ottoman. C'est là la première victoire de quelque importance que la diplomatie européenne ait remportée depuis l'entente de Vienne ; touchant à un côté très important de la situation, le côté économique, elle promet d'être féconde en résultats, si d'un autre côté l'Europe prend soin d'imposer le respect de la tranquillité aux agitateurs encouragés par le gouvernement bulgare et qui, sous prétexte de protéger les populations chrétiennes, mettent tout le pays à feu et à sang et par leurs molestations amènent les habitants à prendre des mesures de défense, les poussent même à de sanglantes représailles et envoient les haines entre les races. Lorsque les comitadjis bulgares se tiendront tranquilles, les bandes grecques se dissoudront d'elles-mêmes. Mais l'Europe se rend-elle bien compte de toute l'importance du rôle que jouent les patriotes de Sofia dans la fomentation des troubles ? On en doutera, à la lecture de certains des documents du Livre jaune qui s'attachent à les décrire. Il est vrai qu'on ne peut éviter de mentionner les méfaits des comitadjis bulgares ; ainsi lit-on dans la dépêche sub n° 22 du 22 août 1903 :

« Dans le vilayet d'Andrinople, jusqu'ici à peu près tranquille, l'activité des bandes vient aussi d'être constatée. Dans la nuit du 16 au 17 courant, près de Kouleli-Bourgas, station de la ligne de Constantinople-Andrinople, de nombreux coups de feu ont été échangés entre les soldats chargés de la surveillance de la ligne et les révolutionnaires. Enfin, au lendemain de l'arrivée de la division navale russe au mouillage d'Iniada, les Bulgares ont attaqué et détruit deux villages grecs situés entre cette baie et Kirk-Kilissé, qui a été également attaqué et dont le conak a été incendié. »

Mais on semble attribuer l'agitation macédonienne non aux excitations venues du dehors mais au réveil du sentiment national des Bulgares de Macédoine. C'est l'opinion que M. Steeg exprime

dans le passage suivant de sa dépêche publiée sub n° 50 :

« Je suis, pour ma part, assez porté à croire qu'il est exagéré de rendre le Gouvernement bulgare seul responsable de cet état de choses et que c'est en Macédoine même que se recrutent les éléments révolutionnaires les plus violents et les plus irréductibles. Mais s'il est vrai, comme on l'affirme à Sofia, que le Gouvernement bulgare met tous ses efforts à entraver l'action des comités et à détruire leur organisation, on ne saurait trop, à mon sens, en rendre la démonstration effective. Tant que cette preuve n'aura pas été faite, il n'y a lieu d'attendre de la part des Turcs, même les mieux disposés à l'égard des réformes, qu'une action paralysée par le sentiment de l'inutilité de leurs efforts. »

Dans d'autres dépêches encore, les attentats trop odieux pour être mis à la charge du patriote bulgare, sont mis sur le compte de vagues anarchistes ; ainsi, à propos d'une explosion dans un train près de Guevgeli, lit-on dans une dépêche de M. Steeg qui a tort de ne puiser ses informations qu'à l'agence de Bulgarie :

« Dans l'opinion de l'Agent commercial de Bulgarie, ce crime devrait être imputé à des affiliés du groupe anarchiste qui a commis l'année dernière les attentats de Salonique. »

Toute latitude est ainsi laissée aux accusés de se disculper devant l'opinion.

Quant au gouvernement bulgare, il est généralement mis hors de cause et cru sur parole lorsqu'il se défend d'encourager les agitateurs.

Les mesures de défense que les populations helléniques de Macédoine se sont vues forcées de prendre et l'apparition des banques grecques ne rencontrent, comme on devait s'y attendre, que peu d'approbations ; ainsi lit-on dans la dépêche sub n° 89 signée de M. Steeg :

« On signale depuis deux ou trois mois des passages de bandes armées par la frontière grecque : il s'agit de combattre les bandes et la propagande bulgare en employant les mêmes armes. »

« Des comités helléniques ont commencé à fonctionner sous le nom de sociétés de bien-faisance ou de gymnastique. Mais on ne saurait considérer comme négligeables les éléments de trouble que cette nouvelle propagande par le fait viendra apporter dans ce pays, en augmentant le nombre des insurgés qui y vivront, à l'instar des bandes bulgares, de l'exploitation des populations. »

« Depuis longtemps des bandes serbes sont signalées dans le caza de Kirtchevo, au nord du vilayet de Monastir ; elles viennent d'entrer en lutte armée avec les bandes bulgares de la même région ; à la suite d'un combat qui a eu lieu le 5 octobre les deux partis ont laissé sur le terrain quelques morts et blessés. »

Et plus bas, dans une dépêche, sub n° 91, de M. E. Bapst, alors chargé des affaires de France à Constantinople :

« Le sandjak de Serrès, malgré les louables efforts de nos officiers, n'est plus comme dans le dernier été indemne de ces maux. Dans tout le reste de la Macédoine, l'insécurité est extrême ; même dans les parties méridionales des vilayets de Salonique et de Monastir, qui jusqu'à présent étaient demeurées paisibles, on signale des attentats dus à des bandes grecques. »

En condamnant la formation de ces bandes et en déplorant les effets qu'elle pourra avoir sur

la situation, on perd de vue qu'elle est une nécessité que les procédés de terrorisme et d'extermination des comitadjis ont imposée aux Macédoniens hellènes, que si les résultats en sont fâcheux pour l'ordre et la sécurité, ceux-ci n'en portent pas la responsabilité. Le Livre jaune met en évidence un fait sur lequel il serait inutile d'insister, si une légende contraire n'avait été forgée par les adversaires de l'hellénisme et répandue habilement dans l'opinion ; nous voulons parler de l'attitude hostile de la Turquie envers la Grèce à la suite de la formation de bandes à laquelle participaient les Macédoniens, établis en Grèce. Cette attitude prouve combien on se trompait en croyant à une entente gréco-turque dirigée contre l'élément bulgare. Ainsi nous lisons, dans une note de l'ambassade ottomane à Paris, du 5 novembre 1904 à M. Delcassé :

« D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que depuis quelque temps des bandes formées en Grèce font des incursions dans les provinces de la Roumérie où elles commettent toutes sortes de méfaits.

« Devant les réclamations du Gouvernement impérial, le Cabinet d'Athènes a cherché à représenter les incursions de ces bandes comme représailles aux méfaits commis par les Bulgares. Mais alors qu'à l'origine le Gouvernement hellénique donnait à la Sublime Porte l'assurance formelle qu'il empêcherait la formation sur son territoire de comités et de bandes et prendrait des dispositions propres à prévenir toute incursion, il se montre aujourd'hui impuissant à réprimer ces actes. En attendant, les comités macédoniens qui ont été fondés en Grèce lancent ouvertement des proclamations révolutionnaires et de nouvelles bandes dont le nombre atteint une dizaine se sont formées pour donner plus d'activité au mouvement.

« Tout dernièrement, un officier hellène, Paul Mélas, qui commandait une de ces bandes ayant trouvé la mort, une grande effervescence s'est manifestée en Grèce et les journaux d'Athènes ont reproduit son portrait en costume de brigand.

« Une pareille situation est non seulement incompatible avec les bonnes relations qui existent entre les deux Etats, mais aussi contrarie aux stipulations des préliminaires de paix signées avec les Plénipotentiaires des Puissances et l'article 14 du traité de paix conclu avec la Grèce.

« Le Gouvernement impérial ayant tout fait pour remédier à cet état de choses regrettable, toute la responsabilité des événements qui pourraient en résulter ne saurait retomber que sur le Gouvernement hellénique.

« En attirant la sérieuse attention de Votre Excellence sur ces faits, je lui serais reconnaissant de bien vouloir inviter M. le Ministre de France à Athènes à faire au Gouvernement hellénique les représentations qui seront jugées nécessaires.

Et dans une autre du 25 avril 1905 :

« La Sublime Porte a appris, de source autorisée, que 300 Crétos sous la conduite de Manos, parent de l'agitateur crétois du même nom viennent de s'embarquer au Pirée pour se rendre en Macédoine afin de renforcer les bandes grecques qui s'y livrent à toutes sortes de méfaits en vue d'y fomenter des troubles.

« Ce fait prouve à n'en plus douter que c'est le Gouvernement hellénique lui-même qui provoque ouvertement l'agitation soit en Crète soit dans les provinces européennes de l'Empire en vue de réaliser ses visées. Toutes les recommandations et tous les conseils de sagesse don-

nes au Cabinet d'Athènes, tant par la Sublime Porte que par les grandes Puissances, restent sans aucun effet et la situation, au lieu de s'apaiser, devient, du seul fait du Gouvernement hellénique, de jour en jour plus critique. »

Le peu d'attention qu'on accorde à l'antagonisme des diverses races et la manière plutôt superficielle dont les droits et les prétentions des différentes nationalités sont généralement jugées, nous en avons une preuve dans la facilité avec laquelle sont accueillis les arguments des Roumains en faveur de la reconnaissance en Turquie d'une nationalité roumaine qui en réalité n'existe pas, puisque les Koutzovlaques sont Grecs corps et âme et que les présumés attentats dont ils auraient été victimes ont été dirigés par les Koutzovlaques eux-mêmes contre les agents de la propagande roumaine que l'or de Bucharest entretient pour semer la discorde dans ces populations ; pourtant toutes ces calomnies contre l'hellénisme trouvent leur place dans le Livre jaune, faisant partie de la note roumaine annexée à la dépêche sub n° 126.

Lorsque des notions plus justes et plus précises auront prévalu en Europe, en ce qui concerne les différentes populations balkaniques et les relations qui existent entre elles, un grand pas sera fait vers l'amélioration de leur sort par des mesures efficaces et rationnelles.

CHYPRE

LE RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE

Larnaca, 4 janvier,

Le rapport que vient de publier le Haut-Commissaire, sir Charles King William, sur la situation en Chypre pendant l'année 1904, n'a pas été sans causer quelque déception à ses administrés ; il ne leur semble pas entièrement justifier les espérances qu'avaient fait naître les nombreuses marques d'intérêt et de sollicitude pour la prospérité de l'île et le bien-être des habitants que le nouveau gouverneur n'avait cessé de prodiguer, dès son arrivée dans le pays. On s'attendait à ce qu'il plaidât chaleureusement la cause de la colonie, que, notamment, il s'élevât avec force contre l'iniquité d'imposer au Trésor chypriote le paiement du tribut annuel à la Turquie, qu'il recommandât que des crédits fussent consacrés aux multiples besoins du pays, à l'amélioration des ports, à l'établissement d'une ligne de paquebots qui rattacherait l'île aux pays étrangers, surtout à l'Egypte ; on espérait, en un mot que, s'adressant au gouvernement britannique, le Haut-Commissaire aurait insisté sur les obligations que l'Angleterre a assumées envers elle-même et envers le monde civilisé en prenant possession de l'île de Chypre, sur la nécessité que le souci même de son prestige comme puissance coloniale impose de ne pas transgresser ses obligations, laissant sa possession méditerranéenne dans l'état de marasme et de déperissement où elle se trouve actuellement.

Le rapport du Haut-Commissaire nous montre que les recettes du budget chypriote se sont élevées pour l'année 1904 à environ 219.000 £ contre 154.000 £ de dépenses, mais cet excédent n'est qu'une vaine illusion : les 93.000 £ du tribut annuel à la Turquie viennent l'absorber et au delà, laissant un déficit de 28.000 £ ; c'est bien le Trésor britannique qui supporte cette différence, mais cette générosité est elle-même préjudiciable à l'île, le gouvernement britannique ne se faisant pas

faute de faire valoir les charges que ces déficits lui imposent pour réduire les crédits destinés aux travaux d'amélioration les plus indispensables en augmentant les impôts. Pour toute la durée de l'occupation britannique les revenus du budget se sont élevés à 4.904.000 £ contre 3.265.000 £ de dépenses, non compris le tribut annuel qui s'est élevé à 2.471.000 £ pour cette période dont 1.689.000 £ sont restées à charge du budget colonial. Les habitants de Chypre voient avec amertume qu'une somme aussi considérable, plus de 40 millions en vingt-cinq ans, ait été extorquée à un pays ruiné, criblé de besoins aussi multiples et aussi urgents pour satisfaire à des obligations qui ne sont pas les siennes, qu'il n'a pas assumées et qu'aucun avantage pour lui ne vient compenser ; ils pensent à tout ce qui aurait pu être fait avec ces 40 millions pour développer l'agriculture, l'industrie, pour faciliter l'accès des ports, pour fonder des lignes de navigation qui permettraient le facile écoulement des produits, en un mot pour améliorer une situation qui ne fait qu'empirer de jour en jour, et remédier à la détresse lamentable de l'île.

Il faut reconnaître, du reste, que le rapport du Haut-Commissaire lui-même, s'il ne constitue pas un réquisitoire en règle contre l'administration britannique, et vraiment on ne saurait s'y attendre, n'en exprime pas moins sous une forme voilée les plus graves reproches à cette administration en traçant sous des couleurs sombres, qui ne sont malheureusement que trop véridiques, le tableau de la situation qu'elle a amenée dans l'île ; ce qu'il dit notamment du mauvais état des forêts et de l'influence néfaste que leur destruction exerce sur la situation agricole et sur l'avenir immédiat du pays, est absolument navrant. On sait que Chypre, autrefois si fertile, au climat réputé pour sa douceur et son égalité, voit de nos jours sa fécondité compromise par l'irrégularité et l'insuffisance des pluies et par la disparition des sources, tandis que des alternatives d'été brûlants et d'hivers rigoureux ont remplacé la température clémence qui rendait en toute saison son climat enchanteur. Ce changement climatologique est dû au dessèchement de l'atmosphère causé par la destruction presque entière du manteau de végétation forestière qui, pendant l'antiquité et jusqu'aux temps modernes, couvrait une grande partie de l'île. Dans ces conditions, la reconstitution du domaine forestier est indispensable pour ramener dans l'île l'ancienne fertilité et la prospérité agricole et doit être le premier soin d'un gouvernement ayant à cœur les intérêts du pays, d'une administration désireuse de le sauver de la ruine qui, lentement, mais infailliblement, le menace par la destruction des sources mêmes de sa richesse.

Le gouvernement britannique avait dès l'abord reconnu l'urgence des travaux de réboisement et un sylviculteur français de grand renom, M. Madon, avait été chargé d'étudier la question et de dresser le plan de ces travaux ; il consigna dans des rapports fort remarqués le résultat de ses études et de ses observations qui concluaient à la nécessité de dépenser 14.000 £ par an pendant une période de cinquante années pour arriver à un résultat favorable et reconstituer la richesse forestière de l'île. Or qu'est-il advenu de ces mesures ? Nous n'avons qu'à lire quelques passages du rapport du Haut-Commissaire pour être édifiés : nous y voyons en effet que « les dépenses du réboisement furent trouvées dépasser les maigres ressources disponibles pour l'administration de l'île ; la charge extraordinaire des 92.800 £ de

L'annuité payée à la Turquie impose la plus stricte économie dans toutes les branches de l'administration ; aussi a-t-on pris le parti de réduire la dépense de l'administration forestière à 3.500 £ au lieu des 14.000 £ indispensables.

Le rapport assure que, même avec cette somme réduite, un certain progrès sur l'état antérieur a été fait, mais c'est surtout un progrès moral, consistant à inspirer le respect de la végétation forestière aux paysans ; et le document officiel d'ajouter aussitôt : « ce n'est cependant que sur des surfaces forestières d'une étendue minime, comparée à l'étendue totale des forêts, que la reconstitution de celles-ci avance d'une manière satisfaisante. Pour la plus grande partie du domaine forestier, une augmentation des crédits affectés au reboisement est indispensable, et tant qu'elle n'aura pas lieu, il sera impossible d'empêcher un certain recul des forêts, qui aura des conséquences fatales pour l'avenir de l'île ». Si nous avons cru devoir nous étendre sur cette question du reboisement, c'est qu'elle est, de l'avis de tous, une question de vie et de mort pour Chypre, c'est aussi que dans le rapport du Haut-Commissaire se reflètent avec une cruelle sincérité les sentiments d'égoïste indifférence que professe le ministère britannique des colonies à l'égard de l'île qu'il administre ; cette coupable indifférence constitue la cause principale de la mauvaise situation à laquelle Chypre se trouve réduite, et ne tardera pas, si on n'y prend garde, à amener à ruine totale de l'île.

Au moment de l'inauguration de la ligne Leucosie-Ammochostos, nous avions formulé toutes les réserves que son tracé défectueux nous avaient suggérés, mais nous ne pensions pas que des circonstances se rattachant à la manière dont la construction de la voie a été menée viendraient diminuer l'efficacité déjà problématique de cette entreprise. Du reste le luxe d'ingénieurs et d'hommes spéciaux qui s'étaient adonnés aux études préliminaires de la construction d'une ligne dans une plaine unie et ne présentant pas la moindre difficulté d'exécution, ne nous autorisait pas à penser que des malfaçons puissent se produire dans les travaux. Malheureusement ce sont les faits eux-mêmes qui se sont chargés de notre édification ; dès les premiers orages, à cause de l'établissement défectueux des remblais effaçant de travaux d'art suffisants, les rails ont été emportés par les eaux et la voie endommagée sur plusieurs points, une première, puis une seconde fois, mais avec des dommages plus étendus puisque les réparations ont nécessité l'interruption du service des trains pendant quinze jours entiers. Ces chômage répétés de la ligne ne sont pas pour augmenter la productivité de l'entreprise et d'un autre côté le taux élevé du prix des transports empêche que la circulation des voyageurs et le mouvement commercial acquièrent toute leur intensité. Le prix du billet en seconde pour un trajet de 54 kilomètres, fixé à 3 shillings, est vraiment cher, et le transport des marchandises n'est pas moins onéreux en proportion, de sorte qu'on assiste au spectacle piquant des moyens de transport préhistoriques, bêtes de somme ou charrettes trainées par des bœufs, ou par des ânes, concurrençant victorieusement le chemin de fer, cette œuvre dont s'enorgueillit le plus la civilisation moderne.

Une des questions qui intéressent le plus les Chypriotes est celle des lignes de navigation. Jusqu'à présent l'île manque de communications directes avec les autres pays et prin-

cipalement avec l'Egypte avec laquelle le mouvement de ses échanges est le plus considérable ; les communications directes et rapides avec ce dernier pays auraient de plus l'avantage de permettre de tirer profit du climat de l'île et d'en faire une station hivernale où l'on pourrait se rendre après la saison du Caire, lorsque la chaleur y devient insupportable, tandis que Chypre jouit encore d'une température modérée, sans compter que les montagnes qui jouissent même en été d'un climat tempéré auraient pu convenir pour des stations estivales destinées à ceux que le séjour sous les tropiques auraient débilités. Si on parvenait à assurer à Chypre la clientèle de ceux qui fuient les froids du nord et à attirer les touristes vers un pays qui offre tant d'intérêt au point de vue historique, pittoresque et artistique, on aurait fait un grand pas vers la solution de la question économique, l'exploitation de l'étranger étant une des industries les plus avantageuses pour les pays qui l'exercent. En attendant on ne semble pas marcher d'un pas très rapide dans cette voie, puisque sous le prétexte de la fondation d'une société de navigation chypriote, on s'est abstenu de renouveler la convention avec la Compagnie du Lloyd austro-hongrois qui assurait le service de l'unique ligne reliant Chypre au monde civilisé ; mais comme d'un autre côté la Compagnie de navigation locale, faute de tout soutien gouvernemental, n'a pu sortir de l'état embryonnaire (en effet toute subvention a été refusée à cette entreprise d'un intérêt incontestable), Chypre risque de se trouver isolée du reste de la terre pour le plus grand préjudice des producteurs et commerçants auxquels l'annonce seule de cette interruption des communications a porté de grands préjudices.

Parmi les rares mesures du gouvernement de la colonie qui méritent tous les suffrages, nous devons mentionner le vote sur les antiquités assurant à l'île la possession de ses richesses archéologiques et la création d'un musée où ces richesses trouveront un cadre digne de leur valeur et pourront être classées et coordonnées de façon à ce que l'étude en soit facilitée à tous les intéressés ; les Hellènes de l'île, en assurant ainsi la conservation de ses trésors archéologiques se sentent particulièrement heureux d'offrir aussi un hommage à la gloire et à la splendeur de leur passé.

Le même fait que nous avions signalé il y a quelque temps vient de se reproduire encore et donner une preuve de l'ardeur que les Chypriotes mettent dans leur patriotisme ; de nouveau, lors de la dernière tournée du Haut-Commissaire, à Cyrénia, les habitants, dans les adresses qu'ils lui présentaient, avaient partout exprimé des vœux pour l'union de Chypre à la Grèce. Le Haut-Commissaire n'a pas certes répondu en criant « Vive l'union ! » mais il a promis de prendre en considération tous les autres vœux non politiques des habitants et de faire son possible pour les satisfaire. Bien que jusqu'à présent il n'ait pas montré une grande énergie dans la défense des intérêts de l'île, on ne peut nier à sir Charles K. William un souci constant de s'informer de ces besoins et des moyens d'y subvenir, ainsi qu'un esprit généreux et libéral ; espérons que ces qualités précieuses porteront leur fruit pour le bonheur de Chypre et pour le bon renom de l'administration coloniale anglaise.

La Convention Serbo-Bulgare et le Conflit Austro-Serbe

Bien que revêtant en apparence un caractère économique, la convention serbo-bulgare et la guerre douanière austro-serbe, à laquelle elle donna lieu, ont une portée plus générale, une importance politique qui vaut d'autant plus qu'on s'y arrête que les récents événements pourraient bien être l'origine d'une nouvelle orientation de la politique dans les Balkans.

On connaît les faits : le 22 juin 1905, la Serbie et la Bulgarie concluaient un arrangement aux termes duquel ces deux puissances constituaient une alliance douanière dans un but d'échange réciproque de tous les produits de leur sol. En d'autres termes, les deux parties contractantes dégavaient réciproquement à l'entrée les marchandises importées de Serbie en Bulgarie et vice-versa. Pourtant il ne s'agissait pas d'une union douanière complète, les deux pays n'ayant pas un tarif commun vis-à-vis des tiers, mais gardant chacun le sien.

Evidemment, la combinaison est assez étrange. Elle crée une union douanière avec tarifs distincts et traités de commerce indépendants, ce qui est de nature à favoriser l'échange des produits serbes et bulgares, tout en interdisant aux tiers d'invoquer, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, un avantage identique.

A défaut de raison d'ordre politique, cette seule disposition de l'accord bulgaro-serbe, eût suffi à produire une fâcheuse impression en Autriche, puissance avec laquelle la Serbie négocie précisément à cette heure le renouvellement d'un traité de commerce venant à expiration. C'est la principale raison du silence absolu qui, sept mois durant, du 22 juin 1905 au 4 janvier 1906, a été gardé sur l'arrangement serbo-bulgare. Il semble même qu'on l'eût dissimulé plus longtemps, jusqu'au lendemain de la signature du traité austro-serbe, si le gouvernement bulgare ne se fût empressé de le soumettre à la ratification du Sobranie, le 4 janvier dernier.

Cette ratification ne souleva pas la moindre discussion. Mais, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, la nouvelle de cet accord produisit à Vienne une vive émotion. L'Autriche protesta, arguant de l'atteinte portée par cette convention à la clause de la nation la plus favorisée insérée dans son traité avec la Serbie, mais surtout parce qu'elle y vit une manifestation nouvelle de la tendance qu'ont à se rapprocher les uns des autres les Etats slaves des Balkans. Ces protestations laissèrent assez froide la Bulgarie ; mais la Serbie eut une attitude moins ferme, sa situation vis-à-vis de l'Autriche étant bien moins favorable, la rendant même économiquement dépendante de sa puissante voisine. En effet, tandis que la Bulgarie importe de l'Autriche pour plus de 40 millions, elle y exporte à peine pour 9 millions. Il en est autrement de la Serbie qui envoie les 5/6 de son exportation totale en Autriche.

On s'explique donc que le cabinet de Belgrade ait dès le début témoigné de dispositions conciliantes, en s'offrant à modifier, sur les points et dans la mesure que lui indiquerait le Ballplatz, l'accord serbo-bulgare. L'Autriche répondit en exigeant que le gouvernement serbe ne présentât pas la convention à la Skouptchina, et, par surcroît, en refusant d'énoncer dans le traité austro-serbe les modifications à apporter à l'arrangement serbo-bulgare. C'était tout à la fois humilier la Serbie et anéantir l'accord conclu avec sa voisine balkanique.

Deux courants se formèrent à Belgrade. Les uns, représentés par les radicaux modérés, étaient

pour le maintien de l'accord avec la Bulgarie ; les autres, les nationalistes, pressaient le gouvernement à ne pas sacrifier le traité austro-serbe au traité bulgaro-serbe. Après avoir vainement cherché à pratiquer, entre ces deux opinions, une politique de diagonale, le ministère Stoyannovitch, sommé par une sorte d'ultimatum de renoncer à l'union avec la Bulgarie, s'y refusa et de ce fait, les négociations en cours pour la conclusion du traité avec l'Autriche furent suspendues.

La résistance de la Serbie ne fut pas sans causer une grande surprise à Vienne ; la presse, en termes violents, réclama la déclaration de la guerre douanière. Elle éclata le 22 janvier ; on l'appela la « guerre des porcs ». En effet, tout aussitôt, la Serbie vit la frontière hongroise fermée à l'importation de ses porcs, et même des bestiaux et de la volaille. La Serbie riposta en annonçant qu'elle fermerait sa frontière aux provenances autrichiennes, décrétant le boycottage du marché viennois. Elle donna même un commencement d'exécution à ces menaces de représailles et montra un moment une attitude d'intransigeance. Mais, on pouvait en être sûr, cette résistance ne fut pas de longue durée. Et le 30, on télégraphiait de Belgrade que le gouvernement cédait déjà, renonçant à maintenir, au prix d'un blocus économique, une union douanière, dont les avantages ne sauraient compenser les inconvénients.

Une des stipulations du traité serbo-bulgare qui a le plus ému les cercles politiques de Vienne, c'est l'article 17 qui prévoit l'extension des clauses incriminées aux terres qui entrent ou entreront à l'avenir dans le domaine douanier de l'un ou l'autre des Etats-Unis. Cet aveu d'une politique d'expansion territoriale qui, d'ailleurs, a déjà provoqué des protestations de la Porte, ne pouvait que causer des inquiétudes à Vienne. Et l'irritation que toute cette affaire y a créée est bien plus d'ordre politique qu'économique. On sait dans quelle situation de dépendance économique la Serbie se trouve vis-à-vis de la monarchie dualiste. Commercialement, elle en est tributaire. Et le Ballplatz entend que cette sujexion économique lui vaille politiquement la docilité de la Serbie. Longtemps, il en fut ainsi. On sait que le roi Milan fut dans son propre pays l'instrument de la politique autrichienne. Mais avec la disparition des Obrénovitch et l'avènement du roi Pierre, la Serbie manifesta de fâcheuses velléités d'indépendance. On a été jusqu'à affirmer que la « Triplice balkanique », comprenant la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro, n'était plus qu'une question de temps. C'est là une combinaison que l'Autriche ne peut envisager favorablement. Et l'on s'explique qu'elle ait voulu donner une leçon aux diplomates serbes, qui, il faut le reconnaître, ne se sont pas montrés particulièrement adroits dans cette affaire et se sont laissés imprudemment entraîner par ceux, plus habiles, de Sofia.

L'influence française en Orient ET LES ÉCOLES GRECQUES

Nous trouvons dans le dernier numéro de la *Revue de l'Enseignement colonial* une communication des plus intéressantes faite récemment par M. G. Trianaphyllidès, avocat à la Cour d'appel de Paris, au Conseil de la Mission laïque française, touchant la question de l'enseignement français en Orient.

Après avoir relevé l'importance qu'a prise dans le Levant la langue française, devenue indispensable, et démontré l'insuffisance de l'enseignement congréganiste, incapable d'ailleurs de lutter contre l'envahissement du slavisme et du germanisme, M. Trianaphyllidès aborde la question de l'enseignement laïque.

Les 5 millions de Grecs, dit-il, sujets ottomans et le million d'Arméniens jouissent séparément d'une autonomie ecclésiastique et scolaire. Les uns et les autres ont su s'organiser de façon à se passer du concours de l'Etat qui laisse fonctionner les écoles sous la responsabilité des patriarches respectifs, chefs politico-religieux de ces communautés.

Les Hellènes ont largement profité de cette autonomie et les différents patriarchats ainsi que les évêques en province, avec le concours de leurs ouailles ont organisé l'instruction publique grecque sur le modèle de celle des nations civilisées et plus particulièrement sur celui de la Grèce libre.

Partout dans l'empire où il y a une église, il existe une école primaire sous la surveillance d'une éphorie élue par les paroissiens orthodoxes.

Dans les bourgades importantes il existe, à côté de l'école primaire, une école primaire supérieure fonctionnant dans les mêmes conditions que la précédente.

Dans les grandes villes, il existe un ou plusieurs gymnases, c'est-à-dire lycées, ou une école de commerce. Leurs programmes sont calqués sur ceux des lycées et écoles de commerce de France.

Les élèves diplômés des gymnases peuvent suivre les cours des Universités d'Europe sans faire d'autres études préalables.

Au-dessus de ces écoles et gymnases existent les écoles normales, celle de Phanar pour les hommes et celle de Pétra « le Zappeion » pour former les institutrices et directrices des écoles de jeunes filles.

Le patriarchat grec œcuménique de Constantinople entretient un grand séminaire situé à Halki, d'où sortent les futurs évêques de ce patriarchat ; et le patriarchat de Jérusalem en possède un autre, celui de la Croix, où se forment les futurs prélates de ce trône patriarchal.

Tant dans les écoles primaires supérieures que dans les écoles supérieures : gymnases, écoles normales, séminaires et écoles de commerce, l'enseignement du français est obligatoire à côté de la langue maternelle, le grec, qui est étudié comme à Athènes.

Ces écoles, néanmoins, n'arrivent pas toutes à mettre leurs élèves en état d'écrire et de parler correctement le français, langue indispensable pour la jeunesse hellène qui désire entrer dans une des administrations dont il a été question tout à l'heure. Aussi les jeunes hellènes s'empressent-ils de quitter de bonne heure l'école grecque pour aller se perfectionner dans une école étrangère existant dans le voisinage. Les congrégations seules autrefois s'offraient pour leur enseigner le français. Mais, pour les raisons que je viens d'expliquer, les Anglais et les Allemands s'efforcent de s'emparer de cette jeunesse studieuse qui se prépare à la lutte pour la vie.

Cet état de choses émut les autorités ecclésiastiques et laïques grecques, qui, bien que limitées par leurs ressources budgétaires, font des efforts surhumains pour fortifier dans leurs propres écoles l'enseignement du français. La France a intérêt à les encourager dans cette voie par tous les moyens en son pouvoir. Un de ces moyens consiste à préparer des professeurs pour ces écoles.

Il faudra, dans cet but, former deux catégories de professeurs : la première destinée à enseigner aux écoles primaires supérieures et aux classes inférieures des gymnases. Je suis d'accord avec M. Gourdon, secrétaire général de la Mission laïque, qu'il suffit pour cela de créer une ou deux écoles normales dans deux villes importantes de Turquie, dans lesquelles les jeunes indigènes seront préparés au professorat.

La seconde catégorie de professeurs devra être formée en France dans une université ou dans une école spéciale. Ces professeurs seront envoyés aux écoles normales grecques, aux séminaires, aux écoles de commerce et à quelques gymnases importants, comme ceux de Constantinople, de Smyrne, d'Andrinople, de Salonique, de Janina, etc., etc., pour initier la jeunesse d'élite aux idées et à la civilisation françaises, et pour diriger vers les Universités françaises ceux de leurs élèves qui se proposent d'étudier une science.

M. Trianaphyllidès cite ensuite quelques tentatives heureuses dues à l'initiative privée grecque, qui est allée jusqu'à créer des lycées mixtes franco-grecs, qui fonctionnent admirablement et donnent des résultats très appréciables :

Je dois terminer cette communication en citant quelques tentatives heureuses, dues à l'initiative privée grecque qui est allée jusqu'à créer des lycées mixtes franco-grecs, qui fonctionnent et donnent des résultats satisfaisants.

Le premier de ces lycées est celui de M. Hadji-Christo, situé à Pétra. L'enseignement dans les classes supérieures s'y fait en langue française.

L'école de commerce de Halki, en face de Constantinople, fondée il y a un siècle, se transforme peu à peu en école mixte, grâce aux efforts de la nouvelle éphorie que j'ai secondée dans la mesure de mes moyens.

L'école normale de jeunes filles « Zappeion » de Constantinople, sur l'initiative de sa savante directrice, Mme Euthalie Adam, a réussi à présenter à l'examen du brevet supérieur certaines de ses élèves diplômées, qui font honneur à l'école et battent en brèche les candidates sortant des écoles des sœurs.

L'école supérieure de jeunes filles de Smyrne « Homereion » a organisé l'enseignement du français si bien que les jeunes Grecques de l'aristocratie ont oublié le chemin des écoles des sœurs. Mme Louizo, directrice de cet établissement, qui est son œuvre, a préparé pour lui succéder sa jeune nièce, une brillante élève du lycée de jeunes filles d'Aix.

Enfin, je cite l'œuvre remarquable d'un Grec macédonien, M. Noukas, apôtre de l'hellenisme et ami dévoué de la France, qui a consacré ses petites économies et sa vie à la fondation d'un lycée commercial franco-grec à Salonique où il recrute exclusivement les jeunes Grecs macédoniens, venus de tous les coins de cette province de l'empire, pour leur enseigner, avec la langue maternelle, le français qui devient la langue d'enseignement dans les classes supérieures.

Les nombreux élèves de ces écoles occupent actuellement des situations importantes. Ce sont autant d'agents conducteurs de la langue et de la civilisation françaises.

Si l'on arrivait à fortifier dans le même sens l'enseignement du français à l'école normale grecque de Phanar et dans les deux séminaires on serait sûr de maintenir en Turquie l'influence française, et l'on s'apercevrait rapidement de ce qu'elle aura gagné.

PROGRAMME des Jeux Olympiques internationaux

I. SPORTS ATHLETIQUES

I. Courses plates.	a. Course de 100 mètres.
—	b. — 400 —
—	c. — 800 —
—	d. — 1.500 —
—	e. — de Marathon de

42 kilomètres sur route. (Les participants de cette course doivent être âgés de 21 ans.)

II. Courses de haies. Course de 110 mètres, baies.

III. Sauts. 1. Saut en longueur sans élan.

2. — — avec élan.

3. — triple avec élan.

4. — en hauteur.

5. — à la perche.

IV. Lancements. 1. Lancem. clas. du disque.

2. — libre.

3. — de la p. av. élan.

4. — du poids.

V. Pentathle athlétique comprenant les concours suivants : 1^o) Course d'un stade olympique (192 mètres), 2^o) Saut libre en longueur sans élan, 3^o) Lancement classique du disque, 4^o) Lancement du javelot et 5^o) Lutte grécoromaine.

Les concurrents sont obligés de prendre part à toutes ces épreuves.

VI. Travail de poids. 1^o) Barre à deux mains. 2^o) Haltère à chaque main alternativement.

VII. Lutte grécoromaine.

VIII. Lutte à la corde (par équipes de huit concurrents).

IX. Concours de marche de 1500 mètres.

X. Corde lisse en traction des bras.

II. GYMNASTIQUE

1. Pentathle gymnastique, comprenant les concours suivants : 1^o) Exercices aux barres parallèles. 2^o) Exercices à la barre fixe (Reck). 3^o) Exercices aux anneaux. 4^o) Sauts au cheval et 5^o) Sauts en longueur et en hauteur (combinés). Les concurrents sont obligés de prendre part à toutes ces épreuves.

2. Concours par groupes composés de huit gymnastes au minimum. Exercices de libre choix, avec ou sans engins fixes ou mobiles.

III. JEUX ATHLETIQUES

1. Champ. Lawn-tennis 1^o. Simple, messieurs.
2^o. Double, —
3^o. Simple, dames.
4^o. Mixte double.

2. Championnat de Foot-ball (Association).

IV. ESCRIME

1. Championnat de fleuret.
2. — d'épée de combat.
3. — de sabre.

4. Coupe d'épée internationale (par équipes de quatre tireurs. Chaque équipe représente son pays respectif).

5. Coupe de sabre internationale (par équipes de quatre tireurs. Chaque équipe représente son pays respectif).

V. — SPORT NAUTIQUE

1. Natation. 1^o. Concours de vitesse de 100 m.
2^o. — de demi-f. de 400 m.
3^o. — de fond de 1.600 m.
4^o. — artistique (plongeons d'une hauteur de 4—12 mètres).

2. Aviron. 1^o Yole franche à deux rames. Deux rameurs avec barreur. Distance de 1.000 mètres en ligne droite.

2^o Yole franche à deux rames. Deux rameurs avec barreur. Distance de 1.600 mètres en ligne droite.

3^o. Yole franche à quatre rames. Quatre rameurs avec barreur. Distance 2.000 mètres en ligne droite.

4^o. Baleinières des Navires de guerre à six rames. Six rameurs avec barreur. Distance de 2.000 mètres en ligne droite.

5^o. Grands canots de Navires de guerre. Seize rameurs (seize rames) au maximum. Distance de 3.000 mètres en ligne droite.

VI. CONCOURS DE TIR

1. Fusil de guerre modèle militaire reconnu. Distance de 300 mètres, debout ou à genoux.

2. Fusil de guerre modèle Gras. Distance 200 mètres, debout ou à genoux.

3. Fusil libre. Distance 300 mètres, c'est-out ou à genoux.

4. Concours de fusil libre par équipes. Distance de 300 mètres debout, à genoux et couché. Chaque équipe se compose de cinq tireurs de même nationalité.

5. Revolvers d'ordonnance reconnus. Distance de 20 mètres.

6. Revolver d'ordonnance modèle 1873. Distance de 20 mètres.

7. Revolver libre. Distance 25 mètres.

8. Revolver libre. Distance de 50 mètres.

9. Pistolet de précision ou de duel. Distance de 20 mètres au visé.

10. Pistolet de duel. Distance de 25 mètres au commandement.

11. Fusils de chasse. Tir simple aux pigeons artificiels.

12. Fusils de chasse. Tir doublé aux pigeons artificiels.

VII. COURSES VELOCIPEDIQUES

1. Course de vitesse de 1.000 mètres sur piste sans entraîneurs.

2. Concours d'un tour de piste (333.33 1/3 m.).

3. Course de vitesse de 2 kilomètres (Tendems).

4. — de vitesse de 5 kilomètres sur piste sans entraîneurs.

5. Course de demi-fond, de 20 kilomètres, sur piste avec entraîneurs (les motocyclettes sont interdites).

6. Course de fond de 34 kilomètres sur route sans entraîneurs (d'Athènes à Marathon et retour).

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1^o) Les Jeux Olympiques sont exclusivement réservés aux amateurs.

2^o) Est amateur : Toute personne qui n'a jamais pris part à un concours ou match, soit pour un prix en espèces, soit contre rétribution, quelle qu'en soit la source ; qui n'a jamais concourru avec des professionnels et n'a jamais été rétribué soit en s'exerçant lui-même, soit en enseignant ou en entraînant les autres ; qui ne s'est jamais procuré de l'argent ou des avantages pécuniers au moyen des prix gagnés ; qui n'a jamais employé des machines ou du matériel sportif dans un but de réclame.

L'amateur est autorisé cependant à accepter de la part de la Société ou de l'Union dont il relève, et même de celle organisant les concours, ses frais de voyage et de séjour dans une ville étrangère en tant que cette subvention n'est pas une rémunération.

3^o) Les concurrents désireux de participer aux Jeux Olympiques doivent préalablement faire certifier leur qualité d'amateur par leurs Unions amateurs respectives et, à défaut, par une Société amateur reconnue comme telle par nos Commissions formées à l'étranger.

4^o) Les demandes de participation aux Jeux Olympiques doivent être adressées directement au Comité des Jeux Olympiques à Athènes (rue de l'Université 3) ou à nos Commissions formées à l'étranger. En tout cas, elles devront parvenir entre les mains du Comité ou des dites Commissions, pour l'Europe, un mois avant le commencement des

Jeux, et, pour les autres contrées, 40 jours avant la même date.

5^o) Les records des différents concours sont reconnus comme records officiels des Olympiades Helléniques, après la constatation de la part du Jury et la rédaction du procès-verbal y relatif.

6^o) Des prix sont décernés aux premier, deuxième et troisième gagnants de chaque concours ; ils consisteront en coupes, objets d'art, médailles et diplômes.

Par ordre de S. A. Royale le prince Royal des Hellènes Duc de Sparte, Président du Comité,
Le Secrétaire Général,
SPYR. P. LAMBROS.

ÉCHOS

CONSTANTIN CARATHÉODORY. — On annonce de Constantinople la mort, à l'âge de 73 ans, de Constantin pacha Carathéodory, l'éminent homme d'Etat.

Juriste, mathématicien, linguiste, il appartenait à la longue lignée des Grecs constantinopolitains qui ont maintenu vivante et féconde en Orient cette culture hellénique, — honneur et espoir de la race — et ont su tout à la fois préparer à leurs congénères des jours meilleurs, en adoucissant leur sort, et mériter la confiance des conquérants au service desquels ils ont mis leurs aptitudes et leurs lumières.

Fils du docteur Etienne Carathéodory et petit-fils du côté maternel du hatman Alexandre Maserogordato, Constantin Carathéodory fit à Constantinople, sous la direction de grands éducateurs, tels qu'Eustache Cleoboulos et Elie Tantaliès, de brillantes études qu'il vint plus tard compléter à Paris. A une époque où de véritables hommes d'Etat, comme Fuad, Rechid, Aali pachas, gouvernaient, en tentant de le réformer, l'Empire ottoman, des hommes de l'intelligence et de la valeur de Constantin Carathéodory, loin d'être écarts des conseils de l'Empire, étaient au contraire — furent-ils chrétiens — appelés à y participer et à contribuer ainsi à l'œuvre réformatrice. Ses talents et ses qualités l'ayant rapidement signalé à l'attention des hommes libéraux de l'époque, le jeune Carathéodory entra au service de l'Empire, où il se distingua rapidement, et sut concilier son loyalisme envers le pouvoir avec ses devoirs vis-à-vis de ses congénères. Tour à tour conseiller du gouvernement général de la Crète, sous-secrétaire d'Etat du Commerce, des Affaires étrangères, secrétaire de la Conférence européenne de 1876 à Constantinople, premier plénipotentiaire à Berlin en 1878, ministre des Affaires étrangères en 1879, il quittait, au bout de quelques mois, ce poste, préférant se retirer avec le grand-vizir Khaïreddin pacha, dont, seul, parmi ses collègues, il soutint, à l'égard du nouveau sultan Abdul-Hamid, le programme libéral, sans se tenter par les offres séduisantes que Sa Hautesse lui avait pourtant faites.

Fidèle à ses idées et inébranlable dans ses convictions, il tomba en disgrâce, et, bien qu'ayant été appelé à occuper successivement les postes de gouverneur général de la Crète et de prince de Samos, il fut, en réalité, pendant près de vingt-cinq ans, de plus en plus mis à l'écart, ainsi d'ailleurs que tous les autres Grecs de mérite, parmi lesquels le défunt occupait la première place. Cette disgrâce allait s'accentuant, à mesure que la Porte s'éloignait toujours davantage, des traditions de libéralisme et de progrès qui avaient prévalu auprès d'elle depuis le Sultan Sélim jusqu'au règne actuel, rendait impossible toute participation aux affaires de l'Etat à des hommes dont l'idéal a été de rapprocher la Turquie de la civilisation européenne par l'introduction d'un régime de justice, égale pour tous, et de libre concurrence.

LA TURQUIE ET LES ÉCOLES NON MUSULMANES. — Le gouvernement ottoman vient de prendre une décision qui pourra avoir des conséquences très graves pour le développement intellectuel des diverses communautés chrétiennes de l'Empire ottoman aussi bien que pour le sort des écoles créées ou patronnées par les missions étrangères.

Une circulaire, que le ministère de l'Instruction publique a adressée aux autorités de la capitale et de toutes les provinces, énumère les mesures qu'à l'avenir on doit prendre chaque fois qu'une communauté non musulmane ou une colonie étrangère demandera l'autorisation d'ouvrir une école.

Sous le régime jusqu'ici en vigueur, c'est par le canal du Patriarcat ou de l'Ambassade, auxquels ressortit la communauté ou la colonie qui voulait créer une école, que la demande était transmise à la Porte, qui déjà accumulait les difficultés, compliquait la procédure à suivre et n'accordait que rarement l'autorisation nécessaire. Aux termes de la nouvelle circulaire, la demande devra tout d'abord être présentée aux autorités locales de la province où l'on voudra fonder un établissement scolaire, et aussi au ministère de la Justice et des Cultes et à celui de l'Instruction publique ; on ne donnera suite à l'examen de la requête que lorsque ces départements auront émis un « avis conforme ».

Ce n'est pas tout. Le gouvernement pose les six conditions suivantes à la création d'une école :

1^o Elle ne devra entraîner aucun inconvenient d'ordre local ou politique ;

2^o On devra se renseigner, tout d'abord, sur l'importance numérique de la communauté au milieu de laquelle l'école sera créée ;

3^o Il faudra savoir si l'école sera établie dans un quartier musulman ou chrétien ;

4^o Il faudra être fixé d'avance sur les frais de construction et savoir par qui ils seront payés ;

5^o Le terrain sur lequel l'école sera construite sera-t-il *mulk, vakouf* ou *émivî?*

6^o Etre fixé sur les dimensions de l'école et savoir de combien de pièces elle sera composée.

Tous ces renseignements devront être consignés dans un rapport auquel on devra joindre les observations que les autorités locales auront à faire et un plan de l'édifice que l'on demande à construire.

Pour qui connaît les mœurs administratives ottomanes, point n'est besoin de lire entre ces lignes pour se rendre compte que ces diverses mesures signifient tout simplement qu'il ne sera désormais guère possible d'ouvrir une école en Turquie, le gouvernement cherchant par là à entraver le développement intellectuel des races chrétiennes et la propagation des langues étrangères. Sans doute les ambassades sauront toujours extorquer aux Turcs l'autorisation nécessaire en faveur de leurs écoles. Mais on se demande quel recours auront les communautés chrétiennes contre l'arbitraire du pouvoir ottoman.

L'ACTIVITÉ ITALIENNE DANS LE LEVANT. — Elle se manifeste de plus en plus, un peu partout en Orient.

Le capitaine Vanutelli vient de terminer une longue enquête sur l'Asie-Mineure, dont l'avait chargé la Société Géographique Italienne. Il conclut en affirmant que l'influence italienne n'y rencontrera pas de sérieuse opposition et qu'il suffira aux capitaines italiens de s'intéresser à de solides entreprises : banques, mines, voies ferrées, pour faire de l'Asie-Mineure une terre où l'Italie puisse jouer un rôle prépondérant.

En Turquie d'Europe, cela est hors de doute, les Italiens font des progrès ininterrompus. Il y a actuellement deux compagnies de navigation italienne, l'*Apulia* et la *Novétienne*, qui portent

les produits du Monténégro et de l'Albanie. Cette dernière compagnie a acheté le steamer *Daniza*, qui appartenait à la Société commerciale anglo-monténégrine et faisait le service sur le lac de Scutari. Elle lui a adjoint un bateau, le *Sprivo*, qui fait également le service du lac. Elle va bientôt transporter le courrier et les marchandises de Virbazar à Scutari par un troisième vapeur.

La construction du chemin de fer d'Antivari à Virbazar commencera avant peu, malgré l'opposition des Albanais.

L'accès de Scutari et de Cettigné sera ainsi rendu facile aux étrangers venant d'Italie.

A l'activité politico-économique l'Italie joint la politique religieuse. Ainsi, suivant des nouvelles de Constantinople, les dominicains italiens ont dans une cérémonie solennelle, amené le pavillon français qui flottait sur leurs bâtiments, en le remplaçant par le drapeau italien. Un représentant de l'ambassadeur, le marquis Imperiali, y assistait. Un délégué du recteur des dominicains s'est rendu à l'ambassade française pour présenter les remerciements de l'ordre pour la protection à eux accordée par la République jusqu'à ce jour.

Mais il y a mieux. Et les chrétiens ne sont pas seuls l'objet de cette sollicitude civilisatrice de l'Italie. Et voici ce que dans un rapport adressé à la Société *Dante Alighieri* écrit le professeur Insabato :

« Les musulmans qui méritent notre attention sont les plus religieux, en apparence les plus fanatiques, et non les musulmans qui se prétendent européanisés et qui méprisent tout ce qu'il y a de bon dans leur religion. En garantissant aux premiers le respect de leurs croyances, de leur organisation sociale, de leur personne et de leurs biens, leur conquête morale est très facile.

« De plus, si les indigènes trouvent dans les écoles italiennes des cours faits dans leur langue, ils prendront peu à peu l'habitude d'envoyer leurs enfants, et l'école deviendrait ainsi le meilleur agent d'influence et de prestige sur la population musulmane. »

Le docteur Insabato propose à la Société *Dante Alighieri* de se charger d'établir, avec l'aide des professeurs musulmans d'El Azhar, la grande université arabe, le programme de ces écoles et de rédiger les manuels nécessaires pour l'enseignement.

Il voudrait qu'on pût expérimenter immédiatement ces écoles en Turquie, en Asie-Mineure, en Somalie, partout où l'Italie est en contact avec l'islamisme et veut développer des intérêts politiques ou commerciaux.

D'autre part Saïed Mohammed, le directeur de l'école Tahdiria, au Caire, a demandé à la société d'envoyer dans son école deux professeurs d'italien, ce que la société a immédiatement accepté. C'est d'ailleurs le gouvernement italien qui paie le traitement des deux professeurs ainsi que tous les frais scolaires.

La Société *Dante Alighieri* a profité de cette occasion pour ouvrir des cours de fig dans les écoles italiennes en pays musulmans.

Ces cours sont faits par un *uléma*. De plus, la société étudie un programme d'écoles primaires spéciales pour les indigènes, « afin de donner à la nation italienne la première place de respect et d'affection dans le cœur des Egyptiens », suivant les termes mêmes du rapport.

Elle a fait plus, en obtenant d'émettre des obligations à lots, dont elle a placé le montant en grande partie en Egypte, au bénéfice de ses écoles et de sa propagande.

PARLEMENT HELLÉNIQUE. — La réouverture de la Chambre vient d'avoir lieu.

M. Théotokis, président du Conseil, annonçant la constitution du nouveau cabinet, a exposé son programme. Le ministère s'appliquera à introduire dans toutes les branches de l'administration les réformes reconnues indispensables pour obtenir l'amélioration économique et politique du pays. Il réduira le service militaire d'une année, ajournera pendant cinq années l'exécution de la loi votée en 1902 sur la réorganisation de l'armée, diminuera presque de moitié le contingent en temps de paix, afin de pouvoir, avec les économies ainsi réalisées, poursuivre l'armement et être en mesure de mobiliser, dans le plus bref délai possible et efficacement, une armée digne de ce nom.

Le cabinet élargira les circonscriptions électorales pour affranchir les députés des exigences des électeurs ; il interdira aux officiers d'être députés et modifiera le régime tributaire. Le président du conseil a annoncé que le budget que soumettra M. Simopoulos, ministre des finances, présentera un excédent de 843,176 drachmes sur 12,274,358 de dépenses.

Ces déclarations ont produit une impression favorable.

Le 30, M. Théotokis a annoncé officiellement à la Chambre la mort du roi Christian, père du roi de Grèce. La séance a été levée et à l'unanimité, il a été prescrit trois jours de deuil national.

Le roi Georges est parti pour Copenhague.

* *

A L'ÉCOLE FRANÇAISE D'ATHÈNES. — La semaine dernière, ont été inaugurées, les séances de l'Institut de Correspondance hellénique, par une réunion solennelle à laquelle assistaient le prince royal et la princesse Sophie.

Le directeur de l'Ecole, M. Holleaux, après avoir rendu hommage à la mémoire du Dr Hermann, son confrère de l'Ecole américaine, mort l'an dernier, fit un exposé succinct des travaux exécutés, au cours de l'année 1905, par l'Ecole française dans la Corée, à Délos et à Delphes.

La restauration du *Tresor des Athéniens* à Delphes est presque achevée. Les étrangers qui se rendront à Athènes, en avril prochain, pour assister aux jeux olympiques, pourront contempler l'admirable monument.

A Délos, on travaille toujours à l'œuvre gigantesque » selon l'expression de Willamowitz, l'illustre archéologue allemand. On a déblayé la partie de la ville qui s'étend de l'Agora au théâtre et jusqu'à la mer. De larges avenues ont été mises à jour et des maisons irrégulièrement groupées.

Après M. Holleaux, vivement applaudi, M. Jardet a parlé des recherches entreprises à Aphrodissias (Carie) de conserve avec le Musée impérial ottoman. On a découvert un temple d'Adrien, ultérieurement transformé en église, et des thermes de la même époque, richement décorés de belles sculptures. L'art romain s'y mêle à l'art grec, qui est encore, aux premières années du christianisme, très loin de la décadence.

On annonce que la Chambre hongroise a voté les crédits nécessaires à la fondation à Athènes d'un Institut archéologique hongrois à l'instar de ceux qui y ont été déjà fondés par la plupart des grandes puissances.

* *

LES ALLEMANDS EN TURQUIE. — Les Allemands viennent de se rendre maîtres de la petite ligne de Mersine-Tarsus-Adana, en se portant acquéreurs de la majorité des actions de la société.

A la prochaine assemblée générale, ils auront ainsi le nombre de votes nécessaires pour ratifier tout ce qu'ils voudront, former un nouveau conseil d'administration et devenir ainsi les véritables propriétaires de la ligne, tout en conservant à la société actuelle son caractère de concessionnaire vis-à-vis du gouvernement, jusqu'au jour où pourront avoir lieu le transfert officiel, en même temps que la jonction à Adana de la ligne actuelle avec celle à construire de la ligne de Bagdad. Le chemin de fer Constantinople-Bagdad-Bassorah aura alors un débouché sur la Méditerranée avant celui de son point terminus sur le golfe Persique.

La concession de la ligne du chemin de fer Mersine-Tarsus-Adana, d'une longueur de 67 kilomètres seulement, a été donnée en 1883 pour une durée de cinquante ans. Elle a été ouverte à l'exploitation en 1886 et administrée par des Anglais. Elle ne jouit d'aucune garantie kilométrique. Son capital actions est de 165,000 liv. st., soit 8,250 actions à 20 liv. st. chacune entièrement versées. En moyenne, ses recettes kilométriques se sont élevées à 7,000 francs. Toutes les démarches faites par la société, en vue d'une extension de la ligne, sont restées sans résultat en présence de l'opposition que la Société d'Anatolie y faisait. Dans ces conditions, la société ne pouvait progresser. Elle se trouvait dans l'impossibilité de payer un dividende à ses actionnaires, tous les bénéfices qu'elle retirait de son exploitation servant au paiement du coupon des obligations qu'elle avait dû émettre. Les actions finirent par tomber à un prix dérisoire.

Des détenteurs sur place s'en dessaisirent en faveur de la Société d'Anatolie au prix de 1 livre ou 1 livre 1/4 sterling l'une. Il y en a qui veulent les garder quand même. Ceux-là ont les moyens et le temps d'attendre, et ils escomptent une reprise à la suite des changements qui vont s'opérer par la nouvelle administration.

**

AFFAIRES DE CRÈTE. — La plus vive émotion règne en Grèce par suite des nouvelles de Crète annonçant que les autorités militaires du secteur italien, indépendamment de l'occupation de la douane et des postes, ont condamné le village pauvre de Campanon, dont deux habitants ont été tués et vingt blessés par les troupes italiennes, à payer dans le délai de quinze jours 20.000 fr. à titre d'indemnité pour le meurtre d'un soldat italien tué pendant les désordres électoraux, faute de quoi elles menacent de s'emparer des récoltes et de récupérer l'indemnité *manu militari*.

Voici les faits : A Giorgopolis (secteur italien), au cours d'une bagarre entre électeurs, les soldats italiens tirent pour effrayer les manifestants. Résultat : un Crétien tué, plusieurs blessés. A Campanon, le bruit se répand que les électeurs gouvernementaux vont renverser les urnes. Les Italiens de barrer aussitôt l'accès de la salle aux électeurs. Un soldat tire en l'air. Un Crétien riposte et le blesse. Les troupes font alors feu sur la troupe, tuent le manifestant, et blessent plusieurs personnes. Les Crétains, furieux, mettent à mort le soldat italien coupable de l'incident.

On est d'accord pour attribuer la responsabilité de ces désordres à M. Fasciotti, consul d'Italie. Il ne s'en est produit que dans le secteur italien ; dans les secteurs français, anglais et russe, les élections se sont poursuivies dans le calme le plus parfait. Cela s'explique par le fait que M. Fasciotti a voulu favoriser les opposants, que le détachement laissait pénétrer librement dans la salle du vote.

Les ministériaux sont outrés de voir que les Italiens se sont emparés des douanes de Paliochora, de Kastelkissamos et de Kolymbary pour s'assurer une indemnité pour l'assassinat du soldat

italien. Les ministériaux menacent de s'insurger contre les puissances. Ils auraient reçu d'Athènes la promesse d'être soutenus.

D'après les avis officiels, les résultats des élections des maires dans toute la Crète donnent 48 maires gouvernementaux, 25 de l'opposition ; 3 élections sont annulées.

Les membres de la Commission financière internationale chargée de l'examen de la situation de l'île, ont été nommés. M. Edmond Bapst, ministre plénipotentiaire représente la France.

**

GRECS ET TURCS. — Les ambassades des grandes puissances aussi bien que le représentant du Sultan à Athènes multiplient leurs démarches en vue d'obtenir du gouvernement grec l'assurance qu'il empêchera à tout prix la formation de bandes grecques.

D'autre part des mesures de plus en plus sévères sont prises en Macédoine contre les bandes grecques, alors que les bandits bulgares sont l'objet d'un traitement moins rigoureux ce qui ne laisse pas que de les encourager considérablement dans leurs méfaits. C'est ainsi qu'une bande de 50 comitadjis qui a fait son apparition dans le district de Guevgueli, le 4 janvier, après avoir été à peine poursuivie par les Turcs, a été laissée libre de descendre vers le sud où elle s'est attaquée à de paisibles villageois grecs.

L'archevêque grec de Monastir a été dénoncé par les roumanisants comme ayant fait donner des soins à des blessés des corps gréco-macédoniens. Les Turcs là-dessus, se sont empressés d'ouvrir une enquête qui n'a point donné les résultats que les accusateurs espéraient.

Le gouvernement ottoman continue toujours à refuser à l'archevêque de Grevena le droit de regagner son diocèse. Le grand-vizir Ferid Pacha, défenseur ardent de la cause roumaine en Macédoine est allé jusqu'à insister pour que le prélat fut renvoyé devant les tribunaux ! Cependant les habitants de Grevena ne cessent de réclamer le retour de leur chef spirituel. Le Patriarcat a enfin adressé à la Porte un *takrir* réclamant avec fermeté le passeport dont l'archevêque a besoin pour rejoindre son diocèse.

**

DROITS D'IMPORTATION, MINES ET DOUANES EN TURQUIE. — On sait qu'au lendemain de la solution de la question du contrôle financier en Macédoine, une nouvelle négociation s'était ouverte à Constantinople : il s'agissait de la majoration de 3 % des droits de douane, actuellement de 8 % *ad valorem*, destinée à donner au Trésor ottoman un supplément de 800.000 l. t. par an. Les deux principales conditions que les puissances — en particulier la France et l'Angleterre — posaient à cette majoration étaient la modification de la loi sur les mines et la réforme du système des analyses chimiques en douane. Quant à la Russie et à l'Autriche, elles ont mis comme condition que les recettes provenant de cette majoration soient affectées en tout premier lieu aux besoins des vilayets de Monastir, Salonique et Kossova.

Toutes les nations qui commercent avec la Turquie, aussi bien que les indigènes, sont intéressées à ce changement de régime. Les douanes turques portent par leur organisation actuelle un préjudice constant au commerce, grâce aux mille vexations, formalités et tracasseries administratives ou fiscales, au déplorable état des locaux et des services, aux abus de toutes sortes dont ont à souffrir commerçants et marchandises. Un règlement a bien été élaboré, réformant de façon satisfaisante le système douanier et notamment celui

des analyses chimiques en douane. Mais il n'a jamais été appliqué.

Quant aux mines, livrées aux mêmes méthodes que les autres sources de revenus si imprudemment gaspillées, le gouvernement turc avait bien fini par remanier la loi qui les régit, mais le règlement qui prétendait amender l'ancienne loi est encore plus préjudiciable que l'ancien. C'est ainsi par exemple qu'il dispose que les autorisations pour recherches de mines doivent être délivrées par le ministère des mines, mais que si le gouvernement ottoman, après avoir donné l'autorisation, décide de la retirer, le requérant n'aura pas de recours contre cette décision. Les ambassadeurs d'Angleterre et de France ont demandé le retour à l'ancien règlement, laissant aux gouverneurs généraux le soin de délivrer les permis de recherches et ne faisant intervenir le ministère que pour les concessions proprement dites. Ils ont observé également qu'il était inique d'attribuer au ministère la faculté de spolier le prospecteur du fruit de son travail en attribuant à un tiers le bénéfice de richesses dont il ignorait l'existence avant la prospection.

Après force pourparlers entre les ambassades et la Porte, le Sultan a chargé le Conseil des ministres de reviser ce règlement et en même temps certaines mesures améliorant le système douanier ont été abandonnées.

Or, la nouvelle loi sur les mines, dont le texte vient d'être remis aux ambassades de France et d'Angleterre, les plus intéressées dans la question, fournit encore une fois la preuve des difficultés qu'il y a d'obtenir du gouvernement ottoman quoi que ce soit de clair et de défini. C'est le propre du caractère turc de toujours tergiverser et de laisser dans le vague les choses essentielles. La nouvelle loi élimine certains points signalés comme préjudiciables aux intéressés, mais elle en modifie d'autres, qui tout en paraissant satisfaisante aux demandes faites par les missions, sont rédigées de façon à donner lieu à des interprétations erronées. Elle accorde un délai de quatre mois pour remplir les formalités nécessaires à l'obtention du permis de recherche, et si, au bout de ce temps, le demandeur en règle n'a pas de réponse et qu'aucune objection n'ait été soulevée, il peut se considérer comme autorisé à commencer les travaux. C'est donc là un point déjà acquis. Il y en a encore un autre : celui où le gouvernement se réservait le droit de retirer le permis de recherche en indemnisant le demandeur de ses frais d'invention. Cet article a été éliminé. C'est un autre point essentiel également acquis ; mais la nouvelle loi n'admet pas le transfert et déclare, en ce qui concerne les dernières formalités à remplir pour être reconnu officiellement concessionnaire d'une mine, qu'une fois que toutes les démarches auront été remplies et que le *masbata* du conseil d'Etat aura été envoyé à la sanction impériale, le firman sera délivré par iradé impérial.

En réponse, l'ambassade d'Angleterre a déclaré que les modifications proposées par le gouvernement ottoman au règlement sur les mines sont insuffisantes et qu'elles rendent trop difficile l'obtention de concessions par les étrangers pour qu'on puisse consentir à une majoration de 3 % sur la taxe douanière d'importation.

LA COMMISSION FINANCIÈRE EN MACÉDOINE. — Voici quelques détails au sujet des travaux des commissaires financiers et du programme approuvé par la Porte.

La durée de la mise en vigueur du programme financier est limitée à deux ans. La Porte accepte le principe d'après lequel 5 % des revenus des trois vilayets seraient consacrés aux Travaux publics. Pour renchérir ou pour marquer sa bonne volonté, elle a même ajouté « au moins 5 % ».

Les agents civils et les contrôleurs financiers se sont déjà réunis trois fois. Les commissaires allemand et turc étaient absents : le premier étant

parti en congé, et le second n'étant pas encore arrivé.

Pendant les deux premières séances on a discuté les questions de personnel et de l'organisation du service. A la dernière séance on a examiné la question des dépenses qu'en entraînerait le service de la Commission.

Un point important est à retenir : sur l'ordre formel de leurs gouvernements respectifs, les contrôleurs n'auront à s'occuper que de la réforme financière des trois vilayets, les questions politiques étant laissées aux agents civils de Russie et d'Autriche-Hongrie et à Hilmi-Pacha.

Le règlement a fixé que la commission tiendrait des séances hebdomadaires ; cependant, pour mettre la machine en marche, à cause du travail préliminaire considérable qu'ils auront à exécuter, les Contrôleurs ont décidé de se réunir trois fois par semaine pendant les trois premiers mois. Il est cependant à présumer que les travaux n'avanceront, au début, que très lentement, parce que les représentants étrangers ne se trouvent pas encore au courant de la législation financière ottomane.

Zia-bey, qui avait été nommé représentant de la Porte à la Commission du Contrôle financier en Macédoine, ayant été appelé à la direction du Ministère des Finances, a été remplacé par Djemal-bey, ancien employé au Ministère des Travaux publics.

Le sultan a conféré l'Imtiaz en brillants à Hilmi-Pacha, inspecteur général des réformes en Macédoine.

Le gouvernement ottoman publie un avis officiel ouvrant un concours pour trois postes d'inspecteur financier en Macédoine.

Les récentes commandes faites aux usines du Creusot par le gouvernement ottoman consistent en neuf gardes-côtes et une canonnière pour une somme totale de sept millions de francs environ.

**

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA GRÈCE. — D'après le dernier bulletin publié par le ministère des finances, les importations, pendant le troisième trimestre de l'année 1905 se sont élevées à 36,194,029 drs, contre 35,483,047 pendant la période correspondante de l'année 1904. Différence en plus 710,902 drs.

Pendant ce même trimestre les exportations ont atteint 28,397,108 drs, contre 29,350,175 en 1904. Différence en moins 953,067 drs.

Pendant les neuf premiers mois de 1905 l'importation s'est élevée à 97,849,343 drs. contre 98,628,859 en 1904 soit en moins 775,507 ; l'exportation à 59,311,531 contre 69,849,583 soit en moins 10,538,052 drs.

Les droits de douane ont donné au troisième trimestre, 1905 drs. 9,859,725 dont 1,273,170 en drs ; au troisième trimestre à 1904 drs. 9,320,808 dont 1,345,853 en drs. pendant les neuf premiers mois de l'année 1905 drs. 25,174,831 dont 2,718,896 en or, pendant les neuf premiers mois de l'année précédente drs. 24,768,168 dont 4,302,356 en or.

**

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION EN GRÈCE. — Pendant le troisième trimestre de l'année 1905 sont entrés dans les ports helléniques 1891 navires d'une contenance totale de 1,307,880 tonnes et sont sortis 1,709 bateaux jaugeant ensemble 1,271,842 tonneaux. Du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1905 sont entrés 5,147 navires d'une contenance de 3,670,704 t. et sont sortis 4,816 navires de 3,576,324 t.

En 1905, la marine à vapeur grecque s'est

accrue d'une vingtaine d'unités jaugeant ensemble plus de 16.000 tonnes.

La flotte à vapeur grecque comptait, vers la fin de l'année qui vient de s'écouler, 227 navires à vapeur jaugeant 347,166 tonneaux. Deux navires seulement ont une contenance de plus de 4,000 tonnes, 15 déplacent plus de 3,000 tonnes ; 69 jaugent de 2 à 3,000 tonnes chacun.

NOUVELLES DIVERSES

On annonce de Constantinople la mort d'un grand savant grec Jourdain Carolidès, frère du professeur d'histoire byzantine à l'Université d'Athènes.

Originaire de Césarée, le défunt avait fait ses études à Smyrne et plus tard en Allemagne, où il s'occupa spécialement de philosophie et de linguistique. Durant de longues années, il occupa la chaire de littérature grecque et latine au gymnase de Smyrne et plus tard à l'Académie de théologie grecque de Constantinople. Orientaliste éminent, il fut en même temps un esprit des plus universels dont on a pu goûter les belles productions dans la *Revue du Sylogue Littéraire Grec* de Constantinople.

Le correspondant de Constantinople de la *Vossische Zeitung*, malgré les démentis reçus, maintient son affirmation relative à des renforts de troupes autrichiennes dans le territoire le Plevlje, disant avoir déjà annoncé que ces renforts se faisaient en secret ; le démenti officiel s'expliquerait donc facilement. Le correspondant signale en outre des troubles en Albanie, et rappelle que l'Autriche-Hongrie a proposé à la Porte, en octobre dernier, l'institution d'une commission mixte pour la délimitation exacte de la frontière entre la Bosnie et le district de Plevlje ; qu'en outre la Porte a protesté le 9 novembre dernier auprès du cabinet de Vienne en raison de certains procédés employés sur le territoire de Plevlje. Le correspondant en question qualifie de signe caractéristique la construction d'une route stratégique commencée par les Autrichiens entre Plevlje et la station de chemin de fer Rodow en Bosnie, et l'accueil plus que froid fait à Vienne à la protestation turque contre cette entreprise.

L'empereur a remis 50.000 couronnes au comité de secours pour les victimes du tremblement de terre d'Albanie.

Mme Zarifi, décédée ces jours derniers à Paris, laisse une fortune de dix millions de francs. Par son testament, deux millions et demi devront être affectés à la construction et à l'entretien d'un hôpital grec à Constantinople.

Mme Mantzounis, décédée la semaine dernière à Athènes, a laissé 300.000 francs à l'Université nationale. Les arrérages devront être affectés à l'instruction supérieure de jeunes gens originaires de Tripolitza son pays natal.

M. D. Sgoutas, le banquier parisien bien connu, a fait don de 25.000 francs au Lycée commercial franco-grec de Salonique, dirigé par M. S. Noucas. Cette somme servira à l'agrandissement d'un établissement qui a déjà rendu de si grands services et dont les dimensions sont de plus en plus exigües, en raison de l'affluence croissante des élèves.

La police a opéré avec violence dans un grand hôtel de Pétra l'arrestation d'un Arménien, sujet persan, nommé Shirazi, correspondant de l'*Illustrated London News*, arrivé par le train d'Europe. Le directeur de l'hôtel étant Belge tenta de s'opposer à l'arrestation, mais la police avertit Nedjyb, pacha Melhame, président de la commission d'enquête sur l'attentat du 21 juillet, qui vint en personne et fit enlever l'Arménien, malgré

sa résistance opiniâtre, sous prétexte que celui-ci était poursuivi comme anarchiste.

La légation belge et l'ambassade de Perse protestent contre cet acte arbitraire et disent que la police eût dû demander le concours diplomatique que les représentants n'ont jamais refusé.

La cour de cassation a confirmé le jugement du tribunal de Stamboul contre le Belge Joris et ses complices dans l'attentat du 28 juillet dernier.

La Porte vient de notifier à la légation belge qu'elle n'accepteraît aucune requête au sujet de la remise de Joris aux autorités belges, car elle agit suivant ses droits.

Dans les milieux commerçants et politiques de Bucarest, on ne croit pas plus au bruit d'une alliance douanière entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie qu'à celui de l'entrée de la Roumanie dans l'union douanière serbo-bulgare. La Roumanie, fait-on remarquer, porterait par cette alliance un grave préjudice à sa jeune industrie si pénible et si chèrement organisée.

La Chambre roumaine a voté un crédit de 68 millions dont 30 millions seront employés pour l'armement et l'achat de canons à tir rapide. Plus de 33 millions sont destinés à l'achat de wagons de chemins de fer, constructions de gares et de remises. Le reste, environ 5 millions, servira à l'assèchement de terrains marécageux.

Dans les riches gisements d'éponges que l'on a récemment découverts à Tarpon Springs, sur les côtes de la Floride, travaille déjà un grand nombre de pêcheurs hellènes. Il est vrai que le métier de plongeur, dont la paralysie est le moindre risque, allèche peu de marin, hors les insulaires de l'Égée.

Il y a actuellement à Tarpon Springs 25 barques de pêche grecques, avec autant de plongeurs et de scaphandres et 60 rameurs. Chacune d'elles récolte en moyenne par jour, et lorsque le temps est favorable, pour deux cents dollars d'éponges. On espère que la pêche sera plus fructueuse lorsque chaque barque pourra disposer de deux plongeurs. De nombreux Hellènes vont s'engager tous les jours, mais risquent de se voir concurrencer par les nègres, qu'ils ont initiés dans les secrets de leur industrie.

La Banque Nationale de Grèce vient de créer, avec le concours du gouvernement et d'un groupe de capitalistes, une *Banque du Peuple*, au capital de 3.000.000 drachmes.

Cet établissement financier a pour but de servir les intérêts du peuple en lui épargnant le paiement de gros intérêts. Il repose principalement sur le système mutualiste. Il comporte aussi deux sections : un Mont-de-Piété et une Caisse d'épargne pour le peuple.

LA SITUATION EN MACÉDOINE

ENTRE GRECS ET BULGARES. — Des Bulgares ont attaqué dans les rues de la ville, quatre Grecs qui se rendaient chez des amis. L'un d'eux a été grièvement blessé, les trois autres plus légèrement. Une patrouille accourue à leur secours, put s'emparer de trois des agresseurs ; un quatrième, qui avait pris la fuite fut tué d'un coup de fusil.

Une perquisition opérée dans le domicile du Bulgare Vostag Han, à Salonique, a amené la

découverte d'un nombre considérable de bombes et de documents qui établissent clairement que les comitadjis avaient formé le dessein de faire sauter les églises grecques le premier de l'an (14 janvier), alors qu'elles seraient remplies de fidèles.

Le moutar grec de Démir-bey a été grièvement blessé.

La bande de Taské, forte de quinze partisans, qui avait été attaquée dernièrement par les Turcs à Sahaphtsia, est entrée à Koumli, du caza de Démir-Hassar, petit village situé sur la ligne du chemin de fer. Elle se proposait d'assassiner le primat grec Démètre Papadopoulos. Mais celui-ci et son fils, avertis à temps, s'enfuirent et les Bulgares ne trouvèrent que sa femme à la maison. Ils lui écrivirent alors pour lui ordonner, sous les plus terribles menaces, de revenir immédiatement. Mais sur ces entrefaites, des soldats turcs survinrent, et les partisans n'eurent que le temps de s'enfuir.

On télégraphie de Constantinople au *Temps* Grec, âgé de vingt ans, M. C. J. Démétracopoulos, a été enlevé, comme il revenait de Vénitez sur une voiture qu'il conduisait lui-même, par une bande bulgare de quatre partisans ; les autorités ne sont pas arrivées à découvrir la trace des coupables.

On télégraphie de Constantinople au *Temps* que la police a découvert à Demi-Hissar, près Serres, dans le quartier bulgare, une fabrique de bombes. Trois cent cinquante bombes étaient prêtes et douze cents étaient en préparation.

Le quartier bulgare est occupé militairement et de nombreuses opérations ont été opérées.

**

ENTRE SERBES ET BULGARES. — Les bandes serbes ont fini par délivrer le caza de Coumanovo de la tyrannie du comité de Sofia. Le village de Svilantni, grâce à la présence des bandes serbes a pu se déclarer ouvertement patriarchiste. Le village de Mlado Nagoritchano ne va pas tarder à suivre cet exemple, car il vient d'être enfin délivré du maître d'école bulgare, représentant du comité de Sofia dans ce district.

On écrit de Salonique qu'une bande serbe a attaqué le village bulgare de Makrés et a brûlé dix maisons.

Des Bulgares ont attaqué à coups de revolver dans la ville même de Perlépé un des primats serbes, du nom de Giovan, ainsi que sa fille. Giovan a été grièvement blessé.

Les bandes serbes et bulgares continuent leur lutte dans le caza de Coumanovo. Une rencontre sanglante a eu lieu dans le village de Skatchkovtsi, où le chef de bande serbe Christo avait attaqué de nombreux partisans du comité de Sofia. La lutte a été acharnée, mais sans résultat appréciable.

Une vingtaine de Bulgares ont été arrêtés par la police turque, à la suite de ces événements, et emprisonnés à Coumanovo.

Dans le village de Koïlé, du caza d'Uskub, les Bulgares ont assassiné le prêtre serbe. La police a arrêté les auteurs présumés et les instigateurs de ce crime, le maître d'école bulgare, Yanko, et les paysans exarchistes Panzo Davtchoff, Stana Stoïlof, Ignor Petrouchef, ainsi que le primat Todé Manef.

Une bande bulgare de onze hommes, ayant pénétré dans le village de Marstevtsa-Vélessa, a assassiné un paysan serbant et mutilé son cadavre.

ENTRE TURCS ET BULGARES. — On écrit de Salonique : Une bande turque, embusquée auprès de Kreblitsa, aux environs de Pétritsi, a tué quatre Bulgares, qui passaient par là.

Le même jour, des Bulgares ont tendu une embuscade auprès du village de Kouchalovon, et tiré sur un détachement turc de vingt hommes, placé sous le commandement du *tchaouch* Beisel. Le feu des Bulgares n'amena aucun résultat. Mais le commandant du détachement turc, se rendant dans le village, s'y livra à une sérieuse enquête ; il remarqua que beaucoup de paysans manquaient dans le village, bien qu'on fût en hiver et à l'époque des fêtes. Aussi les autorités ont-elles envoyé des renforts à Kouchalovon.

D'autre part, on raconte qu'une bande bulgare de quinze partisans, sans doute sous les ordres d'Apostol, et qui se cachait dans le village de Kouchalovon, a pu s'enfuir avant l'arrivée d'un détachement turc, le 26 décembre dernier. Un certain nombre de paysans, parmi lesquels se trouvait aussi le représentant du comité dans le village, Athanase Niklé, suivirent la bande. Les autorités, saisissant les parents de ces paysans, les ont jetés en prison.

L'officier bulgare Constantino a formé dans le district de Perlepé, cinq bandes de 15 à 20 partisans chaque, destinées à agir, conjointement ou séparément, contre les populations patriarchistes, serbes ou grecques, de la contrée.

Une de ces bandes, forte de 20 hommes, a été attaquée par l'armée turque auprès du village de Racli. Trois Bulgares, qui s'étaient déguisés en soldats turcs, ont été pris.

On mandate de Stromnitsa que le 8 janvier, une rencontre eut lieu entre les troupes et une bande bulgare qui a perdu quatre hommes.

On a saisi à Doïran de nombreuses armes, appartenant aux Bulgares.

Les débris de la bande bulgare qui avait été battue ces temps derniers par un détachement turc à Kastourino près de Stromnitsa, se sont reformés sous les ordres d'un certain Christo. Mais, attaquée de nouveau par les Turcs, la nouvelle bande s'est entièrement dispersée. Plusieurs partisans ont été tués.

Les autorités turques de Stromnitsa, ayant appris que les Bulgares cachaient des armes et des munitions à Monospiton, se rendirent dans ce village et, après de longues recherches, elles découvrirent quelques fusils Mannlicher et des cartouches.

A la suite d'une dénonciation, la police turque de Démir-Hissar a opéré une descente à l'auberge de Vantsi Mélingo, originaire de Krousovo ; à la suite de perquisitions, elle a saisi treize cartouches de dynamite, une bombe, vingt-trois lettres du marguillier bulgare, une lettre cryptographique et une photographie.

Mélingo et son fils ont été arrêtés.

D'autres perquisitions, opérées au moulin d'un nommé Dina, ont permis de découvrir une boîte remplie de lettres, un fusil Martini et trente cinq cartouches.

TURCS, GRECS ET ROUMAINS. — Un incident des plus violents vient de se produire à Verria : Hilmi-pacha a donné l'ordre de remettre entre les mains des roumanisants de Verria l'église grecque de la Sainte-Vierge.

Pendant l'office, la police s'est rendue sur les lieux, et a intimé aux Grecs l'ordre de remettre les clés de l'église à la propagande roumaine. Devant le refus des Grecs et l'attitude menaçante de toute la population, les autorités n'ont pu que fermer l'église. Le métropolite grec, conduit par

plus de deux mille manifestants s'est alors rendu au *konak* afin de convaincre le caïmacam. Mais celui-ci demeura inébranlable, et, comme la foule exigeait que l'évêque ne quittât pas le *konak* avant de s'être fait rendre justice, le prélat dut s'enfuir par une porte dérobée. Le lendemain la ville entière était en deuil, tous les magasins sont restés fermés.

L'évêque ainsi qu'une députation de la population se sont rendus à Salonique. Hilmi-pacha a reçu fort mal l'évêque, qui veut démissionner. Quant aux membres de la députation, l'inspecteur général menace de les jeter en prison, mais ceux-ci demeurent inébranlables dans leurs revendications.

L'agitation à Verria est indescriptible, d'autant qu'on annonce que les roumanisants auraient obtenu des Turcs une seconde église.

EN ÉPIRE. — La légation de Roumanie à Constantinople, appuyée dans ses démarches, par les ambassades de plusieurs grandes puissances, avait obtenu de la Porte l'envoi d'une commission spéciale en Épire afin d'examiner sur les lieux le bien-fondé des plaintes roumaines. Celles-ci avançaient les faits suivants :

1^o Que des bandes grecques et l'hellénisme en général, par des menaces et par la violence, terrorisaient les populations « roumaines » ;

2^o Qu'une bande grecque avait brûlé, il y a deux mois, l'école roumaine de Vovousi et détruit l'école roumaine du village de Palaiosilion.

Pour ce qui est du premier point, la commission spéciale n'a pu que confirmer l'enquête préliminaire du Gouverneur général, Osman-pacha : elle a bien rencontré quelques Roumains, venus de Bucarest, mais nulle trace de Koutzo-Vlaques roumanisants, si ce n'est quelques malheureux poussés par l'appas du gain.

Pour ce qui est des deux écoles, elles ont été détruites par les Roumains eux-mêmes : l'école de Palaiosilion a été détruite parce qu'elle menaçait ruine, celle de Vovousi a été brûlée pour sauver les apparences et faire un scandale à tout prix : depuis le début de cette année Vovousi ne comportait plus, en effet, un seul élève, et le maître d'école avait été contraint de fermer le local et de prendre le chemin de Jannina. Les Roumains ont voulu couvrir leur échec par une mystification qui tourne à leur confusion.

Les conclusions de la Commission turque ont une valeur toute particulière, étant donnée l'entente étroite qui règne entre la Porte et le cabinet de Bucarest.

LA COOPÉRATION BULGARO-ROUMAINE. — On écrit de Salonique au *Bulletin d'Orient* : L'alliance entre les propagandes bulgare et roumaine demeure toujours très étroite. Les Bulgares y trouvent un grand bénéfice, car ils profitent des sommes considérables dont les agents roumains disposent et de l'appui constant qu'ils trouvent auprès des autorités turques. Cet appui prend parfois des formes un peu ridicules. Ainsi, le caïmacam de Vodéna a décidé d'accorder une escorte militaire à tout enterrement ou mariage qui serait célébré par le prêtre roumain. Ces cérémonies ont lieu à l'église bulgare et le clergé exarchiste y participe.

Il y a trois semaines, M. Douma, l'inspecteur des écoles roumaines, a fait une tournée dans le district de Caradjova et y a distribué, dans l'intérêt des comités bulgares, des armes et des munitions. Les autorités turques ont même saisi à Loubnitsa des revolvers distribués par l'inspecteur roumain, mais elles n'ont pas autrement inquiété ce dernier.

Les Koutsovlaques, visités par M. Douma, se distinguent nettement de leurs congénères. Tandis que les Koutsovlaques des autres districts ont subi

l'influence hellénique, ceux-ci ont subi l'influence bulgare. Eux aussi sont bilingues, avec la différence que, comme seconde langue, ils parlent non le grec mais le bulgare. Acquis depuis longtemps à l'idée bulgare, ils auraient tous passé à l'exarcat, comme l'ont fait beaucoup d'entre eux, notamment à Bériolav, si la propagande bulgare ne les avait engagés à se déclarer roumanisants, ce qui leur procure les subsides roumains et l'appui illimité des autorités turques. De la même manière, la propagande bulgare avait empêché les Bulgares-Unis de rentrer dans l'exarcat, afin de conserver le soutien du clergé catholique.

Les comités ont beaucoup employé, dans le triangle Vodéna-Venitsa-Yevghéli, les Koutzovlaques bulgarisés de la Karadjova. C'est avec leur concours qu'ils ont assassiné, au cours de l'année dernière, tant de Grecs ou de Koutzovlaques hellénisés, et ont détruit un si grand nombre de bergeries.

**

VIOLENCES BULGARES. — On écrit de Philippopolis, 15 janvier : Nous avons à déplorer une série d'attaques à main armée, que les Bulgares ont dirigées contre les établissements grecs de notre ville.

C'est ainsi qu'une bande de chauvins a fait irruption dans le café d'un certain Spyridion Hadjigrigorios, proférant des injures contre la Grèce. L'un des malfaiteurs faisait bientôt feu sur le propriétaire de l'établissement, alors qu'un de ses acolytes brisait toutes les vitres, ainsi que l'image du prince Georges de Grèce.

La police n'a fait aucun effort pour retrouver les coupables, et il a fallut les démarches les plus pressantes auprès des autorités supérieures pour qu'on se décidât à entreprendre quelques recherches. Hadjigrigorios a remis une plainte entre les mains du procureur pour coups, blessures et menaces ; mais il est peu probable qu'on lui rende justice, car l'un des fauteurs du délit, qui avait été arrêté, vient d'être remis *secrètement en liberté*.

Le 27 décembre à 11 h. 1/2 du soir, un inconnu a tiré un coup de revolver sur la fenêtre du *Cercle hellénique*. La balle, après avoir brisé une vitre, est venue s'aplatir sur le mur d'en face, sans atteindre heureusement personne. Un agent de police, appelé en toute hâte, s'est refusé à faire les constatations d'usage. Il fallut se rendre à la préfecture de police, et le préfet, en se transportant sur les lieux, dut se rendre à l'évidence. Malgré les assurances données, on n'a cependant procédé à aucune arrestation, et la population grecque se montre, à juste titre, très irritée.

**

HISTOIRE DE BRIGAND. — Peut-être se rappelle-t-on l'histoire de M. Wills, sujet anglais que son philhellénisme avait signalé à l'attention des comitadjis qui s'en emparèrent, il y a quelque temps, près du monastère de Saint-Naoum.

On le cherchait sans résultat lorsqu'arrivèrent des lettres à Monastir annonçant aux autorités et au consul d'Angleterre que M. Wills était le prisonnier d'une bande bulgare qui ne le remettait pas en liberté à moins d'une rançon de 6.000 livres turques, près de 140.000 francs. Le consul ni les autorités ne prirent la chose au sérieux. Mais à quelque temps de là le drogman du consulat d'Angleterre trouvait devant sa porte déposée par une main inconnue une nouvelle lettre réclamant de façon plus impérative le versement de la rançon. Une des oreilles du captif était scellée sous la même enveloppe.

Les autorités redoublèrent d'efforts et finirent

par découvrir la retraite de la bande et par délivrer le malheureux employé de la Régie après quatre mois et demi de séjour dans les montagnes. Mais en quel état incroyable ! On aurait dit, racontent les témoins oculaires, un habitant des forêts vierges de l'Afrique ou de l'Océanie, les cheveux longs et la barbe inculte, les yeux bagards, à demi-nu, conservant à peine l'usage de la parole !

et non le moins vivace, qui ont concouru à la formation de la race grecque-moderne.

La langue des Roumains est également un idiome néo-latin, mais les éléments slaves y tiennent la place qu'occupe le grec dans le dialecte koutzovalaque, à tel point que les linguistes, avant la relatinisation artificielle tentée avec succès sur le roumain en ces derniers temps, se demandaient si elle devait être classée parmi les idiomes latins ou slaves. Il serait absurde de conclure de l'existence d'un idiome néo-latin chez les deux peuples à leur unité ethnique ; à ce compte-là les patriotes de Bucarest auraient pu tout aussi bien revendiquer les Romanches des Alpes et les Catalans, dont les dialectes ne présentent pas moins d'analogie avec le roumain que le patois koutzovalaque.

M. Lahovari, dans l'intention de montrer l'identité des deux langues, assure, dans une interview avec le correspondant du *Temps* à Bucarest, qu'il y a entre elles autant de différence qu'entre le français et le provençal ; or, cette affirmation serait-elle exacte, si cette différence n'est pas suffisante pour diviser des races, que tout, traditions, mœurs, aspirations et conscience nationale réunissent, la ressemblance qui subsiste après cette différence ne suffirait pas à justifier l'assimilation de races qui tout séparent, depuis la situation géographique, jusqu'aux traditions et à la ferme volonté des individus. On ne saurait trop insister sur ce dernier point, car on ne peut méconnaître à la libre volonté d'un peuple le droit de disposer de ses destinées. Les Grécovalaques, non seulement se sont considérés de tout temps comme des Hellènes, mais ils ont versé le plus pur de leur sang pour la cause hellénique ; ils ont tenu les premiers rangs de l'Indépendance grecque et plus tard, dans le jeune royaume hellénique, ils ont figuré parmi les plus généreux donateurs de la nation ; bien plus, depuis que la propagande roumaine s'est établie au milieu d'eux, les manifestations de leur attachement à l'hellenisme se sont multipliées ; les dotations et les souscriptions se font chez eux de plus en plus importantes pour la fondation d'écoles et d'œuvres destinées à s'opposer au progrès de la propagande roumaine et c'est avec ostentation qu'ils leur donnent le nom d'écoles helléniques dans les actes de fondation.

Au sujet des Grecs de Roumanie, l'auteur dit :

... Mais le paysan de Roumanie ne songeant pas aux nombreux services que lui rendaient ces étrangers, jetait des regards d'envie sur les richesses qu'ils amassaient par leur *labeur et leur haine innée* des peuples agricoles peinant aux durs travaux des champs pour les nations commerçantes pénétra dans son âme ; ces colonies grecques ont été en grande partie absorbées par l'élément indigène sans que cette haine diminuât. On doit même reconnaître, hélas ! que ces transfuges de l'hellenisme ne sont pas nos adversaires les moins acharnés dans leur nouvelle patrie. Cette haine vivace, tantôt latente, tantôt avouée, n'a cessé d'inspirer à la Roumanie devenue indépendante des mesures prohibitives et vexatoires contre les intérêts grecs ; ceux-ci autrefois prospères n'ont fait dès lors que péricliter ; les cinq communautés grecques reconnues légalement par le traité qu'on menaçait de violer sont déjà en plein marasme ; le commerce grec n'est plus que l'ombre de ce qu'il était auparavant ; la possession de la terre n'est plus permise aux étrangers. Aussi ne voit-on pas sur quels intérêts tellement considérables pourront porter les menaces roumaines. Il y a certes la navigation hellénique dont le mouvement est très important ; mais ce mouvement n'a lieu que dans les ports danubiens et est, par conséquent, entièrement soumis à la juridiction de la Société Internationale du Danube et non à celle de l'Etat roumain. Quant au traité commercial qui sera dénoncé, il a été bien plus profitable à la Roumanie, en lui permettant

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Crète et Macédoine

Dans sa revue politique annuelle, publiée dans la *Neue Freie Presse*, Max Nordau écrit, entre autres, sur les affaires de Crète et de Macédoine :

La Crète lutte depuis des années pour s'unir à la Grèce, la mère-patrie, et ces luttes ne doivent pas être uniquement attribuées à des raisons d'ordre sentimental. Le régime automiste n'a pas amené des résultats satisfaisants pour une île que quatre siècles de servitude sous le joug ottoman ont éprouvée.

.... Del quel droit, et dans quel but pratique, a-t-on refusé d'accorder au peuple crétois la liberté qu'il revendique hautement ? Si les puissances avaient retiré leurs flottes et leurs troupes, il est probable que la Turquie n'eût pas manqué d'élaborer des notes de protestations, mais elle se fût certes gardée d'essayer de reconstituer les liens à jamais brisés entre elle et la Crète, et les Crétois qui par leur bravoure et leur fidélité à l'idéal national, ont conquis le droit de disposer de leur sort eussent enfin trouvé le repos et joui des bienfaits que donne la vie politique. Rien de plus inique que l'entêtement d'une diplomatie qui fait fi des aspirations si naturelles de ce peuple.

Il en est de même en Macédoine, où chaque puissance poursuit la réalisation de vues intéressées en conformité desquelles elle élabore des projets d'établissement en Macédoine. Chacune des puissances s'applique à s'attirer à elle les sympathies des diverses nationalités rivales, afin de se créer une clientèle pouvant servir ses propres intérêts. Mais de la tranquillité de la Macédoine, aucune puissance n'en a cure !...

Les Koutzo-Valaques et le conflit greco-roumain

En réponse à un article paru dans le *Courrier Européen*, cette même revue publie dans son numéro du 12 janvier une remarquable étude de M. Skiadaressi, dont nos lecteurs ont eu l'occasion d'apprécier la compétence parfaite dans les questions balkaniques. Nous en détachons ces quelques lignes, relatives à l'idiome koutzovalaque :

L'origine des populations koutzovalaques est fort discutée ; ils sont, en général, considérés comme les descendants de Macédoniens latinisés par les nombreuses colonies militaires établies par les Romains dans la chaîne montagneuse du Pinde ; de cette influence romaine ils n'ont conservé qu'un patois composé mi-partie de mots latins et de mots grecs d'une forme parfois très ancienne ; mais l'usage de ce patois va lui-même se perdant de jour en jour, car les Koutzovalaques ont adopté le grec comme langue d'enseignement dans toutes leurs écoles et dans toutes les relations de la vie, comme aussi ils ont tout en commun avec les Hellènes qui les entourent, mœurs, traditions, aspirations nationales ; ils constituent, en un mot, l'un des éléments,

de tripler ses exportations, qu'à la Grèce, dont les importations en Roumanie sont restées stationnaires. La Grèce n'aura donc que fort peu de choses à perdre ; mais dût-elle sacrifier des intérêts matériels plus considérables, son gouvernement ne saurait modifier la ligne de conduite suivie jusqu'à ce jour, ayant pleine conscience des droits impérissables de la nation grecque, résolu à les défendre jusqu'au bout, tout en respectant les intérêts légitimes des nations voisines.

Le conflit gréco-roumain

Sous ce titre, M. F. Nessim fait excellentement, dans le *Journal de Genève* (15 janvier), l'historique de la question pendante entre la Grèce et la Roumanie, et termine par ces lignes :

Pour ce traité de commerce, le gouvernement roumain en le dénonçant a usé d'un droit incontestable. Les raisons qui l'ont poussé à user de ce droit ne sont pas douteuses. Il est clair que nous sommes en présence d'un commencement d'exécution des menaces formulées dès le début du conflit.

Quant à la dénonciation du protocole relatif aux communautés grecques, elle ne saurait être considérée comme possible, ainsi que vient de le démontrer dans un mémoire magistral M. G. Streit, professeur de droit international à l'Université d'Athènes, associé de l'Institut de droit international. Ce protocole a été, il est vrai, signé en même temps que le traité, mais il est absolument indépendant. Il n'est nullement mentionné parmi les clauses du traité de commerce. Bien mieux, le traité a été conclu pour un temps déterminé ; aucune stipulation de ce genre n'a été mentionnée pour le protocole. De même la clause de dénonciation inscrite au traité ne s'étend pas au protocole. D'ailleurs, comment le protocole pourrait-il être dénoncé alors qu'il contient une convention diplomatique définitive ? Cela ressort nettement des termes dans lesquels il est rédigé : « En procédant à la signature de la convention de commerce, les soussignés sont convenus :

Les églises helléniques comprises dans la liste annexée au présent protocole et qui fonctionnent actuellement en Roumanie d'après leurs propres actes de fondation, seront considérées définitivement comme personnes morales et continueront à fonctionner, ainsi que les écoles qui en dépendent, en se conformant aux lois du Royaume.

Il convient de rappeler qu'antérieurement à cet acte la jurisprudence roumaine avait reconnu la personnalité morale des communautés grecques. C'est uniquement pour prévenir les reprises de contestations judiciaires et pour trancher à jamais la question que le protocole a été rédigé.

Qu'adviendra-t-il de tout cela ? Il est certain qu'aucune guerre n'est à redouter, les deux Etats ne se touchant nullement. Ce serait évidemment un cas à soumettre à la cour de la Haye.

Il y a aujourd'hui des gens qui croient à un prochain arrangement direct en raison du changement de cabinet à Athènes, de la nomination de M. Skoutsis aux affaires étrangères. En effet, à la tête d'un précédent cabinet, M. Skoutsis, un homme très conciliant, était parvenu jadis à aplatis le premier conflit occasionné par le procès Zampa. Espérons donc.

Le protectorat de la France dans le Levant

M. Paillarès continue dans la *Lanterne* sa campagne contre le protectorat. Nous lisons dans ce journal (8 janvier) :

Partout, les missionnaires, protégés par nos canons, font une concurrence déloyale aux véritables commerçants, sans payer de droits d'entrée, et dotés au surplus de nos grasses subventions. C'est ce qui explique qu'ils ont amassé des for-

tunes colossales et que notre pavillon disparaît peu à peu de tous les ports. Les jésuites, les frères et les sœurs sont propriétaires, non seulement des immeubles qu'ils habitent, mais de quartiers entiers. Les frères de Salonique, à peine installés dans la ville, ont acheté des maisons et une « campagne ». Là où les laïques se ruinent, eux s'enrichissent.

Les lazariques de Monastir possèdent une vingtaine de maisons, des plus productives — notre consulat est leur locataire — qu'ils évaluent à 700.000 francs environ. Or, retenez que 700.000 francs, à Monastir, représentent au moins deux millions d'Europe. Et ces gens-là crient misère ! Ils reçoivent, avec les sœurs, trois mille francs par an, mais ils trouvent que cette somme est dérisoire. Pour quels services ? Ils enseignent notre langue à une cinquantaine d'enfants. Et après ? la belle affaire, vraiment ! quand toutes les écoles sont obligées, si elles veulent attirer beaucoup d'élèves, de faire au français une place importante. J'ai visité les établissements scolaires de toutes les communautés à Smyrne, à Salonique, à Monastir, à Serrès, à Constantinople, au Caire, à Alexandrie, etc., et partout j'ai constaté, chez les Grecs surtout, qui comptent en Orient cinq cent mille élèves, qu'on étudie notre langue et notre littérature avec le plus grand soin et, j'ajouterais, avec le plus noble désintéressement. Dois-je rappeler ici l'œuvre admirable de l'alliance israélite ? Puisque nous sommes à Monastir, j'apprendrai à ces messieurs du quai d'Orsay, que ses écoles y donnent une instruction totalement française et purement scientifique à six cents élèves. Est-ce que cette société nous a imposé un marché ? Est-ce qu'elle nous menace de passer à l'ennemi, si nous ne lui accordons pas de fortes annuités ?

D'autre part, M. Paillarès dit (*la Lanterne*, 26 janvier) :

Les Grecs de Smyrne me disaient : « Ce n'est pas de catholicisme que nous avons soif, c'est de votre littérature, de votre science, de votre progrès, de votre idéal de justice et de liberté. Vous nous méprisez trop. Vous blessez à chaque minute notre foi religieuse et nationale. Mais nous ne vous gardons pas rancune, car nous sommes convaincus que vous nous faites du mal inconsciemment, croyant nous faire du bien. Vous ignorez tout de nous.

« Nous vous sommes plus étrangers, très certainement, que les Japonais et les Chinois, bien que nous soyons à vos portes, si près de vous que nous percevons distinctement le bruit de vos querelles. Il faut que l'affection que nous avons vouée à la France et qui est ancrée dans nos coeurs soit forte et vraie pour traverser sans faiblir les dures et cruelles épreuves auxquelles vous la soumettez. Il vous paraît singulier que nous nous exprimions en français, alors que nous n'avons pas recueilli un enseignement congréganiste. Eh bien, sachez que nous avons des professeurs laïques que nous avons fait venir de France, ou que nous avons engagés sur place. Nous les payons de nos deniers ; nous n'avons jamais sollicité la moindre subvention du gouvernement de la République. Et croyez bien que « nos » maîtres sont plus instruits que « vos » frères. »

Voilà pourquoi l'on rencontre sur les Echelles du Levant des médecins, des avocats, des banquiers, des industriels, des commerçants, des ouvriers même qui possèdent à fond notre langue, ou convenablement. Voilà pourquoi des centaines d'hellènes sont envoyés dans nos Facultés ou Ecoles supérieures. Ils ont reçu chez eux une instruction secondaire mixte qui leur permet de suivre avec profit les cours de nos professeurs de médecine, de droit, de lettres, de sciences, etc. Quelques-uns se sont distingués au point de surpasser les étudiants français. Deux ou trois, sinon

plus, sont sortis dans le premier rang de l'Ecole des Mines ou de l'Ecole des Ponts-et-Chaussées. M. Andréades, aujourd'hui membre agrégé de l'Université d'Athènes, fut lauréat de la Faculté de droit de Paris. M. Politis, qui est maintenant des nôtres, vient d'être nommé professeur à la Faculté de droit de Poitiers. Faut-il citer le poète Moréas ? Vingt noms se pressent sur mes lèvres. Il serait d'un extrême intérêt d'établir une statistique des étudiants venus d'Orient. Je suis convaincu que les 9/10, au moins, — presque l'unanimité — ont été formés par les établissements non congréganistes, c'est-à-dire par les écoles qui ne reçoivent pas un centime de nos consuls. L'attachement des Grecs à la « belle France » est particulièrement caractéristique. J'ai constaté que jusque dans les villages les plus reculés de la Macédoine, leurs enfants apprennent notre langue. Ils ont fondé trois lycées gréco-français, un à Constantinople, un autre à Salonique et un autre à Smyrne. Dans cette dernière ville, bien que leur Gymnase soit placé depuis le dix-huitième siècle sous la protection de l'Angleterre, le français y occupe la première place, après le grec ; puis vient l'anglais, à une distance respectueuse. On peut calculer qu'à elles seules les écoles helléniques du Levant enseignent le français à cent mille enfants (elles comptent en tout cinq cent mille élèves ; elles sont les plus nombreuses et les plus fréquentées).

La politique du marquis de San-Guliano

Dans un long télégramme adressé au *Morning Post* par son correspondant à Rome sur les idées du marquis de San Guliano, ministre des Affaires étrangères, en matière de politique italienne en Orient, il est dit entre autres :

A en juger par ses écrits, le ministre des Affaires étrangères est plus favorablement que son prédécesseur, M. Tittoni, disposé à l'égard de la Grèce qu'il visita trois fois. Il a notamment écrit : « Les Grecs modernes présentent presque les mêmes particularités de caractère que leurs ancêtres ». La presse grecque, qui récemment s'est prise à envisager avec inquiétudes les projets de l'Italie en Epire, sera rassurée quelque peu par ces lignes qui sont de M. de San Guliano : « Aucun Italien ne songe à occuper cette région » et par celles-ci : « Le maintien de la souveraineté ottomane en Epire ou bien son annexion, totale ou partielle à la Grèce ou à une Albanie indépendante, constitue une solution conforme aux intérêts politiques et économiques de l'Italie ».

Il faut aussi noter l'impression qu'ont produite sur l'homme d'Etat sicilien les Hellènes de Leucade, qu'il a trouvés tout semblables à ses compatriotes de Catane d'origine grecque.

Une école française à Athènes

De l'*Eclair*, 23 janvier :

Une décision du ministre de l'Instruction publique a créé à Athènes une école primaire supérieure où l'un de nos instituteurs et un professeur adjoint de nos écoles primaires enseigneraient le français aux enfants de nos compatriotes installés en Grèce et aux jeunes Hellènes désireux d'apprendre notre langue.

Notre ministre à Athènes, d'accord avec les ministères des Affaires étrangères et de l'Instruction publique, propose de rattacher la nouvelle institution à l'Ecole française d'archéologie, dont elle constituerait un développement et une sorte d'annexe. Cette manière d'opérer, qui rencontrerait l'adhésion du gouvernement hellénique, ajouterait aux chances de succès de l'établissement en lui assurant le patronage et le concours des directeurs et des membres d'une école illustre.

Sur le reliquat du legs Giffard a été prélevée la somme nécessaire à la construction et à l'installation de cette annexe de l'Ecole d'archéologie. Cette école étant prête à fonctionner, il n'y a plus qu'à nommer le personnel si le Parlement approuve la création projetée.

Les Roumains jugés par eux mêmes

M. Panu, homme politique et publiciste roumain a publié dans sa revue la *Semaine*, une série d'articles sur le conflit greco-roumain. En voici un extrait :

La question, dit-il, est fort délicate. Les faits que nous reprochons au gouvernement grec se passent en Macédoine et non sur son propre territoire. De plus les Koutsoyloques sont sujets ottomans et non sujets roumains. Le lien qui nous unit à eux est un lien de sang et non de droit. En diplomatie, de pareils liens peuvent autoriser des démarches amicales, non une intervention officielle. Rappelons-nous ce qui s'est passé pour les Roumains de Hongrie. Nous avons mené en leur faveur une lutte violente. Mais cette lutte a été menée uniquement par l'opinion publique. Jamais le gouvernement romain n'a songé à intervenir auprès du gouvernement austro-hongrois. Pourtant, nous le répétons, il s'agissait ici de populations roumaines, unies à nous depuis des siècles par une communauté de sentiments nationaux et de culture intellectuelle ; les actes, contre lesquels nous protestions étaient commis par des Hongrois, qui en prenaient officiellement la responsabilité. Dans la question macédonienne au contraire nous nous sommes directement adressés au gouvernement hellénique et nous l'avons menacé de représailles. Pourquoi deux manières dans deux questions qui exigeaient le même traitement ?

LA PRESSE GRECQUE

La loi du plus fort

L'*Agon* d'Athènes consacre au différend cro-serbe un article fort opportun :

Il serait indigne de nous, dit-il, d'applaudir à l'attitude prise par l'Autriche vis-à-vis de la Serbie et de la Bulgarie dans la question de l'union douanière.

Les nerfs des diplomates viennois traversent à cette occasion une crise d'hypertension et les organes les plus directement inspirés par l'officine du Ballplatz font feu et flamme contre les insolents petits peuples qui ont osé porter atteinte au Traité de Berlin qui ne reconnaît la Bulgarie que comme une principauté vassale de la Turquie, privée dès lors du droit de disposer d'elle-même économiquement et politiquement. Toute la sophistique viennoise se dépense à la sauvegarde des sacro-saints traités internationaux, uniquement parce que, dans cet accord douanier, l'Autriche entrevoit un préjudice pour ses propres intérêts.

Cette union, s'il est quelqu'un à qui elle eût porté préjudice, c'est nous autres Hellènes. Mais que cette considération ne nous égare pas ; il serait aussi immoral qu'imprudent de nous réjouir au spectacle de l'Autriche qui se jette au travers de l'entente serbo-bulgare. Le mal dont souffrent aujourd'hui nos adversaires peut nous atteindre demain nous-mêmes, comme il nous a atteints, depuis que nous existons, plus que n'importe quel autre peuple en Orient. Cette attitude de l'Autriche est un coup porté à l'indépendance des petites nations dont elle conteste par là l'existence même, proclamant omnipotente la loi de l'écrasement du faible par le fort...

Souhaitons-le

Dans un article de fond, notre confrère, l'*Himerissia* d'Athènes, écrit excellamment, entre autres :

En annonçant à son journal la constitution du nouveau comité bulgaro-macédonien, qui s'est donné pour titre la pieuse appellation de *Société de Bienfaisance*, le correspondant balkanique du *Times*, M. Bourchier, exprime l'espoir que le crime et la violence seront bannis du programme du nouveau comité, méthodes, dit-il, qui s'exerçaient par des personnes responsables, n'étant tenues à aucune reddition de comptes des sommes recueillies et se laissant aller à des actes de banditisme qui ont créé des doutes sérieux sur la nature du mouvement macédonien.

Etant donnée la sympathie dont le *Times* est animé à l'égard des agents du bulgarisme en Macédoine, l'aveu a son prix... Le correspondant du grand journal de la Cité croit ou du moins espère que le comité au sein duquel « sont représentés tous les partis politiques de la Bulgarie » mettra en œuvre de nouvelles méthodes d'action, s'inspirant de principes plus humanitaires que ceux qui consistaient à piller, violenter et assassiner les Macédoniens. Nous ne pouvons malheureusement partager cette espérance. Mais nous souhaitons ardemment de nous tromper. Car en Macédoine, il y a, pour tous et chacun, place pour une action de libre et pacifique concurrence.

Cette concurrence, aussi longtemps qu'elle s'emploiera à améliorer le sort du pays, sans se départir du respect dû aux droits d'autrui, il ne se trouvera personne pour la contrecarrer. Chaque race peut et doit agir dans la limite de ses droits et travailler, légalement, à se développer, pour le plus grand bien du pays. Mais ce qui n'est pas permis, c'est la violence exercée par une minorité turbulente dans le but d'établir sa suprématie au moyen du meurtre, du vol et du mensonge...

L'officier Gastoldi en Macédoine

Le correspondant de la *Nea Himera* de Trieste dénonce, dans une longue correspondance, bourrée de faits précis, l'attitude scandaleuse de l'officier italien Gastoldi, auquel échut la surveillance des réformes dans le district de Florina.

A Nereti, village grec que nos bandes ont débarrassé des comitadjis bulgares, Gastoldi a ouvertement reproché aux habitants d'avoir accepté la protection des bandes grecques, alors qu' « ils étaient bulgares ». Vainement les Neretiototes ont protesté.

A Rakovo, où Gastoldi s'était rendu, sur la nouvelle que l'archevêque grec de Monastir visiterait ce village, cet officier a critiqué l'attitude patriotique des Grecs « s'exposant ainsi au danger de l'hostilité bulgare ».

A Sakoulevo et Popozani, Gastoldi a fait disparaître des églises les évangiles en langue grecque. Et ainsi de suite :

L'officier Gastoldi passe tout son temps en compagnie de l'évêque bulgare de Florina, dont la piété et les vertus chrétiennes sont bien connues des victimes de ses congénères, les comitadjis. Ce que je puis vous affirmer, c'est qu'au grand scandale des habitants, Gastoldi ne cesse d'encourager et de servir les intérêts des bandits bulgares...

Italie-Grece-Albanie

Une personnalité politique italienne a accordé au correspondant de l'*Hestia* d'Athènes à Rome, une interview, d'où nous détaisons un passage intéressant :

... Vous autres Hellènes, devez être persuadés que l'Italie ne demande pas mieux qu'à voir s'établir une entente entre la Grèce et l'Albanie, qui du coup dissiperait l'inquiétude que nous inspire l'éventualité d'une occupation de l'Albanie par l'Autriche.

L'Italie a toujours travaillé à la pleine émancipation de la Crète. Pourtant, tantôt entraînés par les naïvetés de certains professeurs, tantôt par la légèreté de quelques publicistes, vous croyez que nous convoitons la Crète. Il est vrai que nous avons des vues, non seulement en Crète, en Albanie, et en d'autres contrées de la Turquie, mais encore en Grèce et dans les autres pays balkaniques. Mais ces vues ne tendent qu'à un but : introduire notre commerce dans ces pays et concurrencer les pays exportateurs de l'Occident. Mais les autres puissances ne visent-elles pas à des avantages identiques, ne travaillent-elles pas activement à répandre leur commerce en Orient ?

L'attitude de la diplomatie italienne en Crète comme en Macédoine est loin de donner raison à la personnalité interviewée par notre confrère. Quant à l'assertion que l'Italie ne songe qu'à une pénétration économique en Orient, les ambitions italiennes en Albanie, en Epire et même à Corfou, l'activité de la *Danti Alighieri* et autres sociétés nationalistes ne sont pas pour confirmer ces assurances.

La juridiction du Patriarcat

Répondant à un article du *Journal de Pétersbourg*, l'organe du Patriarcat œcuménique, l'*Ecclésiastiki Alitheia*, publie une étude des plus lumineuses sur le « roumanisme macédonien aussi difficile à découvrir que la pierre philosophale » :

D'ailleurs, en supposant même qu'il y ait des Roumains en Macédoine, tout gouvernement organisé, — dit l'auteur, au sujet de la juridiction du Patriarcat —, tout pouvoir civilisé reconnaît à l'autorité ecclésiastique telle ou telle juridiction où un pouvoir étranger ne saurait légitimement s'immiscer. Le T. S. évêque d'Houngro-Valachie ou l'évêque de Moldavie se mêlent-ils d'administrer les Roumains de Bessarabie ou de Transylvanie ? L'archevêque de Belgrade intervenait-il antérieurement à 1878, dans les affaires des Serbes de Nisch ? Il est pour le moins assez paradoxal que les onnaillles du Patriarcat soient considérées comme biens épaves sur lesquels le premier Bulgare ou Roumain venu puisse mettre la main, faute de pouvoir s'introduire là où il compte de véritables frères ?...

L'HELLENISMOS

Journal hebdomadaire grec

12, Rue Sophocle, 12

ATHÈNES

Au Siège de l'Association l'Hellenismos

L'HELLENISMOS, journal politique hebdomadaire, a groupé les écrivains les plus distingués de la Grèce et en particulier ceux que préoccupent le problème du progrès national de l'hellenisme et de la réforme du régime parlementaire et politique en Grèce.

Le Gérant : L. ESPARVIER.

Levallois-Perret, — Imprimerie WELLHOFF et ROCHE
55, rue Fromont.